



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

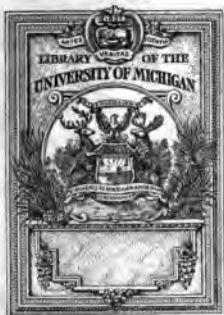
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY
Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1871



10021
NOUVEAU RECUEIL



DE

T R A I T É S

*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de
plusieurs autres actes servant à la connoissance
des relations étrangères*

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections
particulières de traités et des auteurs les plus estimés.*

P A R

G E O. F R É D. D E M A R T E N S;

continué par

F R É D É R I C M U R H A R D.

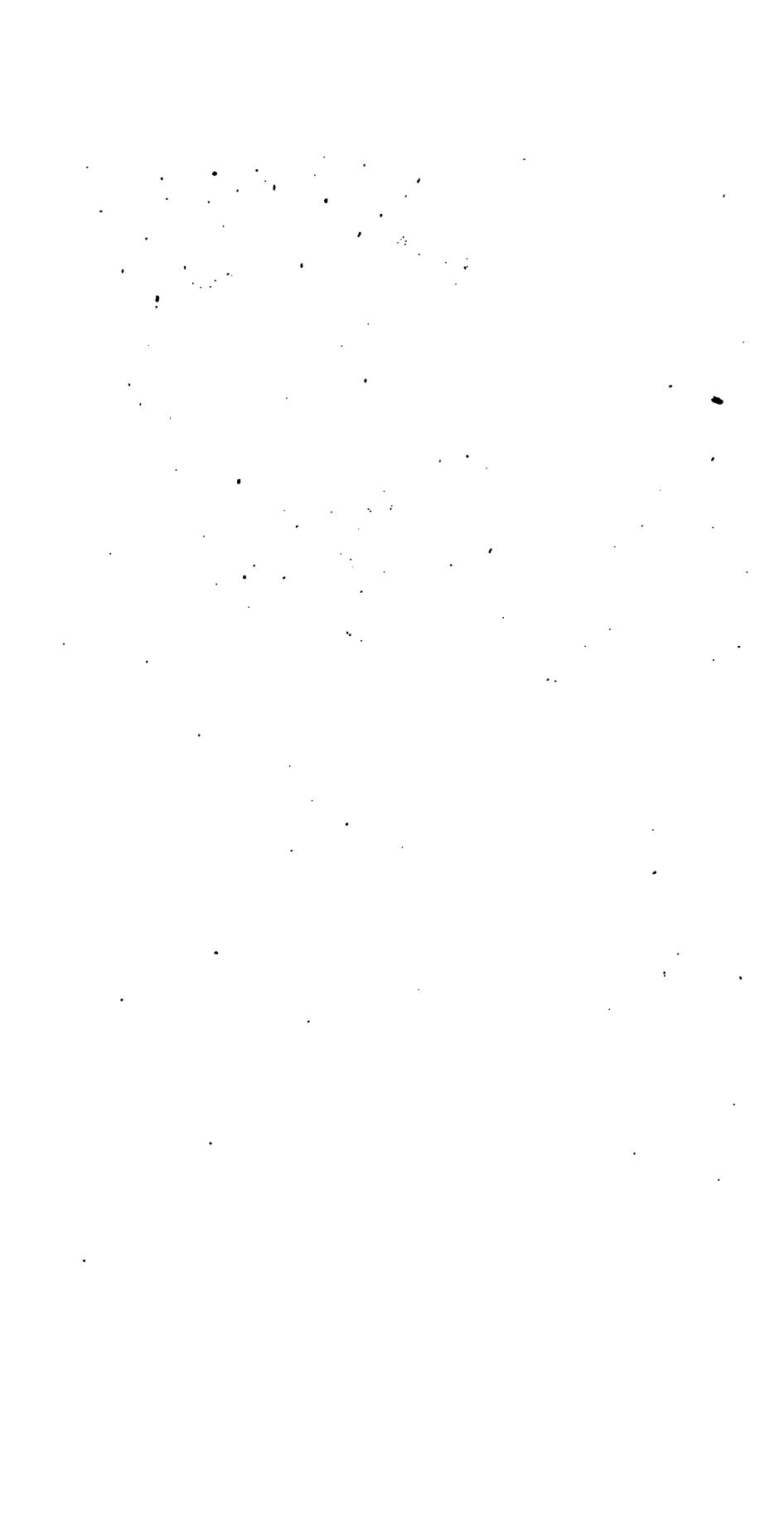
T o m e X I V.

1830 — 1837.

A GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1839.







1.

Convention entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. R. le Duc de Modène par laquelle sont confirmés les Traités conclus entre S. M. et S. A. R. la Duchesse de Massa et Carrara, et les dispositions du Traité du 18 Janvier 1817, conclu entre S. M. et S. A. R. le Duc de Modène sont appliquées aux sujets de la Principauté de Massa et Carrara. Signé à Modène, le 27. Février 1830.

(Traité publics de la Royale Maison de Savoye, par le Comte de la Marquerite. Turin 1836. T. IV. p. 622.).

La Real Corte di Modena e la Real Corte di Sardegna, dopo la riunione degli Stati di Massa e Carrara ai Dominii Estensi, avendo convenuto senza nulla immutare ai Trattati che furono stipulati tra S. A. R. la Duchessa di Massa e Carrara di felice memoria, e S. M. il Re di Sardegna, i quali Trattati staranno fermi in ogni loro parte, di accordare ai sudditi di Sua Maestà anche negli Stati di Massa e Carrara gli stessi vantaggi, e le medesime facilitazioni, di cui godono nelle altre Provincie dei Dominii Estensi in virtù del Trattato stipulato fra S. A. R. il Duca di Modena e S. M. il Re di Sardegna il 18 Gennaio 1817. per l'abolizione delle leggi d'ubena, e per le altre reciprocità in esso convenute a favore dei rispettivi loro sudditi; quindi è che

Il sottoscritto Senatore Gran Croce dell' I. Sacro Angelico Ordine Costantiniano di S. Giorgio di Parma, Commendatore dell'Ordine Austriaco di Leopoldo, Gran Ciamberlano, Consigliere di Stato, ed incaricato del Ministero degli affari esteri della prelodata A. S. R., in virtù dell'autorizzazione avuta dall' Augusto suo Sovrano, dichiara colla presente che fermi stando tutti i Trat-

2 *Breve du Pape pour l'Archevêq. de Cologne*

1830 tati stati stipulati fra S. A. R. la Duchessa di Massa e Carrara di felice memoria e S. M. il Re di Sardegna, quello seguito il 18 Gennaio 1817. fra S. A. R. il Duca di Modena e la prelodata M. S. sarà esteso a favore dei sudditi Sardi nei predetti Stati di Massa e Carrara riuniti a questi Dominii Estensi.

In fede di che il sottoscritto ha firmata la presente per essere cambiata con altra simile dichiarazione di Sua Eccellenza il Signor Conte Vittorio Sallier della Torre, Generale di Cavalleria, Ministro, e Primo Segretario di Stato per gli affari esteri di S. M. il Re di Sardegna in nome dell' Augusto suo Sovrano, la quale dichiarazione abbia effetto di assicurare una perfetta reciprocità ai nuovi sudditi di S. A. R. l'Archiduca Duca di Modena degli Stati di Massa e Carrara in tutti i Dominii di S. M. Sarda.

Il sottoscritto ha inoltre fatto apporre alla presente il sigillo delle sue armi. Fatto a Modena, il 27. Febbraio 1830.

GIUSEPPE MARCHESE MOLZA.

(Le Comte de la Tour, Ministre du Roi de Sardaigne au Département des relations extérieures, a signé une déclaration semblable le 27. Février 1830.).

2.

Breve de S. S. Pie VIII adressé à l'Archevêque de Cologne et aux Evêques de Trèves, de Paderborn et de Munster. En date de Rome, le 25 Mars 1830.

(Esposizione di fatto documentata su quanto ha prece-
duto e seguito la deportazione di Monsignor Droste Ar-
chivescovo di Colonia. Roma, 1838. p. 3.)

Ven. Fratribus Ferdinando Augusto, Archiepiscopo Coloniensi, Josepho, Episcopo Treverensi, Frederico Clementi, Episcopo Paderbonensi, et Caspari Maximiliano, Episcopo Monasteriensi.

Pius P. P. VIII.

Ven. Fratres, Salutem etc. etc.

Litteris altero abhinc anno ad Leonem XII glor.

mem. Praedecessorem Nostrum datis diligenter, Venerabiles Fratres, exposuistis arduum, in quo versamini, discrimen, propterea quod civili lege isthic ante paucos annos lata praescriptum est, ut in matrimoniis mixtis liberi utriusque sexus in religione patris, aut certe ad ejus arbitrium educenter, simulque sacerdotibus interdictum, ne a personis matrimonia hujusmodi contracturis ullam exigant super religiosa nasciturae prolis institutione sponsonem. Et ipsi quidem vel ex eo tempore participes fuimus summi moeroris, quo idem Optimus Pontifex affectus est ob angustias has Vestras, quas eae litterae plenius explicabant. Sed graviori adhuc molestia nunc angimur, quum humilitati Nostrae inscrutabili Dei judicio reservatum est ea Vobis responsa reddere, quae praedecessor Noster praebere, morte praeventus, non potuit. Siquidem Sanctae huic Sedi prorsus non licet, illa omnia permittere, quae in istis regionibus ad ejus legis executionem postulari significastis. Verum duo sunt, quae haud parum Nos recreant, videlicet Vestrum pariter, et sacerdotum, qui sub Vobis sunt; pro doctrina ecclesiae tuenda servandisque illius regulis studium, quod praedictis quoque ad Leonem XII litteris demonstrastis; ac Serenissimi Borussiae Regis indulgentia, qui, ut pariter innuistis, ipse auctor quodammodo Vobis fuit, ut Apostolicae huic sedi integrum rerum statum ingenue explicantes, illam super anxietatibus Vestris consuleretis; hinc enim merito confidimus, non modo Vos rescriptis hisce Nostris plane obsequuturos, sed ipsam quoque Serenissimi Regis Majestatem Vobis non succensuram, si eidem in rebus civilibus ex animo obsecundantes, in iis tamen, quae non civiles matrimonii effectus, sed ipsam attingunt matrimonii ejusdem sanctitatem, et religiosa conjugum officia respiciunt, sacras religionis catholicae regulas custodiat. Itaque ad rem propius veniendo, haud Nobis opus est, ut fraternitates Vestras sacra omni doctrina peritissimas edoceamus, quaenam adversus mixtas, de quibus agitur, nuptias ecclesiae ratio sit. Ergo ignotum Vobis non est, ecclesiam ipsam a connubiis hujusmodi, quae non parum deformitatis, et spiritualis periculi prae se ferunt, abhorrere; atque idcirco Apostolicam hanc sedem summo semper constantique studio curasse, ut canonicae leges, matrimonia eadem prohibentes religiose custodirentur.

Quodsi Romani pontifices a sanctissimo illo Cano-

4 *Breve du Pape pour l'Archevêq. de Cologne*

1830 num interdicto nonnunquam dispensasse inveniuntur, id profecto graves ob causas, et aegre admodum fecerunt, suisque dispensationibus adjicere consueverunt conditionem expressam de praemittendis matrimonio opportunis cautionibus, non modo ut conjux catholicus ab acatholico perverti non posset, quin potius ille teneri se sciret ad hunc pro viribus ab errore retrahendum, sed etiam ut proles utriusque sexus ex eodem matrimonio procreanda in catholicae religionis sanctitate omnino educaretur. Nostis autem, Venerabiles Fratres, ipsas omnes cautiones eo spectare, ut hac in re naturales divinaeque leges sanctae tectae habeantur: quandoquidem exploratum est, catholicas personas, seu viros, seu mulieres, quae nuptias cum acatholicis ita contrahunt, ut se aut futuram sobolem periculo perversionis temere committant, non modo canonicas violare sanctiones, sed directe etiam gravissimeque in naturalem ac divinam legem peccare. Atque exinde jam intelligitis, Nos quoque gravissimi coram Deo et ecclesia criminis reos fore, si circa nuptias hujusmodi istis in regionibus contrahendas illas a Vobis, aut a parochis Vestrarum dioecesium fieri assentiremur, per quae, si non verbis, factis tamen ipsis indiscriminatum approbarentur. Quare Nos summopere commendantes zelum illum Vestrum, quo catholicos Vestrae curae commissos a connubiis mixtis avertere hactenus allaborastis, enixe Vos in Domino exhortamur, ut posthac pariter in id ipsum sedulo incumbatis in omni patientia et doctrina, horum deinde laborum copiosam in coelis mercedem accepturi. Juxta haec igitur, quoties praesertim catholica aliqua mulier viro acatholico nubere velit, diligenter ab episcopo seu a parochio edocenda erit, quatenus circa hujusmodi nuptias Canonum sententia sit, serioque admonenda de gravi scelere, quod apud Deum rea fiet, si eos violare praesumat; et maxime opportunum erit, eandem adhortari, ut meminerit firmissimum illud nostrae religionis dogma, quod „extra veram catholicam fidem nemo salvus esse potest:” proindeque agnoscat, se in filios, quos a Deo exspectat, jam nunc crudelissime acturam, si tales contraxerit nuptias, in quibus sciat illorum educationem in viri acatholici arbitrio futuram. Quae quidem salubria monita erunt etiam prout prudentia suggesserit, iteranda eo praesertim tempore, quo nuptiarum dies instare videatur, dumque consuetis pro-

clamationibus disquiritur, utrum alia sint, quae illis ob- 1830
stent, impedimenta canonica. Quodsi nonnullis in casibus paterna huiusmodi sacrorum pastorum studia in irritum cadere contingat, tum sane abstinendum erit a catholica eadem persona censuris in illam nominatim expressis corripienda, ne tumultus aliquis excitetur, et graviora rei catholicae mala obveniant; sed alia ex parte abstinere etiam catholicus pastor debet non solum a nuptiis, quae deinde fiant, sacro quocunque ritu honestandis, sed etiam a quovis actu, quo approbare illas videatur. Quam circa rem illud solummodo in nonnullis locis toleratum est, ut parochi, qui ad graviora rei catholicae incommoda avertenda praesentiam suam contrahendis his nuptiis praestare cogebantur, paterentur quidem eas ipsis praesentibus confici (si scilicet nullum aliud obstaret canonicum impedimentum), ut audito utriusque partis consensu, deinceps pro suo officio actum valide gestum in matrimoniorum librum referrent, sed caverent semper ab illicitis huiusmodi matrimoniis ullo suo actu approbandis, multoque magis a sacris precibus et ab ecclesiastico quovis ritu eisdem admiscendo. Sequitur jam, ut de illorum causa respondeamus, qui matrimonia mixta inire ausi fuerint, catholico pastore non praesente. Et hac quidem super re ita Nobis censuimus statuendum, ut avertantur, quoad fieri poterit, scandala, quae ex huiusmodi nuptiis oriri denunciastis, itemque ut catholici illi, qui in conjunctione vivunt eo modo inita, facilius induci possint ad peccatum suum salutaribus poenitentiae lacrymis expiandum; denique ut in posterum certa omnibus regula sit, qua de vi matrimoniorum ea ratione contrahendorum dijudicent. Jam vero ad conjunctiones quoad attinet, quae isthic usque ad praesens tempus sine parochi praesentia initae sunt, Nos brevi delegabimus Fraternitatibus Vestris necessarias facultates, quarum vi malis exinde ortis, magna saltem ex parte, mederi valeatis. Nunc autem per Nostras has litteras volumus et mandamus, ut matrimonia mixta quae posthac (a die videlicet 25. Martii 1830) in Vestris dioecibus contrahi contingat, non servata forma a Tridentino concilio praescripta, si eisdem nullum aliud obstat canonicum dirimens impedimentum, pro ratis ac veris connubiis habeantur; prout Nos auctoritate Nostra Apostolica matrimonia eadem vera et rata fore declaramus atque decernimus, contrariis non obstantibus quibuscunque.

1830 Quocirca catholicae personae, quae in posterum matrimonia hoc modo contraxerint, dum nullum aliud iis obstaret dirimens canonicum impedimentum, a sacris pastoribus edocendae erunt, ipsas verum et ratum conjugium inivisse. Insuper pastorum officium erit, catholicos quoslibet, praesertim vero catholicas mulieres, quae cum acatholicis validas quidem, sed tamen illicitas nuptias contraxerint, opportuno tempore admonere in caritate Dei et patientia Christi, ut de gravi patrato scelere poenitentiam agant suisque satisfaciant obligationibus, ei praesertim, qua erga suos filios ipsae semper tenebuntur, ad catholicam videlicet illorum omnium educationem pro viribus seduloque curandam. Post haec supervacaneum ducimus, Ven. Fratres, Vos excitare, ut attendatis, quanta prudentia haece in casibus agendum sit, ne catholicae religioni creetur invidia, quandoquidem Fraternitates Vestras id probe nosse comperit Nobis exploratumque est. Sic agite igitur, sicque a Vobis admoniti agant parochi, ut omnes videant, catholicos sacerdotes non alio, quam officii sui adimplendi spiritu animari, ut in iis, quae religionis sunt, ecclesiae regulas servant, ipsosque eodem spiritu duci, ut in iis, quae civilis sunt ordinis, regias leges non propter servilem quemdam metum, sed propter conscientiam custodiant. Nobis equidem vehementer dolet, quod Vos ab his, in quibus estis, angustiis penitus eximere non potuerimus. Sed nolite deficere animo. Ipse serenissimus Rex, qui propensam in catholicos sibi subditos voluntatem solemniter patefecit, factoque ipso aliis occasionibus comprobavit, non patietur (ut plane confidimus) in hoc negotio, quod religiosa Vestra officia directe afficit, Vos diutius exagitari, sed anxietatibus Vestris pro sua clementia commotus, et Nostris pariter votis obsecundans, Vobis remittet, ut religionis catholicae regulas hac etiam in re servare ac exsequi libere valeatis. Quod ut feliciter eveniat, a Deo, in cujus manibus corda sunt regum, suppliciter implorandum est: quemadmodum assiduis precibus Nos facimus, et Vos pariter enixe facturos non dubitamus. Interea praecipuae, qua Vos complectimur, caritatis testem esse volumus apostolicam benedictionem, quam Fraternitatibus Vestris, nec non omni clero, ac fidei populo Vestris curis concredito peramanter impertimur. —

Datum Romae apud St. Petrum die vigesima quinta 1830
mensis Martii 1830. Pontificatus Nostri anno primo.

(sign.) Pius P. P. VIII.

3.

Instruction de la cour de Rome adressée à l'Archevêque de Cologne et aux Evêques de Trèves, de Paderborn et de Munster. Datée de Rome, le 27 Mars 1830.

(Actes officiels publiés à Rome 1838.).

Instructio ad Archiepiscopum Coloniensem, atque ad episcopos Trevirensen, Paderbornensem et Monasteriensem.

Sanctissimus Dominus Noster Pius Divina Providentia P. P. VIII ad Archiepiscopum Coloniensem, atque ad Episcopos Trevirensen, Paderbornensem et Monasteriensem rescribens per litteras datas die 25. Martii 1830 eis jam significavit, quam magno moerore affectus ipse sit ob graves angustias, in quibus illos versari cognoverat, propterea quod civilis lex in eorum regionibus anno 1825 lata statuerit, ut proles utriusque sexus ex matrimoniis mixtis orta, in religione patris, aut certe ad ejus arbitrium educetur, et sacerdotibus interdixerit, ne a personis connubia hujusmodi contracturis ullam exigant super religiosa futurae proles educatione sponsonem. Non enim potuit Sanctitas Sua ullo modo declinare a constanti illo studio, quo Sedes Apostolica semper advigilavit, ut sacri canones, qui mixtas hujusmodi nuptias, deformitatis et spiritualis periculi plenas, severe prohibent, religiose custodiantur. Multo autem minus declinare potuit a sanctissimo illo sedis ejusdem instituto, per quod Romani Pontifices, quum interdum (aegre scilicet, et graves tantum ob causas) matrimonia hujusmodi permetterent, suis dispensationibus adjicere consueverunt conditionem expressam de praemittendis matrimonio opportunis cautionibus, non modo ut conjux catholicus ab acatholico perverti non posset, quin potius ille teneri

1830 se sciret ad hunc pro viribus ab errore retrahendum, sed etiam ut proles utriusque sexus ex eo conjugio procreanda in catholicae religionis sanctitate omnino educaretur. Cum enim non ecclesiastica solum, sed naturalis, ac divina prorsus lex vetet, ne homo in nuptiis contrahendis se, aut futuram sobolem periculo perversionis temere committat, exinde sane manifestum est, memoratas omnes cautiones idcirco adhiberi, ut naturalis eadem divinaque lex sarta tecta habeatur. Quare Sanctitas Sua debitis prosequens laudibus praedictos antisites pro pastoralis zelo, quo catholicos suae curae concreditos avertere conati sunt a nuptiarum foedere illicite cum acatholicis jungendo, illos enixe in Domino adhortata est, ut posthac quoque in id ipsum sedulo prudenterque allaborent, simul vero et nonnulla iisdem litteris praescripsit, quae episcoporum eorundem molestiis leniendis profutura viderentur, quaeque pertinerent ad catholicos in illicita illa connubia prolabentes ad meliora consilia atque ad salutarem poenitentiam facilius reducendos. Atque una declaravit, magnam se erigi in spem, non modo episcopos pontificiis illis rescriptis religiose obsecuturos, sed ipsum quoque Serenissimum Regem pro Sua aequitate et erga catholicos sibi subditos indulgentia haud aegre laturum, si animarum pastores Majestati suae in civilibus rebus ex animo obsecrantes, in hoc tamen negotio, quod ipsam attingit matrimonii sanctitatem et religiosa conjugum officia respicit, sacras religionis catholicae regulas observent. Quam utramque spem nunc etiam magnopere sovet Summus Pontifex, dum hac instructione supradictis quatuor episcopis nunciari vult alia nonnulla, quae circa eandem rem indulgentia, aut toleranda decrevit. Et primo quidem ad matrimonia quod attinet, quae in quatuor dioecesibus Coloniensi, Trevirensi, Paderbornensi et Monasteriensi huc usque inita sunt praeter formam a Tridentino concilio praescriptam, jam Ssmus Dominus Noster suis illis ad episcopos litteris indicavit, se eisdem delegaturum facultates idoneas, ut possint malis exinde ortis, magna saltem ex parte mederi. Nimirum Summus Pontifex, memor vicarium se esse Jesu Christi, qui venit quaerere et salvum facere, quod perierat, ad infelicem respexit illorum catholicorum conditionem, qui in conjugio viventes coram Deo et Ecclesia irriti, sed coram civilibus loci legibus valido, in magna redeundi ad bonam frangem dif-

ficulitate versantur, et misericordia erga eos motus ipsis 1830
aperire decrevit faciliorem viam ad poenitentiam. Itaque archiepiscopo Coloniensi et episcopis Trevirensi, Paderbornensi et Monasteriensi per hanc instructionem significatur, Sanctitatem Suam augere illos auctoritate necessaria et opportuna; cujus vi unusquisque illorum tamquam delegatus Apostolicae Sedis possit in sua dioecesi confirmare, atque etiam in radice sanare nuptias usque ad diem receptionis praesentis instructionis initas inter unam partem catholicam, et alteram acatholicam, quae irritae idcirco sint, quod in eis contrahendis servata non fuerit forma a Tridentino concilio praescripta. Et quoniam nonnullae ex mixtis nuptiis hucusque contractis irritae item sunt, propter alia, quae iisdem obstabant, canonica impedimenta, ideo Summus Dominus noster plenam ipsis quatuor episcopis addit potestatem, qua eorum quisque tamquam Sedis Apostolicae delegatus ab impedimentis illis in sua dioecesi valeat dispensare, dummodo scilicet de iis agatur impedimentis, a quibus Apostolica Sedes ob graves causas dispensare jam solet, et dummodo dispensatio ipsa pertineat ad sananda conjugia mixta ibidem usque ad praesens tempus contracta. Quam quidem auctoritatis vim eo libentius Sanctitas Sua eisdem episcopis delegat, quod praeclaram de illorum virtute opinionem fovet, planeque confidit ipsos potestate tam ampla prudentissime usuros. Et praeterea Summus Pontifex declarat episcopos eosdem illa omni potestate uti posse etiam per alios idoneos ecclesiasticos viros a se speciatim subdelegandos. Nonnulla tamen sunt ad ejus auctoritatis usum spectantia, de quibus Sanctitas Sua episcopos eorumque subdelegatos admoneri mandavit. Primo scilicet, ut in singulis casibus perspiciant, an matrimonium, quod irritum erat, instaurari valeat nova per utramque partem consensus significatione; ea scilicet significatione, quae debito modo fiat et cui cautiones praecedant, quae pro conjugiiis mixtis a Sede Apostolica exigi consueverunt. Et hanc quidem consensus renovationem tunc ipsi procurent, quando omnibus specialis cujusque casus adjunctis diligenter perpensis, nulum gravioris mali periculum fore censuerint in ea re postulanda et perficienda: contra vero si gravia ea mala juste metuenda esse cognoscant, licebit eisdem matrimonium sanare in radice. Secundo ut quoties in casibus hujusmodi matrimonium sanent in radice, admonere om-

10 *Instruct. papale pour l'archev. de Cologne*

1830 nino teneantur catholicam partem de gravitate sceleris ab ipsa patratii, eique salutarem pro eodem peccato poenitentiam imponere, atque imprimis adhortari illam in Domino, ut suis obligationibus sedulo satisfaciat, ei praesertim, quae catholicam filiorum utriusque sexus educationem respicit. Tertio ut episcopi et eorum subdelegati abstineant ab iis nuptiis imprudenter confirmandis, quae coram civili lege breve dissolvendae praevideantur per sententiam laici magistratus divortium inter partes pronuntiantem. Et haec quidem Summus Dominus noster indulgentia decrevit ad catholicos, qui in praedictis quatuor dioecesibus illicita simul et irrita conjugia ad praesens usque tempus cum acatholicis contraxerunt, in viam salutis facilius revocandos. Idem vero indulgentiae modus nequaquam adhiberi debet erga illos, qui futuro tempore nuptias mixtas et irritas inire ausi fuerint, quandoquidem ex ipsa facilis remedii spe animum plures sumerent ad peccandum. Ceterum Sanctitas Sua in litteris ad eosdem episcopos datis, quae supra memoratae sunt, jam declaravit matrimonia mixta in praedictis quatuor dioecesibus in posterum (videlicet a die 25. Martii 1830) ineunda vera et rata matrimonia fore, quamvis praeter formam contrahantur a Tridentino concilio praescriptam, dummodo tamen nullum aliud eis obstatet canonicum dirimens impedimentum. Novit equidem Summus Pontifex molestias illas gravissimas, in quibus quatuor illi episcopi in praesentia versantur, ex eo etiam oriri, quod catholici quidam insano amore turpiter dementati nuptias contrahere optant cum acatholicis sibi conjunctis, et sacerdotes vexant eisdem ea in re connivere abnuentes. Adhuc tamen Sanctitas Sua antistites ipsos in domino adhortatur, ut illorum improbitati suam in pastoralibus officiis constantiam opponant, quin immo et eosdem ad saniora satagant consilia revocare. Quodsi aliquo in casu, paternis hiscé sacrorum pastorum studiis in irritum cadentibus, catholica persona a proposito conjugii cum acatholico sibi propinquo ineundi removeri non possit et impedimentum, cujus relaxatio postulatur pro nuptiis valide contrahendis, pertineat solummodo ad remotiores gradus, videlicet ad tertium aut quartum gradum, sive consanguinitatis sive affinitatis, vel ad cognationem spirituales (illa tamen excepta, quae inter levantem et levatum intercedit) vel tandem ad publicam honestatem ex sponsalibus ortam: tunc episcopum ipsum considerare

oportebit, utrum justa atque urgens sit concedendae dispensationis causa, et talis illa scilicet, ut non privatorum hominum dumtaxat, sed publicam ipsam religionis catholicae rationem spectet, atque una oportebit illum implorare fervidis precibus lumen Spiritus Sancti, ut deinde in re tanti momenti id consilii capiat, quod magis in Domino expedire censuerit. Jam vero si quis ex quatuor episcopis saepe memoratis eadem illa causae gravitate permotus, ab aliquo praedictorum graduum (non tamen ab aliis gradibus, neque ab alio quovis impedimento) ad contrahendas nuptias mixtas dispensaverit, hoc sane Summus Pontifex nullo unquam suo actu probaturus est, tolerabit tamen invito quidem, sed patienti animo, dummodo dispensatio hujusmodi ab episcopo data fuerit, intra tempus mox explicandum, aliisque servatis, quae pariter modo declarabuntur. Nimirum primo cum facultates aliae, quas Sedes Apostolica episcopis iisdem delegare jam consuevit pro matrimoniis inter catholicos ineundis, ad quinquennii tempus definitae sint, declarat Sanctitas Sua praedictam quoque tolerantiam ad quinquennium solummodo ab hac die 27. Martii 1830 inchoandum duraturam; et ita quidem, ut quum deinde facultates illae, quae pro matrimoniis inter catholicos delegare solitae sunt, ad aliud rursus quinquennium concedentur, non tamen idcirco tolerantia haec prorogata censi valeat, nisi ipsa quoque novo actu verbisque expressis fuerit repetita. Insuper secundo decrevit etiam Ssmus Dominus noster, ut quoties pro matrimonio mixto dispensatio petatur a gradibus eadem tolerantia comprehensis, episcopus concedere illam nequeat, nisi postquam catholicam partem edocuerit, quatenam circa mixtas hujusmodi nuptias canonum sententia sit, et illam paterne et sedulo adhortatus fuerit ad eosdem religiose custodiendos, monueritque imprimis de gravissimo scelere, quo apud Deum rea fiet, si nuptias hujusmodi contrahere audeat, non praemissa eisdem idonea cautione de liberis utriusque sexus in religionis catholicae sanctitate omnino educandis. Tertio: Atque si aliquo in casu (quod Deus avertat) contigerit, ut episcopus, qui instructione monitisque hujusmodi nihil profecerit ad catholicam ipsam partem ab improbo suo consilio retrahendam, necessitate cedendum judicet, et dispensationem a se tribuendam, quamvis idonea illa de liberis catholice educandis cautio non interveniat, statuit Sanctitas Sua, ut tum

1830 quoque episcopus ipse dispensare non possit, nisi per diploma scriptum seu per litteras catholicae eidem parti tradendas, ubi perspicuis verbis denunciatur impedimentum, quod nuptiis obstaret, idcirco tantum eo in casu relaxari, ne graviora scandala eveniant, ac proinde matrimonium quidem fore verum et ratum, sed tamen peccaturam gravissime catholicam partem, quae illud contrahat contra regulas catholicae religionis. Porro quum deinde eadem nuptiae illicitae hac ratione contrahentur, non modo abstinendum erit ab ecclesiastico quovis ritu nuptiis ipsis admiscendo, sed etiam a quocunque alio actu, quo sacerdos approbare illas videatur, quemadmodum in supradictis Sanctitatis Suae litteris praescriptum est. Post haec Sanctitas Sua ad crucifixi pedes provoluta protestatur, se ad tolerantiam praedictam ea dumtaxat de causa adduci, seu verius pertrahi, ne graviora religioni catholicae incommoda obveniant. Ceterum tolerantia eadem episcopum satis in conscientia tutum faciet, si tamen ipse id gesserit, quod implorato Sancti Spiritus lumine, censuerit in Domino expedire, et cetera omnia, quae dicta sunt, religiose servaverit. Postremo Sanctitas Sua episcopos monet enixeque in Domino obtestatur, ut videant etiam atque etiam, ne ex huiusmodi ipsorum ratione erga homines mixta connubia illicite contracturos contingat, ut in catholico populo extenuetur memoria canonum matrimonia ista detestantium et constantissimi studii, quo sancta mater ecclesia filios suos avertere satagit ab eisdem in suarum animarum perniciem ineundis. Hinc episcoporum aliorumque, qui sub illis sunt, sacrorum pastorum officium erit flagrantiori in posterum zelo in id incumbere, ut in catholicis eorum curae commissis tum privatim tum publice instruendis, doctrinam et leges ecclesiae ad connubia eadem pertinentes prudenter simul et sedule commemorent, earumque custodiam inculcent.

Romae, die vigesima septima Martii Anno Domini 1830.

(L. S.)

(sign.) J. CARD. ALBANUS.

4.

*Traité entre la France et Tunis conclu par M. Lesseps. Signé à Tunis le 8. Août 1830 *).*

(Recueil des Traités de commerce et de navigation de la France, par le Comte d'Hauterive et M. de Cussy. T. III. Paris, 1836. p. 149.).

Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

Ce Traité, qui comble tous les vœux, et qui doit concilier, avec l'aide de Dieu, tant d'intérêts divers, a été conclu entre :

La Merveille des Princes de la nation du Messie, la gloire des peuples adorateurs de Jésus, l'auguste Rejeton des Rois, la couronne des Monarques, l'objet resplendissant de l'admiration de ses Armées et des Ministres, Charles X, Empereur de France,

Par l'entremise de son Consul général et chargé d'affaires à Tunis, muni de ses pleins pouvoirs, le chevalier Mathieu de Lesseps;

Et le Prince des peuples, l'élite des Grands, issu du Sang Royal, brillant des marques les plus éclatantes et des vertus les plus sublimes, Hussein Pacha - Bey, Maître du Royaume d'Afrique;

Lesquels, animés du désir de faire disparaître les désordres qui ont souvent troublé la paix entre les Puissances, d'assurer les relations amicales de tous les peuples, et de garantir pour jamais leur sécurité complète, sont convenus des points suivans, basés sur la raison et l'équité.

Art. 1er. Le Bey de Tunis renonce entièrement et à jamais, pour lui et pour ses successeurs, au droit de faire ou d'autoriser la course en temps de guerre contre les bâtimens des Puissances qui jugeront convenable de renoncer à l'exercice du même droit envers les bâtimens de commerce tunisiens. Quand la Régence sera en guerre avec une Puissance qui lui aura fait connaître que telle est son intention, les bâtimens de

*) Voy. Recueil Supplém. T. XIII. (Nouv. Rec. T. IX.) Nro. 31. p. 169.

1830 commerce des deux nations pourront naviguer librement, sans être inquiétés par les bâtimens de guerre ennemis, à moins qu'ils ne veuillent pénétrer dans un port bloqué, ou qu'ils ne portent des soldats ou des objets de contrebande de guerre; dans ces deux cas, ils seraient saisis; mais leur confiscation ne pourrait être prononcée que par un jugement légal. Tout bâtiment tunisien qui, hors ces cas exceptionnels, arrêterait un bâtiment de commerce, devant être censé, pour ce fait seul, se soustraire aux ordres et à l'autorité du Bey, pourra être traité comme pirate par toute autre Puissance quelconque, sans que la bonne intelligence en soit troublée entre cette Puissance et la Régence de Tunis.

2. Le Bey abolit à jamais, dans ses Etats, l'esclavage des Chrétiens. Tous les esclaves chrétiens qui peuvent y exister, seront mis en liberté, et le Bey se chargera d'en indemniser les propriétaires. Si, à l'avenir, le Bey avait la guerre avec un autre Etat, les soldats, négocians, passagers, et tous sujets quelconques de cet Etat qui tomberaient en son pouvoir, seront traités comme prisonniers de guerre et d'après les usages des nations européennes.

3. Tout bâtiment étranger qui viendrait à échouer sur les côtes de la Régence, recevra, autant que possible, l'assistance, les secours et les vivres dont il pourra avoir besoin. Le Bey prendra les mesures les plus promptes et les plus sévères pour assurer le salut des passagers et des équipages de ces bâtimens et le respect des propriétés qu'il portera.

Si des meurtres prouvés étaient commis sur les passagers ou équipages, ceux qui s'en seraient rendus coupables seraient poursuivis et punis comme assassins par la justice du pays, et le Bey paierait en outre au Consul de la nation à laquelle la personne qui en aurait été la victime aurait appartenu une somme égale à la valeur de la cargaison de navire. S'il y avait plusieurs assassinats prouvés, commis, le Bey paierait une somme égale à deux fois la valeur de la cargaison, et dans le cas où ces meurtres auraient été commis sur des individus de différentes nations, le Bey répartirait entre les Consuls de chaque nation, et en proportion des personnes assassinées, la somme qu'il aurait à payer, de manière à ce que cette somme pût être directement transmise aux familles de ceux qui auraient péri.

Si les propriétés et les marchandises portées sur les bâtimens naufragés venaient à être pillées, après le fait constaté, le Bey en restituerait le prix au Consul de la nation à laquelle le bâtiment appartiendrait, indépendamment de ce qu'il devrait payer pour les meurtres qui auraient été commis sur les équipages ou passagers dudit bâtiment.

4. Les Puissances étrangères pourront désormais établir des Consuls et Agens commerciaux sur tous les points de la Régence où elles le désireront, sans avoir à faire, pour cet objet, aucun présent aux autorités locales, généralement tous tributs, présens, dons ou autres redevances quelconques, que des Gouvernemens ou leurs Agens payaient dans la Régence de Tunis, à quelque titre, en quelque circonstance et sous quelque dénomination que ce soit, et notamment à l'occasion de la conclusion d'un Traité, ou lors de l'installation d'un Agent consulaire, seront considérés comme abolis, et ne pourront être exigés ni rétablis à l'avenir.

5. Le Bey de Tunis restitue à la France le droit de pêcher exclusivement le corail depuis la limite des possessions françaises jusqu'au cap Nègre, ainsi qu'elle l'a possédé avant la guerre de 1799. La France ne paiera aucune redevance pour la jouissance de ce droit; ses anciennes propriétés, édifices, bâtimens et constructions diverses dans l'île de Tabarca, lui seront également restitués.

6. Les Sujets étrangers pourront trafiquer librement avec les sujets tunisiens, en acquittant les droits établis. Ils pourront en acheter et leur vendre, sans empêchement, les marchandises provenant des pays respectifs, sans que le Gouvernement tunisien puisse les accaparer pour son propre compte ou en faire le monopole. La France ne réclame pour elle-même aucun nouvel avantage de commerce, mais le Bey s'engage, pour le présent et pour l'avenir, à la faire participer à tous les avantages, faveurs, facilités et privilèges quelconques, qui sont ou qui seront accordés, à quelque titre que ce soit, à une nation étrangère; ces avantages seront acquis à la France par la simple réclamation de son Consul.

7. Les Capitulations faites entre la France et la Porte, de même que les anciens traités et conventions passées entre la France et la Régence de Tunis, et nom-

16 *Conv. entre la Sardaigne et la Bavière*

1830 mément le Traité du 15 novembre 1824, sont confirmés et continueront à être observés dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles le présent acte ne dérogerait pas.

8. Le présent Traité sera publié immédiatement dans la ville de Tunis, et, dans l'espace d'un mois, dans toutes les provinces et villes de la Régence, selon les formules et usages adoptés dans le pays.

Fait triple au Bardo, le dimanche 17 de Sefer, de l'année de l'Hégire 1246, correspondant au 8 d'Août de l'année 1830 de l'ère chrétienne.

Le Consul-général, chargé des affaires de Sa Majesté l'Empereur de France. Signé M. LESSERS.

Article secret additionnel au Traité conclu entre la France et la Régence de Tunis, le 8 Août 1830.

Louanges à Dieu, l'unique, auquel retourne toute chose!

Nous cédon's à perpétuité à Sa Majesté le Roi de France un emplacement, dans le Maalka, suffisant pour ériger un monument religieux en l'honneur de Louis IX, à l'endroit où ce Prince est mort. Nous nous engageons à respecter et à faire respecter ce monument consacré par l'Empereur de France à la mémoire d'un de ses plus illustres ayeux.

Salut de la part du Serviteur de Dieu, Husem-Pacha-Bey, que le Très-Haut soit favorable! Amen.

Le 17 de Sefer de l'année 1246. Fait au Bardo, le 8 Août 1830.

Le consul-général chargé des affaires du Roi. Signé M. LESSERS.

5.

Convention entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. le Roi de Bavière pour l'abolition du droit d'aubaine. Signée à Munich, le 5 Octobre 1830.

(Traité's publics de la Royale Maison de Savoye. T. IV. p. 624.)

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi de Bavière étant également animés du désir de fa-

ciliter de plus en plus les relations qui existent heureusement entre les deux Etats, ont déterminé de commun accord de donner une plus ample extension à la Convention du trois septembre mil sept cent soixante et douze pour l'abolition des droits d'aubaine, et d'y apporter plusieurs changemens favorables à leurs sujets respectifs ; Elles ont en conséquence nommé leurs Plénipotentiaires, savoir: 1830

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le sieur Auguste Avogadro Comte de Colobiano, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ministre résident près Sa Majesté le Roi de Bavière ;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière, le sieur Joseph Louis Comte d'Armansperg, Pair de Bavière, Grand-Croix des Ordres du Mérite civil de la Couronne de Bavière, de Léopold d'Autriche, de Sainte Anne de Russie, de l'Aigle Rouge de Prusse, de la Couronne de Wurtemberg et du Lion de Hesse, Son Ministre d'Etat aux Départemens de Sa Maison Royale, des affaires étrangères et des finances.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans.

I. Les droits d'aubaine, déjà abolis entre les deux Etats, par la Convention du trois septembre mil sept cent soixante et douze, ceux de détraction que cette même Convention avait conservés et toute autre de semblable espèce, sont et demeurent définitivement abolis entre les Etats actuels de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et ceux de Sa Majesté le Roi de Bavière ; en conséquence les sujets respectifs non seulement jouiront dorénavant de toutes les facilités déjà stipulées par les articles premier et troisième de la Convention du trois septembre mil sept cent soixante et douze ; mais ils ne seront non plus assujettis à aucun droit sous le titre de détraction (traite foraine), ni autre quelconque, et quelle que soit sa dénomination, pour les biens qui leur parviendront par succession testamentaire, ou ab intestat, ou par contrat, ou par legs, ou par donation, et pour l'exportation des meubles et du prix des immeubles qui leur seront ainsi échus ou acquis.

II. L'abolition du droit de détraction aura lieu par conséquent quelque soit le motif ou la cause de l'exportation des biens, argent et autres propriétés mobilières. Elle s'étendra non seulement aux droits à

1830 verser dans les Caisses de l'Etat ou du Souverain, mais encore aux droits à verser dans les Caisses des communes, villes, bourgs, fondations pieuses, Ordres de Chevalerie, juridictions patrimoniales, corporations et personnes morales ou individus quelconques, en sorte qu'aucune des susdites Caisses ne puisse exiger ni lever aucun des droits compris sous la denomination de détraction, sans que les intéressés soient cependant dispensés de payer les mêmes droits auxquels sont ou seront assujettis dans chaque pays les nationaux eux mêmes pour leurs propriétés et pour leurs successions.

III. A cet effet, Leurs Majestés le Roi de Sardaigne et le Roi de Bavière dérogent expressément par la présente Convention aux stipulations de l'article cinq et de celui séparé et additionnel de la Convention du trois septembre mil sept cent soixante et douze, ainsi qu'à tous les Edits, Royales Patentes, Loix, Ordonnances, Statuts, Arrêts, coutûmes et privilèges qui pourraient y être contraires, les quels seront censés non avenus et non émanés vis-à-vis des sujets respectifs, pour les cas exprimés dans les deux articles précédens.

IV. En cas que les dits héritiers, légataires, acquireurs ou donataires, après s'être mis en possession des successions, ou choses léguées, données ou acquises, préférèrent continuer à les posséder et en jouir, ils ne seront tenus pour cela à se procurer des lettres de naturalisation, et leurs biens et leurs personnes ne pourront être assujettis à aucun autre impôt ni droit quelconque qu'à ceux auxquels sont ou seront assujettis les biens et les personnes des sujets propres et naturels du pays, et on se conformera aussi dans les Tribunaux respectifs aux dispositions de l'article 4 de la dite Convention de mil sept cent soixante et douze.

V. Les dispositions stipulées aux articles précédens ne porteront cependant aucune atteinte aux lois des deux Etats sur l'émigration de leurs sujets respectifs ni à celles relatives à la levée militaire.

VI. Les effets de la présente Convention seront également applicables aux successions ouvertes et à tous les cas existans postérieurement à l'époque de la réunion respective de chacun des pays qui font maintenant partie des Etats des deux Puissances contractantes depuis la dite Convention de mil sept cent soixante et

douze, sans préjudice toutes fois de la chose jugée et 1831 des transactions légitimement stipulées.

VII. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Munich dans l'espace de trois mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les dits Plénipotentiaires ont signé la présente et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Munich le 5 Octobre mil huit cent trente.

AUGUSTE DE COLOBIANO.

Le Comte D'ARMANSPERG.

Ratifiée par le Roi de Sardaigne le 25 Novembre, et par le Roi de Bavière le 18 Décembre 1830.

6.

Convention relative au commerce des harengs, conclue entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Brême. En date du 17 Octobre 1831.

(Copie authentique).

Il a été conclu et arrêté les articles suivans pour servir de règlement constant au libre commerce du hareng qui se pêche par les sujets de Sa Majesté britannique sur les côtes de ses Royaumes.

Art. 1. La ville de Bremen accorde la permission que le hareng qui se pêche sur les côtes de la Grande-Bretagne avant ou après le 24 de Juin, soit apporté librement à la dite ville, en payant les mêmes droits d'entrée qui se payent ordinairement pour le hareng flamand ou hollandais, sans qu'ils aient besoin de produire aucun certificat sermenté, touchant le tems que le hareng ait été pêché ou pris.

Art. 2. Ce hareng dès son arrivée, sera tout mis dans le magasin ou les magasins qu'on jugera les plus convenables et propres pour y être gardés, moyennant que les propriétaires en payeront un loyer raisonnable par tonneau, selon qu'ils en pourront convenir avec le maître du magasin.

Art. 3. Ce hareng sera ouvert dans la cour du magasin, à la vue de tous ceux qui voudront y être présents; la saumure en sera tirée; et après que le vide des tonneaux sera rempli de bons poissons, la saumure

1831 y sera remise, le poisson restant toujours dans son premier tonneau sans être rempaqueté d'un tonneau à l'autre. De plus il sera taxé; et on mettra selon sa qualité la marque et le cercle convenables sur les fonds et au milieu de chaque tonneau; et pour faire voir que c'est du hareng de la Grande-Bretagne, on fera brûler au fond de chaque tonneau un B couronné, aussi bien que l'an de la pêche de ce hareng.

Art. 4. Pour cette fin le Sénat s'oblige de choisir et constituer deux taxateurs, ordinairement dits wraquers, et deux empaqueteurs; et afin qu'on ne les puisse pas soupçonner de partialité, ils feront un serment solennel devant l'honorable Sénat, de taxer les harengs britanniques selon leur bonté et exacte valeur, et de les empaqueter avec tout le soin imaginable; lequel serment, conforme au sens de cet article, leur sera réitéré tous les ans, au commencement de juin, par les Députés du Sénat.

Art. 5. Si les propriétaires, ou leurs commissionnaires, viennent en personne à Bremen avec leur hareng, ils auront la liberté de le vendre indifféremment aux bourgeois ou habitans de la ville, à qui ils voudront; mais si, dans l'espace de huit jours, ils ne pouvaient débiter leurs harengs à ceux-ci, il leur sera permis de les vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la ville, à tel endroit qu'ils jugeront convenable.

Art. 6. Quand les propriétaires voudront envoyer leurs harengs à des commissionnaires, pour les débiter, ils seront tenus de choisir pour commissionnaire un marchand britannique, demeurant à Bremen, ou quelque bourgeois de la ville, qui alors le pourront vendre ou l'envoyer hors de la ville, où bon leur semblera, selon le sens de l'article précédent.

Art. 7. Outre ce dont on est déjà convenu ci-dessus, les sujets de Sa Majesté Britannique jouiront toujours des mêmes privilèges et avantages dans ce trafic des harengs, et tous autres commerces sans exception qui sont déjà accordés, ou pourraient à l'avenir être accordés aux sujets d'aucune Puissance la plus favorisée.

Art. 8. De même il est permis aux sujets de Sa Majesté Britannique d'apporter à Bremen des saumons, merlus, morues, et toute autre sorte de poissons, soit

séchés ou fumés, en barriques ou salés; bien entendu 1832
qu'ils paieront le droit d'entrée, ou la gabelle modique.

De la même manière, il est réservé aux habitans et bourgeois de Bremen de négocier, selon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes britanniques, d'y mener des marchandises, et de troquer ou changer contre ces sortes de poissons et d'autres denrées.

Art. 9. Tout ce qui est contenu dans les précédens articles, sera confirmé et ratifié par Sa Majesté Britannique et le Sénat de Bremen, dans les formes authentiques et usitées, dans l'espace de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut; et les instrumens seront échangés dans le terme susmentionné.

En foi de quoi, et en vertu des ordres et pleins-pouvoirs que nous susdits, l'Envoyé extraordinaire de la Grande-Bretagne, et les Députés de Bremen, avons reçus de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, d'une part, et l'Honorable Sénat de l'autre, nous avons signé la présente Convention, et y avons fait opposer les sceaux de nos armes.

Fait à Bremen, ce 17 Octobre 1731.

(L. S.) CYRILL WICH.

(L. S.) CHRETIEN SCHONE D.

(L. S.) CASP. à RHEDEN.

7.

Traité d'amitié et de commerce entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. Hussein Pachà Bey de Tunis.

Signé à Tunis le 22 Février 1832.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoye par le Comte Solar de la Marguerite. Turin, 1836. T.V. p. 6.)

Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

Ce Traité additionnel qui comble tous les vœux, qui doit concilier tant d'intérêts divers et prévenir toute difficulté, a été conclu entre

Un des plus illustres Princes de la nation du Messie, l'admiration de ses peuples, l'Auguste Rejeton de la plus ancienne race des Rois, le généreux et puissant

1832 Monarque Charles Albert de Savoie, Roi de Sardaigne et de bien d'autres pays d'Europe, par l'entremise du Comte Louis Filippi, son Agent et Consul Général muni de pleins pouvoirs.

Et le Prince des peuples, l'Elite des Grands, issu du sang Royal, brillant des marques les plus éclatantes et des vertus les plus sublimes, Hussein Pachà Bey de Tunis, Maître du Royaume d'Afrique.

Lesquels désirant de donner la plus grande étendue aux relations d'amitié et de commerce heureusement établies entre les deux Etats par le Traité du 17 Avril 1816, soit du 18 de la Lune Jumed Awoll de l'année de l'Hégire 1231, conclu et signé par Lord Exmouth, Amiral et Commandant en chef les bâtimens et vaisseaux de S. M. Britannique dans la Méditerranée, autorisé à agir comme Médiateur par Sa dite Majesté Britannique, ont jugé de pourvoir par un arrangement supplémentaire à quelques objets particuliers d'intérêts réciproques que l'expérience a fait voir n'être pas suffisamment expliqués dans le dit Traité, dont les dispositions demeurent intactes et en pleine vigueur, dans cette seule et unique vue les Hautes Parties ont convenu les articles suivans.

I. Le Bey de Tunis renonce entièrement et à jamais pour Lui et Ses successeurs au droit de faire ou d'autoriser la course contre les bâtimens du commerce Sarde, et par réciprocité le Roi de Sardaigne pour Lui et Ses successeurs s'oblige de ne jamais permettre que Ses vaisseaux de guerre inquiètent la navigation marchande Tunisienne, de manière, que quand même une guerre viendrait à éclater entre les Hautes Parties contractantes, ce que à Dieu ne plaise, la navigation marchande de l'un et de l'autre pays sera exempte de toute sorte de poursuite de la part des vaisseaux de guerre ennemis, excepté le cas où quelque navire de commerce voudrait pénétrer dans un port bloqué ou porterait à son bord des soldats ou des objets de contrebande de guerre, dans ces seuls cas ils pourront être saisis: mais S. A. le Bey consent à ce que confiscation ne puisse être prononcée dans ses Etats que par un jugement formel, qui n'aura d'effet qu'autant qu'il aura été rendu par un Tribunal indépendant, composé du Corps Consulaire étranger résidant à Tunis, et le Bey reconuait positivement à la Sardaigne le droit de traiter en pirate

1832
tout navire Tunisien couvert de son Pavillon qui con-
treviendrait à ces dispositions envers le Pavillon Sarde,
sans que pour cela la bonne intelligence entre cette
Puissance et la Régence de Tunis en soit troublée, et
sans qu'un pareil traitement donne lieu à la moindre
représaille ou réclamation d'indemnité quelconque.

II. Le Bey ayant à jamais aboli dans ses Etats
l'esclavage, tout sujet Sarde qui par hasard se trouve-
rait encore en état d'esclavage, sera immédiatement dé-
livré sans aucune espèce de rançon ou indemnité; il
en sera de même des sujets Sardes qui ayant été faits
esclaves dans d'autres pays, se trouveraient sur le ter-
ritoire de la Régence. Le Bey ne pourra non plus
retenir dans son pays un sujet Sarde quelconque con-
tre son propre gré, sauf les cas d'un délit commis et
prouvé ou de dettes constatées devant le Consul. Par
effet de la paix et amitié solide établie par ce Traité,
le Bey consentira également à l'extradition des sujets
Sardes, que le Consul ou tout autre agent en son ab-
sence réclamerait. En cas de guerre les négocians ou
autres sujets Sardes qui tomberaient au pouvoir des
Tunisiens, seront traités en prisonniers de guerre d'après
l'usage des nations Européennes.

III. Tout bâtiment Sarde qui viendrait à échouer
sur la côte de la Régence, recevra, autant que possi-
ble, l'assistance, les secours et les vivres dont il pourra
avoir besoin; le Bey s'oblige de prendre les mesures
les plus promptes pour assurer le salut des personnes
et le respect des effets et propriétés que le bâtiment
portera; si des meurtres prouvés étaient commis, ceux
qui s'en seraient rendus coupables seront poursuivis et
punis comme assassins par la justice du pays; le Bey
s'oblige aussi de faire payer au Consul Sarde la somme
de deux mille piastres fortes d'Espagne à titre d'indemnité
pour la famille de chaque individu qui aurait péri victime.
Si les propriétaires ou les marchandises portées sur le
bâtiment venaient à être pillées, après que le fait se-
rait constaté, le Bey en fera rembourser la valeur aux
mains du Consul Sarde, indépendamment de ce que
S. A. aurait à faire payer pour les meurtres commis
et constatés.

IV. Le Bey voulant se conformer aux usages Eu-
ropéens, déclare de renoncer et il renonce à l'avenir à tout
présent, donatif ou autre redevance quelconque, sous quel-

1832 que dénomination que ce soit, et notamment à l'occasion de la conclusion d'un Traité, ou lors de l'installation d'un nouveau Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire, et le Roi de Sardaigne conservera les établissemens Consulaires existans, pourra en former de nouveaux sur tous les points du litoral de la Régence, y nommer des Agens, changer ceux qui s'y trouvent et choisir à cet effet telle personne de son gré sans être assujetti à la moindre restriction ou opposition de la part de l'Autorité locale, qui sera tenue à leur accorder la protection la plus efficace.

V. Pour éviter la répétition des discussions qui ont déjà eu lieu à l'égard de la pêche du corail convenue par l'article 4 du Traité susdit, le Bey confirme aux sujets Sardes le droit de cette pêche dans les eaux de la Régence, dans les termes prévus dans ce même article.

VI. Il est convenu que la libre communication et correspondance commerciale ouverte entre les deux nations par l'article deuxième du Traité sus-énoncé, doit être entendue de manière, que les sujets Sardes pourront trafiquer librement avec les Tunisiens, en payant les droits établis; qu'ils pourront acheter d'eux, ou leur vendre sans empêchement toutes marchandises, dont l'importation ou exportation ne serait point prohibée par une résolution souveraine antérieure de deux mois à dater de la communication aux Consuls, sans que le Gouvernement Tunisien puisse les accaparer pour son propre compte, ou en faire le monopole. Le Roi de Sardaigne ne réclame pour ses sujets aucun nouvel ou spécial avantage de commerce, mais le Bey s'engage pour à présent et pour l'avenir à les faire participer à tous les avantages, faveurs, facilités et privilèges quelconques qui sont ou seront accordés à quelque titre que ce soit à une autre nation. Ces avantages seront acquis aux Sardes par la simple réclamation du Consul.

VII. S. M. le Roi de Sardaigne voulant donner à S. A. le Bey un nouveau témoignage de son empressement à raffermir les liens de bonne correspondance qu'avec le présent Traité additionel les Hautes Parties contractantes renouvellent entr'Elles dans le but de ne point nuire aux négociations encore ouvertes avec la Cour de France, déclare dès - à - présent de reconnaître comme faites directement les modifications que l'En-

voyé actuel de S. A. près cette Cour viendrait à obtenir à quelqu'un des articles du Traité du 18 Août 1830, dont les dispositions pourraient ici être comprises; et par contre seront considérées aussi en faveur de la Sardaigne les concessions que S. A. pourrait faire soit à la France, qu'à toute autre Puissance.

VIII. Le Traité du 17 Avril 1816 ou soit du 18 de la Lune Jumed Awol de l'année de l'Hégire 1231, signé par Lord Exmouth, et dont le présent n'est qu'une addition, conserve toute sa force et vigueur, et à toute bonne fin, et en tant que besoin en est, les Hautes Parties contractantes le confirment.

Sont également confirmées toutes les dispositions contenues dans d'autres Traités auxquels la Sardaigne a été par l'article premier du Traité du 17 Avril 1816 autorisée à participer, toutes les fois cependant qu'il n'est pas dérogé à ces dispositions par les présentes stipulations.

Si à l'avenir quelque doute venait s'élever sur l'interprétation ou sur l'application de quelqu'un des articles des Traités susmentionnés, le présent compris, il est convenu qu'à Tunis son interprétation doit être à l'avantage des sujets Sardes, et en Sardaigne à celui des Tunisiens.

IX. Le présent Traité additionnel sera publié immédiatement après sa stipulation dans la ville de Tunis et dans les principaux Ports du litoral de la Régence, selon les formules d'usage adoptées dans le pays, et le Bey se rend garant de la stricte et prompt exécution de son contenu en toute bonne et dûe forme.

Fait au Barde de Tunis le vingt deux février mil huit cent trente deux de l'Hère Chrétienne, ou le vingt de la Lune Ramdan, mil deux cent quarante sept de l'Hégire.

(Sceau du Bey).

Pour Sa Majesté le Roi de Sardaigne
Le Comte FILIPPI.

1832

8.

Ordonnance du Roi des Français qui réduit le droit de tonnage à percevoir sur les navires français et anglais venant des ports de la Grande-Bretagne et de ses possessions en Europe. En date du 16 Juin 1832.

(Moniteur universel 1832.).

Louis Philippe, Roi des Français à tous présens et à venir, salut.

Sur ce qu'il nous a été représenté que le droit de tonnage, que l'ordonnance du 8 Février 1826 a mis exceptionnellement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sur les navires français revenant des ports du Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande, et de ses possessions en Europe, excède de beaucoup les droits perçus dans les ports anglais sur les nationaux, quoiqu'il fût dans l'intention de ladite ordonnance de mettre, autant que possible, les tarifs répressifs sur le même pied.

Vu l'art. 1er. du Traité de navigation passé entre la France et la Grande-Bretagne le 26 Janvier 1826,

Sur le rapport de nos Ministres Secrétaires d'Etat du commerce, des affaires étrangères et des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. A dater de la publication de la présente ordonnance, les navires français revenant des ports du Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande, ou de ses possessions en Europe, ne paieront pour droit et demi-droit de tonnage qu'un franc cinquante centimes par tonneau.

Le même droit s'appliquera aux navires britanniques venant avec ou sans chargement des ports sus-indiqués.

Art. 2. Nos Ministres Secrétaires d'Etat aux départemens du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi: le Pair de France, Ministre Secrétaire 1832
d'Etat au département du commerce et des travaux
publics,

Signé Comte d'ARÉOUT.

9.

*Convention relative à la pêche du
corail, conclue entre la France et la
Régence de Tunis, le 24 Octobre 1832.*

(Recueil de Traités de commerce et de navigation de la
France, par M. M. d' *Hauterive* et de *Cussy*. T. III.
1836. p. 154.).

Louanges à Dieu, l'unique!

Art. 1er. Les Français paieront pour la ferme
du corail 13,500 piastres de Tunis, selon l'usage et
conformément aux anciens traités, et ils ne seront sou-
mis à aucuns droits et impositions quelconques.

2. Les Français pêcheront le corail dans toutes
les eaux du littoral de notre Royaume.

3. Les barques corallines seront munies de paten-
tes françaises, dont le nombre ne sera pas limité, et
elles seront admises dans tous les ports de notre Ro-
yaume, sans être inquiétées par qui que ce soit. Nous
donnerons les ordres les plus formels pour qu'elles soient
respectées et protégées. Ce sera aux Français de veil-
ler à ce qu'on ne pêche pas sans leur patente.

4. Les Français mettront des Agens dans les ports
de la pêche du corail, et s'ils ont besoin de magasin
pour y placer les agrès des barques corallines, ainsi
que les provisions qui leur sont nécessaires, ils loue-
ront des magasins dans le lieu de la pêche, et en paie-
ront le loyer à leurs propriétaires. Ils ne seront sou-
mis à aucun droit de douane sur les provisions ache-
tées pour les barques corallines, ni sur les agrès de
pêche, ni sur le corail qu'ils en retireront, le cas ex-
cepté où ils voudraient introduire ledit corail pour le
vendre dans notre Royaume, cas où ils paieraient la
douane sur le pied des autres marchandises. Chacune
des barques susdites n'exportera de provisions que la

1833 quantité qui lui sera nécessaire, et ce par l'entremise de notre Agent dans les dits endroits.

5. L'endroit qui sert habituellement de logement à l'Agent français, à Tabarque, lui sera donné par Nous, pour qu'il l'habite selon l'usage.

6. La Sardaigne paiera aux Français, fermiers de la pêche du corail, le droit de patente, comme ils le payaient précédemment à notre Cour ni plus ni moins, parceque tel a été notre accord avec cette Puissance lors du Traité de paix conclu entre nous par l'entremise de l'Angleterre.

7. Le présent Traité, tel qu'il est stipulé ci-dessus, ne sera exécutoire que lorsqu'il aura reçu sa sanction du Gouvernement français.

Tunis, le 24 Octobre 1832.

(Suivent les Signatures).

10.

Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de Sardaigne, et S. M. le Roi des Deux Siciles contre les Régences Barbaresques. Signé à Turin, le 28 Mars 1833.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoye T. V. p. 26.).

In nome della Santissima Trinità.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà il Re del Regno delle due Sicilie, per un effetto degli stretti vincoli del sangue che uniscono le due Auguste Corti e della antica amicizia e perfetta corrispondenza che regnano fra loro, già assai prima d'ora pensarono alla convenienza di unirsi con un apposito convegno per difendere i rispettivi loro sudditi dalle avanie e dagli ingiusti ed inumani trattamenti cui vanno di tanto in tanto soggetti nelle contrade d'Africa, e fare ad un tempo rispettare la loro Bandiera, la rappresentanza dei Regii loro Agenti ed i diritti della loro rispettiva Corona dalle Reggenze Barbaresche. Trovandosi ora amenable le Potenze nella circostanza di dover vendicare dei

torti che hanno rispettivamente ricevuti dalla Reggenza 1833 di Tunisi, hanno perciò determinato di addivenire tra loro ad una apposita Convenzione al suddetto fine diretta. Al quale effetto S. M. il re di Sardegna ha eletto e nominato per conchiuderne e stipularne gli opportuni articoli il Suo Cugino Don Vittorio Sallier Conte Della Torre, Cavaliere della Santissima Annunziata, Generale di Cavalleria, Ministro, e Primo Segretario di Stato per gli affari esteri; e S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie, Don Domenico Severino Longo, Marchese di Gagliati, suo Gentiluomo di Camera con esercizio, e Ministro plenipotenziario presso la Real Corte di Sardegna; i quali, muniti de' necessarii pienipoteri, hanno conchiusi e stipulati gli articoli seguenti.

I. Vi sarà quindi innanzi unione perfetta tra S. M. il Re di Sardegna e S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie nel caso di rottura di una di queste Alte Parti contraenti con una o tutte le Reggenze Barbaresche. In tal caso gli Augusti Sovrani riuniranno, ove occorra, la forza loro armata di mare, ed anche di terra, ove d'uopo, per far rispettare i diritti della rispettiva loro Corona, e de' loro sudditi, la Regia Bandiera, ed il commercio dalle Reggenze suddette, e da ognuna di esse. Quanto alla forza di terra s'intenderà quella necessaria per agevolare le operazioni delle squadre combinate, o per fare qualche colpo di mano.

II. Ogni qual volta una delle Alte Parti contraenti avrà ricevuto qualche torto da alcuna di dette Reggenze, il denuncierà all'altra per riunire, prima di tutto, i loro officii, onde provare di comporre all'amichevole ed equamente la differenza se egli è possibile, senza addivenire all' esperimento delle armi.

III. Non riuscendo l'amichevole e giusto componimento, la Potenza lesa sarà in diritto di richiedere il concorso armato dell'altra, che non potrà giammai ricusarlo, meno si trovasse impegnata in una guerra che non rendesse questa armata cooperazione fattibile.

La quantità di legni e delle forze di mare e di terra verrà fra le Parti contraenti stabilita secondo le circostanze: resta però fin d'ora convenuto, che la parte richiedente dovrà avere un numero di navi, e di dette forze, almeno di un terzo maggiore di quello della parte richiesta.

Quando però ambe le Alte Parti contraenti avranno

1834 ricevuto dei torti a vendicare, le forze che s'impiegheranno eguali da una parte e dall'altra.

IV. Le spese cui daranno luogo l'armamento, la spedizione di bastimenti, di truppe e simili, saranno a rispettivo carico proprio senza che una Potenza ne possa ripetere il rimborso dall'altra, salvo, ben inteso, il dritto alla indennità verso quella Reggenza Barbaresca, che vi avesse dato causa. La detta indennità, le prede e conquiste verranno equamente ripartite in proporzione delle forze rispettivamente impiegate, e delle perdite sofferte.

V. Il comando delle operazioni militari di mare, e di terra, se occorrono, verrà affidato ad un Ufficiale di quella Potenza, le cui forze dovranno, giusta l'articolo terzo, essere maggiori; ove mai si fosse nel caso di adoperare forze uguali, e le Alte Parti contraenti non concordassero nella scelta dell' Ufficiale che dovrà comandare, verrà questo allora alternativamente eletto ora dall'una ora dall'altra di Esse.

VI. La presente Convenzione rimarrà in vigore

II.

Arrangement entre le gouvernement Prussien et l'Archêveque de Cologne, Comte de Spiegel, relatif à l'exécution du Bref du Pape du 25 Mars 1830, signé à Berlin le 19 Juin 1834 et actes d'accession à cet arrangement de la part des Evêques de Paderborn, Munster et Trèves, datés des 5, 10 et 27 Juillet 1834.

Sa Majesté ayant daigné charger les soussignés, savoir: M. le comte de Spiegel de Desenberg, archevêque de Cologne et conseiller intime du roi, d'une part, et M. Bunsen, conseiller intime de légation et ministre résident du roi près le saint-siège, d'autre part, de s'entendre sur la manière d'exécuter, conformément aux

per lo spazio di cinque anni, e s'intenderà rinnovata 1834 di pien diritto di quinquennio in quinquennio, meno vi preceda sei mesi prima della scadenza del quinquennio, il diffidamento di una delle due Alte Parti contraenti, che ne desideri lo scioglimento.

VII. La medesima verrà approvata e ratificata da S. M. il Re di Sardegna, e da S. M. il Re del Regno delle due Sicilie, e le ratifiche saranno rispettivamente cambiate, e rimesse nel termine di giorni quaranta, e più presto se si potrà.

In fede del che i Plenipotenziarii rispettivi hanno firmato la presente Convenzione, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto in Torino il ventotto marzo dell'anno mille ottocento trenta tre.

DELLA TORRE.

Marchese DI GAGLIATI

Ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne le 30 Mars,
et par S. M. le Roi des Deux-Sicules le 7 Avril 1833.

11.

Einigung zwischen der Königl. Preussischen Regierung und dem Erzbischof von Cöln, Grafen von Spiegel über die Ausführung des Päpstlichen Breve v. 25. März 1830. unterzeichnet zu Berlin am 19. Juni 1834. und Beitrittserklärungen der Bischöfe von Paderborn, Münster und Trier v. 5, 10 und 27. Juli 1834.

(Darlegung des Verfahrens der Preussischen Regierung gegen den Erzbischof von Cöln. Berlin 1838. S. 9 u f.)

Nachdem Seine Majestät der König die Unterzeichneten: den Erzbischof von Köln und Königlichen Wirklichen Geheimen Rath Graf Spiegel zum Desenberg und den Königlichen Geheimen Legations-Rath und Minister-Residenten beim päpstlichen Hofe, Bunsen, Allerhöchst Selbst zu beauftragen geruht, Rücksprache

32 *Arrangement du gouv. Prussien pour*

1834 lois du pays, le bref du pape en réponse aux évêques des provinces de l'ouest sur les mariages mixtes; le ministre résident ayant reçu les ordres de Sa Majesté, et ayant engagé l'archevêque de Cologne à entrer en conférence avec lui à ce sujet: les soussignés, après avoir considéré et pesé mûrement ce qu'exigent les canons de l'Eglise et les lois civiles, et après avoir eu des délibérations réitérées, sont convenus des articles suivants, savoir:

1^o Sur la communication du bref aux curés des quatre diocèses (art. 1—4);

2^o Sur la marche à suivre à ce sujet, par les curés et les évêques (art. 5—7);

3^o Sur l'usage à faire de l'instruction spécialement adressée aux évêques (art. 8);

4^o Sur les mesures qui paraîtraient nécessaires ou désirables pour en assurer l'exécution (art. 9—14).

Art. 1. *La communication du bref apostolique à chaque curé* est indispensable pour éloigner toute défiance, et pour assurer l'obéissance. Elle sera faite en langue latine, et dans la forme habituelle d'une lettre pastorale.

Art. 2. *La rédaction* de cette lettre pastorale des quatre évêques pourra différer dans les termes, mais elle sera la même quant au fond. La lettre pastorale contiendra d'abord une courte *introduction* pour faire connaître le motif et le but de ce *bref*; ensuite le *bref* même; et enfin une *conclusion* avec une explication, mot à mot la même dans les quatre lettres sur le principe fondamental du *bref* relativement à la bénédiction des mariages, et dans laquelle se trouveront quelques indications au sujet de certains points qui pourraient donner lieu à des malentendus. Ces points ambigus sont les deux suivants:

A. L'expression du bref: Les mariages qui ont été conclus sans l'observation des formes prescrites.

zu nehmen über die Art, wie eine den Gesetzen des 1834 Landes angemessene Ausführung des päpstlichen Antwortschreibens an die Bischöfe der westlichen Provinzen über die gemischten Ehen eingeleitet und gesichert werden kann, und nachdem der Königliche Minister-Resident hierüber die weitem Eröffnungen Seiner Majestät erhalten und demgemäss den Erzbischof von Köln zu Konferenzen über diesen Gegenstand eingeladen hat, so haben sich dieselben nach möglichst sorgfältigen Erwägungen der gegenseitigen Forderungen der kanonischen und bürgerlichen Gesetze und nach wiederholten Berathungen zu folgenden Punkten geeinigt:

erstlich über die Mittheilung des Breve an die Pfarrer der vier Sprengel (Art. 1—4.).

zweitens über die künftige Behandlung dieses Gegenstandes Seitens der Pfarrer und der Bischöfe (Art. 5—7.),

drittens über den Gebrauch, welcher von der speziell an die Bischöfe erlassenen Instruktion zu machen seyn dürfte (Art. 8.),

viertens über die zur definitiven Ausführung nothwendig oder dringend wünschenswerth scheinenden Maassregeln (Art. 9—14.).

Art. 1. Die Mittheilung des apostolischen Breve an jeden einzelnen Pfarrer ist unerlässlich, um alles Misstrauen zu entfernen und den Gehorsam zu sichern. Sie wird Statt finden in der üblichen Form eines Pastoralschreibens an die Pfarrer und Seelsorger, in lateinischer Sprache.

Art. 2. Der Grundsatz in der Fassung dieses Pastoralschreibens der vier Bischöfe wird seyn, dass dasselbe den Worten nach verschieden, dem Inhalte nach gleich sey. Rücksichtlich des Inhalts wird dasselbe zuvörderst einen kurzen einleitenden Eingang enthalten, mit Andeutungen der Veranlassung und des Zweckes dieses Breve, dann das Breve selbst geben, endlich einen Schluss mit einer in allen vier Schreiben gleichlautenden Erklärung des Hauptgrundsatzes desselben, hinsichtlich der Trauungen und mit verwahrenden Andeutungen hinsichtlich einiger missverständlichen Punkte. Diese missverständlichen Punkte sind folgende zwei:

a) der Ausdruck des Breve: „Ehen, welche ohne Beobachtung der vom Tridentinischen

1834 *par le concile de Trente (matrimonia non servata forma concilii Tridentini contracta)*, ne peut être appliquée d'après la teneur du bref même, et d'après l'esprit des demandes adressées par les évêques au pape, qu'aux mariages mixtes célébrés par des ministres protestants; attendu qu'une solution de ce point était devenue nécessaire, puisqu'il avait donné lieu à des scrupules de la part de plusieurs théologiens. Une interprétation littérale et générale de ce passage, pouvant être étendue aux mariages conclus seulement devant les officiers de l'état civil, et pouvant par là avoir des suites graves, une explication précise et restrictive doit en être contenue dans la lettre pastorale.

B) Il en est de même et à plus forte raison, de l'expression du bref concernant la *confirmation (revalidation) des mariages mixtes qui ont été conclus jusqu'à présent*. D'après le sens littéral, on pourrait croire que tous les mariages mixtes bénis jusqu'à présent par un ministre protestant auraient besoin d'une telle revalidation. Mais cette interprétation ne serait pas non seulement contraire à l'usage général en Allemagne et suivi constamment par le clergé catholique, elle entraînerait encore à la suite, sans nécessité, un nombre incalculable de difficultés. Il est donc nécessaire de borner cette revalidation aux mariages mixtes qui, malgré un empêchement dirimant, ont été célébrés par un ministre protestant.

Art. 3. C'est d'après ces principes que sont rédigées les lettres des quatre évêques à leurs curés, qui se trouvent ci-jointes sous la lettre A 1—4.

Art. 4. Afin que la malveillance et l'ignorance ne s'emparent du bref du pape et des lettres pastorales pour troubler les esprits, et la cour de Rome ayant en outre réclamé le plus grand secret, il paraît convenable d'ajouter à ces pastorales, des lettres aux doyens par lesquelles il leur sera enjoint de recommander aux curés la plus grande précaution au sujet de cette communication.

Conzil vorgeschriebenen Form geschlossen 1834 sind," (*matrimonia non servata forma concilii Tridentini contracta*) kann nach dem Inhalte des Breve selbst sowohl, als nach dem Sinne der bischöflichen Bittgesuche an den Papst, lediglich von gemischten vor einem evangelischen Pfarrer abgeschlossenen Ehen verstanden werden, worüber wegen der von einigen Theologen vorgebrachten Bedenken eine besondere solvirende Erklärung nöthig wurde. Da aber eine wörtliche allgemeine Erklärung dieser Stelle, wonach sie auf die bloss von den Civilstands-Beamten eingegangenen Verbindungen ausgedehnt würde, leicht zu bedenklichen Folgen führen könnte, so muss die richtige, beschränkende Erklärung in das Pastoral Schreiben aufgenommen werden.

b) Dasselbe gilt in einem noch höhern Grade von dem damit zusammenhängenden Ausdrucke des Breve über die Bestätigung (*revalidatio*) der in Rede stehenden früher abgeschlossenen Ehen. Es könnte nach dem blossen Wortsinne scheinen, als ob alle bisher von einem evangelischen Pfarrer eingesegneten gemischten Ehen einer solchen Revalidation bedürften. Diese Auslegung aber würde nicht allein gegen die allgemeine in Deutschland vorherrschende und von den katholischen Ordinariaten durchgängig befolgte richtige Ansicht verstossen, sondern auch ohne Noth eine unabsehbare Reihe von Schwierigkeiten aller Art nach sich ziehen. Es ist also nothwendig, jene Revalidation einzig und allein auf diejenigen gemischten Ehen zu beschränken, welche ungeachtet eines trennenden Ehehindernisses vor einem evangelischen Pfarrer abgeschlossen worden sind.

Art. 3. Nach diesen Grundsätzen sind die Schreiben der vier Bischöfe an ihre Pfarrer entworfen worden, welche hier unter A 1—4. beiliegen.

Art. 4. Damit nicht böser Wille und Unverstand sich des päpstlichen Breve, wofür der päpstliche Hof ausdrücklich möglichste Geheimhaltung verlangt hat, und der Pastoral Schreiben bemächtige, um die Gemüther zu verwirren, so scheint es zweckmässig, jene Pastoral Schreiben mit einem besonderen Schreiben an die Dekane zu begleiten, worin sie angewiesen werden, den Pfarrern die grösste Vorsicht hinsichtlich dieser Mittheilung zu empfehlen.

1834 Art. 5. La manière de traiter cet objet sera, d'après le sens du bref indiqué dans la lettre pastorale, abandonnée à la discrétion des curés, en ce sens que les évêques ne réserveront plus aucun cas à leur connaissance spéciale (*cognitio episcopalis*). Mais la direction de cette affaire n'en est pas pour cela ôtée aux évêques; car il se pourrait que des curés ne comprissent pas l'état des choses et le véritable sens du bref, que d'autres par scrupules demandassent des instructions, ou tombassent dans des méprises qui entraîneraient des plaintes de la part de parties intéressées. Par conséquent dans les premiers temps, et jusqu'à ce que la pratique se soit fixée à cet égard, et que le bref ait pénétré dans la vie sociale, des décisions épiscopales devront intervenir.

Art. 6. Mais, pour que ces décisions soient uniformes, il importe que les évêques s'entendent sur les principes à suivre à ce sujet. La forme la plus appropriée pour atteindre ce but, paraît être une *instruction conforme aux vicaires généraux*, desquels émanent ces décisions.

Cette instruction énoncera les principes d'après lesquels on devra se guider dans l'interprétation du bref; ensuite elle fixera, autant que cela peut se faire en général, comme conséquence naturelle, les maximes d'après lesquelles on devra agir du commencement jusqu'à la fin, et prononcer dans les différents cas particuliers. La rédaction de cette instruction aura pour base les considérations suivantes sur le sens réel et le véritable but du bref:

a) Les *canons* et la pratique plus développée ne sont pas, à la vérité, abrogés et mis hors de vigueur; mais il y a eu une espèce de dispense, une concession (*tolerantia*). La discipline se trouve donc par là *mitigée*, et l'on peut par conséquent, tout en suivant l'esprit des canons et des prescriptions de l'Eglise, agir de manière à obéir à l'ordre de cabinet de 1825.

b) D'après ces principes, on doit interpréter dans un esprit de tolérance le sens des différents passages du bref. De la part des évêques surtout, il pourra

Art. 5. Die Behandlung des Gegenstandes 1834 wird, nach dem im Pastoral Schreiben bemerklich gemachten Sinne des päpstlichen Breve's den Pfarrern durchaus zu überlassen seyn: so nämlich, dass die Bischöfe keinen Fall mehr ihrer speziellen Kenntnissnahme (*cognitio episcopalis*) vorbehalten. Dadurch aber ist die Leitung dieser Angelegenheit keinesweges der Behandlung der Bischöfe entzogen. Denn einige Pfarrer werden aus Mangel an Einsicht in das Sachverhältniss und den wahren Inhalt des Breve, andere aus Aengstlichkeit Anfragen thun oder Fehlgriffe machen, welche Seitens der Parteien Beschwerden nach sich ziehen. Somit werden in der ersten Zeit, bis die richtige Praxis sich festgesetzt hat und der Inhalt des Breve ins Leben übergegangen ist, bischöfliche Entscheidungen veranlasst werden.

Art. 6. Damit nun diese Entscheidungen gleichförmig seyen, so scheint es nothwendig, dass die Bischöfe sich auch von vorn herein über die hierfür aufzustellenden Grundsätze einigen. Die zweckmässigste Form scheint die einer gleichmässigen Instruktion an die General-Vikariate, von welchen jene Entscheidungen ausgehen müssen.

Diese Instruktion wird also eines Theils die praktischen Grundsätze aussprechen, wovon bei der Auslegung des Breve ausgegangen werden muss, andern Theils als Folgerung daraus, die Maximen aufstellen, nach welchen in den vorkommenden einzelnen Fällen, so weit sich dieselben im Allgemeinen angeben lassen, von Anfang bis zu Ende gehandelt und entschieden werden soll. Bei Abfassung einer solchen Instruktion werden folgende Ansichten des wahren Sinnes und Zwecks des päpstlichen Breve zum Grunde zu legen seyn.

a) Die Canones und die mehr entwickelte Praxis sind zwar nicht aufgehoben und ausser Kraft gesetzt; allein es ist eine Art von Dispensation erfolgt, ein Nachgeben (*tolerantia*) eingetreten. Hierdurch ist also die Disciplin gemildert und es kann hinfort nach dem Geiste der Canones und der kirchlichen Anforderungen so gehandelt werden, dass der Allerhöchsten Kabinetts-Ordre von 1825 genügt wird.

b) Nach diesem Grundsatz ist der Inhalt der einzelnen Stellen des Breve zu ermitteln und mildernd zu erklären. Insbesondere kann von Seiten der Bischöfe

1834 être concédé tout ce qui n'a pas été expressément interdit par le bref, ou ce qui ne s'y trouve pas expressément indiqué comme étant à observer.

o) Les curés devront donc s'occuper surtout, à instruire et à exhorter, tant en général qu'en particulier, le cas échéant.

d) Avec la connaissance spéciale cesse en même temps la concession des dispenses et de la permission d'assister à la conclusion du mariage (*licentia assistendi matrimonio*).

e) On abandonnera entièrement la demande de la promesse relativement à l'éducation des enfants dans la religion de l'un ou de l'autre époux (*cautio*). Le sentiment religieux de la partie catholique relativement à la fidélité de croyance et à l'accomplissement du devoir de l'éducation future des enfants, devra avant tout être pris en considération et favorisé. C'est d'après ce sentiment que doit être jugé avec tolérance chaque cas particulier, et que l'on réglera toute la conduite à suivre.

f) Les cas où peut avoir lieu *l'assistance passive* devront être restreints autant que possible. Tout ce qui ne fait pas présumer de la légèreté, ou ce qui au moins l'atténue sous le rapport moral, exclut le cas de l'assistance passive. De cette nature sont les circonstances qui, dans d'autres empêchements de mariage, déterminent également un traitement plus modéré et la dispense, comme par exemple les éventualités de grossesse anticipée, d'âge avancé (*aetas superadulta*), d'accommodement de querelles de famille etc. Dans tous les cas où il n'y a pas lieu à l'assistance passive, on célébrera les cérémonies religieuses ordinaires.

Art. 7. C'est d'après ces principes qu'a été rédigée l'instruction ci-annexée (litt. B), laquelle sera adressée par les évêques à leurs vicaires généraux, pour l'usage exclusif de ces derniers.

Art. 8. *L'instruction* particulière du 27 Mars 1830, adressée aux évêques par le secrétaire des brefs, n'est destinée et appropriée qu'à la connaissance des seuls évêques: sa publication n'est, par conséquent, ni nécessaire ni à conseiller. Quant à l'interprétation de cette instruction, elle est fondée sur ce qu'elle ne pourrait pas aller au delà du contenu du bref du pape, et

Alles zugelassen werden, was in dem Breve nicht aus-1834
drücklich untersagt, oder was, als zu beachten, bestimmt
ist angegeben worden.

c) Die Thätigkeit der Pfarrer besteht daher vor-
züglich in Belehrung und Ermahnung, im Allgemeinen
sowohl als im Besondern in den speziellen Fällen.

d) Mit der speziellen Cognition hört auch die Er-
theilung der Dispensation und der Erlaubniss, bei der
Eheschliessung zu assistiren (*licentia assistendi matri-*
monio) auf.

e) Von der Cautio, oder dem Versprechen rück-
sichtlich der Erziehung der Kinder in der Religion des
einen oder andern Eheheils, wird ganz Abstand ge-
nommen. Die religiöse Gesinnung des katholischen
Theils in Absicht auf Glaubenstreue und Pflichterfül-
lung bei der künftigen Kinder-Erziehung ist vorzüg-
lich ins Auge zu fassen und darauf einzuwirken. Und
nach dieser Gesinnung, die mit Milde in jedem einzel-
nen Falle beurtheilt werden muss, ist das ganze Ver-
halten einzurichten.

f) Die Fälle, wo die *assistentia passiva* Statt fin-
den soll, sind möglichst zu beschränken. Alles, was
die Leichtfertigkeit nicht vermuthen lässt, oder sie doch
in der sittlichen Beurtheilung mildert, hebt den Fall
der *assistentia passiva* auf. Dahin gehören solche Um-
stände, welche auch bei andern Eehindernissen eine
mildere Behandlung und Dispensation begründen, als
z. B. vorhergegangene Schwängerung, vorgerücktes Al-
ter (*aetas superadulta*), Beilegung von Familienzwisten
und dergleichen. In allen Fällen, wo diese *assistentia*
passiva nicht eintritt, werden die üblichen kirchlichen
Feierlichkeiten vollzogen.

Art. 7. Nach diesen Grundsätzen ist eine solche
Instruktion entworfen worden, welche hier unter Lit.
B. vorliegt und demgemäss von jedem der Bischöfe an
ihre General-Vikariate zu deren ausschliesslichem Ge-
brauche zu erlassen seyn wird.

Art. 8. Die besondere Instruktion vom 27sten
März 1830, welche den Bischöfen durch den päpst-
lichen Sekretair der Breven ertheilt worden, ist nur
zur Kenntnissnahme der Bischöfe selbst bestimmt und ge-
eignet: ihre Bekanntmachung ist daher weder nothwen-
dig noch räthlich. Für ihre Auslegung steht der Grund-
satz fest, dass sie nicht über den Inhalt des päpstlichen

1834 que son but est seulement celui de venir en aide aux évêques lorsqu'ils se trouveraient embarrassés dans l'application, et qu'ils croiraient en avoir besoin, surtout dans les cas où il y aurait des empêchements dirimants au mariage. Dans ces cas, il paraît convenable que la dispense épiscopale soit remise aux parties par l'intermédiaire des curés, puisqu'ils se chargent ordinairement des demandes de dispense.

Art. 9. Enfin, pour ce qui regarde *les mesures* qui pourraient être nécessaires ou désirables pour introduire conformément aux maximes énoncées une pratique plus modérée, il ne paraît pas qu'une *consultation* sur ce sujet avec les *chapitres* soit utile ou nécessaire, puisqu'il s'agit de l'exécution d'une décision papale provoquée par une demande faite et envoyée par les évêques, sans avoir tenu une telle consultation. Mais ce qui est absolument nécessaire, c'est *de s'entendre définitivement avec les évêques*, afin de prévenir toute irritation et confusion dans les esprits, et afin qu'une pratique uniforme basée sur ce qui précède puisse être introduite et assurée simultanément dans les quatre diocèses.

Art. 10. Du côté du *gouvernement*, *trois mesures* semblent essentielles pour assurer l'exécution paisible de ce qui vient d'être fixé, et garantir l'établissement d'une pratique uniforme ainsi que le maintien des rapports pacifiques entre les deux religions.

Art. 11. La *première* et la plus immédiatement nécessaire de ces mesures, c'est d'enjoindre de la manière la plus formelle aux *régences royales* d'agir dans ces affaires de mariage avec circonspection et modération, et de rappeler de nouveau aux *pasteurs protestants* que, dans de tels cas, ils doivent se borner à exhorter et à conseiller, et s'abstenir de toute action qui pourrait être défavorablement interprétée et qui ne ferait qu'irriter.

Art. 12. En *second* lieu, comme dans les premiers temps il ne sera guère facile d'éviter les mépris de quelques curés, comme l'on doit s'attendre aussi

Breve selbst hinausgehen kann, und dass ihr Zweck 1834 nur ist, den Bischöfen bei etwaniger Verlegenheit in der Ausführung zu Hülfe zu kommen, da wo sie derselben zu bedürfen glauben, und zwar namentlich für solche Fälle, die mit trennenden Ehehindernissen verbunden sind. Insbesondere ist nur noch zu bemerken, dass die bischöfliche Dispensation in den eben angeregten Fällen am geeignetsten den Partheien durch Vermittelung der Pfarrer zuzustellen seyn wird, da diese auch die Dispens-Gesuche zu besorgen pflegen.

Art. 9. Was nun endlich die Maassregeln betrifft, welche nöthig oder wünschenswerth seyn möchten, damit nach den bisher aufgestellten Grundsätzen eine mildere Praxis ins Leben trete, so scheint zuvörderst eine Berathung über die hier besprochenen Punkte mit den Kapiteln weder nützlich noch nothwendig, da es sich um die Ausführung einer päpstlichen Entscheidung handelt, welche auf ein, ohne solche Berathung abgefasstes und eingereichtes bischöfliches Schreiben erfolgt ist. Wohl aber ist eine definitive Verständigung mit den Bischöfen durchaus nothwendig, damit aller Aufregung und Verwirrung der Gemüther von Anfang an vorgebeugt, und eine gleichmässige Praxis nach dem Vorstehenden, gleichzeitig in allen vier Diözesen eingeführt und gesichert werde.

Art. 10. Dagegen scheinen Seitens der Staatsregierung drei Maassregeln höchst wesentlich, um die ungestörte Ausführung des bisher Festgestellten, die Bildung einer gleichmässigen Praxis und die Förderung eines friedlichen Verhältnisses beider Religionspartheien, zu sichern.

Art. 11. Die erste und unverzüglich nothwendige Maassregel ist, dass den Königlichen Regierungen ein umsichtiges und mildes Verfahren in diesen Ehesachen dringend empfohlen, auch die Anweisung ertheilt werde, den evangelischen Pfarrern wiederholt einzuschärfen, ihre Wirksamkeit bei solchen Fällen auf Belehrung und Ermahnung zu beschränken, und sich keine Handlungen zu erlauben, denen man mit Grund eine gehässige Deutung geben, und die nur erbittern könnten.

Art. 12. Zweitens. Da für die erste Zeit Fehlgriiffe der einzelnen Pfarrer nicht zu vermeiden seyn werden und man auf entgegentretende böswillige Ge-

1834 à une opposition hostile et de mauvaise foi, il est indispensable d'*organiser* au plus tôt dans les provinces de l'ouest les *tribunaux ecclésiastiques*, promis depuis longtemps, sur le modèle de la pratique établie dans les provinces de l'est, conformément à l'édit royal du mois d'Octobre 1796. Cette organisation est surtout urgente par rapport aux curés de la rive droite du Rhin, investis de bénéfices (curés bénéficiaires), et qui ne peuvent par cette raison être déplacés par les évêques comme ceux de la rive gauche, et encore moins être suspendus ou destitués sans procédure judiciaire et sans jugement.

Art. 13. En *troisième lieu*, comme les mariages de l'état civil ont donné lieu à maints désordres et sont un sujet de scandale aux yeux de la population et du clergé catholiques; comme au surplus la validité des mariages célébrés par les ministres protestants est reconnue maintenant par l'Eglise catholique; qu'en outre l'admission à la bénédiction catholique dans la plupart des cas aura lieu à l'avenir, et qu'ainsi disparaît le principal motif de maintenir le mariage civil, qui répugne d'ailleurs aux moeurs et aux lois allemandes, il paraît urgent, aussitôt après l'introduction de la pratique relative aux mariages mixtes, de déclarer que la validité des mariages dépendra de la bénédiction religieuse. Pour parvenir à ce but, il suffirait de maintenir l'inscription au registre de l'état civil et ses conséquences légales, mais d'établir que cette formalité n'aurait lieu qu'*après le mariage à l'Eglise, et cela dans un délai assez court*, de huit jours tout au plus. Les mariages civils purs et simples, qui contribuent tant à la démoralisation du peuple, cesseraient tout à fait. Une telle mesure ne serait que l'extension simple de la modification déjà introduite sur la rive droite du Rhin dans la législation française; elle y produirait sur le peuple une impression aussi favorable, et aurait les mêmes suites avantageuses pour l'éducation religieuse qui se manifestent ici. Pour le moment, il suffirait que l'intention de Sa Majesté, d'établir cet état des choses *aussitôt que possible*, fût communiquée aux évêques.

sinnungen gefasst seyn muss, so ist die möglichst schleu- 1834
nige Organisation der schon lange verheissenen
geistlichen Gerichte in den westlichen Provinzen,
nach dem Vorbilde der in den östlichen, auf Grund
der Königlichen Verordnung vom October 1796. bestehenden Praxis unumgänglich nothwendig. Namentlich gilt dies für die Behandlung der Pfarrer auf dem rechten Rheinufer, welche in die Pfarr-Benefizien investirt sind (Benefiziaten), und daher nicht, wie die auf dem linken, von den Bischöfen versetzt werden können, noch weniger suspendirt oder entsetzt, ohne gerichtliches Verfahren und Urtheil und Spruch.

Art. 13. Drittens. Da die Civil-Ehen nicht allein überhaupt zu mancherlei Unfug Veranlassung geben, und dem katholischen Volke sowohl, als der katholischen Geistlichkeit ein Gegenstand des Anstosses sind, sondern da auch durch die jetzt eintretende Anerkennung der evangelischen Trauung Seitens der katholischen Kirche in jenen Provinzen, und durch die Zulassung der katholischen Trauung in den meisten Fällen, der Hauptgrund wegfällt, durch welche man diese aller deutschen Sitte sowohl als dem Landrecht ganz fremde Einrichtung vertheidigt hat, so scheint es dringend nothwendig, dass, wo möglich bald nach Begründung der neuen Praxis hinsichtlich der gemischten Ehen, die Gültigkeit der Ehe von der kirchlichen Trauung abhängig erklärt werde. Es würde zu diesem Zwecke vollkommen genügen, dass das Eintragen in die Civilstands-Register mit den gesetzlichen Folgen zwar beibehalten bliebe, aber erst nach der kirchlichen Trauung, binnen einer kurzen Frist, etwa von 8 Tagen höchstens, vorgenommen würde, die blossen Civil-Ehen aber, welche so sehr zur Entsittlichung des Volkes beitragen, ganz und gar aufhörten. Eine solche Maassregel würde alsdann bloss eine Ausdehnung der bereits auf dem rechten Rheinufer eingeführten Modification der französischen Gesetzgebung seyn, und dort gewiss eben so sehr einen guten Eindruck beim Volke hervorbringen und eben solche erspriessliche Folgen für die religiöse Bildung des Volkes haben, als dies hier der Fall ist. Für den jetzigen Augenblick würde es genügen, dass die Absicht Seiner Majestät, diesen Zustand möglichst bald eintreten zu lassen, gegen die Bischöfe ausgesprochen werden könnte.

44 *Arrangement du gouv. Prussien pour*

1834 Art. 14. Comme l'établissement de la nouvelle pratique, conformément à l'interprétation conciliante et à l'application du bref du pape, dont on est convenu, et qui est le seul moyen de faire cesser la contradiction des prescriptions canoniques avec les lois du pays, ne pourrait avoir lieu si les sentiments de la population catholique des provinces de l'ouest s'y déclarent contraires; et comme le motif principal des appréhensions des catholiques et de leur éloignement pour des unions avec des protestants, est le danger du divorce, il serait aussi équitable que désirable, pour assurer et maintenir la nouvelle pratique, de prendre en considération dans la révision de la législation sur le divorce, qui, à ce que l'on assure, doit avoir prochainement lieu, la situation pénible et défavorable où se trouve placée, sous ce rapport, la partie catholique relativement à la partie protestante. Puisque par le divorce, le catholique se trouve privé de son conjoint, souvent pour des causes très-minimes, tandis que lui-même reste lié pour toute sa vie.

Art. 15. Le résultat ci-dessus des conférences entre les soussignés sera soumis immédiatement à Sa Majesté, en la suppliant humblement de lui accorder son approbation et de donner ses ordres en conséquence.

En foi de quoi cette convention a été conclue et signée aujourd'hui.

Berlin ce 19 juin 1834.

Signé FERD. SPIEGEL comte DE DESENBURG,
archevêque de Cologne.

Signé BUNSEN,
conseiller intime de légation et ministre résident du roi près la cour de Rome (sous réserve de l'approbation royale).

Conforme à l'original.
Signé BUNSEN.

* * *

Le révérendissime archevêque de Cologne, M. le comte Spiegel de Desenberg et Canstein, m'ayant communiqué et clairement expliqué la convention ci-dessus

Art. 14. Da die Geltendmachung der neuen Praxis nach der hier niedergelegten versöhnenden Auslegung und Anwendung des päpstlichen Breve, als wodurch allein der Widerspruch der kanonischen Vorschriften mit den Landesgesetzen gehoben werden kann, kaum möglich seyn würde, wenn die Gesinnung der katholischen Einwohner der westlichen Provinzen sich dagegen erklärte, und da in den Gemüthern derselben die Gefahr der Ehescheidung der Hauptgrund ihrer Besorgnisse und ihrer Abneigung gegen eheliche Verbindungen mit den Evangelischen ist, so würde eine Berücksichtigung der ungünstigen und harten Lage worin sich der katholische Theil, dem evangelischen gegenüber in dieser Beziehung befindet (indem er, oft aus geringfügigen Ursachen, durch eine Scheidung seines Ehegatten beraubt wird, selbst aber für die Lebenszeit desselben gebunden bleibt), bei der dem Vernehmen nach bevorstehenden Revision der Ehescheidungs - Gesetzgebung ebenso billig seyn, als sie für die sichere Begründung der neuen Praxis sehr dringend wünschenswerth erscheint.

Art. 15. Das vorstehende Ergebniss der Berathungen der Unterzeichneten wird unverzüglich Seiner Majestät dem Könige mit dem allerunterthänigsten Antrage zu Allerhöchster Genehmigung und weiterer Veranlassung vorgelegt werden. Demgemäss ist die vorstehende Uebereinkunft unter dem heutigen Datum abgeschlossen und eigenhändig unterzeichnet worden.

Berlin den 19ten Junius 1834.

(gez.) FERD. SPIEGEL GRAF ZUM DESENBERG.

Erzbischof von Köln.

Der Königl. Geh. Legationsrath
und Minister-Resident beim
päpstlichen Hofe

(gez.) BUNSEN,
unter Vorbehalt Allerhöchster Genehmigung.

Gleichlautend mit dem Original.
(gez.) BUNSEN.

* * *

Nachdem mir von dem Hochwürdigsten Erzbischof von Köln, Herrn Grafen Spiegel zum Desenberg und Canstein, die vorstehende Einigung mit dem

46 *Arrangement du gouv. Prussien pour*

1834 du 19 Janvier 1834, conclue entre lui et M. Bunsen, conseiller de légation et ministre résident près la cour de Rome, et relative aux mariages mixtes, ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent; après l'avoir mûrement examinée, et après avoir sérieusement et particulièrement pesé la réponse apostolique du 25 Mars 1830, j'adhère sans restriction à cette convention dans tous ses points, et je la mettrai à exécution, aussitôt que ladite réponse apostolique me sera parvenue munie de l'approbation royale.

En foi de quoi je donne la présente déclaration en double expédition.

Paderborn, cejourd'hui 5 Juillet 1834.

Signé FR. CLEMENT,

évêque de Paderborn, baron DE LEDEBUR.

* * *

Le révérendissime archevêque de Cologne, M. le comte Spiegel de Desenberg et Canstein, m'ayant communiqué et clairement expliqué la convention ci-dessus du 19 Juin 1834, conclue entre lui et M. Bunsen conseiller de légation et ministre résident près la cour de Rome, et relative aux mariages mixtes, ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent; après avoir mûrement examiné le tout, et pesé particulièrement la réponse apostolique du 25 Mars 1830, j'adhère sans restriction aucune à cette convention dans tous ses points, et je la mettrai à exécution aussitôt qu'elle me sera parvenue munie de l'approbation royale.

En foi de quoi j'ai donné la présente déclaration en double expédition.

Munster le 10 Juillet 1834.

Signé GASPARD MAX,

évêque de Munster, baron Droste de Vischering.

* * *

J'adhère en tous points, comme d'accord avec mes opinions, à la convention qui m'a été communiquée, et qui a été conclue à Berlin le 19 Juin de la pré-

Königlichen Legations-Rathe und Minister-Residenten 1834
am päpstlichen Hofe, Herrn Bunsen, über die Angelegenheit der gemischten Ehen vom 19ten Juni d. J. sammt allen darauf sprechenden Verhandlungen vorgelegt und klar auseinandergesetzt worden ist, und ich dieselbe in reifliche Erwägung gezogen, insbesondere das apostolische Antwortschreiben vom 25sten März 1830. ernstlich geprüft habe; so trete ich dieser Einigung in allen Punkten unbeschränkt bei und werde dieselbe zur Ausführung bringen, sobald mir das erwähnte apostolische Schreiben, mit der Landesherrlichen Genehmigung versehen, zugekommen seyn wird.

Also erkläre ich in doppelter Ausfertigung.

Paderborn, heute den 5ten Juli 1834.

(gez.) FR. CLEMENS, Bischof von Paderborn,
Frh. v. LEDEBUR.

* * *

Nachdem mir von dem Hochwürdigsten Herrn Erzbischof von Köln, Grafen Spiegel zum Desenberg und Canstein die vorstehende Einigung mit dem Königlichen Legations-Rathe und Minister-Residenten am päpstlichen Hofe, Herrn Bunsen, über die Angelegenheit der gemischten Ehen vom 19ten Juni dieses Jahres sammt allen darauf sprechenden Verhandlungen vorgelegt und klar auseinandergesetzt worden ist, und ich dieselbe in reifliche Erwägung gezogen, insbesondere das apostolische Antwortschreiben vom 25sten März 1830. ernstlich geprüft habe; so trete ich dieser Einigung in allen Punkten unbeschränkt bei, und werde dieselbe zur Ausführung bringen, sobald mir das erwähnte apostolische Schreiben, mit der Landesherrlichen Genehmigung versehen, zugekommen seyn wird.

Also erkläre ich in doppelter Ausfertigung.

Münster den 10ten Juli 1834.

(gez.) CASPAR MAX, Bischof von Münster,
Reichsfreiherr Droste zu Vischering.

* * *

Der mir vorgelegten zwischen dem Hochwürdigsten Erzbischof von Köln, Herrn Grafen Spiegel zum Desenberg und Canstein, und dem König-

1834 sente année, entre le révérendissime archevêque de Cologne, M. le comte Spiegel de Desenberg et Canstein, et M. Bunsen, conseiller de légation et ministre résident du roi près la cour de Rome, au sujet du bref apostolique du 25 Mars 1830, concernant les mariages mixtes, et l'interprétation dudit bref; je la mettrai à exécution aussitôt que le bref apostolique me sera parvenu avec l'approbation royale.

Coblentz, le 29 Juillet 1834.

Signé JOSEPH DE HOMMER,
évêque de Trèves.

Pour l'authenticité de l'écrit et des signatures.

Signé FERDINAND SPIEGEL,
comte de Desenberg, archevêque de Cologne.

12.

Lettre pastorale de l'Archevêque de Cologne Comte de Spiegel adressée aux Curés de sa diocèse, concernant l'exécution du Bref du Pape du 25. Mars 1830. Datée de Cologne, 15. Octobre 1834.

(Copie authentique).

FERDINANDUS AUGUSTUS, *miseratione divina et sanctae sedis apostolicae gratia archiepiscopus Colonien-sis, ejusdem sedis apostolicae legatus natus, comes Spiegel in Desenberg et Canstein, S. S. theologiae doctor, etc., etc.*

Augustias, filii dilectissimi, nostris in quibus adhuc mixtorum, quae vocantur, seu catholicorum cum acatholicis connubiorum causa, versati sumus. Ut in religione patris, vel certe secundum liberam parentum conventionem proles educarentur, Serenissimi ac Potentissimi Regis nostri lex praecepit, quum artius catholicos coerceant canones et severiora sint in Ecclesia usu introducta atque praefinita. Difficultas tum ex eo crevit quod non eadem, quae apud nos vigeat, neque

lichen Legations-Rath und Minister-Residenten am päpstlichen Hofe, Herrn Bunsen, über das apostolische Breve vom 25ten März 1830, die Angelegenheiten der gemischten Ehen betreffend, und dessen Verständigung am 19ten Juni l. J. zu Berlin getroffenen Uebereinkunft trete ich, als mit meinen Ansichten übereinstimmend, in allen Punkten bei, und werde dieselbe zur Ausführung bringen, sobald mir das apostolische Breve mit der Landesherrlichen Genehmigung zugekommen seyn wird.

Coblentz, den 29sten Juli 1834.

(gez.) JOSEPH VON HOMMER,
Bischof zu Trier.

Für die Richtigkeit der Schrift und Unterschriften,
(gez.) FERDINAND SPIEGEL GRAF ZUM DESENBERG.
Erzbischof von Köln.

conformis erat orientalium Regni dioecesium recepta inde a multis annis observantia, tum quod Nostrum non erat, ecclesiasticae regulae vim tollere vel mitigare rigorem. Exortas inde graves nobiscum communicavistis molestias atque anxietates. In quibus S. Sedem Apostolicam, a qua sola certum fidumque Nobis consilium et adjumentum speranda erant, adivimus rogantes, ut, quod Nobis restet dubitationis et impedimenti, id sua auctoritate et sapientia removeatur. Rem Summo Pontifici, tanquam Domini nostri Jesu Christi in terris Vicario, simpliciter, prout jacebat, exposuimus, eamque integram suo iudicio definiendam subjecimus. Similibus eamdem S. Petri cathedram precibus adierunt fratres Nostri, reverendissimi Episcopi Trevirensis, Monasteriensis et Paderbornensis, atque hoc accipimus responsum:

(Suit le bref du Pape du 25 Mars 1830).

In his itaque responsis, filii dilectissimi, mitiorem habemus declarationem et agendi normam, habito Ecclesiae pacis et tranquillitatis respectu, ex plenitudine potestatis Apostolicae datam, quam si plane, ut decet, sequamur, in conscientia tuti erimus. Eamdem in singulis casibus exequendam vobis relinquimus, confidentes fidei et religioni vestrae, modestiae, prudentiae et circumspecto moderamini cum patientia et caritate. Prae-

1834 cipua vestra, hortamur, in eo cura sit posita, ut fideles non modo tempore ineundarum nuptiarum demum de fide atque officiis suis moneantur, sed inde a juventute in religione catholica diligentissime accuratissimeque instituantur, sintque firmiter fundati. Si sponsa catholica sciat, prolium educationem in viri acatholici arbitrio futuram, ut in religione acatholica educentur, et inexcusabili simul temeritate, quod Deus avertat, ducta non obstante instructione vestra atque admonitione tales nuptias contrahere praesumat, passivam, quam vocant et Apostolicae litterae significant solummodo assistentiam praestetis in loco honesto non sacro. Quum denique de nuptiis mixtis coram parcho acatholico

13.

Instruction adressée aux Vicaires généraux par l'Archevêque de Cologne, Comte de Spiegel relativement à l'exécution du Bref Papal du 25 Mars 1830. Datée de Cologne, 22 Octobre 1834.

Conformément à l'esprit du bref du pape du 25 Mars 1830, les curés ont été autorisés par la circulaire du 13 du courant à décider les questions sur les mariages mixtes. Par conséquent, ils n'auront plus besoin de faire un rapport sur chaque cas particulier; et l'examen de la situation des parties intéressées, ainsi que la délivrance des permissions de célébrer la bénédiction nuptiale, cesseront d'avoir lieu de la part de l'autorité ecclésiastique. Le bref du pape et l'instruction contenue dans la circulaire tracent aux curés la règle de conduite qu'ils auront à suivre. Cependant, comme il peut s'élever des doutes sur le véritable sens de ces dispositions, ou des difficultés dans leur application, qui pourraient donner lieu à des demandes d'instruction ou à des plaintes, je charge les révérends vicaires généraux de la décision. Ils devront surtout s'attacher aux points suivants:

I. La discipline ecclésiastique relative aux maria-

contractis, de quibus solis Apostolica, quae matrimonia 1834 non servata forma concilii Tridentini contracta respicit, sententia intelligenda est, jam omne apud nos, an sint ratae et validae coram Deo et Ecclesia, sublatum est dubium; id unum monere restat, ut de singulis, quae obstante alio quo impedimento canonico dirimente fuerint contractae, ad Nos, ut e radice sanentur, referatis. Gratia Dei veniat super vos et pax Domini maneat semper vobiscum. Amen.

Datum Coloniae, 13 Octobris 1834.

(L. S.)

FERDINANDUS AUGUSTUS,
archiepiscopus Coloniensis.

13.

*Instruction des Erzbischofs von Cöln,
Grafen von Spiegel an das General-
Vicariat, in Betreff der Vollziehung
des päpstlichen Breve's v. 25. März
1830. datirt Cöln, den 22. October
1834.*

(Publication officielle).

In dem Sinne des päpstlichen Breve's vom 25sten März 1830 ist die Behandlung der gemischten Ehen durch das Rundschreiben vom 13ten d. M. den Pfarrern überlassen worden. Diesemnach brauchen dieselben forthin nicht mehr über jeden einzelnen Fall zuvor erst zu berichten, und hört an Seiten der geistlichen Behörde die Prüfung der Sachverhältnisse und die Ertheilung der Erlaubniss der ehelichen Einsegnung auf. Den Pfarrern giebt das päpstliche Breve und die ihnen in dem Rundschreiben ertheilte Weisung die Norm ihres Verhaltens; weil aber Zweifel über den wahren Inhalt dieser Vorschriften, auch Fehlgriffe in ihrer Behandlung vorkommen können, daher Anfragen oder Beschwerden veranlassen: so beauftrage ich das Hochwürdige General-Vicariat mit der Erledigung derselben, wobei vorzüglich folgende Punkte im Auge zu halten sind.

1. Die Kirchendisciplin in Betreff der gemischten

1834 gés mixtes a été assez modifiée par le siège apostolique dans l'intérêt général de l'Eglise, pour que l'on puisse exécuter l'ordre de cabinet de 1825 rendu à ce sujet, et regarder les difficultés existantes comme arrangées autant que possible. Dans l'application de cette discipline modifiée, on devra toujours agir dans chaque cas particulier comme l'exprime le saint-père : *ne catholice religioni creetur invidia.*

2. Par conséquent, les curés pourront faire et permettre tout ce qui dans le bref n'est pas expressément défendu, ou bien n'est pas positivement prescrit d'être observé. Ils devront en outre en expliquer et appliquer chaque fois les dispositions dans un esprit de modération.

3. Ils devront avant tout s'appliquer à enseigner et à exhorter dans un esprit de charité, et s'occuper sérieusement à repandre une instruction religieuse solide, tant en général qu'en particulier. C'est par cette instruction qu'il faut agir sur les sentiments religieux de la partie catholique, afin qu'elle soit disposée non-seulement à rester fidèle à sa foi, mais aussi à accomplir d'après sa croyance, avec l'aide de Dieu, ses devoirs, sous le rapport de l'éducation religieuse des enfants.

4. La partie catholique doit être traitée selon ces sentiments religieux, et ces sentiments mêmes doivent en tout cas être jugés avec douceur.

5. En conséquence de ces principes, il sera fait abstraction de la promesse à exiger ou à donner relativement à l'éducation des enfants dans la religion de l'un ou de l'autre conjoint.

6. On devra également borner autant que possible les cas où aura lieu l'assistance passive; car elle a quelque chose d'inaccoutumé, et par conséquent de choquant, même d'odieux, ce qu'il faut éviter. Elle ne sert qu'à éloigner davantage de l'Eglise la partie catholique, tandis qu'on devrait l'attirer à elle par la douceur et par l'efficacité de la prière. En outre, les unions conclues à cette condition pourraient être attaquées comme civilement nulles sous l'empire du code général (*Allgemeines Landrecht*). L'assistance passive aura lieu lorsque la partie catholique est certaine que les enfants (en totalité) ne seraient pas élevés dans la religion ca-

Ehen ist aus Rücksicht auf das allgemeine Wohl der Kirche vom apostolischen Stuhle so gemildert worden, dass die Allerhöchste Kabinets-Ordre von 1825 über diesen Gegenstand befolgt werden kann und die bisherigen Beschwernisse in Behandlung dieser Sache möglichst beseitigt sind. Bei der Ausführung dieser gemilderten Disciplin muss ausserdem in jedem einzelnen Falle so gehandelt werden, ne, wie sich der Heilige Vater ausspricht, *catholicae religioni creetur invidia*.

2. Daher kann von Seiten der Pfarrgeistlichen nicht bloss Alles vorgenommen oder zugelassen werden, was in dem Breve nicht ausdrücklich untersagt oder als zu beachten bestimmt ist angegeben worden; sondern die einzelnen Bestimmungen sind auch jedesmal mildernd zu erklären und anzuwenden.

3. Vor allem müssen sie sich liebevolle Belehrung und Ermahnung und gründlichen Religionsunterricht im Allgemeinen sowohl als im Besondern ernstlich angelegen seyn lassen. Dadurch muss auf die religiöse Gesinnung des catholischen Theils eingewirkt werden, so dass er geneigt und gestimmt wird nicht nur seinem Glauben treu zu bleiben, sondern auch aus und nach diesem Glauben seine Pflichten in Betreff der Kinder-Erziehung unter dem Beistande der göttlichen Gnade nach Kräften zu erfüllen.

4. Und nach dieser Gesinnung ist der katholische Theil zu behandeln; sie selbst aber in jedem Falle mit Milde zu beurtheilen.

5. Diesemnach ist insbesondere von der Abnahme oder dem Abgeben des Versprechens rücksichtlich der Erziehung der Kinder in der Religion des einen oder des andern Eheheils Abstand zu nehmen.

6. Auch sind ferner die Fälle, wann die assistentia passiva Statt haben soll, möglichst zu beschränken. Denn sie ist nicht nur etwas bisher ganz Ungewöhnliches, daher auffallend, sondern auch an sich etwas Gehässiges, was zu vermeiden ist: sie entfernt den katholischen Theil nur noch mehr von der Kirche, statt dass er durch Milde und die Kraft des Gebets an sie sollte herangezogen werden; und ausserdem könnten die in dieser Weise eingegangenen Ehen unter dem Allgem. Landrechte als bürgerlich ungültige angefochten werden. Wenn der katholische Theil von der akatholischen Erziehung der (aller) Kinder gewiss ist, und bei dieser Gewissheit zu-

1834 tholique, et en même temps, tout en ayant cette certitude, elle commettrait une légèreté impardonnable par son indifférence pour sa croyance religieuse, et pour ses devoirs futurs de père ou de mère, en s'unissant par mariage (*se aut futuram sobolem periculo perversionis TEMERE committat et tales contrahat nuptias, in quibus sciât, filiorum educationem, etc.*). Ainsi, tout ce qui ne ferait pas présumer une telle légèreté, ou tout ce qui la rendrait excusable sous le rapport de la morale, abroge le cas de l'assistance passive. C'est ainsi qu'il faut considérer les circonstances qui, dans d'autres mariages défendus, sont aussi traitées avec moins de sévérité, et donnent lieu à la dispense: comme, par exemple, une grossesse anticipée, *aetas superadulta*, l'accommodement des querelles de familles, etc. Ainsi, la certitude de l'éducation non catholique des enfants, et en même temps *inexcusabilis temeritas* sous le rapport des sentiments religieux, sont les conditions sous lesquelles doit avoir lieu l'assistance passive.

7. Quant à l'endroit où elle doit avoir lieu, elle peut être accomplie soit au presbytère, soit à la sacristie. Elle ne pourra pas donner lieu à une rétribution.

8. Si les parties ne veulent pas se soumettre à l'assistance passive, on devra leur délivrer, comme cela a eu lieu jusqu'à présent, le certificat de la publication des bans (*proclamationes*) et les *testimoniales*, c'est-à-dire, l'attestation de liberté (*testimonium libertatis*), déclarant qu'il n'y a point d'empêchement au mariage.

9. Dans tous les cas où l'assistance passive n'aura pas lieu, les solennités en usage dans l'Eglise seront observées.

10. La manière selon laquelle doit être traitée dans le confessionnal la partie catholique, se réglera d'après ces sentiments plus ou moins punissables, tant avant qu'après l'accomplissement du mariage, et cela chaque fois *in caritate et patientia Christi*.

11. On ne devra jamais refuser aux accouchées catholiques des mariages mixtes de bénir leurs relevailles, parce que ce refus serait une espèce de censure, et qu'il ne ferait que les éloigner davantage de l'Eglise et de son influence.

Cologne, le 22 Octobre 1834.

Signé FERDINAND AUGUSTE,
archevêque de Cologne.

gleich eine sträfliche Leichtfertigkeit aus Gleichgültigkeit 1834 gegen sein Religions-Bekenntniss und seine künftigen religiösen Elternpflichten, bei Eingehung der ehelichen Verbindung an den Tag giebt (*se aut futuram sobolem periculo perversionis temere committat et tales contrahat nuptias, in quibus sciat, filiorum educationem*): so soll die *assistencia passiva* eintreten. Alles also, was die leichtfertige Gesinnung nicht vermuthen lässt, oder was sie doch in der moralischen Beurtheilung mildert, hebt den Fall der *assistencia passiva* auf. Dahin gehören solche Umstände, welche auch bei andern verbotenen Ehen eine mildere Behandlung und Dispensation zu begründen pflegen; also z. B. voraufgegangene Schwängerung, *aetas superadulta*, Beilegung von Familienzweisten u. dergl. Diesemnach sind die Gewissheit von der akatholischen Kinder-Erziehung und zugleich die *inexcusabilis temeritas* in Absicht auf religiöse Gesinnungen die Bedingungen, unter welchen die *assistencia passiva* Statt haben soll.

7. Was den Ort betrifft, so kann sie im Pfarrhause oder in der Sakristei geleistet werden. Gebühren werden dafür nicht zu entrichten seyn.

8. Wo sich die Partheien die *assistencia passiva* nicht wollen gefallen lassen, sind ihnen, wie bisher, die Bescheinigung über die geschehenen Aufrufe (*proclamationes*) und die *testimoniales*, d. h. die Bescheinigung der Freiheit (*testimonium libertatis*) und dass kein trennendes Eehinderniss obwalte, auszustellen.

9. In allen Fällen, wo die *assistencia passiva* nicht eintritt, werden die üblichen kirchlichen Feierlichkeiten vorgenommen.

10. Je nach der grösseren oder geringeren Strafbarkeit der Gesinnungen richtet sich auch die Behandlung des katholischen Theiles im Beichtstuhle, sowohl vor als nach der Vollziehung der ehelichen Verbindung und zwar jedes Mal in *caritate et patientia Christi*.

11. Den katholischen Wöchnerinnen in gemischten Ehen ist die Aussegnung niemals zu verweigern, weil die Verweigerung eine Art von Censur wäre und die Tochter der Kirche nur noch mehr von ihr entfernen und ihren Einwirkungen entziehen würde.

Köln den 22sten Oktober 1834.

(gez.) FERDINAND AUGUST,
Erzbischof von Köln.

14.

Circulaire des Douanes, relative aux conventions de commerce et de navigation conclues entre la France d'une part et les Républiques de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade d'autre part. Publiée en France le 17 Décembre 1834.

(Archives du commerce ou guide des commerçants. Paris, 1835.).

Le *Bulletin des lois* a publié, sous la date du 5 Juin dernier, deux ordonnances relatives à des Conventions de commerce et de navigation, conclues d'une part, entre la France et la République de Venezuela, et de l'autre, entre la France et l'Etat de la Nouvelle-Grenade.

Après avoir établi que les navires et les marchandises des Etats de Sa Majesté le Roi des Français, jouiront de plein droit, dans les ports de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, des franchises, privilèges et immunités quelconques, concédés à la nation la plus favorisée, et que réciproquement les navires et les marchandises de ces Etats, jouiront aussi de plein droit en France des franchises, privilèges et immunités quelconques, concédés à la nation la plus favorisée, l'article 1er des conventions dont il s'agit, ajoute: „et ce gratuitement dans les deux pays, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.”

Or, les navires appartenant à la Grande-Bretagne sont traités comme navires nationaux dans les ports de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, tant pour le paiement des droits de navigation, proprement dits, que pour l'exemption de la surtaxe dont sont frappées les marchandises introduites sous pavillon étranger, et cela, parce qu'il résulte expressément d'un Traité existant entre cette Puissance et les Etats de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade que les navires de ces Etats doi-

vent être également traités, sous ce double rapport, 1834 dans les ports de la Grande-Bretagne. Voulant jouir des mêmes avantages que l'Angleterre, la France a dû offrir les mêmes compensations et assurer, dès lors, dans ses ports aux navires vénézuéliens et grenadins le même traitement qu'à ses propres navires. Ainsi, non-seulement les produits *naturels et manufacturés* de ces Etats seront, comme ceux des Etats-Unis d'Amérique, exempts de la surtaxe de navigation, qui affecte les pavillons étrangers; mais encore les navires jouiront, en vertu de l'article 32 de la loi du 27 vendémiaire an 11, de l'immunité absolue des droits de tonnage, et n'acquitteront ceux de permis que sur le même pied que les nationaux.

Les conditions auxquelles doit être attaché le bénéfice de ces dispositions sont celles qui ont été exigées des autres Etats de l'Amérique méridionale, avec lesquels nous avons des Traités. Il faudra donc pour qu'un navire soit considéré comme vénézuélien ou grenadin, qu'il appartienne de bonne foi à des Vénézuéliens ou à des Grenadins; que le capitaine et les trois quarts de l'équipage au moins soient originaires de Venezuela ou de la Nouvelle-Grenade; et qu'il soit de plus muni d'un registre constatant les renseignements propres à établir ces faits. A l'égard des marchandises de ces Etats, importées sous leur pavillon, elles devront arriver directement, et de plus être accompagnées de certificats d'origine, délivrés par les agens des douanes vénézuéliennes et grenadines et annexés à un manifeste revêtu de la légalisation du Consul français dans le port d'embarquement, sauf bien entendu, à recourir à l'intervention des commissaires experts, institués par l'article 19 de la loi du 27 Juillet 1822, en cas de doute sur l'origine de ces marchandises.

J'invite les directeurs à donner des instructions conformes à la présente, et à les porter à la connaissance du commerce.

Le maître des requêtes, directeur de l'administration.

Signé TH. GRETERIN.

15.

Traité définitif de démarcation de la frontière entre les Etats prussiens et le royaume de Pologne, depuis les confins du Grand-Duché de Posen jusqu'à ceux de la République de Cracovie. Signé à Berlin le ^{4 Mars}_{20 Février}

1835.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant résolu de terminer par un accord à l'amiable les différends territoriaux qui existent sur la frontière entre la Silésie et la Pologne et de faire tracer et déterminer définitivement la frontière, qui sépare les deux pays, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur *Frédéric Ancillon*, Son Ministre d'Etat et du Cabinet, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la première classe et de celui de la croix de fer de Prusse de la seconde classe; Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newskey, Grand-Croix de l'ordre de Ste Anne et de celui de St. Stanislas de Russie, Grand'-Croix de l'ordre de St. Etienne de Hongrie; Commandeur de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, Grand-Croix de l'ordre de Sts. Maurice et Lazare de Sardaigne, de l'ordre de la Couronne de Bavière, de celui du mérite civil de Saxe, de celui du Lion de la Hesse Electorale, de celui de Louis de la Hesse Grand-Ducale et de celui des Maisons ducalès de Saxe de la branche Ernestine; et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur *Alexandre de Ribeaupierre*, Son Conseiller privé actuel, Chambellan actuel, Envoyé extra-ordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et près Son Altesse Royale,

15.

Definitiv-Traktat zur Feststellung der Grenze zwischen den Königlich Preussischen Staaten und dem Königreiche Polen, von der Grenze des Grossherzogthums Posen bis zur Grenze des Freistaates Kracau. Unterzeichnet zu Berlin am ^{4 März}_{20 Februar} 1835.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1835. Nro. XI.).

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der Kaiser von Russland, König von Polen, entschlossen, durch ein freundschaftliches Uebereinkommen die Landes-Grenz-Streitigkeiten, welche zwischen Schlesien und Polen stattfinden, zu beendigen und die Grenze, welche beide Länder trennt, definitiv bezeichnen und festsetzen zu lassen, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen: den Herrn Friedrich Ancillon, Ihren Staats- und Kabinet-Minister, Ritter des Preussischen rothen Adler-Ordens erster Klasse, und des eisernen Kreuzes zweiter Klasse, Ritter des Russischen St. Alexander-Newky-Ordens, Grosskreuz des St. Annen- und des St. Stanislaus-Ordens, Grosskreuz des Ungarischen St. Stephan-Ordens, Kommandeur des Schwedischen Nordstern-Ordens, Grosskreuz des Sardinischen St. Moritz- und St. Lazarus-Ordens, des Ordens der Baierischen Krone, des Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, des Churhessischen Löwen-Ordens, des Grossherzoglich Darmstädtischen Ludwig-Ordens und des Ordens der Herzoglich-Sächsischen Häuser, Ernestinischer Linie: und

Seine Majestät der Kaiser von Russland, König von Polen: den Herrn Alexander von Ribeaupierre, Ihren wirklichen Geheimen Rath, wirklichen Kammerherrn, ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Könige

1835 Monseigneur le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, Chevalier Grand-Croix des ordres de St. Alexandre-Newsky en diamans, de St. Wladimir de la seconde classe, de Ste. Anne de la première classe en diamans de l'ordre impérial de Léopold d'Autriche de l'ordre royal de St. Janvier de Naples, de l'ordre royal de Charles III. d'Espagne, de l'ordre royal de Danebrog du Danemark et de l'ordre royal du Sauveur de Grèce première classe,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, pris connaissance du travail préparatoire, et entendu conjointement les rapports des commissaires nommés ad hoc, savoir de la part de la Prusse, le Sieur Jean Ferdinand Neigebaur, conseiller intime de justice, et de la part de la Pologne, le Sieur Vincent de Pradzynski, considérant que la commission nommée en 1808 pour fixer les limites entre les Etats Prussiens et le Duché de Varsovie n'a pas déterminé la frontière sur tous les points où des territoires étaient réclamés d'une part ou de l'autre; considérant, que toutes les mesures prises par les gouvernemens des deux Pays à diverses époques pour mettre fin à des réclamations continuelles (dont quelques-unes remontent au 14^{ième} et 15^{ième} siècle) n'ont amené aucun résultat définitif et que le Traité conclu à Vienne le ^{3 Mai}_{21 Avril} 1815 n'a tracé que la frontière entre le Grand-Duché de Posen et le Royaume de Pologne; ayant enfin examiné les réclamations et pièces justificatives présentées de part et d'autre et discuté les différentes questions et argumens, sont convenus des articles suivans.

Art. I. Les dispositions du présent Traité détermineront définitivement la frontière entre la Silésie et la Pologne, à partir de l'endroit où cette frontière touche celle du Grand-Duché de Posen, telle qu'elle a été définie par le Traité conclu à Varsovie entre la Prusse et la Russie le 24 Avril 1823., jusqu'à celui où elle touche la frontière de la république de Cracovie,

von Preussen und bei Seiner Königlichen Hoheit dem 1835
Herrn Herzoge von Mecklenburg-Schwerin, Grosskreuz-
Ritter des St. Alexander-Newsky-Ordens in Diaman-
ten, des St. Wladimir-Ordens zweiter Klasse, des St.
Annen-Ordens erster Klasse in Diamanten, des Kai-
serlich Oestreichischen Leopold-Ordens, des Königl-
ich Neapolitanischen St. Januarius-Ordens, des Königl-
ich-Spanischen Ordens Carl's III., des Königlich-Däni-
schen Danebrog-Ordens und des Königlich-Griechischen
Ordens des Erlösers, erster Klasse,

Welche, nach Auswechselung ihrer in guter und
gültiger Form befundenen Vollmachten, genommener
Kenntniss von den vorbereitenden Arbeiten, und er-
folgter gemeinschaftlicher Anhörung der Verträge der
besonders dazu ernannten Kommissarien, nämlich Preu-
ssischer Seits, des Herrn Geheimen Justizraths Johann
Ferdinand Negebaur, und Polnischer Seits, des Herrn
Vincent von Pradzinsky; in Erwägung, dass die im
Jahre 1808. ernannte Kommission zur Festsetzung der
Grenzen zwischen den Preussischen Staaten und dem
Herzogthume Warschau diese Grenzlinie nicht auf al-
len Punkten bestimmt hat, wo von einer oder der an-
deren Seite Grundstücke in Anspruch genommen wa-
ren; in Erwägung, dass alle Maassregeln, welche von
den Regierungen der beiderseitigen Länder zu verschie-
denen Zeiten ergriffen worden sind, um den fortwäh-
renden Beschwerden ein Ziel zu setzen (welche zum
Theil bis in das 14te und 15te Jahrhundert hinaufstei-
gen) kein definitives Resultat herbeigeführt haben, und
dass der zu Wien am $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ April}}$ 1815. geschlossene Ver-
trag lediglich die Grenze zwischen dem Grossherzog-
thume Posen und dem Königreiche Polen bestimmt hat;
endlich nach geschehener Prüfung der gegenseitig vor-
gebrachten Forderungen und Beweisstücke, und Erör-
terung der verschiedenen Streitfragen und Argumente,
über folgende Artikel übereingekommen sind.

Art. I. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Ver-
trages sollen die Grenze zwischen Schlesien und Polen
definitiv festsetzen, von dem Punkte an, wo diese
Grenze die des Grossherzogthums Posen berührt, so
wie letztere durch den zwischen Preussen und Russ-
land zu Warschau am $\frac{24}{2}$ April 1823. abgeschlossenen
Vertrag bestimmt worden, bis zu dem Punkte, wo sie

62 *Traité définitif de démarcation de la frontière entre les*

1835 telle que cette dernière a été déterminée par le réces de Vienne du ^{8 Mai} 21 Avril 1815.

Art. II. La frontière déjà marquée sur toute cette ligne par des poteaux plantés en 1808 sera maintenue d'après les procès verbaux et d'après les plans signés par les commissaires, Comte de Danckelmann et Général Kosinski, et quant aux lacunes qui n'ont point été délimitées à cette époque, la frontière sera tracée comme suit:

Art. III. Entre le village silésien de Kostau et le village polonais de Chroscin, en partant du point où les derniers poteaux entre le Grand-Duché de Posen et le royaume de Pologne étaient plantés en 1823, la frontière entre la Silésie et la Pologne suivra le Thalweg de la Prosna en la remontant et en laissant à la Silésie une prairie située sur la rive gauche de la Prosna et possédée par le village silésien de Kostau, prairie qui a été en contestation.

Art. IV. Entre Neudorf (Ciecierzyn) village silésien, et Chroscin, village polonais, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Prosna, de manière, que les deux prairies contestées entre les villages de Neudorf et de Chroscin, nommées Sterski et Pastwiska ou Pastwy, situés sur la rive gauche, resteront sous la domination prussienne.

Art. V. Entre Golkowitz (Silésie) et Gole (Pologne) le Thalweg de la Prosna, sur lequel est situé le moulin de Gole, est reconnu comme frontière; et les prairies en litige à présent, situées sur la rive gauche de cette rivière, resteront sous la domination Prussienne, à l'exception d'une petite île, possédée maintenant par le village de Gole, laquelle restera sous la domination Polonaise.

Art. VI. Entre le village silésien de Golkowitz, ainsi que la ville silésienne de Pitschen et les villages polonais de Gole et de Woycin, la frontière suivra les traces d'un ancien lit de la Prosna, en laissant sous la domination Prussienne la prairie possédée par le nommée Nibisch, de même la prairie appartenant à la maison du grand-forêt de la ville de Pitschen.

die Gränze des Freistaats Krakau berührt, so wie diese 1835 letztern durch den Wiener Vertrag vom $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ April}}$ 1815, festgesetzt worden ist.

Art. II. Die auf dieser ganzen Linie durch die im Jahre 1808. errichteten Grenzpfähle bereits bezeichnete Grenze soll nach den von den Kommissarien, Grafen von Danckelmann und General Kosinski, unterzeichneten Protokollen und Plänen aufrecht erhalten werden, was aber die Lücken betrifft, wo damals keine Grenzbestimmung stattgefunden hat, so soll die Grenze gezogen werden wie folgt:

Art. III. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Kostau und dem Polnischen Dorfe Chroscin folgt von dem Punkte aus, wo die letzten Grenzpfähle zwischen dem Grossherzogthume Posen und dem Königreiche Polen im Jahre 1823. errichtet worden, die Landes-Grenze zwischen Schlesien und Polen, dem Thalweg der Prosna aufwärts und lässt eine, auf dem linken Ufer der Prosna belegene, im Besitz des Schlesischen Dorfes Kostau befindliche, bisher im Streite befangen gewesene Wiese in Schlesien.

Art. IV. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Neudorf (Ciecierzyn) und dem Polnischen Dorfe Chroscin folgt die Grenze dem Thalweg der Prosna; so dass die beiden, auf dem linken Ufer belegenen, zwischen den Dörfern Neudorf und Chroscin streitigen Wiesen, Sterki und Pastviska oder Pastwy genannt, unter Preussischer Hoheit bleiben.

Art. V. Zwischen Golkowitz (Schlesisch) und Gole (Polnisch) wird der Thalweg der Prosna, auf dem die Mühle von Gole liegt, als Grenze anerkannt, und die jetzt streitigen, auf dem linken Ufer dieses Flusses belegenen Wiesen bleiben unter Preussischer Hoheit, mit Ausnahme einer kleinen, jetzt im Besitze des Dorfes Gole befindlichen Insel, welche unter Polnischer Hoheit bleibt.

Art. VI. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Golkowitz und der Schlesischen Stadt Pitschen einer, und den Polnischen Dörfern Gole und Woycin anderer Seits, folgt die Grenze den Spuren eines alten Bettes der Prosna, so dass sie die, im Besitz des Nibisch befindliche Wiese, imgleichen die zu dem Försterhause der Stadt Pitschen gehörige Wiese unter Preussischer Hoheit lässt.

1835 Art. VII. Entre la ville Silésienne de Pitschen et le village polonais de Woycin, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Prosna, sur lequel est situé le moulin de Woycin, de sorte que les prairies en contestation jusqu'à présent, situées sur la rive gauche, resteront sous la souveraineté de la Prusse.

Par contre le Gouvernement de Prusse payera à celui de Pologne une somme de trois-mille-quatre-cent-quatre-vingts écus de Prusse formée par la capitalisation de la moitié du produit de la fenaïson annuelle de ces prairies. Ce paiement sera effectué à Berlin six semaines après l'échange des ratifications du présent Traité par le Plénipotentiaire de Sa Majesté Prussienne contre un acte de cession, en vertu duquel le domaine de Woycin abandonnera au fisc de Sa Majesté Prussienne les droits invoqués jusqu'à présent par ce domaine sur les prairies en question.

Art. VIII. Entre le village de Pallanowitz (Silésie) et le village de Lubrice (Pologne) la frontière remontera la Prosna et nommément le bras qui se trouve du côté de la Pologne sur la ligne de la possession actuelle et les prairies litigieuses resteront sous la domination Prussienne.

Art. IX. Entre le village Silésien d'Uschütz et le village polonais de Mokrsko (Krowlewska-Grobla) la frontière suivra la Prosna en remontant cette rivière jusqu'au point où commencent les bienfonds appartenant au moulin de Krowlewska-Grobla, et de ce point la frontière, en abandonnant le Thalweg de la Prosna, suivra la ligne de démarcation entre les propriétés particulières, laissant les terres en possession du village d'Uschütz sous la domination Prussienne et les terres du dit moulin sous la domination Polonaise, jusqu'à l'ancienne route d'Uschütz à Mokrsko et jusqu'au pont placé sur le fossé de la papéterie du dit Uschütz. La ligne de démarcation suivra ce fossé jusqu'à la digue du Krowlewska-Grobla ou du Königsdamm; de là la ligne de frontière, abandonnant ce fossé, suivra la limite des possessions particulières entre Uschütz et Krowlewska-Grobla, jusqu'au point où commencent les prairies de Seichwitz village de Silésien.

Art. X. Entre le village Silésien de Nieder-Seichwitz (Nizsze-Ldziechowice) et le village polonais de

Art. VII. Zwischen der Schlesischen Stadt Pitschen 1835 und dem Polnischen Dorfe Woycin folgt die Grenzlinie dem Thalweg der Prosna, auf welchem die Woyciner Mühle liegt, dergestalt, dass die bisher streitigen auf dem linken Ufer belegenen Wiesen unter Preussischer Hoheit bleiben. Dagegen zahlt die Preussische Regierung der Polnischen die Summe von Dreitausend Vierhundert achtzig Thalern Preussisch, als die zu Kapital veranschlagte Hälfte des jährlichen Heu-Ertrages dieser Wiesen. Diese Zahlung wird zu Berlin, sechs Wochen nach Auswechselungen der Ratificationen dieses Vertrages, durch den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen gegen eine Cessions-Urkunde geleistet, vermöge deren die Domaine Woycin ihre bisher behaupteten Rechte auf die in Rede stehenden Wiesen dem Königlich Preussischen Fiskus überlassen wird.

Art. VIII. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Polanowitz und dem Polnischen Dorfe Lubnice geht die Grenze mit der Prosna aufwärts und namentlich mit dem Arme derselben, welcher sich nach Polen zu auf der jetzigen Besitzlinie befindet, und die streitigen Wiesen bleiben unter Preussischer Gebietsherrschaft.

Art. IX. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Ushütz und dem Polnischen Dorfe Mokrsko (Krolewska-Grobla) folgt die Grenze dem Laufe der Prosna aufwärts bis zu dem Punkte, wo die der Mühle von Krolewska-Grobla gehörigen Grundstücke anfangen; von hier ab verlässt die Grenzlinie den Thalweg der Prosna und folgt der Grenze der Privat-Besitzungen, indem sie die im Besitz des Dorfes Ushütz befindlichen Grundstücke unter Preussischer Hoheit, die Grundstücke der gedachten Mühle dagegen unter Polnischer Hoheit lässt, bis zu dem alten Wege von Ushütz nach Mokrsko und bis zu der über dem Graben der Papiermühle des gedachten Ushütz befindlichen Brücke. Diesem Graben folgt die Grenzlinie bis zu dem Damme von Krolewska-Grobla oder Königsdamm, von wo ab sie diesen Graben verlässt und der Grenze der Privatbesitzungen zwischen Ushütz und Krolewska-Grobla bis zu dem Punkte folgt, wo die Wiesen des Schlesischen Dorfes Seichwitz anfangen.

Art. X. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Nieder-Seichwitz (Nizsze-Zdzinchowice) und dem Polnischen

1835 Wrowblew, une prairie située entre les deux bras de la Prosna, en possession de Nieder-Seichwitz, restera sous la souveraineté de la Prusse, et la ligne de démarcation remontera le Thalweg du bras de la Prosna qui fait les limites de la possession particulière actuelle, jusqu'à un flot près le moulin de Kiek, réclamé par le propriétaire de ce moulin, de là, abandonnant cet flot à la Pologne, la frontière suit le canal du côté de la Prusse. Delà, la ligne de démarcation rentre dans le Thalweg de la Prosna jusqu'au dit moulin, et puis abandonnant également à la Pologne une île située vis-à-vis du moulin, elle suit le canal principal qui entoure les deux parties de cette île et rentre dans le Thalweg près le poteau de frontière planté l'an 1808.

Art. XI. Entre le village Silésien d'Ober-Seichwitz et le village polonais de Przedmosc, la frontière suivra un ancien cours de la Prosna, jusqu'au point où il touche la limite des propriétés particulières entre Ober-Seichwitz et Przedmosc; de ce point la frontière suivra la dite limite jusqu'au point où elle atteint le Thalweg de la Prosna; de sorte que trois prairies réclamées par la Prusse, resteront à la Pologne, et une prairie possédée par le village de Seichwitz restera sous la domination Prussienne.

Art. XII. Entre le village Silésien de Krzyzankowice et la ville polonaise de Praschke (Praszk) la frontière, en remontant la Prosna, suivra le Thalweg par l'écluse de la digue de l'étang de la ville de Praschke, laissant en Silésie un petit pâturage possédé maintenant par Praschke, ainsi que la forge de Zavisno. En partant de l'écluse, la ligne de démarcation passera par l'étang pour rejoindre le Thalweg de la Prosna, laissant les prairies possédées par Krzyzankowice à la Prusse, et les prairies possédées par Praschke à la Pologne.

Art. XIII. Entre la ville silésienne de Landsberg et le village Polonais de Szyszkow, en remontant la Prosna, la frontière sera formée par le bras de cette rivière, sur lequel se trouve le premier pont du côté de Szyszkow et les poteaux de frontière seront plantés aux deux extrémités de ce pont, savoir le po-

Dorfe Wrowlew bleibt eine zwischen den beiden Armen der Prosna belegene Wiese, die sich im Besitz von Nieder-Seichwitz befindet, unter Preussischer Hoheit, und die Grenzlinie folgt aufwärts dem Thalwege desjenigen Armes der Prosna, welcher die dermalige Privat-Besitz-Grenze bildet, bis zu einer kleinen Insel bei der Kiek-Mühle, welche der Besitzer dieser Mühle in Anspruch nimmt; und von da folgt die Gränze, indem sie jene kleine Insel zu Polen lässt, dem Wasserlaufe auf der Preussischen Seite. Von da kehrt die Grenzlinie wieder in den Thalweg der Prosna zurück, bis zu der gedachten Mühle; folgt hierauf — indem sie eine der Mühle gegenüberliegende Insel in Polen lässt — dem Haupt-Arme, welcher die beiden Theile dieser Insel umfließt, und kehrt in den Thalweg der Prosna bei dem im Jahre 1808. errichteten Grenzpfahle zurück.

Art. XI. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Ober-Seichwitz und dem Polnischen Dorfe Przedmosc folgt die Grenzlinie einem alten Laufe der Prosna bis zu dem Punkte, wo derselbe die Grenzscheidung der Privat-Besitzungen zwischen Ober-Seichwitz und Przedmosc berührt; von hier aber folgt die Grenze der gedachten Scheidungslinie bis zu dem Punkte, wo sie den Thalweg der Prosna erreicht, so dass drei Wiesen, welche von Preussen in Anspruch genommen waren, unter Polnischer, und eine im Besitz von Seichwitz befindliche Wiese unter Preussischer Hoheit verbleiben.

Art. XII. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Krzyzankowitz und der Polnischen Stadt Praschke (Praszkä) folgt die Grenzlinie dem Thalweg der Prosna aufwärts durch die Schleuse des Teich-Dammes der Stadt Praschke und lässt eine kleine Hütung, welche jetzt Praschke im Besitz hat, so wie das Hüttenwerk von Zavisno in Schlesien. Von der Schleuse an geht die Grenzlinie durch den Teich bis wieder in den Thalweg der Prosna und lässt die im Besitz von Krzyzankowitz befindlichen Wiesen zu Preussen, so wie die von Praschke besessene Wiesen zu Polen.

Art. XIII. Zwischen der Schlesischen Stadt Landsberg und dem Polnischen Dorfe Szyszkow bildet derjenige Arm der Prosna aufwärts die Grenze, über welchen die erste Brücke auf der Seite von Szyszkow führt, und Grenzpfähle werden auf beiden Enden dieser Brücke aufgestellt, nämlich der Preussische auf dem

1835 teau Prussien sur la rive gauche et le poteau polonais sur la rive droite de la Prosna. Et delà, en remontant un bras de la Prosna, de manière à laisser à la Pologne deux petites îles situées entre les deux bras de la rivière, la frontière suivra de nouveau cette rivière jusqu'aux dernières maisons et jardins de Szyszkow et nommément jusqu'à l'endroit qui sépare les possessions particulières du dit village de Szyszkow d'avec celles de la ville de Landsberg sur la rive droite de la Prosna; de là cette ligne servira de frontière jusqu'au point où commence la banlieue de Winzkowitz et les terres du moulin de Jagel (Jagello), en laissant une prairie de Landsberg (Gorzew) à la Prusse de même qu'une prairie fauchée alternativement par le propriétaire de la ville de Landsberg et celui du village de Szyszkow.

Art. XIV. Entre le village Silésien de Winzkowitz et le village polonais de Szyszkow et nommément depuis le point ci-dessus indiqué la ligne de démarcation suivra celle qui sépare les terres du moulin de Jagel (Jagello) qui reste à la Prusse, d'avec les prairies du village de Szyszkow, qui restent à la Pologne, jusqu'au point où cette dernière ligne touche la rive droite de la Prosna, dont le Thalweg continué à servir de frontière jusqu'au point indiqué ci-après.

Art. XV. Entre le village Silésien de Jastrzygowitz et le village polonais de Wygietdow, et nommément à l'endroit où un bras de la Prosna commence à ormer la ligne de démarcation des prairies du moulin de Wygietdow, la frontière suivra le bras susmentionné jusqu'à sa jonction avec l'autre bras de la rivière et de là la ligne de démarcation suivra le bras de la Prosna qui passe par l'écluse située sur la digue de l'étang, en laissant à la Pologne une prairie et un champ réclamés par la Silésie. A partir de l'écluse, la ligne de démarcation passera par l'étang, en laissant à la Silésie un pâturage en litige jusqu'à présent. Au dessus de l'étang en remontant la Prosna, le Thalweg de la rivière servira de frontière jusqu'au point où elle touche une prairie en possession du village de Wygietdow situé sur la rive gauche de cette rivière. La frontière suivra la limite de la possession actuelle jusqu'au point où cette dernière ligne aboutit à la Prosna, dans la-

linken und der Polnische Pfahl auf dem rechten Ufer 1835 der Prosna. Von da geht die Grenzlinie einen Arm der Prosna dergestalt hinauf, dass sie zwei kleine Inseln zwischen den beiden Armen dieses Flusses zu Polen lässt, und folgt wieder diesem Flusse bis zu den letzten Häusern und Gärten von Szyszkow, namentlich bis zu dem Orte, welcher auf dem rechten Ufer der Prosna die Privat-Besitzungen des gedachten Dorfes Szyszkow von denen der Stadt Landsberg scheidet. Von hier bildet diese Linie die Grenze bis zu dem Punkte, wo sie die Feldmark von Winzkowitz und die Grundstücke der Jagel- (Jagello) Mühle erreicht, indem sie eine Wiese von Landsberg (Gorzew) so wie eine von dem Besitzer der Stadt Landsberz und dem des Dorfes Szyszkow abwechselnd gemähte Wiese zu Preussen lässt.

Art. XIV. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Winzkowitz und dem Polnischen Dorfe Szyszkow, und namentlich von dem oben angegebenen Punkte an, folgt die Grenzlinie der Grenzscheidung zwischen den Grundstücken der Jagel- (Jagello) Mühle, welche Preussen verbleibt, und den Wiesen des Dorfes Szyszkow, welche Polen verbleiben, bis dahin, wo diese Grenzscheide das rechte Ufer der Prosna berührt, deren Thalweg bis zu dem hiernächst angegebenen Punkte die Grenze zu bilden fortfährt.

Art. XV. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Jastrzygowitz und dem Polnischen Dorfe Wygietdow, namentlich von da ab, wo ein Arm der Prosna anfängt, die Wiesen der Mühle zu Wigietdow zu begrenzen, folgt die Grenzlinie dem obgedachten Arme bis zu seiner Vereinigung mit dem andern Arme des Flusses, und von dort dem Arme der Prosna, welcher durch die auf dem Teichdamme befindliche Schleuse geht, so dass eine Schlesischer Seits in Anspruch genommene Wiese und ein Ackerstück bei Polen bleiben. Von der Schleuse an geht die Grenzlinie durch den Teich und lässt eine bisher streitige Hütung in Schlesien. Oberhalb des Teiches folgt die Grenzlinie dem Thalweg der Prosna aufwärts bis zu dem Punkte, wo sie eine im Besitz des auf dem Ufer dieses Flusses belegenen Dorfes Wygietdow befindliche Wiese berührt. Der Begrenzung des gegenwärtigen Besitzstandes folgt die Grenzlinie bis dahin, wo die erstere an der Prosna aufhört, in

1835 quellele Thalweg continuera à faire la ligne de démarcation.

Art. XVI. Entre le village silésien de Kostelitz et le village polonais de Zitniow, la frontière remontera le Thalweg de la Prosna jusqu'à l'écluse de l'étang du moulin Kuznica, en laissant un petit pâturage au dessous de la digue à la Prusse, et le dit moulin avec les prairies y appartenantes à la Pologne. De là, la ligne de démarcation traverse l'étang et suivra ensuite le Thalweg de la Prosna, tel qu'il existait en 1827. et puis la ligne de démarcation de l'année 1838.

Art. XVII. Le territoire litigieux entre les villages de Sternalitz (Silésie) et Stare-Krzepice (Pologne) sera partagé à parties égales et il sera tracé une ligne délimitant une moitié pour le village de Sternalitz et l'autre pour le village de Krzepice, mais de manière que le terrain de Trepka tombe dans la moitié silésienne.

Art. XVIII. Entre le village silésien de Wichrow et le village polonais de Stare-Krzepice, en partant du point dont parle l'article précédent, il sera tracé une ligne aussi droite que possible vers les poteaux érigés en 1808 sur le chemin de Wichrow à Stare-Krzepice, de manière que le terrain en litige sera partagé par nombre égal d'arpens, laissant une moitié à la Silésie et l'autre moitié à la Pologne, de sorte que la prairie du curé de Krzepice tombe dans la moitié polonaise.

Art. XIX. Entre le village silésien de Bodzanowitz et le village polonais de Stare-Krzepice, la frontière en partant des poteaux mentionnés à l'article précédent, plantés sur le chemin de Wichrow à Krzepice sera déterminée par une ligne droite tirée depuis ces poteaux jusqu'aux sources noires (Czarnystok) et de ce point par une ligne droite tirée jusqu'aux poteaux sur le chemin qui conduit de Bodzanowitz à Stare-Krzepice.

Art. XX. En partant de ces poteaux la frontière suivra une ligne droite tirée vers l'est et aboutissant à la rivière de la Liawarta, savoir au point où l'on avait

welcher der Thalweg die Grenzlinie zu bilden fort-1835 fährt.

Art XVI. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Kostelitz und dem Polnischen Dorfe Złotów geht die Grenze mit dem Thalweg der Prosna aufwärts bis zu der Schleuse des Kuznicaer Mühlen-Teiches und lässt eine kleine Hütung unterhalb des Dammes in Preussen; die Mühle aber mit den dazu gehörigen Wiesen in Polen. Von hier geht die Grenzlinie durch den Teich und folgt sodann dem Thalweg der Prosna, wie er im Jahre 1827. war; demnächst aber der im Jahre 1808. bezeichneten Grenzlinie.

Art. XVII. Das zwischen den Dörfern Sternalitz (Schlesisch) und Alt-Krzepitz (Polnisch) streitige Stück Landes wird zu gleichen Theilen getheilt und eine Linie gezogen, welche die eine Hälfte für das Dorf Sternalitz, die andere Hälfte aber für das Dorf Krzepitz, jedoch in der Art abgrenzt, dass das Grundstück Trepka in die Schlesische Hälfte fällt.

Art. XVIII. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Wichrow und dem Polnischen Dorfe Alt-Krzepitz wird von dem, im letztern Artikel erwähnten Punkte aus, eine möglichst grade Linie gegen die im Jahre 1808. auf dem Wege von Wichrow nach Alt-Krzepitz errichteten Grenzpfähle zu, in der Art gezogen, dass das streitige Grundstück der Morgenzahl in zwei gleiche Theile getheilt wird, wovon die eine Hälfte Schlesien, die andere Polen verbleibt, und zwar so, dass die Wiese des Pfarrers von Krzepitz in die Polnische Hälfte fällt.

Art. XIX. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Bodzanowitz und dem Polnischen Dorfe Alt-Krzepitz wird die Grenze von den, im vorhergehenden Artikel erwähnten, auf dem Wege von Wichrow nach Krzepitz errichteten Pfählen ab, durch eine grade Linie bestimmt, welche von diesen Pfählen bis zu den schwarzen Quellen (Czarnystok) gezogen wird; und von diesem Punkt durch eine grade Linie, welche bis zu den Grenz-Pfählen auf dem von Bodzanowitz nach Alt-Krzepitz führenden Wege gezogen wird.

Art. XX. Von diesen Pfählen ab wird die Grenze einer gegen Morgen bis an den Liswarter Fluss zu ziehenden graden Linie folgen; nämlich bis zu dem Punkte, wo im Jahre 1808. Grenzpfähle errichtet wa-

1835 érigé les poteaux de 1808 qui seront rétablis au même endroit.

Art. XXI. Entre Bodzanowitz (Silésie) et Podteze (Pologne) la ligne de démarcation remontera le Thalweg de la Liswarta, laissant la première fle à sa droite à la Silésie, et on suivant le bras qui sépare actuellement les possessions des deux villages susmentionnés jusqu'au troisième pont, que l'on rencontre en partant de Bodzanowitz pour la douane de Podteze. Depuis ce pont la frontière suivra le Thalweg de la Liswarta formant la ligne de démarcation de l'état de possession actuel.

Art. XXII. Entre Kiken en Silésie et Kuznica en Pologne, la ligne de démarcation suivra la limite des possessions des deux villages; mais partout où cette limite abandonne le courant de la Liswarta, des canaux seront creusés pour changer le courant de la rivière d'après la frontière établie par cet article; de cette manière la frontière rejoindra les poteaux plantés en 1808. près Sandberg (Piaskowa-Gora) en laissant à la Prusse deux îles situées entre les deux bras de la rivière.

Art. XXIII. Entre Kutzoben et Kutznica, la ligne de démarcation remontera le bras de la Liswarta qui marque l'état de possession constaté l'an 1827. jusqu'à la banlieue des villages de Boreck et de Stani.

Art. XXIV. Entre Boreck en Silésie et Stani en Pologne, la ligne de démarcation suivra la frontière des prairies adjudgées aux village de Stani d'après la carte de Windisch, situées sur la rive gauche de la Liswarta en laissant à la Prusse les pâturages jusqu'à présent en litige et les dites prairies à la Pologne, jusqu'au point où ces prairies touchent la rivière de Liswarta. A partir de cet endroit, la ligne de démarcation suivra la frontière marquée l'an 1808.

Art. XXV. La forêt litigieuse entre le village silésien d'Olschin et le village polonais de Krzepice restera sous la domination polonaise et la frontière suivra une ligne déjà marquée par des bornes de terre (Grenzhaufen) selon la possession actuelle et de là la ligne de frontière suivra la démarcation de l'an 1808.

Art. XXVI. Entre le village silésien de Kaminiecz et le village polonais de Poczesna la frontière suivra, en

ren, die auf derselben Stelle wieder hergestellt werden 1835 sollen.

Art. XXI. Zwischen Bodzanowitz (Schlesisch) und Podteze (Polnisch) folgt die Grenzlinie dem Thalweg der Liswarta aufwärts, lässt die erste Insel rechts in Schlesien und folgt dem Arme, welcher jetzt die Besitzungen beider genannten Dörfer trennt, bis zur dritten Brücke, welche man auf dem Wege von Bodzanowitz zu dem Zollhause von Podtese antrifft. Von dieser Brücke an folgt die Grenzlinie dem Thalweg der Liswarta, welcher die Scheidungslinie des jetzigen Besitzstandes bildet.

Art. XXII. Zwischen Kiken in Schlesien und Kuznica in Polen, folgt die Grenze der Besitzlinie beider Dörfer; überall aber, wo diese Grenze den Lauf der Liswarta verlässt, sollen Graben gezogen werden, um den Lauf dieses Flusses, nach der in dem vorliegenden Artikel bestimmten Grenze zu ändern; auf diese Wiese wird die Grenzlinie die im Jahre 1808. an dem Sandberge (Piaskowa-Gora) errichteten Grenzpfähle erreichen und zwei zwischen den beiden Armen des Flusses liegende Inseln in Preussen.

Art. XXXIII. Zwischen Kützoben und Kuznica folgt die Grenzlinie demjenigen Arme der Liswarta aufwärts, welcher den im Jahre 1827. konstatirten Besitzstand bezeichnet, bis zu der Feldmark der Dörfer Boreck und Stani.

Art. XXIV. Zwischen Boreck in Schlesien und Stani in Polen folgt die Grenzlinie dem Rande der auf dem linken Ufer der Liswarta belegenen Wiesen, welche dem Dorfe Stani rechtskräftig zuerkannt sind, nach der Windischen Charte; so dass die bisher streitige Hütung in Preussen und die gedachten Wiesen in Polen bleiben, bis dahin, wo diese Wiesen den Fluss Liswarta berühren. Von da ab folgt die Grenzlinie der im Jahre 1808. bezeichneten Grenze.

Art. XXV. Der zwischen dem schlesischen Dorfe Olschin und dem Polnischen Dorfe Krzepitz streitige Wald bleibt unter Polnischer Hoheit, und die Grenzlinie folgt einer schon mit Grenzhäufen bezeichneten Linie nach dem gegenwärtigen Besitzstande und von da der im Jahre 1808. bezeichneten Grenz-Linie.

Art. XXVI. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Kaminiecz und dem Polnischen Dorfe Poczesna folgt die

1835 partant des poteaux plantés en 1808 près la maison de Grzybow la ligne de possession de 1827 jusqu'à la colonie de Nieven en Silésie; de là elle se dirigera en ligne droite vers le pont qui conduit à l'auberge de Zinna-Woda jusqu'à ce qu'elle touche la petite rivière de Zimne (Zinna); et du point où cette ligne droite touchera la dite rivière de Zimne, cette rivière formera la frontière jusqu'à son embouchure dans la rivière de Kamienitza (Kamienica) de sorte que les villages de Starcza, de Wlazna et de Klepaczka restent sous la souveraineté polonaise.

Art. XXVII. Entre le village silésien de Lubschau et la ville silésienne de Woischnick et les villages polonais de Rudnick-Wielki et de Rudnick-Maty, la frontière partant du point ci-dessus indiqué suivra la rivière de Kamienitza en la remontant jusqu'au point de jonction des territoires de Lubschau, de Woischnick et de Rudnick selon la possession actuelle; et de ce point elle suivra la ligne de cette même possession, en laissant les terres de Lubschau et de Woischnick à la Prusse et les terres de Rudnick à la Pologne.

Art. XXVIII. Entre la ville silésienne de Woischnick et les villages polonais de Gniazdow et de Mzyki la frontière, partant du point de jonction des territoires de Woischnick; de Rudnick-Maty et Gniazdow suivra une ligne à fixer par des experts, de manière à abandonner à la Prusse une étendue de terre deux-mille-trois-cent soixante-un arpens de Magdebourg, mesure rhénane, à prendre sur ce territoire litigieux entre la ville prussienne et les villages polonais susmentionnés. En conséquence la frontière suivra à-peu-près la ligne de possession du village de Rudnick jusqu'à l'établissement de Mateya qui restera à la Pologne, et de là vers le gué dit Kostowitz (Litt. D.). De ce point la frontière suivra une ligne aussi droite que possible vers l'établissement de Potaschnick, en laissant ce dernier à la Pologne et de là la frontière sera tracée par une ligne droite jusqu'au point indiqué sur la ligne de prétention polonaise par le Duck-Stock, le tout de manière à délimiter pour la Prusse le susdit nombre d'arpens.

Art. XXIX. Du point où cette ligne, qui sera le

Grenze, von den im Jahre 1808. ohnfern des Hauses 1835
Grzybow errichteten Grenzpfählen ab, der Besitzlinie
von 1827. bis zu der Schlesischen Kolonie Nieyen;
von da wendet sie sich in grader Linie gegen die Brücke,
welche nach dem Wirthshause Zimawoda führt, bis
sie den kleinen Bach Zimne (Zinna) erreicht. Von
dem Punkte an, wo diese grade Linie den gedachten
Bach Zimne berührt, macht dieser Bach die Grenze,
bis zu seiner Mündung Kamienitza - (Kamienica) Bach;
so dass die Dörfer Starcza, Wlasna und Klepaczka unter
Polnischer Hoheit bleiben.

Art. XXVII. Zwischen dem Schlesischen Dorfe
Lubschau und der Schlesischen Stadt Woischnick einer,
und den Polnischen Dörfern Gross- und Klein-Rudnick
anderer Seits, folgt die Grenzlinie, von dem vorstehend
angegebenen Punkte aus, dem Kamienitza-Bache auf-
wärts bis zu dem Punkte, wo die Feldmarken von Lub-
schau, Woischnick und Rudnick nach ihrem gegenwärtigen
Besitzstande zusammenstossen. Von hier folgt
die Grenzlinie demselben Besitzstande, indem sie die
Ländereien von Lubschau und Woischnick in Preussen
und die von Rudnick in Polen lässt.

Art. XXVIII. Zwischen der Schlesischen Stadt
Woischnick und den Polnischen Dörfern Gniasdow und
Mzyki folgt die Grenze von dem Punkte, wo die Feld-
marken von Woischnick, Klein-Rudnick und Gniasdow
zusammenstossen, einer von Sachverständigen dergestalt
zu ziehenden Linie, dass an Preussen an Zweitausend
Dreihundert ein und sechzig Magdeburger Metzen, Rhein-
ländisch Maass, von den zwischen der oben gedachten
Stadt und den Polnischen Dörfern streitigen Grund-
stücken überlassen wird. Demgemäss wird die Grenze
ohngefähr der Besitzlinie des Dorfes Rudnick folgen
bis zu der Besitzung Mateya — welche in Polen bleibt
— und von da nach dem Furth — genannt Kostowitz
— (Litt. D.) hin. Von diesem Punkte wird die Grenze
einer möglichst graden Linie auf die Besitzung des
Potaschnik zu, welche in Polen bleibt, folgen; und
von hier wird eine grade Linie bis zu dem auf der
Polnischen Anspruchslinie belegenden Punkte, der Duck-
Stock genannt, gezogen; überall jedoch in der Art, dass
für Preussen die oben angegebene Morgenzahl abge-
grenzt wird.

Art. XXIX. Von dem Punkte an, wo diese durch

1835. résultat d'un travail géométrique, rejoindra la ligne de possession de 1827 près le village de Mzyki, la frontière suivra cette possession entre le village silésien de Glosawka et les villages polonais de Mzyki et Gniazdow jusqu'aux poteaux érigés en 1808 sur le chemin de Woischnick au dit village Gniazdow.

Art. XXX. Entre la ville silésienne de Woischnick et le village polonais de Nieradowa, la ligne de démarcation suivra la possession de 1827 en partant des poteaux plantés en 1808 jusqu'au point où cette ligne de possession touche l'enclos de la maison qui l'an 1827 était habitée par le nommé Wcisto fils et qui reste sous la souveraineté polonaise.

Art. XXXI. Entre la ville silésienne de Woischnick et le village polonais de Cinkow, en partant du point susmentionné, il sera tracé une ligne aussi droite que possible, qui servira de frontière entre les deux pays jusqu'à un point à fixer sur la limite de la forêt de Bibiella, en conformité de la stipulation, comprise d'ans l'article suivant et qui délimitera trois-mille-deux cent-dix-neuf arpens de Magdebourg, mesure rhénane, à la Prusse.

Art. XXXII. Entre le village silésien de Georgenberg et le village polonais de Zendeck, la frontière, en décrivant une ligne aussi droite que possible, traversera la partie de la forêt de Bibiella qui avait été adjugée au domaine de Cinkow et de Zendeck et aboutira aux bornes érigées en 1806 sur la Brinica en vertu de l'adjudication susmentionnée, de manière à abandonner à la Prusse une étendue de trois-mille-cinq cent-quarante-huit arpens de Magdebourg, mesure rhénane et à fixer le point sur la forêt de Bibiella mentionné à l'article précédent, qui servira de point de départ à la dite ligne.

Art. XXXIII. Entre les villages silésiens de Bibiella et Neudeck et les villages polonais de Zendeck et d'Ozarowice, le Thalweg de la Brinica, à partir du point susmentionné, fera la frontière en traversant l'étang du moulin de Lubos, et suivant ensuite le bras qui en découle du côté de la Silésie et qui marque

Feldmesser - Arbeit zu Stande zu bringende Linie die 1835 Besitzstands - Grenze von 1827. bei dem Dorfe Mzyki erreicht, folgt die Grenzlinie diesem Besitzstande, zwischen dem Schlesischen Dorfe Glosawka, und den Polnischen Dörfern Mzyki und Gniadow, bis zu den im Jahre 1808. auf dem Wege von Woischnick nach dem obgenannten Dorfe Gniadow errichteten Grenzpfählen.

Art. XXX. Zwischen der Schlesischen Stadt Woischnick und dem Polnischen Dorfe Nieradowa folgt die Grenzlinie von den im Jahre 1808. errichteten Grenzpfählen an, dem Besitzstande von 1827., bis zu dem Punkte, wo diese Besitzlinie das Gehöft des im Jahre 1827. von dem Wcisto, dem Sohne bewohnten Hauses berührt, welches unter Polnischer Hoheit bleibt.

Art. XXXI. Zwischen der Schlesischen Stadt Woischnick und dem Polnischen Dorfe Cinkow wird, von dem vorher angegebenen Punkte an, eine möglichst grade Linie bis zu einem in Gemässheit der in dem folgenden Artikel enthaltenen Bestimmung an der Grenze des Bibiella - Waldes festzusetzenden Punkte gezogen werden, welches die Landesgrenze beider Staaten bilden und Dreitausend Zweihundert Neunzehn Magdeburger Morgen Rheinländisch Maass, zu Preussen abgrenzen wird.

Art. XXXII. Zwischen dem Schlesischen Flecken Georgenberg und dem Polnischen Dorfe Zendek geht die Grenze in einer möglichst graden Linie durch den Theil des Bibiella - Waldes, welcher den Domänen Cinkow und Zendek rechtskräftig zuerkannt worden, bis zu den im Jahre 1806. in Folge des erwähnten Erkenntnisses, errichteten Grenzhäufen an der Brinitza; so dass dadurch dem Preussischen Staate eine Fläche von Dreitausend Fünfhundert Achtundvierzig Magdeburger Morgen, Rheinländisch Maass, überlassen und dadurch der Punkt, dessen der vorstehende Artikel an der Grenze des Bibiella - Waldes erwähnt, bestimmt wird, welcher zum Ausgangspunkte für die hier bezeichnete Linie dient.

Art. XXXIII. Zwischen den Schlesischen Dörfern Bibiella und Neudeck, und den Polnischen Dörfern Zendeck und Ozarowitz macht der Thalweg der Brinitza von dem eben erwähnten Punkte ab, indem er durch den Teich der Lubos - Mühle geht und sodann mit dem Arme, welcher im jetzigen Besitzstand bezeich-

1835 l'état de possession actuel, jusqu'à l'usine de Brinica.

Art. XXXIV. La ligne de démarcation entre Neudeck en Silésie et Ozarowice en Pologne, suivra le Thalweg de la Brinica, passera par l'étang de l'usine du même nom et ensuite par le bras qui en fait aller les roues, en laissant cette usine en Silésie avec ses dépendances. Rentrant dans le bras principal, elle continue à suivre le Thalweg de la Brinica.

Art. XXXV. Entre Bysia (Silésie) et Niezdara (Pologne) la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Brinica et passera ensuite par l'étang de l'usine de Niezdara et l'écluse et le pont en laissant cette usine à la Pologne et, descendant jusqu'à la jonction de ce bras avec celui qui coule en Pologne, elle continuera à suivre le Thalweg de la Brinica.

Art. XXXVI. Entre les villages de Kostowagura en Silésie et de Dobieszowice en Pologne la ligne de démarcation, en maintenant l'état de possession actuel continuera de suivre le Thalweg de la Brinica, en laissant les prairies et pâturages possédés par Dobieszowice sous la domination polonaise.

Art. XXXVII. Entre le village de Josephthal en Silésie et le village de Dobieszowice en Pologne, la ligne de démarcation suivra la Brinica, jusqu'à une ancienne écluse, et de là dans le Thalweg de la Brinica, en laissant les prairies du côté droit sous la souveraineté de la Silésie et celles du côté gauche sous la souveraineté de la Pologne.

Art. XXXVIII. Entre Kamin en Silésie et Bobrowniki en Pologne, la ligne de démarcation, en quittant le Thalweg de la Brinica à l'endroit où il touche une petite prairie appartenant au nommé Jendrzeiczak, suivra les limites de cette possession, qui reste à la Pologne sur la rive droite; rejoindra le Thalweg de la Brinica avec la dite limite à l'endroit où elle touche de nouveau le bras principal de la Brinica; de là, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de cette rivière et passera par l'étang du moulin de Kamin en maintenant l'état de possession actuel.

Art. XXXIX. Entre les banlieues des susdits villages, la ligne de démarcation suivra le Thalweg du bras principal de la Brinica, passera par l'étang du

nend, daraus auf der Schlesischen Seite abfließt, bis zu 1835 dem Hüttenwerke von Brinitza, die Grenze.

Art. XXXIV. Zwischen Neudeck in Schlesien und Ozarowitz in Polen folgt die Grenzlinie dem Thalwege der Brinitza, geht durch den Teich des ebenso genannten Hüttenwerkes und sodann durch den Arm, welcher die Räder desselben treibt, dieses Werk mit Zubehör in Schlesien lassend. Nach dem Wiedereintritt in dem Hauptarm fährt die Grenzlinie fort dem Thalwege der Brinitza, zu folgen.

Art. XXXV. Zwischen Bysia (Schlesisch) und Kiezdara (Polnisch) folgt die Grenze dem Thalwege der Brinitza, geht sodann durch den Teich des Hüttenwerkes von Niezdara und durch die Schleuse und die Brücke, dieses Hüttenwerk in Polen lassend, und indem sie bis zur Vereinigung dieses Armes mit dem in Polen fließenden herabläuft, fährt sie fort dem Thalwege der Brinitza zu folgen.

Art. XXXVI. Zwischen den Dörfern Kostowagura in Schlesien und Dobieszowitz in Polen fährt die Grenzlinie mit Beibehaltung des gegenwärtigen Besitzstandes fort dem Thalwege der Brinitza zu folgen, indem sie die im Besitze vor Dobieszowitz befindlichen Wiesen und Hütungen unter Polnischer Hoheit läßt.

Art. XXXVII. Zwischen dem Dorfe Josephthal in Schlesien und dem Dorfe Dobieszowitz in Polen folgt die Grenzlinie der Brinitza bis zu einer alten Schleuse und von hier in dem Thalweg der Brinitza, indem sie die auf der rechten Seite liegenden Wiesen in Schlesien und die auf der linken Seite unter Polnischer Hoheit läßt.

Art. XXXVIII. Zwischen Kamin (in Schlesien) und Bobrowniki (in Polen) verläßt die Grenzlinie den Thalweg der Brinitza da wo er eine kleine dem Jendrzeiczak gehörige Wiese berührt; folgt der Grenze dieses Besitzthums, welches in Polen auf dem rechten Ufer bleibt, tritt mit der gedachten Grenze da wo sie auf neue dem Hauptarm der Brinitza berührt in den Thalweg der Brinitza wieder ein, von wo die Grenzlinie dem Thalweg dieses Flusses folgt und, mit Beibehaltung des gegenwärtigen Besitzstandes, durch den Mühlen-teich von Kamin geht.

Art. XXXIX. Zwischen den Feldmarken der vorgedachten Dörfer folgt die Grenzlinie dem Thalwege des Hauptarmes der Brinitza, geht durch den Teich der

1835 moulin d'Opara en laissant ce moulin à la Prusse et rejoindra le Thalweg par l'écluse principale placée dans la digue du moulin.

Art. XL. Entre le village silésien de Gross-Dombrowka et le village polonais de Woikowice, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Brinica et passera par l'étang du moulin du dit village; de là, au dessous de la digue, par l'écluse actuellement en pratique, jusqu'au confluent de ce bras avec celui qui coule du côté de la Pologne et jusqu'à la réunion de ce dernier avec le fossé du dit moulin; d'où le Thalweg de la rivière continuera à former la ligne de démarcation.

Art. XLI. Entre le village silésien de Przelaika et la ville polonaise de Czeladz, la frontière suivra le Thalweg de la Brinica et passera par l'étang et par l'écluse du moulin de Przelaika. De l'écluse de ce moulin elle suivra le bras qui marque l'état de possession actuel, jusqu'au point où ce cours d'eau se réunit avec le bras venant du moulin et suivra de ce point le Thalweg de la Brinica, de manière à abandonner à la Prusse le dit moulin et ses dépendances.

Art. XLII. Entre le village silésien de Baingow et la ville polonaise de Czeladz, la frontière suivra le Thalweg de la Brinica jusqu'au point où il touche un pâturage nommé Przetak et en laissant ce pâturage en Pologne, elle suivra la limite des possessions actuelles jusqu'aux bornes de terre érigées près un ravin dit Krzywydot sur la route de Baingow à Czeladz.

Art. XLIII. Entre le village silésien de Schimanowitz et la ville polonaise de Czeladz, la frontière en partant du point mentionné dans l'article précédent, se dirigera par une ligne droite sur la première borne placée sur la rive droite de Krzywydot, et suivra de cette borne la ligne de démarcation déterminée par le procès verbal du 21 Août 1804 et à partir de l'endroit où cette ligne cesse d'être marquée par des bornes la frontière suivra, en maintenant l'état de possession actuel, la ligne de démarcation entre les propriétés des bourgeois, du Domaine et du Curé de Czeladz, d'un côté et celles des terres de Schimanowitz, et de Klein-Dombrowka, de l'autre, jusqu'au Thalweg de la Brinica, qui depuis ce point servira de nouveau de frontière.

Opara - Mühle, indem sie diese Mühle in Preussen lässt, 1835 und tritt durch die in dem Mühlendamme angebrachte Hauptschleuse in den Thalweg wieder ein.

Art. XL. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Gross-Dombrowka und dem Polnischen Dorfe Woikowitz folgt die Grenzlinie dem Thalwege der Brinitza und geht durch den Mühlenteich des gedachten Dorfes; von da aber unterhalb des Dammes, durch die jetzt benutzte Schleuse, bis zu dem Zusammenfluss dieses Armes mit demjenigen, welcher auf der Polnischen Seite fliesst, und bis zu der Vereinigung dieses letzteren mit dem Graben der mehrgedachten Mühle; von wo der Thalweg des Flusses die Grenzlinie zu bilden fortfährt.

Art. XLI. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Przelaika und der Polnischen Stadt Czelady folgt die Grenzlinie dem Thalwege der Brinitza, und geht durch den Teich und die Schleuse der Mühle zu Przelaika. Sie folgt von dieser Schleuse an dem Arme, welcher den jetzigen Besitzstand bezeichnet, bis dahin, wo dieser Wasserlauf sich mit dem von der Mühle kommenden Arme vereinigt und folgt von hier an dem Thalweg der Brinitza, — so dass die gedachte Mühle mit Zubehör in Preussen bleibt.

Art. XLII. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Baingow und der Polnischen Stadt Czeladz folgt die Grenze dem Thalwege der Brinitza bis zu dem Punkte, wo er eine Hütung, Przetock genannt, berührt; folgt sodann, diese Hütung in Polen lassend, der Grenze des gegenwärtigen Besitzstandes bis zu den bei einer Schlucht, der Krzywydol genannt, auf dem Wege von Baingow nach Czelady, errichteten Grenzhaufen.

Art. XLIII. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Schimanowitz und der Polnischen Stadt Czeladz zieht sich die Grenze von dem, im vorhergehenden Artikel erwähnten Punkte an, in einer graden Linie zu dem ersten auf dem rechten Ufer des Krzywydol befindlichen Grenzhaufen hin, und verfolgt von diesem Grenzhaufen an die durch das Protokoll vom 21sten August 1804. festgestellte Grenzlinie. Von da an, wo die Bezeichnung dieser Linie durch Grenzhaufen aufhört, folgt die Grenzlinie mit Beibehaltung des gegenwärtigen Besitzstandes, der Grenzscheide der Besitzungen der Bürger, der Domaine und des Pfarrers zu Czelady, einerseits und der Feldmarken von Schimanowitz und Klein-

1835

Art. XLIV. Entre le village silésien de Klein-Dombrowka et le village polonais de Milowice, la ligne de démarcation suivra le Thalweg de la Brinica et passera par l'étang du moulin de Milowice; de l'étang la frontière suivra un ancien écoulement d'eau partant de cet étang et passant entre les poteaux de démarcation placés l'an 1808 qui seront replantés au même endroit, jusqu'au point de la ville libre des Cracovie.

Art. XLV. La ligne de frontière dans les étangs sera déterminée par une ligne aussi droite que possible, qui, partant du point où le Thalweg de la rivière est absorbé par l'étang, rejoindra le Thalweg au point où il recommence. Cette ligne (qui à la demande d'une des parties intéressées sera marquée par des poteaux à demeure et qui sera tracée sur les cartes à dresser par les Commissaires démarcateurs) divisera toute la superficie de l'eau de l'étang en deux parties égales dont l'une restera sous la domination prussienne et l'autre sous la domination polonaise. Il est entendu entre les hautes parties contractantes que la pêche exercée dans les dits étangs par les sujets des deux pays ne sera grevée d'aucun impôt à moins du consentement unanime des deux Parties contractantes.

Art. XLVI. Les stipulations renfermées dans les articles précédens n'ayant trait qu'à la délimitation de la frontière entre les deux pays, ces stipulations ne pourront porter aucune espèce de préjudice aux droits de propriété exercés par le fisc domanial ou les particuliers de l'un ou de l'autre pays. Au contraire, la possession des territoires détachés par l'établissement de la nouvelle frontière du pays, auquel ils ont appartenu jusqu'à présent, est garantie par le présent Traité aux possesseurs actuels, en laissant aux parties intéressées la faculté de poursuivre leurs réclamations par devant les tribunaux compétens du pays, qui exerceront doré-

Dombrowka anderer Seits, bis zu dem Thalweg der 1835 Brinitza, welche von hier an auf's neue die Grenze bildet.

Art. XLIV. Zwischen dem Schlesischen Dorfe Klein-Dombrowka und vom Polnischen Dorfe Milowitz folgt die Grenzlinie dem Thalwege der Brinitza und geht durch den Mühlenteich von Milowitz; von diesem Teiche folgt sie einem alten, aus demselben kommenden Wasserlaufe, welcher zwischen den im Jahre 1808. errichteten, auf demselben Orte wieder herzustellenden Grenzpfählen hindurch geht, bis dahin, wo dieser Wasserlauf sich mit dem Thalwege der Brinitza vereinigt, welcher letzterer die Grenzlinie zwischen beiden Staaten bildet bis dahin, wo dieselbe das Gebiet der freien Stadt Krakau erreicht.

Art. XLV. Die durch Teiche gehende Grenzlinie wird vermittelt einer graden Linie bestimmt, welche, indem sie von dem Punkte ausgeht, wo der Thalweg des Flusses sich im Teiche verliert, mit dem Thalwege da, wo er wieder anfängt, sich wieder vereinigt. Diese Linie (welche auf den Antrag eines der Betheiligten durch eingerammte Pfähle bezeichnet werden wird, und welche auf den, von den Grenzberechtigungs-Kommissarien aufzunehmenden Karten gezeichnet werden soll) wird die ganze Wasserfläche des Teichs in zwei gleiche Hälften theilen, wovon die eine unter Preussischer, die andere unter Polnischer Hoheit bleibt.

Die beiden hohen contrahirenden Theile sind darüber einverstanden, dass die Fischerei, welche in den gedachten Teichen, von den Unterthanen beider Länder ausgeübt wird, mit keiner Auflage belastet werden soll, es sei denn mit übereinstimmender Bewilligung beider vertragschliessenden Theile.

Art. XLVI. Da die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen nur die Feststellung der Landes-Grenze zwischen beiden Staaten zum Gegenstande haben, so können dieselben in keiner Art die Eigenthums-Rechte des Domainen-Fiskus, oder der Einwohner des einen oder des andern Landes beeinträchtigen. Im Gegentheil wird der Besitz der durch die Feststellung der neuen Grenze von dem Lande, wozu sie bisher gehört haben, abgetrennten Grundstücke durch den gegenwärtigen Vertrag den dermaligen Besitzern derselben versichert und den Betheiligten überlassen, ihre Anträge vor den zuständigen Gerichten desjenigen Lan-

1835 navant le droit de souveraineté et de juridiction sur le terrain cédé et qui formeront ainsi dans tous les cas de cette nature le for compétent (*forum rei sitae*).

Art. XLVII. Tous les privilèges accordés par le Traité conclu à Vienne le $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815. Art. XVIII et XIX aux propriétaires du Grand-Duché de Rosen et du Royaume de Pologne, dont les possessions seraient coupées par la frontière (propriétaires mixtes), trouveront leur application pleine et entière, quant aux propriétaires de Silésie et de Pologne.

Art. XLVIII. Il est convenu entre les hautes Parties contractantes que les habitans des terrains, cédés par la Pologne à la Prusse en vertu du présent Traité, ne sont point compris dans cette cession et que notamment ceux des établissemens forestiers dits *Zemela* et *Duda* pourront être réclamés par le gouvernement Polonais. Jusque-là il va sans dire qu'ils seront soumis aux lois prussiennes.

Art. XLIX. Les moulins, digues, écluses, décharges etc. existant actuellement sur les rivières qui servent de limites, seront conservés et maintenus dans l'état où ils se trouvent, et pour mettre les propriétaires à même d'effectuer les réparations nécessaires, ils auront le droit d'entreprendre les travaux servant à cette fin sur l'une ou l'autre rive. Si quelques sujets de l'une ou de l'autre puissance jugeaient à propos de construire des digues sur les rives appartenant à leurs pays respectifs ou d'y élever des moulins et d'établir des écluses ou décharges, ils seront tenus de s'adresser préalablement à l'administration des deux Gouvernemens, afin d'en obtenir l'agrément, après quoi on chargera de part et d'autre des experts de l'examen de l'emplacement choisi pour les dites constructions, et on autorisera l'établissement projeté dans le cas où il ne porterait aucun préjudice, ni aux terres voisines, ni aux autres établissemens hydrauliques déjà existans.

des zu verfolgen, welche künftig das Landeshoheits- und Gerichtsbarkeits-Recht über das abgetretene Grundstück ausüben und solchergestalt (in allen Fällen dieser Art die gehörige Gerichtsstelle (*forum rei sitae*) bilden werden.

Art. XLVII. Alle Vorrechte, welche durch den Wiener Vertrag vom ^{3 Mai}_{21 April} 1815. im Artikel XVIII und XIX. den Grundeigenthümern des Grossherzogthums Posen und des Königreichs Polen bewilligt worden, deren Besitzungen durch die Grenze durchschnitten werden dürften (*propriétaires mixtes*), finden ihre vollständige Anwendung auf die Grund-Eigenthümer Schlesiens und Polens.

Art. XLVIII. Die hohen vertragschliessenden Theile sind darüber einverstanden, dass die Bewohner der zu Folge des gegenwärtigen Vertrages von Polen an Preussen abgetretenen Grundstücke in dieser Abtretung nicht mitbegriffen sind, und dass namentlich die der Försterwohnungen, Zemela und Duda genannt, von der Polnischen Regierung zurückberufen werden können; bis dahin versteht es sich von selbst, dass sie den Preussischen Gesetzen unterworfen seyn werden.

Art. XLIX. Die Mühlen, Dämme, Schleusen, Rinnen u. s. w., welche jetzt an den Grehzflüssen vorhanden sind, sollen bleiben und in dem Zustande, in welchem sie sich befinden, erhalten werden; und um die Besitzer in den Stand zu setzen, die nothwendigen Ausbesserungen zu bewerkstelligen, sollen sie das Recht haben, die dazu erforderlichen Arbeiten auf einem oder dem anderen Ufer zu unternehmen. Wenn Unterthanen des einen oder des andern Staates zweckmässig errichten sollten, Dämme auf dem zu ihrem Lande gehörigen Ufer zu errichten, oder daselbst Mühlen, Schleusen oder Rinnen anzulegen, so sind sie zuvörderst gehalten, sich an die Verwaltungs-Behörden der beiderseitigen Staaten zu wenden, um deren Genehmigung zu erlangen; worauf von beiden Seiten Sachverständige mit der Untersuchung der für solche Unternehmungen gewählten Lage beauftragt werden sollen, und es wird die Ermächtigung zu der beabsichtigten Anlage in dem Falle ertheilt werden, wenn sie weder den benachbarten Grundstücken, noch den andern bereits vorhandenen Wasserwerken nachtheilig ist.

1835 Art. L. La hauteur de l'eau dans les rivières formant la frontière étant déjà actuellement la cause de disputes entre les habitans limitrophes, cet objet a été pareillement examiné sur les lieux, et l'on est convenu de conserver le status quo de l'année 1827 pour les moulins et usines placés sur la frontière. De cette disposition sont exceptés les établissemens mentionnés à l'article suivant. Pour prévenir dorénavant tout objet de dispute à cet égard, les autorités locales de part et d'autre seront tenues de faire planter sur la demande des intéressés des poteaux qui marqueront l'élévation convenable des eaux.

Art. LI. Dans le but d'écarter toute difficulté qui pourrait s'élever par suite d'un procès que le domaine polonais de Kowale pourrait éventuellement intenter à la terre de Krzyzankowitz en Silésie en vertu d'un contrat emphytéotique conclu le 23 Mars 1804 entre le fisc du pays et le propriétaire de la dite terre, le Gouvernement prussien s'engage à payer six semaines après l'échange des ratifications du présent Traité, la somme de sept-cent-cinquante écus de Prusse au fisc polonais, moyennant la cession d'une redevance annuelle de trente-sept écus, dix Silbgros, sept fenins et un quart, que le susdit contrat assurait jusqu'à présent au fisc polonais.

Entre le village silésien de Wendzin et le village polonais de Radly, un canal creusé par le propriétaire du village silésien sera formé à frais communs, à moins que le propriétaire du village de Radly ne consente au maintien de ce canal.

Entre le village silésien de Ponochau et le domaine polonais de Krzepice, il sera erigé à la demande d'une des parties intéressées une écluse destinée à partager les eaux réunies de la Liswarta et du canal qui découle du grand four de Zborowski. Cette écluse érigée à frais communs au point de jonction des territoires de Zborowski, de Ponochau et de Krzepice partagera le courant (Wassergefälle) de sorte, qu'une moitié entrera dans la canal de Ponochau pour le service des établis-

Art. L. Da die Wasserhöhe in den Grenzflüssen bereits zu Steitigkeiten unter den Grenzbewohnern Veranlassung gegeben hat, so ist auch dieser Gegenstand an Ort und Stelle untersucht worden, und man ist übereingekommen, den status quo vom Jahre 1827 für die auf der Grenze belägerten Mühlen- und Hüttenwerke aufrecht zu erhalten. Von dieser Bestimmung sind nur die im folgenden Artikel bemerkten Anlagen ausgenommen. 1835

Um für die Folge jedem Anlass zu Streitigkeiten über diesen Gegenstand vorzubeugen, sind die beiderseitigen Ortsbehörden gehalten, auf den Antrag der Betheiligten Sicher-Pfähle zur Bezeichnung der angemessenen Wasser-Höhe richten zu lassen. —

Art. LI. Um alle Schwierigkeiten zu beseitigen, welche sich in Folge eines Prozesses erheben könnten den die Polnische Domaine Kowale imgleichen Falles auf den Grund eines am 23sten März 1804. zwischen dem landesherrlichen Fiskus und dem Besitzer des Guts Krzyzankowitz in Schlesien errichteten Erbpachts-Vertrags gegen das genannte Gut anstellen könnte, macht sich die Preussische Regierung verbindlich, sechs Wochen nach Auswechselung der Ratificationen des vorliegenden Vertrages dem Polnischen Fiskus die Summe von Siebenhundert Fünfzig Thalern Preussisch gegen die Uebereignung einer jährlichen Rente von Sieben und Dreissig Reichsthalern Zehn Sgr. Sieben $\frac{1}{4}$ Pf., welche der oben erwähnte Vertrag bisher dem Polnischen Fiskus zusicherte, zu bezahlen.

Zwischen dem Schlesischen Dorfe Wendzin und dem Polnischen Dorfe Radly wird ein, von dem Besitzer des Schlesischen Dorfes angelegter Graben auf gemeinschaftliche Kosten zugefüllt werden; es sey denn, dass der Besitzer des Dorfes Radly in die Beibehaltung dieses Grabens willigte.

Zwischen dem Schlesischen Dorfe Ponoschau und der Polnischen Domaine Krzepitz soll auf Antrag eines der Betheiligten eine Schleuse erbaut werden, um das vereinigte Wasser der Liswarta und des von dem hohen Ofen zu Zborowski abfliessenden Wasserlaufs zu theilen. Diese auf gemeinschaftliche Kosten an der Eckgrenze der Feldmarken von Zborowski, Bonoschau und Krzepitz errichtete Schleuse soll dem Wasserlauf (das Wassergefälle) in der Art theilen, dass die eine

1835 semens silésiens, et l'autre moitié en suivant cette rivière servira exclusivement aux établissemens polonais. Il est entendu toutefois que par cet arrangement les droits appartenant aux établissemens de Zborowski ne pourront être lésés en aucune manière.

Art. LII. Pour obvier à l'avenir à des différends de cette nature, il ne sera plus permis de faire la moindre innovation par rapport aux rivières servant de frontières et à la hauteur des eaux. Les reconstructions nécessaires tomberont à la charge de celui, dans l'intérêt duquel elles seront entreprises. Il est bien entendu que les réparations des rivages et toutes les reconstructions des établissemens hydrauliques ne pourront être entreprises sans le consentement mutuel des deux Parties et la surveillance des autorités administratives. Il en sera de même des fossés, chemins et haies ou d'autres objets quelconques qui marqueront la frontière, de manière que les objets appartiendront aux deux États en commun et que leur status quo actuel ne pourra être changé que du consentement des deux Parties, excepté dans le cas où il existerait des stipulations contraires entre les particuliers.

Art. LIII. Tout individu qui se permettrait d'altérer la ligne de la frontière établie entre les deux Pays en abattant les poteaux ou les bornes ou en commettant dans ce but des actes arbitraires ou des voies de fait quelconques, en violation des stipulations de ce Traité; sera puni d'après toute la sévérité des lois qui existent dans les pays respectifs et pour prévenir chaque excuse, on procédera immédiatement après la ratification de ce Traité à la publication formelle dans les communes limitrophes.

Art. LIV. Dans l'espace de trois mois après l'échange des ratifications du présent Traité, ou plus tôt si faire se peut, les commissaires démarcateurs nommés ad hoc de part et d'autre, se rendront sur les lieux pour fixer la frontière, pour planter les poteaux, pour désigner les angles de relèvement et pour dresser un tableau topographique, afin qu'à l'avenir il ne puisse

Hälftc in den Ponoschauer Graben zum Behuf der Schle- 1835
sischen Werke fliesst, die andere Hälfte aber soll diesem Flusse folgend, ausschliesslich für die Polnischen Anlagen bestimmt seyn. Es versteht sich hierbei jedenfalls, dass durch diese Anordnung die den Werken von Zborowski zustehenden Rechte in keiner Art werden verletzt werden können.

Art. LII. Um für die Folge Streitigkeiten dieser Art zu begegnen, ist es fernerhin nicht mehr erlaubt, die mindeste Neuerung an den Grenzflüssen und an der Wasser-Höhe vorzunehmen. Die nothwendigen Wiederherstellungen fallen demjenigen zur Last, zu dessen Vortheil sie unternommen werden. Es versteht sich hierbei von selbst, dass die Ausbesserungen an den Ufern und der Wiederaufbau von Wasserwerken nur mit gegenseitiger Einwilligung beider Theile und unter Aufsicht der Verwaltungsbehörden vorgenommen werden können. Derselbe Fall findet statt bei Graben, Wegen und Hütten oder andern Gegenständen jeder Art, welche die Grenze bezeichnen; so dass diese Gegenstände beiden Staaten gemeinschaftlich gehören und deren gegenwärtiger status quo nur mit Genehmigung beider Theile verändert werden kann, ausgenommen in dem Falle, wo unter den betheiligten Einwohnern entgegenstehende Verbindlichkeiten vorhanden sind.

Art. LIII. Jeder der sich erlauben sollte, die zwischen beiden Ländern gezogene Grenze durch Umwerfung der Grenz-Pfähle oder Grenzhaufen, oder durch die Verübung hierauf abzweckender unbefugter Handlungen oder Gewaltthätigkeiten irgend einer Art zu verrücken und dadurch die in dem gegenwärtigen Vertrage getroffenen Festsetzungen zu verletzen, wird nach aller Strenge der in dem betreffenden Lande bestehenden Gesetze bestraft werden; und um jeder Entschuldigung vorzubeugen, wird unmittelbar nach der Genehmigung seine förmliche Bekanntmachung in den Grenz-Gemeinden erfolgen.

Art. LIV. Binnen drei Monaten nach der Auswech-
selung der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages, oder früher, wenn es geschehen kann, werden die von beiden Theilen ad hoc ernannten Grenz-Berichtigungs-Commissarien sich an Ort und Stelle begeben, um die Grenze festzustellen, die Grenz-Pfähle zu errichten, deren Richtungs-Winkel zu verzeichnen und eine Grenz-

1835 naître le moindre doute ni la moindre difficulté quant au résultat du travail des dits commissaires.

Art. LV. La frontière telle qu'elle a été jalonnée en 1808 étant maintenue par l'article III du présent Traité sur tous les points où elle n'a pas été autrement définie par ce même Traité et le travail de la commission de démarcation de l'année précitée n'ayant point été terminé, il sera ordonné aux Commissaires chargés de l'exécution du présent Traité de compléter la démarcation de 1808 selon les indications de l'article précédent, en constatant sur toute la ligne la distance entre les poteaux et les angles du Nord, en replantant les poteaux de 1808 et en plaçant des poteaux intermédiaires où il sera jugé nécessaire.

Art. LVI. Dans tous les cas où les propriétaires respectifs des deux Pays seront d'accord par rapport aux limites de leurs possessions particulières, ces propriétaires auront la faculté d'ériger des bornes de terre intermédiaires sous l'inspection de la dite commission.

Art. LVII. Dans tous les cas où la frontière devra suivre les limites des possessions particulières, on est convenu de maintenir le status quo du premier Janvier mil-huit-cent-vingt-huit, époque où les commissaires des deux Gouvernemens étaient sur les lieux; et les plans dressés sous la direction de ces Commissaires, savoir, sous celle des Sieurs Jean Ferdinand Neigebaur et Vincent de Pradzinski, serviront de base à l'exécution du présent Traité.

Art. LVIII. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin le ^{4 Mars}
20 Fevrier 1835.

(L. S.)

ASCILLON.

(L. S.)

RUBEAUPIERRE.

Karte mit der dazu nöthigen Beschreibung. aufzunehm- 1835
men; damit künftig nicht der geringste Zweifel noch
die mindeste Schwierigkeit über die Ausführung der Ar-
beit der gedachten Commissarien Statt finden kann.

Art. LV. Da die Grenze wie sie im Jahre 1808.
mit Pfählen bezeichnet wurde, durch den zweiten Arti-
kel dieses Vertrages auf allen Punkten, wo sie nicht
durch denselben anderweit festgestellt ist, aufrecht er-
halten worden, aber die Arbeit der Grenz-Berichti-
gungs-Kommission des vorgedachten Jahres unbeendet
geblieben ist, so werden die mit der Ausführung des
gegenwärtigen Vertrages beauftragten Commissarien an-
gewiesen werden, die Grenz-Berichtigung vom Jahre
1808. nach Maassgabe des vorstehenden Artikels zu ver-
vollständigen, indem sie auf der ganzen Linie den Ab-
stand der Grenz-Pfähle von einander und die Winkel
mit der Nord-Linie festzustellen, die Grenz-Pfähle von
1808. zu erneuern, und da, wo es für nöthig erachtet
werden möchte, Zwischen-Pfähle zu errichten haben.

Art. LVI. In allen Fällen, wo die betreffenden
Grundbesitzer beider Länder über die Grenzen ihrer
Privatbesitzungen einig sind, haben sie das Recht, un-
ter der Aufsicht der gedachten Kommission, zwischen
den Grenz-Pfählen, Grenzhügel zu errichten.

Art. LVII. In allen Fällen, wo die Landes-Grenze
die Grenzscheidungen der Privat-Besitzungen folgen soll,
ist man dahin übereingekommen, dass der status quo
vom 1sten Januar 1828. — wo die Commissarien bei-
der Regierungen an Ort und Stelle waren — aufrecht
erhalten wird. Auch sollen die Pläne, welche unter
der Leitung dieser Commissarien — nämlich der Herren
Johann Ferdinand Neigebaur und Vincent v. Pradzynski
aufgenommen worden — bei der Ausführung des vor-
liegenden Vertrages zum Grunde gelegt werden.

Art. LVIII. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifi-
zirt und die Ratifications-Urkunden innerhalb dreier
Monate oder früher, wenn es geschehen kann, ausge-
wechselt werden. Zu dessen Urkund haben die resp.
Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren
Wappen gesiegelt.

Gegeben zu Berlin, den $\frac{4 \text{ März}}{20 \text{ Febr.}}$ 1835.

(L. S.)

(L. S.)

ANCILLON.

RIBEAUPIERRE.

1835 Vorstehender Traktat ist von Seiner Majestät dem Könige unterm 16ten März d. J. und von Seiner Majestät dem Kaiser von Russland, König von Polen unterm 19ten März d. J. ratifizirt und sind die Ratifications-Urkunden am 29 April d. J. zu Berlin ausgewechselt worden.

Berlin den 24sten Mai 1835.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheit.

ANCILLON.

16.

*Traité de commerce et de navigation, entre l'Autriche et la Grèce, conclu à Athènes le 4 Mars 1835 et ratifié à Vienne le 9 Septembre suivant *).*

Texte français.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême etc., et Sa Majesté le Roi de la Grèce, également animés du desir d'entretenir les rapports d'amitié si heureusement existans entre Eux, et d'étendre et affermir les rapports commerciaux entre leurs Etats, et persuadés que rien ne saurait contribuer davantage à l'accomplissement de leurs vœux mutuels à cet égard, que l'établissement d'une liberté de commerce et de navigation, basée sur le principe d'une juste réciprocité, ont nommé pour plénipotentiaires, afin de conclure un Traité à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, etc., le chevalier Antoine Prokesch d'Ostea, lieutenant-colonel, etc., son ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Hellénique; et Sa Majesté le Roi de la Grèce, le sieur Jacques Rizo Neroulas, Secrétaire d'Etat au département de sa maison royale et des affaires étrangè-

*) Ce Traité a été conclu en langue française et allemande. Le texte français que nous présentons est *officiel*. Voy. le texte allemand dans notre Recueil Supplém. T. XVI. (Nouv. Recueil T. XII. Nouvelle Série T. III) p. 744.

res, etc.; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans: 1835

Art. 1er. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les sujets de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et de Sa Majesté le Roi de la Grèce.

2. En conséquence, les sujets des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les ports de mer des deux dominations d'une liberté égale de commerce, de sorte qu'il leur sera accordé dans lesdits endroits, de la part des Gouvernemens respectifs, une parfaite égalité et réciprocité de droits et avantages commerciaux, et qu'en autant que ces droits et avantages y sont soumis à des redevances quelconques, ils seront traités absolument sur le même pied que les nationaux à l'égard des charges publiques.

3. Sont exceptés les articles de contrebande de guerre et le commerce côtier, consistant en produits indigènes ou étrangers expédiés d'un port national à l'autre; lequel commerce ne pourra se faire qu'en embarcations nationales. Cependant les sujets des Hautes Parties contractantes seront libres de charger leurs effets et marchandises sur lesdites embarcations, en payant les uns et les autres les mêmes droits *).

4. Les navires des sujets de chacune des Hautes Parties contractantes ne paieront, dans les ports et mouillages de l'autre, que les droits auxquels sont ou seront assujétis les navires indigènes.

5. Seront considérés comme navires autrichiens et grecs, ceux qui navigueront et seront possédés conformément aux réglemens en vigueur dans les pays respectifs.

6. Tous les produits bruts et manufacturés des territoires soumis à la domination des Hautes Parties contractantes, dont l'importation dans les ports respectifs ou l'exportation de ces mêmes ports est ou sera légalement permise dans les navires indigènes, pourront y être importés ou exportés également dans les navires

*) En vertu d'une disposition postérieure entre les deux Hautes Parties contractantes, les stipulations de cet article, relativement à la contrebande de guerre, ne sont applicables qu'au cas d'une guerre effective, et non pas au temps de paix.

1835 appartenant aux sujets de l'autre des Hautes Parties contractantes, sans être assujétis à des droits plus élevés ou autres, quels qu'ils soient, que ne le sont ou seront les mêmes produits importés ou exportés sur des navires indigènes.

7. Tous les articles qui, sans être produits bruts ou manufacturés des territoires soumis à la domination de Sa Majesté le Roi de la Grèce, peuvent être légalement importés dans les ports autrichiens, ne seront soumis dans des navires grecs, qu'aux droits que paieraient les mêmes articles, s'ils étaient importés sur des navires autrichiens, et une exacte réciprocité sera observée dans les ports grecs pour les navires autrichiens, par rapport aux articles qui sans être produits bruts ou manufacturés des territoires soumis à la domination de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, peuvent être légalement importés dans les ports grecs.

8. Les produits bruts ou manufacturés des Etats de chacune des Hautes Parties contractantes, dont l'importation est légalement permise dans les Etats de l'autre, ne seront pas assujétis à des droits plus élevés ou autres, quelle que soit leur dénomination, que ceux auxquels sont ou seront assujétis les produits du même genre provenant d'un autre pays, sauf le cas où dans les Etats de l'une des deux dominations, les droits sur les productions brutes et manufacturées d'un autre pays viendraient à être diminués à la suite d'un traité formel sur l'assurance d'avantages commerciaux particuliers ou d'une diminution de droits analogues; dans ce cas, l'autre Gouvernement ne pourra demander la même diminution de droits, qu'en offrant les mêmes avantages, et il n'en jouira qu'à dater du moment où il les aura assurés; et s'il ne pouvait en présenter de même étendue et qualité, qu'après en avoir donné d'équivalens, et, dans tous les cas, les deux Gouvernemens devront conclure un arrangement particulier à cet égard.

9. En tout ce qui a rapport à la police des ports, au chargement ou déchargement des navires, à la sûreté des marchandises, objets de trafic, biens et effets quelconques, les sujets des Hautes Parties contractantes seront mutuellement soumis aux lois et réglemens de police locaux; par contre, ils jouiront en leurs personnes et biens, dans toute l'étendue des territoires respectifs, des mêmes droits, privilèges, faveurs, exemptions,

qui sont ou seraient accordés aux nationaux. Ils pour- 1835
ront disposer librement de leurs propriétés par vente,
échange, donation, testament, ou de toute autre ma-
nière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empê-
chement, en se conformant néanmoins aux lois et ré-
glemens de leur pays respectif. Ils pourront transférer,
comme bon leur semblera, leur fortune d'un des deux
territoires dans l'autre, sans être assujétis, à raison de
cette translation, à une taille ou taxe extraordinaire
quelconque.

10. Il ne sera donné directement ni indirectement,
par l'un des deux Gouvernemens, ni par aucun agent,
compagnie ou corporation, agissant en son nom ou
sous son autorité, aucune préférence pour l'achat ou la
vente des produits bruts ou manufacturés provenant des
possessions de l'une des deux Hautes Parties contrac-
tantes et importés dans le territoire de l'autre, à cause
ou en considération de la nationalité du navire; l'inten-
tion des Hautes Parties contractantes étant qu'aucune
différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet
égard.

11. S'il arrive que quelque navire de guerre, ou
marchand autrichien ou grec fasse naufrage dans les
ports ou sur les côtes des territoires respectifs, le plus
grand secours possible leur sera donné, tant pour la
conservation des personnes et effets, que pour la sû-
reté, le soin et la remise des articles sauvés; et ceux-ci
ne seront assujétis à payer des droits qu'en tant qu'on
en disposerait ensuite pour la consommation.

12. Les Hautes Parties contractantes conviennent
de ne pas recevoir de pirates dans aucun des ports,
baies, ancrages de leurs Etats, et d'appliquer l'entière
rigueur des lois contre toutes personnes connues pour
être pirates, et contre tous individus résidant dans leurs
Etats, qui seraient convaincus de connivence ou com-
plicité avec elles. Tous les navires et cargaisons ap-
partenant à des sujets des Hautes Parties contractantes,
que les pirates prendraient ou conduiraient dans les
ports de l'une ou de l'autre, seront restitués à leurs
propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir, dûment
autorisés, s'ils prouvent l'identité de la propriété, et la
restitution au lieu, même quand l'article réclamé serait
entre les mains d'un tiers, pourvu qu'il soit prouvé

1835 que l'acquéreur savait ou pouvait savoir que ledit article provenait de piraterie.

13. Les sujets grecs arrêtés pour cause de piraterie par des armemens de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et retenus jusqu'à présent dans les Etats autrichiens, seront remis à la disposition du Gouvernement grec, et celui-ci s'engage par contre à rembourser le Gouvernement impérial des frais que lui aura causés leur entretien jusqu'au jour où il les aura rendus.

14. S'il arrivait que l'une des Hautes Parties contractantes fût en guerre avec quelque Puissance, Nation ou Etat, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes Etats, excepté avec les villes et ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer. Mais, dans aucun cas, ne sera permis le commerce des articles réputés contrebande de guerre.

15. Les Hautes Parties contractantes sont convenues de s'entendre, par un acte spécial, sur ce qui détermine la contrebande de guerre, ainsi que sur les principes qu'elles suivront relativement au droit maritime des neutres.

16. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agens Consulaires, dans tous les ports ou villes des domaines de l'autre, où ils sont et seraient jugés nécessaires pour le développement du commerce et des intérêts commerciaux de leurs sujets. Les Consuls, de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernemens respectifs, ne pourront toutefois entrer en fonction sans l'approbation préalable du Gouvernement dans le territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, de privilèges égaux.

17. Pour ce qui regarde l'importation et l'exportation des produits de leurs Etats par la voie du Danube, tant celle qu'offre ce fleuve dans son cours qu'à son embouchure, les Hautes Parties contractantes manifestent leur intention de favoriser ce commerce, et se réservent de stipuler, dans une convention spéciale, les facilités réciproques qu'elles pourront lui accorder.

18. Le présent Traité de commerce et de naviga-

tion sera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour 1835 de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

19. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Vienne dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, le 4 Mars (20 Février) 1835.
(Suivent les signatures).

17.

Convention signée entre le Portugal et l'Espagne pour la libre naviga- tion du Douro. En date du 31 Août 1835.

(Copie authentique).

Art. 1er. La navigation du fleuve Douro est déclarée libre pour les sujets des deux Puissances, sans aucune restriction ou condition spéciale qui puisse favoriser plus les uns que les autres, dans toute l'étendue qu'il a maintenant de navigable, ou qu'il pourra avoir par la suite.

2. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent par le présent article à maintenir libre, et dans l'état où il se trouve, le fleuve Douro dans chaque partie de leur territoire respectif; et de faire, à cet effet, les travaux nécessaires: elles promettent, en outre, de s'occuper efficacement à améliorer, autant que possible sera, la navigation de ce fleuve.

3. Les droits de navigation et son système de Police seront établis par un tarif et un règlement, dont les dispositions seront uniformes et parfaitement égales pour les sujets des deux Puissances, ainsi que cela est établi parmi les nations qui jouissent des eaux d'une même rivière.

4. Pour la rédaction du tarif et du règlement

1835 mentionnés en l'article précédent, il sera créé une Commission mixte, composée de quatre Commissaires, dont deux seront Portugais et deux Espagnols, nommés par les Gouvernemens respectifs.

5. La dite Commission mixte se réunira dans le terme d'un mois, au plus tard, après l'échange des ratifications de la présente convention, sur le point du territoire de Sa Majesté Très Fidèle ou de Sa Majesté Catholique que le choix des deux Gouvernemens désignera, comme étant le plus convenable aux travaux de la Commission.

6. Aucun des deux Gouvernemens ne pourra augmenter le droit de navigation qui sera établi par le tarif par la Commission mixte, à moins que ce ne soit de commun accord entre eux, et quand cela sera jugé convenable; il ne pourra non plus créer aucun nouveau droit, sous quelque dénomination que ce soit, qui pèse sur les navigateurs.

7. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent par le présent article à n'accorder aucun privilège exclusif pour le transport par le Douro des marchandises ou des voyageurs, et à laisser libre cette faculté.

8. Sa Majesté Très Fidèle s'engage à prendre les mesures nécessaires pour créer dans la ville de Porto un entrepôt de tous les produits et marchandises qui viendront d'Espagne par le fleuve Douro, sur navires portugais ou espagnols, et qui seront destinés au commerce étranger ou à être introduits par le littoral de la Péninsule espagnole. Les marchandises, ainsi déposées, paieront uniquement au Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle le droit modique de dépôt qui est maintenant établi dans les ports d'entrepôts de Lisbonne et de Porto; mais s'il convenait au commerce d'introduire en Portugal quelques-unes de ces marchandises, ainsi déposées, et dont l'entrée serait licite, elles paieront les droits de douane que paieraient les nations les plus favorisées, et dans ce cas le droit d'entrepôt ne sera pas exigible.

9. Sa Majesté Catholique s'engage par le présent article à déclarer port d'admission le port d'embarquement, qui pour le moment sera choisi dans les environs de Fregeneda; et dans ce port les marchandises licites de commerce qui y seront introduites de Portu-

gal paieront les mêmes droits dont elles seraient passibles dans les autres ports d'Espagne. 1836

10. En ce qui concerne les droits de douane, leur mode de perception, les règles administratives et de surveillance pour éviter les fraudes au préjudice des lois du fisc, chacun des gouvernemens respectifs agira, à cet égard, selon son indépendance naturelle de la manière qu'il jugera convenable à ses intérêts.

11. Il est entendu que le tarif et le règlement, dont il est parlé dans les art. 3 et 4, une fois approuvés par les parties contractantes, feront une partie intégrante de la présente Convention.

12. La présente Convention pourra être revue et modifiée à la requête de l'une des Parties contractantes, vingt-cinq ans après sa ratification.

13. Les ratifications de la présente Convention seront échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée du sceau de leurs armes.

A Lisbonne, le 31 Août 1835.

Suivent les signatures.

18.

Note confidentielle du Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de S. S. adressée à l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Prusse, en date de Rome le 25 Mars 1836 et Réponse du dernier, en date du 15 Avril 1836.

(Publication officielle de la cour de Rome).

Non è molto tempo da che Sua Santità è venuta a sapere in modo che non lascia ragionevolmente luogo a dubbio, essersi conosciuta nelle Provincie Occidentali della Monarchia Prussiana la esistenza di una segreta comunicazione che diusi indirizzata dal defonto Mon-

1836 sig. Spiegel già Arcivescovo di Colonia alami mesi prima della sua morte ai Vescovi delle Provincie Renane intorno alla pratica esecuzione del Breve del Papa Pio VIII di sa. mem. in data del 25. Marzo 1830, non che della corrispondente istruzione del 27. dello stesso mese sottoscritta dalla chiara memoria del Cardinale Albani allora Segretario di Stato, che riguardavano ambedue l'importante oggetto della celebrazione dei matrimoni misti. Questa segreta comunicazione, la quale è diretta a travisare il senso di quei documenti, ad alterarne la sostanza, ed a distruggere le massime sulle quali poggiano, non ha potuto non richiamare l'attenzione del S. Padre, il quale stretto dai doveri del suo Apostolico Ministero non potrebbe tacere, e non desingannare i fedeli onde non attribuissero alla Santa Sede un fatto non suo.

Per ben comprendere la natura e la mala fede dell'accennata segreta comunicazione, attribuita al defunto Arcivescovo di Colonia, il Sottoscritto Cardinal Segretario di Stato crede il dovere rammentare all'Eccellenza Vostra dal suo principio la storia del citato Breve.

Fin dal giorno 17 Agosto 1825 S. M. il Re di Prussia pubblicò un Editto, nel quale, mentre ordinava che nei matrimoni fra Cattolici e Protestanti tutta la prole senza distinzione di sesso dovesse essere educata nella religione del padre, o almeno a di lui arbitrio, escluso o per meglio dire annullato ogni patto in contrario; vietando altresì rigorosamente al Clero Cattolico di esigere dai contraenti il matrimonio alcuna promessa relativamente alla educazione dei figli. L'esecuzione di un tal editto avendo incontrato l'opposizione dei Vescovi della parte occidentale della Monarchia Prussiana, il Governo di Sua Maestà con replicate energiche insistenze procurò di ottenere dal Sommo Pontefice Pio VIII che la Santa Sede permettesse ai Vescovi e Parrochi della suddetta parte della Monarchia di prestarsi alla piena esecuzione di tale Editto, anche nei casi in cui la facoltà di contrarre il matrimonio con persona Acattolica si accordasse direttamente da Roma. Quantunque il lodato Sommo Pontefice non credesse nella sua rettitudine di potere aderire intieramente alle richieste, non omise però di prendere le provvidenze adattate alla circostanza, et insieme conciliabili coi principii cattolici, e coi doveri del sacro suo Ministero.

Tali provvidenze riguardarono propriamente il caso del 1836 matrimonio misto, non solamente non preceduto dalla promessa di educare nella Cattolica Religione tutta la prole, ma da contrarsi eziandio fra donna cattolica ed uomo protestante, ch' era il caso più tormentoso per i Cattolici, atteso che l'Editto del 1825 lascia l'educazione religiosa dei figli al pieno arbitrio del padre. Pertanto da quel Pontefice 1^o. si tollerò, che i Parrochi, premesse le consuete proclamazioni, fossero presenti a tali matrimoni prestando una assistenza meramente passiva; 2^o. si dichiarò che i matrimoni fra Cattolici e Protestanti, che nel tempo avvenire si contraessero *praeter formam a Tridentino Concilio praescriptam*, non sarebbero per tal difetto invalidi; 3^o. si delegò ai Vescovi ampla facoltà di dispensare, e sanare altresì *in radice* tali matrimoni nullamente ed anche incestuosamente contratti in passato; 4^o. si tollerò che i Vescovi per il corso di un quinquennio dispensassero nei matrimoni suddetti dai gradi minori, sebbene non avesse preceduto la promessa della educazione cattolica della prole, e si trattasse di matrimonio fra donna cattolica ed uomo protestante.

La prima e la seconda delle indicate provvidenze furono espresse nel Breve Pontificio del 25. Marzo 1830. Le ultime due essendo affatto straordinarie furono notificate ai Vescovi per mezzo dell' Istruzione sottoscritta dal Cardinale Albani di chiara memoria il giorno 27. dello stesso mese, conformemente alla pratica seguita altre volte dalla Santa Sede in casi simili.

La semplice lettura dei quattro sopraindicati articoli dimostra che la condiscendenza della Santa Sede fu spinta a quel punto che non è lecito di oltrepassare, e deve altresì osservarsi che tali concessioni furono il risultato di lunghe trattative, e di relativi concerti presi con l'Eccellenza Vostra, la quale mentre accettò il Breve e l'istruzione, manifestò replicatamente la sua soddisfazione per le concessioni medesime, sulle quali cose tutte il Cardinal sottoscritto ne appella alla lealtà dell' Eccellenza Vostra.

Il Governo Prussiano però, qualunque ne sia stato il motivo, non diede corso nè all' istruzione nè al Breve durante la vita del Papa Pio VIII. Assunto al Governo della Chiesa universale il regnante Sommo Pontefice, non s'indugiò dal Ministero Prussiano a resti-

1836 tuire alla Segreteria di Stato il Breve e l'istruzione, e si domandò che l'uno e l'altra fossero in più tratti modificati.

Poichè li provvedimenti adottati dal Papa Pio VIII avevano toccato l'estremo limite della condiscendenza, alla quale la Santa Sede poteva estendersi, il Santo Padre si trovò nella necessità di non acconsentire alle richieste modificazioni, e francamente dichiarò che i suoi sacri doveri non gli permettevano di estendere l'indulgenza più oltre di ciò ch'erasi accordato dal suo Predecessore. Fu allora che Vostra Eccellenza sul punto di partire per Berlino riprese dalle mani stesse della Santità Sua il Breve di Papa Pio VIII con la relativa istruzione, nell'intelligenza di far presente a Sua Maestà, che non potendo la Santa Sede prestarsi a concessioni ulteriori, e volendo Sua Maestà dar corso ai sopraccennati due atti, era indispensabile che fossero notificati ai Vescovi della parte occidentale del Regno nello stato e nella forma identica, nella quale erano stati da prima preparati ed accettati.

Ciò premesso, il Cardinale sottoscritto prega l'Eccellenza Vostra di voler giudicare nella sua lealtà se gli articoli dell'istruzione attribuita al defonto Arcivescovo di Colonia, e diramata ai Vescovi delle Provincie Renane siano o nò conformi agli atti della Santa Sede, o non piuttosto siano maliziosamente diretti a travisarne il senso, e distruggere i principii sui quali poggiano. Una semplice e rapida occhiata data agli otto articoli de' quali questa istruzione è formata basta sovrabbondantemente all'oggetto.

Nel Breve Pontificio lungi dall'aderirsi assolutamente alla esecuzione del Regio Editto del 1825 si dichiara espressamente, che *Sanctae Sedi prorsus non licet permittere* tutte quelle cose che i Vescovi avevano scritto essere richieste *ad ejus legis executionem*. All'opposto nel primo dei citati articoli dell'Istruzione, secondo il testo giuntone alla Santa Sede si dice senza riserva che „Apostolica Sedes disciplinam „respectu matrimoniorum mixtorum ita mitigavit, ut „regio mandato de anno 1825, juxta quod proles in „religione patris educandae sunt, satisfieri possit” e perchè niente osti alla esecuzione dell'Editto Regio, nè formino alcuna difficoltà le soprariferite espressioni del

Breve, si aggiunge nel secondo articolo dell' Istruzione, 1836 che „a Parochis non solum omnia Apostolicis litteris „Pii VIII expresse non prohibita, vel ad observandum „praescripta in praxi exerceri queunt; sed etiam specia- „liter determinata generatim sumenda sunt in sensu la- „xiori, et leniori.”

Similmente dopo essersi dette nel Breve Pontificio, che la Chiesa ha sempre aborrito tali unioni matrimoniali, *quae non parum deformitatis et spiritualis periculi praeseferunt*; che i Romani Pontefici non si sono indotti a dispensare dalle leggi canoniche le quali rigorosamente le vietano, se non *ob graves causas, et aegre admodum*, e colla espressa condizione *ut proles utriusque sexus in Catholicae Religionis Sanctitate omnino educaretur*, e che le persone Cattoliche le quali *nuptias cum A catholicis ita contrahunt, ut futuram sobolem periculo perversionis temere committant*, non trasgrediscono soltanto i sacri Canoni, ma peccano eziandio *directe gravissimeque in legem naturalem et divinam*; si passa prima a lodare lo zelo dimostrato dai Vescovi nell' allontanare i loro Diocesani dalla celebrazione dei matrimoni misti, e poscia si stabilisce che „quoties, praesertim Catholica aliqua mulier viro A catholicis nubere velit, diligenter ab Episcopo seu Parocho edocenda erit, quatenus circa huiusmodi nuptias canonum sententia sit proindeque agnoscat se in filios, quos „a Deo expectat, jam nunc crudelissime acturam, si „tales contraxerit nuptias, in quibus sciat illorum educationem in viri acatholici arbitrio futuram.” Si vuole poi che tali ammonizioni siano *prout prudentia suggererit* replicate, *eo praesertim tempore, quo nuptiarum dies instare videatur*. Ora mentre secondo lo spirito del Breve, e la forza delle sue quanto chiare altrettanto energiche disposizioni, tutte queste diligenze deggiono praticarsi dai Vescovi e dai Parrochi sul conto della educazione della prole nei matrimoni misti; nell' Istruzione data in nome dell' Arcivescovo di Colonia si dichiara negli articoli 3^o. e 4^o che „pars catholica instructione et cohortatione ad implenda circa prolium „educationem officia est lucranda, e che secundum hanc „mentem cum parte catholica agendum et in omnibus „casibus iudicium ferendum est” e quindi all' articolo 5^o. si soggiunge „a postulatione seu praestolatione voti pro-

1836 „les omnes educandi in religione catholica OMNINO AB-
„STINENDUM EST.”

Nel Breve del Papa Pio VIII prevedendosi che qualche individuo cattolico malgrado le ammonizioni del Vescovo e del Parroco possa ostinarsi nella determinazione di unirsi in matrimonio con persona di diversa comunione, senza che sia preceduta la promessa della educazione di tutta la prole nella Religione Cattolica, si prescrive che in tal caso il Parroco Cattolico si debba astenere „non solum a nuptiis quae deinde fiant sacro „quocunque ritu honestandis, sed etiam a quovis actu, „quo approbare illas videatur”, e soltanto si tollera, che premesse le consuete proclamazioni, sia presente a tal matrimonio con una assistenza meramente passiva. Non può pertanto essere maggiormente evidente che nel senso, e nello spirito del Breve è assolutamente vietato di coonestare col sacro rito della Benedizione Nuziale tutti i matrimonii misti, che siano per contrarsi senza le necessarie facoltà e cautele, e specialmente senza quella che riguarda l'educazione della prole nella cattolica religione. Malgrado però la chiarezza di tali Pontificie disposizioni, nell' istruzione della quale trattasi si danno ai Parrochi direzioni diametralmente opposte, leggendosi all' articolo 6º. „assistentia passiva quantum „fieri potest utpote extraordinaria, insolita, et odiosa „restringenda, et tunc tandem praestanda est, si pars „Catholica de educatione prolium in confessione pro- „testantica certe indifferentiam in Religionem et erga „Ecclesiam Catholicam, ac officia conjugalium de educa- „tione prolium producat. Alias si talis levitas praesumi „nequeat vel excusari possit, assistentia passiva locum „non habet, id est praestanda est benedictio nuptialis in „Ecclesia” e nell' art. 7º. si aggiunge che „puerperis „catholicis in matrimoniis mixtis, quarum proles in con- „fessione protestantica educantur, et quae a Ministerio „protestante baptizatae sunt, benedictio nunquam dene- „ganda est, quia talis denegatio qua censura habenda est.”

Finalmente a seconda delle intenzioni Pontificie, ed a senso delle trattative, e dell' accettazione di Vostra Eccellenza, il Breve del Papa Pio VIII non deve andare disgiunto dall' istruzione sottoscritta dal defunto Card. Albani, la quale deve avere il suo pieno corso ed effetto sia nelle parti contenenti disposizioni non espresse nel Breve, sia in quelle riguardanti le cautele, e con-

dizioni che la Santa Sede volle aggiungere ai provvedimenti presi, non meno per salvare, e tener viva la massima cattolica, che per impedire possibilmente gli abusi. Quindi è che l'Eccellenza Vostra non potrà non essere sorpresa della maliziosa, ingiusta, ed ingiuriosa dichiarazione che leggesi nell' art. 8^o. ed ultimo della più volte citata Istruzione diretta ai Vescovi delle Diocesi delle Provincie Renane, ove si legge che „litterae „celsissimi Cardinalis Albani Breve Pii VIII de anno 1830 „comitantes Parochis minime palam faciendae, ideo sunt „reservatae et qua nullae declaratae.”

Il Santo Padre non saprebbe prestar fede a ciò che da più parti gli è stato riferito, cioè che tali travisamenti, li quali cadono in sostanza sui punti medesimi e si riducono in ultima analisi a modificazioni analoghe a quelle richieste dal Governo Prussiano, allorchè insisteva per la riforma del Breve di Pio VIII e della relativa istruzione, siano il risultato di una conferenza tenuta a Coblenza. La Santità Sua appellando alla buona fede di Vostra Eccellenza, ed alla piena cognizione ch'Ella ha di questa trattativa, non dubita ch' Ella stessa non sia per riconoscere la necessità in cui si troverebbe il Santo Padre di pubblicare il testo genuino dell' istruzione sottoscritta dal defunto Cardinale Albani, onde se ne conosca il vero senso, e non si abbia ad attribuire alla Santa Sede un fatto non suo, e che offende la sostanza delle Pontificie disposizioni.

Esposte etc., il Cardinal sottoscritto in esecuzione degli ordini della S. S. non del nasconderle che il S. Padre ripete principalmente della mancanza di un suo rappresentante a Berlino la dolorosa necessità in cui si trova di dovere avanzare alla Maestà Sua tali doglianze, e domandarne pronto riparo dopo sì lungo tempo; giacchè non sa dubitare che se la Santa Sede fosse stata a tempo istruita da persona di sua fiducia delle misure che hanno prodotto gl' inconvenienti dei quali ora si duole, ed avesse così potuto far rappresentare alla giustizia, ed alla equità di Sua Maestà Prussiana quelle considerazioni che il Capo supremo della Chiesa Cattolica non può non avere; la Maestà Sua nella candidezza, e lealtà del suo nobilissimo carattere non avrebbe esitato un istante a rimuovere ogni inconveniente, ed a rivolgersi al Santo Padre per quei tempe-

1836 ramenti prudenti che le circostanze in qualche caso particolare avessero potuto consigliare. Quindi è che la Santità Sua cui é sommamente a cuore di evitare per l'avvenire ogni occasione di reclami sempre dispiacevoli, è nella intenzione d'inviare un suo rappresentante presso la Maestà Sua.

Intanto non potendo la Santità Sua rimanersi nel silenzio senza tradire i doveri del suo Ministero, e la voce della sua coscienza, avanza confidenzialmente per mezzo dell' Eccellenza Vostra le sue giuste rimostanze a Sua Maestà Prussiana intorno agli oggetti esposti nella presente nota, ed ha ferma fiducia di vederle coronate del più felice risultato.

Il Cardinale sottoscritto rinnova all' Eccellenza Vostra le assicurazioni della sna distinta considerazione.

L. CARD. LAMBRUSCHINI.

Réponse de l'Envoyé extraordinaire et Ministre-plénipotentiaire de la Prusse à la note lui adressée par Son Eminence le Cardinal-Secrétaire-d'Etat du Pape. En date de Rome, le 15 Avril 1836.

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse s'est empressé en date de 17 du mois passé d'accuser préalablement la réception de la note, que Son Eminence Revme Monseigneur le Cardinal Lambruchini lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 15. du même mois, et à laquelle il remplit maintenant le devoir de répondre.

Le Soussigné ne saurait pas cacher à Son Eminence Revme, que la première impression produite par cette note sur son esprit, a été d'une nature entièrement douloureuse. Les rapports entre les deux Cours, renouvelés après des événemens de mémoire glorieuse dans un esprit de conciliation et dans la conviction mutuelle, que le bien de l'état comme celui de l'église rendait désirable une harmonie aussi parfaite que possible, furent bientôt cimentés par le résultat brillant des négociations: La Bulle *De salute animarum*. Si ces rapports, ces négociations et ces arrangemens fu-

rent l'objet d'une satisfaction réciproque, et si nommé- 1836
ment le Saint Siège se déclara particulièrement satisfait
en plusieurs occasions et de l'esprit de conciliation,
que le gouvernement de Sa Majesté Prussienne y avait
apporté, et de la loyauté et générosité avec laquelle
les arrangemens concertés furent exécutés successive-
ment, il ne sera pas sans importance de se rappeler,
que tous ces resultats satisfaisans étaient dûs en dernière
instance à la confiance, que chacune des deux parties
avait dans la loyauté et dans la bonne volonté de l'autre. Or l'impression, que la première lecture de la note
de Son Eminence Revme laissa dans l'esprit du Soussigné, fut, qu'elle eût été inspirée par un principe de
méfiance vis-à-vis de rapports restés les mêmes et
vis-à-vis de sentimens et procédés de la part du gou-
vernement de Sa Majesté le Roi, qui n'ont subi aucun
changement.

Le Soussigné est pénétré cependant intimement de
la position d'un Souverain Pontife, connu pour l'accom-
plissement scrupuleuse de ses devoirs comme Chef-Su-
prême de son Eglise, et péniblement affecté par tant
d'événemens désastreux survenus en d'autres parties de
l'Europe.

Il s'est dit, que dans une telle situation et avec la
distance des lieux et la particularité des rapports, même
les charges les plus incroyables contre un gouvernement
aussi loyal que puissant peuvent paraître mériter une
certaine considération. Car le Soussigné n'hésite point
de déclarer de la manière la moins équivoque, que si
les appréhensions de Sa Sainteté fussent fondées, si les
accusations portées devant Elle contre le gouvernement
étaient autre chose, que des émanations ou de l'igno-
rance, ou de la malice, ou d'un fanatisme qui n'est dan-
gereux qu'à la cause qu'il prétend défendre, il y aurait
de la part du gouvernement de Sa Majesté non seule-
ment du tort, mais une injustice criante et une viola-
tion d'engagemens solennels. Enfin le Soussigné ap-
précie parfaitement les égards, par lesquels Sa Sain-
teté, malgré des préventions qui à la suite de délations
affligeantes accablent Son esprit, n'a pas voulu faire
de celle-ci l'objet d'une note officielle. Il ne doute
pas, que la Cour Royale ne veuille ainsi voir dans la
réunion des points qui forment l'objet des inquiétudes
du Souverain Pontife à l'égard de la situation de l'Eglise,

1836 dont il est le Chef, en Prusse, que le désir de s'assurer ainsi le plus directement et le plus promptement tous les renseignemens et toutes les preuves qui pourront tranquilliser sa conscience. C'est dans ce même esprit de conciliation et de franchise, que le Soussigné répondra à la note de Son Eminence Revme. S'il doit donc qualifier de malfondées et en partie de purement calomnieuses ces imputations et délations, dont Sa Sainteté a voulu faire faire l'objet d'une note confidentielle, Son Eminence Revme voudra de son côté avec la justice qui la distingue se rappeler d'abord, que les charges et accusations auxquelles Sa Sainteté a prêté l'oreille, sont graves, que, faites officiellement, elles attaqueraient la dignité d'un gouvernement ami et même sa loyauté, et qu'elles ont été énoncées après l'offre réitérée du Soussigné, de donner ou de procurer à la Cour de Rome tous les renseignemens désirables, après des explications franches sur les points principaux, qu'il n'a jamais cessé de donner verbalement dans les conférences et même directement à Sa Sainteté dans les audiences qu'elle a bien voulu lui accorder, enfin après les preuves les plus brillantes qu'encore récemment le gouvernement du Roi a données au Souverain Pontife de ses dispositions non seulement loyales, mais bienveillantes et généreuses pour l'accomplissement des engagemens contractés par la Bulle *De salute animarum*. Mais surtout Son Eminence Revme voudra avoir présent à son esprit élevé et équitable ce que le Soussigné déclare ici encore plus positivement; c'est à dire que loin de croire offenser ou affliger Sa Sainteté par une réfutation énergique des accusations dirigées contre les évêques et le gouvernement, auxquelles il répond, il espère au contraire, que le Souverain Pontife trouvera une consolation proportionnée à ses inquiétudes et angoisses dans la certitude, que des appréhensions, inspirées par un soin paternel pour le bien de l'Eglise Catholique-Romaine en Prusse, ne sont point fondées, et qu'au contraire les sentimens de satisfaction et de reconnaissance si souvent exprimés envers Sa Majesté le Roi pour sa loyauté et générosité, étaient et sont encore maintenant justifiés par des faits constants et convaincans. En défendant donc le Gouvernement du Roi son auguste maître, le Soussigné a la douce consolation de délivrer en même temps des inquiétudes

les plus profondes le Souverain auprès duquel il a l'honneur d'être accrédité. 1836

Après ces explications préalables, le Soussigné remplit le devoir de répondre d'abord à la première partie de la note de son Eminence Revme, qui régarde les mariages mixtes.

Le premier prétendu fait et le premier grief, qu'énonce la note de son Eminence Revme, est d'après les propres paroles de la même „l'existence d'une communication secrète, qu'on dit avoir été adressée de „feu M. de Spiegel, Archevêque de Cologne quelques „mois avant sa mort, aux Evêques de Munster, Paderborn et Trèves.”

Plus tard cette communication est appelée *une instruction*, donc, un document de la même nature et du même nom qu'un des deux documens pontificaux adressés à chacun des quatre Prélats des provinces Occidentales de la Monarchie. Dans un autre passage il est dit clairement, qu'il s'agit d'une *instruction adressée aux évêques*. Enfin la manière, dont en terminant cette exposition la note parle de la nécessité où Sa Sainteté se trouverait de faire connaître la *véritable instruction* du Cardinal Albani, semble indiquer d'une manière peu équivoque, que ce document eût été annulé et qu'on ne l'eût pas publié pour faire passer pour l'instruction pontificale celle, que l'Archevêque de Cologne doit avoir donné de son propre chef à ses suffragans et frères, complices ou dupes d'une fraude.

Certainement, si ces appréhensions fussent fondées, si ces imputations fussent justifiées par des faits: qui pourrait ne pas abonder entièrement dans le sens de la note de Son Eminence Revme et qualifier de perfide ou d'absurde la conduite de ceux, sur lesquels pèsent ces accusations?

Mais le Soussigné a la très-grande satisfaction de pouvoir déclarer à Son Eminence Revme, que non seulement l'existence d'une telle instruction est moralement impossible, mais qu'il a la certitude positive, que cette prétendue instruction n'a jamais existée. Quant à lui, il avoue, qu'il serait embarrassé d'imaginer, comment un des quatre Prélats, à chacun desquels le Saint Siège avait adressé les mêmes documens en réponse à la lettre séparée, que chacun d'eux avait soumise au Sou-

1836 verain Pontife Leon XII, ait pû vouloir donner à ses frères, aussi indépendans que lui, une „*instruction*” sur la manière dont ils devraient exécuter le Bref Pontifical et que ces trois prélats eussent accepté et exécuté une telle instruction? En général une instruction donnée par un évêque à ses collègues, a passé jusqu’à présent pour une impossibilité parmi les évêques de l’Eglise Catholique Romaine. Et quels prélats sont ceux, sur lesquels on fait peser un soupçon si extraordinaire, si inoui? Des vieillards vénérables, connus par l’Allemagne entière, et comptés parmi les plus pieux, les plus instruits et les plus attachés au Saint Siège, qu’elle ait jamais possédés!

Le Soussigné doit donc déclarer avant tout, que ce prétendu fait est moralement impossible, vû le caractère des évêques. Il peut ajouter à cette déclaration aussi positivement, qu’ une telle instruction est impossible, parceque chacun, d’eux connaît l’instruction du Cardinal Albani. Enfin en tout cas elle serait impossible, parcequ’elle ne pourrait exister sans que le gouvernement de Sa Majesté et en conséquence le Soussigné en fut instruit.

Ici cependant se présente à l’esprit du Soussigné l’observation suivante. Supposant pour un moment que ces évêques eussent reçu et accepté une instruction de la part de l’archevêque, en quelle manière un tel prétendu fait pourrait-il être mis à la tête des griefs contre le gouvernement de Sa Majesté! Ce serait un acte des évêques et des évêques bien capables de supporter la responsabilité de leurs actes: des évêques vieillis dans leurs fonctions apostoliques, révéérés par trois millions de catholiques, et respectés par le clergé subalterne dont la plus grande partie a été élevée sous leurs yeux paternels dans les séminaires épiscopaux. Si donc une contestation s’élevait entre le Souverain Pontife et ses évêques sur un sujet, qui touche les intérêts et les sentimens non seulement de leurs diocésains, mais de tous les 14 millions de la Monarchie, et l’on pourrait dire des 30 millions, qui habite la vaste Allemagne, le gouvernement de Sa Majesté n’y serait pour rien d’après l’exposé même de la note de Son Eminence Revme. Sa protection pourrait bien être invoquée par une des parties; sa sollicitude paternelle pourrait être profondément excitée par des discussions controversées et des

mouvemens, dont, surtout dans nos temps, les dernières 1836 conséquences échappent au calcul d'hommes d'état; mais personne ne concevrait, en quelle manière un procédé des quatre évêques constituerait un grief de la part de la cour de Rome contre ce même gouvernement.

La surprise de l'Europe serait d'autant plus grande, si des circonstances malheureuses obligeassent ce même gouvernement de publier les documens diplomatiques, qui attestent sa conduite dans cette affaire. Le gouvernement du Roi n'a rien à cacher et rien à craindre : les documens sont là pour montrer et la justice de ses lois, et la modération de ses demandes, et la sagesse, avec laquelle il a laissé entièrement à la mûre délibération et à la libre conscience des évêques l'interprétation et l'exécution des Brefs pontificaux.

S'il est donc vrai qu'une telle instruction, quand même elle fût donnée, ne saurait pas constituer un grief contre le gouvernement de Sa Majesté; quelle doit être la surprise de Sa Majesté, de voir qu'on veut en faire un grief contre ce gouvernement, quand elle n'existe point du tout, comme elle n'a jamais pu exister? Le Soussigné livre cette réflexion à la considération élevée de Son Eminence Revme.

Ayant ainsi donné le démenti le plus formel à l'information, sur laquelle est basée cette partie de la note, et ayant démontré, que si cette information fût aussi exacte qu'elle ne l'est pas, elle ne saurait jamais former une cause de grief contre le gouvernement du Roi; le Soussigné pourrait se contenter d'avoir ainsi prouvé, que la source, où cette information a été puisée, ne soit pas si pure que la Cour de Rome a dû la supposer, en la préférant à tout ce qu'elle pouvait savoir des communications confidentielles et préalables du Soussigné.

Mais convaincu que la but de la note confidentielle de Son Eminence Revme est uniquement de tranquilliser la conscience du Souverain Pontife, troublée par des rapports perfides, le Soussigné sait, qu'il remplit les intentions de son auguste maître en profitant de ce caractère confidentiel, pour consigner dans cette partie de sa réponse tout ce qu'il a pu savoir sur la véritable marche de cette affaire, et d'expliquer autant qu'il le peut, l'origine des bruits confus et injurieux, qui ont jeté l'alarme dans l'esprit du Souverain Pontife, auprès duquel il a l'honneur d'être accrédité, et avec lequel il

1836 a eu sous le pontificat de Pie VIII l'honneur de traiter l'arrangement sur les mariages mixtes.

Pour donner à ces explications confidentielles toute la clarté possible il ne peut cependant se dispenser de faire quelques observations sur l'histoire de ces négociations. La première de ces observations regarde ce qui est dit dans la note de Son Eminence Revme sur la loi du 17 Août 1825. Le Soussigné n'entreprendra point de justifier les dispositions de cette loi : il doit être évident à quiconque connaît l'état de la population de la Monarchie Prussienne et veut juger des dispositions législatives d'après des faits établis et d'après les nécessités qui en découlent, que cette loi est non seulement la seule qu'y soit possible, mais aussi la plus juste et libérale en ce qu'elle laisse le plus de liberté possible à celui, que toutes les législations reconnaissent comme le Chef de la famille. Mais le Soussigné dira, que les principes, sur lesquels insiste et insistera toujours le gouvernement Prussien, reposent de plus sur un *Status quo*, qui résultant de traités, établi par les évêques, consacré par l'habitude des peuples en plusieurs districts depuis deux siècles, est à l'abri de toute attaque non seulement dans la partie Orientale de la Monarchie comme dans les pays voisins, mais dans plusieurs districts des mêmes vastes diocèses dont il est question. Le gouvernement ne pouvait donc croire, que ce qui se pratiquait et ce qui s'était pratiqué depuis long temps dans un district, fut inadmissible dans une autre partie du même diocèse pourvu que les mêmes circonstances, qui avaient conduit à cette discipline dans l'un cas, se trouvassent également dans l'autre.

Tout en respectant donc le scrupule des évêques de ne pas faire cette égalisation, que les évènements avaient établie de fait, sans une autorisation de la part du St. Siège, le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait pas de l'autre part changer pour cela la marche que prescrivait le sentiment de la justice distributive et son propre honneur, sans offenser la justice et sans compromettre le respect, qui lui est dû, et qu'il est jaloux de conserver pour le bien du pays.

Ce fut cette circonstance, que le Soussigné eut l'ordre en 1827 de présenter à Leon XII de gl. m. Ce grand Souverain comprit aisément, qu'il était dans l'intérêt bien entendu de son église, de prévenir les me-

sures pénales, qui avaient été projetées pour faire obéir 1836 à la loi quelques ecclésiastiques réfractaires. Il promit de satisfaire aux vœux du Roi sur la demande directe et motivée des évêques. Les lettres des évêques adressées à Sa Sainteté dans ce but furent en effet remises à Leon XII à la fin du mois de Mai 1828.

Ces lettres contenant expressément les faits indiqués, il sera facile au St. Siège de se convaincre, que l'Edit du 17. Août 1825 n'était pas, comme la note de Son Eminence Revme semble le supposer, une nouvelle loi, mais qu'il étendait simplement à une partie des provinces Occidentales la coutume de tout le reste de la Monarchie, en abolissant en même tems la gêne, que l'ancienne législation imposait aux parens par la division des enfans, nés de mariages mixtes d'après leur sexe quant à leur éducation religieuse. Les évêques, reconnaissant l'impossibilité de maintenir une discipline différente en différentes parties du même diocèse, en face de circonstances absolument identiques, le gouvernement du Roi laissa au Souverain Pontife, avec une pleine confiance, le choix des moyens de les tirer de l'embarras où ils se trouvaient. Il s'agissait de lever les difficultés canoniques, qui paraissaient s'y opposer tant dans les cas où les évêques recourent à Rome pour dispenser d'un empêchement canonique de parenté ou d'affinité réservé au Souverain Pontife, soit dans les autres où les évêques décident de leur propre chef ou selon les facultés accordées.

Cet état des choses fut dès le commencement exposé à la Cour de Rome, avec une franchise sans réserve, dans une série de conférences, que le Soussigné eut successivement avec les Cardinaux Secrétaires d'Etat della Somaglia, Bernetti et Albani, et dans les notes confidentielles et officielles, qu'il leur remit à ce sujet dans le cours de 1828 et 1830, nommément dans celle du 20 Juin 1828 et 29 Mai, 20 Juillet, 14 Août, 29 Septembre et 9 Decembre 1829.

Mais si le silence des tombeaux couvre une partie de témoignages, auxquels le Soussigné pourrait autrement appeler quant à la franchise et la loyauté des explications verbales, données à ce sujet de la part du gouvernement Prussien, il en reste ce qui est le plus précieux : celui du Souverain Pontife Grégoire XVI, alors Cardinal Cappellari, avec lequel le Soussigné eut l'hon-

1836 neur de conférer sur cet objet dès le commencement de 1830 et celui de ses lettres autographes que le Soussigné conserve. Il résulte de ces pièces, confrontées avec les lettres et mémoires que le Soussigné adressa à cette occasion à l'Eminence Cardinal Cappellari et auxquels ces lettres répondent, que le Soussigné, en acceptant avec reconnaissance les concessions conciliantes offertes par la Cour de Rome quant aux cas, dont la décision peut être laissée à l'évêque, insista sur la nécessité d'ôter certaines clauses et expressions dans les Brefs pontificaux, expédiés pour les cas réservés. Le Soussigné vit dans le Bref et l'instruction dont la teneur lui fut communiquée confidentiellement, et dans les explications verbales et écrites de Son Eminence Revme Monseigneur le Cardinal Cappellari, l'admission du principe, que pour les autres cas la clause de l'éducation ne devrait nécessairement à l'avenir être regardée dans ces provinces comme une *conditio sine qua non* du mariage qu'il s'agirait de célébrer, et que la décision dans les cas particuliers de ce genre appartenait à la conscience de l'évêque. C'est dans cette restriction que Son Eminence Revme reconnut le principe dans la réponse au premier mémoire du Soussigné ajouté à la lettre de Son Eminence du 29 Janvier.

Mais les instructions du Soussigné insistant sur une déclaration analogue quant aux cas réservés, le Soussigné dut déclarer, qu'il ne pourrait pas accepter les Brefs comme répondant entièrement aux conditions, sous lesquelles le Roi avait promis entre autres de ne pas mettre en exécution des dispositions pénales contre ceux parmi les ecclésiastiques, qui insisteraient, contre la loi, sur une déclaration obligatoire préalable quant à l'éducation religieuse, comme sur une condition du mariage.

Le Soussigné fit cette déclaration d'abord dans le Pro Memoria III du 6 Février où il est dit: „Il Ministro di Prussia . . . dichiarò dover egli prendere la „comunicazione fattagli ad referendum e che dovesse „lasciarlo alla decisione dell' Emo Signor Cardinale, se „dopo questa dichiarazione egli volesse continuare le „conferenze . . . Sua Eminenza esprime allora la sua „decisa volontà di continuare le conferenze . . . Benché „l'espressione *in terminis* di prendere l'offerta della „S. Sede colle dichiarazioni ultimamente comunicate di „Sua Santità *ad referendum*, esclude da parte del

„Ministro, finchè non abbia ricevute nuove istruzioni, 1836
„ogni transazione e convenzione, per la quale la Real
„Corte fosse obbligata, e la decisione di Sua Maesta
„compromessa egli crede a scanso die ogni equivoco non
„inutile di spiegare più largamente de differenza.”

Mais aussi dans la note officielle du 27 Mars, qui
répond à celle du Cardinal Albani du même jour, par
laquelle il reçut les documens en question, il est dit:
„En conséquence le Soussigné doit s'abstenir de rien
„préjuger sur la définitive résolution de Sa Majesté,
„qui doit dépendre uniquement de l'effet, que les sages
„et bienveillantes instructions de Sa Sainteté produiront
„sur la conduite des évêques et du clergé soumis à leur
„charge, et il ne peut sur ce point que s'en référer à
„la déclaration déposée dans le dernier Mémoire.”

Si donc la note de Son Eminence Revme déclare,
que le Soussigné ait accepté les documens en question
en exprimant sa satisfaction sur leur contenu, et que le
gouvernement Prussien n'ait pas donné cours aux Brefs
dans le Pontificat de Pie VIII, „*quel en ait été motif:*”
ces expressions devront être entendues d'après les ex-
traits que le Soussigné vient de donner de la corres-
pondance diplomatique de cette époque. Le Soussigné
eut les Brefs après sa déclaration explicite qu'il les
prendrait ad *referendum*, et le gouvernement s'abstint
de donner cours aux Brefs, parcequ'une des choses
qu'il avait crû devoir demander, avait été exclue.

Les négociations dont le Soussigné fut chargé ensuite
roulaient donc d'abord sur l'extension, que le gouver-
nement desirait voir donnée aux Brefs dans le sens des
observations faites par le Soussigné dans les conféren-
ces, et sur la modification de quelques expressions, qui
avaient déplu à Berlin.

Sa Sainteté ayant à plusieurs reprises fait espérer
comme il résulte des notes remises par le Soussigné
dans le courant de 1831 à 1833, qu'une partie de ces
modifications serait trouvée admissible, tandis qu'une
autre ne le serait pas, Elle remit enfin le document de
nouveau entre les mains du Soussigné dans l'audience
du 8 Mars 1834 à la veille d'un voyage qu'il entreprit
en Allemagne.

Ce ne fut qu'à son retour à la fin d'Août de la
même année que le Soussigné put rendre compte à Sa
Sainteté de l'effet, que les représentations dont Elle

1836 l'avait daigné charger, avaient eu sur la détermination de Sa Majesté. Depuis ce temps le Soussigné attendait toujours l'occasion naturelle que lui présenterait le rapport à faire de la part des évêques, pour donner au St. Siège dans une forme officielle les explications de ce que dès le commencement il s'était empressé de rapporter verbalement, soit à Sa Sainteté Elle-même, soit à Son Ministère. Il regrette infiniment, qu'on n'ait pas voulu attendre ce rapport des évêques avant de croire ces vénérables prélats capables d'une conduite non seulement peu sage, mais même peu loyale, pour ne pas dire davantage. Ainsi Sa Sainteté se serait épargnée à Elle-même des inquiétudes, dont personne plus que le Soussigné ne déplore l'existence, et au Soussigné même la désagréable nécessité, où il se trouve placé maintenant, de déclarer que ces soupçons et ces inquiétudes reposent sur des prétendues révélations, de la fausseté desquelles le St. Siège lui même sera obligé de convenir bientôt.

Le Soussigné prie donc Son Eminence Revme de vouloir considérer en particulier, ce que le Soussigné aura l'honneur maintenant de Lui déclarer, comme ayant plutôt le but de tranquilliser la conscience de Sa Sainteté, que de faire des observations peu agréables sur la nature des suppositions, dont part la note à laquelle le Soussigné doit répondre.

Sa Majesté décida, sur les représentations dont Sa Sainteté avait chargé le Soussigné et sur les vœux qu'il exprimait au Roi au nom de la même Sainteté, de faire dépendre sa résolution définitive quant à l'admission des Brefs uniquement de la déclaration des évêques (qui jusque là n'avaient pas connaissance de leur contenu) sur la possibilité de les exécuter sans lésion des loix existantes de la Monarchie dans leur essence, et sans préjudice de la discipline établie dans les trois quarts des provinces catholiques. Sa Majesté renonça ainsi à toutes les objections, que le Soussigné avait été obligé de faire contre plusieurs passages et expressions des Brefs, c'est à dire de la lettre Pontificale et de l'instruction.

Pour connaître à cet égard les intentions des évêques, l'archevêque de Cologne, appelé à Berlin par ses fonctions de Conseiller d'Etat actuel, fut demandé, quelle était son opinion sur les concessions données par

ces pièces. Ce prélat, après un examen scrupuleux, 1836 déclara au gouvernement :

1) que le contenu des Brefs ne s'opposant pas à l'exécution des loix civiles, ces Brefs pouvaient être publiés et exécutés sans entraîner un conflit avec ces loix.

2) que le conflit direct, que Sa Majesté avait déclaré de ne pas vouloir tolérer plus long-temps, cessant de cette manière, il croyait de son devoir d'insister à cette occasion auprès de Sa Majesté sur ce qu'elle voulût accorder aux évêques quelques avantages, qu'ils avaient réclamés depuis quelque temps pour leurs Eglises, un desquels avait été promis à Léon XII pour le cas qu'il eût fait disparaître le conflit en question.

3) qu'avant de prendre sur ce point un engagement formel, il désirait en conférer avec ses Vénérables Frères, les évêques de Munster, Paderborn et Trèves.

Sur cette déclaration Sa Majesté fit notifier à l'archevêque, que, si l'exécution des Brefs pût avoir lieu dans ce sens, Sa Majesté abolirait dans les provinces Rhénanes les dispositions du code civil français, qui y a force de loi, sur le contrat civil en fait de mariage, et que de plus on aurait égard, dans la révision préparée des loix sur le divorce, aux demandes et vœux des Evêques quant aux mariages mixtes : enfin que la juridiction épiscopale serait mise en vigueur, malgré les dispositions du Code civil Français, en conformité avec la Bulle *De salute animarum*.

L'archevêque pénétré de reconnaissance pour ce qu'il avait obtenu de la part du Souverain, se rendit alors avec les documens originaux successivement auprès des Evêques de Munster, Paderborn et Trèves. Le Soussigné eut l'ordre de recevoir le rapport de l'Archevêque sur le résultat de ses conférences avec chacun des Evêques. La dernière de ces conférences entre l'Archevêque d'un côté et chacun des Evêques séparément de l'autre, ayant eu lieu à la fin de Juillet 1834 à Coblenz, ce fut dans cette ville que le Soussigné reçut des mains de l'Archevêque le rapport en question, constatant la reconnaissance des Evêques, et leurs vues uniformes sur l'exécution des Brefs. Autant qu'il conste au Soussigné, l'archevêque avait déjà reçu l'assentiment entier de l'évêque de Trèves aux conclusions de ses collègues avant l'entrevue qu'il eut avec lui à Coblenz :

1836 ce qu'il peut assurer à Son Eminence Revme, c'est, que lui-même n'a assisté ni à Coblençe, ni ailleurs à aucune des conférences, que les évêques ont eues à ce sujet entre eux. C'est aux Evêques qu'il laisse d'autant plus de s'expliquer là dessus vers le Souverain Pontife lorsqu'ils lui rendront compte du succès des mesures arrêtées, et peu de temps après exécutées par la publication du Bref de Pie VIII. Cette publication eut lieu contemporainement par tous les quatre Evêques, avec des explications analogues, et le Soussigné croit, que la Cour de Rome connaît les lettres pastorales avec lesquelles ces Brefs pontificaux furent communiqués aux curés, du moins celle de l'archevêque de Cologne.

Si l'instruction du Cardinal Albani ne fut pas publiée à cette occasion, ce fut d'après le voeu exprès du ministère de Pie VIII, auquel le Soussigné avait promis dans le temps, qu'on ne l'aurait pas publiée, ce document n'étant destiné que pour les Evêques et contenant des concessions extraordinaires, même pour l'Allemagne. A la vérité il n'y a pas d'exemples que les évêques aient publié des instructions qui leur fussent données sur l'interprétation, et l'explication des décisions auxquelles elles se rapportent. Ainsi l'instruction donnée par Pie VI au Vicariat de Breslau ne fut jamais publiée et cela aussi sur la demande de Rome. Sans cette circonstance le Soussigné ne voit pas, pourquoi les évêques n'eussent point voulu publier un document, qui leur fut remis naturellement en même temps que les Brefs et qui contient même quelques concessions de plus, que le Bref. Le Soussigné croit que sur ce point et sur le succès de leurs mesures les Evêques se proposent de rendre compte au St. Siège à l'occasion du prochain rapport *ad limina*, qu'ils doivent incessamment présenter au St. Siège.

En attendant ce rapport, Son Eminence Revme voudra bien tirer de l'exposé que le Soussigné vient de lui donner, les conséquences suivantes :

1) que les Evêques n'aient pas reçu, comme ils n'en pouvaient pas recevoir, une instruction de l'archevêque.

2) que le document, qu'on a dénoncé sous ce titre, ne peut exister que dans l'imagination ou dans la malice de celui qui l'a indiqué.

Le Soussigné ne doute pas, que les évêques ne

soient alors convenus entre eux sur les *principes*, 1836 d'après lesquels ils décideraient des cas douteux, qui leur seraient déférés pour ne pas nuire, par un différent système, à l'autorité épiscopale et à l'Eglise. C'est aux évêques d'en rendre compte à Sa Sainteté et de lui prouver, qu'ils connaissent et comprennent l'instruction du Cardinal Albani, qu'ils ont reçue et dont ils n'ont jamais pu penser ou dire, qu'elle puisse être pour eux: „*qua nulla declarata.*”

Le Soussigné outragerait le caractère de ces prélats, s'il voulait dire un mot de plus sur ce sujet. Il lui paraît au contraire, qu'ils peuvent attendre de la justice du Souverain Pontife, qu'il voudra les juger dès à présent d'après la publication du Bref et d'après la déclaration du principe de son interprétation, qui s'y trouve uniformément insérée. Cette déclaration n'a pas été attaquée dans la note de Son Eminence Revme, qui au contraire a assuré au Soussigné, qu'on l'a trouvée ici parfaitement en règle. Il paraît qu'ils peuvent espérer, que Sa Sainteté sera convaincue, qu'ils n'ont jamais sanctionné d'autres maximes, que celles qui découlent du Bref, et de la déclaration sur ses effets qu'ils ont faite à la face de leur clergé.

Au reste, la conséquence de leur conduite a été, que la population catholique est pénétrée de reconnaissance envers le St. Siège, et que le gouvernement a désisté de demandes ultérieures, bien que les plaintes ne manquent pas de l'autre côté que les mariages mixtes ne soient pas aussi indistinctement sanctionnés dans ces provinces que dans d'autres provinces de la Monarchie.

Les rapports réguliers de ces prélats ne se sont jamais fait attendre outre le terme prescrit: ils ne le feront pas non plus cette fois.

Certainement, si ces vénérables évêques eussent pu songer, qu'on abuserait si étrangement de la confiance de Sa Sainteté, pour exciter dans son esprit des soupçons injurieux à leur honneur, ils auraient anticipé l'époque de ces rapports. Mais comment pouvaient-ils concevoir de telles craintes? Quelle action de leur longue vie a jamais donné cause à des plaintes ou excité des doutes sur leur scrupuleux attachement au Souverain Pontife?

Au contraire, on peut aisément comprendre, qu'ils

1836 aient préféré de n'en parler, non plus que ne le fit le Vicariat de Breslau dans le temps de Pie VI, qu'après quelque tems et à l'occasion du rapport général, et cela pour deux raisons.

En premier lieu, ils auront voulu renfermer dans leur rapport sur l'exécution celui sur le succès, que cette exécution ait eu pour le bien de leur église, ce qui suppose qu'un certain temps se soit écoulé.

En second lieu, ils auront voulu attendre l'exécution complete des promesses royales quant aux mesures désirées sur le contrat civil, le divorce, et la juridiction: mesures législatives, qui demandent avec la meilleure volonté du monde quelque temps pour les préparer.

19.

Lettres adressées à S. S. le Pape par l'Archevêque et les Evêques de la Province Rhénane et Westphalienne de la Prusse. En date du 15 Septembre — 10 Novembre 1836.

I.

Lettre de l'Evêque de Munster au Pape. En date du 15 Septembre 1836.

Beatissime Pater!

Sancta Sedes Apostolica ad litteras humillimas sub die 28. Martii 1828. scriptas, quibus exposueram in quantas propter matrimonia mixta angustias Regni Borussiae Episcopi coniecti essemus, dignata est sub die 25. Martii 1830. clementissime respondere per Breve Epistolare Pii VIII gloriosae memoriae Summi Pontificis.

Sanctissimum Patrem non fugit Brevis istius Apostolici promulgationem aliquandiu suspensam fuisse propter gravissimam matrimonii mixti reprehensionem in eo contentam. Qua in re Serenissimus Borussiae Rex, Dominus meus clementissimus, ad sensus civium acatholicorum non potuit omnino non attendere. His igitur impedimen-

lis, meliori quo fieri poterat modo, remotis, Litterae 1836 Apostolicae in Dioecesi mea sub die 22. Octobris 1834. promulgatae sunt; promulgationis exemplum typis exscriptum epistolae huic humillime apposui.

Quoties Litterarum Apostolicarum argumentum animo recoło, non possum non gratias referre maximas earum auctori Sanctissimo, et de facta promulgatione laetari. Spero enim fore, ut scripta Apostolica, tam lenitate quam gravitate plena, multum conferant ad minuenda matrimonia mixta, et ad acuendam eorum religionem, qui talia contraxerunt.

Quae vero de Instructione Cardinalis Albani suppressa aut adulterata, et de alia eidem supposita, cujus auctorem ferebant Archiepiscopum Coloniensem Ferdinandum Augustum ex Comitibus Spiegel, jam fato functum, in vulgus sparsa sunt, ad hominum otiosorum, aut certe fidis nuptiis carentium, commenta pertinent. Sed cavendum erat nobis Episcopis, ne ad dubia Parochorum, quae praevideri poterant oritura, responsa discrepantia darentur, et ne bonum pacis, qua maxime egēbamus, Litterarum Apostolicarum promulgatione aut differretur in longius, aut omnino perderetur.

Ea de causa quaedam inter nos ipsos Ecclesiae Praesules, et cum iis, penes quos est rerum civilium summa, pacta sunt, id quod aliter fieri non potuit. Rex Serenissimus promisit se praestitutum, ut abusus ille, qui trans Rhenum obtinet, a Gallico jure depromptus, matrimonii eorum Magistratus ineundi tolleretur. Quin etiam spes affulget, fore ut jurisdictio matrimonialis omnino revertatur ad Episcopos, et divortiorum scandala cessent.

Quod vero ad Parochorum dubia attinet, circa Brevis Apostolici interpretationem nascitura, pro rerum, ac temporum quibus utimur conditione, nobis standum fuit in eo, ut, cum liberorum educatio semper, etiamsi pactio intercesserit, maneat in arbitrio Viri Acaatholici, in singulis causis ad singula earundem merita, imprimis autem ad Mulieris catholicae animum et religionem probe attendatur. Quam sententiam verissimam esse, et rei natura docet, et quotidiana experientia confirmat.

Quare hanc de matrimoniis mixtis quaestionem iterum in disceptationem vocari inutile et periculosum esse censeo.

Cardinalis Albani Litteras, solis Episcopis scriptas, non promulgavimus, quia consuetudinis non est talia pro-

1836 mulgare. Quae vero Albanus scripserat de matrimoniis quibusdam convalidandis, haec ad illa Matrimonia mixta, quae sine aliquo impedimento dirimente inita fuissent coram Ministro acatholico, adhiberi non potuerunt, quoniam ea jamdudum pro validis habita erant in tribunalibus nostris ex praescripto Constitutionis Benedictinae de die 4. Novembris 1741, quae res sine summa offensione retractari non potuit.

Haec de matrimoniis mixtis ad Sanctam Sedem Apostolicam, qua par est reverentia per me referri, et grati et obedientis Praesulis esse duxi. Liceat devota mente subungere: me pro viribus in eo futurum, ut quantum res nostrae permittant, in hac matrimonii mixti materia et a me, et a Parochis servetur Ecclesiae disciplina.

Superest orare Deum, ut Sanctissimi Patris consilia adjuvet, et vota pro Ecclesiae salute suscepta admittat.

Dabam Monasterii die 15. Septembris 1836.

Sanctissimi Patris

Humill. Obseq. et obed. Filius

CASPARUS MAXIMILIANUS,

Episcopus Monasteriensis.

Liber Baro Droste ex Vischering.

II.

Lettre de l'Archevêque de Cologne (Baron Droste de Vischering) au Pape. Datée de Cologne, le 23 Septembre 1836.

Sanctissime Pater!

Sanctitas Vestra praeconisationem meam tantopere maturare dignata est, ut de munere meo Archiepiscopali tam sero inchoato me excusare debere mihi videat, Tanta dilatationis non alia fuit causa, quam quod talem favorem minime potui expectare, et propterea ad tam maturam inthronisationem nullae factae erant praeparationes, et sola Regiae Majestatis gratia his praeparationibus tam celeriter perficiendis parem me reddidit.

Sanctitatem Vestram brevem conspectum de statu Archiepiscopatus mihi commissi gratiose accepturam esse spero; sed expectandum mihi videtur, donec accuratius ea de re nuntiari possim. Unius tamen rei nunc quidem mentionem faciendam esse putavi, quae et in se

spectata gravissima est, et in actis diurnis vulgatissima, 1836
matrimoniorum mixtorum. Igitur me gratiam meam ad
Sanctitatis Vestrae pedes deponere debere existimo de
communicato Episcopis Brevi, a Sanctitate Sua Pio VIII
hac de re conscripto, et de Instructione ad Episcopos,
una cum eo conjuncta; quandoquidem discordia illa saepe
repetita ac noxia, catholicae Religioni in his regionibus
periculosissima, et harum Dioecesium administratio-
nem valde aggravans, in quantum fidei diversitas ac re-
rum praesentium status permittunt, eo auferatur.

Etiam Sanctitati Vestrae fidem facere me debere
puto, me, Deo adjuvante, operam daturum esse, ut
praeceptis, quae in illis rescriptis continentur, quantum
res nostrae permittunt, omnino satisfiat, et grex mihi
commisus in veram salutis viam ducatur.

Ad Sanctitatis Vestrae pedes provolutus, eosque omni
cum veneratione ac filiali amore deosculatus humillime
supplico, ut Sanctitas Vestra Apostolicam benedictionem
mihi impertiri dignetur.

Coloniae 23. Septembris 1836.

Sanctitatis Vestrae

Humill. Obseq. et Obed. Filius
CLEMENS AUGUSTUS,
Archiep. Coloniensis.

III.

*Lettre de M. de Hommer, cidevant Evêque de
Trèves au Pape. En date du 1 Octobre 1836.*

Sanctissime Pater!

Mirum videri potuit, Sanctissime Pater, me pro au-
xilium, quod Provinciae Coloniensis Praesulibus litteris
Pii VIII, gloriosae memoriae Pontificis Maximi, de 25.
Martii 1830 in matrimonii mixtis peropportune allatum
est, gratias jamdudum debitas nondum egisse. Aetatis
provectionis et corporis infirmi excusatione uti possem,
nisi alia gravior causa subesset: expectandum putavi,
Sanctissime Pater, donec experientia doctus de mutato
hujus rei statu referre possem.

Quam primum, quae promulgationem Brevis Apo-
stolici remorabantur, impedimenta politica sublata fue-
runt, illud communicavi cum parochis, quos gravissime
exhortatus sum, ut sententiam ejus disciplinae ecclesia-

1836 sticae adhaerentes, accurate exsequerentur, id quod Encyclica narrat, cujus Exemplum humillime appendi.

In dubiis Parochorum resolvendis et toto negotio tractando ita versatus sum, ut, quantum licuit, memor essem instructionis a Cardinale Albano scriptae, quam Pius VIII. brevi Apostolico adjungi voluit. A cujus sententia si quando ob temporum difficultatem pro ungue discedendum fuit, id tamen raro et aegre et suadente necessitate factum est.

Tota res ita nunc comparata est, Sanctissime Pater, ut non omnes quidem difficultates sublatae sint, quibus ut Sancta Sedes Apostolica subveniret, rogabamus; sed quae salva Ecclesiae catholicae disciplina concedi poterant, concessa sunt. Quod summum beneficium Sanctae Sedi Apostolicae, Tibique, Sanctissime Pater, acceptum refero, deque eo gratias humillimas ago. Donec vita suppeditet, quantum potero, disciplinam ecclesiasticam in hac re tueri, et id ut exequi valeam, opem divinam implorare non desinam.

Caetera, cum istius negotii exitus potissimum ex rerum circumstantiis, imprimis autem e sacrorum pastorum cura et providentia dependeat, mihi quidem, Sanctissime Pater, ea de re iterum agi expedire non videtur, quippe quod nihil aliud foret, quam novas turbas ciere, et mala atrociora excitare, quam quae impedire volumus. Sed eam rem Tuo, Sanctissime Pater, iudicio prorsus committo.

Subscripsi haec, quo die sacratissimum corpus dominicum pro viatico sumpsi, rebus humanis, si Deo placuerit, brevi valedicturus. Gregem meum Tuae, Sanctissime Pater, curae et sollicitudini humiliter commendans rogo Apostolicam benedictionem.

Sanctissimi Patris

Treviris die 1. Octobris 1836.

Obedientissimus Filius.

JOSEPHUS, Episcopus Trevirensis.

IV.

*Lettre de l'Evêque de Trèves au Saint-Père.
En date du 10 Novembre 1836.*

Sanctissime Pater!

Ad instantiam Regis nostri potentissimi tres Episcopi Monasteriensis, Paderbornensis et Trevirensis, cum

suo Metropolita, Praedecessori Tuo Leoni XII glorio- 1836
sissimae memoriae supplicarunt, ut in puncto connubio-
rum mixtorum se lenius et apertius pronuntiaret. Leo
XII P. M. gl. mem. morte praeventus responsa reddere
non potuit. Resolutionem vero dedit Pius VIII P. M.
gl. mem. per Breve de dato 25. Martii 1830; at Breve
laudatum, eo quod sensus et placitis suis eodem non sa-
tisfieri cognoverit, non fuit publicatum. Elapso trien-
nio evocavit tandem Rex potentissimus Roma ministrum
suum D. Bunsen, ac simul invitavit Archiepiscopum Co-
loniensem, ut res de matrimoniis mixtis ad placita sua
componeretur. Illi tres, Rex ipse, Archiepiscopus et
minister Bunsen, quin alii ministri regii aut Episcopi
in consilium vocati sint, rem absolverunt, ita quidem,
ut Brevi Apostolico interpretatio lenior, quam fieri fas
erat, daretur. (Imprimis verbis Brevis laudati „se aut
futuram sobolem periculo perversionis *temore* commit-
tat” et „tales contrahat nuptias, in quibus *sciat* filio-
rum educationem etc.” nimis inhaeserunt, eaque strictius
et arctius explicarunt).

Finita conventionione Rex misit Archiepiscopum cum
suo secretario D. München Canonico capitulari Colonien-
si, qui caeteros Episcopos Monasteriensem, Paderbor-
nensem et me disponerent, ut conventioni illi accedere-
mus. Equidem tum pacis studio et persuasionis commo-
tus, ita ab Ecclesia catholica majora mala averti posse,
tum, quia revera Breve Pii VIII P. M., gl. mem., quamvis
contraria non contineat decisionibus a Sede Apostolica
per Benedictum XIV 29 Junii 1748 Episcopis Polonien-
sibus et per Pium VII 23. Aprilis 1817 et 31. Octobris
1819 mihi Vicario Apostolico Dioecesis Trevirensis ad
dexteram Rheni ripam datis, mitioris tamen tenoris est,
paratum me praebui, ut exemplum sequens Episcoporum
Monast. et Paderb., conventis subscriptione mea assen-
tirer et ad instar illorum Episcoporum Vicariatus mei
tradere instructionem adjacentem, quae norma esset
decidendi quaestiones circa matrimonia mixta orituras.

Nunc vero morbo dolorosissimo correptus in vitae
discrimine versans, divina gratia illustratus ex actis illis
ecclesiae catholicae mala gravissima oritura et ecclesiae
catholicae canones et principia iisdem laesa esse per-
spectum habeo; ideoque quantum hac in re summi mo-
menti erravi, poenitentia ductus, libera mente et pro-
prio motu retracto.

1836 nitivement par des poteaux, conformément à l'article 54 du dit Traité, ont fait nommer Commissaires démarcateurs, savoir :

de la part de Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Jean Ferdinand Neigebaur, Conseiller intime de Justice, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de la 4me Classe, et de celui de Saint Stanislas de Russie de la 3me Classe; et de la part de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur Erneste Theophile Faltz, Membre actuel du Conseil d'Etat du Royaume de Pologne, Chevalier de l'ordre de St. Stanislas de Russie de la 2de Classe.

Lesquels s'étant rendus sur les lieux, ont procédé à la plantation des poteaux; et à la levée des plans, designants cette frontière par des experts Géomètres assermentés, en dressant le present.

Acte de délimitation.

Les limites fixées par le présent Acte déterminent la frontière entre les deux Etats, à partir, du point, où les limites entre le Grand Duché de Posen et le Royaume de Pologne touchent sur la Prosna l'ancienne frontière de la Silésie et de Pologne, jusqu'au point, où elle atteint le territoire de la Republique de Cracovie.

Cette ligne de démarcation commence sur la Prosna au point de contact des villages de Siemianice dans le Grand Duché de Posen, de Kostau dans la Silésie, et de Chroscin dans la Pologne. Les deux

1^{ers} poteaux sont plantés auprès des derniers poteaux entre le Grand Duché de Posen et le Royaume de Pologne, érigés en 1823 sur les deux rives de la Prosna, le poteau Prussien sur la rive gauche, dans la banlieue de Kostau, le poteau Polonais sur la rive droite dans la banlieue de Chroscin. En partant de ces poteaux la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Prosna entre les banlieues des deux communes susdites d'après les sinuosités de cette rivière, designées en detail dans le tableau topographique descriptif et dans les procès-verbaux dressés lors de la plantation même des poteaux lesquels auront la même valeur, comme s'ils étoient insérés mot-à-mot dans le présent acte de délimitation. Les

2^{es} poteaux sont érigés sur les mêmes rives de la Prosna et dans les deux mêmes communes limitro-

Equidem, Sanctissime Pater, dum ista humillime 1836
refero, de Brevis Apostolici obtenta promulgatione mihi
ac gregi meo congratulor, quia paterna, quibus illud
abundat, monita effectum optato carere non possunt.

Quapropter, quas glor. mem. Pio VIII P. M. re-
ferre non poteram, gratias humillimas Sanctitati Vestrae
jamdudum persolvissim, nisi relationis de statu Dioecea-
seos singulis quadrienniis faciendae occasionem expe-
ctandam duxissem. Sed nunc etiam spero, fore, ut,
Sanctitas Vestra hanc meam gratiarum actionem, quam
animo demisso et filiali obsequio offero, non spernat,
sed pro Vestra clementia benigne suscipiat, mihi ac
gregi, curae meae concredito, Apostolicam Benedictionem
largiri dignetur. Qui non cesso preces quotidie
fundere, ut Deus et Pater Domini Nostri Jesu Christi
Sanctitatem Vestram diutissime conservet et Vestra con-
silia adjuvet.

Ad Sanctitatis Vestrae pedes prostratus summam
animi mei devotionem denuo obtestans, maxima cum
humilitate persisto

Paderbornae die 10. Octobris 1836.

Sanctitatis Vestrae

Obedientissimus Sacellanus

FRIDERICUS CLEMENS

Episcopus Paderb., et per Sept. Vicarius Apostolicus.

20.

*Acte de Délimitation entre le Duché
souverain de Silésie et le Royaume
de Pologne dressé en vertu du Traité
conclu à Berlin le $\frac{4 \text{ Mars}}{20 \text{ Febr.}}$ 1835. Signé
à Tarnowitz le 1^{er} Décembre 1836.*

(Communication privée, mais copie authentique).

Sa Majesté le Roi de Prusse, et Sa Majesté l'Em-
pereur de toutes le Russies, Roi de Pologne, par le
Traité du $\frac{4 \text{ Mars}}{20 \text{ Février}}$ 1835 ayant fixé définitivement les li-
mites entre le Duché souverain de Silésie et le Royaume
de Pologne, et voulant faire désigner cette frontière defi-

1836 nitivement par des poteaux, conformément à l'article 54 du dit Traité, ont fait nommer Commissaires démarcateurs, savoir:

de la part de Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Jean Ferdinand Neigebaur, Conseiller intime de Justice, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de la 4^{me} Classe, et de celui de Saint Stanislas de Russie de la 3^{me} Classe; et de la part de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur Erneste Theophile Faltz, Membre actuel du Conseil d'Etat du Royaume de Pologne, Chevalier de l'ordre de St. Stanislas de Russie de la 2^{de} Classe.

Lesquels s'étant rendus sur les lieux, ont procédé à la plantation des poteaux; et à la levée des plans, designants cette frontière par des experts Géomètres assermentés, en dressant le present.

Acte de délimitation.

Les limites fixées par le présent Acte déterminent la frontière entre les deux Etats, à partir, du point, où les limites entre le Grand Duché de Posen et le Royaume de Pologne touchent sur la Prosna l'ancienne frontière de la Silésie et de Pologne, jusqu'au point, où elle atteint le territoire de la Republique de Cracovie.

Cette ligne de démarcation commence sur la Prosna au point de contrat des villages de Siemianice dans le Grand Duché de Posen, de Kostau dans la Silésie, et de Chroscin dans la Pologne. Les deux

1^{mi}ers poteaux sont plantés auprès des derniers poteaux entre le Grand Duché de Posen et le Royaume de Pologne, érigés en 1823 sur les deux rives de la Prosna, le poteau Prussien sur la rive gauche, dans la banlieue de Kostau, le poteau Polonais sur la rive droite dans la banlieue de Chroscin. En partant de ces poteaux la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Prosna entre les banlieues des deux communes susdites d'après les sinuosités de cette rivière, designées en detail dans le tableau topographique descriptif et dans les procès-verbaux dressés lors de la plantation même des poteaux lesquels auront la même valeur, comme s'ils étoient insérés mot-à-mot dans le présent acte de délimitation. Les

2^{des} poteaux sont érigés sur les mêmes rives de la Prosna et dans les deux mêmes communes limitro-

phes. La frontière depuis ces poteaux remontant les 1836 sinuosités du Thalweg de la dite rivière atteint la banlieue de Neudorff (Ciecierzyn) en Silésie et en le suivant entre ce village d'un côté et le dit Chroscin de l'autre, elle atteint les

3mes poteaux sur le terrain des dites deux communes limitrophes. De là, la frontière remonte la Prosna entre les communes de Neudorff (Ciecierzyn) en Silésie, et de Chroscin en Pologne, jusqu'à l'endroit, où la commune de Chroscin touche la banlieue de Gola, et là sont plantés les

4mes poteaux, le Polonais sur le dit point de contact même, et le Prussien sur une prairie de Neudorff. D'ici la frontière remonte la Prosna entre les banlieues d'abord de Neudorff et après de Golkowitz (Silésie) et de Gola (Pologne) jusqu'au point, où les

5mes poteaux sont plantés; le Prussien dans une aunaie de Golkowitz, le Polonais sur une prairie de Gola. En partant de là, la frontière remonte la Prosna entre les banlieues des deux communes sus-nommées, jusqu'au point, où les

6mes poteaux sont plantés, le Prussien, où la digue de Golkowitz aboutit à la Prosna, le Polonais dans le village même de Gola. La ligne de démarcation en remontant le Thalweg de la Prosna, sur lequel est situé le moulin de Gola, jusqu'aux traces d'un ancien lit de la rivière, suit cet ancien lit séparant les banlieues des dites communes jusqu'au point de contact de celles de Golkowitz et de Pitschen, où les

7mes poteaux sont placés, le Prussien sur ce point de contact même, le Polonais sur une prairie de Gola. En partant de ces poteaux, la frontière suit encore l'ancien lit sus-mentionné séparant la banlieue de Gola de celle de Pitschen, jusqu'au point, où elle atteint la rivière, et de là, la ligne de démarcation rentre dans le Thalweg de la Prosna en la remontant jusqu'aux

8mes poteaux, érigés sur les deux rives de la rivière, le Prussien sur une prairie de Jaschkowitz, le Polonais sur une prairie de Gola. D'ici la frontière continue à remonter la Prosna entre le village de Jaschkowitz (Pitschen) en Silésie et d'abord de Gola, et après de Woycin en Pologne jusqu'aux

9mes poteaux, érigés, le Prussien sur une prairie de la municipalité de Pitschen, le Polonais sur une

1836 prairie de Woycin. La ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Prosna, sur lequel est situé le moulin de Woycin, entre les mêmes communes, jusqu'aux

10mes poteaux, dont le Prussien est planté vis-à-vis du dit moulin sur la prairie de la communauté des arquebusiers de Pitschen, le Polonais près du moulin même de Woycin. En partant de ce point, la frontière continue à remonter la Prosna entre les mêmes communes jusqu'au point, où la banlieue de Woycin touche celle de Lubnice et puis jusqu'à l'endroit, où deux bras de la rivière se réunissent. Aux deux rives du bras, qui se trouve du côté de la Pologne, les

11mes poteaux sont érigés; le Prussien sur la prairie de Polanowitz (Pitschen), le Polonais sur une prairie du dit Lubnice. D'ici le Thalweg du même bras de la Prosna continue à désigner la frontière entre les banlieues de Pitschen et de Lubnice jusqu'à ce, qu'en remontant il atteint les

12mes poteaux plantés sur les prairies des mêmes communes. D'ici la ligne de démarcation remonte encore la Prosna entre la banlieue de Pitschen en Silésie et celle de Lubnice en Pologne jusqu'au point, où commence la banlieue de Woyslawitz (Silésie). De là la frontière suit les traces d'un ancien lit de la Prosna, qui se trouvent entre ses deux bras et qui séparent les prairies du moulin de Woyslawitz et celles du moulin de Lubnice. Sur les deux côtés du dit ancien lit, sont plantés les

13mes poteaux, sur les prairies sus-mentionnées des deux communes limitrophes. La ligne de démarcation continue ensuite à passer entre les mêmes banlieues avec un fossé les séparant jusqu'à la Prosna, et en la remontant entre les communes de Roschkowitz (Silésie) et de Lubnice (Pologne) jusqu'aux

14mes poteaux, dont le Prussien est planté sur le point de contact de Roschkowitz et de Schirowslawitz, et le Polonais sur une prairie de Lubnice. De ces poteaux la frontière remonte la Prosna entre les banlieues du dit Schirowslawitz (Silésie) et d'abord de Lubnice, ensuite de Dzierzkowice (Pologne) jusqu'aux limites d'U-schütz en Silésie, où les

15mes poteaux sont plantés, le Prussien sur le point de contact même, le Polonais sur une prairie de Dzierzkowice. De là la ligne de démarcation remonet

la Prosna jusqu'à la réunion de deux bras venants l'un 1836 du moulin de Nendza (Uschütz) l'autre du moulin de Bezula (Dzierzkowice). Ici elle quitte la Prosna, en suivant entre ces deux bras la limite particulière entre les terres des deux moulins mentionnés jusqu'aux

16mes poteaux érigés sur des prairies des dits moulins. En continuant à passer entre les limites des dites communes limitrophes, la ligne de démarcation rejoint avec celles-ci le bras de la Prosna, qui se trouve du côté de la Pologne, le remonte jusqu'à un ancien courant d'eau, avec lequel elle tourne à droite vers l'autre bras de la rivière, et au point, où elle le touche, sont érigés les

17mes poteaux sur les prairies appartenantes aux sus-dites communes. De là la ligne de démarcation remonte la Prosna, qui sépare les mêmes banlieues, jusqu'au point où commence celle de Toplin en Pologne. Ici les

18mes poteaux sont érigés sur les deux rives de la Prosna, le Prussien sur une prairie d'Uschütz, le Polonais sur une prairie de Toplin. De ces poteaux la ligne de démarcation remonte la Prosna entre les banlieues des communes d'Uschütz et de Toplin jusqu'aux

19mes poteaux, plantés au-dessous du moulin d'Utrata en Silésie, le Prussien sur une prairie d'Uschütz, et le Polonais sur une prairie de Skomlin. De là la ligne de démarcation remonte la Prosna, avec les limites du dit Uschütz d'un côté, et d'abord du dit Skomlin et puis de Wroblew en Pologne de l'autre, jusqu'aux

20mes poteaux, qui se trouvent sur les deux bords de la rivière, au-dessus de l'entrée du fossé de la papeterie d'Uschütz. En partant de là, la ligne de démarcation suivant les limites de ces mêmes communes avec un ancien bras de la Prosna arrive aux

21mes poteaux érigés, le Prussien sur une prairie d'Uschütz, et le Polonais sur le terrain du moulin de Krolewska Grobla (Koenigsdamm). D'ici la frontière en abandonnant la Prosna suit la ligne, qui sépare les terres des deux communes précitées jusqu'au pont sur le fossé de la papeterie d'Uschütz, où les

22mes poteaux sont plantés du côté polonais de ce pont sur des pâturages des mêmes communes. De là la ligne de démarcation remonte le fossé de la dite pa-

1836 pèterie entre les banlieues des sus-dites communes jusqu'aux

23mes poteaux, dont le Prussien est érigé dans la forêt d'Uschütz et le Polonais sur la digue dite Royale. En quittant un peu plus haut le fossé ci-dessus indiqué la ligne de démarcation suit les limites marquées par des bornes de terre entre les communes précitées jusqu'à l'étang nommé Royal, où les

24mes poteaux sont plantés sur les prairies des mêmes communes limitrophes. De ces poteaux le Thalweg de la Prosna sert de nouveau de frontière en le remontant et en suivant les limites des mêmes communes jusque là, où commence celle de Nieder-Seichwitz (Zelziechowice niszze) en Silésie. De là la ligne de démarcation continue à remonter la Prosna jusqu'aux

25mes poteaux; dont le Prussien est placé sur une prairie de Nieder-Seichwitz (Zelziechowice niszze) et le Polonais sur une prairie de Wroblew. De ces poteaux la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Prosna entre les mêmes communes jusqu'aux

26mes poteaux, érigés au-dessous du moulin de Kik, le Polonais sur un petit ilot, restant en Pologne, le Prussien sur la rive gauche du bras qui se trouve du côté de la Prusse. De là la ligne de démarcation, en remontant d'abord la Prosna et puis tournant à droite avec un fossé, qui au-dessus du moulin joint la rivière, arrive aux

27mes poteaux, plantés sur des prairies en possession du même moulin appartenant au village de Wroblew. De ces poteaux la ligne de démarcation rentre dans le Thalweg de la Prosna, et suit, en le remontant les limites de Nieder-Seichwitz (Silésie) et d'abord de Wroblew, après de Przedmosc en Pologne jusqu'aux

28mes poteaux, érigés sur des prairies des communes sus-mentionnées. De là la ligne de démarcation remonte de même la Prosna jusqu'aux

29mes poteaux placés près du moulin de Nieder-Seichwitz sur les deux rives de la rivière. En quittant ici la Prosna, la frontière remonte un ancien bras de la rivière, en laissant en Silésie une prairie appartenante à Przedmosc. Après suivant avec cet ancien bras la limite entre Nieder-Seichwitz et Przedmosc elle rentre dans le Thalweg de la Prosna, avec lequel elle passe entre les banlieues précitées jusqu'aux

30mes poteaux, dont le Prussien est planté sur 1836 une prairie de Ober-Seichwitz (Zelziechowice wyzsze) et le Polonais sur une autre appartenante à Przedmosc. En partant de là, la ligne de démarcation remonte la Prosna entre les prairies des deux communes sus-nommées jusqu'aux

31mes poteaux, érigés sur les mêmes banlieues au-dessus du moulin de Przedmosc. De ces poteaux la ligne de démarcation quittant la Prosna suit la limite des propriétés particulières entre Ober-Seichwitz et Przedmosc, marquée par un fossé, jusqu'au point où elle atteint le Thalweg de la rivière, dans lequel elle remonte entre les banlieues précitées jusqu'aux

32mes poteaux, dont le Prussien est situé sur le point de contact de Ober-Seichwitz avec Krzyzancowitz, le Polonais sur une prairie de Przedmosc. De ces poteaux la ligne de démarcation, en remontant la Prosna, passe entre les prairies de Krzyzancowitz en Silésie, et celles de Przedmosc et après de Kowale en Pologne jusqu'aux

33mes poteaux érigés sur des prairies de Krzyzancowitz et de Kowale, au dessous de l'usine de Krzyzancowitz. De ce point la ligne de démarcation remonte le bras de la Prosna qui sert de limite entre les communes de Krzyzancowitz et Kowale jusqu'aux

34mes poteaux plantés sur les deux rives dudit bras de la rivière sur le terrain des dites communes. En partant de là, la frontière continue à remonter la Prosna entre les banlieues de Krzyzancowitz en Silésie et d'abord de Kowale après de Praszka en Pologne, jusqu'à l'écluse située entre l'usine de Zawisno en Silésie et la ville de Praszka en Pologne, laissant en Silésie un petit pâturage en possession de la dite ville Polonaise. Des

35mes poteaux érigés sur la digue de l'étang de la ville de Praszka aux deux côtés de la dite écluse, la ligne de démarcation passe par le milieu du même étang pour remonter le Thalweg de la Prosna avec les banlieues des mêmes communes jusqu'aux

36mes poteaux plantés sur des prairies des mêmes communes limitrophes. De ces poteaux la ligne de démarcation continue à remonter la Prosna entre les banlieues des mêmes communes jusqu'aux

37mes poteaux érigés sur des prairies des mêmes endroits, et nommément le Prussien près du point où

1836 la banlieue de Landsberg (Gorzow) en Silésie commence. D'ici la ligne de démarcation remonte encore la Prosna entre le dit Landsberg et la ville de Praszka, et après de Szyszkow en Pologne jusqu'aux

38mes poteaux plantés au-dessous du moulin nommé Wiesenmühle sur le terrain des communes sus-nommées. De là la ligne de démarcation en passant entre les mêmes banlieues remonte la Prosna, et nommément le bras, sur lequel se trouve le premier pont du côté de Szyszkow, jusqu'aux

39mes poteaux érigés de l'un et de l'autre côté de ce pont sur la digue, qui conduit du dit Szyszkow à Landsberg. De ce point la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Prosna, laissant deux petites îles à la Pologne. Au point où finit le jardin de la dernière maison de Szyszkow, et où commence une prairie appartenante à Landsberg (Gorzow) et située sur la rive droite de la Prosna, la ligne de démarcation quitte la rivière, tourne avec la limite de la dite prairie vers la terre labourée de Szyszkow et en passant entre ces terres labourées et les prairies de Landsberg, elle arrive aux

40mes poteaux érigés sur les dits terrains des mêmes communes. En partant de là, la ligne de démarcation continue à suivre les limites de Szyszkow en Pologne et de Landsberg après de Wientzkowitz en Silésie jusqu'aux

41mes poteaux érigés sur des prairies des dites communes près du moulin Jaglowski appartenant à Wientzkowitz. De là la ligne de démarcation suit un petit fossé jusqu'à ce qu'elle rentre à droite au-dessus de l'étang du même moulin dans le Thalweg de la Prosna, le remonte et passant entre les banlieues des mêmes communes arrive aux

42mes poteaux placés sur les deux rives, sur des prairies de Wientzkowitz et de Praszka. De ce point la ligne de démarcation continue à remonter la Prosna entre les limites des mêmes communes jusqu'aux

43mes poteaux plantés sur des prairies des dits villages, d'où la ligne de démarcation continue à remonter de la même manière jusqu'à ce qu'elle touche un bras de la Prosna séparant les banlieues de Wientzkowitz en Silésie et de Wygielldow en Pologne, où les

44mes poteaux sont érigés sur des prairies des mé-

mes communes. En remontant le même bras la ligne 1836 de démarcation passant entre les banlieues sus-dites, arrive au bras principal de la Prosna venant du moulin de Wygiel-dow, le quitte aussitôt et remonte le bras qui vient de l'écluse de l'étang du moulin de Wygiel-dow, jusqu'aux

45mes poteaux érigés sur la digue du même étang de l'un et de l'autre côté de l'écluse. De ces poteaux la ligne de démarcation passe par le milieu de l'étang servant au moulin de Wygiel-dow; après elle remonte le Thalweg de la Prosna entre les banlieues de Jastrzygowitz et de Wygiel-dow jusqu'au point où elle touche une prairie du dit Wygiel-dow située sur la rive gauche de cette rivière. D'ici en abandonnant le Thalweg elle longe les bornes de cette prairie jusqu'aux

46mes poteaux plantés sur une prairie de Jastrzygowitz, et sur la dite prairie de Wygiel-dow. De ce point la ligne de démarcation suivant les mêmes limites des dites communes, jusqu'à ce qu'elles touchent la Prosna continue à remonter le Thalweg d'icelle jusqu'aux

47mes poteaux érigés sur des prairies des dits villages près d'un moulin Silésien appartenant à Jastrzygowitz. En partant de là, la ligne de démarcation continue à remonter la Prosna entre les mêmes banlieues jusqu'aux

48mes poteaux érigés sur des prairies des dites communes près d'un moulin Polonais appartenant à Wygiel-dow. De là la ligne de démarcation remonte la Prosna entre les mêmes banlieues jusqu'aux

49mes poteaux plantés près d'un moulin Polonais appartenant aussi à Wygiel-dow sur des prairies des mêmes villages. De ces poteaux la ligne de démarcation continue en remontant la Prosna à passer entre les mêmes banlieues limitrophes jusqu'aux

50mes poteaux érigés sur le terrain des mêmes communes près d'un moulin Silésien appartenant à Jastrzygowitz. De ce point la ligne de démarcation passe en remontant la Prosna entre les banlieues de Jastrzygowitz, après de Kostelitz (Koscieliska) en Silésie, et de Wygiel-dow en Pologne, jusqu'aux

51mes poteaux érigés sur des prairies des communes mentionnées en dernier lieu près d'un moulin Silésien appartenant à Kostelitz. En partant de ces poteaux la ligne de démarcation suit encore en remontant le

1836 cours de la Prosna entre les banlieues des Kostelitz en Silésie, et de Wygielidow, après de Zytniow en Pologne jusqu'aux

52mes poteaux, plantés sur des prairies des villages sus mentionnées près d'un moulin Polonais appartenant à Zytniow, et de ce point elle arrive à la même manière aux

53mes poteaux placés au-dessus d'un moulin Silésien appartenant à Kostelitz sur des prairies appartenantes aux villages nommés ci-dessus. En partant de là, la ligne de démarcation remonte la Prosna, formant les limites entre les mêmes communes jusqu'au bras sortant de l'étang du moulin de Kuznica par l'écluse, aux deux côtés de laquelle les

54mes poteaux sont érigés sur le terrain des mêmes villages limitrophes et sur la digue du dit étang. De cette écluse la ligne de démarcation passe par le milieu de l'étang pour remonter le bras de la Prosna qui se trouve du côté de la Prusse, jusqu'au lieu, où deux bras de la rivière se divisent; et en continuant de la même manière à suivre le Thalweg de la dite rivière entre les mêmes communes, elle arrive au point où sur sa rive droite elle atteint la banlieue de Sternalitz en Silésie, et les

55mes poteaux, le Prussien sur une prairie du dit Sternalitz, le Polonais sur une autre de Zytniow. En quittant la Prosna, à l'endroit ci-dessus indiqué, la ligne de démarcation suit les limites entre les villages sus-nommés jusqu'aux

56mes poteaux placés sur des champs des mêmes communes; et de la même manière elle arrive aux

57mes poteaux sur des champs des mêmes villages limitrophes; et également jusqu'aux

58mes placés de même. De ce point la ligne de démarcation continue à suivre les limites des mêmes communes jusqu'aux

59mes poteaux, dont le Prussien est planté sur un pâturage du dit Sternalitz, le Polonais sur le point de de contact de la partie du dit Zytniow, appartenante à un particulier avec le domaine de Zytniow. De là la ligne de démarcation suit les banlieues de Sternalitz en Silésie, et de Zytniow, après de Cieciutow en Pologne, jusqu'aux

60mes poteaux, érigés sur des pâturages des com-

munes nommées ci-dessus, et de là elle passe entre les 1836
mêmes banlieues jusqu'aux

61mes poteaux, érigés dans des forêts appartenantes aux mêmes villages limitrophes, et après encore entre les mêmes banlieues, jusqu'à ce que la ligne de démarcation atteint la limite de Stare Krzepice en Pologne. De ce point elle suit les banlieues de Sternalitz et de Stare Krzepice jusqu'à ce que ces limites atteignent un fossé venant de la forêt de Sternalitz. En suivant ce fossé elle arrive aux

62mes poteaux érigés sur les deux côtés de ce fossé qui sépare les banlieues de ces deux communes sus-mentionnées. En partant de là, la ligne de démarcation suit une ligne droite tirée entre les banlieues des mêmes communes jusqu'aux

63mes poteaux, et de là une autre ligne droite entre les mêmes banlieues jusqu'aux

64mes poteaux érigés de même que les précédentes sur des pâturages des mêmes communes. De ce point la ligne de démarcation suit entre les banlieues de Wichrau en Silésie et de Stare Krzepice en Pologne une autre ligne droite jusqu'aux

65mes poteaux, et en continuant la même ligne droite entre les mêmes communes elle arrive aux

66mes poteaux, et de là avec une autre ligne droite aux

67mes poteaux érigés entre les sources noires, tous sur des pâturages des dites communes limitrophes. De ces poteaux la ligne de démarcation continue à passer en ligne droite entre les banlieues de Bodzanowitz en Silésie et de Stare Krzepice en Pologne jusqu'aux

68mes poteaux érigés sur des pâturages des mêmes communes, et de là avec une autre ligne droite d'abord entre les mêmes banlieues, après de Podleze Royal en Pologne un bras de la Liswarta et traversant ce bras, cette même ligne droite aboutit à un autre bras de la Liswarta formant la frontière, sur les deux rives duquel sont érigés les

69mes poteaux. De ce point la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Liswarta entre les banlieues de Bodzanowitz et de Podleze Royal laissant en Silésie la première isle qui se trouve à droite, jusqu'aux

70mes poteaux érigés sur des prairies des dites communes, près du village de Podleze Royal sur les

1836 deux rives du bras de la rivière qui sépare les mêmes communes. La ligne de démarcation, en remontant le même bras et continuant à suivre les mêmes banlieues arrive aux

71mes poteaux érigés sur les deux rives sur des prairies appartenantes aux dites communes limitrophes. En partant de là, la ligne de démarcation continue à remonter le même bras entre les banlieues de Bodzanowitz en Silésie et le Podleze Royal, après de Podleze Szlacheckie en Pologne jusqu'à un ancien lit, qui sépare les prairies de Bodzanowitz de celles de Podleze Szlacheckie situées sur la rive droite du bras principal actuel de cette rivière, et remontant ce même ancien lit elle atteint les

72mes poteaux, plantés sur des prairies des dits villages limitrophes. De ces poteaux la ligne de démarcation continue à suivre les mêmes banlieues d'abord avec le dit ancien lit, et après avec la Liswarta actuelle, qui vient du troisième pont sur la digue conduisante de Bodzanowitz à Podleze, où les

73mes poteaux sont érigés sur cette digue même aux deux bouts du dit pont. De ce point la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Liswarta entre les communes sus-mentionnées jusqu'au point, où elle touche un pâturage appartenant à Kiken, et de là elle longe ce pâturage sur la rive droite de la Liswarta jusqu'aux

74mes poteaux, dont le Prussien est planté sur le dit pâturage du village de Kiken en Silésie, et le Polonais sur une prairie du village de Przystaynia. En partant de là, la ligne de démarcation continue à suivre la limite entre les villages de Przystaynia et après de Kuzniczka d'un et de Kiken de l'autre, jusqu'aux

75mes poteaux plantés, le Prussien sur un pâturage du dit Kiken, le Polonais sur une prairie de Kuzniczka. De ces poteaux la ligne de démarcation continue à longer le pâturage situé sur la rive droite de la Liswarta, après elle remonte le Thalweg de la dite rivière entre les banlieues des dites communes jusqu'au-dessous de l'écluse nommée Florek, d'où elle suit en remontant un ancien bras de la Liswarta, en laissant à droite le fossé de l'usine de Kiken. Au point, où cet ancien bras part du principal lit de la rivière sont érigés les

76mes poteaux près de la montagne de sable sur

des prairies des dites communes, vis-à-vis du point de 1836
de contact des communes de Kiken et de Kutzoben en
Silésie. Partout, où la frontière entre Kiken en Silésie
et Kuznica en Pologne ci-dessus désignée abandonne
l'actuel courant de la Liswarta, sont creusés des canaux,
pour changer le courant de la rivière d'après la fron-
tière établie. En partant de là la ligne de démarcation
remonte la Liswarta entre les banlieues de Kutzoben
en Silésie et de Kuzniezka après de Stany en Pologne;
mais comme une partie de cette rivière a changé de lit,
on a marqué la frontière par cinq bornes de terre. A
peu de distance de la dernière de ces bornes, et près
du grand fourneau de Kutzoben sont érigés les

77mes poteaux sur les deux rives d'un bras de la
Liswarta sur des prairies des communes sus-mention-
nées. De ce point la ligne de démarcation suit d'abord
le même bras, en remontant et après la ligne, qui sé-
pare les possessions de Stany de celles de Kutzoben,
jusqu'à ce qu'elle arrive avec les banlieues des dites
communes au point de contact de Kutzoben et Boreck
en Silésie et de Stany en Pologne, où les

78mes poteaux sont érigés, le Prussien sur le point
de contact des villages Silésiens sus-mentionnés, le Po-
lonais sur une prairie de Stany. De là la ligne de dé-
marcation passe par une prairie située sur la rive gau-
che de la Liswarta, en possession du dit village de
Stany, jusqu'aux

79mes poteaux érigés sur la même prairie. En
partant de là, la ligne de démarcation continue à pas-
ser par cette prairie jusqu'à ce que celle ci aboutit sur
la rive gauche de la Liswarta; ici le Thalweg de cette
rivière recommence à servir de frontière en remontant
entre les communes de Stany et de Boreck jusqu'au
contact de la banlieue de Wendzin en Silésie et jusqu'aux

80mes poteaux plantés au-dessous de l'usine de
Kieotsche sur les deux rives et sur le terrain des villa-
ges de Wendzin et de Stany. De là la ligne de dé-
marcation remonte la Liswarta entre les banlieues de
Wendzin en Silésie et de Radly en Pologne jusqu'aux

81mes poteaux plantés sur les terrains des mêmes
villages sur la rive droite du bras principal de la Lis-
warta, qui passe près du hameau nommé Biadacz. De
ce point la ligne de démarcation remonte le même bras

1836 entre les mêmes banlieues, et après en longeant le terrain de Bor Zajacinski en Pologne jusqu'aux

82mes poteaux érigés sur des prairies de Wendzin et de Bor Zajacinski. D'ici la ligne de démarcation remonte la rivière entre les mêmes banlieues jusqu'aux

83mes poteaux, dont le Prussien est planté sur le point de contact des banlieues de Wendzin et de Ponoschau en Silésie, et le Polonais sur une prairie de Bor Zajacinski. En partant de là, la ligne de démarcation remonte la Liswarta, jusqu'aux

84mes poteaux plantés sur les deux rives d'un ancien lit, sur des prairies des dites communes limitrophes, au-dessous d'un moulin appartenant à Ponoschau. De là la ligne de démarcation continue à remonter le Thalweg de la même rivière entre les dites communes jusqu'aux

85mes poteaux érigés près d'une usine de Ponoschau sur des prairies des mêmes communes. De la même manière la ligne de démarcation remonte la Liswarta jusqu'à ce qu'elle arrive au-dessous du moulin de la ferme de Kluczno en Pologne, où elle abandonne le courant venant du moulin, pour entrer à quelques pas de là, du côté de la Silésie dans un ancien lit de la Liswarta dans lequel elle remonte de nouveau jusqu'aux

86mes poteaux érigés sur les deux rives, le Prussien sur une prairie de Ponoschau, le Polonais sur une prairie appartenante à la forme de Kluczno. D'ici la ligne de démarcation continue à suivre en remontant la Liswarta jusqu'aux

87mes poteaux, plantés au dessus de la ferme de Kluczno sur des prairies de Ponoschau et de Kluczno. De ces poteaux la ligne de démarcation suit en remontant la Liswarta les banlieues de Ponoschau, après de Zborowski en Silésie et de Bor Zajacinski en Pologne jusqu'aux

88mes poteaux, plantés près du grand fourneau de Zborowski, sur des prairies des communes nommées en dernier lieu. De ce point la ligne de démarcation continue à remonter le Thalweg de la Liswarta en laissant la banlieue de Zborowski en Silésie, et celle de Bor Zajaczinci et de Kamiensko en Pologne jusqu'aux

89mes poteaux érigés sur des prairies des dites communes. En partant de là, la ligne de démarcation

remonte la Liswarta entre les mêmes communes, en 1836 laissant en Silésie un petit terrain labouré, en possession d'un paysan de Kamiensko (Pologne) situé sur la rive gauche de la Liswarta jusqu'aux

90mes poteaux érigés près de l'usine Silésienne nommée Dryndowa sur des pâturages des communes sus-nommées. De là la ligne de démarcation passe entre les mêmes banlieues en remontant la Liswarta jusqu'aux

91mes poteaux, plantés sur des prairies appartenantes aux dites communes, et de la même manière jusqu'aux

92mes poteaux placés sur des prairies des communes limitrophes au-dessous du moulin Polonais nommé Sosna, et de même jusqu'aux

93mes poteaux érigés sur des prairies au dessus de ce moulin. De ce point la ligne de démarcation en continuant à remonter la Liswarta entre les dites banlieues arrive près de l'usine Silésienne nommée Staschow, aux

94mes poteaux placés sur des prairies des mêmes communes. De là la ligne de démarcation remonte entre les mêmes banlieues la Liswarta jusqu'à sa jonction avec la Trzebonia, nommée aussi Polska Woda. Ce dernier ruisseau marque la frontière de ce point, et quelques pas au dessus de cette jonction les

95mes poteaux sont érigés, le Prussien sur une prairie de Kochanowitz, le Polonais sur une autre appartenante à un forestier de la verderie principale Krzepice. En partant de là la ligne de démarcation remonte la Trzebonia entre les banlieues de Kochanowitz en Silésie et de Bor Zajaczynski en Pologne jusqu'aux

96mes poteaux érigés près d'un moulin Silésien nommé Dolniac et du hameau Lebki en Pologne, placés sur des prairies des dites communes. En partant de là, la ligne de démarcation, en remontant la Trzebonia, suit les limites entre les forêts de Kochanowitz en Silésie, et celles du domaine de Krzepice en Pologne jusqu'aux

97mes poteaux érigés sur les deux rives de la Trzebonia dans les dites forêts près du hameau Jeziore en Pologne. De là la ligne de démarcation continue à remonter la Trzebonia par les forêts limitrophes de Lissau en Silésie, et de Krzepice en Pologne jusqu'aux

1836 98mes poteaux, plantés dans les sus-dites forêts, et de là, de la même manière jusqu'aux

99mes poteaux plantés près du hameau Silésien Liebendorf et du hameau Polonais Golomaniec, sur des prairies appartenantes aux dites communes. De ce point la ligne de démarcation en remontant la Trzebonia, entre les forêts et des prairies de Kochanowitz et de la domaine de Krzepice, arrive aux

100mes poteaux érigés dans les dites forêts. En partant de là, la ligne de démarcation remonte encore le ruisseau nommé Trzebonia ou Polska Woda par les dites forêts limitrophes, après par des prairies dans lesquelles elle prend ses sources, et continue à passer entre les forêts de Lissau en Silésie et de Krzepice en Pologne en suivant une ligne marquée par des bornes de terre jusqu'aux

101mes poteaux érigés sur des prairies appartenantes aux dits villages, et de ce point elle suit la même ligne marquée par des bornes de terre, et après un chemin dislimitant la forêt du village Silésien de Lissau, et la forêt du domaine de Krzepice jusqu'aux

102mes poteaux plantés dans les forêts des sus-dits endroits. Ensuite la ligne de démarcation passe de la même manière entre les forêts sus-dites jusqu'aux

103mes poteaux érigés dans ces forêts et en continuant à suivre de la même manière le dit chemin de limite jusqu'aux

104mes poteaux placés à côté du chemin conduisant de Lissau en Silésie à Herby en Pologne. De ce point la ligne de démarcation en passant entre les forêts de Kalina en Silésie et de Krzepice en Pologne, suit une ligne de bornes de terre jusqu'aux

105mes poteaux érigés dans les sus-dites forêts, et continue de la même manière jusqu'aux

106mes poteaux érigés de même sur les deux côtés du chemin marqué par des bornes de terre. De ces poteaux la ligne de démarcation passant entre les forêts d'Olschin en Silésie et du domaine de Krzepice en Pologne, suit la dite ligne formée par des bornes de terre jusqu'aux

107mes poteaux érigés dans les dites forêts, et plus loin jusqu'à ce qu'elle passe auprès de quatre bornes, savoir de Boronow en Silésie, et de Krzepice,

Klobucko et de Konopiska en Pologne, et peu loin de 1836
là les

108mes poteaux sont érigés, le Prussien dans la forêt du dit Boronow, et le Polonais sur un terrain labouré du dit Konopiska. En partant de là, la ligne de démarcation suit des bornes de terre, qui séparent les forêts d'Olschin de celles de Konopiska jusqu'aux

109mes poteaux placés dans les dites forêts, et plus loin de la même manière jusqu'aux

110mes poteaux, érigés de même, et jusqu'aux

111mes poteaux érigés dans les mêmes forêts. De là la frontière passe entre des bornes de terre qui séparent les forêts de Boronow en Silésie, de celles d'abord de Konopiska après de Zagorze et enfin de nouveau de Konopiska en Pologne jusqu'aux

112mes poteaux, dont le Prussien est planté dans la forêt de Boronow et le Polonais sur le point, où la limite entre la forêt domaniale et la forêt particulière de Konopiska aboutit sur la frontière. De ces poteaux la ligne de démarcation suit la même ligne de bornes de terre entre les forêts du dit Boronow en Silésie et de la partie particulière de Konopiska en Pologne jusqu'aux

113mes poteaux érigés dans les dites forêts. De là la ligne de démarcation suit la limite entre les banlieues du dit Boronow et de Lesniaki appartenant au Domaine de Poczesna jusqu'aux

114mes poteaux érigés entre Dembowa Gora en Silésie, et Korzonka en Pologne dans les forêts du dit Boronow et du dit Poczesna. De ce point la ligne de démarcation continue à passer entre les forêts sus-mentionnées jusqu'aux

115mes poteaux érigés, le Prussien dans la forêt de Boronow et le Polonais sur un pâturage appartenant à Lesniaki, et plus loin de la même manière jusqu'aux

116mes poteaux érigés dans les forêts de Boronow en Silésie et de Poczesna, district nommé Jamki en Pologne, et de là entre les mêmes forêts jusqu'aux

117mes plantés de même. De ces poteaux la ligne de démarcation continue à suivre la lisière de la forêt de Boronow en Silésie en longeant en Pologne d'abord le bois de Jamki, et après la terre labourée de Rekszewice jusqu'aux

118mes poteaux, érigés entre la maison du veneur

1836 Prussien et le hameau Polonais Kaczka, le Prussien dans la forêt de Boronow, le Polonais sur le terrain domanial appartenant au hameau nommé Grzybow ou Kozera. En partant de là, la ligne de démarcation passe entre les forêts du dit Boronow et celles de Poczesna, en suivant des bornes de terre jusqu'aux

119mes poteaux placés, le Prussien dans la forêt de Boronow et le Polonais dans celle de Zimna Woda nommée pod Kozerska Smuga et de la même manière jusqu'aux

120mes poteaux érigés, le Prussien dans la forêt de Boronow et le Polonais dans la forêt de Zimna Woda nommé le bois pod bystra Gorka. De ces poteaux la ligne de démarcation passe entre les sus-dites forêts et après entre les terres labourées de Boronow en Silésie et de Zimna Woda en Pologne en suivant un chemin, jusqu'à la Colonie de Niven appartenante au dit Boronow. Au point où se séparent les chemins conduisant à Boronow, à Lubschau et à Zimna Woda, sont érigés les

121mes poteaux, le prussien sur le terrain de Deutsch Kaminitz, et le Polonais sur la terre labourée de Zimna Woda. De ce point la ligne de démarcation en tournant vers l'auberge de Zimna Woda passe en ligne droite par un champ et après par des pâturages aux

122mes poteaux érigés sur ces pâturages. De là, la ligne de démarcation continue à suivre la même ligne droite par des pâturages et des prairies jusqu'à ce qu'elle touche le ruisseau nommé Zimna Woda, sur les deux rives duquel les

123mes poteaux sont érigés. De ce point la ligne de démarcation suit le courant de la Zimna Woda entre les banlieues de Kaminitz Silésien et Zimna Woda en Pologne jusqu'aux

124mes poteaux érigés sur les deux bords du ruisseau au-dessous de l'auberge du même nom sur des prairies appartenantes à des paysans des dits villages, et de là, de la même manière jusqu'aux

125mes poteaux érigés, le Prussien sur une prairie d'un paysan de Deutsch Kaminitz, et le Polonais sur une prairie d'un paysan de Starcza. En partant de là, la ligne de démarcation continue à suivre la Zimna Woda entre les banlieues de Deutsch Kaminitz en Silésie et de Starcza en Pologne jusqu'aux

126mes poteaux plantés sur des prairies appartenantes à des paysans des communes, et plus loin de la même manière jusqu'aux 1836

127mes poteaux plantés, le Prussien sur une prairie seigneuriale de Kaminitz, le Polonais sur la prairie d'un paysan de Starcza. De là, la ligne de démarcation continue à suivre ce ruisseau de Zimna Woda jusqu'à sa jonction avec le ruisseau nommé Kamiinitza, où les

128mes poteaux sont érigés au point de contact de Kaminitz en Silésie, de Starcza dans le Palatinat de Kalisz et de Maly Rudnik dans le Palatinat de Cracovie, le Prussien sur une prairie seigneuriale de Kaminitz, le Polonais sur les prairies d'un paysan de Starcza.

De ce point la ligne de démarcation remonte le Thalweg de la Kamienitza entre les banlieues de Kamienitz en Silésie et de Maly Rudnik en Pologne jusqu'aux

129mes poteaux érigés sur les deux rives de ce ruisseau et sur des prairies des dites communes limitrophes. En partant de là, la ligne de démarcation, en continuant à passer entre les dites banlieues, remonte encore la Kamienitza, et enfin son ancien lit jusqu'au point où celui-ci touche, sur la rive droite, les limites du village Silésien de Woischnik Elguth. Ici les

130mes poteaux sont érigés, le Prussien sur la rive gauche du dit ancien lit sur une prairie du village de Kamienitz, le Polonais sur la rive opposée sur une prairie de Maly Rudnik. De ces poteaux la ligne de démarcation en abandonnant la Kamienitza passe entre les banlieues de Woischnik-Elguth et de Maly Rudnik jusqu'aux

131mes poteaux érigés, le Prussien sur un terrain labouré de Woischnik-Elguth, et le Polonais sur un pareil appartenant à l'administration des forêts d'Olsztyn. De là, la ligne de démarcation en suivant les banlieues de Woischnik Elguth en Silésie et de Gniazdow en Pologne arrive aux

132mes poteaux érigés sur des champs des dites communes. De ce point la ligne de démarcation suit une ligne droite tirée par la forêt noire jusqu'aux

133mes poteaux érigés aux côtés Prussiens et Polonais de cette allée dans le district nommé le marais noir. En partant de là, la ligne de démarcation continue à suivre la même ligne droite jusqu'aux

134mes poteaux plantés dans le district mentionné

1836 près de la maison du nommé Mathey aux deux côtés de la dite allée; et en continuant de même jusqu'aux

135mes poteaux érigés pareillement dans le district de la forêt nommé Kozlowiec. De ce point la ligne de démarcation, en tournant vers la maison du nommé Potaznik, suit une autre allée taillée par la forêt jusqu'aux

136mes poteaux érigés dans le district de la forêt, nommée la forêt verte aux côtés Prussien et Polonais de la dite allée. D'ici la ligne de démarcation en continuant à suivre la même ligne droite après avoir passé par un terrain labouré en possession du dit Potaznik arrive non loin de la dite maison aux

137mes poteaux, érigés dans le district de la forêt, nommé Oborki aux deux côtés de l'allée dislimitante les pays. En partant de ce point, la dite allée changeant ici un peu de direction, sert toujours de frontière, en suivant une ligne droite jusqu'aux

138mes poteaux érigés de la même manière dans le dit district et plus loin de même jusqu'aux

139mes poteaux érigés dans les environs des maisons dites Wielongi appartenantes à Koziegłow sur le bord d'une prairie. D'ici la ligne de démarcation retournant vers la Silésie suit en ligne droite une allée par la forêt dite Ostragora, jusqu'aux

140mes poteaux érigés au côté Prussien et au côté Polonais de la dite allée, et plus loin jusqu'aux

141mes poteaux érigés dans le district de la forêt nommé Niedzwiedzi Kar', et plus loin de la même manière jusqu'aux

142mes poteaux érigés, le Prussien dans la forêt noire d'Elguth, et le Polonais dans le district de la forêt, nommé Dombrowka. De ce point la ligne de démarcation suit la limite entre les banlieues d'abord d'Elguth, après de Glazowka en Silésie, et de Mzyki, après de Gniazdow en Pologne jusqu'aux

143mes poteaux, dont le Prussien est placé sur un pâturage du dit Glazowka et le Polonais sur le bord de la terre labourée du Woytowstwo de Gniazdow. En partant de là, la ligne de démarcation en continuant à suivre les dites banlieues et en passant entre des terrains labourés et des pâturages, arrive aux

144mes poteaux érigés, le Prussien sur un terrain de Glazowka, le Polonais sur un pâturage de Gniazdow. De là la frontière passe entre des prairies et

les terres labourées de Glazowka, après de Woischnik 1836 en Silésie, de l'un côté, et de Gniazdow en Pologne le l'autre jusqu'aux

145mes poteaux érigés sur la montagne, nommée *Świetawoda* la petite. D'ici la ligne de démarcation continue à suivre les banlieues de Woischnik et de Gniazdow jusqu'aux

146mes poteaux érigés sur des terres labourées des dites communes limitrophes et plus loin de la même manière jusqu'aux

147mes poteaux, érigés sur les deux côtés du chemin conduisant de Woischnik à Gniazdow. De ce point la ligne de démarcation, en continuant à suivre les dites banlieues, arrive aux

148mes poteaux érigés sur des prairies des communes respectives et plus loin de la même manière entre les banlieues du dit Woischnik, et de Gniazdow, après de Woyslawice en Pologne en passant près des sources de Bozy Stok, jusqu'aux

149mes poteaux érigés sur des pâturages des sus-dites communes. De là la ligne de démarcation suit encore les banlieues du dit Woischnik et de Woyslawice, après de Nieradowa en Pologne jusqu'aux

150mes poteaux érigés sur la montagne dite *Pienadz* ou *Ptasznik*, le Prussien sur un terrain labouré de Woischnik, le Polonais sur un pareil de Cynkow. De ce point la ligne de démarcation en suivant les banlieues des sus-dites communes arrive au jardin du nommé *Wcislo* fils, et longeant ce jardin, au chemin sortant de la dite possession. Avec ce chemin la frontière entre les deux pays suit une ligne droite jusqu'aux

151mes poteaux érigés le Prussien dans la forêt de la ville de Woischnik, le Polonais sur le bord de la terre du dit *Wcislo* appartenante à Cynkow. En partant de ce point, la ligne de démarcation suit une ligne droite tirée par la forêt jusqu'aux

152mes poteaux, dont le Prussien est planté dans la forêt *Lisie Jamy* et le Polonais sur une prairie appartenante au district de la forêt domaniale nommé *Toplin*. En partant de ce point, la frontière entre les deux pays suit une autre allée taillée aussi en ligne droite par la forêt et arrive aux

153mes poteaux, érigés dans la forêt nommée *Jodle* et nommément dans le district *Strakow* aux deux côtés

1836 de la dite allée, et plus loin en suivant la même ligne droite, aux

154mes poteaux, érigés dans le même district de la forêt sur un chemin conduisant de Cynkow à la maison du garde-forêt nommé Duda. La frontière continue encore à suivre d'ici la même ligne droite et arrive, en passant la Malapane aux

155mes poteaux érigés de la dite manière sur le bord de la forêt de Bibiella. De ces poteaux la ligne de démarcation en changeant de direction suit une pareille allée droite jusqu'aux

156mes poteaux, et plus loin de même jusqu'aux

157mes poteaux, érigés près de Zendek dans le district de la forêt nommé Sluzka. De ce point la ligne de démarcation en tournant vers la Silésie suit de nouveau en ligne droite une autre allée par la forêt aux

158mes poteaux, érigés aux côtés Prussien et Polonais de la dite allée dans le district nommé Bur Racie, et plus loin, en continuant la même ligne droite par des forêts et des terres labourées aux

159mes poteaux, érigés de la même manière dans le district nommé Grzmiaca, et pareillement plus loin aux

160mes poteaux érigés sur une prairie, et de même par la forêt nommée Osina, jusqu'à ce que cette ligne droite peu loin de la Brinitza touche une des bornes de terre entre Bibiella et Zendek. Ici les

161mes poteaux sont érigés, le Prussien dans la forêt de Bibiella, village appartenant à Georgenberg en Silésie, et le Polonais dans la dite forêt Osina. En partant de ce point la ligne de démarcation suit en ligne droite les banlieues de Bibiella en Silésie, et de Zendek en Pologne jusqu'à ce qu'elle aboutit à la Brinitza même au point de contact des dites communes avec celle de Ozarowice en Pologne. Là sont érigés les

162mes poteaux, le Prussien sur une prairie du dit Bibiella sur la rive droite de la Brinitza, et le Polonais sur une prairie de Zendek sur la rive gauche de la rivière. De ce point le Thalweg de la Brinitza commence à désigner la frontière des pays entre les banlieues de Bibiella en Silésie et de Ozarowice en Pologne. Les

163mes poteaux sont érigés sur des prairies des dites communes limitrophes. De là la frontière suit le même Thalweg entre les dites banlieues jusqu'aux

164mes poteaux érigés pareillement sur des prairies et plus loin jusqu'aux 1836

165mes poteaux plantés de la même manière sur es deux bords de la Brinitza, laquelle continue à marquer la frontière jusqu'aux

166mes poteaux érigés au-dessus de l'étang du moulin dit Lubos appartenant à Ozarowice. Après avoir passé par le milieu de cet étang la ligne de démarcation suit le bras de la Brinitza, qui, en découlant par l'écluse de l'étang, passe entre les banlieues de Bibiella et après de Brinitza en Silésie et de Ozarowice en Pologne jusqu'aux

167mes poteaux plantés sur des prairies des endroits nommés en dernier lieu. De ce point la ligne de démarcation suit le Thalweg de la Brinitza, passé par le milieu de l'étang du haut fourneau de Brinitza et arrive aux

168mes poteaux érigés aux deux côtés du canal du lit haut fourneau. De ce point la ligne de démarcation suit le même canal, après un lit desséché, jusqu'à la jonction avec le bras principal de la Brinitza et d'ici le Thalweg de la dite rivière jusqu'aux

169mes poteaux, érigés sur les deux rives de la Brinitza sur des prairies de Brinitza et de Ozarowice. De là la frontière suit le Thalweg de la dite rivière entre les mêmes banlieues, et après entre celles de Brinitza en Silésie, et de Tapkowice en Pologne jusqu'aux

170mes poteaux, érigés sur des prairies de Brinitza et de Tapkowice. De ce point la ligne de démarcation continue à suivre le Thalweg de la même rivière entre les dites banlieues arrive aux

171mes poteaux, érigés sur des prairies des mêmes communes. En partant de là, la ligne de démarcation suit le même Thalweg et les mêmes banlieues et celle de Niezdara en Pologne. Après avoir passé par le milieu de l'étang du moulin de Niedzara et par l'écluse, elle arrive aux

172mes poteaux, érigés au dessus du pont conduisant de Tarnowitz par Bysia à Niezdara. De ces poteaux la ligne de démarcation suit le même bras de la Brinitza entre les dites banlieues jusqu'aux

173mes poteaux, érigés au dessus de la jonction le bras avec celui qui vient du moulin, sur des prairies des mêmes communes. De là la ligne de dé-

1836 marcation suit le Thalweg de la Brinitza, par-ci, par-là desséché entre les mêmes banlieues jusqu'aux

174mes poteaux, érigés sur des prairies d'Ostroz-nitze en Silésie et de Tapkowice en Pologne. De là la frontière va de la même manière entre les banlieues de Neudek en Silésie et de Tapkowice en Pologne jusqu'aux

175mes poteaux, érigés à peu près vis-à-vis du moulin Silésien dit Chorzeller sur des prairies des dites communes. En partant de là, la ligne de démarcation continue à suivre le Thalweg de la Brinitza entre les mêmes banlieues et après entre Neudek, et Dobieszowice en Pologne jusqu'aux

176mes poteaux érigés sur des prairies des dites communes. En partant de là, la ligne de démarcation suivant le Thalweg de la Brinitza entre les banlieues de Kozlowa Gora en Silésie et de Dobieszowice en Pologne arrive aux

177mes poteaux, érigés peu loin du moulin Silésien dit Smieszek, le Prussien sur un pâturage de Kozlowa Gora, le Polonais sur une prairie de Dobieszowice et plus loin de la même manière, d'abord entre les mêmes communes limitrophes, après entre Josephthal en Silésie et Dobieszowice en Pologne aux

178mes poteaux, érigés sur des prairies des dites communes sur les deux rives de la Brinitza, laquelle continue à désigner la frontière entre les deux Etats laissant en Pologne une prairie de Josephthal, et une de Dobieszowice en Silésie, jusqu'aux

179mes poteaux, érigés sur des prairies, et plus loin entre les banlieues de Josephthal et de Dobieszowice et après de Piekar allemand en Silésie, et de Bobrownik en Pologne jusqu'aux

180mes poteaux, érigés sur des prairies des dits endroits, et plus loin de la même manière jusqu'aux

181mes poteaux, et encore de la même manière jusqu'aux

182mes poteaux érigés sur des prairies, près des mines de Scharlay en Silésie. De ces poteaux la ligne de démarcation après avoir suivi le Thalweg de la Brinitza jusqu'à l'étang du moulin dit Kuna appartenant à Piekar Allemand, longe la digue, qui l'entoure du côté de la Pologne, et en passant cette digue, arrive aux

183mes poteaux plantés, le Prussien sur une prai-

rie du dit moulin Kuna, et le Polonais sur un pātu-1836
rage de Bobrownik. De ce point la ligne de démar-
cation continue à suivre le Thalweg de la Brinitza jus-
qu'à l'étang de Brzozowitz, et laissant celui-ci comme
le précédent en Silésie, elle longe la digue de cet étang,
et arrive aux

184mes poteaux, érigés sur les deux rives de la
Brinitza, sur des pâturages des dites communes limitro-
phes. De ce point le Thalweg de la dite rivière con-
tinue à former la frontière jusqu'à ce quelle atteint une
prairie située sur sa rive droite, et appartenante à Bo-
brownnik en Pologne. Ici la ligne de démarcation, en
quittant la Brinitza suit la limite entre Kamien en Si-
lésie et Bobrownik en Pologne et arrive aux

185mes poteaux érigés sur des prairies des dites
communes. En partant de là, la ligne de démarcation
suit les bornes de la dite prairie, jusqu'à ce quelle re-
joint le Thalweg de la Brinitza; d'ici elle le suit jus-
qu'à l'étang du moulin de Kamien, le partage en deux
parties égales, et arrive aux

186mes poteaux, érigés sur des prairies des sus
nommés endroits limitrophes. En partant de là, la
ligne de démarcation suit le Thalweg de la Brinitza
entre les mêmes communes jusqu'aux

187mes poteaux, érigés près du hameau Gozdzik
situé en Pologne, sur des prairies appartenantes aux
mêmes endroits, et après de la même manière jusqu'aux

188mes poteaux, érigés près du moulin de Gozdzik
et en continuant à suivre le Thalweg de la Brinitza, la
ligne de démarcation arrive à l'étang du moulin d'Opara
en Silésie, passe cet étang par l'écluse et suit le bras
tournant vers la Pologne jusqu'aux

189mes poteaux érigés avant la jonction de ce bras
avec celui qui fait tourner les roues du moulin, le
Prussien sur un pâturage appartenant au dit moulin, et
le Polonais sur un pâturage de Zychcice en Pologne. De
ces poteaux la ligne de démarcation descend la Brinitza
et son lit par-ci par-là desséché entre les banlieues de
Kamien, après de Gross-Dombrowka en Silésie, et de
Zychcice en Pologne jusqu'aux

190mes poteaux, érigés sur des pâturages des sus
dites communes. Depuis ces derniers poteaux la fron-
tière suit le cours de la rivière entre les communes de
Gross-Dombrowka et de Woykowice Komorne, après

1836 par l'étang du moulin de Gross-Dombrowka, et le quitte en passant par l'écluse aux

191mes poteaux érigés sur la digue de l'étang sus-mentionné. A partir de cet endroit la ligne de démarcation continue de nouveau à descendre la Brinitza et nommément le bras découlant par l'écluse, en séparant les communes sus-mentionnées, après celle de Przelayka en Silésie jusqu'aux

192mes poteaux, érigés sur l'une et l'autre rive, le Prussien sur une prairie de Przelayka, le Polonais sur un pâturage de Woykowice. Depuis ce point la frontière suit encore le cours d'eau de la Brinitza en continuant à séparer les mêmes communes jusqu'au point où sont placés les

193mes poteaux sur des prairies des mêmes endroits. De là la rivière continuant à couler entre les mêmes banlieues, après celle de Czeladz en Pologne, marque la frontière, laquelle passant par l'étang du moulin de Przelayka et par son écluse arrive aux

194mes poteaux érigés sur la digue du dit étang. De ces poteaux la ligne de démarcation suit le bras de la Brinitza, venant de l'écluse entre les dites communes, et après celle de Baingow en Silésie jusqu'à ce qu'elle atteigne un pré nommé Przetak situé sur la rive droite de la rivière. C'est en cet endroit, qu'on a planté les

195mes poteaux, le Prussien sur une prairie de Baingow, le Polonais sur le dit pré Przetak. A partir de ce point la ligne de démarcation abandonne la rivière et suit la limite du dit pré appartenant à Czeladz, entre la banlieue de cette ville et celle de Baingow, et après avoir passé un ravin appelé Krzywydol elle atteint les

196mes poteaux érigés sur des terrains des dites communes. Depuis ces derniers poteaux, la frontière des deux Etats longeant une ligne de bornes de terre qui séparent les terrains labourés de Schimanowitz en Silésie et de Czeladz en Pologne arrive aux

197mes poteaux érigés sur les dites terres à côté d'un chemin conduisant au dit Schimanowitz. D'ici la frontière continue à passer entre les mêmes banlieues jusqu'aux

198mes poteaux érigés sur un chemin conduisant de Schimanowitz à Klein-Dombrowka. Depuis cet endroit la ligne de démarcation suit encore ladite ligne de

bornes de terre, tournant près d'un petit bois vers 1836 Klein-Dombrowka jusqu'aux

199mes poteaux érigés sur des terrains de Schimanowitz et de Czeladz. D'ici elle continue à passer entre les mêmes banlieues jusqu'aux

200mes poteaux, dont le Prussien est placé sur une prairie de Schimanowitz, et le Polonais sur un champ appartenant à Czeladz; et après de la même manière en cotoyant l'ancien étang Jezioro Sedziszowskie jusqu'aux

201mes poteaux érigés aux deux côtés d'un chemin, le Prussien sur un pâturage de Schimanowitz, le Polonais sur un champ appartenant à la ferme Poswietne de la cure de Czeladz. A partir de cet endroit la ligne de démarcation sépare les banlieues de Klein-Dombrowka (Silésie) et de Czeladz (Pologne) jusqu'à ce qu'elle rejoigne la Brinitza. Ici les

202mes poteaux sont érigés sur la rive droite de la dite rivière, sur des prairies appartenantes aux endroits sus-mentionnés. D'ici la frontière suit de nouveau le Thalweg de la Brinitza entre les banlieues de Klein-Dombrowka et de Milowice, et après avoir passé par l'étang de ce dernier endroit, arrive aux

203mes poteaux érigés sur des pâturages des dits endroits. De ces derniers poteaux la frontière continuant à suivre le Thalweg de la rivière sus-nommée entre les mêmes banlieues, arrive aux

204mes poteaux érigés aux deux bords de la Brinitza sur des prairies des dites communes; et plus loin de la même manière jusqu'aux

205mes poteaux érigés près du moulin de Klein-Dombrowka, le Prussien sur une prairie de Klein-Dombrowka, le Polonais sur un pâturage de Milowice. A partir de ces poteaux la ligne de démarcation continuant à suivre le cours de la Brinitza, séparant les mêmes communes, et après celle de Rozdzien en Silésie, arrive aux environs d'un hameau appelé Wydzierou. C'est ici qu'on a placé les

206mes poteaux, le Prussien sur une prairie du dit Rozdzien, le Polonais sur un pâturage de Milowice. De là la frontière continuant à passer de la même manière entre les dites communes, après de Sosnowice en Pologne arrive aux

207mes poteaux érigés sur les deux rives de la

1836 Brinitza sur des prairies des dits endroits. Depuis ces poteaux la frontière toujours suivant le Thalweg séparant d'abord les mêmes communes, après celles de Sohopinitz en Silésie et de Pogonia en Pologne, arrive aux 208mes poteaux, et plus loin de la même manière aux 209mes poteaux érigés peu loin de Szabelnia en Silésie sur des pâturages des mêmes endroits. A partir de ce point, la frontière des deux Etats, continuant à suivre le Thalweg de la Brinitza, sépare les banlieues de Mislowitz (Silésie) et de Pogonia (Pologne) et arrive au point où cette rivière entre dans la Przemza noire. C'est ici qu'on a planté les

210mes poteaux sur les deux rives de la Brinitza sur des prairies des dits endroits. Depuis ce point la ligne de démarcation suit la rivière Przemza noire, nom que portent les rivières jointes Brinitza et Przemza, passant entre les mêmes banlieues, et après celle de Sielce en Pologne jusqu'aux

211mes poteaux érigés sur l'une et l'autre rive sur des pâturages des endroits sus-mentionnés. De là la frontière continue à suivre le Thalweg de la rivière entre les mêmes communes jusqu'aux

212mes poteaux érigés près du Chateau de Mislowitz, le Prussien sur un pâturage de Mislowitz, le Polonais sur une prairie de Sielce. Depuis ces poteaux la frontière en passant avec le Thalweg de la Przemza noire entre la ville même de Mislowitz et les prairies de Sielce arrive au pont conduisant du dit Mislowitz à Modrzejow en Pologne. C'est ici que les

213mes poteaux ont été plantés, le Prussien au dessous du pont sur la rive droite de la Przemza près d'une maison de Mislowitz, le Polonais au dessus du même pont sur la rive gauche de la rivière sur une prairie de Sielce. De là, la ligne de démarcation continue à descendre le Thalweg de la dite Przemza jusqu'aux

214mes poteaux érigés sur des prairies, le Prussien sur la rive droite, le Polonais sur la rive gauche de la rivière. De ce point la frontière continue encore à suivre le courant de la rivière, séparant d'abord les communes de Mislowitz, après de Slupna en Silésie, et de Sielce, après de Zagorze en Pologne, jusqu'à l'embouchure du canal de l'usine de Nifka et de la Przemza blanche dans la Przemza noire. Ici elle aboutit

au point de contact du Royaume de Pologne avec le 1836 territoire de la ville libre de Cracovie. C'est en cet endroit qu'on a planté les

215mes et derniers poteaux, le Prussien sur la rive droite de la Przemza noire sur une pente d'un champ de Slupna, à côté du poteau Nro 1 marquant la frontière des Etats prussiens envers le territoire de la ville libre de Cracovie, le poteau Polonais sur une prairie de Niwka au coin formé par la jonction de la Przemza blanche et de la Przemza noire à côté du poteau Nro 189 marquant la frontière du Royaume de Pologne, envers la dite ville libre, tous les deux vis-à-vis du poteau angulaire de la Republique de Cracovie. Ici finit la ligne de démarcation de la frontière entre les Etats prussiens et le Royaume de Pologne depuis les confins du Grand-Duché de Posen jusqu'à ceux de la Republique de Cracovie réglée en vertu du traité définitif du ^{4 Mars}_{20 Février} 1835, par les Commissaires démarcateurs nommés ad hoc de la part des deux Gouvernements contractants. En foi de quoi les plenipotentiaires respectifs ont signé cet acte de délimitation et y ont ajouté leur cachets.

Fait à Tarnowitz le 13¹/₂ Décembre 1836.

signé: NEIGEBEUR.

FALTZ.

21.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes confédérées des Sac et Fox.

Signé le 28 Septembre 1836.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Published by authority Washington, 1838. Appendix p. 3.).

Articles of a Treaty made and entered into at the treaty ground on the right bank of the Mississippi River in the county of Dubuque and Territory of Wisconsin opposite Rock Island, on the 28 day of September 1836, between Henry Dodge, Commissioner on the part of the United States of

1836 *the one part, and the confederated tribes of Sac and Fox Indians, represented in general council by the undersigned chiefs, headmen and warriors of the said tribes, of the other part.*

Whereas by the second article of the Treaty made between the United States and the confederate tribes of the Sac and Fox Indians on the 21 day of September 1832, a reservation of 400 sections of land was made to the Sac and Fox Indians to be laid off under the directions of the President of the United States in conformity to the provisions of said article, and the same having been so subsequently laid out accordingly, and the confederated tribes of Sacs and Foxes being desirous of obtaining additional means of support, and to pay their just creditors, have entered into this Treaty, and make the following cession of land.

Art. 1. The confederated Tribes of Sacs and Foxes for the purposes above expressed, and for and in consideration of the stipulations and agreements herein after expressed, do hereby cede to the United States forever, the said reservation of 400 sections of land, as designated in the second article of the Treaty made between the United States and the confederated Tribes of Sacs and Foxes as the same has been surveyed and laid off by order of the President of the United States.

Art. 2. In consideration of the cession contained in the preceding article, the United States hereby agree as follows, to wit: To pay to the confederated Tribes of Sac and Fox Indians in the month of June 1837 the sum of 30,000 Dollars and for ten successive years thereafter the sum of 10,000 Dollars each year in specie to be paid at the treaty ground opposite Rock Island;

to pay to the widow and children of Felix St. Vrain deceased former Indian Agent who was killed by the Indians, the sum of 1000 Dollars; to pay to the following named persons the sums set opposite to their names respectively, being the one half of the amount agreed to be due and owing by the confederated Tribes of Sacs and Foxes to their creditors, provided said creditors will wait for the other half until the same can be paid out of their annuities, for which purpose the Sacs and Foxes will set apart the sum of 5000 Dollars each year, beginning in 1838, out of their annuities to be paid upon said debts in the pro-

per proportion until the whole amount is discharged; 1836 to wit: to John Campbell 10,000 Dollars, to Jeremiah Smith 650, to Stephan Dubois 305 Dollars and 20 Cents, to Nathaniel Knapp 100 Dollars, to Wharton R. Mc. Phearson 250 Dollars, to S. S. Phelps et Comp. 4000 Doll., to Jesse W. Shull 500 D. etc.

Art. 3. The United States agree to deliver to the confederated Tribes of the Sacs and Foxes 200 horses as near that number as can be procured with the sum of 9351 Dollars, to be delivered at the payment of the annuities in June 1837.

Art. 4. At the special request of the Sac and Fox Indians aforesaid, the United States agree to make the following provisions for the benefit and support of seven half-breeds of the Sac and Fox nation, to wit: (Suivent les noms).

Art. 5. At the special request of the said confederated Tribes of Sac and Fox Indians it is further agreed by the United States, to pay to Joseph M. Street their agent 200 Dollars for the use and benefit of Thompson Connoly and James Connoly, children of their friend John Connoly deceased.

Art. 6. The said confederated Tribes of Sac and Fox Indians hereby stipulate and agree to remove from off the lands herein in the first article of this Treaty ceded to the United States by the first day of November next ensuing the date hereof, and in order to prevent any future misunderstanding, it is expressly agreed and understood that no band or party of the said confederated Sac and Fox Indians shall plant, fish or hunt on any portion of the country herein ceded after the period just mentioned.

Art. 7. This Treaty shall be obligatory on the contracting parties after it shall be ratified by the President of the United States.

Done at the treaty ground on the right bank of the Mississippi in Dubuque County Wisconsin Territory opposite Rock Island this 28 September 1836.

A. DODGE (seal).

Signatures des Chefs des Indiens, et des témoins.

Proclamation du Président des Etats-unis.

Martin van Buren etc. Whereas a Treaty between the United States of America and the confederated Tribes of

1836 Sac and Fox Indians was made and concluded on the 28 September 1836;

And whereas the said Treaty having been submitted to the Senate of the United States for their advice and consent in respect to its ratification the said Senate did, on the 25 day of February 1837 advise and consent to the ratification thereof with certain amendments;

And whereas Andrew Jackson, then President of the United States, did on the 27 day of February 1837, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution aforesaid, accept, ratify and confirm the said Treaty with the amendments thereto set forth in the said resolution;

And whereas the said Indians having subsequently refused their assent to one of the said amendments, the Senate of the United States, the said Treaty having been again submitted to their consideration, did on the 13 day of October 1837 resolve the follows, viz:

„Whereas in the second article of the Treaty made with the confederated Tribe of Sac and Fox Indians, dated the 28 September 1836, provision is made for the payment of sundry debts said to be due from said Indians to the several individuals, whose names are mentioned in said article and whereas the said Treaty was submitted by the President of the United States to the Senate for advice, as to its ratification; and whereas the Senate advised the ratification of said Treaty with sundry amendments, and among them recommended, that the provision before mentioned for the payment of said debts to the individuals named should be stricken out, and in lieu thereof a provision inserted by which the sum of 48,458 Dollars 87½ Cents should be applied to the payment of such debts as should be found to be due by the Superintendent of said Indians; and whereas the said Indians have refused to give their assent to said amendments — therefore it is now resolved, two thirds of the Senators present concurring, that the Senate do advise and consent to the ratification of said Treaty, without the amendment before mentioned, and that so far as it relates to said debts the Treaty be construed and executed in the manner set forth therein, when it was executed by the contracting parties.”

Now I, Martin van Buren, President of the United States of America, do in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their said resolution of the 25 day of February 1837., accept, ratify and confirm the said Treaty, with the following amendments and no other, viz:

„After the word: „Island” in the second article, insert the following words: „Or such other place as may be designated by the President of the United States.”

„The Jowey Indians having set up a claim to a part of the lands ceded by this Treaty, it is therefore hereby provided, that the President of the United States shall cause the validity and extent of said claim to be ascertained, and upon a relinquishment of said claim to the United States, he shall cause the reasonable and fair value thereof to be paid to said Joway Indians, and the same amount to be deducted from the sum stipulated to be paid to the Sacs and Foxes.”

In testimony thereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, the 13 December 1837 and in the 62 year of the independence of the United States.

(L. S.)

by the President:

M. VAN BUREN.

JOHN FORSYTH,

Secretary of State.

22.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewa. Signé à Detroit dans l'Etat de Michigan le 14 Janvier 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838.

Append. p. 45.).

Articles of a Treaty made and concluded at Detroit, in the State of Michigan on the 14 day

1837 of January 1837, between the United States of America by their Commissioners, Henry R. Schoolcraft and the Saganow tribe of the Chippewa nation, by their Chiefs and delegates, assembled in council.

Art. 1. The said tribe cede to the United States the following tracts of land, lying within the boundaries of Michigan; namely: One tract of 8000 acres on the river Au Sable; one tract of 2000 acres on the Misho-wusk or Rifle river; one tract of 6000 acres on the north side of the river Karokawling; one tract of 5760 acres upon Flint river, including the site of Reaums village and a place called Kishkawbawee; one tract of 8000 acres on the head of the Cass (formerly Huron) river, at the village of Otusson; one Island in the Saganaw-bay estimated at 1000 acres, being the Island called Shaing-waukokaug, on which Mukokoosh formerly lived; one tract of 2000 acres at Nababish on the Saganow river; one tract of 1000 acres on the east side of the Saganow river; one tract of 650 acres at Great-Bend on Cass river; one tract of 2000 acres at the mouth of Point Augrais river; one tract of 1000 acres on the Cass river at Menoquet's village; one tract of 10,000 acres on the Shiawassee river at Ketchewaundaugumink or Big Lick; one tract of 6000 acres at the Little Forks on the Tetabwasing river; one tract of 50,000 acres on the west side of the Saganow river — the whole containing one hundred and two thousand, four hundred acres, be the same, more or less,

Art. 2. The said Indians shall have the right of living upon the tracts at the river Augrais and Mushowusk or on the west side of Saganow bay, Rifle rivers, for the term of five years during which time no white man, shall be allowed to settle on said tracts under a penalty of 500 Dollars, to be recovered at the suit of the informer, one half to the benefit of said informer, the other half to the benefit of the Indians.

Art. 3. The United States agree to pay to the said Indians, in consideration of the lands above ceded, the net proceeds of the sales thereof, after deducting the expense of survey and sale, together with the incidental expenses of the Treaty. The lands shall be surveyed in the usual manner, and offered for sale,

as other public lands, at the land offices of the proper districts, as soon as practicable after the ratification of this Treaty. A special account of the sales shall be kept at the Treasury, indicating the receipts from this source, and after deducting therefrom the sums hereinafter set apart for specified objects, together with all other sums, justly chargeable to the found, the balance shall be invested, under the direction of the President, in some public stock, and the interest thereof shall be annually paid to the said tribe, in the same manner and with the same precautions, that annuities are paid. Provided, that, if the said Indians shall, at the expiration of 20 years or at any time thereafter, require the said stock to be sold and the proceeds thereof distributed, among the whole tribe, or applied to the advancement of agriculture, education or any other useful object the same may be done, with the consent of the President and Senate.

Art. 4. The said Indians hereby set apart, out of the found, created by the sale of these lands, the following sums, namely:

- for the purchase of goods and provisions, to be delivered to them as soon as practicable after the ratification of this Treaty, 40,000 Dollars;

- for distribution among the heads of families, to be paid to them, as an annuity in 1837, 10000 Dollars;

- for a special payment to each of the principal chiefs, agreeably to a shedule annexed, 5000 Dollars;

- for the support of shools among their children 10,000 Dollars;

- for the payment of their just debts, accruing since the Treaty of Ghent and before the signing of the Treaty, 50,000 Dollars;

- for compensating American citizens, upon whose property this tribe committed depredations after the surrender of Detroit in 1812, 10,000 Dollars;

- for meeting the payment of claims which have been considered and allowed by the Chiefs and delegates in council, as per shedule B annexed hereunto, 12,253 Dollars, 75 Cents;

- for Vaccine matter and the services of a physician, 100 Dollars per annum for five years;

- for the purchase of tobacco to be delivered to them, 200 Dollars per annum for five years.

1837 The whole of these sums shall be expended under the direction of the President, and the following principles shall govern the application. The goods and provisions shall be purchased by an Agent or Officer of the Government, on contract, and delivered to them, at their expense as early as practicable, after the ratification of the Treaty: The annuity of 10,000 Dollars shall be divided among the heads of families, agreeably to a census, to be taken for the purpose. The school fund shall be put at interest, by investment in stocks, and the interest applied annually to the object, commencing 1840, but the principal shall constitute a permanent fund for 20 years, nor shall the stock be sold, nor the proceeds diverted, at that period, without the consent of the President and Senate. The moneys set apart for the liquidation of their debts and for depredations, committed by them, shall be paid, under such precautions for ascertaining the justice of the indebtedness or claim, as the President may direct, but no payment shall be made, under either head, which is not supported by satisfactory proof, and sanctioned by the Indians; and if any balance of either sum remains, it shall be immediately divided by the disbursing officer among the Indians. The other items of expenditure, mentioned in this article, shall be disbursed under the usual regulations of the Indian Department, for insuring faithfulness and accountability in the application of the money.

Art. 5. The United States will advance the amount set apart in the preceding article for the purchase of goods and provisions, and the payment of debts and depredations by the Indians, also the several sums stipulated to be paid to the Chiefs, and distributed to the Indians as an annuity in 1837, and the amount set apart for claims allowed by the Indians; together with the expense of this negotiation.

Art. 6. The said Tribe agrees to remove from the State of Michigan, as soon as a proper location can be obtained. For this purpose a deputation shall be sent to view the country, occupied by their kindred tribes, west of the most westerly point of Lake Superior, and if an arrangement for their future and permanent residence can be made in that quarter which shall be satisfactory to them and to the Government, they shall

be permitted to form a reunion with such tribes, and 1837
remove thereto. If such arrangement cannot be effected,
the United States will afford its influence in obtaining
a location for them at such place, west of the Missis-
sippi and southwest of the Missouri, as the legislation
of Congress may indicate. The agency of the explora-
tion, purchase and removal will be performed by the
United States, but the expenses attending the same,
shall be chargeable to said Indians at the Treasury, to
be refunded out of the proceeds of their lands, at such
time, and in such manner as the Secretary of the Treas-
ury shall deem proper.

Art. 7. It is agreed that the smith's shop shall
be continued among the Saganaws together with the
aid in agriculture, farming utensils and cattle, secured to
them under the Treaty of September 24th 1819, as
fixed in amount by the Act of Congress of May 15th
1820. But the President is authorized to direct the
discontinuance of the stated farmers should he deem
proper, and the employment of a supervisor or over-
seer to be paid out of this fund, who shall procure
the services and make the purchases required, under
such instructions as may be issued by the proper de-
partment. And the services shall be rendered, and the
shop kept, at such place or places, as may be most
beneficial to the Indians. It shall be competent for the
Government at the request of the Indians, seasonably
made, to furnish them agricultur products, or horses
and saddlery, in lieu of said services, whenever the
fund will justify it. Provided, that the whole annual
expense, including the pay of the supervisor, shall not
exceed the sum of 2000 Dollars, fixed by the act here-
in above referred to.

Art. 8. The United States agree to pay to the
said Tribe, as one of the parties of the Treaty con-
cluded at Detroit on the 17 November 1807 the sum
of 1000 Dollars, to quiet their claim to two reserva-
tions of land, of two sections each, lying in Oakland
county, in the State of Michigan, which were ceded
to the Government by the Pottowatomies of St. Joseph's,
on the 19 of September 1827. This sum will be paid
to the chiefs, who are designated in the schedule re-
ferred to, in the 4 Article, at the same time and place,
that the annuities for the present year are paid to the

1837 Tribe. And the said Tribe hereby relinquish and acknowledge full satisfaction for any claim they now have or have ever possessed to the reservations aforesaid.

Art. 9. Nothing in this Treaty shall be construed to affect the payment of any annuity, due to the said Tribe, by any prior Treaty; but the same shall be paid as heretofore.

Art. 10. Should not the lands herein ceded be sold, and the avails thereof vested for said Tribe, as provided in the 3th article, before 13 September of the present year, so that the annual interest of such investment may be relied on, to constitute an annuity for said Tribe in 1838, the United States will, during the said year 1838, advance the same amount, which is provided for that object in the 4 Article of this Treaty, which sum shall be refunded to the Treasury, by said Tribe with interest, out of any fund standing to their credit, at the discretion of the Secretary of the Treasury.

Art. 11. The usual expenses attending the formation of this Treaty, will be paid by the United States, provided that the Government may, in the discretion of the President, direct the one moiety thereof, to be charged to the Indian fund created by the 3th Article of this Treaty.

In testimony whereof, the said Henry R. Schoolcraft, Commissioner on the part of the United States and the Chiefs and delegates of the said Tribe, have hereunto set their hands and affixed their marks, at the city of Detroit in Michigan, the day and year above written.

HENRY R. SCHOOLCRAFT, *Comm.*

FRANCIS WILLET SHEARMAN, *Secretary.*

Signatures des Indiens et des témoins.

23.

Notes échangées à Rome entre le St. Siège et le Gouvernement Prussien, concernant l'affaire de l'Archevêque de Cologne.

I.

Note officielle de l'Envoyé Prussien adressée à Son Emin. le Cardinal Secrétaire-d'Etat de la cour de Rome. En date de Rome, le 15 Janvier 1837.

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse près le St. Siège a reçu le 9 du courant par un courier expédié de Berlin le 12 Décembre, et retenu dix jours par la quarantaine à Mantoue les documens et dépêches relatives à la note de Son Eminence Revme Monseigneur le Cardinal Lambruschini Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté du 15 Mars de l'année passée et à la correspondance qui en fut la suite. Il ne perd pas un moment pour commencer les communications, qu'en conséquence il devra faire à son Eminence par la transmission des lettres que les évêques de la province de Cologne ont adressées à Sa Sainteté. Ces lettres ont le double but de la remercier du Bref de Pie VIII et de l'instruction qui l'accompagnait, et de lui rendre compte de l'exécution de ces dispositions pontificales comme de l'effet qu'elle a produit dans leurs diocèses respectifs. Ainsi ces documens constatent les faits les plus importants sur lesquels le St. Siège avait désiré d'être informé par l'organe vénérable des évêques.

Ce fut dans ce but que le gouvernement de Sa Majesté, sur la réception des dépêches expédiées d'ici le 17. Mai de l'année passée fit sans délai part aux évêques du contenu de la note du 15 Mars autant qu'elle les regarde. Le délai apparent arrivé depuis s'explique

1837 par les circonstances mentionnées dans les lettres mêmes des évêques. L'Archevêque de Cologne, qui devait prendre l'initiative dans le rapport à adresser au St. Siège, étant mort avant d'avoir pu le rédiger, il avait paru plus naturel aux autres évêques d'attendre l'époque peu éloignée de l'envoi de leurs rapports diocésains. Pressés par le gouvernement de répondre à la demande de Sa Sainteté ce fut l'évêque de Trèves qui voulut se charger comme doyen de l'exposé détaillé de ce qui était commun à tous les trois: la maladie mortelle qui l'emporta après de longues souffrances ne lui ayant laissé des forces que pour un rapport court et succinct, les deux évêques de Munster et de Paderborn se partagèrent dans cette charge pour mettre devant les yeux de Sa Sainteté et la conduite que tous d'un commun accord ont cru devoir tenir dans l'exécution des dispositions de Pie VIII et les effets qui en sont résultés pour le diocèse que chacun d'eux administre. C'est ainsi que les lettres des évêques, malgré les soins qu'employa le gouvernement pour en accélérer l'envoi, ne purent arriver à Berlin avant la fin du mois d'Octobre. Les deux ministres d'Etat que cette affaire regarde, préparèrent alors sur ces documens les instructions qui devaient être expédiées à la mission du Roi et le rapport définitif au cabinet du Roi qui ne leur en revint qu'au commencement de Décembre.

En remettant donc ces quatre lettres adressées au Souverain Pontife à Son Eminence Revme le Soussigné a l'honneur d'y joindre une lettre de Monseigneur l'évêque de Paderborn qui est adressée à Elle.

Les lettres des trois évêques de Trèves, de Munster, et de Paderborn sont unanimes pour tous les faits qu'il s'agissait de constater et d'éclaircir. Le nouvel archevêque de Cologne ayant trouvé l'exécution des dispositions pontificales établie dans son diocèse, n'a pu naturellement entrer dans ces faits; mais il a cru devoir joindre sa voix vénérable et le poids de son témoignage non suspect au rapport de ses confrères, en exprimant à Sa Sainteté sa conviction intime et consciencieuse, qu'il a cru devoir suivre la route qu'il avait trouvée tracée, et que loin de croire la discipline et le bien être de l'Eglise menacées par l'état des choses qui est résulté de cette exécution, il la verrait au contraire com-

promise par toute autre conduite et par toute autre 1837 disposition.

Ces faits et ces déclarations sont d'une très haute importance, et même d'une gravité qu'on ne saurait méconnaître. Les quatre prélats qui ont adressé ces documens au St. Siège gouvernent les diocèses les plus grands et les plus considérables de l'ancien empire allemand: la province ecclésiastique qui les unit et qui compte à peu près trois millions d'habitans catholiques, forme la seule partie compacte de l'église catholique en Allemagne, l'Autriche exceptée. Sa conduite a toujours décidé plus ou moins la conduite et la tenue du clergé catholique de l'Allemagne et les destinées de son église. A cette position haute et imposante répond parfaitement la dignité et l'influence personnelle des prélats. Sans faire tort à personne on peut dire qu'il n'y a pas dans cette nation de quarante millions une autre province ecclésiastique ayant des pasteurs dont la voix fût plus respectée par leur clergé, par le peuple, par le public entier.

Quant aux trois évêques ayant administré leurs vastes diocèses après une époque de profond avilissement et d'incroyable décadence de l'état clérical et des études qui y conduisent, le clergé soumis à leurs ordres a été élevé tout entier, à peu d'exceptions près, par eux et sous leurs auspices personnels. Ils sont donc vénérés par l'immense majorité de leur clergé plutôt comme des pères que comme des pasteurs, soit qu'ils aient pu, comme l'évêque de Munster, les former directement par leur doctrine, soit qu'ils leur soient chers par leur piété pratique et surtout par leur charité généreuse, comme les évêques de Trèves et de Paderborn, qui ont consacré constamment la plus grande partie de leur revenu épiscopal, le dernier aussi de sa fortune particulière, pour soutenir des étudiants ecclésiastiques distingués, dépourvus des biens de la fortune, et soulager des curés pauvres. Quant à l'archevêque actuel de Cologne, s'il n'a pas gouverné son diocèse depuis tant d'années, c'est la réputation la mieux méritée de son administration de Munster dans les temps les plus difficiles, et plus tard de l'assistance prêtée à son frère comme suffragant qui l'a précédé et conduit au Siège métropolitain entouré du respect général.

Or ce sont de tels prélats, qui présentent à Sa

1837 Sainteté le rapport qu'Elle avait désiré: rapport rédigé évidemment dans le sentiment profond de la haute importance du document qui pourrait devenir historique et de la gravité des circonstances qui l'ont provoqué.

Ce caractère sacré des documens, des personnages dont ils émanent, et de Celui auquel ils sont adressés, permet au Soussigné encore moins, que ne le ferait la dignité d'une note officielle, de souiller celle-ci par la réfutation d'une calomnie aussi noire que ridicule, qui a paru dernièrement dans un journal méprisé par l'immense majorité du clergé et du peuple catholique en Allemagne qu'il a attaqué avec des assertions injurieuses. Il paraît au Soussigné que l'église catholique romaine aurait cessé d'exister en Allemagne, si des documens, signés par les évêques et par de tels évêques, adressés à un Souverain Pontife qui veille avec tant de zèle et de soins sur les destinées de son église et qui en peu de semaines peut avoir des renseignemens directs de ces contrées, remis enfin avec toute la solennité sacrée d'une note officielle, pouvaient contenir un mot, une syllabe qui ne découlat de l'ame et de la conscience de ces prélats et qu'ils ne seraient prêts de maintenir à toute épreuve.

Le Soussigné ne saurait donc pas croire que Sa Sainteté ne voudra voir dans le contenu et dans l'accord parfait de ces rapports qu'un sujet de consolation et de réjouissance. Car c'est bien Sa Sainteté personnellement qu'on peut dire deux fois l'auteur de cette oeuvre et de paix et de conscience, à laquelle étaient destinées les dispositions émanées du Pontificat de Pie VIII: oeuvre, qui selon le témoignage solennel des quatre évêques a déjà porté des fruits si importans, Elle voudra daigner voir que les trois évêques de Munster, de Trèves, et de Paderborn ont pleinement confirmé tout ce que le Soussigné eut l'honneur de dire préalablement dans sa note confidentielle du 15 Avril pour repousser avec énergie des imputations, pas plus injurieuses à un prélat défunt qu'à ceux qui devaient en avoir été les dupes. Si l'archevêque de Cologne n'a pu parler de cette partie historique, c'est une circonstance d'autant plus remarquable qu'il a jugé de son devoir d'exprimer à cette occasion son adhésion complete au *status quo* qu'il a trouvé établi et dans lequel il ne voit rien qui s'oppose au maintien de la discipline de l'église.

Fort de ces faits et de ces considérations, Sa Majesté 1837 a expressément ordonné au Soussigné de faire une déclaration aussi simple que précise. Sa Majesté ayant appris par les communications que les évêques Lui ont fait du contenu de leurs lettres; que ceux-ci sont unanimes dans leurs déclarations comme dans leur conduite, et qu'ils croient de plus devoir craindre de graves désunions, qui pourraient produire des convulsions générales dans la Monarchie, dans l'Allemagne, dans l'Europe entière, est résolue de considérer les dispositions de Pie VIII et le *status quo* formé par leur exécution de la part des évêques comme des mesures définitives. En renonçant donc de Son côté entièrement à des modifications adoucissantes, qu'avec la majorité de ses sujets Elle n'a pas cessé de croire et désirables et possibles, Sa Majesté, en attendant avec confiance autant de la part de Sa Sainteté, ordonne au Soussigné de déclarer positivement, formellement et irrévocablement, que responsable à Dieu seul de la tranquillité de Sa monarchie et du maintien des droits existants; Elle ne pourrait jamais consentir à ce que l'affaire des mariages mixtes puisse former le sujet de nouvelles discussions entre Son gouvernement et le St. Siège.

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté en remplissant cet ordre précis du Roi, son auguste maître, profite de cette occasion pour renouveler à Son Eminence Revme Monseigneur le Cardinal Lambruschini Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté l'hommage respectueux de sa plus haute considération.

BUNSEN.

II.

Note officielle du Cardinal Secrétaire d'état du Pape adressée à l'Envoyé Prussien près le St. Siège. En date de Rome, le 3 Février 1837.

Congiunte alla Nota di V. E. in data del 15. Gennaio ha ricevuto il Cardinal Segretario di Stato le lettere dirette a Sua Santità da Monsignor Arcivescovo di Colonia, e dai Vescovi di Treviri ora defunto, di Munster, e di Paderbona, oltre quella dall' ultimo a lui stesso indirizzata. Il S. Padre, cui le prime sono state senza indugio rassegnate, si è degnato accoglierle con interesse corrispondente alla gravezza dell' argo-

1837 mento al quale si riferiscono, ed ai riguardi meritati dalle persone che le hanno inviate. E ben viva sarebbe stata altresì la consolazione che il paterno Suo cuore ne avrebbe provato, se per altra parte avesse potuto deporre ogni angustia riguardo a quei medesimi oggetti, sui quali il Governo di S. M. il Rè di Prussia ha provocato le dichiarazioni degli anzidetti Prelati nella vista di escludere i fatti, e di dileguare i motivi di querele esposti nella Nota, che il Cardinal, sottoscritto in adempimento dei Pontificii comandi inoltrò all' E. V. sotto il giorno 15. Marzo dello scorso anno. Ma come Sua Santità dee pur troppo dolersi della sussistenza di quei motivi; così il tenore delle indicate lettere non ha potuto produrre nel Suo animo la felice impressione che l'Eccellenza Vostra avea presagito.

Nella Nota del 15. Marzo il Cardinal Segretario di Stato fra le altre cose rappresentò il giusto rammarico del S. Padre nell'aver saputo in modo da non lasciare ragionevolmente luogo a dubbio, essersi conosciuta nelle Provincie Occidentali della Monarchia Prussiana l'esistenza di una segreta comunicazione, che dicevasi diretta da Monsig. Spiegel già Arcivescovo di Colonia alcuni mesi prima della sua morte ai Vescovi delle Provincie Renane intorno alla pratica esecuzione del Breve di Pio VIII di sa. me. in data del 25. Marzo 1830 e della relativa istruzione del 27. dello stesso mese sottoscritta dal defunto Card. Albani, allora Segretario di Stato, riguardanti ambedue l'importante oggetto della celebrazione de' Matrimonii misti. In pari tempo manifestò che la surriferita comunicazione travisando il senso, alterando la sostanza, e distruggendo le massime del Breve di Pio VIII e dell'istruzione firmata dal Cardinal Albani; era dal S. Padre riguardata come pregiudizievole ai principii, agl'interessi, alla disciplina della chiesa, in guisa che non avrebbe potuto tollerarla in silenzio senza tradire i sacri doveri dell'Apostolico Suo Ministero. Or della positiva esistenza della comunicazione ossia istruzione attribuita al defunto Arcivescovo di Colonia, ed insieme del grave danno che è per risaltarne alla Religione Cattolica, Sua Santità ha un documento, il quale, derivando dalla stessa sorgente, riunisce tutti i caratteri di verità, e tutte le prerogative di quell'alta importanza, che l'Eccell. Vostra ha sviluppato nella sua Nota del 15. Genajo. Quindi

S. M. Prussiana nella coerenza dei suoi principii, nella **1837**
lealtà dei suoi sentimenti, nella rettitudine dell' eccelsa
sua mente, non potrà non accordargli tutto il favore
della reale sua considerazione. Il documento, al quale
si appella, è la lettera del Vescovo di Treviri testé de-
funto, che il Cardinal Segretario di Stato ha l'onore di
rimettere in copia a V. E., e il di cui originale è nelle
mani di Sua Santità. L' E. V. nell' attività del suo
buon senso non dovrà che leggerla per dedurne il fatto
incontestabile di una comunicazione del passato Arci-
vescovo di Colonia ai Vescovi delle Provincie Renane;
e di una susseguente istruzione ai rispettivi Vicariati
in ordine alla pratica esecuzione del Breve di Pio VIII
e della istruzione firmata dal Cardinal Albani. Basta
poi il materiale confronto degli articoli contenuti nel
foglio accluso alla lettera del defunto Monsignor De
Hommer con quelli ond'ere compasta l'istruzione che
fu riportata da più mesi in qualche pubblico Giornale;
e formò in parte il soggetto della Nota indirizzata dal
Cardinal sottoscritto all' E. V. colla data del 16. Marzo
1836; per convincersi a prima giunta della sostanziale
loro uniformità non alterata senza dubbio da qualche
differenza di espressione e di stile. In fine il senti-
mento sincero dei gravissimi danni, che sovrastano alla
disciplina ed al ben essere della chiesa cattolica dal
modo di eseguire il Breve di Pio VIII adottato colla
comunicazione fatta ai diversi Vicariati presso i con-
certi presi fra il defunto Arcivescovo di Colonia ed i
Vescovi delle Provincie Renane, è sì chiaramente scol-
pito nella lettera del cessato Vescovo di Treveri, che
il Cardinal sottoscritto può risparmiarsi il dispiacere di
spiegarlo diffusamente. Aggiungerà soltanto che se un
tal sentimento, nel complesso dei requisiti che secondo
i principii stabiliti nella Nota di V. E. lo rendono som-
mamente autorevole, potesse ricevere una forza mag-
giore, l'acquisterebbe certamente dalla circostanza di
essere stato espresso, non pure per impulso ma per
rimorso di coscienza, da un Vescovo altronde rispetta-
bilissimo sul punto di presentarsi al Tribunale dell'
eterno Giudice. Dopo tutto ciò il Cardinal Segretario di
Stato non ha bisogno di chiamare l'E. V. a riconoscere
la giustizia delle rimostranze già fatte in nome del S.
Padre sulla esistenza di una comunicazione ossia istru-
zione contraria alle sue intenzioni, aliena dallo spirito

1837 del Breve di Pio VIII e della relativa istruzione sottoscritta dal Cardinale Albani, non che pregiudizievole alle massime, alle leggi, ed al ben essere della chiesa cattolica. Adempiendo bensì gli ordini di Sua Santità prega V. E. a voler porre direttamente sotto gli occhi di S. M. Prussiana l'annesso documento. Penetrato il S. Padre dalla più estesa fiducia nella candidezza di animo; e nella imparziale equità, onde l'Augusto Monarca si distingue, non può dubitare, che se sulla base dei rapporti de' Vescovi ha fatto per mezzo di Vostra Eccellenza formalmente dichiarare di riguardare come definitive le disposizioni del Breve di Pio VIII nel senso concreto dell' esecuzione loro data dalla parte dei Vescovi medesimi; non potrà alla semplice notizia del suddetto documento non persuadersi invincibilmente che per identità di ragione, prescindendo da altri riflessi, la di cui esposizione si porrebbe qui fuori di luogo. Sua Santità è inabilitata ad aderire alla consimile richiesta dichiarazione, e nel caso di far conoscere i suoi sentimenti ai Vescovi delle Provincie Occidentali della Monarchia Prussiana non potrà che disapprovare il modo con cui hanno creduto di eseguire le disposizioni del mentovato Breve, considerandole dannoso alle massime, alla disciplina, al ben essere della Chiesa.

Eseguiti i Pontificii comandi, il Cardinal Segretario di Stato rinnova in quest'incontro all' E. V. le assicurazioni della sua distinta considerazione.

L. Card. LAMBRUSCHINI.

III.

*Note de M. Bunsen, en date de Rome, le 24
Février 1837.*

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse a eu l'honneur de recevoir la note de S. E. R. Monseigneur le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté en date du 3. du courant, en réponse à celle que le Soussigné eut l'honneur de remettre à S. Emce le 15. du mois passé, avec les lettres des quatre évêques des diocèses occidentaux de la Monarchie sur l'exécution du Bref relatif aux mariages mixtes.

Le but principal de cette note est de faire connaître à S. M. l'existence d'une lettre de feu l'évêque

de Trèves, adressée la veille de sa mort à Sa Sainteté, 1837 dans laquelle ce prélat exprime clairement ses inquiétudes sur les conséquences du système adopté pour l'exécution des dispositions pontificales, et son regret d'avoir consenti à ce système adopté et actuellement suivi par ses vénérables frères.

Ce document mérite certainement en soi-même l'attention du gouvernement royal, et le Soussigné a pris toutes les mesures afin qu'il soit mis immédiatement sous les yeux de S. M.

Le Soussigné est aussi convaincu, que S. M. prendra dans la plus sérieuse considération l'expression des sentimens contenus dans cette lettre de la part d'un évêque si respectable. Elle appréciera pleinement toute la délicatesse du procédé confidentiel et confiant, avec lequel Sa Sainteté a voulu que ce document fût communiqué à la légation royale. Enfin le Roi se pénétrera entièrement de l'effet qu'une telle déclaration d'un évêque justement respecté doit avoir produit sur l'esprit et sur la conscience de Sa Sainteté. La décision définitive de S. M. sera donc sans doute empreinte de ces considérations importantes.

Le Soussigné est cependant obligé d'observer que les considérations qui peuvent influer sur la résolution définitive du Roi quant aux mariages mixtes, devront se limiter aux circonstances que le Soussigné vient de nommer. Car les documens en question, loin de changer en aucun point la position qu'à prise à ce sujet d'abord la note du 15 Avril, et puis celle du 15 Janvier, confirment au contraire d'une manière très frappante tout ce qui a été-exposé sur la nature des informations communiquées par la note de Son Eminence du 15 Mars.

Il est de la plus haute importance pour la position relative des deux notes du 15 Mars, et du 15 Avril, et pour celle des deux gouvernemens respectifs, que cette portée du document quant à la question principale soit nettement expliquée, et dûment appréciée. C'est pour cette raison que le Soussigné se permet d'appeler l'attention bienveillante de son Emce Rme sur les faits suivans.

La note du 15 Avril, confirmée par celle du 15 Janvier a attaqué comme impossible dans la forme et fausse dans le contenu, la délation que communique

1837 la note du 15 Mars dans sa première partie. Or le Soussigné aura une tâche extrêmement facile à remplir en prouvant, que Son Emce en lui communiquant la lettre de l'évêque de Trèves avec le document y joint, a mis entre les mains du gouvernement une preuve nouvelle de la vérité absolue de ces assertions: preuve d'autant plus importante, qu'elle est contenue dans la lettre secrète d'un évêque qui y a signé l'expression de son regret sur l'exécution des dispositions pontificales.

La différence entre la délation, communiquée confidentiellement au Soussigné le 15 Mars, et la réponse du 15 Avril est double: elle existe d'abord quant à la forme et la source de l'instruction, et puis quant à son contenu. Dans l'une, et dans l'autre considération cette différence est importante.

Le Soussigné examinera d'abord la *différence formelle*. La note du 15 Mars accusait l'archevêque défunt de Cologne d'avoir adressé, et les évêques d'avoir reçu de sa part une „instruction secrète” sur l'exécution du Bref pontifical. La note de Son Emce donne à entendre que cette instruction eut été substituée à celle du Cardinal Albani, laquelle pour ce motif n'aurait pas été publiée, après avoir été „déclarée nulle” par les évêques.

De son côté la note du 15 Avril protesta énergiquement contre une telle imputation comme injurieuse au caractère des évêques: elle assura de plus que le gouvernement avait la certitude de ce que les évêques avaient tous reçu l'instruction du Cardinal Albani avec le Bref qu'elle accompagnait: enfin sans entrer dans ce qu'il appartenait aux évêques de faire connaître à Sa Sainteté, et sans rien préjuger aux rapports que ceux-ci s'étaient proposé d'en rendre au St. Siège, il expliqua par les antécédans, et par les arrangemens confidentiels de la négociation même les motifs qui devaient décider les évêques à ne pas publier ce document destiné à leur usage personnel.

Toutes ces assertions ont été en effet pleinement confirmées et illustrées par les lettres des évêques, dont une est celle de l'évêque de Trèves. La lettre *secrète* ne contient pas un mot qui fût contraire à la lettre officielle, et le récit même qu'elle donne sur les procédés du gouvernement, et des évêques dans le traitement de

cette affaire, est le démenti le plus formel qui pouvait 1837 être donné à la délation.

Mais la note du 15 Avril ne se contenta pas de la dénégation complète et absolue de cette insinuation. Guidée du désir de tranquilliser le St. Siège, elle n'hésita point d'entrer dans le récit des faits qui avaient donné origine à des rapports si dénaturés et si calomnieux. Elle établit donc quant à l'histoire de l'exécution du Bref les faits suivans.

1) Que feu l'archevêque de Cologne, ayant conseillé au Roi à Berlin, où le Soussigné le vit, de permettre l'exécution du Bref, comme ne s'opposant pas aux loix du pays, y établit les bases d'une exécution proposées et rédigées par lui d'après lesquelles il crut que le Bref pouvait et devait être interprété, et exécuté.

2) Que l'archevêque ayant obtenu la sanction royale pour ce projet d'exécution, en conféra en personne avec les évêques de Munster, Paderborn, et Trèves.

3) Que ces trois évêques, à la suite de conférences et délibérations tenues exclusivement entre eux, et sans la moindre concurrence de la part du gouvernement, donnèrent leur assentiment entier à ce projet et cela la note ajouta enfin.

4) Que les quatre évêques étaient convenus entre eux sur les principes d'après lesquels ils décideraient les cas douteux.

C'est là le résumé précis et fidèle du récit que la note du 15 Avril n'hésita point de faire. à Son Emce, non pour entrer dans la défense des évêques, ou dans une discussion quelconque qui fût de leur domaine, mais dans le but d'un éclaircissement amical, propre à retenir la cour de Rome de démarches ultérieures.

Or qu'est ce qu'apprend à Sa Sainteté la lettre secrète de l'Evêque de Trèves à ce sujet? Pas un seul fait de plus ou de moins, mais précisément les faits qu'avait indiqués la note confidentielle du Ministre de Prusse. Cette lettre secrète ne dévoile aucun secret, précisément parce qu'il n'y en a aucun que le représentant de S. M. Prussienne n'eût pu confier à une cour amie et intéressée avec le gouvernement au maintien de la tranquillité et du bien-être de l'église catholique en Prusse.

Quant aux détails que cette lettre donne de plus ils ne sont ni importans, ni même exacts. Il est aussi

1837 peu exact de dire que S. M. ait appelé le Soussigné à Berlin pour faire exécuter le Bref, qu'il est faux que les Ministres d'état que cette affaire regarda, et ils sont au nombre de trois, n'aient pas été consultés sur le projet d'exécution. Le Soussigné alla à Berlin pour un motif tout à fait domestique, et ce ne furent que les Brefs que Sa Sainteté offrit spontanément de lui confier à la veille de son départ, avec une commission verbale dont Elle l'honora à cet égard, qui lui donnèrent occasion d'en parler. Le projet d'exécution, proposé et rédigé par l'archevêque, fût soumis par un Ministre d'état à la sanction royale sur les instances de cet archevêque, et avec les prières du même quant à quelques désirs des évêques occidentaux pour le bien de leur église.

Il résulte donc de l'examen de ce document nouveau quant à cette partie formelle certainement assez importante en elle-même, et par la discussion dont elle a été l'objet, que le gouvernement s'est tenu dans toute cette affaire de l'exécution du Bref dans sa position digne et inattaquable qu'il s'est prescrite dès le commencement des négociations sur les mariages mixtes. Il a déclaré aux évêques, comme il l'avait fait auparavant à la cour de Rome, qu'il ne pourrait jamais tolérer que dans une partie des provinces catholiques il y eût un conflit flagrant entre les loix de l'état et la pratique des évêques quant aux mariages mixtes, en contradiction avec le *status quo* de la partie infiniment plus considérable de ces provinces. Au reste il n'a jamais pensé à prescrire ni au Souverain Pontife, ni aux évêques le mode de faire disparaître cette collision. Ainsi comme quant à ses principes il a choisi le terrain de la justice, équité et impartialité de ses loix, il a pris, quant à l'exécution du Bref papal, en renonçant à ses objections en théorie sa position légalement inattaquable derrière la conscience éclairée des évêques, et de l'immense majorité du clergé entier, et de la population catholique. Le gouvernement ne sortira jamais de son gré de cette position belle et inattaquable, comme il ne saurait rester spectateur tranquille lorsqu'on voudrait chercher de la compliquer en inquiétant les consciences, et en troublant un *status quo* légalement acquis par des actes libres des évêques et de leur clergé. Ce que donc la note du 15 Avril avait dit confidentiellement, celle d'aujourd'hui

peut la répéter mot pour mot officiellement après les 1837
rapports des évêques et la lettre de l'évêque de Trèves :

„Le gouvernement du Roi n'a rien à cacher et rien
à craindre : les documens sont là pour montrer et la
justice de ces loix, et la modération de ses demandes,
et la sagesse avec laquelle il a laissé entièrement à la
même délibération et à la libre conscience des évêques
l'interprétation et l'exécution des Brefs pontificaux.”

La seconde différence entre la délation et la communication de l'évêque de Trèves est celle qui regarde le contenu. Ici le Soussigné doit d'abord protester qu'il ne veut nullement entrer dans le mérite ou le démérite de l'instruction au vicariat que la dernière lettre de l'évêque de Trèves a fait connaître au Souverain Pontife. Le gouvernement a cru que les lettres des évêques et particulièrement celle de l'évêque de Munster eussent répondu d'une manière satisfaisante au désir de Sa Sainteté à ce sujet. Le Soussigné ne saurait voir qu'aucun d'eux eût pu avoir la moindre difficulté de mettre sous les yeux du Pape le texte même de cette instruction, dont ils ne cachent certainement ni l'existence ni la nature. Certainement ce ne sera jamais le gouvernement qui rédigera ou justifiera les instructions que les évêques catholiques de la monarchie adressent à leurs vicariats. La note du 15 Avril ne pourrait donc non plus avoir le but d'entrer dans une communication quelconque sur le contenu de cette instruction dont elle indique bien clairement, de son propre gré, l'existence. Mais elle ne put pas s'abstenir, tout en laissant la question entière aux évêques, d'observer à Son Eminence, que le dernier article de cette prétendue instruction de l'archevêque était assurément une indigne fausseté. C'est précisément cet article qui avait plus qu'aucune autre circonstance excité les inquiétudes les plus vives à Sa Sainteté. Il est ainsi conçu :

„Litterae celsissimi Cardinalis Albani Breve Pii VIII
de anno 1830 comitantes parochis minime palam faciendae, ideo sunt reservatae et quae nullae declaratae,”

On cherche en vain cet article dans le document ajouté à la lettre secrète de l'évêque de Trèves, qui ainsi est devenue également sur ce point important un témoignage précieux en faveur de la note du 15 Avril, comme un démenti décisif donné à une délation, qui se montre apocryphe et calomnieuse par l'assertion en elle-

1837 même, et qui y ajoute le caractère d'une imposture impudente par l'effronterie d'en faire *l'article huit* de la prétendue instruction.

C'est la lettre secrète de l'évêque de Trèves qui frappe de cette marque indélébile la délation qu'attaque la note du 15 Avril.

Une prétendue information qui, après avoir transformé dans une instruction secrète et postiche de l'archevêque aux évêques, l'instruction que chacun des quatre évêques a adressée de sa libre volonté à son clergé diocésain, invente un article en toute forme, déclarant nulle la même instruction, que l'archevêque devait avoir supplantée; une telle information est jugée par la conscience universelle. Elle serait pour tout le reste conforme à la vérité qu'elle n'en serait pas meilleure, et qu'elle n'en mériterait pas plus de confiance.

Mais est ce que c'est véritablement le cas? On commence à en douter en lisant qu' à la fin de l'article second l'imposteur a fait de l'expression :

„praecepta singula mitiore sensu explicanda et
„applicanda sunt.”

la phrase laxé et perfide :

„specialiter determinata generatim sumenda sunt
„in sensu laxiori et leniori.”

Les évêques disent à leurs vicaires que les curés doivent à l'avenir expliquer et appliquer dans un sens plus doux (mitiore) chacune des prescriptions du Bref. Le Soussigné n'a pas la vocation de prouver que les évêques ont bien ou mal fait de donner cette instruction : mais qui ne serait pas choqué d'une instruction qui dirait : les curés ont à prendre d'une manière *générale*, et dans un sens *plus laxé* et doux tout ce qui a été *spécialement* prescrit par le Bref? Ici comme dans les autres points la surprise et même l'indignation du St. Siège n'était que trop naturelle, dans la supposition de la vérité de cette délation.

Mais loin de reconnaître dans les deux rédactions une uniformité substantielle le Soussigné avoue franchement à Son Eminence, qu'elles lui paraissent assez différentes, et que le changement d'une rédaction si simple et si claire lui semble indiquer cet esprit malveillant et calomnieux, que la lettre de l'évêque mourant a achevé de flétrir.

Ce qui suit immédiatement ne saurait que confirmer 1837
le lecteur encore davantage dans cette opinion.

Les articles 3 et 4 sont ainsi conçus dans le document envoyé par l'évêque de Trèves :

„Praeprimis sedulam dent operam ut in caritate pa-
„rochianos omnes et singulos instruunt et solida doctrina
„christiana imbuant. Ita animus religiosus partis catho-
„licae adducendus, ut prona sit et studeat non solum
„fidei suae adhaerere, sed etiam secundum fidem hanc
„officia educandae prolis suae divina favente gratia ex-
„plere.”

„Haec animi conditio norma sit tractandi partem
„catholicam, illa ipsa vero semper mitius ineunda est.”

La version du délateur est la suivante :

„Pars catholica instructione et cohortatione ad im-
„plenda circa educationem officia est lucranda.”

„Secundum hanc mentem cum parte catholica agen-
„dum et in omnibus casibus iudicium ferendum est.”

Dans le troisième article il manque tout ce qui ex-
prime le zèle, la scrupulosité, la chaleur, inculqués par
les évêques aux curés, pour opérer sur le coeur de la
partie catholique, selon la teneur du Bref et de son in-
struction. Le quatrième article reste ainsi absolument
denué de sens, les paroles „*secundum hanc men-
tem*” n'ayant rien à quoi elles puissent se référer.

L'une et l'autre variation n'est pas sans importance,
et le but du délateur n'est guères douteux. Plus les
évêques se présentent dénués de zèle et de chaleur, et
plus l'instruction paraît obscure et laxé, mieux elle sert
le but du calomniateur de dénigrer les évêques dans
l'esprit justement scrupuleux de Sa Sainteté.

D'après ces remarques il est inutile de parler du
but de l'affaiblissement visible des motifs exposés dans
l'instruction des évêques, qu'on observe dans l'abrégé,
que les articles 6. et 7. contiennent des articles 7. 8. 9.
10. 11. de la véritable instruction.

Tel est le résultat que l'examen impartial et strict
de la lettre secrète de feu l'évêque de Trèves fournit
quant à la discussion sur les mariages mixtes, et sur les
procédés relatifs à l'exécution du Bref pontifical. Le
seul fait nouveau que ce document a pu apprendre à
Sa Sainteté est une confirmation nouvelle et inattendue
de l'exacte vérité de ce que les rapports officiels des
évêques ont exposé, et de ce que le Soussigné avait eu

1837 l'honneur de confier auparavant à Son Eminence, soit en niant les prétendus faits mis en avant par la délation, soit en exposant la véritable marche de l'affaire, autant qu'il était dans la position du Soussigné et du gouvernement de le faire.

L'importance de la communication secrète de l'évêque de Trèves est donc plus que nulle, comme argument en faveur des accusations et insinuations communiquées par la note du 15 Mars.

Le Soussigné s'abstient ici d'entrer dans la question quelle pourra être son importance pour faire concevoir à Sa Sainteté de nouvelles inquiétudes, ou du moins pour l'empêcher de déposer entièrement celles qu'elle avait conçues, fort du rapport des évêques et de la confiance que leur loyauté et sagesse peuvent espérer d'obtenir de sa part. Mais il est clair qu'en tout cas cette importance devra se réduire à celle que pourra avoir un fait personnel, regardant le dernier jour d'un évêque défunt. Cet évêque avoue lui-même qu'en 1834 il a librement consenti à l'arrangement des autres évêques, arrangement qu'il a exécuté aussi librement pendant les deux ans qu'il a vécu depuis. Le jour le plus solennel de sa vie, sûr de sa mort et la croyant encore plus prochaine qu'elle ne l'était, il n'hésite pas d'avouer cette vérité et d'en rendre un compte franc et explicite au Souverain Pontife. Ce même prélat a signé donc à la veille de sa mort, six semaines après la date de la lettre officielle, une autre lettre, dans laquelle il dit, qu'il regrette d'être allé plus loin dans l'interprétation et l'exécution du Bref qu'il n'aurait dû le faire. Ici il faut remarquer que cela pourrait bien être le cas, sans que l'instruction en fût nécessairement la cause: d'autres évêques ont pu l'interpréter d'une manière moins laxé et étendue que le défunt peut-être ne l'a fait.

Mais quelle que puisse être l'importance de ce fait personnel à l'évêque défunt de Trèves, certainement dans l'esprit élevé et bienveillant de Sa Sainteté il sera plus que balancé par un autre fait de l'archevêque vivant de Cologne. Ce prélat a accepté d'être archevêque et métropolitain avec la pleine connaissance de cette instruction, et de l'effet légal et moral qui lui est acquis depuis deux ans dans les tribunaux ecclésiastiques, et dans l'esprit public. Il a donc cru évidemment pouvoir, soit par elle, soit malgré elle, remplir consciencieuse-

ment ses devoirs envers Dieu et le Souverain Pontife, 1837
et évidemment il le croit encore aujourd'hui, après une
année d'expérience, et après avoir été appelé d'en
écrire à Sa Sainteté.

En soumettant ces réflexions à la perspicacité de
Son Eminence Révérendissime Monseigneur le Cardinal
Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, le Sous-
signé Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Prusse profite de cette occa-
sion pour lui renouveler l'hommage respectueux de sa
plus haute considération.

BUNSEN.

24.

*Traité entre les Etats-unis de l'Amé-
rique septentrionale et Che-chawkose,
Ash-kum, Wee-saw ou Louison,
Muck-kose et Qui-qui-to, Chefs de
la tribu indienne des Potawattamies.
Conclû et signé à Washington, le
11 Février 1837.*

(Acts of the 2d Session of the 24 Congress of the
United States. Washingt. 1837. p. 140).

*Articles of a Treaty, concluded in the city of
Washington on the 11 day of February 1837 be-
tween John T. Douglass Commissioner on the part
of the United States, and Che-chawkose, Ash-kum,
Wee-saw or Louison, Muck-kose et Qui-qui-to,
Chiefs of the Potawattamie tribe of Indians.*

Art. 1. The chiefs and head-men above named
do, for themselves and their respective bands sanction
and give their assent to the provisions of the Treaties
concluded between A. C. Pepper, Commissioner on the
part of the United States and certain chiefs and young
men of the Potowattamie tribe of Indians on the 5th
day of August and 23d day of September 1836, in
which the chiefs and head-men above named have an
interest, the same having been reserved for them and
their bands respectively in the Treaties of October 26th
and 27th 1832. And the chiefs and head-men above

1837 named, for themselves and their bands, do here by cede to the United States all their interest in said lands, and agree to remove to a country that may be provided for them by the President of the United States, southwest of the Missouri river, within two years from the ratification of this Treaty.

Art. 2. The United States agree that the several sums, for the payment of which provision is made in the Treaties of August and September 1836, referred to in the preceding article, shall be paid to the respective chiefs and bands, for whose benefit the lands, ceded by said Treaties, were reserved.

Art. 3. The United States further agree to convey by patent to the Potawattamies of Indiana a tract of country, on the Osage river southwest of the Missouri river, sufficient in extent, and adapted to their habits and wants; remove them to the same; furnish them with one year's subsistence after their arrival there, and pay the expenses of this Treaty, and of the delegation now in this City.

Art. 4. It is further stipulated, that the United States will purchase the „5 sections in the prairie; near Rock Village” reserved for Qui-qui-to in the 2d Article of the Treaty of October 20th 1832 for the sum of 4000 Dollars, to be paid to said chief at such times and places as the President of the United States may think proper.

Art. 5. This Treaty to be obligatory upon the contracting parties when ratified by the President and Senate of the United States

In witness whereof etc.

JOHN T. DOUGLASS, Commissioner.

Signatures de 7-Indiens, de trois Interpretes et de deux témoins.

(Ratifié par le Président Jackson le 18 Février 1837).

25.

Nouveau Tarif général de Douanes et Acte de Navigation, mis en vigueur le 18 Septembre 1837 dans la République de Mexique. Donnés et publiés en Mexique le 11 et 18 Mars 1837.

(Traduction de l'Espagnol).

Louis Gonzaga Vieira,
Colonel und Gouverneur des Departements von Mexico.

Durch den Finanz-Minister ist mir das folgende Decret mitgetheilt worden:

Sr. Excellenz der interimistische Präsident der Republik Mexico haben geruht, mir folgende Verordnung zuzustellen:

Der interimistische Präsident der Republik Mexico an die Einwohner derselben!

Kund und zu wissen, dass, indem ich von der Vollmacht Gebrauch mache, welche mir die Decrete vom 19. und 20. Sept. des vorigen Jahres zugestehen, ich es für gut befunden habe, den folgenden General-Zolltarif zu decretiren:

Capitel I.

Grundlagen.

Art. 1. Jedes Schiff irgend einer Nation, welche nicht im Krieg mit der mexicanischen Regierung ist, wird in den Häfen, welche für den auswärtigen Handel eröffnet sind, zugelassen, unter der Bedingung, dass es sich der Bezahlung der Zölle und der Beobachtung der in diesem Tarif vorgeschriebenen Regeln und denen für die Hafen-Douanen gegebenen oder noch zu gebenden Verordnungen unterwirft.

Für den auswärtigen Handel geöffnete Häfen, sind folgende:

In dem mexican. Golf. Sisal, Campeche, Tabasco, Veracruz, Santa Ana de Tamaulipas und Matamoros. —

1837 In der Süd-See. Acapulco und San Blas.
In dem Golf von Californien. Guaimas.
In dem See von Alta California. Monterey.

Art. 2. Jedes fremde Schiff, welches in die Häfen der Republik einläuft, bezahlt 12 Realen für jede Tonne, welchen selben Rechten ohne die geringste Ermässigung selbst die National-Schiffe unterworfen sind, wenn sie direct von einem fremden Hafen kommen. — Für Beide bleibt das Ankergeld aufgehoben.

Art. 3. Die fremden Schiffe können nicht an mehreren Plätzen entlöschten noch den Küstenhandel in den Häfen der Republik betreiben, doch ist einmal ihre Entlöschung in irgend einem derselben beschlossen und hat die Zollbehörde die weiterhin vorgeschriebene Untersuchung bei ihnen beendigt, können sie direct nach einem der für den fremden und Küsten-Handel eröffneten Häfen versiegeln, um da Holz oder irgend ein anderes Product des Landes, das nach Gesetz vom Ausgangszoll frei ist, zu laden, nur müssen sie mit einem Certificat von der respectiven Douane beweisen, dass sie an ihrem Entlöschungsort das Tonnengeld bezahlt haben.

Art. 4. Jedes fremde Schiff, welches von der im vorigen Artikel zugestandenem Vergünstigung Gebrauch machen will, muss sich in dem Hafen wohin es geht, den Besuchen der Gesundheits-Commission und Zollbehörden, welche in jenem Hafen gebräuchlich sind, unterwerfen; wenn es Geld mit sich führt, um seine Einkäufe zu machen, muss dies von einer Certification der resp. Douane begleitet seyn, worin mit Buchstaben die Summe benannt und gesagt wird, dass davon die Ausgangszölle wie sie der Tarif bestimmt, bezahlt sind.

Art. 5. Jedes Schiff, welches in einem Hafen der Republik ankert, ohne die Absicht, Handels-Artikel ein- oder auszuschiffen, sondern nur um Avarie auszubessern oder zu vermeiden, oder sich mit Lebensmitteln für seine Mannschaft zu versehen, wird für die höchst nothwendigste Zeit zur Erreichung des genannten Zweckes zugelassen; doch muss es immer die Papiere seiner Ladung vorzeigen und hat die verschiedenen üblichen Besuche der Zoll- und Hafen-Behörde zuzulassen, auch darf es unter keinem Vorwande irgend eine Waare an ein anderes Schiff überladen, ohne in die Strafen zu

verfallen, welche in dem respectiven Capitel dieses Tarifs bezeichnet sind. 1837

Art. 6. Jedes Schiff, welches von einem fremden Hafen nach irgend einem der Republik kömmt, muss Manifest seiner Ladung pr. Triplicat mitbringen, von dem Capitain oder Sobrecargo unterschrieben, und ausserdem unterschrieben, certificirt und besiegelt von dem mexican. Consul oder Vice-Consul, welcher in dem Hafen, woher das Schiff kommt, residirt, und im Fall sich keiner da befindet, von dem Chef der dasigen Douane oder wer dessen Stelle vertritt, was auch sein Titel sei, oder von einem Consul oder Vice-Consul irgend einer befreundeten Nation.

Art. 7. Das im vorigen Artikel erwähnte Manifest muss enthalten: alle Ballen, Kisten, Fässer, Packen, kurz alle Colli woraus die Ladung besteht, im allgemeinen ihren Inhalt angehend, wie auch ihre Anzahl mit Zahlen und Buchstaben die correspondirenden Marken und Nummern und die Person, an welche sie consignirt kommen.

Für den Mangel irgend eines dieser Erfordernisse wird der Capitain oder Sobrecargo mit einer Strafe von Fünf Hundert Pesos belegt.

Art. 8. Ausser dem vorerwähnten allgemeinen Manifest der Ladung muss jedes Schiff, welches von einem fremden Hafen kömmt, von dem Absender oder den Absendern unterschriebene Facturen per Triplicat über jede Sendung oder Consignation insbesondere mitbringen, worin mit Zahlen und Buchstaben die Ballen, Kisten, Fässer, Packen etc. etc. mit correspondirenden Marken und Nummern aufgeführt sind, mit Zahlen und Buchstaben genau die Anzahl, Gewicht, Maasse der Länge und Breite einer jeden Waare, wie es in dem vierten Capitel dieses Tarifs bestimmt ist, bezeichnend. — Wenn die Waaren solche sind, deren Zölle nach Factura-Werth gefordert werden, so muss hiebei bei jedem einzelnen Artikel dessen Werth am Ort der Verschiffung bemerkt werden.

Art. 9. Diese Facturen müssen von dem mexican. Consul oder Vice-Consul in dem Hafen, woher das Schiff kömmt, mit laufenden Nummern, certificirt unterschrieben und besiegelt seyn. — Wenn in dem Hafen kein mexican. Consul oder Vice-Consul ist, so muss dies von dem Chef der dasigen Douane oder dem, der

1837 dessen Stelle versieht, welchen Titel er auch haben mag, oder von einem Consul oder Vice-Consul irgend einer befreundeten Nation geschehen. — Die Certification muss die ganze Anzahl von Verschiffungen, woraus das General-Manifest besteht, und die zu dem Ende numerirt werden müssen, ausdrücken. —

Art. 10. Von den drei General-Manifesten der Ladung und von den drei Facturen, welche zu einer jeden Sendung oder Consignation insbesondere gehören, müssen zwei Exemplare von einem jeden der besagten Documente in einem, durch den mexican. Consul oder Vice-Consul in den Abgangs-Häfen, (in Ermangelung eines mexican. Consuls wie in den frühern Artikeln schon erwähnt, durch die dasige oberste Zollbehörde oder einen befreundeten Consul) versiegelten Bogen, direct an den Administrator des Bestimmungs - Hafens überschrieben, kommen.

Art 11. Das nachbleibende Exemplar des General-Manifestes muss der Capitain oder Sobrecargo unter seiner Verantwortlichkeit mit sich führen, zu den Zwecken, welche weiterhin angezeigt werden. — Das übrig bleibende Exemplar der Particulair-Facturen muss von dem Absender mit demselben Schiffe, womit die Güter kommen, an den Consignatair derselben gesandt werden, zu welchem Ende der Capitain oder Sobrecargo und der Absender, das eine und andere Document von der Person, die sie certificirt hat, einzuholen hat.

Art. 12. Der Capitain oder Sobrecargo eines jeden Schiffs von einem fremden Hafen, muss gleichfalls in einem versiegelten und an den Administrator der Douane am Bestimmungsorte dirigirten Bogen, zu den Zwecken, welche weiterhin auseinander gesetzt werden, von dem Chef der Douane am Einschiffungs-Ort oder dem, der dessen Stelle vertritt, unterschriebene und besiegelte Copien aller Zollzettel oder Einschiffungs-Erlaubnisse über alle die Güter, woraus die Ladung besteht, mit sich bringen.

Art. 13. Sobald der Commandant der Zoll-Wächter oder der Angestellte der Douane, welcher von dem Administrator derselben, wenn er es für den Dienst erforderlich hält, beauftragt wäre, sich in einem Boot mit der mexican. Flagge and Bord zu begeben, dorthin kömmt, das Schiff mag nun noch unter Segel oder schon geankert seyn, hat der Capitain oder Sobrecargo

im Augenblick an Einen oder Andern der genannten **1837**
Officianten, den an den Administrator überschriebenen
Bogen, den er laut Art. 10 mitbringt, zu übergeben.

Art. 14. In dem Augenblick wo der Capitain oder
Sobrecargo einem der Officianten die im vorigen Ar-
tikel erwähnten Bogen übergiebt, muss er ihm gleich-
falls eine Notiz mit seiner Unterschrift und unter seiner
Verantwortlichkeit, über alle Koffer, Mantelsäcke und
Stücke der Passagiere, und wem derselben sie gehören,
einhändigen. In derselben Nota muss auch angeführt
seyn, was er an Lebensmitteln zum Schiffs-Gebrauch
übrig hat, was nie mehr seyn darf, als was nach dem
Urtheil der Administratores und Contadores zur direk-
ten Rückreise nach dem Hafen, woher das Schiff kömmt,
nothwendig ist. Im Fall der Capitain oder Sobrecargo
die vorgeschriebene Nota nicht gleich übergiebt, verfällt
er in eine Strafe von Zwei Hundert Pesos. Was mehr
an Lebensmitteln an Bord ist, als man zur directen
Rückreise des Schiffs nöthig hält, wird confiscirt.

Art. 15. Im Fall die Notiz über die Bagage und
Lebensmittel nicht übergeben ist, wird sie der Com-
mandant der Zoll-Wächter oder der von der Douane
gesandte Officiant, unter seiner Unterschrift, aufmachen,
indem er über die Bagage die partielle Aufgabe von
den Passagieren einfordert, und über die Lebensmittel,
wenn es seyn kann, gleich Notiz nimmt, oder nach
geschehener Entlöschung oder vorher, wenn es der Ad-
ministrador befiehlt.

Art. 16. Die Bagage, wovon die vorstehenden
Artikel sprechen, soll entweder nach der von dem Ca-
pitain oder Sobrecargo eingereichten Liste, oder nach
der von dem Officianten aufgemachten, von dem Com-
mandanten der Zoll-Wächter oder von dem Vista, den
der Administrator ernennt, nachgesehen werden, die
am Fusse der von einem jeden Passagier einzureichen-
den Bitte zur Erlaubniss des Dispatsches, alles Zeug
zum Gebrauch der respectiven Passagiere zollfrei erklä-
ren werden. — Alles was nicht Zeug zum eigenen
Gebrauch ist, muss specificirt in oben erwähnter Bitte,
angeführt werden. Was so angeführt ist, bezahlt das
Doppelte des nach dem Tarif bestimmten Zolles, doch
das nicht Angeführte wird confiscirt. — Es bleibt dem
billigen Gutachten des Administrators überlassen, die
Quantität Zeug zu bestimmen, welche einem jeden Pas-

1837 sagier nach seinem Range und Vermögen, als für seinen eigenen Gebrauch, zustehen mag, so wie auch die kleinen Geräthe für eine See-Reise.

Art. 17. Im Fall, dass ein Schiff von zwei oder mehreren fremden Häfen kömmt, und darin Ladung eingenommen, muss es immer von einem jeden derselben den versiegelten Bogen mit den zwei Exemplaren des General-Manifestes, so wie den mit den beiden Particulair-Facturen über jede Sendung bringen, und auch den, der die unterschriebenen und besiegelten Copien der Zollzettel oder Einschiffungs-Erlaubnisse enthält, ganz auf dieselbe Art wie vorgeschrieben ist, wenn das Schiff nur von einem Hafen kömmt.

Art. 18. Nachdem der Capitain oder Sobrecargo dem Commandanten der Zoll-Wächter oder dem dazu beauftragten Beamten der Douane, den in Artikel 13 und 14 vorgeschriebenen Bogen und Notiz übergeben, müssen diese ihm den correspondirenden Empfangschein gehen, der immer gedruckt, und mit dem Siegel der Douane versehen seyn wird.

Art. 19. Der Capitain oder Sobrecargo des Schiffs darf nicht erlauben, dass Jemand an Bord oder nur so nahe kömmt, um mit ihm sprechen zu können, ehe nicht die Gesundheits-Commission und der Commandant der Zoll-Wächter oder die von der Douane dazu beauftragte Person bei ihm gewesen ist, um den Bogen und die Notiz, wie in dem vorigen Artikel erwähnt, abzuholen. Im Contraventions-Fall wird der Capitain oder Sobrecargo mit einer Strafe von 300 Pesos belegt.

Art. 20. Damit das in dem vorigen Artikel Bestimmte genau und gewissenhaft erfüllt werde, wird man an kein Schiff, welches von einem fremden Hafen kömmt, eine Zoll-Wache setzen, wie es bisher Gebrauch gewesen ist, ausgenommen wenn der Administrator wegen gegründeter Ursachen und besonderer Umstände es zum Besten des Dienstes anders verfügt, der dann eine schriftliche Ordre geben wird, dass man den Wächter, den er bestimmt, als Solchen an Bord zulässt.

Art. 21. In Folge des in dem vorigen Artikel Vorgeschriebenen, darf schon in den gewöhnlichen Fällen kein permanenter Wächter am Bord des Schiffes, welches von einem fremden Hafen kömmt, seyn, demzufolge wird der Administrator verfügen, dass der Com-

mandant der Zoll-Wächter oder der von der Douane 1837 beauftragte Beamte, in dem Augenblick, wo er dem Capitain oder Sobrecargo den laut §. 18. vorgeschriebenen Empfang-Schein giebt, die Luken und Verschlüge des Schiffs versiegele. — Das Schiff wird dann sowohl von den Wächtern zu Lande, als denen der Runde, in Böten oder Evern gehütet, um die heimliche Ueberladung und Entlöschung zu verhindern, immer aber in einer solchen angemessenen Entfernung, dass man nicht mit ihm sprechen kann.

Art. 22. Wenn der Capitain oder Sobrecargo des Schiffs um Erlaubniss zur Entlöschung anhält, was immer schriftlich geschehen muss, wird der Administrator verfügen, dass der Commandant der Zoll-Wächter oder der von der Douane bestimmte Beamte, sich an Bord begiebt, die Siegel zu öffnen. Die Verpflichtung des Capitains oder Sobrecargo ist es dann, mit jedem Entlöschungs-Ever einen Zettel, der Reihefolge nach numerirt zu senden, worin er genau die Ballen, Packen, Fässer oder Stücke welche in jedem Ever an Land gehen, angiebt, bei Strafe von 25 Pesos für jedesmal, dass er kein Papier giebt, oder für die Stücke, welche er in denen, die er ausgiebt, vergisst oder zu viel auführt, mit Vorbehalt der übrigen Strafen, welche dieser Tarif für den Fall eines Betrugs bestimmt. — Wenn das Schiff die Entlöschung nicht an dem nemlichen Tage beendigt, so wird die Operation, das Siegel zu setzen und zu lösen, auf dieselbe Art, wie vorgeschrieben, wiederholt.

Art. 23. Wenn irgend einmal die Siegel der Luken und Verschlüge gebrochen erscheinen, ohne dass der Commandant der Zoll-Wächter oder der von der Douane beauftragte Beamte an Bord gegangen wäre, um dies zu thun, wird der Administrator verfügen, dass denselben Tag ohne Unterbrechung und auf Kosten des Capitains oder Sobrecargos die Entlöschung Statt findet, und zu dem Ende die nöthigen Leute an Bord senden, wobei immer vorbehalten bleibt, dass der Administrator dann sogleich den respectiven Richter davon in Kenntniss setzt, damit dieser die richterliche Untersuchung anstellt. Wenn daraus hervorgeht, dass das Zerbrechen des Siegels nicht aus einem unvorhergesehenen und unvermeidlichen Zufall entstand, so wird das Schiff

1837 mit den Strafen belegt, welche die Gesetze für einen gewaltsamen Raub bezeichnen.

Art. 24. Nach Verlauf von 12 Arbeits-Stunden, nachdem das Schiff zu Anker gegangen, muss der Capitain oder Sobrecargo dem Administrator oder Contador, oder wer an seiner Stelle ist, den verschlossenen Bogen und das dritte Exemplar des General-Manifestes, welches er, unter seiner Verantwortlichkeit, zu bringen hat, wie in den Artikeln 11 und 12 vorgeschrieben, abliefern, vor jenem Beamten mit allen nöthigen Formalitäten, nach seiner Religion, schwörend, dass alle Waaren, welche sein Schiff als Handels- oder Frachtgut bringt, in jenem Manifest und der von ihm gegebenen Notiz begriffen sind. — Sollte der Capitain sich weigern zu schwören, so wird der Administrator mit Hinzuziehung des Beistandes des Hafen-Capitains dafür sorgen, dass dem Schiffe nicht eher das Ausgehen aus dem Hafen erlaubt wird, als bis er überzeugt ist, dass kein Betrug Statt gefunden hat.

Art. 25. In dem Fall, dass der Capitain oder Sobrecargo des Schiffs, nicht in dem Augenblick, wo der Commandant der Zoll-Wächter oder der von der Douane angestellte Beamte, an Bord kömmt, den versiegelten und an den Administrator dirigirten Bogen mit den zwei Exemplaren des General-Manifestes und particularen Facturen ablieferte, muss der Capitain oder Sobrecargo, wenn er sich nicht durch einen ausserordentlichen Vorfall während der Reise, den er auch immer beweisen muss, entschuldigen kann, eine Strafe von 200 Pesos bezahlen und auf seine Kosten wird man von dem dritten Exemplar des Manifests welches er laut Artikel 11 bringen muss, Copie nehmen lassen, welche dann der Administrator und Contador der Douane zu legalisiren hat.

Art. 26. Wenn das dritte Exemplar des General-Manifestes, wovon Artikel 11 spricht, aus irgend einer ausserordentlichen Ursache, die immer bewiesen werden muss, nicht präsentirt wurde, so wird man auf Kosten des Capitains oder Sobrecargo Copie, welche stets der Administrator und Contador zu legalisiren hat, von den andern beiden Exemplaren nehmen, ohne dass der Verlust jenes Documents ein Hinderniss ist, dem Capitain den in Artikel 24 vorgeschriebenen Schwur abzunehmen.

Art. 27. Wenn der Capitain oder Sobrecargo in

der vorgeschriebenen Zeit und mit den angeordneten 1837 Formalitäten weder den versiegelten Bogen, noch das dritte Exemplar des General-Manifestes überliefern sollte, so wird das Schiff mit allem was dazu gehört, unwiderruflich confiscirt, nicht aber die Ladung die es bringt.

Art. 28. Als allgemeine Regel gilt: da der Mangel irgend einer der Bogen, wovon bis jetzt gesprochen ist, Betrug vermuthen lässt, so soll in dem Fall sogleich zur Entlöschung des Schiffs, ohne irgend eine Unterbrechung, geschritten werden, und wird der Administrator alle die dienlichen Maassregeln nehmen, welche er für zweckmässig hält, um Unterschleif zu verhindern.

Art. 29. Die Copien der Zollzettel oder Einschiffungs-Erlaubnisse in den verschlossenen Bogen, worauf sich Art. 12. bezieht, sollen ausdrücklich dazu dienen, dass der Administrator und Contador sie mit dem General-Manifest der Ladung vergleichen. Vergisst der Capitain oder Sobrecargo, diese Documente in der bestimmten Zeit zu überliefern, so wird er mit einer Strafe von 200 Pesos, und bei gänzlicher Nicht-Ablieferung derselben mit 500 Pesos belegt.

Art. 30. Das dritte Exemplar jeder Factura, zu jeder Absendung oder Consignation insbesondere gehörend, muss von dem respectiven Consignataire, nach Ablauf von sechs Arbeits-Stunden, nachdem die öffentliche Correspondence, welche das Schiff, worin die Waaren kommen, bringt, vertheilt ist, an den Administrator abgeliefert werden, und der Consignataire muss unter jedem Exemplar, unter seiner Unterschrift, schwören, dass es nach seinem besten Wissen und Einsicht richtig sey. — Wenn der Consignataire nicht schwören will, so werden alle Waaren, welche in der Factura angeführt sind, mit der grössten Genauigkeit Stück für Stück untersucht.

Art. 31. Im Fall durch irgend einen Zufall der versiegelte Bogen, worin die zwei Exemplare des General-Manifestes und der particulairer Facturen kommen müssen, verloren gegangen ist, so sollen sogleich nach dem dritten Exemplar, im vorigen Artikel erwähnt, Copien genommen werden, die von dem Administrator und Contador der Douane zu legalisiren sind. — Wäre das dritte Exemplar verloren gegangen, so wird auf Kosten des Interessenten Copie von den Exemplaren genommen, welche der oben besagte verschlossene Bogen

1837 enthalten muss, und diese Copie gleichfalls von dem genannten Beamten legalisirt.

Art. 32. Sobald weder der versiegelte und an den Administrator überschriebene Bogen, der die zwei Exemplare des General-Manifestes und der particulairen Facturen enthalten muss, noch das dritte Exemplar dieser Letztern, welches der Consignatair einzureichen hat, in der bestimmten Zeit, und mit den vorgeschriebenen Erfordernissen, abgeliefert werden, werden alle diejenigen Waaren, wovon die Documente fehlen, ohne Gnade confiscirt.

Art. 33. Sobald der Commandant der Zoll-Wächter oder der von der Douane beauftragte Beamte wieder au Land kommt, müssen sie dem Administrator sogleich den Bogen, der die beiden Exemplare des General-Manifestes und der particulairen Facturen enthalten soll, zustellen, so wie auch die Notiz der Colli, Bagage und was an Lebensmitteln vorrätzig. — Der nämliche Administrator muss diese Documente vergleichen, und wenn er sie conform findet, unterschreiben, dann ein Exemplar des General-Manifestes und der particulairen Facturen, in einem certificirten Bogen, an die General-Direction der Renten, mit der gewöhnlichen Post, oder per Express, wenn vorher einer abginge, absenden.

Art. 34. Von dem nachbleibenden Exemplar des General-Manifestes und der particulairen Facturen, oder von dem, was der Capitain oder Sobrecargo des Schiffs und der Consignatair der Waaren abliefern muss, soll eine der Contaduria der Douane dienen, die dann legalisirte Copie an den Administrator zum Gebrauch für seine Functionen und die der Vistas, geben muss, und das andere wird dem Commandanten der Zoll-Wächter und dem Aufseher der Magazine übergeben.

Art. 35. Im Fall der Capitain oder Sobrecargo die beiden Exemplare des General-Manifestes und der particulairen Facturen, welche sie in verschlossenen und versiegelten Bogen abliefern müssen, nicht verabreichen, sey es aus justificirter oder nicht justificirter Ursache, muss der Administrator gleich der General-Direction der Renten davon Nachricht geben, und in dem Augenblick, wo der Capitain oder Sobrecargo und der Consignatair das dritte Exemplar jener Documente einreicht, muss er sie, nachdem er die vorgeschriebenen Copien genommen hat, in certificirten Bogen mit der gewöhn-

lichen Post, oder per Express, wenn vorher einer geht, 1837
an die benannte Direction absenden und nachher von
dem Resultat der Untersuchung für den nöthigen Zweck
Rechenschaft geben.

Art. 36. Jeder Stoff, jede Frucht oder Waare,
welche in dem Manifest stehen, muss die in diesem Ta-
rif vorgeschriebenen Zölle bezahlen, wenn sie auch nicht
vorgefunden oder eingeführt werden.

Art. 37. Die Auslassung irgend eines Ballens, Kiste,
Fass, Packen oder Stück der Ladung in dem General-
Manifest wird mit einer Strafe von gleichem Werth,
wie das vergessene Stück im Hafen hat, belegt, und
wenn der Capitain oder Sobrecargo die Strafe nicht
bezahlt, so wird man sein oder des Schiffs Eigenthum
mit Beschlag belegen, und wenn kein solches da, das
Schiff selbst, um es in öffentlicher Auction nach den
Gesetzen zu verkaufen, und sich für die Strafe bezahlt
zu machen. — Wenn die Auslassung mehr als sechs
Stück beträgt, so wird das Schiff confiscirt.

Art. 38. Alle Unkosten und Arbeiten der Entlö-
schung und Fortschaffung der Waaren nach dem Ma-
gazine der Douane sind für Rechnung der Interessen-
ten, so wie auch die Untersuchung und Dispatsch der-
selben.

Art. 39. Wenn es wegen der Beschaffenheit und
Grösse derjenigen Artikel, welche unter die Klasse von
Abarrotes gerechnet werden, nachtheilig für die Inter-
essenten und für die öffentliche Casse wäre, dieselben
nach dem Magazine der Douane zu bringen, so kann
der Administrator den Dispatsch derselben auf der Muelle
erlauben, doch muss dann er selbst, oder der Contador,
oder ein, von ihm dazu beauftragter, vertrauter Beam-
ter der Vista und der Commandant der Zoll-Wächter
dabei gegenwärtig seyn. — Auf keinen Fall kann diese
Erlaubniss auf Leinen, Baumwollen-, Wollen-, Seiden-
noch Kurze Waaren ausgedehnt werden.

Art. 40. Die Längen Maassen und Gewichte, wor-
auf sich dieser Tarif bezieht, und wonach die Arrangi-
rung der zu bezahlenden Zölle gemacht wird, sind die
von Alt-Castilien, hinlänglich gekannt und üblich unter
ihren Namen in der mexican. Republik. Die Mün-
zen worin die Zölle bezahlt werden müssen, sind: der
harte Piaster oder Peso zu 8 Real in Silber, und die
Cents zu 100 in jedem der genannten Piaster.

1837 Art. 41. Alle Zeuge, Früchte und Waaren, welche in den Benennungen dieses Tarifs begriffen sind, müssen die darin angeführten Sätze bezahlen. Diejenigen Waaren, welche nach Maasse, als Yards, Ellen, Varas etc. gerechnet werden, wenn sie mehr als 1 Vara breit sind, werden quadriert und dann der respective Zoll von jeder quadrat Vara gerechnet. Diejenigen Güter welche nicht in der Benennung dieses Arancels angeführt sind, bezahlen auf die Preise welche in der particulier Factura stehen, nachdem man diese um so viel pCt. vermehrt hat, wie der folgende Artikel besagt, 30 pCt. Zoll. —

Art. 42. Nach dem was in dem vorstehenden Artikel befohlen ist, muss die Berechnung und Eincassirung der Eingangszölle von allen Classen von Waaren, entweder nach dem Satz der in den Benennungen dieses Tarifs bemerkt ist, oder nach den Facturen mit correspondirender Vermehrung der Classe wozu sie gehören, gemacht werden. — Die Vermehrung welche auf die Preise der particulier Facturen von den Zeugen, Früchten oder Waaren, welche nicht in den Benennungen dieses Tarifs begriffen sind, gemacht wird, soll folgende seyn, wenn die im vorigen Artikel bezeichneten Zölle bezahlt werden müssen.

Classen

- | | | |
|---|--------|------|
| I. Auf Esswaaren aller Art (ausgenommen die verbotenen) und alle plumpe Waaren, wie Theer, Pech, Korkholz, Tauwerk, Liqueurs, im allgemeinen bekannt unter dem Namen Abarrote's | 25 pr. | 100. |
| II. Auf Zeuge und Stoffe von Leinen, Hanf, Heede und sonstige Pflanzestoffe | 25 | „ — |
| III. Auf Zeuge von Wolle, Pferdehaar, Federn und Haare | 50 | „ — |
| IV. Auf Zeuge und Stoffe von Seide | 10 | „ — |
| V. Auf Zeuge und Stoffe von Baumwolle | 125 | „ — |
| VI. Auf kurze und Quinquallerie-Waaren von allen Arten, Malereien, Bilder, Papier was nicht in Benennung des Tarifs begriffen, und fertige Sachen von anderer Masse | 40 | „ — |

- VII. Auf Medicin-Waaren, Droguerien und Parfumerien. 50 pr. 110.
- VIII. Auf Möbeln, Geräthschaften und Verzierungen fürs Hauswesen . . . 40 „ —,
- IX. Auf Steinzeug und Porcellan, Glaswaaren und Fensterglas, ohne Vergütung für Bruch 100 „ —,
- X. Auf Rauchwerk und gemachte Sachen von diesem Stoff (ausgenommen die verbotenen), mit Einschluss der Besetzungen und Einfassungen, Wagen- und Pferde-Geschirr mit oder ohne Schnallen, geziert oder einfach 60 „ —,
- XI. Auf Fuhrwerke aller Art oder Theile davon, Fortepianos und musikalische Instrumente aller Arten und Classen 15 „ —,
- XII. Auf Fabrikate von Wolle oder Seide mit Mischung von Metall 10 „ —,
- XIII. Juwelen und Preciosen von feinem Metall und Steinen, mit Einschluss der Taschenuhren, Kette dazu und Halsketten etc., sollen nur 6 Procent vom Factura Betrag bezahlen ohne weitere Vermehrung.
- XIV. Auf Sachen, welche weder in dieser Classification begriffen, noch in der Benennung des Tarifs enthalten sind 40 „ —,

Art. 43. Wenn die Stoffe oder Fabrikate, welche nicht in den Benennungen dieses Tarifs begriffen sind, aus zwei oder mehreren Materien, nur nicht Metallen bestehen, so wird die Vermehrung nach derjenigen Classe nach vorstehenden Artikeln berechnet, wozu die Materie gehört, wovon sie am meisten enthält.

Art. 44. Der Dispatsch und Ueberlieferung der Waaren, durch die Douane an die Interessenten geschieht auf schriftliches Ersuchen derselben per Triplikat im Spanischen, worin mit Buchstaben und Zahlen die Colly und Stückzahl ihres Inhalts, mit correspondirendem Gewicht oder Maasse ohne irgend eine Abkürzung angegeben werden muss. Diese schriftlichen Ersuche müssen dem Administrator präsentirt werden, der sie zurückgeben wird, wenn sie nicht mit den besagten Formalitäten aufgemacht sind.

1837 Art. 45. Bei dem Dispatsch der Waaren muss ausdrücklich der Administrator oder der Contator der Douane assistiren, ferner der Vista, den der Administrator bestimmt, und der Commandant der Zollwächter wenn er kann, sonst muss dieser Jemanden ernennen, der seine Stelle vertritt, und müssen diese genau alle Waaren untersuchen, ob sie mit dem Inhalt des von dem Interessenten eingereichten Ersuchens stimmen.

Art. 46. Wenn zur Zeit der Untersuchung derjenigen Waaren, welche nicht in der Benennung dieses Tarifs begriffen sind, und bei Confrontation derselben mit dem respectiven Ersuchen man fände, dass die Preise derselben, gegen die gewöhnlichen, welche sie am Einschiffsungs-Ort haben, verringert wären, und deren Verminderung nicht über 10 Procent beträgt, so sollen unwiderruflich der Administrator und Contator, so wie alle Vistas der Douane beim Dispatsch assistiren, um die Waare, wobei man den Unterschied bemerkt, abzuschätzen, sich dabei nach den Preisen richtend, welche am Tage, wovon die Factura lautet, am Abschiffsungsart Statt gefunden haben. Auf den Werth, der von dieser Abschätzung resultirt, wird der zehnte Theil zugeschlagen, und die daraus resultirende Summe wird man als den Werth der Factura betrachten, worauf die Vermehrung laut Artikel 42 gelegt wird. — Wenn die Verminderung der Preise mehr als 10 pCt. und nicht über 20 pCt. beträgt, so sind sie einer Vermehrung des fünften Theils, auf die wie vorher gesagt vorgenommene Schätzung unterworfen. Beträgt die Verminderung der Preise 20 pCt. ohne 25 pCt. zu übersteigen, so wird auf dieselbe Art der vierte Theil zugeschlagen, doch wenn in diesem Fall es dem Interessenten nicht convenirt, so kann die Douane die Waaren behalten, den Interessenten deren Betrag, ohne Einschluss der Kosten, nach den laufenden Preisen am Einschiffsungs-Ort vergütend, und der öffentlichen Casse die darauf haftenden Zölle unter Vermehrung des erwähnten vierten Theils bezahlend.

Art. 47. Im Fall die Preisverminderung in den Particulair-Facturen mehr als 25 pCt. betragen sollte, so behält die Douane unwiderruflich die Waaren zu den Facturen Preisen, indem sie dem Interessenten überdem noch 10 pCt. darauf vergütet.

Art. 48. Wenn die Beamten des Dispatsches bei

gend einer Waare, an einen oder mehrere Interes- 1837
anten kommend, obgleich von der nämlichen Classe,
arbe, Sortiment oder Breite, bemerken sollten, dass
e mit verschiedenen Preisen kommen, und dass dieser
nterschied nicht sehr bemerckenswerth wegen seiner
eringfügigkeit ist, noch aus übler Absicht entspringt,
ndern aus besondern Umständen des Marktes, so
üssen dies alle Beamten an dem Fuss des schriftlichen
suchens anführen, mit Auseinandersetzung der Gründe,
oher der Unterschied der Preise rührt.

Art. 49. Sollten die drei Particulair-Facturen über
Waaren, die nicht in den Benennungen dieses Tarifs
griffen sind, unter sich nicht gleich in Angabe des
ewichts, der Anzahl oder Qualität der Waare seyn,
soll für die Ausrechnung und Eintreibung der Rechte,
e grössere Quantität und beste Qualität dienen, wel-
e in den Facturen angeführt ist.

Art. 50. Jedes Zeug, Frucht oder Waare, was
cht in den Particulair-Facturen angegeben, und jeder
nterschleif in Quantität fällt in die Strafe der Confis-
tion und ausserdem, wenn der Unterschleif mehr als
pCt. beträgt, wird der Interessent oder Consignatair
ch mit einer Strafe belegt, gleich dem Werth der
Waaren, welche man vergessen oder weniger angege-
n hat, und wird dieser nach dem Preise derselben
dem Ort, wo der Fehler bemerkt wird, berechnet.
der Unterschleif in Angabe der Qualität, verfällt gleich-
ls in die Strafe der Confiscation, und sowohl in die-
n als im vorhergehenden Falle, werden die Zeuge,
üchte oder Waaren, die als vergessen oder zu we-
g angegeben, resultiren, angehalten. Es findet keine
nfiscation Statt, wenn die Particulair-Facturen Waa-
n angeben, die gleiche oder grössere Rechte bezahlen
die vorgefundenen, und in diesem Falle sollen nur
e Zölle eingefordert werden, welche mit den in den
cturen angegebenen Waaren correspondiren.

Art. 51. Alle Waaren, deren Einfuhr nach diesem
rif verboten sind, verfallen in die Strafe der Confis-
tion. In diesem Falle muss der Interessent oder Con-
gnatair ausserdem noch einen Werth, gleich dem der
rbotenen Waaren, abgeschätzt nach den Marktpreisen
n dieselben am Einführungspunkt haben würden, be-
hlen. — Wenn dieselbe Person zum zweitenmal in
nselben Fehler verfällt, so wird ihr ausser der Con-

1837 fiscation noch eine Strafe des doppelten Werths der verbotenen Waaren, auf vorerwähnte Art abgeschätzt, auferlegt; kömmt der Fehler zum drittenmal vor, so wird nicht allein die Waare weggenommen und ihr eine dreifache Strafe nach obiger Art auferlegt, sondern auch die Person, sie mag Mexicaner oder Fremder seyn, zur Verfügung des competenten Richters gestellt, damit der sie nach den Gesetzen, als mehrfachen Betrüger der öffentlichen Casse bestraft. Die Anklage wegen Wiederholung des Betrugs vor dem Richter soll nur geschehen, wenn nach dem Urtheil des Administrators über den vorliegenden Fall, die Person und der Betrag der Waaren zu der Ueberzeugung Veranlassung geben, dass es geschehen sey, um damit Handel zu treiben.

Art. 52. Man verfällt nicht in die Geld- und persönlichen Strafen, welche im vorstehenden Artikel auferlegt sind, sondern nur in die Confiscation der Güter, sobald der Interessent schriftlich, und zur Zeit, wo er dem Administrator das dritte Exemplar der Facturen, welches zur Sendung oder Consignation gehört, überliefert, (was binnen den ersten sechs Stunden laut Art. 30. geschehen muss), die Anzahl und Classe der verbotenen Waaren mit angiebt.

Art. 53. Im Fall die Wegnahme irgend einer verbotenen Waare effectuirt wird, ohne dass der Interessent oder Consignataire ausfindig gemacht werden könnte, so soll sie sogleich in den Magazinen der Douane deponirt, und die Führer derselben angehalten werden, um sie zur Verfügung des competenten Richters zu stellen, damit dieser ohne Zeitverlust die gehörige Untersuchung anstelle, von welchem Schiffe die Waare entlöscht ist, gegen dessen Capitain dieselben Strafen, welche laut Art. 50 verfügt sind, angewandt werden, wenn nicht irgend eine andere verantwortliche Person aufzufinden seyn sollte.

Art. 54. Alle Geld - Strafen, welche laut vorstehender Artikel auferlegt sind, sollen von dem Administrator in dem Augenblick eingetrieben werden, wenn man darin verfällt, und deren Betrag bis zu ihrer gelegentlichen Vertheilung, unter der Benennung von Deposito, in die unter seiner Aufsicht befindlichen Cassen gebracht werden. Wenn die Schuldigen die Strafe nicht augenblicklich ohne weitere Umstände bezahlen, so wie sie von dem Administrator dazu aufgefördert wer-

den, so soll der Administrator sie ohne Aufschub ein- 1837
treiben, indem er dazu die ihm hiebei verliehene Ge-
walt anwendet.

Art. 55. Wenn in irgend einem Fall die Eintrei-
bung irgend einer Geld-Strafe, welche dieser Tarif auf-
erlegt, nicht zu erlangen wäre, oder kein hinreichen-
des Eigenthum sich vorfände, das man mit Beschlagnahme
belegen könnte, so soll sofort dem respectiven Tribunal
Nachricht gegeben werden, damit dieses dem Schuldigen
die persönlichen Strafen auferlege, die nach dem
Betrag der Busse und der Classe des Unterschleifs ihm
rechtlicherweise gebühren.

Art. 56. Die in den fremden Häfen angestellten
mexicanischen Consuls und Vice-Consuls sollen jetzt
und nachher alle drei Monate unfehlbar an die in den
Häfen der Republik für den fremden Handel errichteten
See-Douanen, Preis-Courante der Artikel, welche in
der Republik eingeführt werden, einsenden, sowohl von
den Plätzen wo sie wohnen, als auch von den Haupt-
sächlichsten des Landes worin sie sich befinden, und
wo vielleicht keine Consuls angestellt wären. — Wenn
in einem oder mehreren Artikeln eine wichtige Preis-
Veränderung eintritt, so müssen sie gleich die erwähnte
Douane davon benachrichtigen. —

Art. 57. Sobald in den See-Douanen die Preis-
Courante, wovon im vorigen Artikel gesprochen wird,
ankommen, so sollen die Administratoren über deren
Richtigkeit sich mit erfahrenen und ihr Vertrauen ver-
dienenden Personen berathen. — Die erwähnten Preis-
Courante müssen bei den Rechnungen, welche von je-
der Douane jährlich von den verantwortlichen Perso-
nen eingesandt werden müssen, beigelegt werden.

Art. 58. Alle Längen.- Maasse und Gewicht, wel-
che in den Particulair-Facturen angeführt sind, müssen
nach den Gebräuchen in den verschiedenen Ländern,
den verschiedenen Waaren angepasst seyn, auf welches
besondere Erforderniss der Administrator, Contador
und Vistas hauptsächlich zu achten und die Untersu-
chung mit der grössten Genauigkeit beim Dispatch zu
wachen haben, bis sie sich von ihrer Richtigkeit und
Genauigkeit durch die correspondirende practische Ope-
ration überzeugt haben, unter Bezug und Vergleichung
der Preise mit den Maassen.

Art. 59. Die verschiedenen Münzen, worin die

1837 Preise der Waaren in den Particulair-Facturen angesetzt kommen, müssen sich auf die in der Republik gekannten und gebräuchlichen beschränken, von deren herauskommendem Betrag mit so vielen Procenten Vermehrung nach der Art. 42 bestimmten Classification, der vorgeschriebene Zoll berechnet wird. Das Verhältniss, dem sich die See-Douanen zur Reducirung der verschiedenen fremden Münzen zu unterwerfen haben, ist folgendes:

	Mexic. Piaster, Cents
1 Lsterling (jedes L hat 20s. und jeder s 12d)	5. —
1 Franc (jeder Franc hat 20 Sous u. 100 Cents)	— 20
1 Mark Banco (jede Mark Bco. hat 16β, jeder β 12 Pf.)	— 37½
1 Real de Vellon (jeder Real de V. hat 34 Marav.)	— 5

Art. 60. Die Preise in den Particulair-Facturen müssen ausdrücklich in einer der in vorstehender Tabelle angegebenen Münzen, ausgerechnet kommen, und in keiner andern. — Die Zuwiderhandlung dieser Vorschrift wird mit einer Geldbusse von 2 pCt. des Werths von den, in andern Münzen, als den vorgeschriebenen, ausgerechneten Waaren, belegt.

Art. 61. Alle National-Schiffe welche von einem fremden Hafen kommen, müssen in dem einen Hafen, wohin sie sich bestimmen, ihre ganze Ladung entlöschen, und es ist ihnen nicht erlaubt, dass sie den Küsten-Handel an verschiedenen Plätzen treiben, bis sie alle Waaren, welche sie von dem Orte oder den verschiedenen Orten ihrer Herkunft brachten, entlöscht haben.

Art. 62. Bei der Einbringung der Waaren, sollen nicht mehr Zölle davon für die National-Casse erhoben werden, als die in diesem Tarif bestimmten.

Art. 63. Der Importeur ist für den ganzen Betrag der Zölle verantwortlich, welche mit ausdrücklicher Unterwerfung unter das Gesetz vom 11. December 1833, das in allen seinen Theilen als geltend erklärt wird, während demzufolge alle dagegensprechenden hie-mit aufgehoben sind, getheilt werden sollen.

Art. 64. Sind einmal die Güter durch die Douane dispatschirt, so findet keine Rückgabe von Zöllen, aus irgend einem Grunde oder Vorwand, Statt, ausgenommen bei einem wirklichen Rechnungsfehler in der Rechnung oder Zahlung; findet letzterer nicht Statt, so wird jedes Reclam, gerichtlich oder aussergerichtlich, für un-

zulässig hiemit erklärt, welche Gründe man auch dafür 1837 anführen mag.

Art. 65. Die Wiedereinschiffung von fremden Waaren, zu welcher Zeit sie auch geschehen mag, befreiet nicht von der Zahlung des Einfuhr-Zolls, welchen dieser Tarif bestimmt.

Art. 66. Die Administratoren der See- und Grenz-Douanen müssen durchaus darauf achten, dass alle Classen der fremden Stoffe, Früchte und Waaren, die eingeführt werden, genau mit den Ballen, Colli, Packen, Kisten, Koffer und Stücken, durch sie selbst oder durch den Vista untersucht, nach ihrem angegebenen Inhalt stimmen. Doch wenn bei irgend einer Classe ein Unterschied gegen die Angabe in dem General-Manifest oder den particulier Facturen resultirte, so muss die Untersuchung in allen Stücken desselben Stoffs wiederholt werden, und selbst von der ganzen Ladung, wenn es der Administrator für zweckdienlich erachten sollte.

Art. 67. Bei den beschädigten Waaren muss der Vista den Dispatich in Gegenwart des Administrators und Contadors machen, und in Uebereinstimmung mit diesen und dem Commandanten der Zoll-Wächter, die Ermässigung in den Zöllen bestimmen, welche ihnen billigerweise im Verhältniss zu der Beschädigung, die sie erlitten, zukömmt.

Art. 68. Dieser Tarif fängt an in Kraft zu treten, in den Grenz-Douanen und den Häfen der Republik, welche für den auswärtigen Handel geöffnet sind, sechs Monat nach dessen Bekanntmachung in der Hauptstadt Mexicos.

Art. 69. Alle in diesem Tarif vorgeschriebenen Verordnungen und Regeln werden auch, so weit sie die Verpflichtungen der Capitaine und Sobrecargos betreffen, in den Grenz-Douanen auf die Conducteurs und hauptsächlich Agenten ausgedehnt, welche Waaren über die Grenze einbringen.

Art. 70. Dieser Tarif kann zu jeder Zeit gänzlich oder theilweise, wenn es die competente Behörde für nöthig hält, verändert werden, doch keine den Handel beschwerende Veränderung kann eher, als sechs Monat nachdem sie in der Hauptstadt bekannt gemacht ist, in Kraft treten.

Art. 71. Die in den vorhergehenden Artikeln ent-

1837 haltene Basis lässt die von der Nation mit den verschiedenen fremden Mächten geschlossenen Handels-Tractate unverletzt.

Capitel II.

Befreiung von Abgaben, ganz oder zum Theil.

Art. 72. Die National-Schiffe, wenn sie fremde oder einheimische Zeuge, Früchte oder Waaren, von einem Hafen der Republik nach dem andern führen, sollen frei von Tonnen-Geld oder Zoll seyn.

Art. 73. Frei von allen Rechten, in welchen Schiffen sie auch eingeführt werden, sollen die folgenden Artikel seyn:

Fremde Thiere, lebendig oder zergliedert, Quecksilber, Drath zu Kratzen oder Kardätschen. Werthvolle Gegenstände der Naturgeschichte. Gedruckte Bücher, gebunden oder ungebunden. Geographische und Typographische Karten, Seekarten, Maschinen, Apparate und Instrumente für die Wissenschaften, Maschinen und Apparate für Ackerbau, Bergwerke und Künste, mit Ausnahme von Destillir-Kolben und Blasen, Sammlungen alter und neuer Münzen von allen Metallen, Schwefel und Pappe. Alle naturalisirten Fahrzeuge jeder Art. Fremde Pflanzen und Sämereien.

Art. 74. Alle Waaren, welche frei von Einfuhrzoll sind, sollen auch frei von allen andern Zöllen bei ihrer Circulation im Innern seyn.

Art. 75. Ungeachtet der Befreiung von allen Zöllen, welche der Artikel 73 für die darin angeführten Gegenstände bestimmt, müssen diese doch in dem General-Manifest und den particulier Facturen, mit Bezeichnung der Person, an die sie consignirt, wie in Artikel 7 vorgeschrieben, aufgeführt stehen. Wenn sie ohne die bezeichneten Documente nach der Republik kommen, und es wäre ein Consignatair da, so bezahlt dieser blos eine Strafe von 50 Pesos und wenn kein Consignatair da ist, welcher die Waaren sogleich reclamirt, so ist die Strafe 100 Pesos, für welche man sich aus der Waare selbst bezahlt machen wird, den Rest derselben aber an den respectiven Consul überliefert.

Capitel III.

1837

Verbote.

Art. 76. Unter Strafe der Confiscation und der übrigen in diesem Tarif auferlegten Strafen, ist die Einführung folgender Waaren verboten:

Brandtwein von Zuckerrohr und jeder andere, der nicht aus Trauben ist, ausgenommen Genever in Bou-
teillen, Flaschen oder Kruken. Amidam, Annis, Küm-
mel und Feldkümmel. Zucker gelber, roher brauner
oder weisser Puderzucker, raffinirter und in Broden.
Reis, rohe Baumwolle, woher sie auch komme. Indigo,
Messing und Kupferdrath von allen Dicken, Mehl, aus-
genommen in Yucatan. Stiefel und Halbstiefel von Le-
der oder Fell für Männer und Frauen. Knöpfe, von
irgend einem Metall auf der Rücken- oder Kehrseite
mit dem mexicanischen oder spanischen Stempel verse-
hen. Caffee, Nägel, aller Grössen, von Eisen gegossen,
verarbeitetes Kupfer, in gewöhnlichen Stücken, zum
Hausgebrauch. Verarbeitetes Schildpatt und Horn.
Epaulettes von allen Stoffen und Metallen zu militairi-
schen Abzeichen. Corduan von allen Classen und Far-
ben. Zinn roh, unverarbeitet. Unschickliche Bilder in
Miniatur, Gemälde und Figuren aller Art, überhaupt
alle unschicklichen Kunstsachen, welche der Religion
und den guten Sitten entgegen sind. Tressen von Me-
tall und allen Classen und Stoffen. Gamsenleder, Sä-
mischleder mit Einschluss des gewöhnlichen Büffelleders.
Perga und Gerguetilla, ein im Lande gemachtes ord.
Wollen-Zeug. Baumwollen-Garn und Twist von Nro.
20 eingeschlossen herunter, dasselbe von Nro 21 ein-
geschlossen aufwärts, nach einem Jahre, nach Bekannt-
machung dieses Tarifs. Seife von allen Arten. Spiel-
zeug für Kinder von allen Arten Stoffen. Steinzeug
von ord. Thon; glasirt und nicht glasirt, mit oder ohne
Malerei. Bücher, Flugschriften und Manuscripte, die
von der competenten Behörde verboten sind. Schwe-
neschmalz, Honig von Zuckerrohr, Holz aller Arten,
ausgenommen Mastbäume. Spiel-Karten aller Art. Gold-
schaum ächt und falsch. Rauschgold aller Art. Tuch,
was nicht erster Classe ist. Pergament. Blei, roh, ge-
schmolzen, oder Geschütz. Rebozos von Baumwolle
oder Seide, eine Art Umschlagetuch, welches hier im
Lande gemacht wird, fertiges Zeug und Wäsche für

1837 Frauen und Männer von allen Figuren, Stoffen und Benennungen, mit Einschluss der Gewänder für die Geistlichkeit. Hievon sind ausgenommen die Tücher aller Grössen, Handschuh, Hüte und Strümpfe. Kochsalz. Rohes und unverarbeitetes Talg. Sarapes (eine Art wollen Decken), Pferdedecken und Decken von Wolle und Baumwolle und Baumwolle. Grobes wollenes Tuch und etwas feineres. Roher Taback und Papier-Zigarren. Ordinaire baumwollene Gewebe, doch fängt dieses Verbot erst ein Jahr nach Bekanntmachung dieses Tarifs in der Hauptstadt an. Weizen und alle Classen von Getreide, Hülsenfrüchte, Gemüse und Kräuter, mit Ausnahme von türkisch Korn, in den Fällen, die das Decret vom 29. März 1827 bestimmt. Geräuchertes, gesalzenes und salpetrisirtes Fleisch und Schweinefleisch in Stücke gehauen. Schuhe.

Art. 77. Hiemit sind alle Gesetze bis zum heutigen Tage über Verbote von Waaren, welche nicht in dem vorstehenden Artikel begriffen sind, aufgehoben.

Art. 78. Das Gesetz vom 29. März 1827 bleibt in Kraft mit dem Unterschied, dass jetzt die respectiven Juntas departamentales die Bestimmung über die Epoche, wann die Einführung zu erlauben ist, zu machen haben, was früher den Congressen der Staaten zukam.

Art. 79. Die Einfuhr von Weizen oder Getreide ist in dem Staat von Chiapas erlaubt, sobald es seine Departamentals-Junta bestimmt.

Art. 80. Von dem Tage der Bekanntmachung dieses Tarifs an, hören die Stellen der Interventores auf, welche der Artikel 1 des Tarifs vom 16. November 1827 verordnete.

Capitel IV.

Benennung und Zusammenstellung der Artikel und Nachweisung der Zoll-Sätze.

Art. 81. Benennung und Classification der Waaren und Bezeichnung der Zoll-Ansätze.

Erste Classe.

Esswaaren aller Arten (ausgenommen die verbotenen) Liqueurs und alle plumpen Waaren, im Allgemeinen bekannt unter dem Namen Abarrotes.

Peso Cents 1837

Bindfaden	Arroba 3 „ — „
Bier und Cidre, inclusive der Gefässe von 1½ Quartillas	Dutzend 3 „ — „
idem idem in irgend andern Ge- fässen, ohne Vergütung für Lec- cage, noch leergelaufene Gefässe	Arroba 2 „ 75 „
Brandtwein von reiner Traube, in Fässern, ohne Vergütung für Lec- cage und leergelaufene Fässer, per Fass von 5	Arroben 20 „ — „
idem aus Trauben, rein und ge- mischt, Genever inclusive des Zolls für die Gefässe, seyen sie von Glas, Thon, oder in Ge- fässen, welche mehr als 5 Arroben wiegen, ohne Vergütung für Lec- cage noch ausgelaufene Fässer .	Arroba 4 „ — „
Cacao Guayaquil, del Para und de Islas	„ 1 „ — „
idem von irgend einer andern Classe	„ 2 „ — „
Eisen, rohes oder verarbeitetes, in runden und breiten Stangen und Ambossen	100 \mathfrak{R} 2 „ — „
idem verarbeitet, in allen Arten Stücken, die nicht zu kurzen Waa- ren und Quincallerien zu rech- nen sind	„ 3 „ — „
Eisen, geschmiedet in dünnen Platten und Band-Eisen	„ 6 „ — „
Eisen-Blech, gewöhnliche Grösse, in Kisten von 225 Blatt per	Kiste 6 „ 25 „
idem grösser	100 Blatt 6 „ 25 „
Essig	Arroba 1 „ — „
Gewürz-Nelken	Pfund — „ 50 „
Hüte, gewöhnliche fertige, feine und ord., von allen Massen . . .	Stück 3 „ — „
idem unaufgemachte	„ 2 „ — „
Kabliau von allen Classen	Arroba 1 „ 25 „
Kalbleder und Saffian	Pfund — „ 50 „
Mandeln, süsse und bittere, mit und ohne Schaale	Arroba 2 „ — „
Oliven-Oel, gewöhnliches, oder Ess- Oel genannt, mit Einschluss der Kruken	„ 1 „ 25 „

206 *Nouveau Tarif général de Douanes*

1837

		Peso	Cents
Papier, florete und Medio florete, gewöhnlicher Grösse, für 1 Ries v.			
500 Bogen	Ries	1	— „
Brief-Papier	„	1	— „
Papier, zu Rechnungen liniirt oder nicht liniirt	„	2	— „
Lösch- und Pack-Papier	„	—	25 „
Pfeffer, feiner und ordinaier	Arroba	2	— „
Rosinen, Feigen und alle trockne Früchte	„	—	75 „
Stahl von allen Clasen	„	1	— „
Schreibfedern	Tausend	3	— „
Spermaceti, verarbeitet	Pfund	—	25 „
idem in Marquetten	„	—	12½ „
Safran, trockner, oder in Oel . . .	„	2	— „
Schnupftaback	„	2	— „
Taback verarbeitet in Cigarren . . .	„	3	— „
Thee	„	1	— „
Wachs, oder etwas gelb	Arroba	6	25 „
idem rohes ungebleichtes	„	5	— „
idem verarbeitetes	„	15	— „
Wein, weisser von allen Sorten, inclusive des Zolls für die Gefässe, ohne Vergütung für Leccage und leergelaufene Fässer	„	2	50 „
idem rother von allen Sorten do. do.	„	2	25 „
Zimmt und Cassia	Pfund	1	25 „

Zweite Classe.

Leinen, Hanf, Heede und Pflanzenstoffe.

		Peso	Cents
Band von allen Classen und Farben	Pfund	—	75 „
Zwirn, weisser von allen Classen und Nummern	„	1	— „
idem farbiger	„	1	50 „
Leinen und Gewebe, weisse und graue, schlichte, ächte und unächte bis zu 1 Vara breit	Vara	—	9 „
Leinen und Gewebe, weisse und graue oder farbige, ächte oder unächte, nicht schlicht, sargeartig, damastartig oder geblümt bis 1 Vara . .	Vara	—	12½ „

Leinen und Gewebe, weisse und graue, ächte oder unächte, gemalte, schlichte, gestreift oder gerillt bis 1 Vara	Vara — „ 10 „
Leinen und Gewebe von Hanf, Heede oder Werg, oder sonstigem Pflan- zen-Stoff, von allen Classen bis 1 Vara	Vara — „ 8 „
Strümpfe aller Grössen, Classen und Farben	Dutz. 2 „ — „
<p>Nota. Alle Leinen und Gewebe, die in dieser Classification begrif- fen sind, wenn sie in ihrem Ge- webe eine Mischung von Baum- wolle haben, müssen den Zoll- Satz wie von Baumwolle in ihrer correspondirenden Classe bezah- len; ausgenommen von dieser allgemeinen Regel sind die folgen- den Classen, welche die Sätze die hier nachfolgend bemerkt sind, bezahlen: Leinen und Gewebe, weisse und graue, oder farbig, ächt oder unächt, bordirt oder gestickt, durchbrochen bis 1 Vara</p>	
Tücher, schlichte, weisse oder farbige bis 1 Vara	Vara — „ 18 „ Dutz. 2 „ 50 „

Dritte Classe.

Wolle, Pferdehaar, Federn und Haar.

	Peso Cents
Kalmuck bis 1 Vara	Vara — „ 25 „
Caschemir und Merino von allen Clas- sen und Farben bis 1 Vara	„ 1 „ — „
Casimir schlicht, gerillt oder gestreift bis 1 Vara	„ — „ 75 „
Garn von Wolle	Pfund — „ 75 „
Strümpfe von allen Grössen und Far- ben	Dutz 2 „ — „
Tuch und Halbtuch von prima Qualität, schlicht, gerillt od. gestreift, die Quadratvara 1	„ — „
Gewebe, sargeartig, wie Bombassin, Cubica, Schalong, Sarsche, Barra-	

1837

	Peso	Cents
gan oder Berkan etc. etc. bis 1 Vara	Vara	— „ 15 „
Gewebe, schlichte wie Boye, Flanell, Ypres, Flaggentuch etc. etc. bis 1 Vara	„	— „ 12½ „
Gewebe, nicht schlichte, oder damast- artige bis 1 Vara	„	— „ 15 „
Zeug zu Fussdecken, und Fussdecken aller Classen bis 1 Vara	„	— „ 75 „
Nota. Die Gewebe, welche in dieser Classification begriffen sind, wenn sie etwas Beimischung von Baumwolle hätten, müssen aus- ser dem Zoll-Satz der ihnen cor- respondirt, noch 15 pCt. mehr auf ihre nämliche Quota bezahlen.		

Vierte Classe.

Seide.

	Peso	Cents
Blonden, Spitzen und Tüll von allen Classen und Farben, schlicht oder gestickt, von Seide allein	Pfund	12 „ — „
Strümpfe, schlichte, gestickte, gestreifte, oder durchbrochene von Seide allein, von allen Classen und Far- ben	„	3 „ 75 „
Listons, Chamberguillas oder Faveurs, Galons oder Schuhband und alle Sorten Bänder von Seide allein, mit Einschluss der von Sammt, Atlas etc.	„	2 „ — „
Regen- und Sonnenschirme von allen Grössen	Stück	1 „ 25 „
Seda pelo von allen Classen und Far- ben	Pfund	2 „ 50 „
Stickseide, Nähseide von allen Clas- sen und Farben	„	2 „ — „
Rohe Seide von allen Classen	„	1 „ — „
Gewebe, rein, schlicht und nicht schlicht, oder gedruckt von Seide allein, von allen Qualitäten, Far- ben und Breiten	„	3 „ — „

Peso Cents 1837

1. Nota. Die Gewebe und übrigen Waaren in dieser Classification begriffen, wenn sie auch etwas Mischung von Baumwolle haben und nicht von Metall, sollen doch nur den ihnen in ihrer correspondirenden Classe bezeichneten Zoll bezahlen.
2. Nota. Die gestickten oder durchbrochenen Gewebe, oder die mit Mischung von Metall, die Abschnitte von allen Classen zu Gewändern und Ornamenten für die Geistlichkeit, und die Tücher, schlichte, nicht schlichte, gedruckte, gestickte oder durchbrochene von allen Classen und Grössen, bezahlen den Zoll nach ihrer Factura laut Art. 42 dieses Tarifs.

Fünfte Classe.
Baumwolle.

		Peso	Cents
Bänder, weisse und farbige . . .	Pfund	—	„ 50 „
Twist, weisser und greisser von No. 21.			
inclusive aufwärts	„	—	„ 19 „
do. farbiger . . . do. do.	„	—	„ 50 „
Zwirn oder Garn, weisser do. do.	„	1	„ — „
do. do., farbiger do. do.	„	1	„ 50 „
Baumwollenzeuge oder Gewebe, weisse und greise, schlichte bis 1 Vara	Vara	—	„ 12½ „
do. do., weisse und greise, sargeartige, glatt, damastartige, Sammt und Felpa oder plüschartig, bis 1 Vara	„	—	„ 14 „
do. do., weisse und greise; brodirt oder durchbrochen bis zu 1 Vara	„	—	„ 14 „
do. do., gemalt, schlicht, gestreift, gerillt, geglättet, damastartig, sammtartig, Felpa oder plüschartig, brodirt oder durchbrochen bis 1 Vara	„	—	„ 12½ „

210 *Nouveau Tarif général de Douanes*

1837

	Peso	Cents
Strümpfe, von allen Grössen, Classen und Farben	Dutz. 2	„ 25 „
Tücher, von allen Classen und Farben bis 1 Vara	Stück —	„ 12½ „
Nota. Alle Leinen - Gewebe und Gespinnste in dieser Classification . begriffen, wenn sie auch Mischung von Leinen, Hanf oder sonstigem Pflanzenstoff haben, müssen den Zoll von Baumwolle in ihrer cor- respondirenden Classe bezahlen.		

Sechste Classe.

Kurze Waaren und Quincallerien.

	Peso	Cents
Verarbeitetes Silber	jede Unze —	„ 75 „

Capitel V.

Von der Ausfuhr.

Art. 82. Alle einheimischen Stoffe, Früchte und Waaren sollen, bei ihrer Ausfuhr, frei von allen Zöllen seyn, und weder die Departemente noch Territorien von denen sie kommen, durch die sie gehen nach den andern Küsten, können ihnen unter irgend einer Benennung welche auflegen, ausgenommen folgende, welche für die National-Casse bezahlt werden müssen:

Geprägtes Gold	2 pCt.
Gold, verarbeitet und gestempelt, quintado, (eine Abgabe, die es ausserdem bezahlen muss:)	2½ „
Silber, geprägtes	3½ „
„ verarbeitet und gestempelt wie oben	4½ „

Art. 83. Unter Strafe der Confiscation sind verboten auszuführen, Gold und Silber in Barren, Erzen und Staub, die mexicanischen Monumente und Alterthümer und der Saamen oder die Brut von Cochenille; in dieses Verbot sind nicht eingeschlossen die Erze und Staube, sobald deren Ausfuhr im Kleinen geschieht und zum Zweck hat, die Museen zu bereichern, was das General-Gouvernement beurtheilen wird, mit dessen Erlaubniss sie dann ausgeführt werden können.

Art. 84. Hiemit sind alle Gesetze und Dispositionen die diesem Tarif entgegen sind, aufgehoben.

Fälle in welchen man in die Confiscation und andere Strafen verfällt.

Art. 85. Ausser den Fällen, worin man in die Confiscation der Waaren, Geld- und persönliche Strafen verfällt und die in den Artikeln 7, 14, 15, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 31, 32, 37, 46, 47, 49, 50, 51, 53, 55, 60, 75 und 83 bezeichnet sind, verfällt man noch in einige der genannten Strafen in folgenden Fällen:

Art. 86. Jedes Fahrzeug, National oder fremd, welcher Grösse, Form und Herkunft es seyn mag, wenn man es an den Küsten, Flüssen oder irgend einem andern Ort, der nicht ein authorisirter Hafen ist, entlöschend findet, wird mit seiner ganzen Ladung confiscirt, und jede der Personen, welche das Fahrzeug führen, ist einer Strafe von 500 bis 3000 Pesos unterworfen, je nachdem der Werth der Ladung ist, und ausserdem werden sie noch zu sechsmonatlicher bis sechsjähriger Gefängnisstrafe verurtheilt. Dem, der die Geldstrafe nicht bezahlen kann, wird die Zeit der Gefangenschaft verdoppelt. Alle Personen, die dazu beitragen, das Entlöschten und an's Land Bringen der Güter, an den in diesem Artikel erwähnten Orten zu beschützen, leiden dieselben festgesetzten Geld- und körperlichen Strafen, und die Wagen, Pferde, Sachen und Geräthschaften, die man in dem Augenblick der Ertapung findet, werden confiscirt. Diejenigen, die heimlichweise in die Küsten-Häfen fremde Waaren einführen, die nicht vorher in einem zum fremden Handel authorisirten Hafen naturalisirt sind, verfallen in dieselben oben angezeigten Strafen.

Art. 87. Wenn in den für den fremden und Küsten-Handel geöffneten Häfen der Republik, Waaren angehalten werden, die eingeführt sind oder eingeführt werden, ohne Beobachtung aller in dem gegenwärtigen Decret vorgeschriebenen Formalitäten, oder mit Verletzung einer der von der Regierung gegebenen Instructionen und Reglements, so werden sowohl die Güter, als die Böte, Kähne, Lanschen und übrigen Fahrzeuge jeder Classe confiscirt.

Art. 88. Wenn die angehaltenen Waaren in verbotenen Artikeln beständen, so werden ausserdem noch die in §. 51. enthaltenen Strafen auferlegt.

1837 Art. 89. Wären die Waaren privilegirte (für den Staat), so leiden die Importeurs und Führer derselben nicht allein die Confiscation derselben, der Fahrzeuge, Wagen, Thiere, Geschirre etc., sondern auch eine Strafe des doppelten Werths zu dem privilegirten Preise in dem respectiven Orte. Im Fall der Nicht-Bezahlung der Waaren, sollen sie zu einer Gefängnißstrafe von zwei bis acht Jahren verurtheilt werden. Im Fall der Wiederholung wird die Strafe verdoppelt, und ausserdem ihnen noch die auferlegt, welche ihnen als mehrfachen Betrügern der öffentlichen Cassen zukömmt. Wenn der Werth der Confiscation über 500 Pesos ist, so soll der Name und das Verbrechen des Schuldigen während neun Tagen in den öffentlichen Zeitungen bekannt gemacht werden; ist er ein Fremder, nicht naturalisirt, so soll er schon das erste mal, wenn er in das Verbrechen der Contrebande verfällt, und der Werth derselben über 500 Pesos beträgt, aus der Republik verwiesen werden. Die Anklage wegen Wiederholung des Verbrechens vor dem Richter kann blos durch den Administrator geschehen, wenn nach seinem Urtheil, unter Berücksichtigung, der besondern Umstände des Falls, der Person und des Werths der Waaren, er dafür hält, dass Letztere zum Handel eingeführt werden.

Art. 90. Wenn die angehaltene Waare in falschem Gelde besteht, von irgend einem Metall, so wird der Schuldige, ausser der Confiscation aller Gegenstände, die der vorerwähnte Artikel erwähnt, und den Strafen, die er bezeichnet, noch mit den Strafen, welche die Gesetze für Falschmünzer bestimmen, belegt. Zur Bestimmung der Strafe in diesen Fällen wird der Werth des falschen Geldes zu dem angenommen, den es hätte, wenn es ächt wäre. Wenn der Schuldige die Strafe nicht bezahlen kann, so wird die öffentliche Casse den Theil derselben, der unter die Denuncianten, Ergreifer und Ankläger, nach dem Verhältnisse welches Art. 99 für solchen Fall bestimmt, zu vertheilen ist, bezahlen, und für den Fiscus bleibt das Metall, was aus der Umschmelzung des falschen Geldes resultirte.

Art. 91. Der Capitain oder Sobrecargo jedes, in einem für den fremden Küsten-Handel authorisirten Hafen, geankerten Schiffs, verfällt in die Strafe von 1000 Pesos, oder wenn er sie nicht hat, in ein Jahr Gefängniß jedesmal, wenn er die Ueberladung von

Gütern aus seinem Schiffe, Lanschen oder Böten erlaubt. Gleiche Strafen, in denselben Bestimmungen, erleiden die Capitaine und Sobrecargos, welche am Bord ihrer Schiffe, Lanschen oder Böte irgend Waaren von andern Schiffen zulassen, und die erwähnten Waaren werden ausserdem confiscirt.

Art. 92. Die gesetzlichen Stunden für die Ladung und Entlöschung der Schiffe sind von Sonnen-Aufgang bis Untergang. Die Waaren welche ausser der Zeit aus- oder eingeschifft werden, werden confiscirt, und die Capitaine, Sobrecargos, Patrone, die helfenden Personen und Mitschuldigen leiden die Geld-Busse oder Strafe, welche denen im vorstehenden Artikel erwähnten gleichkommen.

Art 93. Jeder angestellte oder öffentliche Beamte irgend einer Classe, Privilegium und Rang, der bei der heimlichen Einführung hilft oder dazu beiträgt, oder sie wissentlich duldet, wird seines Amtes entsetzt, für immer unfähig erklärt, ein anderes zu erhalten, und mit der Strafe belegt, die dem Haus-Diebstahl mit Missbrauch des Vertrauens zuerkannt ist, sein Name und Verbrechen werden in allen officiellen Zeitungen für dreissig hinter einander folgende Tage bekannt gemacht, und ausserdem muss er aus seinen Gütern den Schaden und Nachtheil den der Staat erlitten, ersetzen.

Art. 94. Jedermann der wegen eines Verbrechens, die das gegenwärtige Decret bezeichnet, in Untersuchung wäre, kann kein Privilegium geniessen, noch vorschieben, was ihn der Gerichtsbarkeit der angestellten, oder noch für die Processe und Angelegenheiten der öffentlichen Casse anzustellenden Behörden, entziehen könne.

Art. 95. Wenn die Untersuchung der angehaltenen Waaren angestellt wird, so können der Denunciant selbst oder ein Vertrauter desselben, die Anhalter oder Ergreifer gegenwärtig seyn, wenn es ihnen convenirt, doch müssen sie ihre Erklärung, dass sie conform sind, in dem respectiven Document abgeben.

(Die Capitel VII und VIII, Art. 96 bis 122, handeln nur von der Vertheilung der in Beschlag genommenen und confiscirten Waaren und von den gerichtlichen Proceduren, welche bei der Beschlagnahme oder den Confiscationen angewendet werden sollen, sind also für das Ausland von keinem besonderen Interesse).

1837 So geschehen, befohlen zu drucken, bekannt zu machen, in Umlauf und in Erfüllung zu bringen. Pallast des National-Gouvernements in Mexico, den 11. März 1837.

JOSE JUSTO CORRO.

An
Don Ignacio Alas.

Uebergerben an Ew. Excellenz, zur Nachachtung und zum Vollzug. Gott und Freiheit! Mexico den 11. März 1837.

ALAS,
Gouverneur des Departements von Mexico.

21.

Traité de commerce et de navigation, conclu à Londres le 16 Mars 1837, entre les Royaumes de Suède et de Norvège d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part.

(Gesetzsamml. für das Königreich Hannover 1837 1ste Abtheil. Nro. 27).

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Roi de Hanovre et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, également animés du désir d'étendre et de consolider les relations commerciales qui subsistent entre le Hanovre et la Suède et la Norvège, et convaincus que ce but salulaire ne saurait être mieux rempli, que par l'adoption d'un système de parfaite reciprocité, basé sur des principes équitables, sont convenus en conséquence d'entrer en négociation pour la conclusion d'un Traité de Commerce, et ont nommé à cet effet des Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Roi de Hanovre, le Baron Louis Conrad George d'Ompeda, Son Ministre d'Etat et du Cabinet, Chancelier et Grand-Croix de l'Ordre des Guelphes, Grand-Croix de l'Ordre de St. Etienne d'Autriche, de celui de l'Aigle rouge de Prusse et de celui de Henry

Und zur allgemeinen Kenntniss befehle ich, dass 1837
Gegenwärtiges in dieser Hauptstadt und in allen Städten
und Flecken des Departements mittelst Anschlag öffent-
lich bekannt gemacht werde und bei allen denen circu-
lire, die sich um die Beobachtung dieser Verordnung
zu bekümmern haben.

Gegeben in Mexico, den 18. März 1837.

LUIS GONZAGA VIKYRA.

LIC. GABRIEL SAGASETA,
Secretair.

21.

*Handels- und Schiffahrtstractat ab-
geschlossen zu London am 16ten März
1837, zwischen dem Königreiche Han-
nover einerseits und den Königrei-
chen Schweden und Norwegen an-
dererseits.*

(Publicirt in Hannover am 18ten October 1837).

Seine Majestät der König des vereinigten Reichs
Grossbritannien und Irland, König von Hannover und
Seine Majestät der König von Schweden und Norwe-
gen, gleich beseelt von dem Wunsche, die zwischen
Hannover und Schweden auch Norwegen bestehenden
Handels-Verhältnisse auszudehnen und zu befestigen,
und überzeugt, dass dieser heilsame Zweck nicht besser
erfüllt werden könne, als durch die Annahme eines
Systems vollkommener Reciprocität auf billigen Grund-
lagen, sind demzufolge übereingekommen, zu Abschlies-
sung eines Handels-Vertrages in Unterhandlung zu tre-
ten, und haben zu dem Ende Bevollmächtigte ernannt,
nämlich: Seine Majestät der König des vereinigten Reichs
Grossbritannien und Irland, König von Hannover, den
Baron Ludwig Conrad Georg von Ompteda, ihren
Staats- und Cabinets-Minister, Canzler und Grosskreuz
des Guelphen-Ordens, Grosskreuz des Oesterreichischen

1837 le Lion de Brunswik etc. etc. etc., et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Comte Magnus de Björnstjerna, Lieutenant-Général de Ses Armées et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Commandeur et Chevalier Grand-Croix de l'Ordre de l'Épée, Chevalier de celui de St. George de Russie, et du mérite militaire de Prusse etc. etc. lesquels, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des Articles suivans :

Art. 1. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports du Royaume de Hanovre, de même que les bâtimens Hanovriens, qui arrivent dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège sur leur lest ou chargés, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de ports, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la couronne, aux villes, ou à des établissemens particuliers quelconques.

Art. 2. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du Royaume de Hanovre est légalement permise dans des bâtimens Hanovriens, pourront également y être importées sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées dans des bâtimens Hanovriens; et reciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol et de l'industrie du Royaume de Hanovre, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège est légalement permise dans les bâtimens Suédois et Norvégiens, pourront également y être importées sur des bâtimens Hanovriens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes

St. Stephan-, des Preussischen rothen Adler- und des 1837
Braunschweigischen Ordens Heinrich des Löwen etc.
etc. etc., und Seine Majestät der König von Schweden
und Norwegen, den Grafen Magnus von Björnstjerna,
Ihren General-Lieutenant, ausserordentlichen Abgesand-
ten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Grossbri-
tannischen Majestät, Commandeur und Grosskreuz des
Schwerdt-Ordens, Ritter des Russischen St. Georg- und
des Preussischen Militair-Verdienst-Ordens etc. etc. etc.,
welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger
Form befundenen Vollmachten über die nachstehen-
den Artikel übereingekommen sind :

Art. 1. Die Schwedischen und Norwegischen Schiffe,
welche in Ballast oder beladen in den Häfen des Kö-
nigreichs Hannover ankommen, so wie die Hannovers-
schen Schiffe, welche in Ballast oder beladen in den
Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen an-
kommen, sollen, sowohl beim Einlaufen als beim Aus-
laufen, in Ansehung der Hafen-, Tonnen-, Leucht- und
Lootsen-Gelder, so wie jeder andern der Krone, den
Städten oder Privat-Anstalten jeder Art gebühren-
den Abgabe oder Auflage, sie möge seyn oder genannt
werden, wie sie wolle, auf denselben Fuss wie die Na-
tional-Schiffe behandelt werden.

Art. 2. Alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie
mögen Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie der
Königreiche Schweden und Norwegen oder aber jedes
andern Landes seyn, deren Einbringung in die Häfen
des Königreichs Hannover in Hannoverschen Schiffen
gesetzlich erlaubt ist, sollen daselbst auch in Schwedi-
schen und Norwegischen Schiffen eingeführt werden
dürfen, ohne höheren oder anderen Abgaben, sie mögen
Namen haben, welche sie wollen, unterworfen zu seyn,
als wenn dieselben Waaren oder Producte in Hanno-
verschen Schiffen eingebracht wären; und gleichermas-
sen sollen alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie
seyen Erzeugnisse des Bodens und der Industrie des Kö-
nigreichs Hannover oder jedes andern Landes, deren
Einbringung in die Häfen der Königreiche Schweden
und Norwegen in Schwedischen und Norwegischen Schif-
fen gesetzlich erlaubt ist, daselbst auch auf Hannover-
schen Schiffen eingeführt werden dürfen, ohne höhe-
ren oder anderen Abgaben, sie mögen Namen haben,
welche sie wollen, unterworfen zu seyn, als wenn diesel-

1837 marchandises ou productions avaient été importées dans les bâtimens Suédois et Norvégiens.

Les stipulations de l'Article précédent et de celui-ci sont, dans toute leur plénitude, applicables aux navires Suédois et Norvégiens qui entreront dans les ports du Royaume de Hanovre, ainsi qu'aux navires Hanovriens qui entreront dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, alors même que ces navires respectifs, sans venir directement des ports des Royaumes de Suède et de Norvège, ou bien de ceux du Royaume de Hanovre, arriveraient en droiture des ports d'une domination tierce ou étrangère.

Art. 3. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports des dits Royaumes dans leurs propres bâtimens est légalement permise, pourront de même être exportées des dits ports sur des bâtimens Hanovriens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens Suédois et Norvégiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports du Royaume de Hanovre, de sorte que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume de Hanovre, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports du dit Royaume dans ses propres bâtimens est légalement permise, pourront de même être exportées des dits ports sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens Hanovriens.

Art. 4. Les stipulations générales des Articles 1. 2. et 3. inclusivement seront de même appliquées aux navires de la colonie de St. Barthélemy de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège aux Indes Occidentales, qui entreront dans les ports du Royaume de Hanovre, et aux navires Hanovriens qui entreront dans les ports de la dite colonie.

Art. 5. Il ne sera donné ni directement, ni indi-

ben Waaren oder Producte in Schwedischen und Norwegischen Schiffen eingebracht wären. 1837.

Die Bestimmungen des vorhergehenden und des gegenwärtigen Artikels sind ihrem ganzen Inhalte nach auf die Schwedischen und Norwegischen Schiffe, welche in die Häfen des Königreichs Hannover einlaufen, so wie auf die Hannoverschen Schiffe, welche in die Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen einlaufen, anwendbar, selbst wenn diese respectiven Schiffe, ohne direct aus Häfen der Königreiche Schweden und Norwegen, oder aber aus Häfen des Königreichs Hannover zu kommen, unmittelbar aus den Häfen eines dritten oder fremden Gebiets einträfen.

Art. 3. Alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie seyen Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie der Königreiche Schweden und Norwegen oder jedes andern Landes, deren Ausführung aus den Häfen der genannten Königreiche in deren eigenen Schiffen gesetzlich erlaubt ist, sollen aus besagten Häfen auch in Hannoverschen Schiffen ausgeführt werden dürfen, ohne höheren oder anderen Abgaben, sie mögen Namen haben, welche sie wollen, unterworfen zu seyn, als wenn die Ausführung in Schwedischen oder Norwegischen Schiffen geschähe. Eine genaue Reciprocität soll in den Häfen des Königreichs Hannover beobachtet werden, dergestalt, dass alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie seyen Producte des Bodens oder der Industrie des Königreichs Hannover oder jedes andern Landes, deren Ausführung aus den Häfen des genannten Königreichs in dessen eigenen Schiffen gesetzlich erlaubt ist, aus besagten Häfen auch in Schwedischen und Norwegischen Schiffen sollen ausgeführt werden dürfen, ohne höheren oder anderen Abgaben, sie mögen Namen haben, welche sie wollen, unterworfen zu seyn, als wenn die Ausführung in Hannoverschen Schiffen geschähe.

Art. 4. Die allgemeinen Stipulationen der Artikel 1. 2 und 3. einschliesslich sollen gleichfalls angewendet werden auf die Schiffe aus Seiner Königlich-Schwedischen und Norwegischen Majestät Colonie St. Barthelémy in Westindien, welche in die Häfen des Königreichs Hannover einlaufen und auf die Hannoverschen Schiffe, welche in die Häfen der besagten Colonie einlaufen.

Art. 5. Von keiner der beiden Regierungen und

1837 rectement, ni par l'un des Gouvernemens, ni par aucune Compagnie, Corporation ou Agent, agissant en Son nom, ou sous Son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie, soit de l'un des deux Etats, soit de tout autre pays, importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire, qui aurait transporté cette production légalement permise, l'intention bien positive des deux Hautes Parties Contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 6. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Hanovriens ne pourront profiter des immunités et avantages que leur accorde le présent Traité qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats, voulus par les réglemens existans des deux côtés, pour constater leur port et leur nationalité.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'échanger des déclarations pour faire une énumération claire et précise des papiers et documens dont l'un et l'autre Etat exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange, qui aura lieu au plus tard deux mois après la signature du présent Traité, l'une des Hautes Parties Contractantes se trouverait dans le cas de changer ou modifier Ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

Art. 7. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix années à compter du premier Mai de la présente année, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des deux Hautes Parties Contractantes n'aura point annoncé à l'autre Son intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité restera encore obligatoire une année au de là, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des deux Hautes Parties Contractantes à l'autre, pour qu'il soit annullé.

Art. 8. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de deux mois après la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé le présent Traité et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Lon-

von keiner in deren Namen oder unter deren Autorität handelnden Compagnie, Corporation oder Agenten soll in Ansehung des Ankaufs irgend eines Products des Bodens oder der Industrie, sei es eines der beiden Staaten oder jedes andern Landes, welches in das Gebiet des andern Staates eingeführt ist, irgend ein Vorzug direct oder indirect gegeben werden, wegen oder in Betracht der Nationalität des Schiffes, welches dieses gesetzlich erlaubte Product transportirt hat; indem es die bestimmte Willensmeinung der beiden hohen Contrahenten ist, dass in dieser Hinsicht durchaus kein Unterschied Statt finden soll.

Art. 6. Die Schwedischen und Norwegischen, so wie die Hannoverschen Schiffe sollen die ihnen durch den gegenwärtigen Vertrag bewilligten Freiheiten und Vortheile nur in so fern zu geniessen haben, wenn sie mit den nach den beiderseits bestehenden Anordnungen erforderlichen Papieren und Zeugnissen zur Constatirung ihrer Trächtigkeit und Nationalität versehen sind.

Die hohen Contrahenten behalten sich vor, Erklärungen auszuwechseln, um deutlich und genau die Papiere und Documente aufzuzählen, mit welchen nach den Vorschriften des einen und des andern Staates ihre Schiffe versehen seyn müssen. Wenn nach dieser Auswechslung, welche spätestens binnen 2 Monaten nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages geschehen soll, einer der hohen Contrahenten Seine desfallsigen Verordnungen abändern oder modificiren sollte, so soll davon dem Andern amtliche Mittheilung gemacht werden.

Art. 7. Der gegenwärtige Vertrag soll Zehn Jahre hindurch vom 1sten Mai d. J. angerechnet in Kraft seyn, und wenn Zwölf Monate vor Ablauf dieses Zeitraums einer oder der andere der beiden hohen Contrahenten dem andern nicht die Absicht angezeigt hat, selbigen ausser Wirksamkeit treten zu lassen, so soll dieser Vertrag noch ein ferneres Jahr verbindlich seyn, und so fort bis nach Ablauf von Zwölf Monaten nach der von einem der hohen Contrahenten dem andern gemachten amtlichen Anzeige, dass derselbe aufgehoben werden solle.

Art. 8. Der gegenwärtige Vertrag soll von den hohen Contrahenten ratificirt und die Ratificationen in London innerhalb des Zeitraums von zwei Monaten

1837 dres ce Seize Mars de l'an de notre Seigneur Mil huit cent trente sept.

LOUIS CONRADE GEORGE
D'OMPTEDA.

MAGNUS
BJÖRNSTJERNA.

27.

Convention entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le Grandduc d'Oldenbourg, pour régler les relations provenant de la réunion des églises catholiques dans le Grandduché d'Oldenbourg avec la Diocèse de Münster. En date du 10 Mai 1837.

Allgemeine Preussische Staatszeitung. 1837. Nro 222 v. 12. August.)

Nachdem auf den Grund stattgehabter Unterhandlungen zwischen dem Königlich Preussischen und dem Grossherzoglich Oldenburgischen Hofe eine Vereinbarung über den Anschluss der katholischen Kirchen im Herzogthume Oldenburg an die Diözese Münster durch den, von Seiner Königl. Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg hierzu bevollmächtigten Staats-Minister Baron von Brandenstein mit dem Päpstlichen Vollzieher der, für die Königlichen Preussischen Staaten erlassenen Circumscriptions-Bulle „de salute animarum“ Weiland Sr. Durchlaucht dem Prinzen Joseph von Hohenzollern-Hechingen, Fürsten-Bischöfe von Ermland, unterm 5. Januar 1830 abgeschlossen und im Wesentlichen bereits zur Ausführung gebracht; hiernächst aber von Seiten der beiden theiligten Höfe für angemessen erachtet worden ist, die aus der gedachten Diözesan-Verbindung hervorgehenden staatsrechtlichen Verhältnisse nach Massgabe des dieserhalb vorwaltenden Bedürfnisses näher zu bestimmen; so sind zu diesem Ende zu Bevollmächtigten ernannt worden, von Sr. Majestät dem Könige von Preussen Allerhöchstdero geheimer Legations-Rath Friedrich Karl von Bülow, Ritter etc.; von Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg Höchstdero Staatsrath Karl Friedrich Ferdinand Suden,

nach der Unterzeichnung, oder wo möglich früher, aus- 1837
gewechselt werden.

Zu Urkund haben wir den gegenwärtigen Vertrag
unterzeichnet und mit unseren Wappen besiegelt. Ge-
schehen in London am sechzehnten März im Jahre un-
seres Herrn Eintausend achthundert sieben und dreissig.

LUDWIG CONRAD GEÖRG

v. OMPTEDA.

(L. S.)

MAGNUS

BJÖRNSTJERNA.

(L. S.)

Ritter etc., welche nach Anleitung jener früheren Ver-
handlungen über folgende Bestimmungen übereingekom-
men sind:

Art. I. Se. Majestät der König von Preussen ge-
nehmigen, dass die bisherige Verbindung der katholi-
schen Kirchen in den vormals Hochstift-Münsterschen
Landestheilen des Herzogthums Oldenburg mit der Diö-
zese Münster erhalten und selbige auch auf die, zur
Osnabrückschen Diözese gehörig gewesenen, neuerlich
aber von derselben getrennten Pfarreien Damme, Neuen-
kirchen und Holdorf ausgedehnt, ingleichen, dass die
Verwaltung der katholischen Kirchen zu Odenburg und
Jever, deren frühere Verbindung mit der Nordischen
Mission aufgelöst worden, von dem Bischofe zu Mün-
ster nach gleichen Rechten geführt werde, als solche
dem Fürst-Bischofe von Breslau in der Bulle „de sa-
lute animarum“ in Ansehung der katholischen Kirchen
zu Berlin und Potsdam beigelegt sind; und dass das-
selbe in Beziehung auf die, von dem Bischofe zu Mün-
ster früher nach Missionsrechte geleitete katholische
Kirche zu Wildeshausen stattfinde.

Art. II. Der Bischof zu Münster wird beim An-
tritt seines Amtes in Beziehung auf sein Verhältniss
zu den katholischen Kirchen im Herzogthum Oldenburg
der Grossherzoglich Oldenburgischen Staatsregierung ei-
nen Revers ausstellen, dass er den landesherrlichen Ge-
rechtsamen Sr. Königl. Hoheit des Grossherzogs bei der
Ausübung seiner bischöflichen Pflichten nicht zu nahe
treten und auf die Gesetze des Herzogthums Oldenburg
gehörige Rücksicht nehmen wolle.

Art. III. Wenn Sedisvakanz eintritt, wird das
Domkapitel zu Münster Sr. Königl. Hoheit dem Gross-
herzoge von Oldenburg davon Anzeige machen, wie

1837 auch den Ausgang der Bischofswahl zu Höchstdero Kenntniss bringen.

Art. IV. Von Sr. Majestät dem Könige von Preussen wird genehmigt, dass Se. Königl. Hoheit der Grossherzog von Oldenburg an der Domkirche zu Münster zwei Ehren-Kanonikate zu gleichen Einkünften und Rechten, als den übrigen Ehren-Kanonikaten an derselben Kirche beigelegt sind, errichten.

Art. V. Eben so genehmigen Se. Königliche Majestät, dass die dem Oldenburgischen Theile der Diözese Münster bereits vorgesetzte und mit ausgedehnten Vollmachten versehene eigene geistliche Behörde (Offizialat) dem Bischofe zu Münster, unabhängig von dem dortigen General-Vikariate, unmittelbar untergeordnet bleibe und während der Vakanz des Bischöflichen Stuhles zu dem Domkapitel daselbst in gleichem Verhältnisse, wie bei besetztem Stuhle, zu den Bischöfen stehe.

Art. VI. Die Grossherzoglich Oldenburgischen Unterthanen sollen von dem Genusse der vormals gemeinsamen oder ihnen etwa eigenthümlichen Alt-Münsterschen Stiftungen nicht ausgeschlossen, vielmehr bei demselben erhalten werden.

Art. VII. Was insbesondere das Klerikal-Seminarium zu Münster nebst der damit verbundenen Kritinianischen Stiftung betrifft, so wird Königl. Preussischer Seits aus Rücksichten auf die Wünsche der Grossherzoglich Oldenburgischen Staatsregierung und ohne Anerkennung einer diesfälligen Rechtsverbindlichkeit nachgegeben, dass von den, bei diesem Institute befindlichen älteren Freistellen jedesmal drei an qualifizierte Aspiranten aus dem Oldenburgischen Bezirke der Münsterschen Diözese verliehen werden können. Die übrigen Aspiranten aus dem gedachten Bezirke sollen als Diözessenen unter gleichen Bedingungen, wie die Königlich Preussischen Unterthanen, aufgenommen werden. — Durch die vorstehenden Bestimmungen werden die Hoheitsrechte Sr. Majestät des Königs von Preussen in Ansehung der gedachten Anstalt weder berührt noch beschränkt. Sollte die Einrichtung derselben wesentliche Veränderungen erleiden, so wird darauf Bedacht genommen werden, dem Oldenburgischen Theile der Diözese Münster die obenerwähnten Vortheile zu erhalten.

Art. VIII. Zu dem Eremiten- und Deremitenhause, welche der freigebigen Fürsorge Sr. Majestät des Kö-

nigs von Preussen ihre Entstehung zu verdanken haben 1837 werden, hat der Klerus des Herzogthums Oldenburg zwar keinen unentgeltlichen Zutritt, es werden indessen mit Zustimmung der Königl. Regierung zu Münster Mitglieder des Oldenburgischen Klerus gegen billige zu gewährende Entschädigung eintretenden Falles in die gedachten Anstalten aufgenommen werden.

Art. IX. Wenn die Grossherzoglich Oldenburgische Staatsregierung Sich etwa veranlasst finden sollte, wegen besonderer Verhältnisse Ihrer Unterthanen zu dem Päpstlichen Stuhle mit diesem in unmittelbare Verhandlung zu treten, und Selbige nicht etwa einen eigenen diplomatischen Agenten in Rom haben oder einen anderen dazu ausersehen möchte, so wird derselben dazu das Königlich Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, auf jedesmaliges besonderes Ansuchen dieserhalb, insofern sonst nichts entgegensteht, durch Vermittelung der Königlichen Gesandtschaft zu Rom alle thunliche Erleichterung zu verschaffen suchen. — Sofern in Beziehung auf die katholischen Kirchen in der Preussischen Monarchie überhaupt oder auf die Diözese Münster Königlich Preussischen Antheils insbesondere Bestimmungen getroffen würden, welche für den Oldenburgischen Antheil dieser Diözese von besonderem Interesse seyn könnten, verspricht das Königlich Preussische Gouvernement der Grossherzoglich Oldenburgischen Staats-Regierung hierüber freundschaftliche Mittheilung zu machen.

Art. X. Der gegenwärtige Vertrag wird von Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg ratifizirt werden und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden soll binnen sechs Wochen, oder, wenn es geschehen kann, noch früher erfolgen. — Zu Urkund dessen haben die am Eingange genannten Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und untersiegelt. — So geschehen Berlin, den 10. Mai 1837.

(L. S.)
(L. S.)

BÜLOW.
SUDEN.

28.

Traité de Paix et d'Amitié conclu au fort Gibson entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Kioway, Ka-ta-ka et Ta-wa-karo. En date du 26 Mai 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. Append p. 23.).

Proclamation du Président des Etats-unis.

Martin van Buren,

President of the United States of America, to all and singular to whom these presents shall come, greeting:

Whereas a treaty of Peace and Friendship was made and concluded at Fort Gibson, on the twenty-sixth day of May, one thousand eight hundred and thirty-seven, between *Montfort Stokes* and *A. P. Chouteau* Commissioners on behalf of the United States, and the Chiefs, Headmen and Representatives of the Kioway, Ka-ta-ka, and Ta-wa-karo nations of Indians; which treaty is in the words following, to wit:

Treaty with the Kioway, Ka-ta-ka and Ta-wa-karo, Nations of Indians.

Whereas a treaty of peace and friendship was made and signed on the 24th day of August 1835 between *Montfort Stokes* and Brigadier General *Matthew Arbuckle*, commissioners on behalf of the United States on the one part; and the chiefs, and headmen and representatives of the Comanche, Witchetaw, Cherokee, Muscogee, Choctaw, Osage, Seneca and Quapaw nations or tribes of Indians on the other part; and whereas the said treaty has been duly ratified by the Government of the United States; now know all, whom it may concern, that the United States, by letter of appointment and instructions of the 7th day of April 1837, has authorized Col. A. P. Chouteau to make a conven-

tion or treaty between the United Staates and any of 1837
the nations or tribes of Indians of the Great Western
Prairie; we the said Montfort Stokes and A. P. Chou-
teau, commissioners of Indian treaties, have this day
made and concluded a treaty of peace and friendship,
between the United States of America, and the chiefs,
headmen and representatives of the Kioway, Ka-ta-ka,
and Ta-wa-ka-ro nations of Indians, on the following
terms and conditions, that is to say:

Article 1st. There shall be perpetual peace and
friendship between all the citizens of the United States
of America and all the individuals composing the Kio-
way, Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations and their as-
sociated bands or tribes of Indians and between these
nations or tribes and the Muscogee and Osage nations
or tribes of Indians.

Article 2d. Every injury or act of hostility by
one or either of the contracting parties on the other,
shall be mutually forgiven, and for ever forgot.

Article 3d. There shall be a free and friendly in-
tercourse between all the contracting parties hereto;
and it is distinctly understood and agreed by the Kioway,
Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations and their associated
bands or tribes of Indians, that the citizens of the Uni-
ted States are freely permitted to pass and repass through
their settlements or hunting ground without molestation
or injury, on their way to any of the provinces of the
Republics of Mexico or Texas, or returning therefrom,
and that the nations or tribes named in this article
further agree to pay the full value of any injury their
people may do to the goods or property of the citizens
of the United States, taken or destroyed when peacea-
bly passing through the country they inhabit or hunt
in or elsewhere. And the United States hereby gua-
rantee to any Indian or Indians of the Kioway, Ka-ta-ka
and Ta-wa-ka-ro nations, and their associated bands
or tribes of Indians, a full indemnification for any hor-
ses or other property which may be stolen from them,
Provided that the property so stolen cannot be recover-
ed, and that sufficient proof is produced, that it was
actually stolen by a citizen of the United States, and
within the limits thereof.

Art. 4th. It is understood and agreed by all the nations
or tribes of Indians, parties to this treaty, that each and

1837 all of the said nations or tribes have free permission, to hunt and trap in the Great Prairie west of the Cross Timber to the western limits of the United States.

Article 5th. The Kioway, Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations and their associated bands or tribes of Indians agree and bind themselves to pay full value for any injury their people may do to the goods or other property of such traders as the President of the United States may place near to their settlements or hunting ground for the purpose of trading with them.

Article 6th. The Kioway, Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations and their associated bands or tribes of Indians agree that in the event any of the red people belonging to the nations or tribes of Indians residing south of the Missouri river, and west of the States of Missouri and Arkansas, not parties to this treaty, should visit their towns, or be found on their hunting ground, that they will treat them with kindness and friendship, and do no injury to them in any way whatever.

Article 7th. Should any difficulty hereafter unfortunately arise between any of the nations or tribes of Indians, parties hereunto, in consequence of murder, the stealing of horses, cattle, or other cause, it is agreed, that the other tribes shall interpose their good offices to remove such difficulties; and also that the Government of the United States may take such measures as they may deem proper to effect the same object, and see that full justice is done to the injured party.

Article 8th. It is agreed by the commissioners of the United States that in consequence of the Kioway, Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations and their associated bands or tribes of Indians having freely and willingly entered into this treaty and it being the first they have made with the United States, or any of the contracting parties, that they shall receive presents immediately after signing as a donation from the United States; nothing being asked from the said nations or tribes in return, except to remain at peace with the parties hereto, which their own good, and that of their posterity require.

Article 9th. The Kioway, Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations, and their associated bands or tribes of Indians, agree, that their entering into this treaty shall in no respect interrupt their friendly relations with the

Republics of Mexico and Texas, where they all frequently hunt and the Kioway, Ka-ta-ka and Ta-wa-ka-ro nations sometimes visit; and it is distinctly understood that the Government of the United States desire that perfect peace shall exist between the nations or tribes named in this article, and the said Republics.

Article 10th. This treaty shall be obligatory on the nations or tribes, parties hereto, from and after its ratification by the Government thereof.

Done and signed and sealed at Fort Gibson, this twenty-sixth day of May one thousand eight hundred and thirty-seven and of the independence of the United States the sixty-second.

Signatures des Indiens.

M. STOKES,
Commissr of Indn. treaties.

A. F. CHOUTEAU
Com. Indian treaties.

Witnesses:

Wm. Whistler, Lt. Col. 7th. Infy. Comp.
B. L. E. Bonneville, Capt. 7th. Infy.
Francis Lee, Capt. 7th. Inf.
Jas. R. Stephenson, Capt. 7th. Inf.
P. S. G. Bell, Capt. 1st. Dragoons.
W. Seawell, Capt. 7th. Inf. and Secy to the Comrs.
S. W. Moore, 1st. Lt. and Adj. 7th. Inf.
Th. H. Hohnes, 1st. Lt. 7th. Infy.
R. H. Ross, 1st. Lt. 7th. Infy.
J. H. Bailey, Assit. Surgeon.
G. K. Paul, 1st. Lt. 7th. Infy.
C. S. Simmons, 1st. Lt. 7th. Infy.
J. G. Reed, 2d. Lt. 7th. Infy.
J. M. Wells, 2d. Lt. 7th. Inf.
R. L. Dodge.
F. Britton, Lieutn. 7th. N. S. Army.
S. Hardage, Creek Interpreter.

Now, therefore, be it known, that I Martin van Buren, President of the United States of America, having seen and considered the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the sixteenth day of February, one thousand eight hundred and thirty-eight, accept, ratify and confirm the same. and every clause and article thereof.

1837 In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the City of Washington, this twenty first day of February, one thousand eight hundred and

29.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre les trois républiques anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, et la république de Vénézuéla, le 27 Mai 1837.

Des relations commerciales s'étant établies depuis quelque temps entre les républiques anséatiques et celle de Vénézuéla, il a paru utile à la sûreté et protection de leurs intérêts réciproques, que ces relations fussent confirmées et assurées par un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Dans ce but, lesdites républiques ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir: le Sénat de la république et ville libre et anséatique de Lubeck, le Sénat de la république et ville libre et anséatique de Brême, et le Sénat de la république et ville libre et anséatique de Hambourg, chacun d'eux séparément, le sieur George Gramlich, leur chargé d'affaires près la république de Vénézuéla, et le vice-président de la république de Vénézuéla chargé du pouvoir exécutif, le sieur Santos Michelena, secrétaire d'état au département des finances et des relations extérieures: lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Il y aura paix constante et complète, amitié sincère et invariable entre les républiques anséa-

thirty eight and of the Independence of the United 1837
States sixty-second.

M. VON BUREN.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

29.

*Freundschafts -, Schifffahrts - und
Handelsvertrag, abgeschlossen am
17. Mai 1837. zwischen den Hanse-
städten (Hamburg, Bremen und Lü-
beck) einerseits und der Republik
Venezuela andererseits.*

Les Ratifications de ce Traité ont été échangées le 19
Mars 1838 à Caracas.

(Hamburger Blätter v. J. 1838.).

Da seit geraumer Zeit zwischen den hanseatischen Republiken und der Republik Venezuela Handelsverbindungen angeknüpft worden sind, so hat es zur Sicherung und Förderung der gegenseitigen Interessen nützlich geschienen, diese Verbindungen durch einen Freundschafts- Handels- und Schifffahrts-Vertrag zu bekräftigen und sicher zu stellen.

Zu diesem Zwecke haben die gedachten Republiken ihre respectiven Bevollmächtigten ernannt, nämlich: der Senat der Republik und freien Hansestadt Lübeck, der Senat der Republik und freien Hansestadt Bremen und der Senat der Republik und freien Hansestadt Hamburg, jeder für sich besonders, den Hrn. Georg Gramsch, ihren Geschäftsträger bei der Republik Venezuela; und der mit der vollziehenden Gewalt bekleidete Vice-Präsident der Republik Venezuela den Hrn. Santos Michelena, Staatssecretair im Departement der Finanzen und der auswärtigen Angelegenheiten, welche nach Austausch ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten, sich über die folgenden Artikel geeinigt haben.

Art. 1. Zwischen den hanseatischen Republiken und der Republik Venezuela, so wie zwischen ihren

1837 tiques et la république de Vénézuéla, et entre leurs habitans et citoyens.

2. Il y aura également entre les républiques antérieures et la république de Vénézuéla une liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les citoyens de chacune d'elles seront admis en toute liberté et sécurité avec leurs navires et cargaisons dans tous les parages, ports et rivières situés dans le territoire et les domaines de l'autre, dans lesquels d'autres étrangers peuvent ou pourront aller; ils pourront y entrer, y séjourner et y résider, y louer et y occuper des maisons selon le besoin de leur commerce, restant néanmoins assujétis aux lois et statuts en vigueur dans le pays.

3. Les citoyens des républiques contractantes qui résideraient ou voyageraient dans le territoire de l'autre, jouiront, quant à leur personne et leurs propriétés, et quant à l'exercice de leur religion et de leur industrie, de la même protection et des mêmes garanties, droits et privilèges qui sont ou seraient accordés par la suite aux citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée; ils auront un libre accès devant les tribunaux pour y soutenir ou défendre leurs droits et intérêts, sujets aux mêmes conditions que les naturels de la république où ils résideraient. Ils ne pourront être obligés à servir dans l'armée des troupes régulières, ni dans la marine, ni être contraints de contribuer aux emprunts forcés, ou à payer d'autres ou de plus fortes contributions, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, que celles que paient ou paieront les citoyens du pays où ils se trouvent.

Les navires, équipages, marchandises et effets de leur propriété ne pourront être saisis ni retenus pour aucune expédition militaire, ni pour aucun service public de quelque genre que ce soit, sans accorder aux intéressés une indemnité suffisante.

4. Il est également convenu que les citoyens de chacune des parties contractantes pourront disposer de leurs biens personnels dans les limites de la juridiction de l'autre par vente, donation, testament ou autrement, et leurs héritiers étant citoyens de l'autre partie, succé-

Bürgern und Einwohnern soll dauernder und vollständiger Friede, aufrichtige und unwandelbare Freundschaft bestehen. 1837.

Art. 2. Eben so soll zwischen den hanseatischen Freistaaten und der Republik Venezuela gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt statt haben. Demzufolge die beiderseitigen Bürger frei und sicher mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Küsten, Häfen und Flüssen im Gebiete des andern Theiles fahren, wohin es andern Fremden zu fahren gestattet ist oder künftig gestattet werden möchte, dort landen, verweilen und sich niederlassen; Häuser und Magazine zum Zweck ihres Handels miethen und besitzen, wobei sie gleichwohl den in den beiderseitigen Gebieten geltenden Gesetzen und Statuten unterworfen bleiben.

Art. 3. Die Bürger der contrahirenden Republiken, welche im Gebiete des andern Theils verweilen oder reisen, geniessen in Betreff ihrer Personen oder Güter, so wie der Ausübung ihrer Gewerbe und ihrer Religion, desselben Schutzes, derselben Garantien, Rechte und Vorrechte, wie sie den Bürgern oder Unterthanen der am meisten begünstigten Nation gewährt sind oder werden möchten; sie erhalten freien und leichten Zugang bei den Gerichtshöfen zum Zweck der Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte und Interessen, unter den gleichen Bedingungen wie die Einwohner der Republik, in welcher sie verweilen; sie sind zum regulären Kriegsdienste im Heere oder in der Flotte nicht verpflichtet; auch dürfen sie weder zum Beitrag zu gezwungenen Anleihen, noch zu Zahlung anderer oder höherer Steuern, von welcher Art und Benennung es sey, genöthiget werden, als die Bürger des Landes, in dem sie sich befinden, jetzt oder künftig zu entrichten haben.

Eben so wenig dürfen Schiffe, Mannschaften, Waaren und Eigenthum mit Beschlag belegt oder zu militairischen Zwecken oder öffentlichen Dienstleistungen irgend einer Art angehalten werden, ohne die Betheiligten dafür hinreichend zu entschädigen.

Art. 4. Auch ist man übereingekommen, dass die Bürger eines jeden der contrahirenden Theile über ihre unter der Gerichtsbarkeit des andern Theiles befindlichen Güter frei verfügen können durch Kauf, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise, und dass ihre

1837 deront auxdits biens personnels, soit en vertu d'un testament, soit *ab intestat*; ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place; et ils en disposeront à leur volonté, en ne payant d'autres droits que ceux auxquels les habitants du pays où se trouvent lesdits biens sont assujétis en pareille occasion. Et si, dans le cas de biens immeubles, lesdits héritiers ne pouvaient entrer en jouissance de l'héritage à cause de leurs qualité d'étrangers, il leur sera accordé un délai de trois ans pour en disposer à leur gré et pour en retirer le produit sans obstacle et exempt de tous droits de détraction de la part des Gouvernemens des Etats respectifs.

5. Quant à la police des ports, au chargement et au déchargement des navires, à la sécurité des marchandises, biens et effets, les citoyens des parties contractantes seront soumis aux lois et ordonnances locales, jouissant des mêmes droits et privilèges que les habitants du pays où ils résident.

6. Seront réciproquement considérés et traités comme navires anséatiques et vénézuéliens, tous ceux qui seront reconnus pour tels, dans les pays auxquels ils appartiennent, suivant les lois et réglemens établis, ou qui le seraient à l'avenir: bien entendu que chaque navire devra être muni de ses papiers de bord, ou d'un passeport expédié par l'autorité compétente.

7. Les navires anséatiques arrivant aux ports de la république de Vénézuéla, et réciproquement les navires vénézuéliens arrivant dans les ports des républiques anséatiques, seront traités et considérés à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ, comme des bâtimens nationaux venant du même lieu, soit à l'égard de la perception des droits de tonnage, ancrage, pilotage, de phare et tous autres droits de port ou municipaux, soit à l'égard des émolumens des employés publics, et pareillement des droits de sauvetage, dans le cas de naufrage ou d'avarie.

8. Toutes les marchandises et objets de commerce, sans distinction d'origine, dont l'importation serait permise dans les ports des républiques anséatiques, par des bâtimens anséatiques, venant d'un pays étranger quel

Erben, wenn sie Bürger des andern Theiles sind, in 1837 den gedachten Gütern nachfolgen sollen, sei es durch Testament oder ab intestato, persönlich oder durch Bevollmächtigte davon Besitz ergreifen und nach Willkühr darüber verfügen mögen, unter Entrichtung nur derjenigen Abgaben, welche im gleichen Falle die Einwohner des Landes, wo sich die Güter befinden, entrichten würden. Finden sich dabei unbewegliche Güter vor, in deren Besitz die gedachten Erben, als Fremde, nicht gelangen können, so soll ihnen eine dreijährige Frist gestattet sein, um über selbige nach Gutdünken zu verfügen und den Erlös davon unbeschwert und frei von allen Abzugrechten von Seiten der Regierungen der respectiven Staaten ausser Landes zu ziehen.

Art. 5. In allem, was sich auf die Hafenpolizei, Ladung oder Löschung der Schiffe, Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten bezieht, sind die Bürger der contrahirenden Theile den Gesetzen und Verfügungen des Orts unterworfen, wobei ihnen jedoch die Rechte und Vorrechte der nationalen nicht minder zustehen.

Art. 6. Als hanseatisch oder venezuelanisch werden gegenseitig diejenigen Schiffe betrachtet und behandelt, welche in Gemässheit der bestehenden und zu erlassenden Gesetze und Vorschriften, in den Staaten, welchen sie angehören, als solche anerkannt sind, wohl verstanden, dass jedes Schiff mit einem von der zuständigen Behörde ausgefertigten Seebriefe oder Passe versehen seyn muss.

Art. 7. Die in den Häfen der Republik Venezuela einlaufenden hanseatischen, so wie gegenseits die in den Häfen der hanseatischen Freistaaten einlaufenden venezuelanischen Schiffe sollen eingehend, ausgehend und vor Anker liegend den von den nämlichen Orten kommenden nationalen Schiffen völlig gleich geachtet und behandelt werden, sowohl in Betreff des Tonnen-, Anker-, Lootsen- und Leuchtgeldes und aller andern Hafen- und Munizipal-Abgaben, als auch hinsichtlich der Gebühren der öffentlichen Beamten, so wie nicht minder in Betreff des Bergelohns bei Havariefällen oder Schiffbrüchen.

Art. 8. Alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der hanseatischen Freistaaten in hanseatischen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist,

1837 qu'il soit, pourront aussi y être importés par des bâtimens vénézuéliens, sans payer d'autres ou de plus forts droits, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, que ceux que paient ou paieraient les mêmes marchandises et objets de commerce importés par des bâtimens anséatiques; et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, sans distinction d'origine, dont l'importation serait permise dans les ports de la république de Vénézuéla par des bâtimens vénézuéliens venant d'un pays étranger quel qu'il soit, pourront aussi y être importés par des bâtimens anséatiques, sans payer d'autres ou de plus forts droits quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, que ceux que paient ou paieraient les mêmes marchandises et objets de commerce importés par des bâtimens vénézuéliens.

Les clauses du présent article ne contredisent ni révoquent en rien les lois établies dans chacune des républiques contractantes, relatives au cabotage des marchandises étrangères déjà dépêchées pour la consommation, et au transport des produits indigènes de port à port; mais il est néanmoins convenu que les citoyens des parties contractantes jouiront, à cet égard, de tous les droits qui sont ou seraient accordés par la suite à la nation la plus favorisée.

9. Toutes les marchandises et objets de commerce, dont l'exportation ou la réexportation serait permise des ports des républiques anséatiques, par des bâtimens anséatiques, pourront aussi en être exportés ou réexportés par des navires vénézuéliens, sans payer d'autres ou de plus forts droits, qu'elle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, que ceux que paient ou paieraient les mêmes marchandises et objets de commerce exportés ou réexportés par des bâtimens anséatiques; et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce dont l'exportation ou la réexportation serait permise des ports de la république de Vénézuéla par des bâtimens vénézuéliens, pourront aussi en être exportés ou réexportés par des navires anséatiques, sans payer d'autres ou de plus forts droits, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, que ceux que paient ou paieraient les mêmes marchandises et objets de commerce exportés ou réexportés par des navires vénézuéliens.

dürfen eben sowohl in venezuelanischen Schiffen einge- 1837
bracht werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, wenn eingebracht in hanseatischen Schiffen, entrichtet wird oder künftig entrichtet werden möchte, und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der Republik Venezuela in venezuelanischen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, gleichmässig in hanseatischen Schiffen eingebracht werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, wenn eingebracht in venezuelanischen Schiffen, entrichtet wird oder künftig entrichtet werden möchte.

Durch die Bestimmungen dieses Artikels erleiden zwar die in einer jeden der contrahirenden Republiken hinsichtlich des Küstenhandels mit ausländischen, schon zum innern Verbrauch dispachirten Artikeln oder für den Transport einheimischer Producte von Hafen zu Hafen erlassenen Gesetze keinerlei Widerspruch oder Abänderung: doch ist gleichwohl vereinbart, dass die beiderseitigen Bürger in diesem Betracht aller Rechte geniessen sollen, die der begünstigten Nation eingeräumt sind.

Art. 9. Alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der hanseatischen Freistaaten in hanseatischen Schiffen erlaubt ist, dürfen auch in venezuelanischen Schiffen ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in hanseatischen Schiffen entrichtet, jetzt oder künftig entrichtet werden möchten, und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Republik Venezuela in venezuelanischen Schiffen erlaubt ist, gleichmässig in hanseatischen Schiffen ausgeführt oder wiederausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in venezuelanischen Schiffen entrichtet, jetzt

1837 L'on allouera les mêmes primes, remboursements de droits ou gratifications, soit que l'exportation ou la ré-exportation ait lieu de l'un ou de l'autre pays, par des bâtimens anséatiques ou vénézuéliens.

10. Il ne sera payé dans les territoires des républiques anséatiques et de la république de Vénézuéla d'autres ou de plus forts droits, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, soit à l'importation, soit à la réexportation de tous les articles de la production naturelle ou manufacturée de l'un ou de l'autre pays, que ceux qui se paient ou paieraient sur des articles semblables de la production naturelle ou manufacturée de quelque autre nation que ce soit.

En outre, il est convenu, pour tous les effets du présent article, que devront être considérées et réputées également comme productions naturelles ou manufacturées des républiques anséatiques, celles des Etats de la confédération germanique, qui s'exporteraient des ports anséatiques; et aussi comme productions naturelles ou manufacturées de Vénézuéla, celles des pays limitrophes avec la république de Vénézuéla, qui s'exporteraient des ports de Vénézuéla. Il est bien entendu, néanmoins, que dans ces cas, la concession ne favorisera que les importations et les réexportations desdites productions qui auraient lieu par des bâtimens anséatiques ou vénézuéliens indistinctement.

11. Il ne sera payé dans les républiques anséatiques et dans la république de Vénézuéla, d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, sur l'exportation qui aurait lieu de l'une d'elles à l'autre, que ceux qui se paient ou paieraient sur l'exportation des mêmes articles pour un pays étranger quelconque; et aucune prohibition d'importation, d'exportation ou de réexportation ne sera établie dans les républiques contractantes sur un article de la production naturelle ou manufacturée des pays respectifs, à moins que cette prohibition ne soit commune au commerce avec toutes les nations.

12. Les républiques anséatiques et la république de Vénézuéla s'obligent réciproquement à n'accorder à d'autres nations aucune faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'une ou l'autre partie, laquelle en

oder künftig entrichtet werden möchten. Auch werden 1837 die nämlichen Prämien, Rückzölle und Vergütungen zugestanden, die Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus dem einen oder andern Lande mag in hanseatischen oder venezuelanischen Schiffen geschehen.

Art. 10. Es sollen weder in den Gebieten der Hanseatischen Freistaaten, noch in denen der Republik Venezuela andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung bei der Einfuhr oder Wiederausfuhr von Producten oder Fabrikaten des einen oder andern Landes erhoben werden, als von den gleichen Producten oder Fabrikaten jeder andern Nation jetzt oder künftig entrichtet wird. Für die Wirksamkeit dieses Artikels wird ausserdem bestimmt, dass eben so auch alle aus den hanseatischen Häfen verführten Producte oder Fabrikate der Staaten des Deutschen Bundes als Erzeugnisse der hanseatischen Freistaaten, so wie gegenseits als Producte und Fabrikate der Republik Venezuela alle diejenigen Erzeugnisse der an dieselbe gränzenden Länder angesehen und geachtet werden sollen, deren Ausfuhr aus den venezuelanischen Häfen geschieht; wohlverstanden jedoch, dass diese Gunst den Ausfuhrn oder Wiederausfuhrn solcher Erzeugnisse nur dann zu Gute kommen soll, wenn sie in den hanseatischen oder venezuelanischen Schiffen ohne Unterschied bewerkstelligt wird.

Art. 11. Weder in den hanseatischen Republiken, noch in der Republik von Venezuela dürfen die Gegenstände der wechselseitigen Ausfuhr unter ihnen anderen oder höheren Abgaben unterworfen seyn, als die nämlichen Gegenstände bei der Ausfuhr nach irgend einem dritten Lande jetzt oder künftig zu entrichten haben. Auch darf in keiner der contrahirenden Republiken die Einfuhr, Ausfuhr oder Wiederausfuhr von Natur- oder Kunsterzeugnissen der betreffenden Staaten verboten werden, wenn solches Verbot nicht zugleich auf den Verkehr mit allen Nationen überhaupt erstreckt wird.

Art. 12. Die hanseatischen Freistaaten und die Republik Venezuela verpflichten sich wechselseitig, dritten Nationen in Bezug auf Handel und Schifffahrt keinerlei Vorzüge gewähren zu wollen, welche nicht sofort auch dem einen oder andern der hier contrahiren-

1837 jouira librement si la concession était faite librement, ou accordera la même compensation si la concession était conditionnelle.

13. Toutes les fois que les citoyens de l'une des parties contractantes se verront forcés par le mauvais temps, pour échapper à des pirates ou à des ennemis, de se réfugier ou de chercher un asile avec leurs bâtimens dans les rivières, baies, ports ou domaines de l'autre, ils seront accueillis et traités avec humanité; on leur accordera toute faveur et protection pour réparer les dommages encourus pour se procurer des vivres et se remettre en état de continuer leur voyage sans obstacle ou empêchement quelconque.

Il sera accordé dans les territoires et domaines de chacune des deux parties aux navires de l'autre, dont l'équipage aurait été affaibli par des maladies ou d'autres causes, la permission d'engager les matelots qui pourraient être nécessaires pour continuer le voyage, pourvu qu'on se conforme aux dispositions des ordonnances locales, et que l'engagement soit volontaire.

14. Si un navire appartenant à des citoyens de l'une des parties contractantes naufrageait, échouait ou éprouvait quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre, il lui sera accordé les mêmes secours et la même protection qu'il est d'usage ou de coutume d'accorder aux navires de la nation où l'avarie aurait lieu. On permettra le déchargement, cela étant nécessaire, sans percevoir aucun droit, impôt ou contribution, à moins que les marchandises ou effets débarqués ne fussent destinés pour la consommation.

15. Tous les navires, marchandises et effets appartenant à des citoyens de l'une des parties contractantes, que des pirates auraient saisis, soit dans l'étendue de la juridiction de l'autre, soit en pleine mer, et qui auraient été conduits ou découverts dans les rivières, rades, baies, ports ou domaines de l'autre, seront remis à leurs propriétaires, prouvant les intéressés, en due et propre forme, leurs droits devant les tribunaux compétens; bien entendu que les réclamations devront être faites dans l'espace d'un an par les parties elles-mêmes,

den Theile zugeständig würden, und deren sich die 1837 letzteren dann unbedingt oder unter Leistung der nämlichen Entschädigung zu erfreuen haben, je nachdem die Einräumung an Bedingungen geknüpft worden war oder nicht.

Art. 13. So oft sich die Bürger des einen contrahirenden Theils genöthigt sehen, in den Flüssen, Baien, Häfen, oder Besitzungen des andern mit ihren Schiffen Schutz zu suchen vor stürmischem Wetter, Seeräubern oder Feinden, wird ihnen eine freundliche Aufnahme und alle Sicherung und Förderung zu Theil werden, um die Schäden ausbessern, Lebensmittel einnehmen, und sich zur Fortsetzung der Reise in den Stand setzen zu können, ohne Hinderniss und Störung irgend einer Art. Ueberall in den Besitzungen beider Theile wird es den Schiffen des andern Theils, deren Mannschaft durch Krankheit oder aus andern Gründen eingeschmolzen ist, verstattet, so viel Seeleute anzuwerben, als sie zur Fortsetzung der Reise bedürfen, vorausgesetzt, dass dabei in Gemässheit der Landesgesetze verfahren werde und die Werbung jeder Zeit eine freiwillige sey.

Art. 14. In den Fällen, wo den Bürgern eines der contrahirenden Theile angehörige Schiffe an den Küsten oder innerhalb des Gebiets des andern Theiles scheitern, stranden oder sonst Havarie leiden, wird ihnen Schutz und Hülfe in demselben Maasse geleistet werden, wie sie bei den eignen Schiffen der Nation, wo die Havarie eintritt, gebräuchlich ist, und steht ihnen frei, wenn erforderlich, die Ladung zu löschen, ohne dass deshalb Auflagen oder Abgaben erhoben werden dürfen, es sei denn, dass die gelöschten Waaren oder Effecten zum innern Verbrauch bestimmt sind.

Art. 15. Alle den Bürgern eines der contrahirenden Theile angehörigen Schiffe, Waaren und Effecten, die von Seeräubern genommen wurden, es sei dies innerhalb der Gränzen des andern Theiles oder auf hoher See geschehen, und welche demnächst nach den Flüssen, Rheden, Baien, Häfen oder Besitzungen des andern Theils gebracht oder dort entdeckt werden, sollen nach gehörig und vor den zuständigen Gerichten geführtem Beweise ihrer Anrechte, den Eigenthümern wieder zugestellt werden: so jedoch, dass die Reclamation binnen Jahresfrist durch die Betheiligten, ihre Bevoll-

1837 par leurs fondés de pouvoirs ou par les agens des gouvernemens respectifs.

16. Dans le cas où l'une des parties contractantes se trouverait en guerre, tandis que l'autre serait neutre, il est convenu que tout ce que la partie belligérante aura stipulé ou stipulerait avec d'autres puissances d'avantageux au pavillon neutre, servira également de règle entre les républiques anséatiques et la république de Vénézuéla.

Afin de prévenir toute méprise relativement à ce qui devra être considéré comme contrebande de guerre, on est convenu (sans néanmoins déroger au principe général ci-dessus énoncé) d'en restreindre la définition aux articles suivans :

1^o Canons, mortiers, obusiers, pierriers, mousquets de tous calibres, fusils, arquebuses, carabines, pistolets, piques, épées, sabres, lances, hallebardes, grenades, bombes, poudre, mèches, balles et autres choses adhérentes à l'emploi de ces armes.

2^o Boucliers, casques, cuirasses, jaques de maille, fournimens et habits faits à l'usage militaire.

3^o Bandoulières et chevaux avec leurs barnais et armemens.

4^o Et généralement toute espèce d'armes et instrumens de fer, acier, bronze, cuivre ou d'autres matières quelconques manufacturées et formées expressément pour s'en servir dans les guerres de mer ou de terre.

17. Toutes les fois qu'un navire de commerce de l'une des parties contractantes sera visité par un navire de guerre de l'autre, il est convenu que cette visite ne sera faite qu'avec une chaloupe qui ne sera armée que du nombre d'hommes nécessaire pour la manoeuvrer, tandis que le navire visiteur se tiendra hors de la portée du canon. L'examen des papiers devra toujours être fait à bord du navire visité, duquel ils ne pourront être extraits, et sous aucun prétexte, l'on ne pourra exiger que le capitaine ou les officiers aillent à bord du navire visiteur. Les commandans des navires armés seront responsables avec leur personne et leurs biens, de l'infraction de ces règles et de l'irrégularité et injustice de leur conduite.

18. Pour éviter les incertitudes ou les abus dans

mächtigten oder die Agenten ihrer Regierung angebracht werden muss. 1837

Art. 16. Für den Fall, dass eine der contrahirenden Parteien sich im Kriege befände, während die andere neutral verbliebe, ist ausgemacht, dass alles, was die kriegführende Partei mit anderen Mächten zu Gunsten der neutralen Flagge verabredet haben oder künftig verabreden sollte, auch unter den hanseatischen Republiken und der Republik Venezuela zur Regel dienen wird. Und um jeden Zweifel über das zu vermeiden, was als Gegenstand der Kriegscontrebande anzusehen sey, so ist (dem eben ausgesprochenen allgemeinen Grundsatz unbeschadet) beliebt worden, jene auf folgende Gegenstände zu beschränken: 1) Kanonen, Mörser, Haubitzen, Steinstücke, Doppelhaken, Musketen, Flinten, Büchsen, Karabiner, Pistolen, Piken, Degen, Säbel, Lanzen, Spiesse und Hellebarden, Granaten, Bomben, Pulver, Luntten, Kugeln und alle andere auf den Gebrauch dieser Waffen sich beziehenden Gegenstände; — 2) Schilde, Helme, Kürasse, Panzerhemden und für den Kriegsgebrauch eingerichtete und bestimmte Ausrüstungen und Kleidungsstücke; 3) Bändeliere und Pferde mit ihrem Geschirr; 4) endlich alle Arten von Waffen und Werkzeugen von Eisen, Stahl, Kupfer und Erz, oder von irgend einem andern, ausdrücklich zum Kriegsgebrauch zu Wasser oder zu Lande zugerichteten und geformten Stoffe.

Art. 17. Für den Fall der Visitation eines Handelsfahrzeugs des einen der contrahirenden Theile durch ein Kriegsschiff des andern, ist man übereingekommen, dass diese Untersuchung nur in einem nicht stärker, als zu seiner Führung erforderlich, bemannten Boote geschehen darf, während das Kriegsschiff selbst sich ausserhalb Kanonenschussweite zu halten. Die Prüfung der Schiffspapiere ist schlechterdings nur am Bord des untersuchten Fahrzeugs vorzunehmen und sind dieselben unter keinem Vorwande mitzunehmen, noch auch der Capitain oder die Officiere zu nöthigen, sich an Bord des untersuchenden Schiffs zu begeben.

Die Befehlshaber der bewaffneten Schiffe sind mit Person oder Vermögen für jeden Bruch dieser Vorschriften und jedes regelwidrige und ungerechte Verfahren verantwortlich.

Art. 18. Jedem Zweifel und Missbrauch bei der

1837 l'examen des papiers relatifs à la propriété des bâtimens appartenant à des citoyens des parties contractantes ou à la nature de leur chargement, il est convenu que dans le cas de guerre de l'une des parties, les papiers de bord ou passeport indiqués par l'art. 6 de ce traité seront rédigés de manière à faire connaître le nom, la propriété et le tonnage du navire, ainsi que le nom et le domicile du maître ou capitaine, et qu'en outre ils seront pourvus de certificats contenant les détails du chargement et le lieu du départ du navire. Ces certificats seront faits par les officiers du lieu d'expédition et rédigés dans la forme accoutumée.

Le bâtiment neutre ne pourra néanmoins être détenu pour défaut des dispositions mentionnées ci-dessus, ni pour aucune autre cause relative à la propriété ou nature de son chargement si, avant son départ, la déclaration de guerre n'était pas encore connue dans le lieu d'où il venait.

19. Il est convenu, en outre, que les tribunaux établis pour juger les prises dans le pays où elles seraient conduites, pourront seuls en prendre connaissance, et que toujours, quand un tribunal de ce genre de l'une des deux parties, rendra une sentence contre un navire ou ses effets, ou la propriété réclamée par les citoyens de l'autre partie, le jugement ou décret fera mention des raisons ou motifs sur lesquels elle est basée, et l'on délivrera sans aucun délai, au capitaine ou à l'agent dudit navire, s'il le demandait, une copie authentique de la sentence ou décret, ou de toute la procédure, à la charge par lui d'en payer les frais légaux.

20. Pour la plus grande sécurité des citoyens des parties contractantes, il est convenu que si un jour il arrivait par malheur quelque interruption de commerce et d'amitié, ou quelque rupture entre elles, les citoyens de chacune, résidant dans les domaines de l'autre, auront le droit de demeurer et de continuer dans l'exercice de leur industrie, sans aucune espèce d'interruption, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et qu'ils ne violeront pas les lois. Leurs effets et propriétés qui auraient été confiés à des particuliers ou à l'Etat ne pourront être saisis ou séquestrés, ni soumis à d'autres charges que celles qui pourraient être imposées aux

Prüfung der Schiffspapiere, rücksichtlich des Eigenthums 1837
der Schiffe, welche Bürgern der contrahirenden Theile angehören, und der Natur ihrer Ladungen, zuvorzukommen, ist festgesetzt, dass im Fall sich einer unter ihnen im Kriege befinden sollte, die Seebriefe oder Pässe, welche die Schiffe nach Art. 6. dieses Vertrags zu führen haben, Namen, Eigenthum und Tonnengehalt des Schiffes, nicht minder Namen und Wohnort des Patrons und Capitains enthalten und überdies von Certificaten begleitet seyn müssen, welche den Inhalt der Ladung und den Abgangsort des Schiffes bezeichnen, und deren Ausfertigung in gebräuchlicher Form durch die Behörden des Abgangsortes zu geschehen hat.

Uebrigens darf das neutrale Schiff wegen Mangels an den vorerwähnten oder andern auf das Eigenthum oder die Natur seiner Ladung Bezug habenden Erfordernissen, nicht angehalten werden, so fern zur Zeit seines Aussegelns an dem Orte, von wo es kömmt, die Kriegserklärung noch nicht bekannt geworden war.

Art. 19. Ausserdem ist noch vereinbaret, dass nur die in dem Lande, wohin die Prisen geführt werden, zu diesem Zwecke eigens niedergesetzten Gerichtshöfe darüber zu erkennen Macht haben sollen. Und jedesmal, wo die gedachten Gerichtshöfe eines der contrahirenden Theile wider ein von den Bürgern des andern reclamirtes Schiff, Güter oder Eigenthum ein Urtheil erlassen, ist dieser Spruch oder Decret mit den Entscheidungsgründen zu versehen und dem Capitain oder Agenten des Schiffes auf sein Verlangen und gegen die gesetzliche Gebühr, unverweilt beglaubigte Abschrift des Spruches oder Decretes, oder auch des ganzen Verfahrens, mitzutheilen.

Art. 20. Zur völligen Sicherstellung der Bürger beider contrahirenden Theile, ist man übereingekommen, dass, wenn jemals unglücklicherweise zwischen diesen eine Unterbrechung des Handels und der freundschaftlichen Verhältnisse oder ein Bruch stattfände, die in den Gebieten des einen Theils sich aufhaltenden Bürger des andern das Recht haben sollen, so lange sie sich friedlich und den Gesetzen gehorsam verhalten, ungestört im Lande zu verbleiben und ihre Gewerbe fortzusetzen. Ihre Güter und Effecten, wo sie Privaten oder dem Staate anvertraut wären, sollen weder der Beschlagnahme, noch irgend andern Lasten unterwor-

1837 effets ou propriétés semblables appartenant à des citoyens du pays où ils résident.

21. Les agens diplomatiques des deux parties jouiront des mêmes faveurs, immunités, exemptions et privilèges qui sont ou seraient accordés par la suite par l'une ou l'autre des républiques contractantes aux agens diplomatiques de la nation la plus favorisée.

22. Les parties contractantes pourront établir des consuls et vice-consuls dans tous les ports et endroits des territoires respectifs ouverts au commerce étranger, où l'on a admis ou admettrait ceux de toute autre nation. Les consuls et vice-consuls jouiront des droits, prérogatives et immunités qui sont ou seraient accordés dans la suite aux consuls et vice-consuls de la nation la plus favorisée.

Les archives et papiers des consulats seront respectés inviolablement, et, sous aucun prétexte, ils ne pourront être saisis par aucun magistrat, ni être soumis à son intervention.

23. Lesdits consuls pourront requérir le secours des autorités locales pour faire emprisonner, détenir et garder les déserteurs des bâtimens de leur pays; à cet effet, ils s'adresseront aux autorités compétentes et leur feront par écrit la demande desdits déserteurs, en prouvant, par la présentation des registres des navires, par le rôle d'équipage, ou par d'autres documens publics, que ces hommes font partie desdits équipages, et cette demande étant ainsi justifiée, l'extradition ne sera pas refusée. Ces déserteurs étant arrêtés, on les mettra immédiatement à la disposition desdits consuls, et ils pourront être déposés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être renvoyés aux navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils n'étaient pas renvoyés dans le délai de quatre mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront élargis et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

24. Si un ou plusieurs citoyens de l'une ou de l'autre partie enfreignaient quelque article contenu dans le présent traité, ces citoyens seront personnellement

fen sein, als solchen, welche man auf die den einge- 1837
bornen Bürgern des Landes, in welchem jene sich auf-
halten, gehörigen gleichen Güter und Effecten legen
möchte.

Art. 21. Die diplomatischen Agenten beider Theile
geniessen der nämlichen Begünstigungen, Freiheiten und
Vorrechte, welche von einer oder der andern der con-
trahirenden Republiken den diplomatischen Agenten der
begünstigtesten Nationen eingeräumt sind oder künftig ein-
räumt werden möchten.

Art. 22. Die contrahirenden Theile dürfen in al-
len, dem ausländischen Handel geöffneten Häfen und Or-
ten der respectiven Territorien, wo Consuls und Vice-
consuls irgend einer Nation zugelassen sind oder zu-
gelassen werden möchten, ebenfalls Consuls oder Vice-
consuls ernennen, welchen die nämlichen Rechte, Vor-
züge und Freiheiten zustehen, wie sie denen der be-
günstigtesten Nation eingeräumt sind oder werden möchten.

Die Consuls-Archive oder Papiere werden als un-
verletzlich betrachtet und sind keiner Beschlagnahme
oder Einmischung von Seiten der Behörden, unter wel-
chem Vorwande es auch sei, unterworfen.

Art. 23. Die gedachten Consuls sind befugt, die
Hülfe der Ortsbehörden zur gefänglichen Einziehung und
Verwahrung der Deserteurs von den Schiffen ihres Lan-
des in Anspruch zu nehmen, und werden zu diesem
Zweck ihr Gesuch bei den zuständigen Behörden schrift-
lich anbringen, indem sie aus den Schiffsregistern, der
Musterrolle oder andern Documenten darthun, dass
jene Leute einen Theil der Schiffsbesatzung bilden.
Auf ein so documentirtes Gesuch darf die Auslieferung
nicht verweigert werden. Solche Deserteurs werden
nach erfolgter Verhaftung zur Verfügung der Consuls
gestellt und können auf Anhalten und Kosten derer,
die es begehren, in den öffentlichen Gefängnissen bis
dahin verwahrt bleiben, dass sie auf ihre oder andere
Schiffe derselben Nation geschickt werden. Werden sie
aber binnen vier Monaten vom Tage ihrer Haftnahme
angerechnet, nicht abgefordert, so wird man sie in Frei-
heit setzen und um des nämlichen Grundes willen nicht
wieder verhaften.

Art. 24. Im Falle den Artikeln des gegenwärtigen
Vertrags von einzeln Bürgern des einen oder andern
Theils zuwider gehandelt würde, sollen diese Bürger

1837 responsables, sans que pour cela l'harmonie et la bonne intelligence existant entre les gouvernemens respectifs soient interrompues; l'un et l'autre s'engageant à ne protéger d'aucune manière le coupable, et à ne pas appuyer une semblable violation.

25. Si malheureusement (ce qui n'est pas à supposer) un des articles contenus dans le présent traité était enfreint ou violé de quelque manière que ce soit, il est expressément stipulé qu'aucune des deux parties contractantes n'ordonnera ni autorisera aucun acte de représailles, ni déclarera la guerre à l'autre, pour causes d'injures ou dommages, jusqu'à ce que la partie qui se croirait offensée n'ait présenté à l'autre une exposition desdites injures ou dommages, appuyée de preuves et de témoignages compétens, demandant justice et satisfaction, et qu'elles aient été refusées ou différées sans raison.

26. Le présent traité sera perpétuellement obligatoire relativement à la paix et amitié; et relativement à tous les points concernant le commerce et la navigation, il sera en force et vigueur pendant le terme de douze ans, à compter du jour de l'échange des ratifications. Néanmoins, si aucune des parties ne notifieait à l'autre, un an avant l'expiration de sa validation, l'intention de le terminer, il continuera d'être obligatoire pour les deux parties un an après la notification de ladite intention.

27. Quoique le présent traité soit considéré comme commun aux trois républiques anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg, il est convenu néanmoins qu'il n'existe point de solidarité entre leurs gouvernemens souverains, et que les stipulations du présent traité resteront en pleine force pour le reste de ces républiques, malgré leur cessation par rapport à l'une d'elles.

28. Dès que le présent traité sera ratifié par les sénats des républiques anséatiques et par le vice-président ou la personne chargée du pouvoir exécutif de la république de Vénézuéla, avec le consentement et l'ap-

persönlich dafür verantwortlich seyn, ohne dass deshalb **1837**
das unter den Regierungen bestehende gute Vernehmen
irgend Unterbrechung litte. Es geloben sich diese viel-
mehr, den Schuldigen auf keine Weise in Schutz zu
nehmen, oder dergleichen Verletzungen gut zu heissen.

Art. 25. Würde hingegen (was in Wahrheit kaum
zu befürchten ist) den Artikeln des gegenwärtigen Ver-
trags auf irgend eine sonstige Weise zuwider gehandelt,
so ist ausdrücklich festgesetzt, dass keiner der beiden
contrahirenden Theile wegen Klagen über erlittene Krän-
kung oder zugefügte Schäden, mit Anordnung und Ge-
nehmigung von Repressalien oder mit Erklärung des
Krieges wider den andern verfahren dürfe, ehe und
bevor nicht der sich verletzt achtende Theil dem andern
eine auf genügende Zeugnisse und Beweise gestützte
Auseinandersetzung jener Schäden und Beleidigungen
übergeben haben und ihm die begehrte Gerechtigkeit
und Genugthuung ohne Grund geweigert oder verzögert
seyn würde.

Art. 26. Gegenwärtiger Vertrag soll für immer
bindend seyn in Allem, was Frieden und Freundschaft
betrifft, und in den auf Handel und Schifffahrt bezüg-
lichen Punkten soll er für die Dauer von zwölf Jahren,
vom Tage der ausgewechselten Ratificationen an gerech-
net, in Kraft verbleiben; so jedoch, dass wenn kein
Theil dem andern Ein Jahr vor Ablauf dieser Frist
seine Absicht ihn zu beenden kund thut, seine ver-
bindliche Kraft für beide Theile ununterbrochen bis nach
Verlauf eines Jahres nach geschehener Aufkündigung
fortbestehen soll.

Art. 27. Wiewohl der gegenwärtige Vertrag den
hanseatischen Freistaaten Lübeck, Bremen und Hamburg
gemeinschaftlich ist, so ist man doch übereingekommen,
dass unter den von einander unabhängigen Regierungen
dieser Städte keine solidarische Verantwortlichkeit ein-
treten und die Bestimmungen des Vertrags daher volle
Kraft behalten sollen für den übrig bleibenden Theil
der genannten Freistaaten, wenn solche auch rücksicht-
lich eines oder mehrer unter ihnen ausser Wirksamkeit
getreten seyn sollte.

Art. 28. Sobald der gegenwärtige Freundschafts-,
Handels- und Schifffahrts-Vertrag durch die hanseati-
schen Freistaaten und durch den Vicepräsidenten oder
die mit der vollziehenden Gewalt bekleidete Person der

250 *Traité de Navigat. entre Sa Majesté le Roi*

1837 probation du congrès de ladite république, les ratifications en seront échangées dans l'espace de onze mois à dater de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires des parties contractantes ont signé le présent et y ont apposé leur sceau.

Fait à Caracas, le 27 Mai 1837.

(L. S.) Signé: GEORGE GRAMLICH.

(L. S.) Signé: SANTOS MICHELENA.

30.

Traité de Navigation entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, du 3 Juin 1837.

(Journal officiel des Pays-Bas 1837.).

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, pareillement animés du désir de faciliter et de favoriser les relations commerciales entre Leurs sujets, ont nommés pour Plénipotentiaires, afin de conclure une convention à cet effet, savoir :

Sa Majesté le Roi de Prusse :

le Sieur *Erneste Michaëlis*, Son Conseiller intime de légation, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de la troisième classe avec le noeud, officier de l'ordre de la légion d'honneur de France, Commandeur de l'ordre de la couronne de Bavière, Chevalier de l'ordre du mérite de Saxe, Commandeur de l'ordre de la couronne de Wurtemberg, de l'ordre du lion de Zähringue de Bade, Commandeur de seconde classe de l'ordre du lion d'or de la Hesse-Electorale et de l'ordre de Louis de la Hesse Grand-Ducale et Commandeur de l'ordre du Faucon blanc de la Saxe Grand-Ducale;

Republik Venezuela, nach vorgängiger Zustimmung und 1837
Genehmigung des Congresses derselben, ratificirt wor-
den seyn wird, sollen die Ratificationen zu Caracas aus-
gewechselt werden, in einem Zeitraum von eilf Mona-
ten, vom heutigen Tage an gerechnet, oder früher,
wenn es geschehen kann.

Des zur Urkunde haben die gegenseitigen Bevoll-
mächtigten Gegenwärtiges unterzeichnet und ihre Siegel
beigedrückt.

So geschehen zu Caracas, den sieben und zwan-
zigsten Mai dieses Jahres Eintausend Acht Hundert und
Sieben und Dreissig.

(L. S.) (gez.) GEORG GRAMLICH.

(L. S.) (gez.) SANTOS MICHELENA.

30.

Schiffahrts-Vertrag zwischen Sei- ner Majestät dem Könige von Preus- sen und Seiner Majestät dem Könige der Niederlande, vom 3. Juni 1837.

(Samml. der Gesetze für die Preussischen Staaten 1837.
Preuss. Staatszeitung 1837. Nro. 204.).

Seine Majestät der König von Preussen und Seine
Majestät der König der Niederlande, von gleichem Wun-
sche beseelt, die Handels-Verbindungen zwischen Ihren
Unterthanen zu erleichtern und zu begünstigen, haben
zum Zwecke der Abschliessung eines Vertrages über
diesen Gegenstand zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Geheimen Legations - Rath Ernst
Michaëlis, Ritter des Königlich Preussischen Ro-
then Adler - Ordens dritter Klasse mit der Schleife,
Offizier der Französischen Ehrenlegion, Kommandeur
des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich Bayerischen
Krone, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Ver-
dienst-Ordens, Kommenthur des Ordens der König-
lich Würtembergischen Krone, Kommandeur des
Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Lö-
wen, Kommandeur zweiter Klasse des Kurfürstlich
Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und

1837

le Sieur *Charles Loudolphe Windhorn*, Son conseiller intime supérieur des finances, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la troisième classe avec le noeud, de l'ordre de la couronne de Bavière et de l'ordre du mérite de Saxe, et

le Sieur *Frédéric Guillaume Westphal*, Son conseiller intime supérieur de régence, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la troisième classe avec le noeud, officier de la légion d'honneur de France, et

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le Sieur *Frédéric Henri Guillaume de Scherff*, Son Conseiller de légation et Chargé d'affaires près la ville libre de Francfort, Chevalier de l'ordre du lion Néerlandais, de l'ordre du lion d'or de la Hesse - Electorale et de l'ordre du Faucon blanc de la Saxe Grand-Ducale, et

le Sieur *Jean Jacques Rochussen*, Directeur de l'entrepôt général et Secrétaire de la chambre du commerce à Amsterdam, Chevalier de l'ordre du lion Néerlandais;

lesquels sont convenus des articles suivans.

Art. 1. Les bâtimens Prussiens qui entreront sur leur lest ou chargés dans les ports du Royaume des Pays-Bas ou qui en sortiront, et réciproquement les bâtimens Néerlandais, qui entreront sur leur lest ou chargés dans les ports du Royaume de la Prusse ou qui en sortiront; ne seront pas assujettis à des droits de tonnage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, ou à d'autres droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, des communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus considérables que ceux, qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtimens nationaux à leur entrée et pendant leur séjour dans ces ports ou à leur sortie.

des Grossherzoglich Hessischen Ludwigs-Ordens, und 1837
Kommandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-
Ordens vom weissen Falken;

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Karl
Ludolph Windhorn, Ritter des Königlich Preussischen
Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der
Schleife, des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich
Bayerischen Krone und des Königlich Sächsischen
Civil-Verdienst-Ordens, und

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Regierungsrath Friedrich
Wilhelm Westphal, Ritter des Königlich
Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit
der Schleife, Offizier der Französischen Ehrenlegion;
und

Seine Majestät der König der Niederlande:

Allerhöchst Ihren Legationsrath und Geschäftsträger bei
der freien Stadt Frankfurt, Friedrich Heinrich
Wilhelm von Scherff, Ritter des Königlich
Niederländischen Löwen-Ordens, des Kurfürstlich Hessischen
Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des
Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen
Falken, und

den Direktor des allgemeinen Entrepots und Sekretair
der Handels-Kammer zu Amsterdam, Johann Jakob
Rochussen, Ritter des Königlich Niederländischen
Löwen-Ordens;

welche sich über die folgenden Artikel geeinigt haben.

Art. 1. Die Preussischen Schiffe, welche mit Ballast
oder beladen in die Häfen des Königreichs der Niederlande
einlaufen oder aus diesen auslaufen, und umgekehrt die
Niederländischen Schiffe, welche mit Ballast oder beladen
in die Häfen des Königreichs Preussen einlaufen oder aus
diesen auslaufen, sollen keinen anderen oder höheren
Tonnen-, Flaggen-, Hafen-, Anker-, Lootsen-, Schlepp-
Feuer-, Schleusen-, Kanal-, Quarantaine-, Bergegeldern,
Niederlage-Gebühren, ingleichen keinen anderen
oder höheren Abgaben oder Gebühren irgend einer Art
oder Benennung unterworfen werden, sie mögen im
Namen oder zum Vortheile der Regierung, der öffentlichen
Angestellten, der Kommunen oder irgend einer
Anstalt erhoben werden, als dñjeniegen, welche den
Nationalschiffen bei deren Einlaufen in die gedachten
Häfen, ihrem Aufenthalte daselbst oder bei ihrem Aus-

1837

Art. 2. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les Etats des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre Etat.

Art. 3. L'intention des Hautes Parties contractantes étant de n'admettre aucune distinction entre les navires de Leurs Etats respectifs, en raison de leur nationalité, en ce qui concerne l'achat de produits ou d'autres objets de commerce importés dans ces navires, il ne sera donné à cet égard ni directement ni indirectement, ni par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en Leurs noms ou sous Leur autorité, aucune priorité ou préférence aux importations par navires indigènes.

Art. 4. Tous produits et autres objets de commerce sans distinction d'origine, importés directement des ports du Royaume de la Prusse dans ceux du Royaume des Pays-Bas en Europe par bâtimens Prussiens, ainsi que ceux qui seront importés directement des ports du Royaume des Pays-Bas en Europe dans ceux de la Prusse par bâtimens Néerlandais, de même tous produits et autres objets de commerce sans distinction d'origine, exportés directement des ports de la Prusse pour ceux des Pays-Bas en Europe sur bâtimens Néerlandais, ainsi que ceux qui seront exportés directement des ports des Pays-Bas en Europe vers ceux de la Prusse sur bâtimens Prussiens, ne payeront dans les ports respectifs des droits autres ou plus élevés, que si l'importation des mêmes objets avait lieu par bâtimens nationaux.

Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les Etats de l'une des Hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtimens nationaux, seront accordés de même lorsque l'importation directe entre les ports des deux pays se fera par bâtimens de l'autre Etat.

Art. 5. Si l'une des Hautes Parties contractantes accorde par la suite à un autre Etat quelque faveur

gange jetzt auferlegt sind, oder künftig etwa auferlegt 1837 werden möchten.

Art. 2. Alle Erzeugnisse und andere Handelsgegenstände, deren Einfuhr oder Ausfuhr auf Nationalschiffen in den Staaten der hohen contrahirenden Theile gesetzlich stattfinden darf, sollen daselbst auch auf den dem anderen Staate zugehörigen Schiffen ein-, oder von dort ausgeführt werden dürfen.

Art. 3. Da es die Absicht der hohen contrahirenden Theile ist, zwischen den Ihren beiderseitigen Staaten angehörigen Schiffen in Rücksicht auf deren Nationalität keinen Unterschied in Betreff des Ankaufes der auf denselben eingeführten Erzeugnisse oder anderen Handelsgegenstände zuzulassen, so soll in dieser Beziehung weder unmittelbar noch mittelbar, weder von den hohen contrahirenden Theilen, noch durch in Denen Namen oder unter Deren Autorität handelnde Gesellschaften, Korporationen oder Agenten, den Einfuhren auf einheimischen Schiffen eine Priorität oder irgend ein Vorzug eingeräumt werden.

Art. 4. Alle Produkte und andere Handelsgegenstände ohne Unterschied des Ursprungs, welche direkt aus den Häfen des Königreichs Preussen auf Preussischen Schiffen in Häfen des Königreichs der Niederlande in Europa, oder aus letzteren auf Niederländischen Schiffen in Preussische Häfen eingeführt werden, ingleichen alle Produkte und andere Handelsgegenstände ohne Unterschied des Ursprungs, welche direkt aus Preussischen Häfen auf Niederländischen Schiffen nach Niederländischen Häfen in Europa oder aus letzteren auf Preussischen Schiffen nach Preussischen Häfen ausgeführt werden, sollen in den betreffenden Häfen keine andere oder höhere Abgaben entrichten, als wenn die Einfuhr oder Ausfuhr derselben Gegenstände auf Nationalschiffen erfolgt wäre.

Die Prämien, Rückzölle oder andere Vortheile dieser Art, welche in den Staaten eines der hohen contrahirenden Theile der Einfuhr oder der Ausfuhr auf Nationalschiffen bewilligt sind, sollen gleichmässig auch bei der direkt zwischen den beiderseitigen Häfen auf Schiffen des anderen Staates erfolgenden Ein- oder Ausfuhr gewährt werden.

Art. 5. Wenn einer der hohen contrahirenden Theile in der Folge einem anderen Staate irgend eine

1837 particulière en fait de navigation, cette faveur deviendra commune à l'autre partie, qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation si la concession est conditionnelle.

Art. 6. Toutes les stipulations qui précèdent s'appliquent à la navigation tant maritime que fluviale.

Seront considérés bâtimens Prussiens ou Néerlandais ceux qui seront reconnus comme tels dans les Etats auxquels ils appartiennent conformément aux lois et réglemens en vigueur; bien entendu que les commandans des navires de mer devront toujours en prouver la nationalité par des lettres de mer expédiées dans les formes prescrites et munies de la signature des autorités compétentes du pays auquel le navire appartient, et les patrons des bâtimens rhénans par l'exhibition de la patente qui leur aura été délivrée en vertu de l'article 42. de la convention de Mayence du 31 Mars 1831.

Art. 7. Dans le but de favoriser le développement du commerce et de la navigation du Rhin les Hautes Parties contractantes sont convenues, par rapport aux droits de navigation sur ce fleuve, des dispositions suivantes :

A. Sa Majesté le Roi de Prusse consent à faire participer les bâtimens Néerlandais à tous les avantages accordés sur la partie Prussienne du Rhin aux bâtimens Prussiens et à ceux qui leur sont assimilés.

En conséquence

I. Les bâtimens Néerlandais jouiront pour leurs chargemens d'une entière franchise des droits déterminés au tarif C. annexé à la Convention de Mayence du 31 Mars 1831 :

a) pour l'exportation de Prusse, soit à la remonte soit à la descente, de tous les objets indigènes ou bien de ceux qui, ayant acquitté les droits d'entrée, se trouvent en libre circulation ;

b) pour le transport d'objets quelconques d'un port Prussien du Rhin à l'autre ;

c) pour l'importation d'objets de provenance étran-

besondere Begünstigung in Betreff der Schifffahrt zu- 1837
gestehen sollte, so soll diese Begünstigung auch dem
anderen Theile mit zu Gute kommen, welcher dersel-
ben, wenn sie ohne Gegenleistung zugestanden ist, eben-
falls ohne eine solche, wenn sie aber an die Bedingung
einer Vergeltung geknüpft ist, gegen Bewilligung der-
selben Vergeltung geniessen wird.

Art. 6. Die Bestimmungen der vorstehenden Arti-
kel finden sowohl auf die Seeschifffahrt wie auf die
Flussschifffahrt Anwendung.

Es sollen gegenseitig als Preussische und Niederlän-
dische Schiffe diejenigen angesehen werden, welche in
den Staaten, denen sie angehören, als solche in Folge
der bestehenden Gesetze und Reglements anerkannt sind;
wobei jedoch sich versteht, dass der Beweis ihrer Na-
tionalität stets von den Führern der Seeschiffe durch
Seebriefe, welche in der gebräuchlichen Form ausge-
stellt und mit der Unterschrift der betreffenden heimat-
lichen Behörde versehen sind, und von den Patronen
der Rheinschiffe durch das in Gemässheit des Art. 42.
der Mainzer Konvention vom 31. März 1831. ausge-
fertigte Patent geführt werden muss.

Art. 7. Zu dem Zwecke, um die Entwicklung
des Rheinhandels und der Rheinschifffahrt zu befördern,
haben die hohen kontrahirenden Theile in Betreff der
Schifffahrtsabgaben auf diesem Strome zu folgenden
Bestimmungen Sich vereinigt:

A. Seine Majestät der König von Preussen bewil-
ligen, die Niederländischen Schiffe an allen Vortheilen
Theil nehmen zu lassen, welche auf dem Preussischen
Theile des Rheinstroms den Preussischen und den die-
sen gleich gestellten Schiffen bewilligt sind.

Demgemäss sollen

I. Die Niederländischen Schiffe für ihre Ladungen
gänzliche Freiheit von dem in dem Tarif, welcher der
Mainzer Konvention vom 31. März 1831. unter Lit. C.
angehängt ist, festgesetzten Rheinzolle geniessen:

a) bei der Ausfuhr aus Preussen, stromauf- oder
stromabwärts, aller inländischen oder ausländischen Ge-
genstände, die sich im freien Verkehr befinden;

b) bei dem Transporte aller Gegenstände aus einem
nach einem anderen Preussischen Rheinhafen;

c) bei der Einfuhr ausländischer Gegenstände auf

1837 gère sur la partie Prussienne du Rhin, destinés pour la consommation, soit qu'ils viennent directement de l'étranger, soit qu'ils arrivent sous contrôle administratif d'un des Etats appartenant à l'association allemande de douanes;

d) pour le transport d'objets non réputés d'outre-mer, pouvant circuler librement et embarqués, soit dans un endroit Prussien au dessus de Coblençe, soit dans un des ports du Rhin ou de ses confluens, situés dans les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, dans les Grand'-Duchés de Bade et de Hesse, ou dans le territoire de la ville libre de Francfort, et destinés à l'importation dans un port Prussien du Rhin ou à transiter sur ce fleuve vers les Pays-Bas;

e) pour le transport des marchandises transitant par le territoire de l'union de douanes et n'empruntant qu'une partie du Rhin Prussien, quand ces marchandises, importées par terre sur la rive droite du Rhin, s'exportent par ce fleuve ou qu'importées par le Rhin, elles sortent par voie de terre sur la rive droite du fleuve.

II. Les bateliers Néerlandais jouiront de la franchise du droit de reconnaissance réglé par le tarif B. annexé à la convention de Mayence du 31 Mars 1831 pour la navigation intérieure entre Coblençe et Emmerich, qui ne dépassera ni l'un ni l'autre de ces bureaux.

III. Enfin ces bateliers, en cas de transit direct, ne seront pas tenus à payer les droits de navigation aux différens bureaux de perception, établis sur le Rhin en vertu de la convention de Mayence sus-dite, mais seront admis à l'acquittement de la totalité de ces droits à la descente, pour les sept bureaux depuis Coblençe jusqu'à Wesel, à *Coblençe*, et à la remonte, pour les huit bureaux depuis Emmerich jusqu'à Coblençe, à *Emmerich*.

B. En compensation de ces stipulations favorables au commerce et à la navigation des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas accorde:

1) Franchise entière des droits indiqués au tarif C. annexé à la convention de Mayence du 31 Mars 1831 pour tous les objets sans distinction de provenance, importés sur le Rhin à la descente par des bâtimens Prussiens, et destinés à être déchargés dans un

der Preussischen Rheinstrecke zum Verbrauch; sie mö- 1837
gen nun direkt aus dem Auslande, oder aus den zum
Deutschen Zollvereine gehörigen Staaten unter Steuer-
kontrolle kommen;

d) bei dem Transporte der im freien Verkehr be-
findlichen Gegenstände nicht überseeischen Ursprungs,
welche entweder in einem oberhalb Koblenz, belegenen
Preussischen Orte, oder in einem der Häfen des Rheins
und seiner Nebenströme, welche in den Königreichen
Bayern und Württemberg, in den Grossherzogthümern
Baden und Hessen, oder in dem Gebiete der freien
Stadt Frankfurt liegen, eingeladen, und zur Einfuhr
in einem Preussischen Rheinhafen oder zur Durchfuhr
nach den Niederlanden bestimmt sind;

e) bei der Waarendurchfuhr durch das Gebiet des
Zollvereins, bei welcher nur ein Theil des Preussischen
Rheins benutzt wird, wenn diese Waaren zu Lande
auf dem rechten Rheinufer eingeführt, oder auf dem
Rhein ausgeführt, oder auf dem Rhein eingeführt wer-
den und auf Landwegen des rechten Rheinufers ausgehen.

II. Die Niederländischen Schiffer sollen bei der
Binnenfahrt zwischen Koblenz und Emmerich, ohne
Ueberschreitung der einen oder der anderen dieser Zoll-
stellen, der Freiheit von der Schiffsgebühr geniessen,
welche in dem der Mainzer Konvention vom 31. März
1831. angehängten Tarif Lit. B. bestimmt ist.

III. Endlich sollen diese Schiffer bei der direkten
Durchfuhr nicht gehalten seyn, die Schifffahrtsabgaben
an den verschiedenen, in Gemässheit der vorgedachten
Mainzer errichteten Zollstellen zu erlegen; sondern es
soll ihnen gestattet seyn, die Gesamtheit der Abgaben
bei der Thalfahrt, für die sieben Zollstellen von Ko-
blenz bis Wesel, zu Koblenz, und bei der Bergfahrt,
für die acht Zollstellen von Emmerich bis Koblenz, zu
Emmerich zu entrichten.

B. In Erwiderung dieser dem Handel und der
Schifffahrt der Niederlande günstigen Bestimmungen be-
willigen Seine Majestät der König der Niederlande:

1) gänzliche Freiheit von den in dem Tarif, Anlage
Lit. C. der Mainzer Konvention vom 31. März 1831.
verzeichneten Rheinzöllen für alle Gegenstände ohne Un-
terschied der Herkunft, welche auf dem Rheine thal-
wärts auf Preussischen Schiffen eingeführt werden, und

1837 port des Pays-Bas, soit pour y être livrés à la consommation soit pour l'entrepôt;

2) Diminution de la moitié des droits de navigation indiqués ci-dessus, pour tous les objets, soit en circulation libre, soit en entrepôt, sans distinction de provenance ou de destination, chargés dans un port des Bays-Bas pour être exportés sur le Rhin en amont par des navires Prussiens;

3) Franchise des navires Prussiens du droit de reconnaissance, mentionné ci-dessus sub II, pour la navigation intérieure entre Lobith, Krimpen et Gorcum, pourvu qu'ils ne dépassent aucun de ces bureaux.

Les Hautes Parties contractantes prennent en outre l'engagement réciproque, de faire participer les bâtimens de l'autre pays ainsi que leurs chargemens aux exemptions ou diminutions relatives aux droits de navigation, ainsi qu'à tout autre avantage qu'Elles pourraient accorder par la suite aux bâtimens nationaux ou à leurs chargemens.

Les bateliers de chacun des deux Etats pourront exercer la navigation intérieure entre différens endroits du territoire fluvial rhénan de l'autre, sans y être assujettis à des droits de patente plus forts que ceux auxquels sont assujettis les nationaux.

Art. 8. Pour écarter autant que possible tout ce qui pourrait entraver le commerce et la navigation du Rhin, les Hautes Parties contractantes s'appliqueront l'une et l'autre à simplifier à cet égard. autant que faire se pourra, les formalités prescrites par Leurs lois et réglemens de douanes.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes se concerteront immédiatement sur l'application de l'article 52 de la convention de Mayence du 31 Mars 1831, en ce qui concerne les concessions requises pour l'établissement de bateaux à vapeur destinés au transport de voyageurs, de leurs effets ou voitures, ou même de marchandises, pour faire un service régulier entre deux ou plusieurs endroits, appartenant aux Etats respectifs, ainsi que sur les mesures à prendre aux termes de l'article 63 de la dite convention pour favoriser et protéger la navigation à vapeur sur le Rhin et assurer au commerce les avantages reconnus de cette branche d'industrie.

zur Ausladung in einem Niederländischen Hafen bestimmt sind, um dort entweder der Konsumtion übergeben, oder in die Niederlagen gebracht zu werden; 1837

2) Herabsetzung der vorgedachten Abgaben auf die Hälfte, für alle Gegenstände, ohne Unterschied der Herkunft oder der Bestimmung, welche in einem Niederländischen Hafen auf Preussische Schiffe geladen sind, und auf dem Rheine zu Berg ausgeführt werden;

3) Befreiung der Preussischen Schiffe von der oben unter II. gedachten Schiffsgebühr bei der Binnenfahrt zwischen Lobith, Krimpen und Gorcum ohne Ueberschreitung einer dieser Zollstellen.

Die hohen kontrahirenden Theile verpflichten sich ausserdem gegenseitig, die Schiffe des anderen Landes und deren Ladungen an denjenigen Befreiungen und Erleichterungen hinsichtlich der Rheinschiffahrtsabgaben, so wie an jedem anderen Vortheile Theil nehmen zu lassen, welche sie in der Folge den Nationalschiffen oder deren Ladungen etwa bewilligen möchten.

Die dem einen der beiden Staaten angehörigen Schiffer sollen berechtigt seyn, die Binnenschiffahrt zwischen verschiedenen Orten des Rheinischen Stromgebietes des anderen Staates zu treiben, ohne dasselbst einer höheren Gewerbe- (Patent-) Steuer, als die einheimischen Schiffer, unterworfen zu werden.

Art. 8. Um so weit als möglich Alles zu entfernen, was dem Rheinischen Handel und der Rheinschiffahrt hinderlich seyn könnte, wollen die hohen kontrahirenden Theile es sich angelegen seyn lassen, so weit als thunlich die in Ihren Zollgesetzen und Anordnungen vorgeschriebenen Formalitäten in dieser Hinsicht zu vereinfachen.

Art. 9. Die hohen kontrahirenden Theile wollen sich sofort über die Anwendung des Art. 52. der Mainzer Konvention vom 31. März 1831., in Betreff der Konzessionen vereinbaren, welche für die Aufstellung von Dampfschiffen erforderlich sind, die zum Transport von Reisenden, deren Gepäck oder Wagen, und auch von Waaren, in regelmässiger Fahrt zwischen zweien oder mehreren, den beiderseitigen Staaten angehörigen Orten bestimmt werden; desgleichen über die, nach der Bestimmung des Art. 63. der gedachten Konvention, zu ergreifenden Massregeln, um die Dampfschiffahrt auf dem Rheine zu befördern und zu schützen

1837

Ils partiront à cet égard du principe d'une parfaite réciprocité et de l'admission d'une concurrence à régler d'après les besoins.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes continueront de fixer leur attention et leurs soins à l'amélioration et à l'entretien des routes de terre entre les Etats respectifs et en général de faciliter les moyens de communication.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes se seraient entendues sur l'établissement d'un chemin de fer, destiné à franchir la frontière entre les deux Etats et sur l'exploitation du transport sur ce chemin, cette entreprise sera admise à tous les avantages quelconques et sans distinction aucune, qu'ils ont accordés ou qu'ils accorderont par la suite à toute autre entreprise semblable, également destinée à traverser leurs frontières.

Art. 11. Les Hautes Parties contractantes ayant le désir et l'intention sincères de convenir d'arrangemens ultérieurs dans le but de faciliter et d'activer autant que possible les relations de commerce et l'échange des produits entre leurs Etats, Elles se réservent d'ouvrir à ce sujet des négociations à une époque dont on conviendra ultérieurement.

En attendant les Hautes Parties contractantes s'engagent pour la durée d'une année à dater de la signature du présent traité:

1) à ne pas adopter chez Elles de prohibitions d'entrée ou de sortie, qui frapperaient les importations ou les exportations de l'autre pays, tandis que celles de tiers pays d'articles du même genre n'en seraient pas atteintes;

2) à ne pas grever les importations ou exportations réciproques d'autres ou de plus forts droits ou charges quelconques, que ceux que leurs tarifs en vigueur détermineront généralement sans distinction du pays d'où ils viennent ni de celui pour lequel ils seraient destinés;

3) à faire participer réciproquement Leurs sujets et produits à toutes les primes, remboursemens de droits et autres avantages de ce genre qui pourraient

und dem Handel die anerkannten Vortheile dieses neuen **1837**
Zweiges der Gewerthätigkeit zu sichern.

Dieselben werden hierbei von dem Grundsatz einer vollkommenen Gegenseitigkeit und der Zulassung einer nach dem Bedürfnisse zu regelnden Konkurrenz ausgehen.

Art. 10. Die hohen kontrahirenden Theile werden fortfahren, Ihre Aufmerksamkeit und Sorgfalt auf die Verbesserung und Unterhaltung der zwischen Ihren Staaten befindlichen Landstrassen, und überhaupt auf die Erleichterung der Kommunikationsmittel zu richten.

Wenn die hohen kontrahirenden Theile Sich der-einst wegen Anlegung einer die beiderseitige Gränze überschreitenden Eisenbahn, und über die Benutzung des Transports auf derselben geeinigt haben sollten, so soll diese Unternehmung zu allen den Vortheilen ohne Unterschied zugelassen werden, welche von Ihnen irgend einer anderen ähnlichen Unternehmung einer Ihre Gränzen überschreitenden Eisenbahn bewilligt ist oder künftig bewilligt werden sollte.

Art. 11. Da die hohen kontrahirenden Theile auf-richtig wünschen und beabsichtigen, weitere Vereinbarungen zum Zwecke möglichster Erleichterung und Be-lebung der gegenseitigen Handelsbeziehungen und des Austausches der Erzeugnisse Ihrer Staaten zu treffen, so behalten dieselben Sich vor, zu einer näher zu ver-abredenden Zeit hierüber Unterhandlungen zu eröffnen.

Inmittelst verpflichten die hohen kontrahirenden Theile Sich, für die Dauer eines Jahres von Unterzeich-nung des gegenwärtigen Vertrages ab:

1) keine Ein- oder Ausfuhrverbote anzuordnen, welche die Ein- oder Ausfuhr des anderen Landes treffen würden, während diejenigen dritter Staaten bei Gegenständen derselben Gattung davon unberührt blieben;

2) die gegenseitigen Ein- oder Ausfuhr mit kei-nen anderen oder höheren Abgaben oder Lasten irgend einer Art zu belegen, als mit denen, welche in Ihren in Kraft stehenden Tarifen allgemein ohne Unterschied des Landes, wo die Waaren herkommen oder wohin sie bestimmt sind, festgesetzt seyn werden;

3) Ihre Unterthanen und Erzeugnisse gegenseitig an allen Prämien, Zollvergütungen und anderen Vor-theilen dieser Art Theil nehmen zu lassen, welche in

1837 être accordés généralement dans Leurs Etats à de certains articles d'importation ou d'exportation également sans distinction du pays de provenance ou de destination.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes déclarent envisager les concessions faites de part et d'autre dans le présent traité comme ayant été stipulées pour servir dans leur ensemble d'équivalens des avantages acquis par le même traité, et en conséquence n'avoir consenti aux dites concessions qu'en retour de ces avantages.

Art. 13. Le présent traité sera mis à exécution dans tous ses articles, quinze jours après l'échange des ratifications, et restera en vigueur jusqu'à la fin de l'an mil-huit-cent-quarante et un, et si, six mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, le traité restera en vigueur pendant un an au delà de ce terme et ainsi de suite d'année en année.

Art. 14. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines à compter du jour de la signature ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Berlin le trois Juin mil-huit-cent-trente-sept.

ERNESTE MICHAELIS.	F. H. G. DE SCHENFF.
(L. S.)	(L. S.)
CH. L. WINDHORN.	J. J. ROCHUSSEN.
(L. S.)	(L. S.)
F. G. WESTPHAL.	
(L. S.)	

Ihren Staaten für gewisse Gegenstände der Einfuhr oder 1857
der Ausfuhr allgemein, ohne Unterschied des Landes
der Herkunft oder der Bestimmung, bewilligt werden
könnten.

Art. 12. Die hohen kontrahirenden Theile erklä-
ren, dass Sie die in gegenwärtigem Vertrage gegensei-
tig gemachten Zugeständnisse als verabredet betrachten,
um in ihrem ganzen Zusammenhange als Vergeltungen
für die durch denselben Vertrag erworbenen Vortheile
zu dienen, und dass Sie mithin jene Zugeständnisse nur
in Erwiderung dieser Vortheile eingeräumt haben.

Art. 13. Der gegenwärtige Vertrag soll vierzehn
Tage nach Auswechselung der Ratificationen in allen
seinen Artikeln in Ausführung gebracht werden, und
bis zum Ende des Jahres Ein tausend acht hundert und
ein und vierzig in Kraft bleiben; und wenn sechs Mo-
nate vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keiner von
beiden hohen kontrahirenden Theilen dem anderen seine
Absicht, die Wirkung des Vertrages aufhören zu las-
sen, mittelst einer officiellen Erklärung kund thun sollte,
so wird derselbe noch ein Jahr über diesen Zeitraum
hinaus, und so fort von Jahr zu Jahr, verbindlich
bleiben.

Art. 14. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt
und die Ratificationsurkunden desselben sollen inner-
halb sechs Wochen vom Tage der Unterzeichnung ab,
oder wenn es seyn kann noch früher, zu Berlin aus-
gewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die oben genannten
Bevollmächtigten denselben unter Beifügung ihrer resp.
Siegel unterzeichnet.

Geschehen zu Berlin, den dritten Juni Eintausend
acht hundert und sieben und dreissig.

ERNST MICHAELIS. F. H. W. DE SCHERFF.
(L. S.) (L. S.)

K. L. WINDHORN. J. J. ROCHUSSEN.
(L. S.) (L. S.)

F. W. WESTPHAL.
(L. S.)

Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem
Könige von Preussen unter dem 27. Juni d. J., und
von Seiner Majestät dem Könige der Niederlande unter
dem 4. Juli d. J. ratifizirt, und ist die Auswechselung der
Ratifikationsurkunden am 13. Juli d. J. zu Berlin erfolgt.

31.

Acte d'accession des villes libres anseatiques de Hambourg, de Brême et de Lubeck au Traité conclu le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite des esclaves. Signé à Hambourg le 9 Juin 1837.

(Hamburgischer Correspondent. 1837. v. 1. Juli Nro 153.).

Accessions-Vertrag

der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg, zu den am 30. November 1831. und 22. März 1833. zwischen II. MM., den Königen der Franzosen und des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, zum Zweck einer wirksameren Unterdrückung des Sklavenhandels abgeschlossenen Tractaten, unterzeichnet zu Hamburg, den 9. Juni 1837. Nebst dem hieselbst wider den Sklavenhandel erlassenen Gesetze.

Nachdem Se. Maj. der König der Franzosen und Se. Maj. der König des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, unter dem 30. November 1831. und 22. März 1833 zwei Conventionen abgeschlossen, welche zum Zweck haben, die vollständige Unterdrückung des Sklavenhandels zu sichern, und die hohen Contrahenten in Gemässheit des Art. IX. der ersten dieser Conventionen, welcher besagt, dass die anderen seefahrenden Mächte eingeladen werden sollen, ihnen beizutreten, diese Einladung an die Senate der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg gerichtet haben; da ferner die Senate der freien und Hansestädte, von gleichen Gefühlen und dem angelegentlichen Wunsche beseelt, mit diesen beiden erhabenen Mächten zu demselben menschenfreundlichen Zwecke sich zu vereinigen, keinen Anstand genommen, dem Vorschlage derselben beizutreten:

So haben Ihre besagten Majestäten und die Senate 1837 der Hansestädte beschlossen, in der Absicht, dieses grossmüthige Vorhaben in Erfüllung zu bringen, und sowohl den Beitritt der Hansestädte als der Annahme desselben abseiten Sr. Maj. des Königs der Franzosen und Sr. K. grossbritannischen Majestät, angemessene Rechtsgültigkeit und jede übliche Feierlichkeit zu verleihen, demgemäss einen förmlichen Vertrag abzuschliessen; und in Folge dessen zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, wie folgt:

Se. Maj. der König der Franzosen;
den Hrn. Baron Alexander Lasalle, Ritter der Ehren-Legion, Ihren Geschäftsträger bei den Hansestädten;

Se. Maj. der König des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland:

den Hrn. Henry Canning, Ihren Geschäftsträger und General-Consul bei den Hansestädten;

und die Senate der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg:

den Hrn. Carl Sieveking, Dr. der Rechte, Syndicus der Stadt Hamburg;

welche nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung ihrer in guter und üblicher Form befundenen Vollmachten, über die folgenden Artikel sich vereinigt haben:

Art. 1. Die Senate der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg treten den Conventionen, so wie dem die Instructionen für die Kreuzer enthaltenden Anhang der späteren, bei, welche in Beziehung auf die Unterdrückung des Sklavenhandels, zwischen Sr. Maj. dem Könige der Franzosen und Sr. Maj. dem Könige des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, unter dem 30. November 1831. und 22. März 1833. abgeschlossen und unterzeichnet worden; mit Ausnahme der Vorbehalte und Abänderungen, die in den nachfolgenden Artikeln 2, 3 und 4 enthalten sind, welche Artikel als additionel zu gedachten Conventionen und ihrem obgedachten Anhang betrachtet werden sollen; und mit Berücksichtigung der Verschiedenheiten, welche aus dem Verhältnisse der Hansestädte, als den besagten Conventionen nach ihrem Abschluss beitreter Theile, nothwendig hervorgehen.

In Folge dieser von Sr. Maj. dem Könige der Franzosen und St. Maj. dem Könige des vereinigten König-

1837 reichs von Grossbritannien und Irland angenommenen Accession sollen alle Artikel jener beiden Conventionen und alle Bestimmungen des besagten Anhangs so angesehen werden, als ob sie, wie die vorliegende Convention, ausdrücklich zwischen Sr. Maj. dem Könige der Franzosen, Sr. Maj. dem Könige des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland und den Senaten der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg, abgeschlossen und unterzeichnet wären.

Ihre besagten Majestäten und die Senate der freien und Hansestädte verbinden und versprechen sich gegenseitig, allen Klauseln, Bedingungen und Verpflichtungen, welche daraus folgen, getreulich nachzukommen, mit Vorbehalt der durch Gegenwärtiges festgesetzten Ausnahmen und Modificationen; und damit jeder Unbestimmtheit vorgebeugt werde, ist man übereingekommen, die obbesagten Conventionen sammt dem die Instructionen für die Kreuzer enthaltenden Anhang der späteren, Wort für Wort hier einzuschalten, wie folgt:

(Suivent les textes des conventions du 30 Novembre 1831 et du 22. Mars 1833.).

Art. 2. In Betreff des fünften Artikels der Instructionen, welche der Supplementar-Convention vom 22. März 1833. beigefügt sind, ist man übereingekommen, dass alle Schiffe, welche die lübeckische Flagge führen und kraft ihrer Papiere als Lübeck angehörig erscheinen, die in Ausführung der oben eingeschalteten Conventionen, durch die auf den Stationen von Amerika, Afrika oder Madagaskar, den Dienst habenden Kreuzer Seiner Majestät des Königs der Franzosen, oder Seiner Majestät des Königs des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, angehalten werden möchten, nach dem Hafen von Travemünde geführt oder gesandt werden sollen; dass alle in gleicher Weise angehaltenen Schiffe, welche die bremische Flagge führen und kraft ihrer Papiere als Bremen angehörig erscheinen, nach Bremerhafen geführt oder gesandt werden sollen; und dass alle in gleicher Weise angehaltenen Schiffe, welche die Hamburgische Flagge führen und kraft ihrer Papiere als Hamburg angehörig erscheinen, nach Cuxhafen geführt oder gesandt werden sollen.

Die drei Senate vereinigen sich, für den Fall, dass die Schifffahrt auf dem baltischen Meere unterbrochen

oder unausführbar seyn würde, Bremerhafen oder Cux-1837
hafen als die Häfen zu bezeichnen, nach welchen oben-
beregtermassen angehaltene lübeckische Schiffe geführt
oder gesandt werden könnten.

Art. 3. Da die Ausschiffung in den oben ange-
führten Häfen von Negern, die sich an Bord von Schif-
fen befinden möchten, welche die hanseatische Flagge
führen, und welche kraft ihrer Papiere als den besag-
ten Hansestädten oder einer derselben angehörig er-
scheinen, mit grosser Unbequemlichkeit verknüpft seyn
dürfte, so ist man übereingekommen, dass die an Bord
eines solchen, von einem französischen oder englischen
Kreuzer angehaltenen Schiffes gefundenen Neger, vor-
läufig in dem nächsten französischen oder englischen
Hafen oder Platze gelandet werden sollen, nach wel-
chem ein unter Flagge einer dieser beiden Nationen
unter ähnlichen Umständen angetroffenes oder angehal-
tenes Negerschiff in Gemässheit der besagten Conven-
tionen geführt oder gesandt worden wäre. Als zu die-
sem Zweck respective bezeichnet sollen die französischen
Häfen von Gorée, Martinique, Bourbon und Cayenne,
so wie die englischen Häfen Bathurst im Gambia, Port
Royal auf Jamaica, das Cap der guten Hoffnung und
Demerara, für die bei Afrika, Westindien, Madagaskar
und Brasilien stationirten französischen und englischen
Kreuzer betrachtet werden.

Art. 4. Im Fall die Senate der freien und Hanse-
städte es nicht in ihrem Interesse finden würden, Kreu-
zer unter ihrer Flagge zur Unterdrückung des Neger-
handels auszurüsten, verpflichten sie sich dennoch, die
Befehlshaber der französischen oder englischen Kreuzer,
sobald deren Namen und Zahl ihnen bekannt gemacht
seyn wird, mit den durch Art. V. der Convention vom
30. November 1831 verlangten Vollmachten zu versehen.

Art. 5. Die gegenwärtige Convention soll inner-
halb dreier Monate oder früher, wenn es angeht, ratifi-
cirt und die Ratification zu Hamburg ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist die vorliegende Conven-
tion von den vorbenannten Bevollmächtigten in fünf
Originalen unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen zu Hamburg, den 9. Juni Eintausend
Achtbundert sieben und dreissig.

(L. S.) Baron LASALLE. (L. S.) HENRY CANNING.
(L. S.) K. SIEVEKING.

1837 *Strafgesetz wider den Sklavenhandel.*

Nachdem E. H. Rath in Folge der Ihm gewordenen Einladung, auf den Grund Art. 9. des zwischen Frankreich und Grossbritannien am 31. Nov. 1831. geschlossenen Vertrags wider den Sklavenhandel, diesem Verträge und den Nachträgen desselben vom 22. März 1833. beigetreten, wird es erforderlich, nach dem Vorgange der genannten beiden und anderer Mächte, die sich jenen Verträgen angeschlossen haben, ein den Gegenstand betreffendes Strafgesetz auch hieselbst zu erlassen.

Es wird demnach Folgendes verordnet:

Art. 1. Jeder Sklave oder als solcher behandelte Kriegsgefangene wird in dem Augenblick frei, in welchem er das Hamburgische Gebiet betritt. Gegen ihn verübte Gewalt oder Misshandlung wird angesehen und bestraft, als sey sie gegen einen Freien verübt.

Art. 2. Der Capitain, Steuermann oder Supercargo eines Hamburgischen Schiffes (er möge deren Namen führen oder nur deren Functionen versehen), welcher den Transport eines oder mehrerer Sklaven übernimmt, wird mit einer sechs - bis zwölfmonatlichen Zuchthausstrafe und ausserdem mit einer Geldstrafe von 50 bis 100 Rthlrn. bestraft.

Art. 3. Wer als Rheder, Befrachter, Capitain, Steuermann oder Supercargo ein Schiff zum Behuf des Sklavenhandels ausrüstet, oder damit versiegelt oder Sklavenhandel betreibt, oder durch Andere ausrüsten oder betreiben lässt, oder daran Theil nimmt, oder diese Verbrechen als Vorschussleister oder Versicherer befördert, wird nach den Umständen, und je nachdem das Schiff vor der Abfahrt im Hafen der Ausrüstung oder nach der Abfahrt, jedoch vor Vollziehung des Sklavenraubes oder Sklavenhandels, oder nach wirklicher Begehung eines Acts des Sklavenraubes oder Sklavenhandels angehalten wird, zu einer Gefängnisstrafe von ein Jahr Zuchthaus bis zehn Jahr Spinnhaus, und ausserdem zu einer Geldstrafe von 200 bis 2000 Rthl., wie auch zum Verlust des Bürgerrechts und aller damit verbundenen Rechte, namentlich des Rechts, die Hamburgische Flagge zu führen, verurtheilt.

Art. 4. Fremde, welche auf Hamburgischem Gebiete, oder am Bord eines Hamburgischen Schiffes sich der in den vorstehenden Artikeln bezeichneten Verbre-

chen schuldig machen oder zum Behuf des Sklavenhandels die Hamburgische Flagge missbrauchen, oder Schiffe auch unter fremder Flagge zur Betreibung des Sklavenhandels auf Hamburgischem Gebiete ausrüsten oder ausrüsten lassen, werden nach dem gegenwärtigen Gesetze bestraft.

Fremde, welche im Auslande die dort wider den Sklavenhandel bestehenden Gesetze übertreten haben, und auf Hamburgischem Gebiete betroffen werden, sind auf Verlangen der Regierung des Landes, wo das Verbrechen begangen wurde, an dieselbe, jedoch nur mit Einwilligung der Regierung des Landes, dem sie angehören, auszuliefern.

Kraft Rath - und Bürgerschlusses vom 18. August 1836. gegeben in Unserer Raths-Versammlung, Hamburg, den 19ten Juni 1837.

32.

Décret du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, relatif à l'importation des machines. En date du 12 Juin 1837.

(Traduction authentique de l'Espagnol)

Art. 1. Outre les objets compris dans la loi du 5 Juin 1834 (Art. 30) et dans le Décret du 8 Juin 1836, sont exempts des droits d'importation, d'alcabala et de routes:

Les instrumens et appareils nouveaux et inconnus dans le pays, à l'aide desquels peuvent être obtenus les résultats des inventions nouvelles de la thérapeutique; les machines, instrumens et appareils, pouvant servir à l'amélioration et au progrès d'une branche quelconque de l'agriculture et de l'industrie, en fournissant le moyen d'obtenir des produits en plus grande quantité ou de meilleure qualité, avec moins de temps ou de frais que par les procédés, machines et appareils antérieurement connus.

Art. 2. Tous les articles mentionnés en l'article précédent seront également exempts de tous droits ou contri-

1837 bution provinciale, municipale ou communale, quelle que soit la dénomination qu'on leur donne, ou à quel titre que la perception en ait lieu.

Art. 3. Les mêmes articles, dans le cas où ils ne seraient pas importés de l'étranger, mais fabriqués dans le pays même, seront également exempts des contributions ou droits provinciaux, municipaux et communaux.

33.

Décret du gouvernement de Bolivie relatif à l'importation du mercure, en date du 23 Juin 1837.

(Traduction authentique).

Art. 1. Les primes ci-après sont accordées par le gouvernement à l'importation du mercure dans les ports de la confédération pérou-bolivienne :

Pour une importation de 100 à 200 quintaux par quintal (46 Kilogr.) 6 Piastres (la piastre 5 Francs);
— de 200 à 400 quintaux par quintal 8 piastres;
— de plus de 400 quintaux par quintal 10 piastres.

Art. 2. La dite prime sera liquidée en droits d'importation et d'exportation sur toute espèce de marchandises dans tous les ports des Etats confédérés.

Art. 3. Est révoquée toute mesure contraire aux dispositions du présent décret.

34.

Décret du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, relatif à l'importation des matériaux de construction dans la province de Choco. En date du 27 Juin 1837.

(Archives du commerce publiés sous la direction de M. L. Ternante. Paris, 1838. Avril—Mai. p. 352.).

Sont exempts de droits nationaux et provinciaux, dans la province du Choco, pendant un espace de dix

années, à partir de la publication du présent décret, 1837 les articles ci-après importés, soit de l'étranger, soit d'un autre point de la république, pour construction de maisons et édifices dans la province: Briques, chaux, tuiles, machines pour scieries outils de charpenterie et de maçonnerie *).

35.

Notes du gouvernement espagnol au sujet de concessions à faire au commerce anglais adressées à Sir George Villiers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Maj. Britannique à Madrid, en date du 15 et du 22 Juillet 1837.

(London gazette 1837 Août).

(A)

Note du ministre des affaires étrangères d'Espagne, suspendant l'ordonnance qui imposait des droits exceptionnels sur les bâtimens anglais partant de Gibraltar.

Madrid, le 15 Juillet 1837.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer qu'en conséquence d'une communication qui m'a été faite, le 13 courant, par le ministre des finances, S. M. la reine régente ayant égard aux représentations contenues dans vos notes des 1^{er} Janvier et 20 Avril de cette année, au sujet de l'abolition des droits exceptionnels imposés

*) Un règlement, en date du 11 Juillet 1837, rendu en exécution du décret précédent, contient, entre autres dispositions, celles ci-après:

Art. 3. Seront saisis les matériaux et outils importés de l'étranger sur un point de la province du Choco, si on les dirige vers une autre province, comme si cette exportation avait lieu en fraude des droits nationaux.

5. Restent soumis aux droits établis, les matériaux et outils importés, d'un port étranger, à la douane de l'Atrato, dont le manifeste n'énonce pas qu'ils sont importés pour être employés à des constructions dans la province même du Choco.

1837 sur les marchandises venant de Gibraltar, et importées par navires espagnols; S. M. prenant en considération d'un côté les motifs d'utilité publique qui avaient dicté l'ordre royal du 13 Juillet 1830 et les considérations politiques qui déterminèrent la publication du décret royal du 2 Décembre 1834, et considérant d'un autre côté les généreux et importants services que le gouvernement anglais a rendus et rend encore à la cause nationale dans la guerre actuelle, a résolu, conformément à l'opinion du conseil des ministres, que, quant à présent et sans préjudice de ce que les cortès pourront décider au sujet du système de douanes et de tarifs, l'art. 4 du susdit ordre royal de Juillet 1830 serait suspendu à l'égard des navires venant de Gibraltar, de la même manière que par le décret royal du 2 Décembre 1834, il a été suspendu à l'égard des navires venant de Bordeaux, Bayonne, Marseille et autres ports intermédiaires de France. De telle sorte que les traités conclus avec l'Angleterre seront exécutés en tant que par ces traités cette puissance a le droit d'être traitée en Espagne sur le pied des nations les plus favorisées.

Signé: J. M. CALATRAVA.

(B)

Note du même, autorisant les bateaux à vapeur anglais et français préposés à la surveillance des côtes d'Espagne, à former des dépôts de charbon pour leur usage à Barcelone, Alicante et Cadix.

Madrid, le 22 Juillet 1837.

Monsieur, le ministre des finances vient de me faire la communication suivante: „J'ai mis sous les yeux de la reine régente les représentations réitérées du ministre anglais et du chargé d'affaires français près cette cour, demandant la révocation de l'ordre royal du 9 Avril derrier, lequel modifiait celui du 31 Janvier de l'année dernière, au sujet de l'admission en Espagne du charbon étranger; et S. M. désirant, d'un côté, qu'aucune entrave, aucune difficulté n'existent dans la navigation des bateaux à vapeur nationaux ou étrangers, mais qu'au contraire cette navigation reçoive toute espèce de facilités compatibles avec la protection et l'encouragement de nos propres houillères; et, d'un autre côté, S. M. voulant donner à nos fidèles alliés une nouvelle preuve que le gouvernement espagnol, natu-

rellement reconnaissant, n'oublie pas les services importants que lui rendent, en faveur de la cause nationale, les bâtimens chargés de la garde des côtes, a résolu que bien que l'art. 3 de l'ordre royal du 9 Avril dernier sus-mentionné déclare affranchi de tout droit le charbon étranger non débarqué dans les ports de l'Espagne, et consommé à bord des navires à vapeur, l'Angleterre et la France pourront dès-à-présent avoir deux dépôts de charbon dans le Méditerranée; savoir à Barcelone et à Alicante, et deux autres dans l'Océan; savoir à Cadix et à la Corogne, en payant un droit de 2 0/0, et en laissant une clé de l'entrepôt entre les mains des officiers des douanes; le charbon, sans cesser d'être en plein-air, devant être entreposé dans des endroits clos de murs, où les capitaines de bâtimens à vapeur pourront s'approvisionner, et avoir ainsi des dépôts correspondant à leur consommation. Le tout sans préjudice des améliorations que la direction générale et la junta consultative ont proposées, et de l'examen et de la discussion qui pourront avoir lieu dans les cortès, auxquelles sera immédiatement soumise la présente mesure, qui n'est que provisoire et qui a été dictée par les circonstances."

J'ai l'honneur de vous transmettre la susdite communication, en réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser à ce sujet. Signé J. M. CALATRAVA.

36.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Chippewas. Signé et conclu à St. Peters dans le territoire de Wisconsin, le 29 Juillet 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. Appendix p. 34.)

Articles of a Treaty made and concluded at St. Peters (the confluence of the St. Peters and Mississippi rivers) in the Territory of Wisconsin, between the United States of America, by their

1837 *Commissioner, Henry Dodge, Governor of said Territory, and the Chippewa nation of Indians, by their chiefs and headmen.*

Art. 1. The said Chippewa nation cede to the United States all that tract of country, included within the following boundaries:

Beginning at the junction of the Crow Wing and Mississippi rivers, between 20 and 30 miles above where the Mississippi is crossed by the 56 parallel of north latitude, and running thence to the north point of the Lake St. Croix, one of the sources of the St. Croix river thence to and along the dividing ridge between the waters of Lake Superior and those of the Mississippi, to the sources of the Ocha-sua-sepe, a tributary of the Chippewa river; thence to a point on the Chippewa river, 20 miles below the outlet of Lake De Flambeau; thence to the junction of the Wisconsin and Pelican rivers; thence on an east course 25 miles; thence southerly, on a course parallel with that of the Wisconsin river to the line dividing the territories of the Chippewas and Menomonies; thence to the Plover Portage; thence along the southern boundary of the Chippewa country to the commencement of the boundary line dividing it from that of the Sioux, half a days march below the falls on the Chippewa river; thence with the said boundary line to the mouth of Wha-tap river, at its junction with the Mississippi; and thence up the Mississippi to the place of beginning.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid, the United States agree to make to the Chippewa nation, annually for the term of 20 years, from the date of the ratification of this Treaty, the following payments:

1^o 9500 Dollars to be paid in money.

2^{do} 19000 Dollars to be delivered in goods;

3^o 3000 Dollars for establishing 3 blacksmiths shops, supporting the blacksmiths and furnishing them with iron and steel;

4^o 1000 Dollars for farmers and for supplying them and the Indians with emplements of labor, with grain or seed, and whatever else may be necessary to enable them, to carry on their agricultural pursuits;

5^o 2000 Dollars in provisions;

6^o 500 Dollars in tobacco.

The provisions and the tabacco to be delivered at

the same time with the goods and the money to be paid; which time or times as well as the place or places, where they are to be delivered, shall be fixed upon under the direction of the President of the United States.

The blacksmiths shops to be placed at such points in the Chippewa country, as shall be designated by the Superintendent of Indian affairs or under his direction.

If at the expiration of one or more years, the Indians should prefer to receive goods, instead of the 9000 Dollars agreed to be paid to them in money, they shall be at liberty to do so. Or should they conclude to appropriate a portion of that annuity to the establishment and support of a school or schools among them, this shall be granted them.

Art. 3. The sum of 100,000 Dollars shall be paid by the United States to the half-breeds of the Chippewa nation, under the direction of the President. It is the wish of the Indians that their two sub-agents Daniel P. Bushnell and Miles M. Vineyard, Superintendent the distribution of this money among their half-breed relations.

Art. 4. The sum of 70,000 Dollars shall be applied to the payment by the United States of certain claims against the Indians of which amount 28,000 Dollars shall at their request be paid to William A. Aitkin, 25,000 Dollars to Lyman M. Warren, and the balance applied to the liquidation of other just demands against them — which they acknowledge to be the case with regard to that presented by Hercules L. Dousman for the sum of 5000 Dollars; and they request that it be paid.

Art. 5. The privilege of hunting, fishing and gathering the wild rice upon the lands the rivers and the lakes included in the territory ceded, is guarantied to the Indians during the pleasure of the President of the United States.

Art. 6. This Treaty shall be obligatory from and after its ratification by the President of the United States.

Done at St. Peters in the Territory of Wisconsin, the 29 day of July 1837. (Signed) HENRY DODGE L. S. Com'r.

Signatures des chefs des Indiens et des témoins.
(Ratifié par le Président des Etats-unis, M. van Buren,
le 5 Juin 1838.)

37.

Publication de la cour de Turin relativement aux différends survenus entre la Sardaigne et l'Espagne. En date du 9 Août 1837.

La *Gazette de Madrid* du 25 Juillet contient l'article suivant. *Ministère d'état — ordre royal.*

Eccellentissime seigneur, le gouvernement de Turin persistant en toute rencontre et avec une animosité croissante, dans sa conduite inexplicable et décidément hostile envers S. M. Dona Isabelle II. et envers la cause de la liberté espagnole, après la réitération d'actes vexatoires (agravios) nullement mérités, après des provocations qui déjà ont placé l'auguste régente du royaume dans l'absolue nécessité de recourir à des mesures que reclamaient impérieusement la dignité de la nation et du trône, la sûreté de l'état et du salut public, à toutes ces offenses, le gouvernement de Turin vient d'ajouter celle de fermer, à dater du 1er du courant, les ports des états sardes à tout bâtiment portant pavillon espagnol, interdisant absolument l'exercice de leurs fonctions à tous les agens consulaires d'Espagne; mesure, qui n'a été précédée d'aucune déclaration préalable pour servir au besoin d'avertissement à notre commerce, et qui n'a été notifiée au consul général de S. M. à Gènes que le jour suivant, qui était le 2, et seulement de vive-voix avec refus de lui en donner acte par écrit.

En présence d'un procédé si violent, si injuste et si contraire aux usages que les nations cultivées ont constamment respectés, la Reine régente, se réservant d'adopter les moyens qu'elle jugera convenables pour obtenir satisfaction de ces offenses et réparation des dommages qui en sont résultés ou en peuvent résulter pour le commerce espagnol, de plus ne pouvant, malgré la modération bien connue de ses sentimens, s'abstenir d'ordonner les représailles indispensables que réclame l'honneur national, a pris, de l'avis du conseil de ses ministres, les résolutions suivantes:

1^o. A partir de ce jour et désormais, tous les ports

du royaume sont fermés au pavillon sarde; à l'exception des navires marchands de cette nation, lesquels avant le 1er Janvier 1838 y relâcheront venant d'outre-mer et avec une cargaison appartenant ou adressée à des espagnols; ces bâtimens seront admis à décharger à moins qu'il n'y ait d'autre raison juste de les en empêcher.

20. Tous les consuls et vice-consuls sardes résidens dans le royaume auront à cesser immédiatement et absolument l'exercice de toute fonction consulaire quelconque, soit privée soit publique. Il ne leur sera permis de continuer leur séjour qu'avec le seul caractère d'individus particuliers, et sans autres égards que ceux qu'ils méritent en cette qualité.

30. Réduits au niveau des autres sujets sardes qui se trouvent actuellement en Espagne comme résidens ou comme voyageurs, ces agens consulaires restent dès à présent soumis en tout au droit commun sans aucun privilège ni franchise.

Par ordre royal, j'adresse le présent décret à V. Exc. afin que vous en preniez connaissance et qu'il soit par votre ordre transmis à tous les fonctionnaires de votre dépendance, et qu'il soit ainsi pourvu à son exécution. — Dieu garde V. Exc. etc. — Donné au Palais, le 22 Juillet 1837. — A monsieur le secrétaire d'état et des dépêches.

Pour faire apprécier le contenu de la pièce ci-dessus, nous livrons à la raison publique les documens suivans :

1. *Traduction d'un mémorandum confidentiel sur les raisons qu'a eues le gouvernement espagnol pour suspendre l'exéquatur des consuls sardes, remis au cabinet de Turin par le chevalier Foster.*

Le 23 Juillet de l'an passé quand le consul général de S. M. à Gênes, agissant d'après un ordre royal, accompagné d'un magistrat du lieu, allait pour mettre les scellés sur la propriété d'une dame espagnole qui venait de mourir (la marquise douairière de Branciforte) il fut interrompu dans l'exercice de ses fonctions par la police, et une force armée placée préalablement dans la maison par ordre du gouverneur général du duché, lui en refusa l'entrée, à moins qu'il ne se présentât comme simple particulier, cas dans lequel on ne lui

1837 fgrait pas de difficultés. Par ce fait la propriété d'un sujet espagnol que le marquis de Branciforte, l'héritier légitime résidant à Madrid, avait placée sous la sauvegarde et la protection du gouvernement espagnol, resta sans protection due; l'indépendance à laquelle un fonctionnaire public peut prétendre, puisque lui-même n'avait pas outrepassé les bornes du droit public, fut attaquée et l'honneur du gouvernement de S. M. fut blessé dans la personne du consul qui fut ainsi traité sans cérémonie. Mais les sentimens de modération et de bienveillance dont le gouvernement est animé le fit passer sur cette offense.

Peu de tems après, au commencement de septembre dernier, le même consul s'étant adressé au gouverneur-général pour obtenir la permission d'insérer un avis dans la Gazette Gênoise pour inviter tous les espagnols qui croyaient avoir droit à la protection de ce consulat à se présenter afin qu'il pût en former une liste, le-dit gouverneur se déclara ouvertement contre cette simple requête, alléguant qu'un tel avis ne pouvait pas paraître, puisque le consul n'avait pas été formellement reconnu comme tel par le moyen d'un *exéquatur* du gouvernement sarde.

S. M. pour lors crut qu'en justice elle ne devait plus hésiter à adopter une conduite pareille à l'égard des consuls sardes en Espagne, et en conséquence par un ordre royal du 29 de ce même mois, elle commanda que l'on suspendit *l'exéquatur* à tous les consuls ou vice-consuls sardes, jusqu'à ce que le gouvernement sarde eût formellement reconnu comme tels les consuls et vice-consuls légitimement nommés par la Reine ou en son nom royal dans quelques-uns des ports des états de S. M. le Roi de Sardaigne; faisant savoir en même tems, qu'ils auraient la permission d'exercer leurs fonctions non-officiellement à l'égard des sujets de leur nation, afin que ceux-ci ne cessassent pas d'être dûment protégés, et que les relations commerciales des deux pays ne souffrissent pas d'interruption.

Cette détermination fut communiquée confidentiellement et verbalement au comte de St-Martin, le chargé-d'affaires de Sardaigne, lors de sa visite pour prendre congé du secrétaire d'état avant son retour en Sardaigne, et il lui fut notifié que cette interruption des relations, qui était très pénible à S. M., cesserait si-tôt que la

Sardaigne aurait reconnu son erreur, et traité les agens de S. M. dans ce pays d'une manière convenable à l'honneur de la couronne et à la dignité de la nation espagnole.

Mais loin de cela, au milieu du mois d'Octobre dernier, le consul de S. M. à Gênes reçut une nouvelle preuve de l'animosité du gouverneur-général, qui par le moyen du directeur de la police lui fit dire qu'il devait désormais cesser de délivrer des passeports aux sujets espagnols, et qu'il devait se contenter de viser ou contresigner ceux qu'on lui présenterait : et S. M. à la suite de cette détermination du gouvernement sarde, imposa une prohibition pareille aux agens consulaires sardes en Espagne, ordonnant en même tems au consul espagnol à Gênes de ne plus légaliser ou contresigner un document quelconque à un sujet sarde pour venir en Espagne, aussi longtems que la conduite des autorités sardes envers elle ne deviendrait pas telle qu'elle devrait être.

Du Palais (Madrid) le 11 Décembre 1836.

II. *Réponse au Mémoire de Monsieur Calatrava.*

Le *mémoire* remis par monsieur Calatrava à monsieur Williers et communiqué au cabinet de Turin par monsieur Foster est basé sur trois griefs qui ne sauraient sérieusement être considérés comme tels. On qualifie d'abord comme une atteinte à l'exercice des fonctions consulaires la défense faite à monsieur Létamendi de mettre les scellés sur les propriétés de la marquise de Branciforte, parcequ'on l'a regardée comme espagnole ; mais le fait est que cette dame se trouvant mariée à un sujet de S. M., et le mari ayant, en cette qualité, demandé la protection du gouverneur, il s'ensuit qu'on n'a pas défendu au consul espagnol d'exercer ses fonctions dans la maison d'une espagnole, mais on a défendu à un agent étranger d'exercer aucune juridiction dans la maison et sur les propriétés d'un sujet de S. M.

On se plaint en second lieu du refus fait au même consul d'insérer dans la Gazette un avis aux Espagnols de se présenter à lui pour qu'il pût former une liste de ceux qui étaient sous la protection de son gouvernement. Il est clair que, tant qu'il n'était pas muni de *l'exéquatur*, il y aurait eu contradiction à lui laisser prendre ce titre d'une manière publique, et en ou-

1837 tre comme on n'ignorait pas que l'objet de monsieur Létamendi était de classer, selon leurs opinions, les Espagnols résidens à Gènes, ce qui présentait les plus graves inconvéniens sur tout après la proclamation de la constitution de 1820; c'est dans l'intérêt même des Espagnols qu'on a voulu éviter cette classification qui aurait pu faire naître entr'eux des discordes et troubler la tranquillité de la ville.

Quant au troisième et dernier grief qui est relatif à la défense faite à monsieur Létamendi de délivrer des passeports en sa qualité, on ne peut s'expliquer comment il ait pu être énoncé, car cette défense n'avait aucune portée pour les intérêts des sujets espagnols, puisqu'on admettait qu'il visât tous ceux qu'on lui présenterait, et qu'on refusait uniquement de lui reconnaître le droit de prendre dans un acte public le titre de consul, n'étant pas muni de *l'exéquatur*.

Mais, laissant de côté la discussion de ces griefs, pourquoi le gouvernement de Madrid, qui s'est cru offensé, n'a-t-il pas fait connaître ses plaintes au cabinet de Turin? Pourquoi a-t-il pris des mesures de rétorsion, sans avoir auparavant articulé ses griefs? Il est vrai que monsieur Calatrava, lors du départ du comte de St-Martin de Madrid, se plaignit verbalement de la conduite de sa cour; mais il lui notifia en même tems la détermination déjà arrêtée de la suspension des consuls; ainsi la plainte et la provocation furent simultanées. La modération dans cette circonstance essentielle n'a pas été suivie, et comme un décret de la reine, auquel on a donné la plus grande publicité, est un acte solennel d'une bien autre importance que les restrictions imposées à monsieur Létamendi, il s'ensuit que cet acte en lui-même constitue une véritable provocation publique contre la Sardaigne dont celle-ci n'a offert l'équivalent par aucun autre semblable. Une considération d'ordre secondaire doit encore être faite: monsieur Létamendi n'a pas obtenu *l'exéquatur*: on l'a empêché de faire certains actes pour lesquels cette formalité était nécessaire; mais en Espagne c'est à des officiers consulaires reconnus et approuvés par le gouvernement qu'on a ôté l'exercice de leurs fonctions. La différence de la mesure n'a pas besoin d'être expliquée.

En attendant, la cour de Sardaigne peut se plaindre: 1^o. De l'arrestation de monsieur Ponti consul gé-

néral, enfermé, sans aucun égard, dans un cachot de 1837 la citadelle de Barcelone sur un simple soupçon que les autorités mêmes de la principauté déclarèrent n'avoir aucun moyen de justifier. 2^o. De son expulsion de l'Espagne, après qu'on dût avouer qu'il n'y avait pas de preuves contre lui, expulsion qui a eu lieu sans attendre qu'il fût rappelé, comme on en était convenu. 3^o. De l'arrestation de plusieurs bâtimens *) sous des prétextes frivoles en différens ports de l'Espagne, traités plus durement parce que leur pavillon était sarde et dont la ruine a été complète, les procès conduits avec le plus grand arbitraire, et dont quelques-uns ne sont pas encore finis. 4^o. De l'arrestation du brick marchand *l'Impossibile* faite à Rosas, et qui, malgré qu'on ait reconnu que la supposition qu'il était chargé d'armes était fausse, fut amené à Barcelone d'où il n'obtint sa liberté qu'après de grandes difficultés et sans aucune compensation pour l'injustice qu'on lui avait faite, ni pour le préjudice qu'on lui avait causé.

C'est en présence de parails faits que S. M. sarde fit grâce à un soldat espagnol de la corvette de guerre la *Maonese*, condamné à Nice pour avoir blessé un de ses sujets, et que plus récemment, malgré la suspension des consuls sardes en Espagne, on s'empressa d'autoriser le nouveau vice-consul à Nice d'exercer ses fonctions. L'on voit d'après cet exposé combien les griefs mis en avant par monsieur Calatrava sont futiles en comparaison des graves et nombreux sujets de plainte que l'Espagne a donnés à la Sardaigne.

Turin, le 18 Janvier 1837.

III. *Note verbale remise au chevalier Foster.*

Monsieur le chevalier Foster, envoyé de S. M. Britannique, en communiquant au comte Solar de la Marguerite un *mémorandum* sur les raisons qu'a eues le gouvernement espagnol de suspendre *l'exéquat* des consuls sardes, a exprimé le désir de ce même gouvernement que les relations entre les deux états fussent

*) N. B. 1^o. Le capitaine Orezza, commandant le bâtiment il *S. Nome di Maria*. — 2^o. Le capitaine l'ossulo Ange, commandant la *N. S. Grazie*. — 3^o. Le capitaine Gazzolo, commandant il *S. Francesco*. — 4^o. Le capitaine Coxiola Thomas, commandant la *Concezione*. — 5^o. Le capitaine Daste Benoit, commandant la *Misericordia*.

1837 rétablies de manière à ce que les intérêts commerciaux des deux pays ne souffrissent pas de préjudice.

Après avoir remis à monsieur Foster la réponse du cabinet de Turin au *mémoire*, le premier secrétaire d'état pour les affaires étrangères lui a ensuite dit qu'il n'a jamais été dans les intentions de S. M. d'apporter aucun empêchement aux relations commerciales entre les deux pays, et que n'étant point de son propre fait qu'elles se trouvent presque interrompues, elle est toujours disposée à laisser exercer d'une manière privée leurs fonctions aux agens consulaires espagnols pourvu que les consuls sardes soient réhabilités dans les ports de la Péninsule, sans que pour cela il soit nécessaire d'*exéquatur* à donner, ou à rendre, ni d'aucun acte public: l'assurance confidentielle qui en serait donnée suffisant pour que de la part de la Sardaigne cette mesure reçoive son accomplissement. — Turin, le Janvier 1837.

IV. *Copie de lettre adressée le 5 Mai 1837. à S. E. M. le gouverneur de Gènes par M. le comte Solar de la Marguerite.*

Le Roi m'a ordonné de charger V. E. de mander M. Létamendi pour lui dire que, quoique les bâtimens espagnols n'aient éprouvé aucune difficulté dans les états de S. M. depuis que les nôtres ne sont plus admis dans les ports de la Péninsule, cette condescendance ne saurait cependant durer toujours, et dès à présent des représailles très-justifiées seraient adoptées, si le Roi, fidèle au système de modération qu'il a suivi constamment, n'eût décidé de fixer auparavant un délai. Il attendra par conséquent jusqu'au 1er Juillet la révocation des mesures odieuses et contraires au droit des gens qui ont été adoptées en Espagne. S. M. montre ainsi à l'évidence son désir de ne pas interrompre les relations de commerce entre les deux pays: mais si à la dite époque ces mesures existaient encore, les ports de ses états seront immédiatement fermés au pavillon espagnol.

L'ambassadeur du Roi à Paris a eu l'ordre de faire connaître au gouvernement de Madrid par l'organe de son ministre à la cour de France les justes déterminations de S. M., et c'est uniquement pour qu'à tout événement M. Létamendi n'en soit point surpris que S. E. est autorisée à les lui communiquer comme un aver-

tissement salulaire, et non comme une participation officielle. 1837

Agréez etc.

(signé) *Solar de la Marguerite.*

V. *Note de S. E. le Marquis Brignole ambassadeur de Sardaigne à monsieur le comte de Campuzano.*

Paris, le 8 Mai 1837.

Il est parvenu à la connaissance de S. M. le Roi de Sardaigne que depuis quelque temps on refuse dans les ports de l'Espagne d'admettre les navires de commerce sardes, hors le cas de relâche forcée, et que dans quelques endroits on est arrivé jusqu'à expulser ceux qui déjà s'y trouvaient. Les ports de Malaga et d'Alicante ont été le théâtre de ces vexations; les autorités de Cadix et de Barcelone ont montré des dispositions analogues.

Ces procédés violens sont évidemment attentatoires au droit des gens: ils offrent un contraste frappant avec l'accueil que les bâtimens espagnols ont toujours trouvé et trouvent encore aujourd'hui à Gênes: ils sont en outre en contradiction manifeste avec les promesses récentes et explicites du ministère de Madrid.

Le Roi, dans la confiance qu'ont dû lui inspirer ces promesses, et ne connaissant d'ailleurs aucun acte du gouvernement espagnol qui autorise les mesures dont il est fait mention ci-dessus, ne les considère encore que comme provenant du seul fait des autorités locales, et aime à croire que ce même gouvernement, dès qu'il en aura été informé, n'hésitera pas à les désavouer. S. M. a en conséquence ordonné au soussigné de porter les faits dont il s'agit à la connaissance de monsieur le comte de Campuzano et de demander, par son intermédiaire au cabinet de Madrid d'envoyer promptement dans tous les ports de l'Espagne les ordres convenables pour faire cesser un arbitraire aussi odieux qu'hostile.

Cette juste réclamation ne paraît, on le répète, devoir rencontrer aucune difficulté. Cependant si, contre toute attente, le gouvernement espagnol se refusait à y faire droit, le Roi de Sardaigne ne pourrait s'empêcher alors de reconnaître que c'est de ce gouvernement lui-même qu'émanent les mesures précitées. S. M. se verrait obligée d'en adopter, de son côté, de sembla-

1837 bles, et la première serait sans doute celle d'exclure le pavillon espagnol de ses ports.

Le gouvernement sarde en ordonnant au soussigné de transmettre cette demande et cette déclaration à monsieur le comte de Campuzano, n'a d'autre but que celui de voir rétablir les relations commerciales entre la Sardaigne et l'Espagne sur le même pied où elles ont été depuis la mort du Roi Ferdinand VII, et d'éviter ainsi le renouvellement des actes de violence qui ont donné lieu à la présente réclamation, lesquels, outre qu'ils sont contraires à la justice, apportent aussi de graves préjudices à l'intérêt bien entendu de l'un et de l'autre pays.

Le soussigné saisit cette occasion pour offrir à monsieur le comte de Campuzano l'assurance de sa considération la plus distinguée.

L'ambassadeur de Sardaigne
près S. M. le Roi des Français.

(signé) Le marquis de BRIGNOLE.

VI. *Seconde Note de l'ambassadeur de Sardaigne à monsieur le comte de Campuzano.*

Paris, le 8 Mai 1837.

Par une première note en date de ce jour le soussigné, conformément aux ordres de sa cour, a eu l'honneur d'adresser à monsieur le comte de Campuzano une interpellation au sujet des mesures vexatoires dont les bâtimens de commerce sardes sont depuis quelque tems l'objet de la part des autorités locales dans les ports de la péninsule espagnole. Ces mesures étant de nature à porter atteinte aux intérêts des sujets sardes, et le commerce ne pouvant pas rester long tems dans l'incertitude, le soussigné a reçu également du roi, son auguste maître, l'ordre de prévenir monsieur le comte Campuzano que S. M. attendra le résultat de sa réclamation jusqu'au premier Juillet prochain. Monsieur le comte Campuzano conviendra sans doute que ce délai, que les exigences du commerce commandent de fixer, est plus que suffisant pour que le gouvernement de Madrid puisse se procurer toutes les informations désirables sur les faits dénoncés, et prendre au sujet de la réclamation qu'ils ont motivée, les déterminations qu'il jugera convenables.

Le soussigné prie monsieur le comte de Campu-

zано d'agréer les nouvelles assurances de sa considération la plus distingu  e. 1837

L'ambassadeur de Sardaigne
près S. M. le Roi de Français
(signé) Le marquis de BRIGNOLE.

VII. *Réponse de monsieur le comte de Campuzano    S. E. le marquis de Brignole.*

Paris, le 9 Mai 1837.

Le soussigné a eu l'honneur de recevoir les deux communications que monsieur le marquis de Brignole lui a faites en date d'hier, lesquelles seront transmises au gouvernement de S. M. la reine d'Espagne à l'effet d'appeler l'attention de S. M. sur l'objet des dites communications.

Le soussigné prie monsieur le marquis de Brignole d'agréer les assurances de sa considération la plus distingu  e.

L'Envoyé extraordinaire de S. M. la reine d'Espagne
près S. M. le Roi des Français
— (signé) Le comte de CAMPUZANO.

VIII. *Circulaire aux Légations de S. M.*

Monsieur Calatrava au nom du gouvernement de Madrid remit le 11 Décembre 1836 à monsieur Williers, ministre d'Angleterre un *mémorandum* qui contenait trois griefs contre la cour de Sardaigne, et exprima en même tems le desir que les relations commerciales entre les deux pays ne fussent pas interrompues. Le cabinet de Turin fit à ce *mémorandum*, le 18 Janvier 1837, une réponse qui est rest  e sans réplique, et par une note verbale, remise en même tems à monsieur Foster envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique, on déclara que S. M. Sarde, ne voulant apporter aucun empêchement aux relations commerciales des deux pays, était disposée à laisser exercer leurs fonctions aux agens consulaires espagnols dans ses ports.

Tel   tat l'état des choses aux premiers jours de février lorsque monsieur Calatrava déclara de son côté à monsieur Williers que le gouvernement de Madrid ne ferait rien pour élargir la brèche, laissant subsister les choses dans l'état où elles se trouvaient. Cette

1837 déclaration explicite, l'expression même dont s'est servi monsieur Calatrava, furent portées à la connaissance du cabinet de Turin par M. Foster.

Or à la dite époque les bâtimens sardes étaient admis dans les ports de la Péninsule, quoique soumis à des vexations et au paiement de l'amende pour le défaut du visa des papiers de bord que les consuls espagnols avaient eu ordre de leur refuser. Les relations commerciales existèrent ainsi de fait jusque vers la moitié de mars, et du côté de la Sardaigne, par une plus grande modération, on ne mit aucune entrave au commerce espagnol, les bâtimens étant reçus comme auparavant. Si l'on avait cru dès lors qu'il s'agissait de fermer décidément les ports d'Espagne aux bâtimens sardes, on n'aurait pas hésité à repousser immédiatement les bâtimens espagnols; mais le gouvernement de Madrid lui-même n'avait pas envisagé autrement la chose, puisque pour exclure effectivement le pavillon sarde, il a fallu un ordre subséquent qu'on n'a pas osé publier, et qui fut adressé d'une manière réservée aux autorités dans les différens ports de l'Espagne; sans cet ordre, d'après les dispositions précédemment connues, sur le maintien desquelles s'était prononcé monsieur Calatrava, nos bâtimens auraient continué à être admis.

Le *statu-quo* était donc l'admission des bâtimens sardes, sauf l'amende par faute du visa des papiers de bord: le gouvernement de Madrid a altéré la position réciproque en ne s'en tenant pas à cette mesure, et prescrivant la non-admission, comme il est arrivé à plusieurs bâtimens à Malaga, à Barcelone, aux Iles Baléares, à Alicante et nommément à Cadix où la cargaison du brik, le *général Américain*, provenant de Buenos-Ayres, ne put débarquer que par l'effet des impérieuses exigences des négocians qui y forcèrent l'intendant, malgré les défenses réitérées du gouvernement.

Cette altération du *statu-quo* serait en même tems une violation flagrante du droit des gens si elle était plus longtems maintenue, 1^o. Parce qu'on l'a soudainement mise à exécution sans l'avoir préalablement fait connaître en tems utile, et qu'on l'a appliquée à des navigateurs qui se rendaient dans les ports de l'Espagne sous la bonne foi d'y être reçus, sans même en excepter les bâtimens provenant des Etats de l'Amérique où il n'y a pas de consuls espagnols établis, et

pour lesquelles, dans tous les cas, un plus long délai 1837 aurait dû être donné. 2^o. Parce qu'on n'aurait aucun égard dans son exécution, aux circonstances qui rendraient la mesure odieuse même envers des ennemis, comme il est arrivé à Alicante à trois bateaux corailleurs qui s'étant présentés en détresse pour faire des provisions de bouche dont ils étaient en extrême pénurie, furent repoussés avec une inhumanité sans exemple et obligés ainsi à courir tous les dangers de la navigation et exposés à périr de faim.

Des faits d'une telle gravité ne pouvaient être considérés par le cabinet de Sardaigne que comme un nouveau pas du gouvernement de Madrid vers le système d'agression dans lequel il s'est engagé, espérant sans doute que ces vexations amèneraient des concessions qu'il ne peut réclamer en droit.

Le gouvernement de Madrid, a, dit-on, des griefs plus graves contre la Sardaigne que ceux consignés dans le *memorandum* du mois de Décembre. Ce ne peut être le cas de les examiner à présent puisqu'on ne les a pas articulés alors, mais quels qu'ils soient, ils sont antérieurs ou postérieurs au *memorandum*; s'ils sont antérieurs, la déclaration de monsieur Calatrava les avait écartés quant à leurs conséquences; s'ils sont postérieurs (et on défie le gouvernement de Madrid d'en donner la preuve) il aurait fallu les énoncer avant de prendre de nouvelles mesures: ces mesures auraient dû être adoptées publiquement, et non cachées sous des formes réservées: cette manière de les prescrire est la preuve qu'on ne pourrait pas les justifier par de nouveaux griefs.

La cour de Sardaigne s'arrête à la date où la question a été posée entre les deux cabinets; partant de là, elle est évidemment en droit de dire que le gouvernement de Madrid n'a pas été conséquent, qu'il a agi contre ses propres déclarations et que *la brèche a été élargie*. La conséquence de ces faits aurait dû être l'adoption immédiate d'une mesure de représaille; mais le Roi voulant procéder avec toute la modération possible a, par ce seul motif, regardé comme provenant du fait des autorités locales ce qu'il savait d'une manière positive, mais non officielle, être le fait du gouvernement: de là les interpellations préalables qui ont été faites par la voie de l'ambassadeur de S. M. à Paris, le délai fixé avant d'adopter des mesures analogues, et

1837 l'avis donné au consul espagnol à Gênes pour écarter ainsi toute idée de provocation de notre part. S. M. n'a point voulu précipiter des actes de représaille, dont les conséquences pourraient être très-graves, sans avoir épuisé tous les moyens que lui permettait sa propre dignité, laissant ainsi au gouvernement de Madrid, quoi qu'il advienne, la responsabilité des événemens qu'il n'a pas été au pouvoir de S. M. d'empêcher.

Tel est l'état actuel de la question entre la cour de Sardaigne et le gouvernement de Madrid, le Roi, voulant que ses ministres soient à même de la représenter sous son vrai jour aux cours auprès desquelles ils sont accrédités, m'a ordonné de leur en adresser cet exposé.

Turin, 22 Mai 1337.

Le premier secrétaire d'état
pour les affaires étrangères
(signé) SOLAR DE LA MARGUERITE.

IX. *Copie de lettre de Mr. Létamendi à S. E. Mons.
le Gouverneur de Gênes en date du 2 Juillet
1837.*

Ayant eu l'honneur de paraître ce matin devant V. E. à sa requête écrite de ce jour :

En considération de la communication que V. E. a daigné me faire verbalement, dont l'objet est de me participer de la part de S. M. le Roi de Sardaigne que les ports des Etats Sardes, à compter du jour d'hier, seront fermés dorénavant à tous les bâtimens espagnols, et m'enjoignant en même tems que mes fonctions, quelles qu'elles soient, doivent cesser entièrement ;

Attendu que V. E. n'a point daigné accéder à ma demande de m'accorder une copie littérale du même ordre afin que je pusse prévenir le commerce de mon pays pour qu'on ne fît plus des expéditions maritimes pour les états de S. M. le Roi de Sardaigne, et éviter ainsi les pertes incalculables que le commerce et la navigation des sujets de S. M. la reine d'Espagne peuvent éprouver ;

Je proteste de la manière la plus solennelle devant V. E. et en face des grandes puissances alliées de l'Espagne contre la négative de la communication écrite du même ordre que j'ai réclamée de V. E. et pour que ma protestation ait toute la force et toute la validité

convenables à ce que la responsabilité et les dommages occasionnés au commerce et aux navigateurs espagnols, y compris les bâtimens de ma nation actuellement à l'ancre dans ce port, tombe sur qui de droit, j'ai l'honneur d'en faire part à V. E. par cette communication formelle qu'il est de mon devoir de lui adresser.

(signé) A. DE LETAMENDI.

X. *Réponse de S. E. le gouverneur-général de la division de Gênes à M. Létamendi.*

J'ai reçu la note que vous avez bien voulu m'adresser en date du 2 courant, et je regrette que vous vous plaigniez de ce que je ne vous ai point communiqué par écrit l'ordre royal qui prescrit que les bâtimens espagnols seront exclus des ports de S. M. de la même manière que le sont les bâtimens sardes des ports de la Péninsule. La protestation que vous venez de faire a dû d'autant plus m'étonner, que vous ne pouvez pas avoir oublié, M. le chevalier, que, dès le mois de mai, je vous ai prévenu de cette mesure, et que je vous ai même donné copie d'une lettre qui m'avait été adressée par M. le premier secrétaire d'état pour les affaires étrangères, dans laquelle étaient relatées les notes adressées par le marquis Brignole à M. de Campuzano, et à laquelle communication vous avez répondu par une note en date du 9 de ce même mois.

Par cette protestation, vous avez fourni un argument contre votre propre gouvernement qui, sans déclaration ni avis préalables, a suspendu les consuls sardes de l'exercice de leurs fonctions et adopté des dispositions contre notre commerce, tandis que le Roi mon auguste souverain en a agi bien autrement, en annonçant presque deux mois d'avance ses déterminations éventuelles, ne voulant point prescrire des mesures de rétorsion sans avoir donné le tems de révoquer les dispositions qui les motivaient.

Je dois, au reste, vous faire observer, M. le chevalier, qu'en tout cas et dans la circonstance actuelle, si la cour de Sardaigne avait des communications à faire à votre gouvernement, elle saurait les lui faire parvenir par les voies officielles, et non par votre entremise, quisque vous n'êtes pas revêtu d'un caractère public, et que votre qualité consulaire n'a jamais été reconnue officiellement.

Le gouverneur-général (signé) M. PAULUCCI.

1837

38.

Convention concernant le billon conclue à Munic entre les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les grand-duchés de Bade et de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort. En date du 25 Août. 1837.

(Frankfurter Jahrbücher 1837. v. 31. Oktob.).

Die Bevollmächtigten der Königreiche Baiern und Würtemberg, der Grossherzogthümer Baden und Hessen, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt haben sich rücksichtlich des Scheidemünzwesens über folgende Bestimmungen vereinigt: Art. I. Die gemeinschaftlichen Scheidemünzen in den kontrahirenden Staaten bestehen a. in 6 Kreuzerstücken, b. in 3 Kreuzerstücken von Silber. Die Ausprägung von Einkreuzerstücken von Silber oder Kupfer und der Theilstücke derselben bleibt dem Ermessen der einzelnen Staaten überlassen. Art. II. Für die künftige Ausprägung der 6 und 3 Kreuzerstücke wird der 27 fl. Fuss angenommen. Art. III. Der Silbergehalt der 6 und 3 Kreuzerstücke wird auf $\frac{1}{5}$ oder $\frac{1}{5}$ Loth in der Mark festgesetzt. Der Durchmesser der 6 Kreuzerstücke wird zu 20 und der 3 Kreuzerstücke zu 17,5 Millimeters angenommen. Der Avers derselben erhält das Wappen des ausmünzenden Staates, und der Revers die Werthangabe der Münze nebst der Jahrzahl in einem Kranz von Eichenlaub. Die Fehlergrenze, welche bei diesen Münzsorten in Mehr und Weniger eingehalten werden muss, beträgt $\frac{7}{1000}$ an Feingehalt und $\frac{15}{1000}$ an Gewicht; beides jedoch nicht am einzelnen Stück, sondern nur in der ganzen Mark, wobei die möglichst genaue Einhaltung des Münzfusses eben so wohl wie bei den groben Münzen zu beobachten ist. Art. IV. Die Kontrolle über die von den kontrahirenden Staaten ausgegebenen Scheidemünzen wird von den einzelnen Münzstätten in der Art geführt, dass die von den übrigen Münzstätten neu ausgegebenen Scheidemünzen des lau-

fenden Jahres, wie sie im Cours sich befinden, einer 1837 Prüfung unterworfen werden. Das Ergebniss derselben wird von jeder Münzstätte ihrer Regierung vorgelegt, welche darüber, so wie über die Erfahrungen im Scheidemünzwesen überhaupt Mittheilungen an die übrigen Regierungen machen wird. Art. V. Die vor dieser Vereinbarung von den kontrahirenden Staaten geprägten 6 und 3 Kreuzerstücke behalten in denselben fortwährend gleichen Cours mit den neu auszuprägenden. Jeder dieser Staaten macht sich jedoch verbindlich, alle aus seiner Münzstätte, sowohl vor, als nach dieser Vereinbarung hervorgegangenen 6 und 3 Kreuzerstücke an dieser Münzstätte sowohl, als auch andern von ihm näher zu bezeichnenden öffentlichen Kassen auf Verlangen gegen kursfähige grobe Münze umzuwechseln. Die zum Umwechseln bestimmte Summe darf jedoch nicht unter 100 Gulden betragen. Art. 6. Alle Scheidemünzen der nicht kontrahirenden Staaten werden vom 1. Januar 1838 an entweder ausser Cours gesetzt, oder auf ihren Silberwerth gewürdigt, worüber gegenseitige Mittheilung zu geschehen hat. Es bleibt jedoch jedem einzelnen kontrahirenden Staate unbenommen, dieselben vollgültig in denjenigen Theilen seines Staatsgebiets, wo es örtliche Verhältnisse erfordern, auch nach diesem Termine zu dulden. Gegenwärtige Uebereinkunft soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifikations - Urkunden gleichzeitig mit jenen über die Münzkonvention spätestens binnen drei Wochen in München bewirkt werden. So geschehen, München, den 25. August 1837. — (Folgen die Unterschriften).

39.

Convention concernant les monnoies conclûe à Munic entre les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort. En date du 26 Août 1837.

(Frankfurter Jahrbücher 1837. v. 31. Oktober).

Die Königreiche Baiern und Würtemberg, die Grossherzogthümer Baden und Hessen, das Herzogthum Nassau und die freie Stadt Frankfurt, von der Ansicht geleitet, dem in ihren Ländern sich immer dringender kundgebenden Bedürfniss nach Münzen, welche zum Ersatz der viertel und halben Kronthaler dienen könnten, so schnell als möglich abzuhelpen, und dabei zur Erleichterung und Sicherung des Verkehrs, nach gemeinschaftlich festgesetzten Prinzipien zu verfahren, haben zu dem Ende Bevollmächtigte ernannt, welche mit Rücksicht auf die Bestimmung des Art. 14. des allgemeinen Zollvereinsvertrags und auf das Generalkonferenz-Protokoll vom 6. September 1836. über folgende Punkte übereingekommen sind. Art. I. Das für alle süd- und norddeutschen Staaten des Zollvereins beabsichtigte Uebereinkommen soll durch die gegenwärtige Konvention in keiner Weise erschwert oder entfernt, sondern die jetzige Münzvereinbarung der süddeutschen Staaten so sehr als möglich annähernd an das Münzsystem der norddeutschen Staaten gebracht werden. Art. II. Der im Süden des Zollvereins bereits bestehende Kronenthalerfuss soll, jedoch unter genauer Einhaltung des $24\frac{1}{2}$ fl. Fusses, von allen kontrahirenden Staaten als Münzfuss angenommen, und bei den Ausmünzungen derjenigen Sorten, welche Gegenstand dieser Konvention sind, in den süddeutschen Zollvereinsstaaten zum Grunde gelegt werden. Art. III. In den süddeutschen Staaten des Zollvereins bleibt die Rechnung nach Gulden zu 60 Kreuzer nicht nur forbestehen, sondern es sollen auch die Münzen in diesen Staaten der Gul-

den- und Kreuzer-Rechnung gemäss ausgeprägt werden. 1837
Art. IV. Als Hauptmünzen für die süddeutschen Vereinsstaaten werden, vorbehaltlich der Bestimmungen über die Ausprägung weiterer Theilstücke des Guldens, angenommen: ein Guldenstück zu 60 Kreuzer, ein halbes Guldenstück zu 30 Kreuzer. Die Ausprägung gröberer Münzsorten bleibt der Vereinbarung mit den norddeutschen Staaten des Zollvereins vorbehalten. Art. V. Der Silbergehalt der Hauptmünzen wird zu $\frac{9}{10}$ und der Kupfergehalt zu $\frac{1}{10}$ des Gewichts angenommen. Der Durchmesser wird für die ganzen Guldenstücke auf 30 Millimetres, für die halben Guldenstücke auf 24 Millimetres festgesetzt. Art. VI. Der Avers der ganzen und halben Guldenstücke zeigt das Bildniss des Regenten des betreffenden Staates, und bei der freien Stadt Frankfurt das Wappen derselben, der Revers dagegen, nach einerlei Zeichnung, die Angabe des Werthes der Münze nebst der Jahrzahl in einem Kranze von Eichenlaub. Der Rand ist gerippt mit glatten Stäbchen auf beiden Seiten. Art. VII. Um die Lücken zu ersetzen, welche im Geldverkehr durch die Devaluation und Ausserkourssetzung der halben und viertel Kronenthaler entstanden sind, sollen so schnellig als möglich ganze und halbe Guldenstücke von allen Staaten dieses Vereins geprägt werden. Die kontrahirenden Staaten machen sich daher verbindlich, bis zum 1. Januar 1839. eine Masse von wenigstens sechs Millionen Gulden im Ganzen und zwar davon vier Millionen in Gulden- und zwei Millionen in halben Guldenstücken nach dem Maassstabe der Vertheilung der Zollreventüen prägen zu lassen. Art. VIII. Vom 1. Januar 1839 an werden die kontrahirenden Staaten innerhalb der darauf folgenden sechs Monate sich darüber vereinigen, welche Masse von ganzen und halben Guldenstücken weiter ausgeprägt werden soll. Für den Fall aber, dass eine solche Vereinbarung nicht stattfinden sollte, machen sich die kontrahirenden Staaten verbindlich, von jenem Zeitpunkte an jährlich wenigstens den achten Theil der, nach vorstehendem Artikel VII. die einzelnen Staaten treffenden Summen an ganzen und halben Guldenstücken zu liefern. Art. IX. Was das Scheide-Münzwesen betrifft, so wird sich auf die zwischen sämmtlichen kontrahirenden Staaten heute darüber abgeschlossene besondere Uebereinkunft bezogen.

1837 Art. X. Die Grösse des bei den gegenwärtig verabredeten Ausmünzungen der süddeutschen Staaten des Zollvereins anzunehmenden Markgewichts wird auf 233,855 Grammes festgesetzt. Art. XI. Jede Münzstätte hat die Verpflichtung, für die möglichst genaue Einhaltung des Münzfusses Sorge zu tragen. Da jedoch eine absolute Genauigkeit bei den Ausmünzungen nicht zu erreichen ist, so werden die Fehlergrenzen, um wie viel die Münzen von dem vorschriftsmässigen Feingehalt und Gewicht in Mehr oder Weniger abweichen dürfen, für die ganzen und halben Guldenstücke auf $\frac{3}{1000}$ im Feingehalt und auf $\frac{5}{1000}$ im Gewicht festgesetzt; was bei dem einzelnen Stücke sowohl, als bei der ganzen Mark sich erproben muss. Art. XII. Die Bestimmungen über die Fragen: a) durch welche Mittel zur gemeinschaftlichen Ueberzeugung zu gelangen sey, ob die Münzen den Grundsätzen dieses Uebereinkommens gemäss durchaus entsprechend geprägt sind, und b) durch welche Mittel die Ausgabe nicht probehaltiger Münzen verhindert werden soll? bleiben der Vereinbarung mit den norddeutschen Staaten des Zollvereins vorbehalten. — Bis eine solche Vereinbarung zu Stande kommen wird, hat folgendes Verfahren einzutreten: Von jedem Werke wird die Tiegelprobe von dem betreffenden Münzmeister oder Wardein gemacht. Nach Beendigung des Werkes aber sollen durch einen von jeder Regierung aufzustellenden Kontrolleur 9 Platten herausgenommen, hievon drei sogleich vor Ausgabe des Werkes von demselben, oder von einem andern Gegenprobierer untersucht, drei Platten sollen bei der Münzstätte deponirt und die übrigen drei Platten zur Uebersendung an die Münzstätte desjenigen Staates bestimmt seyn, welcher die Kontrolle im laufenden Jahre zu besorgen hat. Diese von allen Werken eines Quartals zur Versendung bestimmten Platten können in Zeiträumen von drei Monaten gesammelt und dann zusammen überliefert werden. Jeder Wardein oder Probierer hat die Verbindlichkeit, binnen vier Wochen die erhaltenen Platten zu untersuchen, gefundene Differenzen sogleich seiner, und durch diese der betreffenden Regierung anzuzeigen, und jedenfalls jährlich einen Bericht zu erstatten, der den übrigen Vereinsregierungen mitzutheilen ist. In diese jährlich von jeder Münzstätte zu erstattenden Berichte ist ausser Angabe des Ausmünzungs-Quantums und der

Sorten auch noch dasjenige aufzunehmen, was sich in 1837 Beziehung auf Münzbetrieb zur Kenntnissnahme der übrigen Staaten eignet. Bei den in diesem Artikel vorgeschriebenen Probationen soll das Verfahren auf nassem Wege angewendet werden. Der Turnus der Vereinsstaaten ist hierbey wie folgt:

Kon- trolirender Staat.	Zu kontrolirende Staaten.				
	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.
Baier.	Würtemb.	Baden.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.
Württemberg	Baden.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.	Baier.
Baden.	Hessen.	Nassau.	Frankfurt.	Baier.	Würtemb.
Hessen.	Nassau.	Frankfurt.	Baier.	Würtemb.	Baden.
Nassau.	Frankfurt.	Baier.	Würtemb.	Baden.	Hessen.
Frankfurt.	Baier.	Würtemb.	Baden.	Hessen.	Nassau.

Art. XIII. Eine Devaluation oder Ausserkourssetzung derjenigen Münzen, welche nach den Grundsätzen dieser Konvention ausgeprägt sind, kann nicht stattfinden. Jeder Staat hat aber die Verbindlichkeit, diese Münzen seiner Zeit wieder einzuziehen und umzuprägen, wenn sich ergibt, dass dieselben durch Abnutzung eine im Wege künftiger Vereinbarung noch festzustellende Gränze der Gewichtsabnahme überschritten haben. Art. XIV. Die nach dem bisherigen System ausgeprägten ganzen Kronenthaler werden in ihrem bisherigen Cours von 2 fl. 42 kr. aufrecht erhalten. Art. XV. Die Vereinsstaaten machen sich ausserdem verbindlich, keine Herabsetzung oder Verrufung irgend einer in denselben erkannten Cours habenden Münze vorzunehmen ohne die übrigen kontrahirenden Staaten davon vier Wochen zuvor in Kenntniss zu setzen. Gegenwärtige Konvention soll alsbald zur Ratification der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt, und die Auswechslung der Ratifikationsurkunden spätestens binnen drei Wochen in München bewirkt werden. So geschehen München, den 26. August 1837. (Folgen die Unterschriften).

40.

Décret du Gouvernement de Buénos-Ayres, qui établit un droit additionnel d'importation, en date du 31 Août 1837.

(Bulletin des lois de l'Etat de Buénos-Ayres).

Traduction authentique.

Le gouvernement de Buénos-Ayres, décidé à faire usage de toutes les ressources qu'il possède, pour soutenir la guerre dans laquelle se trouve engagée la confédération argentine contre le tyran Santa-Cruz en Bolivie,

décète :

1^o. Tous les produits du sol et de l'industrie, importés par mer, qui, aux termes de la loi des douanes en vigueur, payent un droit d'entrée, acquitteront les droits additionnels ci-après :

Produits payant 10 à 17 $\frac{1}{2}$ 2 $\frac{1}{2}$

— — 24 $\frac{1}{2}$ et plus 4 $\frac{1}{2}$

2^o. Les dits droits additionnels seront perçus comme il est indiqué à l'article 9 du chapitre VI. de la loi du 18 Décembre 1835.

3^o. Le présent décret sera communiqué à qui il appartiendra et publié et inséré au Bulletin des lois.

ROSAS, MANUEL INSLARTE.

41.

Décret du gouvernement de Buénos-Ayres sur l'exportation de l'or et de l'argent. En date du 31 Août 1837.

(Bulletin des lois de l'Etat de Buénos-Ayres).

Traduction authentique.

La liberté d'exporter de l'or et de l'argent de la Province de Buénos-Ayres pour les pays étrangers étant, dans les circonstances actuelles, incompatible avec les

mesures offensives et défensives qu'il est nécessaire 1837
d'adopter contre l'usurpateur et le tyran de Pérou et
de la Bolivie, le gouvernement décrète:

Art. 1. A partir du jour qui suivra celui de la
publication du présent décret, l'exportation par eau de
l'or et de l'argent, soit ouvrés soit en poudre, lingots
ou monnaies, est prohibée dans toute l'étendue de la
Province.

Art. 2. Toute valeur d'or ou d'argent, en mon-
naies ou en articles d'orfèvrerie et bijouterie, saisie à
une distance moindre de 50 toises des eaux de la côte
ou d'une rivière qui permettrait cette exportation sera,
par le fait même, réputée de contrebande, confisquée,
abandonnée en totalité, aux indicateurs et saisisans, et
repartie entre eux par portions égales.

Art. 3. Ceux qui contreviendront au présent dé-
cret, outre la perte de l'objet saisi, auront à payer au
fisc une amende de valeur égale; et s'ils ne peuvent le
faire, ils seront condamnés à 4 ans de travaux forcés.

Art. 4. Ne sont point compris dans les premiers
articles, l'or ou l'argent, en lingots ou monnaies, intro-
duits par mer. Dans les six mois qui suivront l'importa-
tion, ces valeurs pourront être exportées sans être
assujetties à aucun droit.

Art. 5. Ne sont point non plus compris dans les
deux articles ci-dessus, les *montres* et *bijoux* en or ou
en argent, dont les habitudes du pays autorisent le
port, pour usage personnel, soit comme objet d'utilité,
soit comme objet de parure.

Art. 6. Les sommes ci-après pourront être expor-
tées, en franchise de tous droits, pour frais de voyage:

Par les bâtimens d'outre-mer . .	50 piastres
— — de cabotage . .	25 —

Par les passagers	17 —
-----------------------------	------

Art. 7. Le présent décret sera communiqué à qui
il appartiendra, publié et inséré au Bulletin des lois.

ROSAS, MANUEL INSIARTE.

42.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et certains chefs de la nation indienne des Sioux. Signé et conclu à Washington, le 29 Septembre 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washington. 1838. Append. p. 42.).

Articles of a Treaty, made at the city of Washington, between Joel R. Poinsett, thereto specially authorized by the President of the United States, and certain chiefs and braves of the Sioux nation of Indians.

Art. 1. The chiefs and braves representing the parties having an interest therein, cede to the United States all their land, east of the Mississippi river and all their Island in the said river.

Art. 2. In consideration of the cession contained in the preceding article, the United States agree to the following stipulations on their part:

First. To invest the sum of 300,000 Dollars in such safe and profitable state stocks as the President may direct, and to pay to the chiefs and braves as aforesaid, annually forever an income of not less than 5 per cent thereon; a portion of said interest, not exceeding $\frac{1}{3}$, to be applied in such manner as the President may direct, and the residue to be paid in specie or in such other manner and for such objects, as the proper authorities of the tribe may designate.

Second. To pay to the relatives and friends of the chiefs and braves, as aforesaid, having not less than $\frac{1}{4}$ of Sioux blood, 110,000 Dollars, to be distributed by the proper authorities of the tribe upon principles to be determinated by the chiefs and braves signing this Treaty and the War Departement.

Third. To apply the sum of 90,000 Dollars to the payment of just debts of the Sioux Indians, interested in the lands herewith ceded.

Fourth. To pay to the chiefs and braves, as 1837
aforesaid, an annuity for 20 years of 10,000 Dollars
in goods, to be purchased under the direction of the
President and delivered at the expense of the United
States.

Fifth. To expend annually for 20 years, for the
benefit of Sioux Indians, parties to this Treaty, the sum
of 8250 Dollars in the purchase of medicines, agricul-
tur implements and stock, and for the support of a
physician, farmers and blacksmiths and for other be-
neficial objects.

Sixth. In order to enable the Indians aforesaid
to breack up and improve their lands, the United Sta-
tes will supply, as soon as practicable, after the ratifi-
cation of this Treaty, agriculture implements, mechanic's
tools and such other articles as may be useful to them,
to an amount not exceeding 10,000 Dollars.

Seventh. To expend annually for 20 years the
sum of 5,500 Dollars in the purchase of provisions, to
be delivered at the expense of the United States.

Eighth. To deliver to the chiefs and braves si-
gning this Treaty, upon their arrival at St. Louis, 6000
Dollars in goods.

Ninth. To pay to Scott Campbell the interpre-
ter accompanying the delegation, in consideration of va-
luable services rendered by him to the Sioux, the sum
of 450 Dollars annually for 20 years.

Art. 3. It is further stipulated and agreed that the
said Scott Campbell shall be secured in the quiet pos-
session of the tract of land on the west side of the
Mississippi, about one mile and a half below Fort
Snelling, supposed to contain about 500 acres and upon
which he now resides.

Art. 4. This Treaty shall be binding on the con-
tracting parties as soon as it shall be ratified by the
United States.

In testimony whereof the said Joel R. Poinsett
and the undersigned chiefs and braves of the Sioux
nation have hereunto set their hands at the city of
Washington this 29th day of September A. D. 1837.

J. R. POINSETT.

Signatures des chefs des Indiens et des témoins.

1837. *Ratification du Président des Etats-unis.*

Be it known, that I *Martin van Buren* etc. having seen and considered the said Treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the 11 June 1838, accept, ratify and confirm the same, with the following amendment, viz:

„Strike out the *ninth* clause of the 2d article and the 3d article.”

In testimony whereof etc.

Washington, 15 June 1838.

M. VAN BUREN.

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

43.

Convention sur l'abolition du droit d'aubaine entre l'Electorat de Hesse et plusieurs provinces d'Autriche non appartenantes à la confédération germanique, conclue le ^{17 Septembre}/_{5 Octobre} *1837.*

(Kurhess. Gesetz-Samml. 1837. Nro. IX.).

Ausschreiben des Kurhessischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, vom 18. November 1837, die Freizügigkeit mit mehreren nicht zu dem deutschen Bunde gehörenden Theilen des Oesterreichischen Kaiser-Staates betreffend.

In Folge einer von dem unterzeichneten Ministerium auf Befehl Seiner Hoheit des Kruprinzen und Mitregenten und von dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Haus-, Hof- und Staats-Kanzler auf Befehl Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich vollzogenen Uebereinkunft vom ^{17 September}/_{5 October} d. J. wird ein Abzugs- und Nachsteuer-Recht zwischen den Kurfürstlich-Hessischen Staaten und dem Königreiche Lombardei und Venedig, dem Königreiche Galizien und Lodomerien, dem Königreiche Dalmatien, so wie den Kroatisch-Slavonisch-

und Banatischen Militair - Grenzlanden nach Maassgabe 1837 der deshalb vereinbarten unten folgenden drei Artikel nicht mehr ausgeübt, und der auf hinterlassenem Vermögen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischer Militairpersonen ruhende, für den Invaliden-Fonds bestimmte Abzug, so oft Vermögen dieser Art an einen Kurhessischen Unterthanen übergehen wird, ebenso, wie wenn dasselbe an einen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Unterthanen vom Civilstande überginge, mit fünf Procent erhoben werden; welches hiermit zur öffentlichen Kunde gebracht wird.

Cassel am 18ten November 1837.

Kurfürstliches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Für den abwesenden Minister,
der dessen Stelle vertretende Staatsrath
KOCH.

Uebereinkunft,

betreffend den Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen dem Kurfürstenthume Hessen einerseits und dem Königreiche Lombardei und Venedig, dem Königreiche Galizien und Lodomerien, dem Königreiche Dalmatien und den Kroatisch Slavonisch- und Banatischen Militair-Grenzlanden andererseits.

Art. 1. Bei keinem Vermögens-Ausgange aus den vorgenannten Oesterreichischen Ländern in das Kurfürstenthum Hessen und umgekehrt, mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, Beerbung, Auszahlung eines Legates oder Brautschatzes, durch Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschoss (*gabella hereditaria*) oder Abfahrtsgeld (*census emigrationis*) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschafts-Anfalle, Legate, Verkäufe oder sonstigen Vermögens-Uebergänge verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, in den genannten Ländern zu entrichten sind oder künftig seyn sollten, z. B. Erbschaft-Steuern, Stempel-Abgaben und dergleichen, oder welche zu den Zoll-Abgaben gehören.

Art. 2. Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels erstrecken sich auch auf alle jetzt anhängigen Fälle. Unter diesen werden alle solche Fälle verstan-

1837 den, in welchen am Tage der Auswechselung gegenwärtiger Uebereinkunft *) der Abschoss oder das Abfahrtsgehd noch nicht entrichtet sein wird.

Art. 3. Die im Vorstehenden bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Demnach bleiben, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen Kaiserlich - Oesterreichischen und Kurfürstlich-Hessischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswanderers, seine persönlichen Pflichten, namentlich seine Verpflichtung zum Kriegsdienste betreffen. Auch soll in Zukunft keine der hohen kontrahirenden Regierungen in Ansehung aller jener Gegenstände, welche die Pflicht zum Kriegsdienste und andere persönliche Verpflichtungen der Auswandernden betreffen, in der Gesetzgebung für ihre respectiven Staaten durch gegenwärtige Uebereinkunft auf irgend welche Weise beschränkt seyn.

44.

Résolution du Président de la République de la Nouvelle-Grenade, relative aux cadres de tableaux importés. En date du 5 Octobre 1837.

(Archives du commerce 1838. Mars p. 219.).

Douanes. Les tableaux (pinturas) ont été rangés, par l'article 5 de la loi du 5 Juin 1834, dans la 4e classe des produits étrangers qui paient les droits d'importation en raison de leur valeur.

Pour cette classe, les droits sont fixés, comme suit, par l'article 8 de la même loi:

Par navires. . .	{ nationaux. . .	21 p. %.
	{ étrangers. . .	26

L'article 30 a exempté les tableaux (pinturas) de tous droits d'importation.

*) Diese Auswechselung hat am 24sten October 1837. Statt gefunden.

Grenade, relat. aux cadres de tabl. importés. 305

L'exemption s'étend-elle aux *cadres* avec lesquels 1837 les *tableaux* sont fréquemment importés?

Cette question, posée au ministère des finances par le gouvernement de Sainte-Marthe, a été décidée comme suit, par une *résolution* du président de la république, du 5 Octobre 1837.

Les droits imposés par la loi du 5 Juin 1834 à l'importation des *cadres* de toute espèce doivent être perçus, soit que les *cadres* arrivent isolés, soit qu'ils entourent des *estampes* (*laminas*) ou *tableaux* (*pinturas*).

Les *cadres* des *tableaux* doivent être, en dehors de la valeur desdits tableaux, l'objet d'une évaluation spéciale dans laquelle sont compris les autres accessoires sujets au paiement des droits, cristal, etc.

Par la dénomination de *pinturas* (tableaux), on ne doit entendre que les ouvrages au pinceau, les seuls auxquels le dictionnaire l'applique.

Ce sont les seuls qui aient droit à l'exemption stipulée par l'article 30 de la loi de 1834.

Une déclaration du congrès lèvera, à cet égard, toute espèce de doute.

Les rectifications et additions ci-après doivent être faites aux *évaluations* du tarif des douanes du 16 Juin 1835.

Consommation. pi. r.

Coffres. — *Baules* communs, vides. La pièce 4 04

Importations.

Eponges fines La livre 1 p. 80 r.

Fil de lin et de chanvre. — *Hilo*

de carret à coudre les voiles, y

compris le fil dit de *tortuga* . . *Idem* 0 20

Storax en pâte ou calamite. . . . *Idem* 0 50

Tissus de lin, etc. — *Brin* ou Rus-

sie, de 32 à 39 pouces.

— de soie: Gaze. — *Velillo* étroit. La vare 0 20

— — Rubians. — *Cintas* au-

tres que de velours, etc. La livre 10 00

1837

45.

Décret du gouvernement de l'Etat d'Uruguay relatif au transit des marchandises étrangères. En date du 17 Octobre 1837.

(Archives du Commerce. 1838. Mars. p. 220.)

Vu les dispositions de l'article 24 de la *loi* de douane de l'Etat du 13 Juin 1837.

Le Gouvernement a arrêté et décrété:

Art. 1er. Est permis, seulement par les eaux de la rivière de la Plata et de l'Uruguay jusqu'à la douane du Salto, le transit des marchandises expédiées, de l'entrepôt de la douane de Montevideo, pour des marchés étrangers.

De Salto, les marchandises suivent, par terre, le chemin le plus proche des bords de l'Uruguay jusqu'au port en face de l'île de *las Herreras*.

De ce point elles reprennent les eaux de l'Uruguay jusque par delà les frontières de l'Etat.

2. Les embarcations, qui portent des marchandises expédiées en transit, ne peuvent, dans leur traversée, quitter le chenal principal de l'Uruguay, ni toucher à aucun port, sauf le cas d'avarie ou de force majeure.

3. Toute embarcation, trouvée en dehors du chenal ci-dessus, est, par ce seul fait, réputée contrebandière, et renvoyée, par le saisissant, sur Montevideo, avec procès-verbal de saisie.

4. Le collecteur du Salto fera escorter les voitures chargées de marchandises en transit, de la douane qu'il administre, au point de la côte désignée ci-dessus à l'article 1er, en indiquant aux conducteurs un itinéraire dont ils ne pourront s'écarter, sous peine de saisie des marchandises et des voitures.

5. Les expéditeurs de marchandises en transit seront tenus de souscrire une soumission agréée du collecteur, et de représenter un certificat de décharge dans le délai que le collecteur leur assignera.

6. Les marchandises importées en transit suivront

la même route et seront soumises aux mêmes mesures 1837
de précaution que celles destinées à la réexportation.

7. Le collecteur général est chargé de faire toutes
les diligences nécessaires pour la mise en vigueur des
présentes dispositions.

8. Qu'elles soient communiquées à qui de droit,
publiées et insérées au registre national.

46.

*Publication concernant l'abolition ré-
ciproque du péage qu'on a payé jus-
qu'ici sur le Rhin et sur les rivières
voisines, conformément à une con-
vention conclue entre le Grandduché
de Bade et la ville libre de Francfort.
En date du 13 Octobre 1837.*

(Amtsblatt der freien Stadt Frankfurt v. 13. Okt. 1837.
Frankfurter Journal 1837. v. 14. Okt. nebst einer Be-
richtigung ebendas. v. 17. Okt.).

In Gemässheit des Art. 12. des Zoll- und Handels-
vertrags vom 2. Januar 1836, worin die Absicht aus-
gesprochen worden, in Unterhandlungen zu treten, um
zu einer Vereinbarung zu gelangen, in Folge deren die
Ein-, Aus- und Durchfuhr der Erzeugnisse der sämt-
lichen Vereinslande auf dem Rhein und dessen Neben-
flüssen in den Schiffahrts-Abgaben, mit stetem Vorbe-
halt der Recognitionsgebühren, wo nicht ganz befreit,
doch möglichst erleichtert werden soll, ist von Seiten
hiesiger Stadt mit dem Grossherzogthum Baden die nach-
stehende Vereinbarung getroffen worden: 1) Das Gross-
herzogthum Baden bewilligt der freien Stadt Frank-
furt für alle aus ihrem Hafen zu Wasser abgehenden
Güter des freien Verkehrs, mit Ausnahme der notorisch
ausser- Deutschen Erzeugnisse, bei den Grossherzoglich
Badischen Rhein- und Neckarzöllen, die in der Ueber-
einkunft zwischen Baden, Preussen, Baiern, Würtem-
berg und Grossherzogthum Hessen zugestandenen Was-
serzollnachlässe, und zwar in der Art, dass a) die be-

1837 zeichneten Gegenstände, wenn sie aus dem Hafen der freien Stadt Frankfurt auf dem Rhein mit Berührung der Octroi-Aemter Mannheim oder Neuburg verschifft werden, an der ersterwähnten Station aber nur zu Thal von dem Antheil des Grossherzogthums an den Rhein-zöllen, welche bei diesen Octroi-Aemtern erhoben worden, mit Ausnahme der Recognitionsgebühr, befreit seyn sollen; b) dass ferner diejenigen Güter gleicher Beschaffenheit, die aus dem Hafen der freien Stadt Frankfurt auf dem Neckar mit Brührung der Grossherzoglichen Neckarzoll-Aemter verschifft werden, von zwei Dritteln des Neckarzolles, der an diesen Aemtern zu bezahlen ist, mit Ausnahme der Recognitionsgebühr, frei bleiben sollen. 2) Die freie Stadt Frankfurt gewährt allen aus Grossherzoglich Badischen Rhein-, Main- und Neckarhäfen abgehenden Gütern der sub 1 gedachten Art, welche auf dem Main mit Berührung des Frankfurter Mainzollamts verschifft werden, den Nachlass des Mainzolls, mit Vorbehalt einer noch zu regulirenden Recognitions-Gebühr.

Frankfurt a. M. 13. Oktob. 1837.

*Berichtigung der vorstehenden Bekanntmachung v.
17. Oktob. 1837.*

Die Vereinbarung setzt nach dem Original-Vertrag fest: dass a) die bezeichneten Gegenstände, wenn sie aus dem Hafen der freien Stadt Frankfurt auf dem Rhein mit Berührung der Octroi - Aemter Mannheim oder Neuburg verschifft werden, an der ersterwähnten Station zu Berg und zu Thal, an der letzterwähnten Station aber nur zu Thal von dem Antheil des Grossherzogthums an den Rhein-Zöllen, welche bei diesen Octroi-Aemtern erhoben werden, mit Ausnahme der Recognitions-Gebühr befreit seyn sollen; b) dass ferner diejenigen Güter gleicher Beschaffenheit, die aus dem Hafen der freien Stadt Frankfurt auf dem Neckar mit Berührung der grossherzoglichen Neckarzoll - Aemter verschifft werden, von zwei Dritteln des Neckarzolles, der an diesen Aemtern zu bezahlen ist, mit Ausnahme der Recognitions-Gebühr, frei bleiben sollen. Art. 2. Die freie Stadt Frankfurt gewährt allen aus grossherzoglich badischen Rhein-, Main- und Neckarhäfen abgehenden Gütern der in Art. 1. gedachten Art, welche auf dem Main mit Berührung des Frankfurter Main-

Zoll-Amts verschifft werden, den Nachlass des Main-1837
zolls, mit Vorbehalt einer noch zu regulirenden Reco-
gnitions - Gebühr.

47.

*Traité entre les Etats-unis de l'Amé-
rique septentrionale et les tribus in-
diennes confédérées des Sacs et Fox.
Conclu à Washington le 21 Octobre
1837.*

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the
25 Congress of the United States. Washington 1838.
Append. p. 20.).

Proclamation du Président des Etats-unis.

Martin van Buren,

President of the United States of America, To all
and singular to whom these presents shall come, Greeting:

Whereas a treaty was made at the city of Was-
hington, on the twenty-first day of October, one thou-
sand eight-hundred and thirty-seven, between Carey
A. Harris, Commissioner of Indian Affairs, thereto au-
thorized by the President of the United States, and the
confederated tribes of Sacs and Foxes, by their Chiefs
and Delegates; which treaty is in the words following,
to wit:

*Articles of a treaty made at the city of Was-
hington, between Carey A. Harris, Commissioner
of Indian Affairs, thereto authorized by the Pre-
sident of the United States, and the confederated
tribes of Sacs and Foxes, by their chiefs and dele-
gates.*

Article 1. The Sacs and Foxes make to the Uni-
ted States the following cessions: First. Of a tract of
country containing 1,250,000 (one million two hundred
and fifty thousand acres) lying west and adjoining the
tract conveyed by them to the United States in the
treaty of September 21st, 1832. It is understood that
the points of termination for the present cession shall
be the northern and southern points of said tract as
fixed by the survey made under the authority of the
United States, and that a line extended westwardly

1837 from the angle of said tract nearly opposite to Rock Island, as laid down in the above survey, so far as may be necessary to include the number of acres hereby ceded, which last mentioned line it is estimated will be about twenty-five miles.

Second. Of all right or interest in the land ceded by said confederated tribes on the 15th of July 1830, which might be claimed by them, under the phraseology of the first article of said treaty.

Article 2d. In consideration of the cession contained in the precedent article, the United States agree to the following stipulations on their part:

First. To cause the land ceded to be surveyed at the expense of the United States, and permanent and prominent land marks established, in the presence of a deputation of the chiefs of said confederated tribes.

Second. To pay the debts of the confederated tribes, which may be ascertained to be justly due, and which may be admitted by the Indians, to the amount of one hundred thousand dollars (doll. 100,000) provided, that if all their just debts amount to more than this sum, then their creditors are to be paid *pro rata* upon their giving receipts in full; and if said debts fall short said sum, then the remainder to be paid to the Indians. And provided also, That no claim for depreciations shall be paid out of said sum.

Third. To deliver to them goods, suited to their wants, at cost, to the amount of twenty-eight thousand five hundred dollars (doll. 28,500).

Fourth. To expend, in the erection of two grist mills and the support of two millers for five years, ten thousand dollars (doll. 10,000).

Fifth. To expend in breaking up and fencing in ground on the land retained by said confederated tribes, and for other beneficial objects, fourteen thousand dollars (doll. 14,000).

Sixth. To supply them with provisions to the amount of five thousand dollars (doll. 5,000) a year, for two years.

Seventh. To expend in procuring the services of the necessary number of laborers, and for other objects connected with aiding them in agriculture, two thousand dollars (doll. 2,000) a year, for five years.

Eighth. For the purchase of horses and presents,

to be delivered to the chiefs and delegates on their arrival at St. Louis four thousand five hundred dollars (doll. 4,500) one thousand dollars (doll. 1,000) of which is in full satisfaction of any claim said tribe may have an account of the stipulation for blacksmiths in the treaty of 1832. 1837

Ninth. To invest the sum of two hundred thousand dollars (doll. 200,000) in safe State stocks, and to guarantee to the Indians, an annual income of not less than five per cent, the said interest to be paid to them each year, in the manner annuities are paid, at such time and place, and in money or goods as the tribe may direct. Provided, That it may be competent for the President to direct that a portion of the same may, with the consent of the Indians, be applied to education; or other purposes calculated to improve them.

Article 3d. The two blacksmith's establishments, and the gunsmith's establishment, to which the Sacs and Foxes are entitled under treaties prior to this, shall be removed to, and be supported in the country retained by them, and all other stipulations in former treaties, inconsistent with this, or with their residence, and the transaction of their business on their retained land are hereby declared void.

Article 4th. The Sacs and Foxes agree to remove from the tract ceded, with the exception of Keokuck's village, possession of which may be retained, for two years, within eight months from the ratification of this treaty.

Article 5th. The expenses of this negotiation and of the chiefs and delegates signing this treaty to this city, and to their homes to be paid by the United States.

Article 6th. This treaty to be binding upon the contracting parties when the same shall be ratified by the United States.

In witness whereof, the said Carey, A. Harris, and the undersigned chiefs and delegates of the said tribes, have hereunto set their hands at the city of Washington, this 21st October A. D. 1837. C. A. HARRIS (seal).
Siguatures des Indiens et des Témoins.

Now therefore, be it known, that I, Martin van Buren, President of the United States of America, having seen and considered the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in

1837 their resolution of the sixteenth day of February, one thousand eight hundred and thirty-eight, accept, ratify, and confirm the same, with the following amendments thereto, as expressed in the aforesaid resolution of the Senate, viz:

Article 2. Paragraph - 'fifth' - strike out the word 'fourteen doll. 14,000', and insert 'twenty fours doll. 24,000.'

Same article, strike out the sixth paragraph in the following words:

„Sixth — to supply them with provisions to the amount of 5000 Dollars a year, for two years.”

„Change the remaining paragraphs of that article to read sixth - seven - eighth.”

In testimony whereof etc.

Washington, 21 February 1838.

(L. S.) M. VAN BUREN.

JOHN FORSYTH,

Secretary of State.

48.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Yanktons, une des tribus de la nation indienne des Sioux. Signé et conclu à Washington, le 21 Octobre 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d. Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. Append. p. 27.).

Articles of a Treaty made at the city of Washington, between Carey A. Harris, thereto specially authorized by the President of the United States, and the Yankton tribe of Sioux Indians by their Chiefs and Delegates.

Art. 1. The Yankton tribe of Sioux Indians cede to the United States all the right and interest in the land ceded by the Treaty, concluded with them and other tribes on the 15 July 1830, which they might be intitled to claim by virtue of the phraseology employed in the second article of said Treaty.

Art. 2. In consideration of the cession contained 1837 in the preceeding article the United States stipulate to pay them 4000 Dollars.

It is understood and agreed, that 1500 Dollars of this sum shall be expended in the purchase of horses and presents, upon the arrival of the chiefs and delegates at St. Louis: 2000 Dollars delivered to them in goods, at the expense of the United States, at the time their annuities are delivered next year; and 500 Dollars be applied to defray the expense of removing the agency building and blacksmiths shop from their present site.

Art. 3. The expense of this negotiation and of the Chiefs and delegates signing this Treaty to this city and to their homes, to be paid by the United States.

Art. 4. This Treaty to be binding upon the contracting parties, when the same shall be ratified by the United States.

In Witness whereof the said Carey A. Harris and the undersigned chiefs and delegates of said tribe have hereunto set their hands at the city of Washington, this 21st day of October A. D. 1837.

C. A. HARRIS (Seal)

Signatures de 9 Indiens et de trois témoins.

(Ratifié par le Président des Etats-unis, M. van Buren, le 21 Février 1838.).

49.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Sacs et Fox, nations indiennes sur le Missouri. Signé et conclu à Washigton, le 21 Octobre 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d. Session of the 25 Congress of the United States. Washington 1838.

Append. p. 29.).

Articles of a Treaty made at the city of Washington, between Carey A. Harris, thereto specially authorized by the President of the United

1837 *States, and the Sacs and Foxes of Missouri, by their Chiefs and Delegates.*

Art. 1. The Missouri Sac and Fox Indians make the following cessions to the United States:

First. Of all right or interest in the country between the Missouri and Mississippi rivers and the boundary line between the Sac and Fox and the Sioux Indians, described in the 2d article of the Treaty made with these and other tribes on the 19th August 1825, to the full extent to which said claim was recognised in the third article of said Treaty; and of all interest or claim by virtue of the provisions of any Treaties since made by the United States with the Sacs and Foxes.

Second. Of all the right to locate, for hunting or other purposes, on the land ceded in the first article of the Treaty of July 15th 1830 which, by the authority therein conferred on the President of the United States they may be permitted by him to enjoy.

Third. Of all claims or interest under the Treaties of November 3d 1804, August 4th 1824, July 15th 1830 and September 17th 1836, for the satisfaction of which no appropriations have been made.

Art. 2. In consideration of the cession contained in the preceeding article, the United States agree to the following stipulations on their part:

First. To pay to the said Sacs and Foxes of the Missouri the sum of 160,000 Dollars.

It is understood and agreed that of the said sum of 160,000 Dollars there shall be expended in the purchase of merchandise to be delivered whenever in the judgment of the President it may be best for them 2,500 Dollars; and there shall be paid to Jacques Mettez, their interpreter for services rendered, and at their request 100 Dollars.

Second. To invest the balance of said sum amounting to 157,400 Dollars, and to guarantee them an annual income of not less than 5% thereon.

Third. To apply the interest herein guaranteed in the following manner:

For the support of a blacksmith's establishment 1000 Dollars per annum.

For the support of a farmer, the supply of agricultural implements and assistance, and other beneficial objects 1,600 Dollars per annum.

For the support of a teacher and the incidental 1837 expenses of a school 770 Dollars per annum.

The balance of the interest amounting to 5,400 Dollars shall be delivered, at the cost of the United States, to said Sac and Fox Indians, in money or merchandise, at the discretion of the President and at such time and place as he may direct.

Art. 3. The expenses of this negotiation and of the chiefs and delegates signing this Treaty to this city and to their homes to be paid by the United States.

Art. 4. This Treaty to be binding upon the contracting parties, when the same shall be ratified by the United States.

In witness thereof, the said Carey A. Harris and the undersigned chiefs and delegates of said tribe, have hereunto set their hands at the city of Washington, this 21th day of October A. D. 1837.

C. B. HARRIS (L. S.)

Signatures de trois chefs des Sacs et de deux des Fox, ainsi que de 3 témoins.

(Ratifié par le Président des Etats-unis, M. van Buren, le 21 Février 1838.).

1837

50.

Ltttre de l'Archevêque de Gnesen et de Posen (M. de Dunin) adressée immédiatement à Sa Maj. le Roi de Prusse, en date de Posen, le 26 Octobre 1837.

(Traduction française).

Très-haut, très-puissant, très-gracieux Roi et Seigneur ! c'est avec le plus grand regret que je me vois contraint d'importuner Votre Majesté au sujet d'une question dans laquelle je ne puis obtenir satisfaction de votre ministère des affaires ecclésiastiques, cette démarche, je la fais avec le respect dont ma fidélité à mes devoirs paie le juste tribut à Votre Majesté ; avec la plus profonde conviction et dans la confiance sans bornes que votre équité et votre magnanimité ont gravées dans le coeur des millions d'hommes qui vivent à l'ombre de votre sceptre.

La question dont il s'agit est celle des mariages mixtes, c'est-à-dire des mariages entre les catholiques et les non-catholiques. A cet égard, on suit dans mon diocèse le bref de Benoît XIV, adressé aux évêques de Pologne en date du 28 Juin 1748, et qui commence par ces paroles : *Magnae nobis admirationis.*

Conformément à ce bref et aux antiques principes de la foi catholique, les mariages mixtes ne sont jamais autorisés que dans des cas très-rares et surtout sous la condition : d'abord que la partie catholique s'engage à employer toute son influence pour ramener la partie non catholique dans le sein de l'Eglise catholique, et ensuite que les enfans nés de telles unions soient élevés dans la religion catholique. Ce bref n'a été, jusqu'à présent, ni retiré ni modifié par aucune autre sentence apostolique ; il existe encore dans toute sa force pour les parties du ci-devant royaume de Pologne. Les lois de Votre Majesté ne sont point en harmonie avec les principes de l'Eglise catholique. Le droit général provincial, part. II. tit. 2. §. 76, prescrit d'élever les fils

50.

Sendschreiben des Erzbischofs von Gnesen und Posen (v. Dunin), gerichtet unmittelbar an Se. Maj. den König von Preussen, datirt Posen, den 26. Oktober 1837.

(Würzburger Zeitung 1838. Februar).
(Originaltext).

Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König, Allergnädigster König und Herr! Ew. Majestät sehe ich mich nothgedrungen, in einer Angelegenheit allerunterthänigst zu behelligen, in der ich von Allerhöchst Dero Ministerium der geistlichen etc. Angelegenheiten nicht Genugthuung zu erlangen vermag. Ich thue diesen Schritt mit der Ehrerbietung, die Ew. königl. Maj. meine Pflichttreue mit innigster Ueberzeugung zollt, und in dem unbegrenzten Vertrauen, das Allerhöchst Dero Gerechtigkeit und Grossmuth in den Herzen der von dem preussischen Scepter beschirmten Millionen so fest begründet haben. Die Angelegenheit betrifft die sogenannten gemischten Ehen, nämlich die Ehen zwischen Katholiken und Nichtkatholiken. In dieser Hinsicht gilt in meinen Erzdiöcesen das Breve Benedict XIV. an die Bischöfe Polens vom 29. Jun. 1748, welches anhebt: „Magnae nobis admirationis“, demgemäss in Uebereinstimmung mit den uralten Satzungen der katholischen Kirche gemischte Ehen äussersten Falles nur unter der Bedingung als statthaft erklärt werden: dass der katholische Theil sich verpflichte, den nichtkatholischen mit Anwendung aller seiner Kräfte in den Schoos der katholischen Kirche zurückzuführen, und dass die in solchen Ehen erzeugten Kinder in dem katholischen Glauben erzogen werden. Dieses Breve ist bis jetzt durch keinen andern apostolischen Ausspruch aufgehoben oder gemildert worden; es besteht noch für die Theile des ehemaligen Polens in seiner ganzen Kraft. Ew. königl. Maj. Gesetze stehen mit diesen Grundsätzen der katholischen Kirche nicht im Einklange. Das allgemeine Landrecht schreibt Th. II. Tit. 2. S. 76 vor, dass Söhne

1837 dans la religion du père et les filles dans celle de la mère. — Par un ordre suprême de cabinet, daté du 21 novembre 1803, Votre Majesté a modifié cette disposition et ordonné que tous les enfans suivraient la religion de leur père, à moins que les deux époux ne s'accordassent pour en disposer autrement; mais par l'érection du duché de Varsovie, en 1807, les lois susdites ont cessé d'être obligatoires pour les diocèses de Posen et de Gnesen, attendu l'incorporation de ces deux diocèses au duché de Varsovie. Le code Napoléon, qui nous fut imposé plus tard, ne regarde le mariage que comme un simple contrat civil, abandonnant à la conscience des parties contractantes de faire donner ou non la bénédiction religieuse à leur union. Les prêtres catholiques n'ont pourtant pas laissé de suivre alors comme auparavant, les dispositions du bref de Benoit XIV. dont j'ai parlé plus haut. En 1815, en reprenant possession du grand-duché de Posen, et dans un appel adressé à tous ses habitans, le 15 Mai de cette année Votre Majesté a daigné nous faire cette promesse solennelle: „Votre religion sera maintenue,” par là il s'entend de soi-même: que l'Eglise catholique de notre province doit être protégée et maintenue inviolable dans sa pureté primitive, tant sous le rapport de ses mystères et de sa morale que sous celui de sa discipline sous son premier chef visible le pape. Une patente de Votre Majesté en date du 9 Novembre 1816 a introduit de nouveau, dans le grand-duché de Posen, le code général provincial avec plusieurs dispositions tendant à le modifier, à le compléter ou à l'expliquer, et qui ont paru le 1 Mai 1817. Et M. le président supérieur, par une lettre du 24 Septembre 1834 a appelé mon attention sur la remise en vigueur de l'ordre suprême de cabinet de Votre Majesté du 21 Novembre 1803, au sujet de l'éducation des enfans nés de mariages mixtes. Il était impossible que tant de changemens ne jetassent pas l'embarras et l'incertitude dans l'esprit du clergé catholique, au sujet des mariages en question, qui sont encore rares parmi nous, embarras et incertitude auxquels contribuaient de plus l'âge avancé et le changement fréquent des premiers pasteurs. Il est même arrivé que ces mariages ont reçu la bénédiction ecclésiastique sans les garanties exigées par l'Eglise catholique. Cependant on ne tarda pas à connaître au moyen des feuilles

in der Religion des Vaters, die Töchter in der der Mutter zu erziehen sind. — Ew. königl. Allerhöchste Cabinetsordre vom 21. Nov. 1803. ändert diese Vorschrift dahin ab: dass sämmtliche Kinder der Religion des Vaters folgen sollen, falls die Eltern sich nicht über etwas Anderes geeinigt haben. Mit der Errichtung des Herzogthums Warschau im Jahre 1807. verloren diese letztgedachten Vorschriften ihre Geltung in den Diöcesen Gnesen und Posen, insofern diese dem Herzogthume Warschau einverleibt wurden. Der eingeführte Codex Napoleon's betrachtete die Ehen als blossen bürgerlichen Vertrag, es blieb dem Gewissen der Contrahenten allein überlassen, die eingegangenen Ehen priesterlich einsegnen zu lassen. Die katholischen Priester hatten dabei das obenerwähnte Breve Benedict's XIV., nach wie vor zu beachten. Bei der Wiederbesitznahme im Jahre 1815. haben Ew. königl. Majestät in dem Aufruf an die Einwohner des Grossherzogthums Posen vom 15. Mai desselben Jahres feierlich auszusprechen geruhet: „Eure Religion soll aufrecht erhalten werden.“ Es folgt selbstredend daraus: Die katholische Kirche soll hier in ihrer ursprünglichen Reinheit und in Ansehung ihrer Glaubenssitten und Disciplinarlehren unter ihrem sichtbaren Oberhaupte, dem Papste, unverletzt stehen und beschirmt werden. — Durch das allerhöchste Patent vom 9. November 1816. ist in das Grossherzogthum Posen das allgemeine preussische Landrecht nebst den dasselbe abändernden, ergänzenden und erläuternden Bestimmungen vom 1. März 1817. ab wieder eingeführt worden, und der Oberpräsident hat mich mittels Schreibens vom 24. September 1834. darauf aufmerksam gemacht, dass nunmehr die allerhöchste Cabinetsordre vom 21. Nov. 1803. wegen Erziehung der Kinder in gemischten Ehen wieder in Kraft getreten sey. Es konnte nicht ausbleiben, dass so viele Veränderungen Verwirrungen und Unsicherheit in den Ansichten der katholischen Geistlichkeit, zumal bei der Altersschwäche und dem Wechsel ihrer Oberhirten, über die gemischten Ehen, die hier noch selten eingegangen, hervorbrachten. Ja, es ist sogar vorgekommen, dass sie dieselben, ohne die kirchlich vorgeschriebene Bedingung, einsegneten. Unter dessen ward das, an den Erzbischof von Köln und dessen Suffraganbischöfen von Trier, Münster und Paderborn erlassene, das Verfahren der katholischen Prie-

1837 publiques le bref du Pape Pie VIII, daté du 25 Mars 1830 et adressé à l'archevêque de Cologne ainsi qu'à ses suffragans les évêques de Trèves, de Munster et de Paderborn, prescrivant la conduite que devaient tenir les prêtres catholiques à l'égard des mariages mixtes. Ce bref convainquit le clergé catholique, même celui de mon diocèse, que les antiques principes de l'Eglise catholique au sujet des mariages mixtes n'avaient souffert aucune altération de la part du St-Siège apostolique, que leur infraction parmi nous n'était qu'une erreur grossière, une offense grave contre Dieu et sa sainte parole, un attentat contre l'IMMUABILITE de la foi catholique, enfin un danger imminent pour le salut des fidèles qui s'y trouvent engagés. Les justes inquiétudes de conscience qui en ont résulté, les devoirs du clergé envers ce qu'il y a de plus sacré sur la terre, envers la religion, donnèrent lieu à une foule innombrable de questions qui me furent adressées par écrit et de vive voix de la part des ecclésiastiques catholiques de mon diocèse; enfin ma propre conscience, la pureté de ma foi, que rien au monde ne peut m'engager à compromettre, m'ont déterminé à adresser au ministre des affaires ecclésiastiques de Votre Majesté, une proposition tendant à demander ou que le bref de Pie VIII fût publié officiellement dans mon diocèse, ou qu'il me fût permis de faire au St-Siège le rapport de la situation où nous nous trouvons, pour en obtenir une décision; l'un et l'autre m'ont été refusés avec un ton de dureté, je dirai même avec des offenses personnelles que je ne croyais point avoir à essuyer dans ma position et sous le noble gouvernement de Votre Majesté, sous un gouvernement où les lois garantissent à chacun la plus entière liberté de conscience, où presque la moitié des sujets soumis au sceptre glorieux de Votre Majesté, professe le culte catholique, où tout le monde vénère en Votre Majesté un monarque qui, dans toute l'étendue de ses états, protège toutes les croyances de la même manière, sans partialité, ni préjugé, et qui ne veut pas qu'aucune d'elles soit offensée.

Pour justifier son refus, Votre ministre des affaires ecclésiastiques allègue:

10. Que le bref de S. S. Pie VIII, étant uniquement adressé à l'archevêque de Cologne et à ses suffragans, les évêques de Trèves, de Munster et de Pa-

ster bei gemischten Ehen vorgeschriebene Breve Pius 1837 VIII. vom 25. März 1830. durch öffentliche Druckschriften allgemein bekannt. Dasselbe überzeugte die katholische Geistlichkeit auch meiner Erzdiöcesen, dass die uralte Kirchenordnung über die gemischten Ehen von Seiten des apostolischen Stuhls keine Abänderung erlitten habe, dass die hier stattgefundenen Abweichungen davon ein grober Irrthum, eine schwere Versündigung gegen Gott und sein heiliges Wort, eine Verletzung des unabhängigen kathol. Glaubens, in Summa eine Gefährdung des Seelenheils der betheiligten Katholiken seyen.

Die dadurch aufgeregte Gewissensunruhe und Pflichttreue gegen das Höchste hienieden, gegen die heilige Religion, veranlasste unzählige schriftliche und mündliche Anfragen bei mir von Seiten der hiesigen katholischen Geistlichkeit, und mein eignes Gewissen und meine Rechtgläubigkeit, zu deren Verletzung nichts in der Welt mich zu bestimmen vermag, brachten mich dahin, bei Ew. königl. Maj. Ministerium der geistlichen etc. Angelegenheiten den Antrag zu machen: „dass entweder das fragliche Breve auch in meiner Erzdiöcese amtlich publicirt, oder aber mir verstattet werde, die Sache, so wie sie sich hier gestaltet hat, dem apostolischen Stuhle zur Entscheidung vortragen zu dürfen.“ Beides ist mit einer Härte, ja unter Zufügung solcher persönlichen Verletzungen abgeschlagen worden, als ich in meiner Stellung und unter Ew. königl. Majestät grossmächtiger Regierung nicht erwarten konnte — unter einer Regierung, wo völlige Gewissensfreiheit gesetzlich gesichert ist, wo beinahe die Hälfte der dem glorreichen Scepter Ew. Maj. unterworfenen Unterthanen den katholischen Glauben bekennen, wo Alle in Allerhöchstdenselben einen Monarchen verehren, der sämtliche Glaubensbekenntnisse in seinem Reiche gleichförmig unpartheisch und vorurtheilsfrei beschützt und keines verletzt wissen will. Ew. königl. Maj. Ministerium der geistlichen etc. Angelegenheiten führt zur Rechtfertigung seines abschlägigen Bescheides an: 1) dass das Breve Pius VIII. vom 25. März 1830 nur an den Erzbischof von Köln und die Bischöfe von Trier, Münster und Paderborn erlassen sey, mithin meine Erzbisthümer nichts angehe; und 2) dass in diesen durch Verjährung sich der Gebrauch constituirt habe, nach welchem gemischte

1837 derborn, ne saurait par conséquent intéresser mon diocèse.

20. Que dans ce dernier l'usage établi par la prescription était de bénir tous les mariages mixtes sans s'inquiéter des conditions imposées par l'Eglise catholique.

Que Votre Majesté daigne ici me permettre de lui faire observer avec soumission que, comme archevêque catholique, je ne puis permettre à un ministre laïc et, qui plus est, non-catholique de m'instruire sur le sens et la teneur d'un bref apostolique; je ne puis en conscience lui accorder le droit d'interpréter les décisions du Saint-Siège en matières de croyance catholique ou d'administration des sacrements, au rang desquels le mariage est placé. J'ai puisé, aux sources de l'antique et immuable enseignement catholique, les règles pour interpréter les brefs du Saint-Siège; la voix de ma conscience m'ordonne de repousser toute influence étrangère qui prétendrait s'y immiscer. Le ministre pourrait, avec autant de droit, dire que les épîtres de St-Paul aux Romains, aux Ephésiens, aux Corinthiens étaient uniquement pour chacun de ces peuples en particulier et non pour toute la chrétienté. Ce bref ne contient rien de nouveau, il ne fait que répéter et renouveler l'antique doctrine catholique au sujet des mariages mixtes, et par conséquent, il concerne et oblige tout l'univers catholique. Mais accordons, par impossible, que le ministre ait raison; alors à la place du bref qu'il me conteste, j'apporte celui du Pape Léon XII, daté du 8 des Calendes de Janvier 1825, adressé à tous les évêques de la chrétienté, et publié par les feuilles publiques, et qui, au sujet des mariages mixtes, établit ces mêmes principes, que le bref de Benoit XIV, dont j'ai fait mention, expose aux évêques de la Pologne et qu'il recommande à leur observation dans la plénitude de sa puissance apostolique. Que cet écrit soit adressé à tous les catholiques, c'est un point incontestable, et sa publication officielle ne saurait être refusée par le gouvernement prussien qui protège la plus entière liberté de conscience dans les questions religieuses.

Quant à la seconde allégation du ministre; j'ai déjà pris la respectueuse liberté d'indiquer à Votre Majesté de quelle manière il avait pu arriver que des mariages mixtes fussent quelquefois bénis nonobstant les conditions exigées par l'Eglise catholique, c'est par une er-

Ehen ohne alle Bedingung von katholischen Priestern 1837
eingesegnet werden. Ew. königl. Maj. geruhen, mir die
allerunterthänigste Beinerkung allerhuldreichst zu ver-
gönnen, dass ich als katholischer Erzbischof mich über
den Sinn und den Umfang apostolischer Sendschreiben nicht
von einem weltlichen und dazu noch akatholischen Mini-
sterium belehren zu lassen habe; ich darf demselben in mei-
nem Gewissen die Befugniss, apostolische Entscheidungen
über katholische Glaubenssachen, über priesterliche Ad-
ministration der heiligen Sacramente, wozu die Einseg-
nung der Ehe gehört, zu interpretiren, nicht einräu-
men. Ich habe meine aus der uralten unabänderlichen
katholischen Lehre fliessenden Normen, nach welchen
ich apostolische Breven zu deuten gehalten bin. Meine
Gewissenspflicht heischt, mir darin nichts Fremdes auf-
dringen zu lassen. Die ministerielle Behauptung wäre
der gleich, dass des heiligen Paulus apostolische Briefe
an die Römer, Epheser, Korinther etc. nur diese und
nicht die ganze Christenheit angingen. Das besagte
Breve enthält nichts Neues; es wiederholt und erneuert
nur die uralte katholische Lehre über die gemischten
Ehen, es betrifft und verpflichtet sonach die gesamte
katholische Christenheit. Aber zugegeben, was unstatth-
aft ist, die ministerielle Behauptung sei richtig, so tritt
an die Stelle des bestrittenen Berve das an alle Bischöfe
der katholischen Welt gerichtete und ebenfalls durch
öffentliche Druckschriften allgemein gewordene Send-
schreiben Papst Leo XII. Calend. 8. Jan. 1825, welches
über die gemischten Ehen dieselben Grundsätze als das
oben in Bezug genommene Breve Benedict's XIV. an
die Bischöfe Polens zusammenstellt, und zur gewissen-
haften Befolgung kraft apostolischer Machtvollkommen-
heit empfiehlt. Die Allgemeinheit dieses Sendschreibens
ist unbestreitbar. Die Placidirung desselben von Seiten
unsers preussischen Staates, der volle Gewissensfreiheit
in Religionssachen schirmt, darf nicht bezweifelt wer-
den. In Rücksicht der ministeriellen Anführung zu 2)
habe ich schon vorstehend ehrerbietigst dargelegt, wie
es gekommen ist, dass hier in der neuesten Zeit hin
und wieder gemischte Ehen ohne alle Bedingung prie-
sterlich eingesegnet wurden. Es ist aus Irrthum, der
durch die mannigfaltigen politischen Abänderungen ver-
anlasst worden ist, geschehen. Die noch vorhandenen
Acta aus dem vorigen Jahrhunderte sind sichere Bür-

1837 reur qui fut le résultat des changemens politiques qui furent si nombreux à cette époque ; les registres publics du siècle passé attestent clairement l'exactitude avec laquelle on se conformait alors au bref du pape Benoît XIV. La prescription que le ministre de Votre Majesté voudrait établir sur quelques cas d'interruption, n'est d'après les principes catholiques, nullement admissible en choses religieuses ; l'erreur, de quelque durée qu'elle se prévale, doit être abandonnée sitôt que les déclarations authentiques du tribunal dépositaire infailible de la foi catholique viennent la signaler. Or, cette déclaration authentique dans la question présente est un fait : et les mariages mixtes, bénits au mépris des conditions exigées par l'Eglise catholique, ne peuvent plus avoir lieu sans violer la foi catholique, sans exposer le salut éternel des fidèles qui s'y engagent ; on ne doit pas exiger qu'ils aient lieu dans un état qui protège la religion catholique dans toute sa pureté.

Oserais-je encore exposer humblement à Votre Majesté les considérations suivantes :

Le Saint-Siège admet encore aujourd'hui en fait que l'on reconnaît et observe dans mon diocèse les principes établis par le bref de Benoît XIV au sujet des mariages mixtes. Comme pièces à l'appui, je joins ici avec le plus profond respect :

1^o Copie de la dispense pour le mariage de Marianone Okonierska, catholique, avec Martin Coperowski, évangélique, datée du 17 mars 1837.

2^o Copie d'un ordre à ce sujet, du présidial supérieur du 12 Mai de la même année.

La dispense contient la condition expresse que l'époux évangélique fera élever ses enfans des deux sexes dans la religion catholique et ne troublera jamais son épouse dans l'exercice de sa religion. Celle-ci, de son côté, s'oblige à travailler de toutes ses forces à ramener son époux dans le sein de l'Eglise catholique ; d'autre part, le présidial supérieur demande au contraire que la clause contenue dans la dispense soit regardée comme nulle, attendu qu'elle est contraire aux lois du royaume de Prusse.

Que Votre Majesté daigne ici considérer : qu'une dispense accordée sous une condition expresse, devient tout-à-fait nulle, et doit être considérée comme non accordée, dès qu'on se refuse à remplir les conditions

gen für die Treue und gewissenhafte Beobachtung des bereits angeführten Breve Benedict's XIV. Eine Verjährung, die Ew. königl. Maj. Ministerium aus einigen Unterlassungsfällen ableiten will, ist nach der katholischen Lehre in Religionssachen ganz unstatthaft. — Irrige Ansichten, sie mögen noch so lange angedauert haben, sind sofort abzulegen, als deren Irrthümlichkeit aus authentischen Erklärungen des unfehlbaren katholischen Lehramtes sich herausstellt. Dies ist in Absicht der unbedingten priesterlichen Einsegnung der gemischten Ehen erfolgt; sie dürfen ohne Verletzung des katholischen Glaubens, ohne Gefährdung des Seelenheils der Betheiligten nicht ferner stattfinden; in einem Staate, der die katholische Religion in ihrer ganzen Reinheit schützt, dürfen sie nicht gefordert werden. — Ew. königl. Maj. wage ich noch folgende Bemerkungen allerunterthänigst vorzulegen: Der apostolische Stuhl nimmt noch heute an, dass in meinen Erzdiöcesen die in dem Breve Benedict's XIV. zusammengestellten Grundsätze in Absicht der gemischten Ehen gelten und befolgt werden. Zum Beweise füge ich ehrfurchtsvoll bei: 1) Abschrift der Ehedispense zur Verheirathung der katholischen Marianone Okonierska mit dem evangelischen Martin Coperowski vom 17. März 1837, und 2) Abschrift des darauf bezüglichen Oberpräsidialerlasses vom 12. Mai ej. anni. Die Dispense enthält die ausdrückliche Bedingung: „dass der evangelische Ehemann die in der Ehe zu erzeugenden Kinder beiderlei Geschlechts in der kathol. Religion erziehen zu lassen, und die katholische Ehefrau in der Ausübung ihres Glaubens nicht zu stören versprechen, die letztere aber sich verpflichten soll, aus allen Kräften dahin zu wirken, dass der evangelische Ehegenosse in den Schoos der kathol. Kirche zurückgeführt werde. Der Oberpräsidialerlass fordert dagegen: dass die in der Dispense enthaltene, den preuss. Gesetzen widerstreitende Clausel als nicht geschrieben anzusehen sey. Geruhen Ew. königl. Maj, allergnädigst zu erwägen: dass eine nur unter bestimmten Bedingungen ertheilte Dispense ihre ganze Gültigkeit verliert und als nicht ertheilt zu erachten ist, wenn die Bedingungen, auf welchen sie einzig beruht, nicht erfüllt werden. Wie können die Bedingungen aufgehoben und dennoch verlangt werden, dass die alsdann ungültige Dispense zur Ausführung komme? Wenn

1837 sur lesquelles elle repose. Comment donc les conditions étant rejetées, pourrait-on prétendre à s'autoriser de la dispense devenue nulle et de nul effet? Si le ministre de Votre Majesté trouve que les vues du Saint-Siège ne sont point conformes aux lois du royaume, son devoir serait d'y remédier le plus tôt possible, par les voies diplomatiques, mais jamais n'exiger des autorités ecclésiastiques de faire une chose que la doctrine catholique leur signale comme une prévarication, une violation de la religion, enfin comme un attentat à la liberté de conscience, attentat contre lequel les lois de Votre Majesté nous promettent protection.

Le ministre voudrait, par la menace de mesures rigoureuses, contraindre les prêtres catholiques à bénir désormais les mariages mixtes sans conditions, tandis que, d'après le code général provincial, part. II. T. 2. §. 442 et 443, le refus de bénédiction de leur part n'est point traité de contravention à la loi, et doit en conséquence être regardé comme permis. Ce qui a pu avoir lieu jusqu'ici de contraire aux règles doit être regardé comme une erreur, mais ce qui aurait lieu dorénavant serait un crime; telle doit être la croyance du clergé catholique. Il n'est pas possible qu'un ministère juste exige que ces ecclésiastiques persistent dans une erreur que reconnaît et que condamne leur conscience; il ne peut vouloir leur fermer la voie par laquelle ils peuvent éclairer leurs incertitudes en s'adressant à leur premier pasteur. Ce serait un acte de dureté subversif de notre liberté de conscience.

Je supplie donc humblement Votre Majesté d'observer qu'il ne s'agit point ici des lois civiles, qui considèrent le mariage comme un contrat civil, et le traitent en conséquence, mais bien de la bénédiction nuptiale donnée par le prêtre et par conséquent de l'administration d'un sacrement. Les lois civiles dépendent, comme il s'entend de soi-même, du pouvoir et de la sagesse du législateur temporel qui les établit, mais l'administration des sacremens, mais la question de savoir sous quelles conditions elle doit avoir lieu, dépend, à son tour, des enseignemens de l'Eglise et des pasteurs qu'elle reconnaît. C'est-là un des articles de la religion catholique, sans lequel c'en est fait de son inviolabilité.

Je ne puis m'arracher cette conviction; les mariages mixtes sont pernicieux et l'on ne doit point les

Allerhöchstdero Ministerium findet, dass die Ansichten 1837 des apostolischen Stuhls von den diesseitigen Gesetzen abweichen, so dürfte es seine Sache seyn, jene, wo möglich auf dem diplomatischen Wege, mit diesen in Einklang zu bringen, niemals aber der katholischen geistlichen Behörde zumuthen, dass sie etwas thue, was sie der katholischen Lehre gemäss, für gewissenslose Pflichtwidrigkeit, für Verletzung der katholischen Religion, was sie für Gewissenszwang halten muss, vor dem sie Ew. königl. Maj. Gesetze schützen. — Das Ministerium will durch Androhung harter Maasregeln die fernere unbedingte Einsegnung gemischter Ehen durch katholische Priester erzwingen, während eine diesfällige Weigerung nach dem Allgemeinen Landrechte Th. II. Tit. II. §. 442 und 443 nicht verboten, mithin statthaft ist. Das bisher hier und da Geschehene muss die katholische Geistlichkeit für Irrthum, das ferner Verharren darin für Sünde halten. Unmöglich kann ein gerechtes Ministerium verlangen, dass sie ihren erkannten, sündhaften Irrthum wissentlich fortsetze; unmöglich kann es ihr den Weg abschneiden wollen, sich darüber Belehrung von Seiten ihres sichtbaren Oberhauptes zu erbitten. Dies wäre eine, jede Gewissensfreiheit ausschliessende Härte. — Ich bemerke ausdrücklich allerunterthänigst: dass es hier nicht um die bürgerlichen Gesetze, welche die Ehe als Civilvertrag behandeln und deren rechtliche Folgen regeln, sondern um die priesterliche Einsegnung der Ehe, mithin um die Administration eines Sacraments gehe. Die bürgerlichen Gesetze hängen, wie sich von selbst versteht, von der Machtvollkommenheit und Weisheit des weltlichen Gesetzgebers ab, wogegen die Administration der heiligen Sacramente und die Bestimmung, wo und unter welchen Bedingungen sie statthaft ist, von den Lehrsätzen der Kirche und ihren anerkannten Oberhirten allein abhängig ist. Das ist ein unerlässlicher Glaubensartikel der katholischen Religion, ohne welchen sie nicht unverletzt bestehen kann. — Ich kann mich von der Ansicht nicht trennen, dass gemischte Ehen unheilbringend, am wenigsten ohne alle Bedingungen zu befördern seyen. Die katholische Frau, die sich die Erziehung ihrer künftigen Kinder in einem dem ihrigen entgegengesetzten Glaubensbekenntnisse gefallen lassen soll, ist entweder über den Religionspunkt gleichgültig,

1837 permettre d'une manière absolue et indépendante de toute condition. L'épouse catholique qui consent à voir élever ses enfans d'une manière tout-à-fait opposée à sa foi, est indifférente en matière de religion, ou non. Dans la première hypothèse, son indifférentisme religieux ne pourra que s'accroître en vivant avec un époux non-catholique, et s'étendra jusque sur l'éducation morale de ses enfans, éducation qui n'aboutira qu'à former des êtres sans mœurs qui, autant qu'il est en eux, communiqueront la corruption de leur coeur à tout ce qui les environnera, pour multiplier le nombre des hommes pervers, résultat qui, sans doute, n'est point à désirer de la part d'un gouvernement.

Mais si l'épouse catholique est sincèrement religieuse, il faut, après que les jours d'illusions auront fait place à des sentimens plus tranquilles; il faut que la nécessité de vivre avec un homme qui ne partage pas ses plus intimes et ses plus chères convictions, la rende nécessairement malheureuse. La douleur de voir élever ses enfans dans une religion opposée à sa propre croyance, empoisonnera le bonheur dont elle pourrait jouir dans sa famille; quel homme ami de l'humanité peut vouloir de semblables unions!

Ajoutons que dans le mariage mixte les droits des époux ne sont pas égaux; la partie protestante peut obtenir de l'autorité civile la faculté de se séparer de la partie catholique et chercher son bonheur dans une autre union, tandis que la partie catholique se trouve placée dans la position la plus déplorable puisque, d'après les principes de sa religion, le mariage étant indissoluble, elle est ou condamnée au célibat ou réduite à abjurer sa foi, crime qui tôt ou tard finira par peser sur sa conscience un moment endormie, et répandra l'amertume sur ses jours.

Quel heureux contraste présente le mariage où les deux époux sont du même culte, et n'ont tous deux qu'un même temple et qu'un même autel; ensemble ils y vont porter le tribut de leur reconnaissance pour les joies que le ciel leur envoie; ensemble encore ils y vont puiser dans l'affliction les consolations dont la religion est la source.

Tels sont, Sire, les motifs qui m'amènent aux pieds de l'auguste trône de Votre Majesté, pour y déposer cette respectueuse prière: Je supplie Votre Majesté de

oder nicht. Im ersten Falle wird ihr Indifferentismus 1837 im Umgange mit einem nichtkatholischen Manne sich steigern, in der Erziehung ihrer Kinder wird der Geist der Gleichgültigkeit in Glaubenssachen sie leiten; sie wird Libertins grossziehen, die, so viel an ihnen ist, auch ihre Umgebung anstecken und verderben werden; die Zahl der Menschen von loser Gesinnung muss sich mehren, was dem Staate nicht erwünscht seyn kann. Ist die katholische Frau religiös, so muss sie, nachdem die Flitterwochen vergangen sind und ruhige Besinnung wieder hervortritt, der Zwang, mit einem Manne zu leben, der von ihrer innigsten Ueberzeugung abweicht, unglücklich machen. Der Zwang, ihre Kinder in einer Religion zu erziehen, die ihren Ueberzeugung entgegen ist, wird ihr Familienglück zerstören. Kein Menschenfreund kann dies wollen. — Ehegenossen verschiedener Confession sind sich auch an Rechten nicht gleich. Der nichtkatholische Theil erlangt leicht die Ehescheidung von Seiten des Civilrichters und kann sich anderweit verheirathen. Der katholische steht im wesentlichen Nachtheile gegen ihn, da die gültig geschlossene Ehe nach den Grundsätzen der katholischen Kirche unauflöslich ist; er muss ledig bleiben, oder die katholische Religion aufgeben, was über kurz oder lang sein eingeschlafertes Gewissen aufstören und ihn unglücklich machen muss. — Wie weit glücklicher ist ein ungemischtes Ehepaar, das in Freud und Leid eine und dieselbe Religion an einem und demselben Altare zur Dankbarkeit gegen Gott, zur Theilnahme an den Tröstungen, welche die Religion darbietet, innigst vereinigt! — Alle diese Gründe führen mich zu den Stufen Ew. königl. Maj. erhabenen Throns, mit der ehrfurchtsvollen Bitte: Allerhöchstdieselben mögen huldreichst zu verstatten geruhen, dass in Betreff der einzugehenden gemischten Ehen in den mir übergebenen Erzdiöcesen Gnesen und Posen nach den Bestimmungen und Grundsätzen des anfangs angeführten, an die Erzbischöfe und Bischöfe Polens erlassenen apostolischen Breve Benedict's XIV.: „Magnae nobis admirationis“, so nach wie vor, ohne Einmischung der weltlichen Behörden verfahren werde; oder dass ich diese Angelegenheit, sowie dieselbe sich hier gestaltet hat, dem apostolischen Stuhle zur Entscheidung vorlegen darf, damit die Gewissensunruhe, die mich und die mir unterge-

1837 permettre que, d'après le bref de Benoit XIV: „Magnae nobis admirationis”, adressé aux évêques de Pologne, les mariages mixtes qui ont lieu dans les diocèses confiés à mes soins, se fassent désormais comme auparavant sans l'intervention de l'autorité temporelle, et d'après les principes que j'ai pris la liberté d'exposer à Votre Majesté; ou souffrez que je rende compte au St-Siège de l'état de choses où nous nous trouvons, et comment nous y sommes arrivés, pour en obtenir une décision définitive afin que les inquiétudes de conscience qui pèsent sur moi et mes collaborateurs soient levées d'une manière digne de l'Eglise catholique, à laquelle nous voulons rester éternellement fidèles ainsi que notre conscience nous en fait un devoir.

Je suis pour la vie, et avec le respect le plus profond, de Votre Majesté,

le très-humble sujet

DE DUMIN, archevêque de Gnesen et Posen.
Posen, le 26 Octobre 1837.

51.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Winnebago. Signé à Washington, le 1er Novembre 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838.

Appendix p. 39.).

Articles of a Treaty made at the city of Washington between Carey A. Harris, thereto specially directed by the President of the United States, and the Winnebago nation of Indians, by their chiefs and delegates.

Art. 1. The Winnebago nation of Indians cede to the United States all their land east of the Mississippi river.

Art. 2. The said Indians further agree to relinquish the right to occupy, except for the purpose of hunting a portion of the land held by them west of the Mississippi, included between that river and a line drawn from a point 20 miles distant therefrom on the

ordnete katholische Geistlichkeit ängstigt, auf eine der 1837
katholischen Kirche, der ich ewig treu zu bleiben für
meine Gewissenspflicht halte, entsprechende Weise be-
hoben werde. Mit unbegrenzter Ehrerbietung ersterbe-
ich Ew. königl. Maj. unterthänigster v. Dunin, Erz-
bischof von Gnesen und Posen, den 26. Oct. 1837.

southern boundary of the neutral ground to a point,
equidistant from the said river, on the northern bound-
ary thereof. But this stipulation shall not be so con-
structed, as to invalidate their title to the said tract.

Art. 3. The said Indians agree to remove within
eight months from the ratification of this treaty, to
that portion of the neutral ground west of the Missis-
sippi, which was conveyed to them in the 2d article
of the Treaty of September 21th 1832, and the United
States agree that the said Indians may hunt upon the
western part of said neutral ground, until they shall
procure a permanent settlement.

Art. 4. In consideration of the cession and relin-
quishment contained in the preceding articles, the Uni-
ted States agree to the following stipulations on their part:

First. To set apart the sum of 200,000 Dollars
for the following purposes: To pay to the individuals
herein named the sum specified for each: To Nicho-
las Boilvin 6000 D.; to the other 4 children of Nicho-
las Bolivin, formerly agent for said nation 4000 D. etc.
These sums are allowed, at the earnest solicitation of
the chiefs and delegates, for supplies and services to
the nation, afforded by these individuals.

The balance of the above sum of 200,000 Dollars
shall be applied to the debts of the nation, which may
be ascertained to be justly due and which may be ad-
mitted by the Indians, — provided, that if all their
just debts shall amount to more than this balance, their
creditors shall be paid *pro rata*, upon their giving
receipts in full; and if the just debts shall fall short
of said balance, the residue of it shall be invested for
the benefit of the nation; and provided also, that no
claim for depredations shall be paid out of said balance.

Second. To pay, under the direction of the Presi-
dent, to the relations and friends of said Indians, ha-

1837 ving not less than one quarter of Winnebago blood, 100,000 Dollars.

Third. To expend, for their removal to the lands assigned them, a sum not exceeding 7000 Dollars.

Fourth. To deliver to the chiefs and delegates on their arrival at St. Louis, goods and horses to the amount of 3000 Dollars and also to deliver to them, as soon as practicable, after the ratification of this treaty, and at the expense of the United States goods to the amount of 47,000 Dollars.

Fifth. To deliver to them provisions to the amount of 10,000 Dollars, and horses to the same amount.

Sixth. To apply to the erection of a grist-mill 3000 Dollars.

Seventh. To expend, in breaking up and fencing in ground, after the removal of the said Indians, 10,000 Dollars.

Eighth. To set apart the sum of 10,000 Dollars, to defray contingent and incidental expenses in the execution of this treaty, and the expenses of an exploring party, when the said Indians shall express a willingness to send one to the country southwest of the Missouri river.

Ninth. To invest the balance of the proceeds of the lands ceded in the first article of this treaty, amounting to 1,100,000 Dollars and to guarantee to them the interest of not less than 5%.

Of this interest amounting to 55,000 Dollars it is agreed the following disposition shall be made:

For purposes of education 2,800 D.

For the support of an interpreter for the school 500 D.

For the support of a miller 600 D.

For the supply of agricultural implements and assistance 500 D.

For medical services and medicines 600 D.

The foregoing sums to be expended for the objects specified, for the term of 22 years, and longer at the discretion of the President. If at the expiration of this period or any time thereafter he shall think it expedient to discontinue either or all of the above allowances, the amount so discontinued shall be paid to the Winnebago nation.

The residue of the interest, amounting to 50,000 1837 Dollars, shall be paid to the said nation in the following manner: 10,000 Dollars in provisions; 20,000 D. in goods and 20,000 D in money.

Art. 5. It is understood and agreed that so much of the stipulations in existing treaties with said Winnebago nation, as requires services to be performed, supplies furnished, or payments made, at designated times and places, shall be henceforth null and void; and those stipulations shall be carried into effect at such times and at such points in the country, to which they are about to remove, as the President may direct.

Art. 6. This treaty to be binding on the contracting parties when it shall be ratified by the United States. Washington, 1 November 1837. C. A. HARRIS.

Signatures des Indiens et des témoins.
(Ratifié par le Président des Etats-unis, M. van Buren, le 15 Juin 1838.).

52.

Traité entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Bade, les deux Hesses, les Etats appartenans à la ligue de douanes et de commerce de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick de l'autre part, pour faciliter les relations réciproques de commerce. Signé à Hanovre le 1er Novembre 1837.

(Gesetzsamml. für die Königlich Preussischen Staaten. 1837. v. 23. Decemb. Gesetzsamml. für das Königr. Hannover 1837. 1te Abtheil. Nro. 37. v. 23. Decemb.). Les ratifications respectives de ce Traité ont été échangées à Hanovre le 18 Décembre 1837.

Seine Majestät der König von Hannover,
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, und

1837 Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig, als sämmtliche Mitglieder des vermöge der Verträge vom 1sten Mai 1834. und 7ten Mai 1836. bestehenden Steuerverbandes

einerseits,

und

Seine Majestät der König von Preussen für Sich und in Vertretung der Kronen Baiern, Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der zum Thüringschen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt, als der sämmtlichen Mitglieder des Kraft der Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833, 12ten Mai und 10ten December 1835 und 2ten Januar 1836. bestehenden Zoll- und Handelsvereins

andererseits,

von gleichem Wunsche beseelt, die gegenseitigen Verkehrs-Verhältnisse zwischen Ihren Staaten sowohl, als auch überhaupt zwischen den beiderseitigen Steuer- und Zoll-Vereinen im gemeinsamen Interesse derselben möglichst zu befördern, haben zu diesem Zwecke Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren Geheimen Cabinetsrath, Doctor Georg Friedrich Freiherrn von Falcke, Commandeur des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens, Commandeur des Kaiserlich-Oesterreichischen, Königlich-Ungarischen St. Stephans-Ordens und Commandeur erster Classe vom Herzoglich-Braunschweigischen Orden Heinrichs des Löwen, und

Allerhöchst Ihren Hofrath Ernst Friedrich Georg Hüpeden, Ritter des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens und des Kurfürstlich-Hessischen Ordens vom goldnen Löwen;

Seine Königliche Hoheit der Herzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Cammerrath Gerhard Friedrich August Jansen, Ritter des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens und Ritter vom Herzoglich-Braunschweigischen Orden Heinrichs des Löwen; und

Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig: Höchst Ihren Finanzdirector und geheimen Legations-

rath August Philipp Christian Theodor von Arn-1837
berg, Commandeur zweiter Classe vom Herzoglich-
Braunschweigischen Orden Heinrichs des Löwen, Com-
mandeur des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Or-
dens und des Kurfürstlich-Hessischen Ordens vom gol-
denen Löwen, Ritter des Königlich-Sächsischen Civil-
Verdiensordens und Inhaber des Waterloo - Ehren-
zeichens;

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Generalmajor, ausserordentlichen Ge-
sandten und bevollmächtigten Minister an dem Kö-
niglich - Hannoverschen, Grossherzoglich - Oldenburg-
schen, Herzoglich - Braunschweigischen und Fürstlich-
Schaumburg - Lippeschen Hofe Carl Wilhelm Ernst
Freiherrn von Canitz und Dallwitz, Ritter des
Königlich-Preussischen Militair - Verdienstordens mit
dem Eichenlaube, des eisernen Kreuzes erster Classe,
des rothen Adler-Ordens dritter Classe mit der Schleife,
so wie des Kaiserlich - Russischen St. Annen - Ordens
zweiter, des St. Stanislaus - Ordens zweiter und des
St. Wladimir - Ordens vierter Classe, und

Allerhöchst Ihren Regierungsrath Eduard Wilhelm En-
gelmann, Ritter des Königlich-Preussischen rothen
Adler-Ordens vierter Classe,

von welchen Bevollmächtigten nach Auswechselung ihrer
Vollmachten folgender Vertrag, unter dem Vorbehalte
der Ratification, abgeschlossen worden ist:

Art. 1. Da die hohen contrahirenden Theile die
gegenseitige Unterdrückung des Schleichhandels und eine
freundnachbarliche Mitwirkung zur Aufrechthaltung Ih-
rer gegenseitigen Handels - und Steuer - Systeme als
vorzügliche Mittel zur Beförderung des redlichen Ver-
kehrs zwischen beiden Vereinen anerkennen; so ver-
pflichten Dieselben Sich, dem Schleichhandel zwischen
Ihren Landen und insbesondere da, wo die Grenzen
der beiderseitigen Vereine sich berühren, nach Möglich-
keit entgegenzuwirken, jeden durch die Steuer- oder
Zollgesetze des Nachbarlandes verbotenen Verkehr nach
letzterm in Ihren Staaten zu verbieten, möglichst zu
verhindern und zu bestrafen; und Sich gegenseitig zur
Ausrottung eines solchen unerlaubten Verkehrs, wo
derselbe sich zeigen sollte, behülflich zu seyn. Zur
Erreichung dieses ist die in der Anlage A. beigefügte

1837 Uebereinkunft wegen Unterdrückung des Schleichhandels zwischen Ihnen errichtet worden.

Art. 2. Zur gründlichen Unterdrückung des Schleichhandels, und überhaupt die Unbequemlichkeiten und Schwierigkeiten zu beseitigen, welche aus der vorspringenden Lage einiger Hannoverschen und Braunschweigschen Landestheile in das angrenzende Preussische Gebiet sowohl für die beiderseitigen Verwaltungen der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben, als insbesondere auch für den beiderseitigen Verkehr entstehen, und in der Ueberzeugung, dass dieser Zweck im gemeinsamen Interesse am vollständigsten durch den Anschluss der gedachten Landestheile an den Zollverein, welchem das sie begrenzende Preussische Gebiet angehört, erreicht werden kann, wollen

1) Seine Majestät der König von Hannover die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode,

2) Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig das Fürstenthum Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, ferner das Amt Calvörde, den Braunschweigschen Antheil an dem Dorfe Pabstorf und das Dorf Hessen,

an den gedachten Zollverein anschliessen, worüber mittelst der in der Anlage B. beigefügten Uebereinkunft das Nähere festgestellt worden ist.

Aus gleichen Rücksichten auf die Lage und die Verkehrs-Verhältnisse einiger Preussischen Landestheile und zur Beförderung der vorbemerkten Anschlüsse wollen

3) Seine Majestät der König von Preussen

a. mit nachbenannten, von der Zollgrenze des Zollvereines ausgeschlossenen Gebietstheilen, den Dörfern Wolfsburg, Hehlingen und Hesslingen,

dem Preussischen Antheile des am rechten Weserufer belegenen Dorfs Frille, den am linken Weserufer von Schlüsselburg bis zur Glasfabrik Gernheim belegenen Ortschaften,

b. mit folgenden, bisher innerhalb der Zollgrenze befindlichen Gebietstheilen:

dem Dorfe Roßlun,

dem Dorfe Würzgassen,

dem nördlich von der Lemförder Chaussee liegenden Theile des Dorfs Reiningen, dem rechts der Weser und der Aue belegenen Theile des Kreises Minden, nach näherem Inhalte der in der Anlage D. beigefügten Ueber-

einkunft, dem zwischen Hannover, Oldenburg und 1837 Braunschweig bestehenden Steuervereine beitreten.

Art. 3. Zur fernerer Erleichterung des gegenseitigen rechtlichen und gesetzmässigen Verkehrs haben die hohen contrahirenden Theile Sich über besondere, den Mess- und Marktverkehr förderliche Anordnungen, über Modification der von gewissen Erzeugnissen des einen Vereines bei deren unmittelbarer Einfuhr in das Gebiet des andern Vereines zu entrichtenden Abgaben, imgleichen der auf gewissen Strassen zu erhebenden Durchgangs-Abgaben, nicht minder über andere, den gegenseitigen Verkehr betreffende Gegenstände mittelst derjenigen besondern Uebereinkunft geeinigt, welche dem gegenwärtigen Vertrage unter Lit. E. beigelegt ist.

Art. 4. Da es in Rücksicht auf die unmittelbare Angrenzung des bisher aus dem Steuerverbände Hannovers, Oldenburgs und Braunschweigs ausgeschlossen gebliebenen Hannoverschen Oberamts Münden an das Gebiet des Zoll- und Handelsvereines im beiderseitigen Interesse liegt, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages auch auf diesen Landestheil in Anwendung kommen; so wird gleichzeitig mit der Ausführung des Vertrages die Stadt und das Oberamt Münden, mit Einschluss des Dorfs Oberode, dem gedachten Steuerverbände einverleibt werden.

Art. 5. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages und der demselben unter A. bis E. angeschlossenen Uebereinkünfte, welche sämmtlich mit dem 1sten Januar 1838 zur Ausführung gebracht werden sollen, wird vorläufig bis zum 31sten December 1841. festgesetzt, und soll, wenn nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen oder der andern Seite eine Aufkündigung erfolgen sollte, als noch auf 6 Jahre, und so fort von 6 zu 6 Jahren als verlängert angesehen werden.

Art. 6. Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald sämmtlichen theilnehmenden Regierungen zur Ratification vorgelegt, und sollen die Ratifications-Urkunden desselben mit möglichster Beschleunigung, spätestens aber bis zum 1sten December d. J. zu Hannover ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

1837 So geschehen Hannover, am 1sten November
Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

(L. S.) GEORG FRIEDRICH Freiherr von FALCKE.

(L. S.) ERNST FRIEDRICH GEORG HÜPEDEN.

(L. S.) GERHARD FRIEDRICH AUGUST JANSEN.

(L. S.) AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON
AMSBERG.

(L. S.) CARL WILHELM ERNST Freiherr von CANITZ
UND DALLWITZ.

(L. S.) EDUARD WILHELM ENGELMANN.

53.

Convention entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Bade, les deux Hesses, les Etats appartenans à la ligue de douanes et de commerce de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et le Hanovre, l'Oldenbourg et Brunswick de l'autre part pour la répression du commerce de contrebande. Signée à Hanovre, le 1 Novembre 1837.

(Königlich Hannoverische Gesetzsamml. Jahrgang 1837.
Monat December).

Les ratifications respectives de cette Convention ont été
échangées à Hanovre, le 18 Décembre 1837.

Art. 1. Die contrahirenden Regierungen verpflichten sich gegenseitig, auf die Verhinderung und Unterdrückung des Schleichhandels durch alle angemessene, ihrer Verfassung entsprechende Massregeln gemeinschaftlich hinzuwirken.

Art. 2. Es sollen auf ihren Gebieten Vereinigungen von Schleichhändlern, imgleichen solche Waaren-Niederlagen oder sonstige Anstalten nicht geduldet werden, welche den Verdacht begründen, dass sie zum

Zwecke haben, Waaren, die in den anderen contrahirenden Staaten verboten oder beim Eingange in dieselben mit einer Abgabe belegt sind, dorthin einzuschwärzen. 1837

Art. 3. Die betreffenden Behörden, Beamten oder Angestellten (Bediensteten) der contrahirenden Staaten sollen sich gegenseitig den verlangten Beistand in allen gesetzlichen Massregeln bereitwillig leisten, welche zur Verhütung, Entdeckung oder Bestrafung der Steuer-(Zoll-) Contraventionen dienlich sind, die gegen irgend einen der contrahirenden Staaten unternommen oder begangen worden.

Unter Steuer-(Zoll-) Contraventionen werden hier und in allen folgenden Artikeln dieser Uebereinkunft nicht nur die Umgehungen der in den theilhaftigen Staaten bestehenden Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, sondern auch die Uebertretungen der von den einzelnen Regierungen erlassenen Einfuhr- und Ausfuhr- Verbote, nicht minder der Verbote solcher Gegenstände, deren ausschliesslichen Debit diese Regierungen sich vorbehalten haben, und endlich diejenigen Contraventionen begriffen, durch welche die Abgaben beeinträchtigt werden, die nach der besondern Verfassung einzelner der contrahirenden Staaten für den Uebergang von Waaren aus einem der zu demselben Steuer-(Zoll-) Vereine gehörenden Staaten in einen andern angeordnet sind.

Art. 4. Die Behörden, Beamten oder Angestellten (Bediensteten) der indirecten Steuer- oder Zoll- Verwaltung der contrahirenden Staaten, so wie die sonstigen Angestellten, welche zur Aufrechthaltung der Steuer-(Zoll-) Gesetze verpflichtet sind, haben auch ohne besondere Aufforderung die Verbindlichkeit, alle gesetzliche Mittel anzuwenden, welche zur Verhütung, Entdeckung oder Bestrafung der gegen irgend einen der gedachten Staaten beabsichtigten oder ausgeführten Steuer-(Zoll-) Contraventionen dienen können, und die betreffenden Behörden dieses Staates von demjenigen in Kenntniss zu setzen, was sie in dieser Beziehung in Erfahrung bringen.

Art. 5. Den zur Wahrnehmung des Steuer-(Zoll-) Interesse angesetzten oder verpflichteten Beamten und Angestellten (Bediensteten) der Staaten des einen der contrahirenden Theile soll es gestattet seyn, bei Verfolgung der Spuren begangener Contraventionen sich

1837 auf das angrenzende Gebiet der zu dem andern contrahirenden Theile gehörigen Staaten zu dem Zwecke zu begeben, um den dortigen betreffenden Behörden Mittheilung von solchen Contraventionen zu machen, worauf diese Behörden, in Gemässheit der in den Art. 3. und 4. gegenseitig übernommenen Verpflichtung, alle gesetzlichen Mittel anzuwenden haben, welche zur Feststellung der Contravention behuf deren Bestrafung führen könnten, gleich als wenn es sich um eine gegen die eigene Steuer-(Zoll-) Gesetzgebung verübte Contravention handelte.

Art. 6. Eine Auslieferung der Contravenienten tritt in dem Falle nicht ein, wenn sie Unterthanen desjenigen Staates, in dessen Gebiete sie angehalten worden, oder eines mit diesem im Steuer-(Zoll-) Verbande stehenden Staates sind.

Im andern Falle sind die Contravenienten demjenigen Staate, auf dessen Gebiete die Contravention verübt worden ist, auf dessen Requisition, oder nach Ermessen auch ohne eine solche, zur Untersuchung und Bestrafung auszuliefern.

Art. 7. Die contrahirenden Staaten verpflichten sich, ihre Unterthanen und die in ihrem Gebiete sich aufhaltenden Fremden, letztere, wenn deren Auslieferung nicht nach Art. 6. erfolgt ist, wegen der auf dem Gebiete eines andern der contrahirenden Staaten begangenen Contraventionen oder ihrer Theilnahme an selbigen, auf die von diesem Staate ergehende Requisition eben so zur Untersuchung zu ziehen, als ob die Contravention auf eigenem Gebiete und gegen die eigene Gesetzgebung begangen wäre.

Die Uebertretungen von Steuer-(Zoll-) Gesetzen eines jeden der pacificirenden Staaten werden nach eben den Strafgesetzen geahndet, welche in dem Staate, in welchem die Untersuchung und Bestrafung eintritt, hinsichtlich gleicher Vergehen gegen die eigenen Steuer-(Zoll-) Gesetze vorgeschrieben sind.

Auch kommen in Hinsicht der mit den Contraventionen concurrirenden gemeinen Verbrechen oder Vergehen alle diejenigen criminalrechtlichen Bestimmungen zur Anwendung, welche in Beziehung auf die von Inländern im Auslande begangenen Verbrechen oder Vergehen in jedem Staate gelten.

Art. 8. In den nach Art. 7. einzuleitenden Unter-

suchungen soll in Bezug auf die Feststellung des Thatbestandes den amtlichen Angaben der Behörden, Beamten oder Angestellten (Bediensteten) desjenigen Staates, auf dessen Gebiete die Contravention begangen worden ist, dieselbe Beweiskraft beigemessen werden, welche den amtlichen Angaben der inländischen Behörden, Beamten oder Angestellten für Fälle gleicher Art in den Landesgesetzen beigelegt ist.

So geschehen Hannover, am ersten November
Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

GEORG FRIEDRICH Freiherr von FALCKE.

ERNST FRIEDRICH GEORG HÜPEDEN.

GERHARD FRIEDRICH AUGUST JANSEN.

AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMS-
BERG.

CARL WILHELM ERNST Freiherr von CANITZ
und DALLWITZ.

EDUARD WILHELM ENGELMANN.

54.

Convention entre le Royaume de Hanovre d'une part et la Prusse; la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Bade, les deux Hesses, les Etats appartenans à la ligue de commerce et de douanes de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort de l'autre part, pour l'aggrégation du Comté de Hohnstein et du bailliage d'Elbingerode au système de douanes de la Prusse et des autres Etats réunis à sa ligue de douanes. Signée à Hanovre, le 1er Novembre 1837.

(Gesetzsamml. des Königr. Hannover 1837. Decemb.).
Les ratifications de cette convention ont été échangées le 18 Décembre 1837 dans la ville de Hanovre.

Art. 1. Seine Majestät der König von Hannover treten mit Ihrer Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen Hoheitsrechte, dem Zoll-Systeme des Königreichs Preussen und damit dem Zoll-Systeme der übrigen Staaten des Zollvereines bei.

Art. 2. In Folge dieses Beitritts werden Seine Majestät der König von Hannover, mit Aufhebung der gegenwärtig in den gedachten Landestheilen über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, daselbst die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in Uebereinstimmung mit den derzeit bestehenden desfallsigen Königlich-Preussischen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife und Verordnungen

publiciren, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, durch die oberste Steuer-Behörde zu Hannover zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen. 1837

Art. 3. Etwaige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Hannoverschen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Königlich-Hannoverschen Regierung.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich-Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 4. Mit der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Grenzen zwischen Preussen und den in Rede stehenden Königlich-Hannoverschen Landestheilen auf, und es können alle Gegenstände des freien Verkehrs aus letzteren frei und unbeschwert in die Preussischen und in die mit Preussen im Zollvereine befindlichen Staaten, und umgekehrt aus diesen in jene eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

- a. der zu den Staats-Monopolen gehörenden Gegenstände, (Salz und Spielkarten) imgleichen der Kallender, nach Massgabe der Art. 5 und 6.;
- b. der im Innern des Zollvereines, — nach den auch für die fraglichen Königlich-Hannoverschen Landestheile in Anwendung kommenden Vereinbarungen, — einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen Erzeugnisse;
- c. solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 5. 1) In Betreff des Salzes treten Seine Majestät der König von Hannover für die dem Zollvereine anzuschliessenden Gebietstheile den zwischen dessen Mitgliedern bestehenden Verabredungen in folgender Art bei:

- a. die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt,

1837

aus fremden, nicht zum Vereine gehörenden Ländern in die Vereinsstaaten ist verboten, in so weit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe in deren Salzämtern, Factoreien oder Niederlagen geschieht;

- b. die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorichts-Massregeln Statt finden, welche von selbigen für nothwendig erachtet werden;
- c. die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei;
- d. was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den andern nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen;
- e. wenn eine Regierung von der andern innerhalb des Gesamtvereines aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden;
- f. wenn ein Vereinsstaat durch das Gebiet eines andern aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, in so fern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der theilhaftigen Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheits-Massregeln zur Verhinderung der Einschwärmung verabredet werden.

2) Rücksichtlich der Verschiedenheit zwischen den Salzpreisen in den fraglichen Königlich-Hannoverschen Landestheilen und in den angrenzenden Königlich-Preussischen Landen und der daraus für letztere hervorgehenden Gefahr der Salz-Einschwärmung werden die hiebei speciell theilhaftigen beiden Regierungen sich über Massregeln vereinigen, welche diese Gefahr möglichst

beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegen- 1837
ständen zu belästigen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten und Kalendern behält es in sämmtlichen zu dem Zollvereine gehörigen Staaten und Gebietstheilen bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden.

Art. 7. 1) Die Verbrauchs-Abgaben, welche in dem Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode für Rechnung der Königlich-Hannoverschen Staats-Regierung erhoben werden oder künftig noch eingeführt werden möchten, bleiben zwar, wie in sämmtlichen Vereinsstaaten, der einseitigen Bestimmung der Regierung, so wie dem privativen Genusse derselben vorbehalten; jedoch werden dabei in Uebereinstimmung mit den zwischen sämmtlichen, zum Zollvereine gehörigen Staaten eingegangenen Verabredungen folgende Grundsätze auch Königlich-Hannoverscher Seits beobachtet werden:

- a. von allen ausländischen Gegenständen, für welche die tarifmässige Eingangs-Abgabe entrichtet ist, darf keine weitere Verbrauchs-, noch sonstige Abgabe erhoben werden, vorbehaltlich jedoch derjenigen innern Steuern, welche in einem Vereinsstaate auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite Bearbeitungen aus solchen, sowohl fremden, als inländischen oder vereinsländischen gleichartigen Gegenständen allgemein gelegt sind;
- b. in allen Ländern, in welchen von vereinsländischem Taback, Traubenmost und Wein eine Ausgangs-Abgabe zur Erhebung kommt, soll von diesen Erzeugnissen in keinem Falle eine weitere Abgabe beibehalten oder eingeführt werden;
- c. das gleichartige Erzeugniss eines andern Vereinsstaates darf unter keinem Vorwande höher als das inländische belastet werden.

2) Dieselben Grundsätze finden auch bei den Zuschlags-Abgaben und Octrois Statt, welche für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden, und deren einseitige Bewilligung ebenfalls der Königlich-Hannoverschen Regierung vorbehalten bleibt.

Art. 8. Von den Unterthanen in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode, welche in den Gebieten der zollvereinten Staaten Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte

1837 ab, mit welchem die gegenwärtige Uebereinkunft in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbs-Verhältnisse stehenden eigenen Unterthanen dieser Staaten unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende aus jenen Landestheilen, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende aus selbigen, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbebetriebe in ihrem Wohnorte gesetzlich erworben haben, oder im Dienste solcher dortigen Gewerbetreibenden oder Kaufleute stehen, in den andern Staaten des Zollvereines keine weitere Abgaben hiefür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Messen und Märkte zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate die Unterthanen aus den mehrerwähnten Landestheilen in jedem Vereinsstaate den eigenen Unterthanen gleich behandelt werden.

Auf ganz gleiche Weise soll es mit den Unterthanen aus sämmtlichen, zum Zollvereine gehörigen Staaten in den vorerwähnten Fällen bei ihrem Verkehr in den gedachten Landestheilen Königlich-Hannoverscher Seits gehalten werden.

Art. 9. Die, den im Art. 2. erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode, insbesondere die Bildung des Grenzbezirks in letzterm, und die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befugniß der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen sollen im gegenseitigen Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Commissarien angeordnet werden.

Seine Majestät der König von Hannover wollen die gedachte Verwaltung dem Verwaltungs-Bezirk der Königlich-Preussischen Provinzial-Steuer-Direction zu Magdeburg zutheilen.

Bei der Bildung des Grenzbezirks und der Bestimmung der Binnenlinie im Amte Elbingerode wird darauf gesehen werden, den Verkehr so wenig, als die bestehenden Vorschriften und der gemeinsame Zweck dies irgend gestatten, zu erschweren.

Die Zollstrassen sollen mit Tafeln bezeichnet, und 1837 der Zug der Binnenlinie soll öffentlich bekannt gemacht werden.

Die zu errichtenden Hebe- und Abfertigungs-Stellen sollen als gemeinschaftliche angesehen werden.

Art. 10. Seine Majestät der König von Hannover werden für die ordnungsmässige Besetzung der in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode zu errichtenden gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungs-Stellen, so wie der daselbst erforderlichen Aufsichtsbeamten-Stellen nach Massgabe der deshalb getroffenen nähern Uebereinkunft Sorge tragen.

Die in Folge dessen in den gedachten Landestheilen fungirenden Beamten werden von der Königlich-Hannoverschen Regierung für beide Landesherren in Eid und Pflicht genommen, und mit Legitimationen zur Ausübung des Dienstes versehen werden.

Art. 11. In Beziehung auf ihre Dienstobliegenheiten namentlich auch in Absicht der Dienst-Disciplin sollen die in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode angestellten Zoll- und Steuer-Beamten ausschliesslich der Königlich-Preussischen Regierung untergeordnet seyn.

Art. 12. Der Königlich-Hannoverschen Regierung bleibt es vorbehalten, die für den Zolldienst angestellten Beamten in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode, so weit es ohne Beeinträchtigung ihrer eigentlichen Dienstobliegenheiten geschehen kann, auch mit der Controle der Hannoverschen directen, der Stempel- und Salzsteuern, auch der Chaussee- und Weggelder zu beauftragen.

Art. 13. Die Schilder vor den Localen der Hebe- und Abfertigungs-Stellen in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode sollen das Königlich-Hannoversche Hoheitszeichen und die einfache Inschrift „Steuer-Amt“ oder „Zoll-Amt“ erhalten, und gleich den Zolltafeln, Schlagbäumen etc. mit den Hannoverschen Landesfarben versehen werden.

Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur das Hoheitszeichen desjenigen Landes führen, in welchem das abfertigende Amt belegen ist.

Art. 14. Die Königlich-Hannoversche Regierung ist berechtigt, zu demjenigen Königlich-Preussischen Haupt-Steuer- oder Haupt-Zoll-Amte, dessen Bezirke

1837 die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode werden überwiesen werden, einen Controleur abzuordnen, welcher bei demselben von allen Geschäften und Verfügungen, die das gemeinschaftliche Abgaben-System betreffen, Kenntniss zu nehmen, desfallsigen Versprechungen beizuwohnen und dabei insbesondere dasjenige zu beachten hat, was auf jene Gebietstheile sich bezieht.

Auch bleibt es derselben überlassen, zeitweise einen Beamten an das gedachte Haupt-Steuer- oder Haupt-Zoll-Amt abzuordnen, um von der Art der Verwaltung und deren Resultaten Kenntniss zu nehmen.

Art. 15. Die Untersuchung und Bestrafung der in der Grafschaft Hohnstein und dem Amte Elbingerode begangenen Zollvergehen erfolgt von den Hannoverschen Gerichten zwar nach Massgabe des daselbst zu publicirenden Zoll-Strafgesetzes, jedoch nach den eben daselbst für das Verfahren jetzt schon bestehenden Normen und Competenz-Bestimmungen.

Art. 16. Die von diesen Gerichten verhängten Geldstrafen und confiscirten Gegenstände fallen, nach Abzug der in Uebereinstimmung mit den deshalb in Preussen bestehenden Bestimmungen zu berechnenden Denuncianten-Antheile, dem Königlich-Hannoverschen Fiscus zu.

Art. 17. Die Ausübung des Begnadigungs- und Straf-Verwandlungsrechts über die wegen verschuldeter Zollvergehen von Hannoverschen Gerichten verurtheilten Personen bleibt Seiner Majestät dem Könige von Hannover vorbehalten.

Art. 18. In Folge der gegenwärtigen Uebereinkunft wird zwischen Hannover und Preussen in Beziehung auf die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben Statt finden, und der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 19. Da die im Königreiche Hannover derzeit bestehenden Eingangs-Abgaben wesentlich niedriger sind, als die Eingangs-Zölle des Königreichs Preussen und der mit demselben im Zollvereine befindlichen Staaten, so verpflichtet sich die Königlich-Hannoversche Regierung, vor Herstellung des freien Verkehrs zwischen der Grafschaft Hohnstein nebst dem Amte Elbingerode und dem Gebiete des Zollvereines diejenigen Massregeln

zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die 1837
Zoll-Einkünfte des Vereines durch die Einführung oder
Anhäufung geringer verzollter Waaren-Vorräthe beein-
trächtigt werden.

So geschehen Hannover, am ersten November
Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

Unterz.: GEORG FRIEDRICH Freiherr von FALCKE.

ERNST FRIEDRICH GEORG HÜPEDEN.

CARL WILHELM ERNST Freiherr von CANTZ
und DALLWITZ.

EDUARD WILHELM ENGELMANN.

55.

*Convention entre la Prusse d'une
part, et le Hanovre, l'Oldenbourg et
le Brunswick de l'autre part, pour
l'aggrégation de plusieurs Territoi-
res prussiens au système de doua-
nes de Hanovre, d'Oldenbourg et de
Brunswick. Signé à Hanovre, le
1er Novembre 1837.*

(Gesetzsamml. des Königr. Hannover 1837. December).

L'échange des ratifications de cette convention a eu lieu
le 18 Décembre 1837 à Hanovre.

Art. 1. Seine Majestät der König von Preussen
treten, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen Hoheits-
rechte,

1) mit nachbenannten von der Zollgrenze des Zoll-
vereines, dessen Mitglieder Allerhöchst Dieselben sind,
ausgeschlossenen Gebietstheilen:

- a. den Dörfern Wolfsburg, Hehlingen und Hesslingen;
- b. dem Preussischen Antheile des am rechten Weser-
ufer belegenen Dorfes Frille;
- c. den am linken Weserufer von Schlüsselburg bis
zur Glasfabrik Gernheim belegenen, zum Kreise
Minden gehörigen Ortschaften, nicht minder

2) zugleich unter Zustimmung der übrigen Mitglie-
der gedachten Zollvereines mit folgenden, bisher inner-
halb der Zollgrenze desselben befindlichen Gebietstheilen:

- 1837 a. dem Dorfe Rodlum;
 b. dem Dorfe Würgassen;
 c. dem nördlich von der Lemförder Chaussee liegenden Theile des Dorfes Reiningen;
 d) dem rechts der Weser und der Aue belegenen Theile des Kreises Minden, welcher von dem Einflusse der Aue in die Weser an, durch die Weser, demnächst von der Gegend bei Leese ab, durch die Königlich-Hannoversche, dann Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Landgrenze bis zur Aue, und von hier ab durch die Aue bis zu deren Eintritt in die Weser umgrenzt wird.

dem Hannover-Oldenburg-Braunschweigschen Systeme der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie der Verbrauchs- (Fabrications-) Abgaben von inländischen Branntwein und Bier bei.

Art. 2. In Folge dieses Beitritts werden Se. Majestät der König von Preussen in den gedachten Landestheilen, mit Aufhebung der gegenwärtig in einigen derselben über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, ingleichen der bisherigen Branntwein- und Braumalzsteuer, die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie der Verbrauchs- (Fabrications-) Abgaben von Branntwein und Bier, in Uebereinstimmung mit den derzeit bestehenden desfallsigen Königlich-Hannoverschen und Herzoglich-Braunschweigschen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen- und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife und Verordnungen publiciren, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, durch die Provinzial-Steuer-Directionen zu Münster und resp. zu Magdeburg zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Etwaige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten, in Hannover und Braunschweig bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Preussischen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Königlich-Preussischen Regierung.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in dem Königreiche Han-

ver, resp. Herzogthume Braunschweig allgemein getrof- 1837
fen werden.

Art. 4. Mit der Ausführung der gegenwärtigen Ueber-
einkunft hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-
Abgaben an den Grenzen zwischen den in Rede ste-
henden Königlich-Preussischen Landestheilen und dem
Gebiete des Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen
Steuerverbandes, auf, und es können alle Gegenstände
des freien Verkehrs aus jenen Landestheilen frei und
unbeschwert in das Steuer-Vereinsgebiet, und umgekehrt
aus diesem in jene eingeführt werden, mit alleinigem
Vorbehalte der Spielkarten, des Salzes, der Kalender,
hinsichtlich welcher die bisherigen Verhältnisse unver-
ändert bestehen bleiben, des im Herzogthume Oldenburg
fabricirten Biers (welches bei seinem Uebergange in
das übrige Gebiet des Steuervereines der in diesem be-
stehenden Verbrauchs-Abgabe von inländischem Biere
unterliegt), und endlich solcher Gegenstände, welche
ohne Eingriff in die von der Königlich-Preussischen
Regierung oder von einem der Staaten des Hannover-
Oldenburg-Braunschweigischen Steuervereines erteilten
Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht
oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer
der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat,
welcher dieselben hat, ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 5. In den dem Steuervereine anzuschliessenden
Preussischen Landestheilen verbleibt der Debit der
Spielkarten und des Salzes, welches zu den festgesetz-
ten Regie-Preisen verkauft werden wird, ausschliesslich
der Königlich-Preussischen Regierung, und soll für diese
Artikel, gleichwie für Stempelpapier und Kalender, bei
ihrer Einfuhr in jene Gebietstheile eine Abgabe nicht
entrichtet werden.

Art. 6. Die Verbrauchs-Abgaben, welche in den
dem Steuervereine anzuschliessenden Preussischen Landes-
theilen für Rechnung der Königlich-Preussischen Regie-
rung erhoben werden, bleiben zwar, wie in sämmtlichen
zu dem gedachten Vereine gehörigen Staaten, der ein-
seitigen Bestimmung der Regierung, so wie deren pri-
vativem Genusse vorbehalten; jedoch wird dem Grund-
satze des Vereines gemäss das gleichartige Erzeugniss
eines andern Vereinsstaates unter keinem Vorwande
höher als das inländische belastet werden.

Dasselbe gilt auch von den Zuschlags-Abgaben und

1837 Octrois, welche für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden.

Art. 7. Von den Unterthanen in den in Rede stehenden Königlich-Preussischen Gebietstheilen, welche in den Staaten des Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen Steuervereines Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte ab, mit welchem die gegenseitige Uebereinkunft in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen dieser Staaten unterworfen sind. Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende aus jenen Landestheilen, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende aus selbigen, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in ihrem Wohnorte gesetzlich erworben haben, oder im Dienste solcher dortigen Gewerbetreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten des Steuervereines keine weitere Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Messen und Märkte zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate die Unterthanen aus den mehrerwähnten Landestheilen in jedem Vereinsstaate den eigenen Unterthanen gleich behandelt werden.

Auf ganz gleiche Weise wird es mit den Unterthanen aus sämmtlichen zum Steuervereine gehörigen Staaten in den vorerwähnten Fällen bei ihrem Verkehr in den gedachten Landestheilen Königlich-Preussischer Seits gehalten werden.

Art. 8. Die den im Art. 2. erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung in den dem Steuervereine anzuschliessenden Landestheilen, insbesondere die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befugnisse der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen soll in gegenseitigem Einvernehmen mit Hülfe der zu diesem Behufe zu ernennenden Commissarien angeordnet werden. Seine Majestät der König von Preussen wollen die gedachte Verwaltung den Verwaltungs-Bezirken der Königlich-Hannoverschen obersten Steuerbehörde in Hannover und

beziehungsweise der Herzoglich-Braunschweigschen ober- 1837
sten Steuerbehörde in Braunschweig zutheilen.

Art. 9. Seine Majestät der König von Preussen werden für die ordnungsmässige Besetzung der in Allerhöchster fraglichen Landestheilen zu errichtenden gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungs-Stellen, so wie der daselbst erforderlichen Aufsichtsbeamten-Stellen nach Massgabe der deshalb getroffenen nähern Uebereinkunft Sorge tragen. Die in Folge dessen in den gedachten Landestheilen fungirenden Beamten werden von der Königlich-Preussischen Regierung für beide Landesherren, nämlich für Seine Majestät den König von Preussen, und, nach Belegenheit der Dienststellen, für Seine Majestät den König von Hannover oder für Seine Durchlaucht den Herzog von Braunschweig in Eid und Pflicht genommen, und mit Legitimationen zur Ausübung des Dienstes versehen werden.

Art. 10. In Beziehung auf ihre Dienstobliegenheiten, namentlich auch in Absicht der Dienstdisciplin sollen die in den anzuschliessenden Königlich-Preussischen Landestheilen angestellten Steuer-Beamten ausschliesslich der Königlich-Hannoverschen resp. der Herzoglich-Braunschweigschen Regierung untergeordnet seyn.

Art. 11. Der Königlich-Preussischen Regierung bleibt es vorbehalten, die für den Steuerdienst angestellten Beamten in den fraglichen Landestheilen, so weit es ohne Beeinträchtigung ihrer eigentlichen Dienstobliegenheiten geschehen kann, auch mit der Controle der privativen Preussischen Abgaben zu beauftragen.

Art. 12. Die Schilder der Steuer-Aemter in den dem Steuervereine anzuschliessenden Königlich-Preussischen Landestheilen sollen den Preussischen Adler, die einfache Inschrift „Steuer-Amt“ erhalten, und gleich den Pfählen zur Bezeichnung der auf die Grenz-Steuer-Aemter führenden Strassen, den Schlagbäumen etc. etc. mit Preussischen Landesfarben versehen werden. Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur den Königlich Preussischen Adler führen.

Art. 13. Die Königlich-Preussische Regierung ist befugt, zu denjenigen Königlich-Hannoverschen oder Herzoglich-Braunschweigschen Grenz-Steuer-Aemtern 1ster Classe oder Haupt-Steuer-Aemtern, deren Bezirken die gedachten Landestheile werden überwiesen wer-

1897 den, einen Controleur abzuordnen, welcher bei denselben von allen Geschäften und Verfügungen, die das gemeinschaftliche Abgaben-System betreffen, Kenntniss zu nehmen, desfallsigen Besprechungen beizuwohnen, und dabei insbesondere dasjenige zu beachten hat, was auf jene Gebietsheile sich bezieht.

Auch bleibt es derselben überlassen, zeitweise Beamte an die gedachten Aemter abzuordnen, um von der Art der Verwaltung und deren Resultaten Kenntniss zu nehmen.

Art. 14. Die Untersuchung und Bestrafung der in den anzuschliessenden Preussischen Landestheilen begangenen Zollvergehen erfolgt von den Königlich-Preussischen Behörden zwar nach Massgabe der daselbst zu publicirenden Strafgesetze, jedoch nach den ebendasselbst für das Verfahren jetzt schon bestehenden Normen und Competenz-Bestimmungen.

Art. 15. Die von den Preussischen Behörden verhängten Geldstrafen und confiscirten Gegenstände fallen, nach Abzug der den desfallsigen, im Steuervereine geltenden gesetzlichen Bestimmungen gemäss zu berechnenden Denuncianten-Antheile, der Königlich-Preussischen Staats-Casse zu.

Art. 16. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Steuervergehen von Preussischen Behörden verurtheilten Personen bleibt Seiner Majestät dem Könige von Preussen vorbehalten.

Art. 17. In Folge der gegenwärtigen Uebereinkunft wird zwischen dem Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen Steuervereine und Preussen in Beziehung auf die dem erstern anzuschliessenden Königlich-Preussischen Landestheile eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs- Abgaben, desgleichen an Bier und Branntweinsteuer Statt finden, und der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

So geschehen Hannover, den ersten November Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

G. F. Freiherr von FALCKE.

E. F. G. HÜFEDEN.

G. F. A. JAKSEN.

A. PH. CHR. THEOD. VON AMSBERG.

C. WILH. E. Freih. von CANITZ und DALLWITZ.

ED. WILH. ENGELMANN.

56.

Convention entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Bade, les deux Hesses, les États réunis à la ligue de douanes et de commerce de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et le Duché de Brunswick de l'autre part, pour l'aggrégation de la Principauté de Blankenburg avec le baillage de Walkenried, du baillage Calvoerde et des villages Pabstorf et Hessen au système de douanes de la Prusse et de ses confédérés. Signé à Hanovre le 1er Novembre 1837.

(Les Ratifications ont été échangées à Hanovre le 18 Décembre 1837).

(Königl. Preussische und Herzogl. Braunschweigsche Gesetzsammlungen v. J. 1837).

Art. 1. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig treten mit Ihrem Fürstenthume Blankenburg und Ihrem Stiftsamte Walkenried, auch mit Ihrem Amte Calvörde, Ihrem Antheile des Dorfes Pabstorf und dem Dorfe Hessen, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen Hoheitsrechte, dem Zollsysteme des Königreichs Preussen und damit dem Zollsysteme der übrigen Staaten des Zollvereins bei.

Art. 2. In Folge dieses Beitritts werden Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig mit Aufhebung der gegenwärtig in den gedachten Landestheilen über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, daselbst die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in Uebereinstimmung mit den derzeit bestehenden desfallsigen Königlich Preus-

1837 sischen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen und sonstigen administrativen Bestimmungen eintreten, und zu diesem Zwecke die erforderlichen Gesetze, Tarife und Verordnungen publiciren, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, durch die oberste Steuerbehörde zu Braunschweig zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 3. Etwaige Abänderungen der im vorstehenden Artikel gedachten, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Braunschweigschen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Herzoglich Braunschweigschen Regierung. Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 4. Mit der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft hören die Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Grenzen zwischen Preussen und den in Rede stehenden Herzoglich Braunschweigschen Landestheilen auf, und es können alle Gegenstände des freien Verkehrs aus letzteren frei und unbeschwert in die Preussischen und die mit Preussen im Zollvereine befindlichen Staaten, und umgekehrt aus diesen in jene, eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

- a. der zu den Staatsmonopolen gehörenden Gegenstände (Salz und Spielkarten, imgleichen der Kalender nach Maassgabe der Art. 5 und 6);
- b. der im Innern des Zollvereins — nach den auch für die fraglichen Herzoglich Braunschweigschen Landestheile in Anwendung kommenden Vereinbarungen — einer Ausgleichungsabgabe unterworfenen Erzeugnisse;
- c. solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der kontrahirenden Staaten ertheilten Erfindungsprivilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 5. 1. In Betreff des Salzes treten Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig für die dem Zollvereine anzuschliessenden Gebietstheile den zwischen

dessen Mitgliedern bestehenden Verabredungen in folgender Art bei:

- a. die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörenden Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe in deren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.
- b. Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln Statt finden, welche von selbigen für nothwendig erachtet werden.
- c. Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.
- d. Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den andern nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen;
- e. wenn eine Regierung von der andern innerhalb des Gesamtvereines aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden;
- f. wenn ein Vereinsstaat durch das Gebiet eines andern aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Länder versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden; jedoch werden, in so fern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der theilhaftigen Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheits-Massregeln zur Verhinderung der Einschwärmung verabredet werden.

2) Rücksichtlich der Verschiedenheit zwischen den Salzpreisen in den fraglichen Herzogl. Braunschweigschen Landestheilen und in den angrenzenden Königlich-Preus-

1837 sischen Landen und der daraus für letztere hervorgehenden Gefahr der Salz-Einschwärzung werden die hiebei speciell betheiligten beiden Regierungen sich über Massregeln vereinigen, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten und Kalendern behält es in sämmtlichen zu dem Zollvereine gehörigen Staaten und Gebietstheilen bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen und Debits-Einrichtungen sein Bewenden.

Art. 7; 1) Die Verbrauchs-Abgaben, welche in dem Fürstenthume Blankenburg und den übrigen im Art. 1. benannten Herzoglichen Gebietstheilen für Rechnung der Herzoglichen Staatsregierung erhoben werden oder künftig noch eingeführt werden möchten, bleiben zwar, wie in sämmtlichen Vereinsstaaten, der einseitigen Bestimmung der Regierung, so wie dem privaten Genuße derselben vorbehalten; jedoch werden dabei in Uebereinstimmung mit den zwischen sämmtlichen, zum Zollvereine gehörigen Staaten eingegangenen Verabredungen folgende Grundsätze auch Herzoglich Braunschweigscher Seits beobachtet werden:

- a. von allen ausländischen Gegenständen, für welche die tarifmässige Eingangs-Abgabe entrichtet ist, darf keine weitere Verbrauchs-, noch sonstige Abgabe erhoben werden, vorbehältlich jedoch derjenigen innern Steuern, welche in einem Vereinsstaate auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite Bearbeitungen aus solchen, sowohl fremden, als inländischen oder vereinsländischen gleichartigen Gegenständen allgemein gelegt sind;
- b. in allen Ländern, in welchen von vereinsländischem Taback, Traubenmost und Wein eine Ausgangs-Abgabe zur Erhebung kommt, soll von diesen Erzeugnissen in keinem Falle eine weitere Abgabe beibehalten oder eingeführt werden;
- c. das gleichartige Erzeugniß eines andern Vereinsstaates darf unter keinem Vorwande höher als das inländische belastet werden.

2) Dieselben Grundsätze finden auch bei den Zuschlags-Abgaben und Octrois Statt, welche für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden, und deren ein-

seitige Bewilligung ebenfalls der Herzoglich Braunschweig-1837
schen Regierung vorbehalten bleibt.

Art. 8. Von den Unterthanen in dem Fürstenthume Blankenburg und den übrigen in Rede stehenden Herzoglichen Gebietstheilen, welche in den Gebieten der zollvereinten Staaten Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte ab, mit welchem die gegenwärtige Uebereinkunft in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen dieser Staaten unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende aus jenen Landestheilen, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende aus selbigen, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbebetriebe in ihrem Wohnorte gesetzlich erworben haben, oder im Dienste solcher dortigen Gewerbetreibenden oder Kaufleute stehen, in den andern Staaten des Zollvereines keine weitere Abgaben hiefür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Messen und Märkte zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate die Unterthanen aus den mehrerwähnten Landestheilen in jedem Vereinsstaate den eigenen Unterthanen gleich behandelt werden.

Auf ganz gleiche Weise soll es mit den Unterthanen aus sämmtlichen, zum Zollvereine gehörigen Staaten in den vorerwähnten Fällen bei ihrem Verkehr in den gedachten Landestheilen Herzoglich Braunschweigscher Seits gehalten werden.

Art. 9. Die, den im Art. 2. erwähnten Gesetzen und Verordnungen entsprechende Einrichtung der Verwaltung in dem Fürstenthume Blankenburg und den übrigen, dem Zollvereine anzuschliessenden Herzoglichen Gebietstheilen insbesondere die Bildung des Grenzbezirks in selbigen und die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befugniss der zur Erhebung und Abfertigung erforderlichen Dienststellen sollen im gegenseitigen Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Commissarien angeordnet werden.

1837 Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig wollen die gedachte Verwaltung dem Verwaltungs-Bezirke der Königlich-Preussischen Provinzial-Steuer-Direction zu Magdeburg zutheilen.

Bei der Bildung des Grenzbezirks und der Bestimmung der Binnenlinie in dem Fürstenthume Blankenburg, dem Stiftsamte Walkenried und dem Amte Calvörde wird darauf gesehen werden, den Verkehr so wenig, als die bestehenden Vorschriften und der gemeinsame Zweck dies irgend gestatten, zu erschweren. Die Zollstrassen sollen mit Tafeln bezeichnet, und der Zug der Binnenlinie öffentlich bekannt gemacht werden.

Die zu errichtenden Hebe- und Abfertigungs-Stellen sollen als gemeinschaftliche angesehen werden.

Art. 10. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig werden für die ordnungsmässige Besetzung der in Höchstdero fraglichen Landestheilen zu errichtenden gemeinschaftlichen Hebe- und Abfertigungsstellen, so wie der daselbst erforderlichen Aufsichtsbeamtenstellen nach Maassgabe der deshalb getroffenen näheren Ueber-einkunft Sorge tragen.

Die in Folge dessen in den gedachten Landestheilen fungirenden Beamten werden von der Herzoglich Braunschweigischen Regierung für beide Landesherren in Eid und Pflicht genommen, und mit Legitimationen zur Ausübung des Dienstes versehen werden.

Art. 11. In Beziehung auf ihre Dienstobliegenheiten namentlich auch in Absicht der Dienst-Disciplin sollen die in dem Fürstenthume Blankenburg und den übrigen mehrgedachten Herzoglichen Landestheilen angestellten Zoll- und Steuerbeamten ausschliesslich der Königlich Preussischen Regierung untergeordnet seyn.

Art. 12. Der Herzoglich Braunschweigischen Regierung bleibt es vorbehalten, die für den Zolldienst angestellten Beamten in den fraglichen Landestheilen, so weit es ohne Beeinträchtigung ihrer eigentlichen Dienstobliegenheiten geschehen kann, auch mit der Kontrolle der Braunschweigischen direkten, der Stempel- und Salz-Steuern, auch der Chaussee- und Weggelder zu beauftragen.

Art. 13. Die Schilder vor den Lokalen der Hebe- und Abfertigungsstellen in den dem Zollvereine anzuschliessenden Herzoglich Braunschweigischen Landestheilen sollen das Herzoglich Braunschweigische Hoheitszeichen, die

einfache Inschrift „Zollamt“ oder „Steueramt“ erhalten, 1837 und gleich den Zolltafeln, Schlagbäumen etc. mit den Braunschweigschen Landesfarben versehen werden.

Die bei den Abfertigungen anzuwendenden Stempel und Siegel sollen ebenfalls nur das Hoheitszeichen desjenigen Landes führen, in welchem das abfertigende Amt belegen ist.

Art. 14. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung ist berechtigt, zu demjenigen Königlich Preussischen Hauptzoll- oder Hauptsteueramte, dessen Bezirke die gedachten Landestheile werden überwiesen werden, einen Kontrolleur abzuordnen, welcher bei demselben von allen Geschäften und Verfügungen, die das gemeinschaftliche Abgabensystem betreffen, Kenntniss zu nehmen, desfallsigen Besprechungen beizuwohnen, und dabei insbesondere dasjenige zu beachten hat, was auf jene Gebietstheile sich bezieht.

Auch bleibt es derselben überlassen, zeitweise einen Beamten an das Hauptzoll- oder Hauptsteueramt abzuordnen, um von der Art der Verwaltung und deren Resultaten Kenntniss zu nehmen.

Art. 15. Die Untersuchung und Bestrafung der in den anzuschliessenden Herzoglichen Landestheilen begangenen Zollvergehen erfolgt von den Braunschweigschen Gerichten zwar nach Maassgabe des daselbst zu publizirenden Zollstrafgesetzes, jedoch nach den eben daselbst für das Verfahren jetzt schon bestehenden Normen und Kompetenzbestimmungen.

Art. 16. Die von diesen Gerichten verhängten Geldstrafen und konfiszirten Gegenstände fallen, nach Abzug der in Uebereinstimmung mit den deshalb in Preussen bestehenden Bestimmungen zu berechnenden Denunziantenantheile, dem Herzoglich Braunschweigschen Fiskus zu.

Art. 17. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechts über die wegen verschuldeter Zollvergehen von Braunschweigschen Gerichten verurtheilten Personen bleibt Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Braunschweig vorbehalten.

Art. 18. In Folge der gegenwärtigen Uebereinkunft wird zwischen Preussen und Braunschweig in Beziehung auf das Fürstenthum Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, das Amt Calvörde, den Herzoglichen Antheil des Dorfes Pabstorf und das Dorf Hessen

1837 eine Gemeinschaft der Einkünfte an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsabgaben Statt finden, und der Ertrag dieser Einkünfte nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 19. Da die im Herzogthume Braunschweig derzeit bestehenden Eingangs-Abgaben wesentlich niedriger sind, als die Eingangszölle des Königreichs Preussen und der mit demselben im Zollvereine befindlichen Staaten, so verpflichtet sich die Herzoglich Braunschweigische Regierung, vor Herstellung des freien Verkehrs zwischen den dem Zollvereine anzuschliessenden Herzoglichen Gebietstheilen und dem Gebiete des Zollvereins diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zolleinkünfte des Vereins durch Einführung oder Anhäufung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

So geschehen Hannover, am ersten November Eintausend achthundert sieben und dreissig.

CARL WILHELM ERNST FREIHERR VON CANITZ
UND DALLWITZ.

EDUARD WILHELM ENGELMANN.

AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON
AMSBERG.

57.

Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswick, sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires du dernier aggrégés au système de douanes de la Prusse. Signé à Hanovre, le 1er Novembre 1837.

(Les ratifications ont été échangées à Hanovre le 18 Décembre 1837).

(Gesetzsammlungen der Königlich Preussischen Staaten und des Herzogthums Braunschweig).

Im Zusammenhange mit der zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem

Grossherzogthume Hessen, den zu dem Thüringischen 1837 Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, dem Herzogthume Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Braunschweig andererseits heute abgeschlossenen Uebereinkunft wegen der Anschliessung einiger Braunschweigschen Landestheile an den Zollverein der zuerst gedachten Staaten, sind von den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Braunschweig, nämlich:

dem Königlich Preussischen Generalmajor, ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister an dem Königlich Hannoverschen, Grossherzoglich Oldenburgschen, Herzoglich Braunschweigschen und Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Hofe, Carl Wilhelm Ernst Freiherrn von Canitz und Dallwitz, Ritter des Königlich Preussischen Militär-Verdienst-Ordens mit dem Eichenlaube, des eisernen Kreuzes erster Classe, des rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, so wie des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens zweiter, des St. Stanislaus-Ordens zweiter und des St. Wladimir-Ordens vierter Klasse, und

dem Königlich Preussischen Regierungsrathe, Eduard Wilhelm Engelmann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens vierter Klasse, einerseits und

dem Herzoglich Braunschweigschen Finanzdirektor und Geheimen Legationsrathe August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur zweiter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen, Kommandeur des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens und des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienstordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,

andererseits,

noch die folgenden, zunächst nur auf Verhältnisse zwischen Preussen und Braunschweig Bezug habenden Verabredungen unter dem Vorbehalte der Ratifikation getroffen worden.

Art. 1. Um gleichzeitig mit dem, mittelst der betreffenden Uebereinkunft vom heutigen Tage erfolgten Anschlusse des Herzoglich Braunschweigschen Fürstenthums Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, ferner des Amts Calvörde, des Braunschweigschen An-

1837 theils an dem Dorfe Pabstorf und des Dorfes Hessen an den Zollverein Preussens und der mit diesem zu einem Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten, eine völlige Freiheit des gegenseitigen Verkehrs zwischen den gedachten Landestheilen und den Preussischen Landen auch mit denjenigen inneren Erzeugnissen herzustellen, bei welchen eine Verschiedenheit der Besteuerung noch die Erhebung einer Ausgleichungsabgabe auf der einen oder auf der anderen Seite nothwendig machen würde, wollen Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig in den Ihnen gehörigen, oben benannten Landestheilen, eine Gleichstellung der Besteuerung innerer Erzeugnisse mit der in Preussen gesetzlich bestehenden Besteuerung bewirken.

Art. 2. Demgemäss werden Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig in den gedachten Landestheilen, was

- a) den Branntewein, und
- b) das Bier

betrifft, von dem Tage der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft an, die bisher daselbst bestandenen Verbrauchs- (Fabrikations-) Abgaben von inländischem Brannteweine und Biere aufhören, und eine Branntweinsteuer, imgleichen eine Braumalzsteuer nach Maassgabe der desfallsigen Preussischen Steuergesetzgebung sowohl den Steuersätzen, als auch den Erhebungs- und Kontrollformen nach, eintreten lassen.

Art. 3. In Betreff

- c) des Tabacks

wollen Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig in dem Falle, dass in Ihren fraglichen Landestheilen der Tabacksbau einen irgend erheblichen Umfang erreichen sollte, daselbst die in Preussen bestehende Besteuerung des inländischen Tabacksbaues einführen.

In dem Herzoglich Braunschweigschen Amte Calvörde wird die Einführung dieser Steuer sogleich mit dem Vollzuge der gegenwärtigen Uebereinkunft erfolgen.

Art. 4. Wegen der Besteuerung

- d) des inländischen Weins

übernehmen Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig die Verpflichtung die in Preussen bestehende Weinsteuer einzuführen, für den Fall, dass innerhalb der fraglichen Herzoglich Braunschweigschen Landestheile

Weinbau zur Kelterung von Most von Privaten betrieben werden sollte. 1837

Art. 5. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig werden die den vorstehenden Verabredungen entsprechenden Gesetze und Verordnungen erlassen, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen sich zu richten haben, durch die oberste Steuerbehörde zu Braunschweig zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 6. Etwaigen Abänderungen der betreffenden, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Landestheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen der Zustimmung der Herzoglich Braunschweigschen Regierung. Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 7. Wegen alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der fraglichen Steuern, insbesondere die Errichtung der Steuerämter und Rezepturen, die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichtsbeamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse, und die obere Leitung des Steuerdienstes betrifft, sollen dieselben Verabredungen maassgebend seyn, welche in der zwischen den hohen kontrahirenden Theilen am heutigen Tage abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Anschliessung der in Rede stehenden Herzoglich Braunschweigschen Landestheile an den Zollverein, hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsabgaben, getroffen worden sind.

Art. 8. In Folge der vorstehenden Bestimmungen wird zwischen Preussen und Braunschweig, in Beziehung auf die fraglichen Herzoglich Braunschweigschen Landestheile, eine Gemeinschaftlichkeit der Einkünfte von der Branntwein- und der Braumalzsteuer stattfinden, und der Ertrag nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt werden.

Wegen der Theilung des Ertrags der Tabackssteuer im Amte Calvörde ist besondere Verabredung getroffen worden.

Art. 9. Die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, welche mit dem 1. Januar 1838. zur Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig bis zum 31. December 1841. festgesetzt, und soll, wenn nicht spä-

1837 testens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der anderen Seite eine Aufkündigung erfolgen sollte, als noch auf 6 Jahre, und so fort von 6 zu 6 Jahren, als verlängert angesehen werden.

Art. 10. Gegenwärtige Uebereinkunft soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt, und sollen die Ratifikations-Urkunden derselben so bald als möglich, spätestens aber bis zum 1. December d. J. zu Hannover ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehende Uebereinkunft von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover, am ersten November Eintausend achthundert sieben und dreissig.

CARL WILHELM ERNST Freiherr von CANITZ und
DALLWITZ.

EDUARD WILHELM ENGELMANN.

AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG.

58.

Convention entre la Prusse et le Royaume de Hanovre, sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires hanovriens aggrégés au système de douanes de la Prusse. Signée à Hanovre, le 1er Novembre 1837.

(L'échange des ratifications a eu lieu à Hanovre le 18 Décembre 1837).

(Preussische und Hannoverische Gesetzsammlungen v. J. 1837).

Im Zusammenhange mit der zwischen Hannover einerseits, und Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zu dem Thüringschen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, dem Herzogthume Nassau und der freien Stadt Frankfurt andererseits, heute abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Anschliessung einiger Hannoverscher Landestheile an den Zollverein der zuletzt gedachten

Staaten, sind von den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Hannover und Seiner Majestät des Königs von Preussen, nämlich:

dem Königlich-Hannoverschen Geheimen Cabinetsrathe Doctor Georg Friedrich Freiherrn von Falcke, Commandeur des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens, Commandeur des Kaiserlich-Oesterreichischen, Königlich-Ungarischen St. Stephans-Ordens und Commandeur erster Classe vom Herzoglich-Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen, und

dem Königlich-Hannoverschen Hofrath Ernst Friedrich Georg Hüpeden, Ritter des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens und des Kurfürstlich-Hessischen Ordens vom goldenen Löwen;
einerseits; und

dem Königlich-Preussischen Generalmajor, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem Königlich-Hannoverschen, Grössherzoglich-Oldenburgschen, Herzoglich-Braunschweigschen und Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Hofe Carl Wilhelm Ernst Freiherrn von Canitz und Dallwitz, Ritter des Königlich-Preussischen Militair-Verdienstordens mit dem Eichenlaube, des eisernen Kreuzes erster Classe, des rothen Adler-Ordens dritter Classe mit der Schleife, so wie des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens zweiter, des St. Stanislaus-Ordens zweiter und des St. Wladimir-Ordens vierter Classe, und

dem Königlich-Preussischen Regierungsrathe Eduard Wilhelm Engelmann, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens vierter Classe,

andererseits,

noch die folgenden, zunächst nur auf Verhältnisse zwischen Hannover und Preussen Bezug habenden Verabredungen, unter dem Vorbehalte der Ratification, getroffen worden:

Art. 1. Um gleichzeitig mit dem mittelst der betreffenden Uebereinkunft vom heutigen Tage erfolgten Anschlusse der Hannoverschen Grafschaft Hohnstein und des Amts Elbingerode an den Zollverein Preussens und der mit diesem zu einem Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten eine völlige Freiheit des gegenseigen Verkehrs zwischen den gedachten Landestheilen und den Preussischen Ländern auch mit denjenigen inneren Erzeugnissen herzustellen, bei welchen eine Ver-

1837 Verschiedenheit der Besteuerung noch die Erhebung einer Ausgleichungs-Abgabe auf der einen oder auf der andern Seite nothwendig machen würde, wollen Seine Majestät der König von Hannover in den Ihnen gehörigen, oben benannten Landestheilen eine Gleichstellung der Besteuerung innerer Erzeugnisse mit der in Preussen gesetzlich bestehenden Besteuerung bewirken.

Art. 2. Dem gemäss werden Seine Majestät der König von Hannover in den gedachten Landestheilen, was

- a) den Brantwein und
- b) das Bier

betrifft, von dem Tage der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft an, die bisher daselbst bestandenen Verbrauchs- (Fabrikations) Abgaben von inländischem Brantwein und Biere aufhören, und eine Brantweinsteuer, imgleichen eine Braumalzsteuer, nach Massgabe der desfallsigen Preussischen Steuer-Gesetzgebung, sowohl den Steuersätzen, als auch den Erhebungs- und Controleformen nach eintreten lassen.

Art. 3. In Betreff

- c) des Tabacks

wollen Seine Majestät der König von Hannover in dem Falle, dass in Ihren fraglichen Landestheilen der Tabacksbau einen irgend erheblichen Umfang erreichen sollte, daselbst die in Preussen bestehende Besteuerung des inländischen Tabacksbaues einführen.

Art. 4. Wegen der Besteuerung

- d) des inländischen Weins

übernehmen Seine Majestät der König von Hannover die Verpflichtung, die in Preussen bestehende Weinsteuer einzuführen, für den Fall, dass innerhalb der fraglichen Königlich-Hannoverschen Landestheile Weinbau zur Kelterung von Most von Privaten betrieben werden sollte.

Art. 5. Seine Majestät der König von Hannover werden die den vorstehenden Verabredungen entsprechenden Gesetze und Verordnungen erlassen, sonstige Verfügungen aber, nach denen die Unterthanen sich zu richten haben, durch die oberste Steuerbehörde zu Hannover zur öffentlichen Kenntniss bringen lassen.

Art. 6. Etwaige Abänderungen der betreffenden, in Preussen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, welche der Uebereinstimmung wegen auch in den fraglichen Lan-

destheilen zur Ausführung kommen müssten, bedürfen 1837 der Zustimmung der Königlich-Hannoverschen Regierung.

Diese Zustimmung wird nicht verweigert werden, wenn solche Abänderungen in den Königlich-Preussischen Staaten allgemein getroffen werden.

Art. 7. Wegen alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der fraglichen Steuern, insbesondere die Errichtung der Steuer-Aemter und Recepturen, die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichts-Beamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse, und die obere Leitung des Steuerdienstes betrifft, sollen eben dieselben Verabredungen massgebend seyn, welche in der zwischen den hohen contrahirenden Theilen am heutigen Tage abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Anschliessung der in Rede stehenden Königlich-Hannoverschen Landestheile an den Zollverein hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben getroffen worden sind.

Art. 8. In Folge der vorstehenden Bestimmungen wird zwischen Hannover und Preussen in Beziehung auf die fraglichen Königlich-Hannoverschen Landestheile eine Gemeinschaftlichkeit der Einkünfte von der Brauntewein- und Braumalzsteuer Statt finden, und der Ertrag nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt werden.

Art. 9. Die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, welche mit dem 1sten Januar 1838 zur Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig bis zum 31. December 1841 festgesetzt, und soll, wenn nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen oder der andern Seite eine Aufkündigung erfolgen sollte, als noch auf 6 Jahre, und so fort von 6 zu 6 Jahren, als verlängert angesehen werden.

Art. 10. Gegenwärtige Uebereinkunft soll alsbald zur Ratifikation der hohen contrahirenden Theile vorgelegt, und sollen die Ratifications-Urkunden derselben sobald als möglich, spätestens aber bis zum 1sten December dieses Jahrs zu Hannover ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehende Uebereinkunft von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover, am ersten November Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

(L. S.) G. FR. FREIH. V. FALCKE. (L. S.) C. W. E. FREIH. VON CANITZ UND DALLWITZ.

(L. S.) E. FR. G. HÜFEDEN. (L. S.) ED. W. ENGELMANN.

59.

Convention entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Bade, les deux Hesses, les Etats de la ligue de commerce et de douanes de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part et le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick de l'autre part, pour faciliter le commerce réciproque. Signée à Hanovre le 1er Novembre 1837.

(Les ratifications respectives ont été échangées à Hanovre le 18 Décembre 1837).

(Gesetzsamml. des Königr. Preussen und des Königr. Hannover v. J. 1837).

Art. 1. Die hohen contrahirenden Theile sind zum Zwecke der Beförderung des Messverkehrs der Stadt Braunschweig, und um namentlich den Verkauf der aus Preussen und den mit diesem zu einem Zollvereine verbundenen Staaten zur dortigen Messe gebrachten Waaren an Käufer aus dem Gebiete dieses Zollvereines zu erleichtern, dahin übereingekommen, dass die in den Staaten des Zollvereines bestehende Vergünstigung, wonach inländische Gewerbetreibende, welche mit ihren Waaren ausländische Messen beziehen, die Befugniss erlangen können, auf den Grund nachgesuchter und erhaltener Mess-Erlaubnisscheine den unverkauften Theil der nach einem fremden Messplatze ausgeführten Waaren steuerfrei in das Vereinsgebiet zurückzuführen, dahin erweitert werden soll, dass die Waaren der mit einem Mess-Erlaubnisscheine versehenen Verkäufer aus dem Zollvereine von Messen in Braunschweig auch dann steuerfrei in das Gebiet desselben zurückgebracht werden dürfen, wenn die Einführung durch die Käufer solcher Waaren erfolgt, und hiebei die deshalb, in Folge der unter den hohen contrahirenden Theilen getroffenen besondern Verabredung, vorzuschreibenden Be-

dingungen und Förmlichkeiten gehörig beobachtet und 1837 erfüllt werden.

Art. 2. Um auch den gegenseitigen Verkehr im Allgemeinen möglichst zu befördern, wollen die zu dem Zollvereine gehörigen contrahirenden Regierungen mit Rücksicht auf die geringeren Steuersätze, welche der Tarif des Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen Steuerverbandes enthält, gewissen Erzeugnissen Hannovers, Oldenburgs und Braunschweigs Erleichterungen, bei deren Eingange in das Gebiet des Zollvereines, durch Erlass oder Ermässigung der Eingangs-Abgaben gewähren.

Das dieser Uebereinkunft beigefügte Verzeichniss ergiebt die Gegenstände, bei welchen diese Erleichterungen Statt finden werden, den Umfang derselben und die Beschränkungen oder Bedingungen, welche bei einzelnen Gegenständen im gemeinsamen Einverständnisse vorbehalten worden sind.

Den zuerst gedachten Regierungen soll es jedoch freistehen, die fraglichen Erleichterungen nach eigenem Ermessen zu modificiren oder wieder aufzuheben, so fern der Tarif des Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen Steuerverbandes hinsichtlich derjenigen Gegenstände, für welche jene Erleichterungen von ihnen zugestanden worden sind, auf eine für den Verkehr ihrer Unterthanen nachtheilige Weise verändert würde, oder überhaupt deren Verkehr mit Hannover, Oldenburg und Braunschweig von Seiten dieser Staaten wesentlich erschwert werden sollte.

Wegen der erforderlichen Ursprungs-Legitimation der in der Anlage verzeichneten Gegenstände ist ein besonderes Regulativ verabredet worden, welches in dem Gebiete des Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen Steuerverbandes öffentlich bekannt gemacht werden wird, und wonach auch die betreffenden Steuerbehörden in dem Gebiete des Zollvereines mit entsprechender Anweisung versehen werden sollen.

Art. 3. Zur gegenseitigen Erleichterung des Jahrmarktverkehrs soll künftig nur von dem verkauften Theile der aus dem Gebiete des einen Vereines auf die Jahrmärkte in dem Gebiete des andern Vereines gebrachten Waaren die gesetzliche Eingangs-Abgabe, für den unverkauft zurückzuführenden Theil, aber in beiden Vereinsgebieten weder eine Eingangs- noch Durchgangs-Abgabe erhoben werden.

1837 Gegenstände der Verzehrung sind jedoch von dieser Erleichterung ausgeschlossen.

Art. 4. Die im vorstehenden Artikel für den Jahrmarktverkehr bestimmten Erleichterungen sollen auch bei dem Verkehr auf den Viehmärkten in den gegenseitigen Vereinsgebieten Anwendung erhalten, so dass für das unverkauft zurückgehende Vieh weder eine Eingangs- noch Durchgangs-Abgabe erhoben werden wird.

Art. 5. Die dem einen Vereine angehörigen Unterthanen, welche die Märkte in anderen Vereinsgebieten beziehen, sollen daselbst sowohl hinsichtlich der Berechtigung zur Ausübung ihres Gewerbes auf den Märkten, als auch der etwaigen Einrichtung einer Abgabe dafür den eigenen Unterthanen gleich behandelt werden.

Art. 6. Für das aus dem einen Vereinsgebiete in das andere zur Weide eingehende, und nach Benutzung derselben wieder ausgehende Vieh soll gegenseitig weder eine Eingangs- noch eine Durchgangs-Abgabe erhoben werden.

Art. 7. Es soll den Unterthanen [der contrahirenden Theile gestattet seyn, Getreide, Hülsenfrüchte und Oelsamen auf Mühlen des andern Vereinsgebietes, unter der Bedingung der Wiederausfuhr des gewonnenen Fabrikats, dergestalt abgabenfrei verarbeiten zu lassen, dass weder von den aus einem Vereinsgebiete in das andere übergelenden Körnern, noch von den daraus gewonnenen Fabrikaten bei deren Aus- und resp. Wiedereingänge eine Ein-, Aus- oder Durchgangs-Abgabe zu entrichten ist.

Der Eingang und resp. Wiederausgang muss jedoch, in so fern nicht in einzelnen Fällen eine Ausnahme zulässig befunden und ausdrücklich nachgegeben wird, über eine Steuer- (Zoll-) Stelle erfolgen, und dabei derselben angemeldet werden; wie denn überhaupt dabei diejenigen Controle-Massregeln zu beobachten sind, welche die contrahirenden Staaten zum Schutze ihrer Abgaben-Systeme angeordnet haben oder noch anordnen werden.

Art. 8. Die in vorstehendem Artikel enthaltenen Bestimmungen sollen in gleichem Masse Anwendung finden auf folgende Gegenstände, welche zur Verarbeitung oder Veredlung aus einem Vereinsgebiete in das

andere ein-, und im verarbeiteten oder veredelten Zustande in das erstere zurückgeführt werden:

- a. Holz zum Zerschneiden auf Sägemühlen;
- b. Kreide zum Vermahlen;
- c. Wachs zum Bleichen;
- d. Glocken zum Umgiessen;
- e. Brau- und Brenn-Apparate zur Reparatur und Um-
arbeitung;
- f. Gemälde zum Restauriren;
- g. Wollene Waaren zum Walken, Waschen oder
Färben;
- h. Leinenes und baumwollenes Garn, letzteres jedoch
in dem gewöhnlichen kleinen Verkehr der beiden
seitigen Grenzbewohner nur in Quantitäten von
Zehn Pfund in einem Transporte — zum Färben.
Bei gewerblichem derartigen Verkehr in grösserm
Umfange mit baumwollenem Garn soll zwar diese
Beschränkung der Quantität nicht Statt finden, die
Aus- und Wiedereinfuhr jedoch nur über bestimmte,
eintretenden Falls näher zu vereinbarende Zoll-Aem-
ter erfolgen.

Art. 9. Gehen an den gemeinschaftlichen Grenzen beider Zollvereine Waaren über, welche in dem einen Vereinsgebiete amtlich abgefertigt und colliweise unter Verschluss gesetzt sind, um mit unmittelbarer Durch-
fahung des andern Vereinsgebietes in einen andern Theil des erstern wieder eingeführt zu werden, so soll, wenn eine Eröffnung der Colli Seitens der Abfertigungs-
stellen in dem zu durchfahrenden Gebiete der Revision wegen nicht nothwendig befunden wird, der in dem andern Vereinsgebiete angelegte Beschluss nicht abge-
nommen, sondern neben dem von dem Eingangsamt, den bestehenden Vorschriften gemäss etwa anzulegenden Verschlusse, beibehalten werden.

Auf kurzen Strassenstrecken soll in Fällen der be-
zeichneten Art zur Abkürzung des Abfertigungs-Verfah-
rens der an den eingehenden Waaren bereits befindli-
che Verschluss, wenn solcher gut und dem Zwecke
entsprechend gefunden wird, als genügend betrachtet
und von der Anlegung eines anderweiten Verschlusses
abgestanden werden. Diese Erleichterung kann auch
dann Statt finden, wenn die geladenen Waaren nicht
colliweise, sondern im Ganzen unter Verschluss gesetzt
sind.

1837 Art. 10. Zur Vermeidung des Aufenthalts, welchen die Abfertigung der von Münden in das Zollvereinsgebiet übergehenden Waaren in der gewöhnlichen Art an der Grenze verursachen würde, wird eine Verabfertigung dieser Waaren vor ihrem Abgange von Münden durch daselbst Seitens des Zollvereins zu stationirende Beamte bewirkt werden.

Art. 11. An den gemeinschaftlichen Grenzen soll eine den gegenseitigen Verkehrsverhältnissen entsprechende Anzahl von Steuer- (Zoll-) Aemtern mit angemessenen Erhebungs- und Abfertigungs-Befugnissen bestehen, und wird, so weit es daran jetzt fehlen möchte, dem Mangel abgeholfen werden.

Art. 12. Für die Durchfuhr durch das Preussische Gebiet auf den nachstehend bezeichneten Strassen, von welchen die erstere dem Durchgangsverkehr wiederum geöffnet werden soll, nämlich

- a. in der Richtung von Hameln nach Osnabrück über Herford und Hückerkreuz und umgekehrt; und
 - b. in der Richtung von Hannover oder Hildesheim nach Osnabrück über Minden und Preuss. Oldendorf und umgekehrt, wird die Durchgangs-Abgabe
- ad a. auf Funfzehn Silbergroschen und
ad b. auf Zehn Silbergroschen für die Pferdelaſt ermässigt.

Dagegen soll die für die Durchfuhr auf der Strasse von Halberstadt nach Helmstedt, und umgekehrt bei Hohnleben bisher entrichtete Durchgangs-Abgabe hinwegfallen.

So geschehen Hannover, am ersten November Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

G. FR. FREIHERR VON FALCKE.

E. FR. G. HÜFEDEN.

GERH. FR. A. JANSEN.

A. PH. CHR. TH. VON AMSBERG.

C. W. E. VON CANITZ und DALLWITZ.

ED. W. ENGELMANN.

Verzeichniss

derjenigen Erzeugnisse der Staaten Hannover, Oldenburg und Braunschweig, welche bei ihrem Eingange in das Königreich Preussen und die mit demselben im Zollvereine sich befindenden Staaten eine niedrigere, als die im Zollvereins-Tarife aufgeführte Eingangs - Abgabe zu entrichten haben, beziehungsweise von derselben ganz frei bleiben.

Laufende N ^o	Bezeichnung der Gegenstände.	Position des Vereins. Zoll- Tarifs.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Ver- trags- mässiger Ab- gaben- Satz. P ^{er} 100	Bemerkungen.
1	Bäckerwaare, gewöhnliche, in Quantitäten unter sechs Pfund	A. E. A.	—	fr ei.	
2	Bärme oder Hefe, frische	A. E. A.	—	fr ei.	
3	Bier aller Art in Fässern	25. a.	Pr. Ctn.	1 —	
4	Bleiplatten und gewalztes Blei	3. b.	v. 110 fl "	1 15	
5	Bleierne Gewichte, Kessel, Kugeln etc. . . .	3. b.	"	1 20	Die Einfuhr darf nur auf Erlaubniss- scheine der obersten Steuerbehörde, wel- che auch die Zolläm- ter des Einganges zu bezeichnen hat, Statt finden.
6	Butter in Stücken . .	25. g.	"	1 5	
7	Cement aus anderen Mate- rialien als aus Trass oder Tuffstein	A. E. A.	"	— 10	
8	Cichorienwurzeln, getrock- nete, gedörrte . .	5. Ann.	"	— 10	
9	Eisenblech, Schwarz- und Sturzblech	6. c.	"	1 —	
10	Eisenblech, verzinnertes	6. d.	"	2 —	
11	Eisen- und Stahldrath aller Art	6. d.	"	3 —	
12	Eisenwaaren; grobe Guss- waaren, als Gitter, Kes- sel, Oefen, Pfannen, Plat- ten, Röhren etc. desglei- chen grobe aus Eisen ge- gossene Maschinen .	6. e. 1.	"	— 25	
13	Eisen- und Stahlwaaren,				

376 Conventions entre les ligues de douanes

Laufende Nr.	Bezeichnung der Gegenstände.	Position des Vereins. Zoll- Tarifs.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Ver- trags- müssi- ger Ab- gaben- Satz. *P %	Bemerkungen.
	ordinaire, ohne Politur, aus geschmiedetem Eisen, aus Eisen, Stahl und Ei- senblech, sowohl aus die- sen Materialien allein, als auch in Verbindung mit Holz; desgleichen grobe aus Eisen geschmiedete Maschinen, u. Siebe, Har- fensiebe, eiserne in Ver- bindung mit Holz	6. e. 2.	Pr. Ctn. v. 110 ü	3 —	
14	Getreide, Weizen, Rocken, Bohnen, Erbsen, Buch- weizen, Gerste, Hafer	9. a	Preuss. Scheffel	— 1	Der ermässigte Zollsatz gilt nur für die unmittelbaren Versendungen der Glashütten über be- stimmte Zollämter, hinsichtlich welcher die Steuerämter, in deren Bezirken die Glashütten belegen sind, Auskunft er- theilen werden.
15	Glas, grünes Hohlglas	10. a.	Pr. Ctn. v. 110 ü	— 25	
16	Glas, weisses Hohlglas, un- geschliffen, oder mit ab- geschliffenem Boden und Rande; auch Tafelglas ohne Unterschied der Farbe	10. b.	„	2 15	
17	Holzwaaren, gebeizte, la- ckirte, polirte, ange- mahlte, als: Möbeln, Hausgeräthe etc., jedoch mit Ausschluss der aus aussereuropäischen Höl- zern gefertigten Gegen- stände; desgleichen Fass- binderwaare, bemahlte, mit Metallbeschlag	12. e.	„	2 10	
18	Honigkuchen und Pfeffer- nüsse.	25. p.	„	3 —	Die Einfuhrande- rer als Handkäse, gegen nebenstehen- de Abgabe-Ermäs- sigung, darf nur auf Erlaubnisscheine der obersten Steuer- behörde Statt finden.
19	Hopfen	13.	„	— 10	
20	Käse in einzelnen Stücken (Handkäse)	25. o.	„	1 5	

Laufende №	Bezeichnung der Gegenstände.	Position des Vereins. Zoll- Tarifs.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Ver- trags- müssi- ger Ab- gaben- Satz.		Bemerkungen.
				fr	ei	
21	Kleie	A. E. A.	Pr. Ctn.	—	10	
22	Koffer, hölzerne, bemahlte	12. e.	v. 110 fl	—	15	
23	Kupfer und Messing, ge- schmiedetes, gewalztes, geschlagenes und gegos- senes Kupfer und Mes- sing, Kupfer- und Mes- singblech, auch Kupfer- und Messingdrath, roher	19. a.	"	3	—	Der ermässigte Zollsatz gilt nur für die unmittelbaren Versendungen Sei- tens der Verfertiger dieser Waaren.
24	Kupfer- und Messingwa- ren, gröbere, als Kessel, Pfannen und dergleichen	19. b.	"	6	—	
25	Leder: a. Lohgare, oder nur loh- roth gearbeitete Häute, Fahleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerle- der, Stiefelschäfte, im- gleichen sämisch- und weissgares Leder .	21. a.	"	4	—	
	b. Corduan, Maroquin, Saffian, und lackirtes Leder	21. b.	"	6	25	Der ermässigte Zollsatz gilt nur für die unmittelba- ren Versendungen durch die Verfertiger.
	c. Stiefeln und Schuhe aus Leder, (grobe Schuhmacherwaaren)	21. c.	"	6	25	
26	Leinengarn, rohes . .	22. a.	—	fr	ei.	
27	Leinewand, Packleinen, (Sackleinen) Segeltuch, graues	22. d.	—	fr	ei.	
28	Leinewand, andere, unge- bleicht und ungefärbt, ungebleichter Zwillich u. Drillich	22. e.	—	fr	ei.	
29	Lichte, Talg-, . . .	23.	"	3	—	
30	Maschinen, feine aus Ei- sen geschmiedete . .	6. e. 3.	"	6	25	Darüber, welche Gegenstände als fei- negeschmiedete Ma- schinen anzusehen, ist das Waaren-Ver- zeichniss zu dem Vereins - Zolltarife ad pos. 6. e. 3. mass- gebend.
31	Mehl und sonstiges Mehl-					

378 *Conventions entre les ligues de douanes*

Laufende N ^o	Bezeichnung der Gegenstände.	Position des Vereins: Zoll- Tarifs.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Ver- trags- mässig- ger Ab- gaben- Satz.		Bemerkungen.
				℥	ℳ	
32	Netze, als Graupen, Grütze etc. Netze, Fischer-, Vogel-, Jagd- und Pferde-, von ungebleichtem Flachs- u. Hanfgarn	25. q.	Pr. Ctn. v. 110 ℥	1	5	Der ermässigte Zollsatz gilt nur für die unmittelba- ren Versendungen aus den Oelmühlen und Raffinerien. Der ermässigte Zollsatz gilt nur für die unmittelba- ren Versendungen der Porzellan-Fab- rik zu Fürstenberg und deren Factorei zu Braunschweig, so wie der Fayence- u. Steingut-Fabrik zu Münden und der ir- denen Pfeifen-Fab- riken zu Uslar und Aurich.
33	Oelkuchen	22. e. A. E. A.	„	1	7½	
34	Oel in Fässern (Rüböl)	26.	„	1	5	
35	a. Fayence, Steingut, einfarbiges oder weis- ses und irdene Pfei- fen b. Porzellan, weisses c. Porzellan, farbiges u. weisses mit farbigen Streifen, auch derglei- chen mit Mahlerei oder Vergoldung	38. c. 38. e. 38. f.	„ „ „	3 5 20	15 — —	
36	Reife, hölzerne, (Fassbän- der)	12 Ann.	„	—	1	Als Grenzbewoh- ner sind in dem Königlich-Preussi- schen und Kurfürst- lich-Hessischen Gebiete die Bewoh- ner des Grenzbe- zirks, und im König- lich Hannoverschen, Grossherzoglich Ol- denburgischen und Herzoglich-Braun- schweigischen Ge- biete die Bewohner der nicht über zwei Meilen v. der Gren- ze entfernten Ort- schaften anzusehen.
37	Schrot von Getreide im Verkehr der beiderseiti- gen Grenzbewohner, je- doch mit Ausschluss der mahlsteuerpflichtigen Städte und des grössern und des eigentlichen Handelsverkehrs . .	25. q.	„	—	10	

Bezeichnung der Gegenstände.	Position des Vereins. Zoll- Tarifs.	Mass- stab der Ver- steuer- ung.	Ver- trags- mässig- er Ab- gaben- Satz. \$ %	Bemerkungen.
5 Seife, gemeine, weisse	31. b.	Pr. Ctn. v. 110 $\frac{1}{2}$	3	
9 Vieh. a. Ochsen . .	39. b.	Stück.	2 15	
b. Kühe . . .	39. c.	„	1 15	
c. Rinder (Fersen)	39. d.	„		
d. Schweine, gemä- stete und magere	39. e.	„	5	

60.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Miami, signé le 10 Novembre 1837, conformément aux modifications et amendemens portés à deux Traités non ratifiés conclus avec cette tribu le 23 Octobre 1834. et le 31 Juillet 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. Append. p. 8.).

Proclamation du Président des Etats-unis.

Martin van Buren,

President of the United States of America,

To all and singular to whom these presents shall come, Greeting:

Whereas, a treaty between the United States of America and the Miami tribe of Indians, was made and concluded at the Forks of the Wabash, in the state of Indiana, on the twenty-third day of October, one thousand eight hundred and thirty four, by William Marshall, Commissioner of the United States, on the one part, and the Chiefs and Warriors of said

1837 tribe of Indians, on the other part; which treaty is in the words following, to wit:

Articles of a Treaty between the United States and the Miami tribe of Indians, concluded at the Forks of the Wabash, in the state of Indiana on the 23d day of October 1834 — by and between William Marshall Commissioner of the United States and the Chiefs and Warriors of said tribe.

Article 1st. The Miami tribe of Indians agree to cede to the United States the following described tracts of land, within the State of Indiana — being a part of reservations made to said tribe from former cessions — now conveyed for and in consideration of the payments stipulated to be made to them in the 2d article of this treaty (of) cession:

One tract of land, thirty-six sections at Flat Belly's village a reserve made by the treaty of Wabash of 1826.

Also one tract of land about twenty-three thousand acres, more or less, a reserve made at Wabash treaty in 1826 of five miles in length on the Wabash river extending back to Eel river.

Also one other tract of ten sections at Racoon village and a tract of ten sections at Mud creek on Eel river at the old village reserves made at Wabash treaty of 1826.

Also one reserve of two miles square on the Salamany river at the mouth of At-che-pong-quave creek, made at the treaty of St. Mary's, of 1818.

Also one other tract, being a portion of the ten mile square reserve, made at the treaty of St. Mary's of 1818, opposite the mouth of the river Aboutte, commencing at the northeast corner of said reserve, thence south with the eastern boundary of the same ten miles, to the southeast corner of the reserve — thence west with the southern boundary one mile — thence north nine miles, thence west nine miles, thence north one mile to the northwest corner of said reserve, thence to the place of beginning.

The Miamies also agree to cede a portion of their big reserve made at the treaty of St. Mary's of 1818. — situated southeast of the Wabash — extending along the Wabash river from the mouth of Salamany river — to the mouth of Eel river — The part now ceded shall be embraced — within the following bounds, to

wit; commencing on the Wabash river at the mouth of Eel river, running up said Wabash river — eight miles — thence south two miles — thence westwardly one mile — thence south to the southern boundary of said reserve — thence along said boundary line seven miles — to the southwest corner — thence northerly with the western boundary line to the place of beginning.

Article 2d. For and in consideration of the cession made in the first article of this treaty — the United States agree to pay to the Miami tribe of Indians, the sum of two hundred and eight thousand dollars, of this sum fifty-eight thousand dollars, to be paid in goods, as soon as the commissioner on the part of the United States can procure the same, and he binds himself to deliver them in one moon from this date, fifty thousand dollars at the urgent request of the Indians, to be placed in the hands of the present Indian agent at Logans port to be by him, applied, to the payment of the debts of the tribe agreeable to a schedule to be by them furnished said agent, stating as for as practicable for what contracted and to whom due — the said agent shall as soon as practicable — after the said money comes into his hands, pay it over, in a just proportion agreeable to their respective claims, to the creditors of said tribe as specified in said schedule furnished him, and should any balance remain in his hands after paying the debts as specified in the schedule, the same shall be paid over to the tribe for their use and benefit.

Article 3d. From the cession made in the first article of this treaty there shall be granted to each of the persons named in the schedule hereunto annexed and to their heirs and assigns by patent from the President of the United States.

Article 4th. It is agreed between the parties to this treaty that a patent in fee simple — shall be issued by the President of the United States, to John B. Richardvike principal chief of the Miami nation for a reserve of ten sections at the Forks of the Wabash, made to said tribe by treaty of 23d October 1826, he having an Indian title to the same.

Article 5th. The United States agree to furnish a skilful miller to superintend a mill for the Miami

1837 tribe in lieu of the gunsmith, promised by the fifth article of the treaty of St. Mary's of 1818.

Article 6th. The United States agree to have the buildings and improvements on the lands ceded by the first article of this treaty valued, to cause a similar amount in value laid out in buildings, clearing and fencing ground for the use of the Indians, on such place or places as their chiefs may select.

Article 7th. The United States agree to purchase from Met-chin-equea two sections of land granted to him by treaty of Wabash of 1826 at the old town on Eel river for which he shall be paid sixteen hundred dollars — on his making to the United States a good and sufficient deed for the same.

Article 8th. The United States agree that the Indians — have peaceable possession of their houses and improvements on the lands ceded in the first article of this treaty — until the improvements are made in pursuance of the sixth article.

Article 9th. The United States agree to pay one thousand dollars — out of the two thousand granted by the sixth article of the treaty of Wabash of 1826 to the principal chief of the nation to be by him expended — in support of the poor and infirm persons of the tribe under the direction of the President of the United States.

Article 10th. The United States agree to furnish implements of agriculture in pursuance of the fifth article of the treaty of St. Mary's of 1818 — when applied for — the same never being furnished.

Article 11th. The United States agree to pay the Miami Indians for such horses and goods as were actually stolen from them by citizens of the United States.

Article 12th. The United States agree to pay the Miami Indians three hundred sixty dollars yearly, — in lieu of the eight laborers to be furnished yearly — by the treaty of Wabash of 1826.

Article 13th. It is agreed that the President of the United States — use his influence, to procure from the State of Indiana — a relinquishment — of the six chains, granted for the use of a canal; at the treaty, of Wabash, of 1826, so far as the same, passes through the ten sections at the Forks of the Wa-

bash; except so much as is necessary for the actual 1837 occupancy of the canal and road.

Article 14th. The United States agree to cause patent in fee simple to issue to the following named persons for the several tracts of land attached to their names granted to them by former treaties to wit;

To Little Charley for five sections of land — above the old village on the north side of Eel river — granted to him, by treaty of Wabash of 1826.

To Laventure's daughter for one section of land on the Maumee river granted to her by treaty of Wabash of 1826.

To To-pee-ah son of Francis Lafontain for one section granted to him by treaty of St. Mary's of 1818.

To Francis Godfroy for four sections of land on the Salamany river — granted to him by treaty of St. Mary's of 1818 — being the residue he now holds of said grant.

Article 15th. It is agreed by the Miami tribe that payment for the goods to be furnished in pursuance of the second article of this treaty shall be paid from their annuities, if this treaty is rejected by the President and Senate of the United States.

Article 16th. There shall be granted to Hugh Hannah one quarter section of land, in lieu of one selected and not approved, on the grant made to Guire by treaty of Wabash of 1826. — the same to be selected under the direction of the President of the United States.

Schedule of grants, referred to in the 3d article.

To Francis Godfroy one section of land, at the lower line of the five mile reserve on the Wabash river, to be located adjoining the town of Peru, and one-half section, to be located on said Wabash river, on the said five mile reserve opposite his trading house, also one other half section of land, to be located on that part the big reserve on the southwest side the Wabash, ceded by the first article of this treaty above and adjoining the two sections granted to John B. Richardville.

To To-pe-ah, one section of land, commencing one mile from the northeast corner of the ten mile reserve opposite the mouth, the river Aboit granted by treaty of St. Mary's of 1818 — thence south one mile —

1837 thence west one mile, thence north one mile, thence east to the place of beginning.

To Wa-pa-se-pah, son of Lafontain, one section of land, west and adjoining the one to Wa-pa-se-pah.

To A-saw-sonm-ma-quah or Jusan — one section of land west and adjoining the two granted Ne-ah-long-quah.

To Poqua son of Francis Godfroy one half section of land west and adjoining the one to Susan.

To Francis Godfroy one half section west and adjoining the one to Poqua.

To Paul Loughlois one section of land on the Wabash river to include his field.

To Chapiene one section of land to include the Racoon's village, commencing two poles west of the graveyard, northwest of the village thence on an easterly direction to river Aboit, thence with said river until it strikes the reserve line, thence with said line for quantity to include within the bounds one section also one other section of land west and adjoining the half section granted to Francis Godfroy on the ten mile reserve.

To John B. Richardville principal chief of the Miami nation one section of land on the five mile reserve opposite the mouth of the Mississineway river to include the improvement made by Joseph Richardville deceased, also one quarter section of land on the Wabash river at the upper line of the said five mile reserve also two sections of land on the big reserve commencing on the Wabash river opposite the mouth of Eel river running up said river two miles, thence back for quantity so as to include within the bounds two sections land.

To Wa-pa-pe-she one section of land to be located on the Wabash river, at upper line of that part the big reserve ceded by the first article of this treaty.

To O-san-dear one section of land to be located on said Wabashriver below and adjoining the one granted to Wa-pa-pe-she.

To Mac-keh-teh-maung-guaw or Black Loon one section of land to be located adjoining and south of the one granted to O-san-dear.

To Chin-qua-que-ah or Duck one section back and adjoining the one granted to Wa-pa-se-pah.

To Peter Longlois one section of land to be located at a point on Wildcat river where the old trace from Mississineway to Thorntown crosses the same. 1837

To the two sons of Dupee one half section of land, to be located on the reserve at Racoon's village under the direction of the President of the United States.

To Peter Gouin one half section of land to be located back of the section granted to Black Loon.

To Wa-pee-maung-guah one section of land on the ten miles reserve adjoining, the one granted to Chappene.

To Ca-ta-ke-mon-quah daughter of Angelique one section of land to be located on the ten miles reserve west and adjoining the one granted to Wa-pee-maung-guah.

To Rebecca Hackly one quarter section to be selected under the direction of the President of the United States.

This treaty to be binding, when ratified by the President, and Senate of the United States.

In testimony whereof the said William Marshall the commissioner aforesaid and the chiefs warriors and headmen of the Miami tribe have hereunto subscribed their names, in the year of our Lord eighteen hundred and thirty-four.

WILLIAM MARSHALL.
Signatures des Indians.

And whereas, Andrew Jackson, then President of the United States of America, not approving of said treaty, the principal Chiefs of said tribe of Indians assented to certain modifications thereof, as appears by the following agreement between said Chiefs and Jonathan Keller, Commissioner of the United States, viz:

Articles of agreement, made and entered into, at the Fork of the Wabash, on the 31st day of July 1837., between Jonathan Keller commissioner of the United States, and the principal chiefs of the Miami tribe of Indians, witnesses:

That it is agreed between the contracting parties, that certain articles of a treaty entered into between William Marshall commissioner of the United States and the Miami Indians on the 23d day of October 1834 (not being in conformity, to the views of the President of the United States) and being

1837 submitted to us the head chiefs by direction of the President for modification, the undersigned hereby consents and agrees to the following modifications, to wit; From the second section strike out all that relates to the payment of goods to the Miamies as a part, consideration for the lands ceded, and insert money in lieu thereof and all that relates to placing money in the hands of a white man to pay the debts of the Indians, to alter the 7th section, and to add the 8th section to the 6th and strike from the treaty the 9th, 10th, 12th, 13th and 15th sections.

The undersigned chiefs consenting to and confirming the entire cession made by the treaty above mentioned.

In testimony whereof, we have hereunto set our names the date above mentioned.

(Suivent les Signatures).

And whereas the said treaty with explanatory documents from the Department of War, having been submitted to the Senate for its advice in regard to the ratification of the original treaty, with the amendments proposed by the Secretary of War, the treaty, with the amendments, in the event of its ratification by the United States, to be again submitted to the Chiefs and Warriors of the Miami tribes for their sanction or rejection, the Senate did on the twelfth day of October, one thousand eight hundred and thirty-seven, resolve as follows, viz:

In Senate of the United States. October 12th, 1837.

Resolved, (two-thirds of the Senators present concurring) That the Senate do advice and consent to the ratification of the treaty between the United States of America and the Miami tribe of Indians, concluded at the Forks of the Wabash, in the State of Indiana, on the twenty-third day of October, one thousand eight hundred and thirty-four; with the following amendment; Provided, that the Chiefs and Warriors of the said tribe, shall in General Council, as on the occasion of concluding the aforesaid treaty, agree to and sign the same:

Attest,

ASBURN DICKINS
Secretary.

Amendment.

Strike out the whole of said treaty after the title and insert the following in lieu thereof:

Articles of a treaty between the United States and the Miami tribe of Indians, concluded at the Forks of the Wabash, in the State of Indiana, on the 23d day of October, 1834, by and between William Marshall, commissioner of the United States, and the chiefs and warriors of said tribe. 1837

Article 1. The Miami tribe of Indians agree to cede to the United States the following described tracts of land within the State of Indiana, being a part of reservations made to said tribe from former cessions; now conveyed for and in consideration of the payments stipulated to be made to them in the 2d article of this treaty of cession. One tract of land, thirty-six sections, at Flat Belly's village, a reserve made by the treaty of Wabash of 1826.

Also, one tract of land, about twenty-tree thousand acres more or less, a reserve made at Wabash treaty in 1826., of five miles in length in the Wabash river, extending back to Eel river.

Also one other tract of ten sections at Racoon village and a tract of ten sections at Mudd creek on Eel river, reserves made at Wabash treaty of 1826.

Also, one reserve of two miles square on the Salamany river at the mouth of At-che-pong-quaw creek, reserve made at the treaty of St. Mary's of 1818.

Also one other tract being a portion of the ten mile square reserve, made at the treaty of St. Mary's of 1818, opposite the mouth of the river Aboutte, commencing at the northeast corner of said reserve, thence south with the eastern boundary of the same ten miles to the southeast corner of the reserve, thence west with the southern boundary one mile, thence north nine miles, thence west nine miles, thence north one mile to the northwest corner of said reserve, thence to the place of beginning.

The Miamies also agree to cede a portion of their big reserve, made at the treaty of St. Mary's of 1818, situated southeast of the Wabash extending along the Wabash river, from the mouth of Salamany river, to the mouth of Eel river. The part now ceded shall be embraced within the following bounds, to wit: commencing on the Wabash river, opposite the mouth of Eel river, running up said Wabash river eight miles, thence south two miles, thence westwardly one mile,

1837 thence south to the southern boundary of said reserve, thence along said boundary line seven miles to the southwest corner, thence northerly with the western boundary line to the place of beginning.

Article 2. For and in consideration of the cession made in the first article of this treaty, the United States agree to pay the Miami tribe of Indians the sum of two hundred and eight thousand dollars; of this sum fifty-eight-thousand dollars to be paid within six months from the ratification of this treaty, fifty thousand dollars to be applied to the payment of the debts of the tribe, and the remaining sum of one hundred thousand dollars in annual instalments of ten thousand dollars per year.

Article 3. From the cession made in the first article of this treaty, there shall be granted to each of the persons named in the schedule hereunto annexed, and to their heirs and assigns, by patent from the President of the United States, the lands therein named.

Article 4. It is agreed, between the parties to this treaty, that a patent in fee simple shall be issued by the President of the United States to John B. Richardville, principal chief of the Miami tribe, for a reserve of ten sections at the Forks of the Wabash, made to said tribe by treaty of twenty-third October 1826, he having an Indian title to the same, a copy of which, marked A, accompanies this treaty.

Article 5. The United States agree to furnish a skilful miller, to superintend a mill for the Miamies, in lieu of the gunsmith promised by the 5th article of the treaty of St. Mary's of 1818.

Article 6. The United States agree to have the buildings and improvements on the lands ceded by the first article of this treaty valued. To cause a similar amount in value, said out in building, clearing and fencing ground, for the use of the Indians, on such place or places as their chiefs may select, and that the Indians have peaceable possession of their houses and improvements, on the lands ceded in the first article of this treaty, until the improvements are made as provided for in this article.

Article 7. The United States agree to pay the Miami Indians fifteen hundred dollars, for horses heretofore stolen from them by the whites.

Article 8. The United States agree to cause patents in fee simple to issue to the following named persons, for the several tracts of land attached to their names, granted to them by former treaties, to wit: To Little Charley, for five sections of land, above the old villa on the north side of Eel river, granted to him by treaty of Wabash of 1826. 1837

To Laronture's daughter, for one section of land on Maumee river, granted to her by treaty of Wabash of 1826.

To To-pee-ah, son of Francis Lafontain, for one section, granted him by treaty of St. Mary's of 1818.

To Met-chin-e-quea, for two sections of land granted him by treaty of Wabash of 1826, at the old town on Eel river.

To Francis Godfroy, four sections of land on the Salamany river, granted him at treaty of St. Mary's of 1818 being the residue of what he now holds of said grant.

Article 9. There shall be granted to Hugh-Hanna, one quarter section of land, in lieu of one selected not approved on the grant made to Guire at treaty of Wabash of 1826 (Hanna having purchased of Guire), the selection to be made under the direction of the President of the United States.

Schedule of grants referred to in the 3d article.

To Francis Godfroy one section of land at the lower line of the five mile reserve on the Wabash river, to be located adjoining the town of Peru; one half section to be located on said Wabash river, opposite his trading house, and one half section to be located or that part of the big reserve southwest side the Wabash, above and adjoining the two sections granted to John B. Richardville; and one half section back and adjoining the one granted to said John Richardville, opposite the mouth of Eel river.

To To-pe-ah, one section of land, commencing one mile from the northeast corner of the ten mile reserve, opposite the mouth of Aboit river, (granted by treaty of St. Mary's of 1818,) thence south one mile, thence west one mile, thence north one mile, thence east to the place of beginning.

To Wa-pa-se-pah, son of Lafontain, one section of land west and adjoining the one to To-pee-ah.

1837 To Ne-ah-long-quaw, two sections of land, west and adjoining the one to Wa-pa-se-pah.

To A-saw--som-ma-quah, or Susan one section of land, west and adjoining the two to Ne-ah-long-quaw.

To Pogna, son of Francis Godfroy, one half section of land, west and adjoining the one to Susan.

To Francis Godfroy, one half section of land, west and adjoining the one to Poqua.

To Paul Longlois, one section of land on the Wabash river, to include his field.

To Chappene one section of land, to include Racoon village, commencing two poles west of the grave yard northwest of the village, thence on an easterly direction to river About, thence with said river until it strikes the reserve line thence with said line for quantity to include within the bounds one section of land; also one other section of land, west and adjoining the half section granted to Francis Godfroy on the ten mile reserve.

To John B. Richardville principal chief of the Miami tribe, one section of land on the five mile reserve, opposite the mouth of the Mississineway river, to include the improvement made by Joseph Richardville, deceased; also, one quarter section of land on the Wabash river, at the upper part of the five mile reserve; also, two sections of land on the big reserve, commencing on the Wabash river, opposite the mouth of Ecl river, running up said river two miles, thence back for quantity so as to include within the bounds two sections of land.

To Mac-keh-teh-maug-guaw, or Black Loon, one section of land to be located on the Wabash river, at the upper line of that part of the big reserve ceded by the first article of this treaty.

To Chin-qua-quah, or Duck, one section of land to be located on said Wabash river, below and adjoining the one granted to Black Loon.

To O-san-dear, one section of land back and adjoining the one granted to Black Loon.

To Wa-pa-pe-she, one section of land back and adjoining the one granted to Duck.

To Peter Longlois one half section of land to be located at a point on Wildcat where the old trace from Mississineway to Thorntown crosses the same.

To the sons of Dupee, one half section of land 1837 to be located on the reserve at Racoon village, to be located under the direction of the President of the United States.

To Peter Guier one half section of land, to be located back of the one granted to Wa-pa-pe-she.

To Waw-pee-mung-quah, one section of land on the ten mile reserve adjoining the one to Chappene.

To Ca-ta-ke-mon-quah, daughter of Godfroy and Angelique one section of land to be located adjoining the one Waw-pee-mung-quah.

To Rebecca Hackley, one quarter section of land, to be located under the direction of the President of the United States.

And whereas the assent of the Chiefs and warriors of the said tribe of Indians, required by the aforesaid resolution of the Senate, has been given to the said amendment; which assent is as follows, viz:

We the chiefs and warriors of the Miami nation of Indians residing in the State of Indiana, having assembled in general council and having seen and duly examined each and all of the amendments, made by the Senate in the treaty negotiated between said nation and Gen. William Marshall commissioner on the part of the United States, on the 23d of October 1834 and the same having been fully and clearly explained to us, do hereby give our assent to each and all of them, in compliance with the requisition of the resolution of the Senate of the twelfth of October, 1837, advising and consenting to the ratification of said treaty.

In testimony whereof we have hereunto affixed our signatures this tenth day of November, A. D. 1837.
(Suivent les Signatures).

Now, *Therefore, be it known*, that I, *Martin van Buren*, President of the United States of America, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate; as expressed in their resolution of the twelfth day of October, one thousand eight hundred and thirty-seven, accept, ratify, and confirm, the said treaty with the amendment set forth in the said resolution.

In *testimony thereof*, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

1837 Done at the city of Washington, the 22 December 1837, in the 62 year of the Independence of the United States.

M. VAN BUREN.

By the President,
JOHN FORSYTH,
Secretary of State.

61.

Traité entre le Royaume de Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick d'une part et la Principauté de Lippe-Schaumbourg de l'autre part, sur l'accession de la dernière, excepté le bailliage de Blomberg, au système de douanes des premiers Etats. Signé et conclu à Hanovre, le 11 Novembre 1837.

(Gesetzsammlungen von Hannover, Braunschweig, Oldenburg und Lippe-Schaumburg-Bückeburg v. J. 1837).

Seine Majestät der König von Hannover,
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, und

Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig

einerseits, und

Seine Durchlaucht der Fürst zu Schaumburg-Lippe

andererseits,

von dem Wunsche geleitet, Ihre Unterthanen der Vortheile eines gegenseitigen freien Handels und Verkehrs theilhaftig zu machen, haben zur Erreichung dieses Zweckes Unterhandlungen eröffnen lassen und zu denselben bevollmächtigt:

Seine Majestät der König von Hannover Allerhöchst Ihren Geheimen Cabinetsrath, Dr. Georg Friedrich Freiherrn von Falcke, Commandeur des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens, Commandeur des Kaiser-

lich - Oesterreichischen , Königlich - Ungarischen St. Ste- 1837
phans-Ordens und Commandeur erster Classe vom Herzoglich-Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen,
und

Allerhöchst Ihren Hofrath Ernst Friedrich Georg Hüpeden , Ritter des Königlich-Hannoverschen Guelphen - Ordens und des Kurfürstlich - Hessischen Ordens vom goldenen Löwen ;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg Höchst Ihren Cammerrath Gerhard Friedrich August Jansen , Ritter des Königlich - Hannoverschen Guelphen - Ordens und Ritter vom Herzoglich - Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen ;

Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amberg , Commandeur zweiter Classe vom Herzoglich - Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen ; Commandeur des Königlich - Hannoverschen Guelphen - Ordens und des Kurfürstlich - Hessischen Ordens vom goldenen Löwen , Ritter des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens ;

Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg-Lippe Höchst Ihren Regierungs-Director Georg Joachim Langerfeldt , Ritter des Kurfürstlich - Hessischen Ordens vom goldenen Löwen , und

Höchst Ihren Geheimen Cammerrath Philipp Ernst von Landesberg ,
von welchen Bevollmächtigten in Gemässheit ihrer Vollmachten und Instructionen nachstehender Vertrag verabredet und geschlossen worden ist :

Art. 1. Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg - Lippe wollen hinsichtlich Ihres Fürstenthums Schaumburg-Lippe , jedoch mit Ausschluss Ihres Fürstlichen Amts Blomberg , dem zwischen dem Königreiche Hannover , dem Herzogthume Oldenburg und dem Herzogthume Braunschweig bestehenden gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systeme der Eingangs - , Durchgangs - , Ausgangs - und Verbrauchs-Abgaben auf Grundlage der Bestimmungen der unter diesen Staaten geschlossenen Verträge vom 1sten Mai 1834 und vom 7ten Mai 1836 beitreten .

Art. 2. Die zwischen dem Hannover - Oldenburg-Braunschweigschen Steuerverbände und dem Fürsten-

1837 thume Schaumburg-Lippe bestehenden Steuer- und Zolllinien werden aufgehoben, und wird letzteres in die Steuerlinie, welche das ganze Vereinsgebiet umgiebt, mit aufgenommen.

In diesem Gebiete findet ein völlig steuerfreier Verkehr Statt, von welchem nur ausgeschlossen sind:

- a. das Salz, worüber im Art. 8. besondere Bestimmung getroffen ist;
- b. die Spielkarten, hinsichtlich welcher im Art. 9. ebenfalls besondere Festsetzungen enthalten sind;
- c. die Kalender, hinsichtlich welcher die bestehenden Verhältnisse unverändert bleiben;
- d. das im Herzogthume Oldenburg fabricirte Bier, welches bei dem Uebergange in die anderen Vereinsstaaten der in diesen für inländisches Bier zu entrichtenden Verbrauchs-Abgabe unterliegt.

Art. 3. Die bisher in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe unter dem Namen von Zoll oder unter einer sonstigen Benennung erhobenen indirecten Abgaben, sowohl von den in dasselbe eingegangenen und zum Verbräuche bestimmten ausländischen, als von den aus dem Fürstenthume versendeten inländischen oder ausländischen, so wie von den durch dasselbe durchgeführten Gegenständen, werden aufgehoben; auch findet ein Gleiches Statt hinsichtlich der bisher von dem in dem gedachten Fürstenthume verfertigten Biere entrichteten Abgabe.

An die Stelle dieser Abgaben tritt:

- a. die in Hannover, Oldenburg und Braunschweig bereits bestehende gemeinschaftliche Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgabe, so wie die Verbrauchs- (Fabrications-) Abgabe von dem im Inlande verfertigten Branntwein, und
- b. die in Hannover und Braunschweig ebenfalls schon bestehende gemeinschaftliche Verbrauchs- (Fabrications-) Abgabe von dem im Inlande bereiteten Biere.

Art. 4. Andere Verbrauchs- oder Fabrications-Abgaben als die vom Branntwein und Biere werden in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe — wiewohl vorbehältlich der im Art. 12. erwähnten besonderen Abgaben in einzelnen Städten oder Gemeinden — nicht anders, als im Einverständnisse der contrahirenden Regierungen angeordnet werden.

Art. 5. Die Erhebung der im Artikel 3. bestimmten gemeinschaftlichen Abgaben, so wie überhaupt das zur Sicherung derselben erforderliche Verfahren wird nach den derzeit im Königreiche Hannover bestehenden, zwischen Hannover, Oldenburg und Braunschweig vereinbarten desfallsigen Gesetzen, Tarifen, Verordnungen, Reglements und Instructionen Statt finden. Um solchen in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe verbindliche Kraft zu verschaffen, werden die Gesetze, Tarife und Verordnungen vom Landesherrn, die Reglements und sonstigen Bestimmungen, nach denen die Unterthanen oder Steuerpflichtigen sich zu richten haben, aber von der Fürstlichen Regierung auf Requisition der obersten Steuerbehörde zu Hannover publicirt werden.

Art. 6. Etwaige Abänderungen der betreffenden gesetzlichen Bestimmungen oder der Tarifsätze, welche in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe zur Anwendung kommen, bedürfen der Zustimmung der Fürstlichen Regierung.

Art. 7. Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Verbote sowohl gegen die anderen Vereinsstaaten, als gegen das gemeinsame Ausland werden im Fürstenthume Schaumburg-Lippe nicht anders, als im gemeinschaftlichen Einverständnisse der anderen contrahirenden Regierungen angeordnet werden. Bestehende derartige Verbote treten ausser Kraft.

Art. 8. Hinsichtlich des Salzes (Art. 2.) sind nachstehende Bestimmungen verabredet;

- a. die Einführung fremden Kochsalzes in das Fürstenthum Schaumburg-Lippe ist verboten;
- b. die Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Regierung wird Verfügung treffen, dass der Bedarf an Salz nur aus Salinen im Königreiche Hannover bezogen werde, und ist daher der Verkehr mit Salz zwischen Hannover und Schaumburg-Lippe frei;
- c. die Ausfuhr des Salzes aus dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe in die anderen Vereinsstaaten ist nicht gestattet.

Art. 9. Die Einführung von Spielkarten in das Fürstenthum Schaumburg-Lippe ist, so lange daselbst ein Staats-Monopol für den Spielkarten-Debit nicht besteht, erlaubt; die Ausfuhr in die anderen Vereinsstaaten, weil in denselben ein Kartenstempel erhoben wird, dagegen verboten. (Art. 2).

1837 Art. 10. Wiewohl die Wasserzölle und alle andere in Bezug auf die Schifffahrt in den Vereinsstaaten zu entrichtenden Abgaben von der Gemeinschaft ausgeschlossen sind, so werden dennoch die Gegenstände, welche auf der Weser aus dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe nach einem Vereinslande oder nach dem Auslande aus- oder von daher in das Fürstenthum eingeführt werden, sowohl in der Aufuhr, als in der Niederfuhr von dem Hannoverschen und Braunschweigschen Weserzolle frei bleiben.

Art. 11. Die Chaussee-, Weg-, Pflaster- und Brückengelder, die Wage- und Niederlage-Gebühren und die sonstigen derartigen Abgaben in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe unterliegen nach wie vor der einseitigen Bestimmung der dasigen Regierung, und sind daher auch von derselben ausschliesslich zu beziehen.

Die Einwohner der anderen contrahirenden Staaten sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich behandelt werden.

Art. 12. Besondere Consumtions-Abgaben, welche die Fürstliche Regierung in einzelnen Städten oder Gemeinden für eigene Rechnung angeordnet hat, oder anordnen wird, oder einzelnen Städten oder Gemeinden für deren Rechnung bewilligt hat, oder bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung jener Regierung.

Nur ist stets von dem Grundsätze auszugehen, dass die nach solchen Städten oder Gemeinden aus den anderen Vereinsstaaten gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höhern Abgabe belegt werden dürfen, als die Gegenstände, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst, so wie von den übrigen Landeseinwohnern in diese Städte oder Gemeinden eingeführt werden.

Art. 13. Befreiungen von den gemeinschaftlichen Abgaben oder Ermässigungen derselben können, sofern sie den angenommenen Grundsätzen zufolge überhaupt zulässig, jedoch nach eben diesen Grundsätzen zur Bewilligung auf gemeinschaftliche Rechnung nicht geeignet sind, in dem Fürstenthume Schaumburg Lippe nur in so weit Statt finden, als die dasige Regierung die Restitution der von den betreffenden Steuerpflichtigen zu erlegenden Abgaben-Beträge aus der einseitigen Fürstlichen Casse anordnen wird.

Art. 14. Etwaige Entschädigungen für aufzuhebende oder bereits aufgehobene Zoll- und Steuerrechte in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe fallen der daisigen Regierung allein zur Last. 1837

Art. 15. Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg-Lippe überlassen, unbeschadet Höchst Ihrer Hoheitsrechte, die gesammte Erhebung und Verwaltung der im Artikel 2. benannten gemeinschaftlichen Abgaben in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe der Königlich Hannoverschen Regierung.

Von derselben erfolgt daher auch die Anstellung des sämmtlichen Steuerpersonals und von ihr werden die zur Erhebung und Sicherung jener Abgaben nöthigen Einrichtungen, zu welchen die Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Behörden thunlichst mitwirken werden, getroffen.

Art. 16. Bei der Wahl des Grenzaufsichts-Personals und des Oberbeamten, welcher in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe fungiren wird, ist die Königlich-Hannoversche Regierung nicht beschränkt.

Die Cassen-Beamten und Controle-Beamten im Innern werden dagegen aus denjenigen Individuen gewählt, welche hierzu von der betreffenden Fürstlichen Behörde der Königlich-Hannoverschen obersten Steuerbehörde empfohlen werden. Ist jedoch bei einem Steuer-Amte die Anstellung von zwei Cassen-Beamten erforderlich, so steht die Ernennung eines derselben der Königlich-Hannoverschen Behörde ohne Beschränkung in der Wahl zu.

Art. 17. Die Steuer-Beamten erhalten durch ihre Anstellung in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe irgend einen Anspruch an die dasige Regierung nicht, auch erlangen sie und ihre Angehörigen dadurch kein bleibendes Wohnungsrecht an dem Orte ihrer Stationirung; sie müssen vielmehr, wenn sie ein solches Recht nicht etwa auf sonstige verfassungsmässige Weise erworben haben, nach dem Aufhören der Dienstfunctionen des Angestellten von dem Königlich-Hannoverschen Staate wieder aufgenommen werden, wenn ihnen nicht das Wohnungsrecht im Fürstenthume Schaumburg-Lippe vorhin zustand.

Hinsichtlich ihrer Privat- und bürgerlichen Verhältnisse sind die Angestellten während der Dauer ihres Aufenthalts in dem gedachten Fürstenthume den da-

1837 selbst bestehenden desfallsigen Gesetzen und Einrichtungen unterworfen, und nur rücksichtlich ihrer und ihrer Söhne Militairpflichtigkeit wird in ihrer ursprünglichen Verpflichtung nichts geändert.

In ihren Dienstobliegenheiten, zu deren Ausführung ihnen jeder gesetzlich zulässige Beistand von Seiten der Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Behörden geleistet werden wird — bleiben sie ausschliesslich der Königlich-Hannoverschen Regierung untergeordnet; den Diensteid aber haben sie nicht nur dieser, sondern auch der Fürstlich - Schaumburg - Lippeschen Regierung zu leisten.

Auch kann ihnen die Erhebung und Controle von Abgaben, welche der letztgedachten Regierung einseitig zustehen, namentlich directer und sonstiger indirecter Steuern, mit Zustimmung ihrer vorgesetzten Behörde, übertragen werden, so fern daraus kein Nachtheil für den gemeinschaftlichen Dienst entsteht.

Gleichergestalt kann den für die Erhebung einseitiger Einkünfte in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe schon angestellten oder noch anzustellenden Erhebern die Erhebung und Controle der gemeinschaftlichen Abgaben, so fern keine Unzuträglichkeiten damit verbunden sind, mit übertragen werden.

In beiden Fällen sollen die betreffenden Beamten von ihrer Oberbehörde mit Hinweisung auf den geleisteten Diensteid verpflichtet werden, das Interesse jedes Staates, in Ansehung solcher besonderen Geschäfte, auf gleiche Weise, wie in Ansehung ihres eigentlichen Dienstes, wahrzunehmen.

Art. 18. Die Besoldung, Uniformirung und Bewaffnung des gedachten Steuerpersonals erfolgt Königlich-Hannoverscher Seits nach den bestehenden Normen; auch übernimmt die Fürstlich - Schaumburg - Lippesche Regierung hinsichtlich der von Hannover ohne Beschränkung der Wahl angestellten Beamten keine Verpflichtung zur Zahlung einer Pension oder sonstigen Unterstützung für den Fall ihrer Dienstunfähigkeit oder Hilfsbedürftigkeit.

Andererseits übernimmt aber auch Hannover keine solche Verpflichtung in Beziehung auf die Folge der Empfehlung von Fürstlich-Schaumburg-Lippescher Seits angestellten Beamten, und wird dieselben überhaupt

nur unter dem Vorbehalte einer dreimonatlichen Dienst- 1837
kündigung anstellen.

Art. 19. Die Uniform der Steuer-Beamte wird derjenigen gleich seyn, welche für die Beamte in den übrigen Vereinsstaaten bestimmt ist, jedoch mit Knöpfen, auf denen das Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Hoheitszeichen befindlich ist.

Die Schilder vor den Steuer-Aemtern sollen ebenfalls dieses Hoheitszeichen mit der einfachen Bezeichnung der Qualität des Amts erhalten, und die Warnungspfähle, Schlagbäume etc. mit den Landesfarben versehen werden. Imgleichen werden die bei den Steuer-Abfertigungen anzuwendenden Stempel oder Siegel, wenn solche mit einem Hoheitszeichen versehen seyn müssen, nur das Fürstliche enthalten.

Art. 20. Die Königlich-Hannoversche Regierung haftet für die Diensttreue der von ihr in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe anzustellenden Steuer-Beamten in der Art, dass sie die durch Dienstuntreue eines solchen Beamten entstehenden Ausfälle der gemeinschaftlichen Casse ersetzt. Daher sind auch die von den Steuer-Einnehmern zu schaffenden Dienst-Cautionen nach den desfalligen im Königreiche Hannover bestehenden Vorschriften zu reguliren, und der dasigen Steuer-Verwaltung zu bestellen.

Art. 21. Die Administrationskosten werden aus dem Brutto-Ertrage der gemeinschaftlichen Abgaben bestritten. Ausgenommen hiervon sind diejenigen Kosten, welche durch die etwaige, nach den Local-Verhältnissen nicht zu umgehende Erbauung und die bauliche Unterhaltung von Amts-Localen in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe verursacht werden, und welche aus der Fürstlichen Staats-Casse einseitig zu tragen sind.

Art. 22. Der nach Abzug der Administrationskosten sich ergebende Reinertrag der gemeinschaftlichen Abgaben wird unter die Vereinsstaaten, nach Massgabe der Bevölkerung ihrer im Steuerverbände befindlichen Gebietsheile, vertheilt.

Diese wird im Fürstenthume Schaumburg-Lippe nach den für die Vereinsstaaten bestehenden gleichmässigen Grundsätzen alle drei Jahre ausgemittelt, und der wirkliche Stand derselben am ersten Julius des betreffenden Jahrs für die nächstfolgenden drei Jahre zum Grunde gelegt werden.

1837 Art. 23. Die im vorstehenden Artikel gedachte Vertheilung des gemeinschaftlichen Aufkommens geschieht in Folge einer Abrechnung, welche den Zeitraum vom 1sten Julius des einen, zum 1sten Julius des nächstfolgenden Jahrs umfasst, und wozu die Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Regierung einen Bevollmächtigten abordnen kann.

Diese Abrechnung wird auf den Grund der von den gemeinschaftlichen Erhebungs-Aemtern abgelegten Rechnungen und der nach solchen von den Central-Steuerbehörden der anderen Vereinsstaaten angefertigten, gemeinschaftlich geprüften und festgestellten Rechnungs-Abschlüsse vorgenommen; der auf den Kopf der Bevölkerung im Vereinsgebiete fallende Reinertrag der verschiedenen unter den betreffenden Staaten gemeinschaftlichen Abgaben wird festgestellt, und darnach der auf das Fürstenthum Schaumburg-Lippe nach Massgabe seiner Bevölkerung fallende Theil der Fürstlichen Staats-Casse ohne Verzug überwiesen. Auf diesen Antheil werden jedoch monatliche Abschlagszahlungen nach dem muthmasslichen Reinertrage geleistet werden.

Art. 24. Die Verfolgung, Untersuchung und Bestrafung der Vergehen gegen die Gesetze über die gemeinschaftlichen Abgaben erfolgt im Fürstenthume Schaumburg-Lippe nach den in den Vereinsstaaten bestehenden gleichmässigen Gesetzen, das Strafverfahren nach dem Gesetze über die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, jedoch mit der Massgabe, dass

- a. unter Anwendung der sonstigen Bestimmungen im IXten Abschnitte dieses Gesetzes unter Lit. B. 1. und 2. die Bestimmung der Gerichtsgebühren im Ermässigungs-Verfahren;
- b. die besonderen processualischen Vorschriften hinsichtlich des nach erfolglos angewandten Ermässigungs-Verfahren eintretenden gerichtlichen Verfahrens bei der Untersuchung und Entscheidung in erster und etwaiger weiterer Instanz, worauf die Bestimmungen in dem erwähnten Abschnitte unter Littera B. 3. sich beziehen, — nebst dem in diesem Verfahren eintretenden Gerichtsgebühren, und
- c. das Verfahren wegen der gerichtlichen und aussergerichtlichen Beitreibung und Einziehung aller Geldstrafen und Kosten,

der einseitigen Bestimmung der Fürstlichen Regierung 1837 vorbehalten bleibt.

Dieselbe wird jedoch darauf Bedacht nehmen, dass das unter Littera B. erwähnte gerichtliche Verfahren ein möglichst mündliches, schnelles und abgekürztes sey.

Art. 25. Das Begnadigungs- und Straf-Verwandlungsrecht in denjenigen Steuer-Contraventionssachen, in welchen von Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Gerichten eine Strafe verhängt ist, stehet der dasigen Landesherrschaft zu, und es erfolgt deren Entscheidung auf den Bericht ihrer obern Verwaltungsbehörde, welche zuvor mit der obersten Steuerbehörde darüber zu communiciren hat.

Ueber die Berechnung der Steuer-Strafgelder, so wie der confiscirten Gegenstände oder deren Werthes aus Contraventionen, welche über Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Gerichte zu entscheiden haben, ist weitere Vereinbarung getroffen; die eingezogenen defraudirten Abgaben fließen in die gemeinschaftliche Casse.

Art. 26. Gleichwie die Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Regierung auch Ihrer Seits die Zwecke des Vereines durch die zur Sicherung der gemeinschaftlichen und besonderen Abgaben erforderlichen Massregeln bereitwillig und kräftig unterstützen wird, so tritt dieselbe auch dem zwischen den übrigen Vereinsstaaten über die Unterdrückung des Schleichhandels, über die Verfolgung der Spuren begangener Steuer-Contraventionen und über die desfalls zu leistende gegenseitige Rechtshülfe abgeschlossenen Steuer- und Zoll-Cartell bei, und wird dasselbe publiciren lassen.

Auch tritt dieselbe der zwischen dem Königreiche Preussen und den übrigen Staaten des Steuervereines einerseits, und den Staaten des Zollvereines andererseits über die Unterdrückung des Schleichhandels unter dem 1sten dieses Monats abgeschlossenen Uebereinkunft bei.

Art. 27. Die Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Regierung hat die Befugniss, auf ihre Kosten der Provinzial-Steuerbehörde (Steuer-Direction) zu Hannover, welcher die Verwaltung der gemeinschaftlichen Abgaben im Fürstenthume übertragen werden wird, einen Commissarius beizuordnen, der bei gedachter Behörde von allen Geschäften und Verfügungen, die sich auf das gemeinschaftliche Abgabensystem beziehen, Kenntniss zu nehmen, auch den desfallsigen Berathungen beizuwohnen, und insbesondere diejenigen Angelegenheiten,

1837 welche sich auf das Fürstenthum Schaumburg-Lippe beziehen, zu beachten hat.

Art. 28. Das in den übrigen Vereinsstaaten bei der Erhebung der gemeinschaftlichen Abgaben bestehende gleiche Münz-, Mass- und Gewichtssystem wird auch bei der Erhebung dieser Abgaben in dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe zum Grunde gelegt, und das Verhältniss des daselbst geltenden, von jenen Normen noch abweichenden Gemässes durch eine zu veröfentlichende Reductions-Tabelle festgesetzt werden.

Art. 29. Zur Beförderung und Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs werden, mit Ausnahme der Hausirer, diejenigen Handel- und Gewerbetreibenden aus den übrigen Vereinsstaaten, welche sich zur Ausübung ihres Handels oder Gewerbes in das Fürstenthum Schaumburg-Lippe begeben, daselbst zu Gewerbesteuern nicht herangezogen werden, wenn sie selbst oder die, in deren Diensten sie stehen, in demjenigen Staate, worin sie ihren Wohnsitz haben, zum Handel oder Gewerbe befugt sind; und in den übrigen Staaten wird hinsichtlich der Handel- oder Gewerbetreibenden aus dem Fürstenthume Schaumburg-Lippe das Nämliche beobachtet werden.

Art. 30. Auch wird die Fürstlich-Schaumburg-Lippesche Regierung mit den übrigen Vereinsstaaten über gleichmässige Vorschriften zu einer zweckmässigen Regulirung des Hausirhandels sich zu vereinigen bereit seyn.

Art. 31. Verträge mit anderen Staaten, welche die gemeinschaftlichen Abgaben betreffen, und das Interesse der Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Unterthanen mit berühren, sollen in ihren Folgen den gedachten Unterthanen eben so, wie denen der übrigen Vereinsstaaten zu Statten kommen.

Art. 32. Die Dauer dieses Vertrages, welcher mit dem 1sten Januar 1838 zur Ausführung kommen wird, ist vorläufig bis zum Ablaufe des Jahres 1841 bestimmt, und soll, wenn nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen oder der andern Seite eine Aufkündigung erfolgen sollte, als noch auf 6 Jahre, und so fort von 6 zu 6 Jahren, als verlängert angesehen werden.

Im Fall einer Verständigung sämmtlicher deutscher Bundesstaaten über gemeinsame Massregeln in Beziehung auf Eingangs-, Durchgangs-, Ausgangs- und Ver-

brauchs-Abgaben soll jedoch von der Zeit an, von 1837 welcher die desfallsigen Beschlüsse in Wirksamkeit treten, der gegenwärtige Vertrag aufhören.

Auch werden, wenn die deutschen Bundesstaaten über freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Verabredung treffen, dem gemäss die erforderlichen Modificationen in dem durch gegenwärtigen Vertrag angenommenen Systeme eintreten.

Art. 33. Dieser Vertrag soll in vier gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt, und unverzüglich zur Ertheilung der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst Statt finden wird.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover, am elften November Eintausend Achthundert Sieben und Dreissig.

(L. S.) GEORG FRIEDRICH Freiherr von FALCKE.

(L. S.) ERNST FRIEDRICH GEORG HÜFEDEN.

(L. S.) GERHARD FRIEDRICH AUGUST JANSEN.

(L. S.) AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG.

(L. S.) GEORG JOACHIM LANGERFELDT.

(L. S.) PHILIPP ERNST VON LANDESBERG.

62.

Convention entre le Royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick pour la construction d'une route de fer de la ville de Brunswick jusqu'à Harzbourg et Goslar. En date du 13 Novembre 1837.

(Hannoversche Zeitung 1838. v. 27. Januar Nro. 24.).

Nachdem Seine Majestät der König von Hannover und Se. Durchl. der Herzog von Braunschweig beschlossen haben, behuf Erleichterung des Verkehrs Eisenbahnen von Braunschweig nach Harzburg und nach Goslar zur Ausführung bringen, auch dieselben gegenseitig

1837 durch Ihre Gebiete führen zu lassen, und dann zu den solcherhalb erforderlichen näheren Unterhandlungen Seine Majestät der König von Hannover Allerhöchstihren Hofrath Ernst Friedrich Georg Hüpeden, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen- und des Kurhessischen goldenen Löwen-Ordens, und Allerhöchstihren Geheimen Canzlei-Secretair Carl Ludwig Rudolph Hoppenstedt; und Se. Durchl. der Herzog von Braunschweig und Lüneburg Höchstihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur zweiter Classe des Herzoglich Braunschweigschen Ordens Heinrich des Löwen, Commandeur des Königlich Hannoverschen Guelphen- und des Kurhessischen goldenen Löwen-Ordens, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens; zu Bevollmächtigten ernannt haben; so ist von denselben, unter Vorbehalt der Ratification, nachfolgender Vertrag verabredet und geschlossen worden:

Art. 1. Die Königlich Hannoversche Regierung gestattet der Herzoglich Braunschweigschen Regierung, eine von Braunschweig über Wolfenbüttel nach Harzburg anzulegende Eisenbahn durch Königlich Hannoversches Gebiet zu führen. Die bei dieser Anlage zu befolgende Bahnlinie ist im Allgemeinen dahin festgestellt, dass die Bahn ostwärts von Heiningen im Herzoglich Braunschweigschen Gebiete angelegt, zuerst unweit Heiningen in das Königlich Hannoversche Gebiet eintritt, und durch dasselbe neben den Ortschaften Burgdorf, Schladen, Wiedelah und Vienenburg bis an die im Thale des Radauflusses belegenen beiderseitigen Landesgränzen und sodann in das Herzoglich Braunschweigsche Amt Harzburg geführt wird.

Art. 2. Die speciellere Feststellung der Bahnlinie bleibt zwar der Herzoglich Braunschweigschen Regierung überlassen; es wird jedoch eine darüber anzufertigende General-Karte gleichzeitig bei Auswechslung der Ratifications-Urkunden dieses Vertrages und ein Special-Plan der ganzen Bahn im Königlich Hannoverschen Gebiete nach Beendigung des Baues der Königlich Hannoverschen Regierung mitgetheilt werden. — Eine Abweichung von der festgestellten, in der General-Karte bezeichneten Bahnlinie, bedarf einer fernere-

ren vorgängigen Verständigung zwischen beiden Regierungen. 1837

Art. 3. Die zur Eisenbahn-Anlage im Königlich Hannoverschen Gebiete erforderliche Abtretung des Grundes und Bodens, so wie die dazu etwa nöthige Aufhebung von Grund-Gerechtsamen, geschieht, in so fern gütliche Vereinbarungen zwischen den Betheiligten nicht zu erreichen sind, nach den Bestimmungen des für das Königreich Hannover etwa zu erlassenden Expropriations-Gesetzes. — Domanial-Pertinenzien, welche zur Bahn-Anlage erforderlich seyn möchten, sollen unter Vorbehalt des Eigenthums an die Herzoglich Braunschweigsche Regierung zur Benutzung für die Bahn-Anlage gegen angemessene Entschädigung abgetreten werden.

Art. 4. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung verspricht bei der Auswahl und Erwerbung der zur Bahn-Anlage abzutretenden Grundflächen und Gerechtsame mit möglichster Billigkeit gegen die dabei im Königreiche Hannover Betheiligten zu verfahren. — Die Königlich Hannoversche Regierung wird sowohl durch die Local-Obrigkeit als auch durch die Domanial-Behörde thunlichst dahin wirken, dass der Zweck einer gütlichen Vereinbarung in obiger Beziehung vollständig erreicht werde.

Art. 5. In Beziehung auf die von den abzutretenden Grundflächen zu prästirenden öffentlichen, gutherrlichen, Parochial- und Communal-Lasten und Abgaben wird das künftige Rechtsverhältniss durch die über die Acquisition jener Grundflächen abzuschliessenden Contracte mit festgestellt werden. — Die auf den abzutretenden Flächen haftende Grundsteuer wird jedoch jedenfalls von der Herzoglich Braunschweigschen Regierung übernommen.

Art. 6. Die für die Eisenbahn acquirirten, im Königlich Hannoverschen Gebiete belegenen, Grundstücke dürfen ohne vorgängige Zustimmung der Königlich Hannoverschen Regierung weder veräussert noch mit dinglichen Lasten beschwert werden.

Art. 7. Die Landeshoheit bleibt in Ansehung der ganzen Bahn-Anlage, so weit sie das Königlich Hannoversche Gebiet berührt, der Krone Hannover ausschliesslich vorbehalten. Es sollen mithin alle Bestimmungen, welche über die Benutzung von Eisen-

1837 bahnen im Königreiche Hannover demnächst etwa erlassen werden, auch auf die Braunschweig Harzburger Eisenbahn zur Anwendung kommen, in soweit nicht ein Anderes durch die nach Art. 23. des gegenwärtigen Vertrages festzustellende Bahn-Ordnung bestimmt wird.

Art. 8. Die Bahn soll zu zweckmässiger Beförderung von Personen und Gütern eingerichtet, und mit möglichster Solidität so construirt und jederzeit so unterhalten werden, dass mit Ausnahme solcher Perioden, wo durch die Ausführung von Reparaturen eine Unterbrechung unvermeidlich verursacht wird, in der Benutzung der Bahn keine Behinderungen eintreten. — Die Wahl und Einrichtung der Beförderungsmittel hängt von dem Ermessen der Herzoglich Braunschweigschen Regierung ab.

Art. 9. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung wird solche Einrichtungen treffen, dass die im Königlich Hannoverschen Gebiete belegene Bahnstrecke gegen Ueberschwemmungen gesichert, und dass in deren Umgebungen die jetzige Inundationsfläche nicht zum Nachtheile der Hannoverschen Grundbesitzungen verändert werde. — Die zu diesem Zwecke oder wegen der Bahn-Anlage überhaupt erforderliche Correction des Okerflusses im Königlich Hannoverschen Gebiete, soll nach einem, von der Herzoglich Braunschweigschen Regierung mitzutheilenden, durch das Königlich Hannoversche Ministerium festzustellenden, Plane geschehen.

Art. 10. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung wird dafür sorgen, dass die Verbindung zwischen einzelnen Ortschaften und Grundbesitzungen im Königlich Hannoverschen Gebiete weder gestört noch unverhältnissmässig erschwert werde. — Die solcherhalb zu treffenden Anordnungen, namentlich die Anzahl, den Platz und die Einrichtung der Ueberfahrten und Triften, sollen wo möglich durch eine zwischen dem Herzoglich Braunschweigschen Bevollmächtigten und den dabei diesseits Betheiligten abzuschliessende Uebereinkunft festgestellt werden, welche den zuständigen Regiminal-Behörden zur Prüfung und Genehmigung vorzulegen ist. — Kann eine Vereinbarung auf diesem Wege nicht erreicht werden, so wird das Königlich Hannoversche Ministerium die Differenz definitiv entscheiden, wobei jedoch den Gemeinden und Privatper-

sonen die gerichtliche Geltendmachung etwaiger Rechts- 1837
ansprüche vorbehalten bleibt.

Art. 11. Anpflanzungen von Bäumen an den Seiten der Bahn dürfen nur mit Zustimmung der dabei betheiligten Grundbesitzer geschehen. — Anpflanzungen von Buschwerk und Hecken sind an eine derartige Zustimmung nicht gebunden, vorausgesetzt, dass dabei etwa bestehende gesetzliche oder observanzmässige Regeln beobachtet werden.

Art. 12. Sollte die Bahn-Anlage nach erfolgter Acquisition der Grundstücke nicht vollendet, oder später zu Eisenbahn-Transporten nicht weiter benutzt werden, so ist bei der sodann einzuleitenden Veräusserung der im Königlich Hannoverschen Gebiete belegenen Bahn-Grundstücke den Eigenthümern der anliegenden Grundbesitzungen ein Vorkaufsrecht zu gestatten.

Art. 13. Bei etwaiger Stellung von Menschen oder Pferden behuf Anlegung und Unterhaltung der Eisenbahn, so wie behuf der Eisenbahn-Transporte, ist den Königlich Hannoverschen Unterthanen gleiche Concurrenz mit den Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen zu gestatten. — Diejenigen Arbeiten bei der Bahn-Anlage im Königlich Hannoverschen Gebiete, welche nicht eigentliche Kunstfertigkeit erfordern, sollen vorzugsweise durch Königlich Hannoversche Unterthanen, welche dazu von der Local-Obrigkeit zu designiren sind, — beschafft werden, — in so weit solche in hinreichender Anzahl sich finden, und vorausgesetzt, dass sie mit demjenigen Arbeitslohne sich begnügen, für welchen dieselben Arbeiten durch Andere verrichtet werden können.

Art. 14. Die Bestimmung des Bahn- und Transport-Geldes für Personen, Thiere und Sachen bleibt der Herzoglich Braunschweigschen Regierung überlassen, welche dasselbe zum Besten des öffentlichen Verkehrs so billig als möglich stellen wird. — Das Bahn- und Transport-Geld für Sachen jeder Art soll jedoch in keinem Falle höher angesetzt werden, als der Frachtlohn der gewöhnlichen Fuhrleute auf gewöhnlichen Chausseen und Wegen gleichzeitig und bei leichter Waaren-Qualität und Entfernung unter gleichen örtlichen Verhältnissen zu stehen kommt.

Art. 15. Bei der Benutzung der Bahn zur Förderung von Personen, Thieren und Sachen, namentlich

1837 bei Feststellung und Erhebung der Bahn- und Transport-Gelder, sollen die gegenseitigen Unterthanen unter übrigens gleichen Verhältnissen gleichmässig behandelt werden, so dass den Herzoglich Braunschweigschen Unterthanen als solchen, dabei kein Vorzug vor den Königlich Hannoverschen Unterthanen eingeräumt werden darf. — Der Königlich Hannoverschen Bergwerks- und Hütten-Verwaltung soll die Benutzung der Bahn zu Transporten jeder Art unter denselben Bedingungen eingeräumt werden, wie sie für die Herzoglich Braunschweigsche Bergwerks- und Hütten-Verwaltung zur Anwendung kommen. — Die Bahn-Verwaltungsbehörde wird von der Herzoglich Braunschweigschen Regierung angewiesen werden, diesen Grundsätzen gemäss zu verfahren, und sollen zugleich die mit specieller Verwaltung der Bahn und des Transport-Wesens beauftragten Officianten auf genaue Befolgung der vorstehenden Verabredungen, nach einer zwischen den beiden contrahirenden Regierungen gemeinschaftlich festzustellenden Eidesformel, verpflichtet werden. — Im Uebrigen soll, der obigen Grundsätze unbeschadet, der Bahn-Verwaltung überlassen seyn, solche Personen, Thiere oder Sachen, welche sich allgemein oder in einzelnen Fällen zu dem Transporte auf der Bahn nicht eignen, davon auszuschliessen.

Art. 16. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung wird für angemessene polizeiliche Beaufsichtigung der ganzen Bahnstrecke sorgen. — Diese Beaufsichtigung kann zwar Herzoglich Braunschweigschen Officianten auch im Königlich Hannoverschen Gebiete übertragen werden; es sollen jedoch die in diesem Gebiete vorkommenden, die Bahn-Anlage oder deren Transporte betreffenden Polizei- oder Criminal-Vergehen, den Königlich Hannoverschen Behörden zur Untersuchung und zum Erkenntnis angezeigt, und nach Königlich Hannoverschen Gesetzen beurtheilt werden.

Art. 17. Der Betrieb auf der Eisenbahn soll, so lange derselbe von der Herzoglich Braunschweigschen Regierung auf Rechnung des Staats besorgt wird, mit einer Gewerbesteuer oder ähnlichen öffentlichen Abgabe im Königreiche Hannover nicht beschwert werden.

Art. 18. Für den Fall, dass die zwischen den contrahirenden Staaten jetzt bestehende Steuer- und Zollvereinigung nicht fortgesetzt, und in beiden Staaten

ein getrenntes Steuer- und Zoll-System wieder einge-¹⁸³⁷
führt werden sollte, ist in Ansehung der auf der Braun-
schweig-Harzburger Eisenbahn von Seiten Hannovers
etwa zu erhebenden Durchgangs-Abgaben Folgendes ver-
abredet: 1) Frei von jeder Durchgangs-Abgabe werden
gelassen werden: a. die im ersten Abschnitte des jetzt
bestehenden Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Ab-
gabe-Tarifs angegebenen Gegenstände, mit Ausnahme
derjenigen, welche darin ad Nris 10, 13, 26, 28, 32
und 42 bezeichnet sind; b. folgende rohe Producte und
Fabrikate, nämlich: Getreide, Hülsenfrüchte und Oelsa-
men aller Art, Butter, Käse, Wolle, rohe Häute und
Felle, Wildpret, gemeines Harz, Pott- und Waidasche,
Steinkohlen, Kalk, Gyps, behauene Bau-, Bruch- und
Quadersteine, gebrannte Mauer- und Dachsteine, ge-
meine Töpferwaare, Europäisches Bau- und Nutzholz,
Borke und Lohe, Torf und die Producte und Fabrikate
des herrschaftlichen Berg- und Hüttenbetriebes. 2) Alle
anderen Gegenstände des Handels und Verkehrs dürfen
einer Durchgangs-Abgabe unterworfen werden, welche
jedoch höchstens ein Achttheil der nach dem allgemei-
nen Gesetze alsdann zur Anwendung kommenden Ab-
gabe-Sätze betragen darf.

Art. 19. Soll die Bau-Anlage selbst, oder der Be-
trieb der Eisenbahn-Transporte an Privat-Gesellschaf-
ten oder an sonstige Privat-Unternehmer, sey es im
Wege einer Concession oder einer Verpachtung überge-
hen, so ist dazu die Zustimmung der Königlich Hanno-
verschen Regierung erforderlich und wird dann über
die einer Abänderung bedürftigen Punkte des gegen-
wärtigen Vertrages das Nähere zwischen den Regierun-
gen beider Staaten verabredet werden.

Art. 20. Die Herzoglich Braunschweigsche Regie-
rung wird die Königlich Hannoversche Regierung gegen
alle, wider diese letztere in Folge der Eisenbahn-An-
lage etwa zu erhebenden Ansprüche Dritter vertreten
und jeden derartigen Anspruch auf ihre Kosten zur
Erledigung bringen.

Art. 21. Die Herzoglich Braunschweigsche Regie-
rung gestattet der Königlich Hannoverschen Regierung
eine von Goslar nach Vienenburg anzulegende, der
Braunschweig-Harzburger Bahn anzuschliessende Eisen-
bahn durch Herzoglich Braunschweigsches Gebiet zu
führen. — Alle in den vorstehenden Artikeln 2 bis

1837 20 enthaltenen Bestimmungen sollen, im umgekehrten Verhältnisse, wegen der Eisenbahn zwischen Goslar und Vienenburg gleichmässig zur Anwendung kommen, so dass die durch jene Bestimmungen begründeten Rechte und Verpflichtungen der einen Regierung, hinsichtlich der Goslar-Vienenburgschen Bahn-Anlage, als Rechte und Verpflichtungen der andern Regierung anzusehen sind.

Art. 22. Unweit der Ortschaften Vienenburg und Schladen werden von Seiten der Herzoglich Braunschweigischen Verwaltung Abladeplätze behuf der Eisenbahn-Transporte angelegt. — Der neben Vienenburg anzulegende Abladeplatz wird zur Aufnahme aller von Goslar und Oker ankommenden und dahin abgehenden Transporte vollständig mit eingerichtet. — Die Kosten der Einrichtung und Unterhaltung dieses Abladeplatzes und seiner Zubehörungen an Gebäuden und Utensilien jeder Art übernimmt die Herzoglich Braunschweigische Regierung, auch gestattet dieselbe dem Königlich Hannoverschen Gouvernement die unentgeltliche Benutzung jenes Abladeplatzes für alle Transporte zwischen Vienenburg und Goslar. — Dagegen sollen die zur Errichtung des Vienenburger Abladeplatzes erforderlichen Grundstücke auf Kosten der Königlich Hannoverschen Regierung acquirirt werden. — Die Auswahl der für diesen Abladeplatz zu bestimmenden Fläche und die Feststellung ihres Umfanges an Grund und Boden bleibt der näheren Verabredung überlassen. — Für die Goslar-Vienenburgsche Bahn wird von Seiten der Königlich Hannoverschen Verwaltung ein Abladeplatz neben dem Dorfe Oker eingerichtet.

Art. 23. Zur thunlichsten Sicherung der Bahn und Bahnfahrten gegen Gefährdungen und Störungen, soll eine Bahn-Ordnung gleichmässig für die Bahnen nach Harzburg und nach Goslar durch die Regierungen beider Staaten gemeinschaftlich festgestellt und erlassen werden.

Art. 24. Die contrahirenden Regierungen verpflichten sich, auf der von ihnen angelegten Eisenbahn, die Spurbreite, — welche bei dem ersten Baue der Goslar-Vienenburgschen Bahn nach der Spurbreite der Braunschweig-Harzbürger Bahn bestimmt werden soll, — späterhin nicht anders als gemeinschaftlich und gleichzeitig abzuändern.

Art. 25. Jedem der beiden contrahirenden Staaten **1837** ist die Anschliessung von Seiten- oder Zweig-Bahnen an die Haupt-Bahn, innerhalb seines Gebietes in jeder Richtung gestattet.

Art. 26. Jeder der beiden Regierungen wird über die Einzelheiten des ganzen Planes, namentlich über die Bauart, über die Förderungsmittel, über die Verwaltung des Transport-Wesens und über die Einrichtung der Abladeplätze alle diejenigen Nachrichten bereitwillig mittheilen, welche die andere Regierung zu erhalten etwa wünschen möchte.

Art. 27. Nach Ablauf eines Zeitraumes von Fünfzig Jahren, vom Tage der Auswechselung der Ratifications-Urkunden des gegenwärtigen Vertrages angerechnet, soll jeder der contrahirenden Staaten befugt seyn, die in seinem Gebiete belegene von dem andern Staate erbaute Bahnstrecke, respective zwischen Braunschweig und Harzburg und Vienenburg und Goslar, als Eigenthum käuflich zu erwerben. — Das Kaufgeld ist in solchem Falle durch Taxation auszumitteln, über deren Grundlagen beide Regierungen eintretenden Falls sich vereinigen wollen. — Wegen gegenseitiger Benutzung der Bahn zwischen den oben bemerkten Ortschaften wird dann gleichzeitig ein neuer Vertrag zwischen beiden Staaten abgeschlossen werden. So lange der eine oder der andere Staat von jener Befugniss zum Ankaufe nicht Gebrauch macht, und eine sonstige Vereinbarung nicht zu Stande kommt, soll der gegenwärtige Vertrag in Kraft bleiben.

Art. 28. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt und unverzüglich zur Ertheilung der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen vorgelegt werden, deren Auswechselung baldthunlichst Statt finden wird. — Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden. — So geschehen Hannover, am dreizehnten November Eintausend Acht-hundert Sieben und Dreissig.

(L. S.) ERNST FRIEDRICH GEORG HÜPEDEN.

(L. S.) CARL LUDWIG RUDOLPH HOPFENSTEDT.

(L. S.) AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMBERG.

1837

Separat-Artikel

zu dem zwischen dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig abgeschlossenen Verträge vom heutigen Tage, betreffend die Anlegung von Eisenbahnen zwischen Braunschweig, Harzburg und Goslar.

Art. 1. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung gestattet der Königlich Hannoverschen Regierung die Anlegung einer Eisenbahn von Hannover in oder durch die südlichen Provinzen des Königreichs durch das Herzoglich Braunschweigsche Gebiet, wogegen die Königlich Hannoversche Regierung der Herzoglich Braunschweigschen Regierung die Befugniß zur Anschliessung einer von Braunschweig aus, in oder durch das Königlich Hannoversche Gebiet nach jenen Provinzen zu führenden Eisenbahn zugesteht, und sollen bei solchen Eisenbahn-Anlagen die alsdann bestehenden Expropriations-Gesetze gegenseitig zur Anwendung kommen. — Ueber die specielle Richtung dieser Eisenbahnen sollen eintretenden Falls demnächst fernere Verhandlungen eingeleitet werden, bei denen jedoch von keiner Seite lästigere Bedingungen, als die für die Bahnen von Braunschweig nach Harzburg und Goslar festgestellten, zu machen sind. — Hinsichtlich der für jene Bahnen etwa anzuordnenden Durchgangs-Abgaben ist von dem Grundsatz auszugehen, dass für die Verbindung der Hansestädte mit dem Süden die beiderseitigen Durchgangs-Abgaben, sowohl für die über Hannover als für die über Braunschweig führende Strasse gleichgestellt werden.

Art. 2. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung gestattet der Königlich Hannoverschen Regierung eine, vom Oberharze über Langelsheim im Innersten Thale abwärts, oder nach Goslar, oder vom Oberharze ab, im Oker Thale etwa anzulegende Eisenbahn, durch Herzoglich Braunschweigsches Gebiet zu führen. — Bei der hierüber demnächst zu treffenden näheren Verabredung sollen die Bedingungen des gegenwärtigen Vertrages zum Grunde gelegt werden.

Art. 3. Die Herzoglich Braunschweigsche Regierung erklärt sich bereit, sowohl die Verwaltung der Vienenburg-Goslarschen Bahn-Anlage selbst, als auch den ganzen Betrieb der Transporte auf dieser Eisenbahn mit zu übernehmen, in so fern solches von der

Königlich Hannoverschen Regierung gewünscht werden sollte. Es bleibt jedoch vorbehalten, für diesen Fall das Nähere durch gegenseitige Vereinbarung festzustellen. 1837

Art. 4. In Beziehung auf das Interesse der Postverwaltung, sind für die Dauer des jetzigen, zwischen beiden Staaten bestehenden Postvertrages die nachstehenden Bestimmungen verabredet: 1) Das nach §. 34. der Herzoglichen Postordnung bestehende Vorrecht der Post zu ausschliesslicher Beförderung von Personen an bestimmten Tagen und Stunden nach bestimmten Orten, wird hinsichtlich der Route zwischen Braunschweig und Harzburg über Wolfenbüttel zu Gunsten der Eisenbahn-Anlage auf selbiger aufgehoben. Die zwischen Braunschweig und Wolfenbüttel circulirenden Posten sollen, in so weit deren Zweck demnächst durch die Eisenbahn - Anlage erfüllt wird, eingezogen werden. 2) Das weitere Vorrecht der Post zu ausschliesslicher Beförderung der Briefe, Zeitungen, Packete bis zu 20 Pfd., und Gelder, bleibt in seinem ganzen, durch die §§. 35, 36 und 37 der Herzoglichen Postordnung bestimmten Umfange, der Eisenbahn-Anlage ungeachtet, bestehen. 3) Zur Entschädigung der Postcasse für den in Folge der Anordnung ad 1. entstehenden Verlust soll aus den Einnahmen von der Eisenbahn in die Postcasse eine bestimmte Summe jährlich gezahlt werden, welche demjenigen Betrage gleich kommt, welcher nach einem Durchschnitte der letzten drei Jahre an Personengeld bei der Journalière zwischen Braunschweig und Wolfenbüttel, nach Abzug der Kosten dieser Post, an Fuhrlohn und Wagengeld jährlich in die Postkasse gelassen ist. Ausserdem sollen die Postsendungen an Briefen, Zeitungen, Päckereien und Geldern zwischen Braunschweig, Wolfenbüttel und Harzburg, so wie die denselben beizugebenden Conducteurs oder sonstigen Unterbedienten, in von Seiten der Eisenbahn-Direction zu unterhaltenden eigenen Wagen, oder anzuweisenden besonderen Verhältnissen auf den vorhandenen Fuhrwerken, ohne Begütung aus der Postcasse auf der Eisenbahn befördert werden. 4) Für den Fall der Anlegung einer Eisenbahn von Vienenburg nach Goslar, soll über die dabei in Betracht kommenden Verhältnisse der Post eine besondere Verabredung zwischen den beiderseitigen Regierungen getroffen werden. — Vorstehende Separat-Artikel werden, gleich dem Vertrage selbst, in

1837 zwei gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt, zur Ertheilung der Ratificationen vorgelegt und letztere ausgewechselt werden. — Urkundlich sind diese Artikel von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden. — So geschehen Hannover, am drei-

63.

Actes concernant les différends entre le gouvernement prussien et l'Archevêque de Cologne, le Baron Droste de Vischering.

(Publication officielle du gouvernement prussien).

Traduction française.

I.

Lettre de l'Archevêque de Cologne, à M. Claessen,

Prévôt du chapitre à Aix-la-Chapelle.

M. le président supérieur de la province du Rhin pense que vous n'êtes pas suffisamment au courant de l'état de la question des mariages mixtes, et il m'a déjà prié deux fois de vous en instruire.

Voici donc quelle est la situation des choses:

Le bref de Sa Sainteté Pie VIII du 25 Mars 1830 vous est connu. Conformément à ce bref et pour en faciliter l'exécution, il a été conclu une convention entre feu mon prédécesseur le comte Spiegel d'un côté, et M. Bunsen, ministre résident de Sa Majesté, désigné à cet effet, de l'autre; convention approuvée par le roi. Il y a été stipulé que l'on adresserait une instruction aux vicaires généraux, ce qui en effet a eu lieu.

Dans cette instruction, il est dit que *la bénédic-*

zehnten November Eintaused Achthundert Sieben und 1837
Dreissig.

(L. S.) ERNST FRIEDRICH GEORG HÜPEDEN.

(L. S.) CARL LUDWIG RUDOLPH HOFFENSTEDT.

(L. S.) AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AM-
BERG.

63.

*Aktenstücke in Betreff der Streitig-
keiten zwischen der Königl. Preussis-
chen Regierung und dem Erzbischof
von Cöln, Freiherrn Droste von Vi-
sching.*

(Officielle Bekanntmachungen der Königl. Preussischen
Regierung).

Originaltexte.

I.

*Schreiben des Erzbischofs von Köln an den
Domprobst Claessen in Aachen.*

Der Herr Ober-Präsident der Rheinprovinz meint,
Ew. Hochwürden seyen nicht gehörig bekannt mit der
Sachenlage in Beziehung auf die gemischten Ehen, und
hat mich schon zweimal ersucht, Sie davon in Kennt-
niss zu setzen.

Die Lage nun ist folgende:

Das Breve Sr. Heiligkeit Pius VIII. vom 25sten
März 1830 ist Ihnen bekannt. In Gemässheit dieses
Breve's und zur Erleichterung der Ausführung dessel-
ben ist dann eine Uebereinkunft unter einer Seite mei-
nem sel. Herrn Vorfahren, dem Grafen Spiegel und
andererseits dem Allergnädigst angeordneten Minister-
Residenten, Herrn Bunsen, abgeschlossen, welche
Uebereinkunft von Sr. Majestät dem Könige Allergnä-
digst bestätigt worden ist. In dieser Uebereinkunft
wird auch bestimmt, dass eine Instruction an die Ge-
neral-Vicariate erlassen werden solle, welches auch
damals geschehen ist.

In dieser Instruction heisst es unter andern: den

1837 *tion des relevailles des accouchées catholiques de mariages mixtes ne devra jamais être refusée, parce que ce refus serait une espèce de censure (l'instruction paraît regarder ici le refus des relevailles comme appartenant aux censures que le chef de l'Eglise a interdites dans les termes suivants: tum sane abstinentium erit a catholica eadem persona censuris in illam nominatim expressis corripienda, ne tumultus aliquis excitetur, etc. etc.), laquelle ne servirait qu'à éloigner davantage l'accouchée de l'Eglise, et la soustraire à son influence. Pour ce qui concerne cette bénédiction des relevailles, on ne peut pas, comme vous le voyez, la refuser dans les circonstances actuelles, par la raison qu'une catholique a épousé un protestant, ni parce qu'elle expose les enfants aux dangers de l'apostasie, ainsi que le dit le pape: non modo canonicas violat sanctiones, sed directe etiam gravissimeque in naturalem ac divinam legem peccat.*

Mais dans le cas où les relevailles des accouchées devraient être refusées lors même que les deux époux seraient catholiques, elles peuvent et doivent être refusées également dans les mariages mixtes.

Ainsi par exemple, si les relevailles ont été demandées avant le baptême de l'enfant, elles doivent être refusées jusqu'à ce que le baptême ait eu lieu.

Ensuite, si l'accouchée, par sa conduite tout à fait scandaleuse et peu catholique, en vient au point de braver l'Eglise, et qu'ainsi la bénédiction d'une telle personne serait un scandale aux catholiques, et même aux protestants raisonnables, et pourrait fournir un sujet de dérision.

Un autre cas s'est aussi présenté, et peut encore se présenter plus souvent: c'est lorsque la fiancée catholique, par suite de persuasion du fiancé protestant ou du pasteur, refuse de se présenter à son curé pour subir l'examen préalable des fiancées, ou lorsque le fiancé exige d'y être présent. M. le président supérieur m'a déjà demandé ou de renoncer tout à fait à l'examen de la fiancée, ou de le laisser faire en présence du fiancé protestant; et en dernier lieu, il a émis le désir que j'autorisasse les curés à donner la dispense (*Lo-*

katholischen Wöchnerinnen in gemischten 1837
Ehen sey die Aussegnung niemals zu verweigern, weil die Verweigerung eine Art von Censur (hier scheint die Instruktion die Verweigerung der Aussegnung als unter jene Censuren gehörend zu nehmen, welche das Oberhaupt der Kirche in folgenden Worten untersagt hat: tum sane abstinendum erit a catholica eadem persona censuris in illam nominatim expressis corripienda ne tumultus aliquis excitetur etc. etc.) wäre, und die Tochter der Kirche nur noch mehr von ihr entfernen und ihren Einwirkungen entziehen würde.

Was nun diese Aussegnung betrifft: so kann, wie Sie sehen, in den gegenwärtigen Umständen die Aussegnung zwar nicht aus dem Grunde verweigert werden, weil die Katholikin einen Protestanten geheirathet hat, noch weil sie die Kinder der Gefahr des Abfalls vom Glauben aussetzt, wie der Papst sagt: non modo canonicas violat sanctiones, sed directe etiam gravissimeque in naturalem ac divinam legem peccat.

Aber in jenen Fällen, wo die Aussegnung der Wöchnerinnen auch dann verweigert werden würde, wenn beide Eheleute katholisch wären, kann und muss sie auch bei gemischten Ehen verweigert werden.

So z. B. muss die Aussegnung, wofern sie vor der Taufe des Kindes begehret wird, bis nach geschehener Taufe verweigert oder aufgeschoben werden.

Ferner, wofern die Wöchnerin durch ihr völlig unkatholisches und öffentlich ärgerliches, gegen die katholische Kirche Trotz bekennendes Benehmen es dahin bringt, dass die Aussegnung einer solchen Person den Katholiken und selbst den vernünftigen Protestanten zum Skandal gereichen, theils auch Spott veranlassen würde.

Dann ist schon der Fall eingetreten und dürfte noch öfter eintreten, dass die katholische Braut sich weigert, vielleicht durch ihren protestantischen Bräutigam, oder durch den Prediger zu dieser Weigerung bewogen, sich ihrem Pfarrer zum vorschriftsmässigen Braut-Examen zu stellen, oder der protestantische Bräutigam fordert, dabei gegenwärtig zu seyn. Der Herr Ober-Präsident hat sogar schon von mir verlangt, entweder das Braut-Examen ganz nachzulassen, oder es in Gegenwart des protestantischen Bräutigams abhalten zu

1837 *schein*), lors même que la fiancée catholique ne se présenterait pas à l'examen. Malgré mon désir d'être agréable à M. le président supérieur, je n'ai pu ni faire remise entière de l'examen de la fiancée, ni autoriser la présence du fiancé protestant. Ce dernier moyen ne produirait, comme chacun le comprendra facilement, que des querelles et des plaintes nouvelles; et par l'entière cessation de l'examen de la fiancée, non-seulement je pécherais contre la disposition très-expresse du saint-père; mais je serais en contradiction avec l'instruction déjà mentionnée, puisqu'on y trouve les mots suivants :

„Avant tout, ils (les curés) doivent s'occuper de l'enseignement et de l'instruction religieuse fondamentale, tant en général qu'en particulier. Par elle, il faut agir sur les sentiments religieux de la partie catholique, afin de la disposer et de la décider, non-seulement à rester fidèle à sa croyance, mais encore à remplir selon ses forces, les obligations de cette même croyance, sous le rapport de l'éducation des enfants, avec l'aide de la grâce divine.”

Pour ce qui est enfin de l'autorisation d'accorder la dispense même dans le cas où la fiancée catholique ne se serait pas présentée à l'examen, il est clair que je ne suis pas en état de le faire. Entre diverses raisons qui m'en empêchent, la principale consiste en ce que certainement cet examen est très-souvent le moyen d'apprendre ce qui devra être certifié dans la dispense.

Le cas s'est déjà présenté deux fois qu'un pasteur a procédé à la célébration du mariage mixte, sans que la fiancée catholique ait obtenu une dispense; ce cas pourrait bien se présenter encore.

Dans les circonstances donc où la fiancée catholique, ou ne se présente pas du tout à l'examen, ou ne veut s'y soumettre qu'en présence de son fiancé, protestant, et, comme cette présence ne peut être permise, ne s'y présente pas à cause de cela (cas où la dispense de la part du curé catholique ne doit pas être accordée), -et lorsque le pasteur procède à la bénédiction nuptiale sans qu'on lui ait présenté la dispense du curé catholique, la bénédiction des relevailles doit être

lassen, und nun zuletzt hat Hochderselbe den Wunsch 1837
ausgesprochen, ich möchte die Pfarrer authorisiren, den
Losschein auch dann zu ertheilen, wenn die Katholi-
kin sich dem Braut-Examen nicht stellt. So gern ich
nun dem Herrn Ober-Präsidenten gefällig seyn wollte,
so habe ich doch weder das Braut-Examen ganz nach-
lassen, noch die Gegenwart des protestantischen Bräuti-
gams zugestehen können. Das letzte würde, wie Jeder
leicht einsehen wird, nur zu Zwistigkeiten und neuen
Beschwerden führen, und durch gänzliche Nachlassung
des Braut-Examens würde ich zugleich sowohl wider
die sehr bestimmte Verfügung des heiligen Vaters feh-
len, als auch mit der schon erwähnten Instruction in
Widerspruch gerathen, indem daselbst folgende Worte
stehen:

„Vor Allem müssen sie (die Pfarrgeistlichen) sich
„liebevolle Belehrung und gründlichen Religionsunter-
„richt im Allgemeinen sowohl als im Besondern
„ernstlich angelegen seyn lassen. Dadurch muss auf die
„religiöse Gesinnung des katholischen Theiles eingewirkt
„werden, so dass er geneigt und gestimmt wird, nicht
„nur seinem Glauben treu zu bleiben, sondern auch
„aus und nach diesem Glauben seine Pflichten in Be-
„treff der Kinder - Erziehung unter dem Beistande der
„göttlichen Gnade nach Kräften zu erfüllen.“

Was nun die Authorisirung, den Losschein auch
dann zu ertheilen, wenn die Katholikin sich dem Braut-
Examen nicht stellt, betrifft, so versteht sich von selbst,
dass ich dazu mich nicht im Stande finde, unter andern
schon deshalb nicht, weil gewiss sehr oft eben das
Braut-Examen das Mittel ist das zu ergründen, was in
dem Losschein bescheinigt werden soll.

Es ist nun auch schon zweimal der Fall gewesen,
dass ein Prediger die Brautleute getraut hat, ohne dass
die Katholikin einen Losschein erhalten hatte, und die-
ser Fall könnte wohl noch mehr eintreten.

In den Fällen nun, wo entweder die Katholikin
sich dem Braut-Examen überhaupt stellt, oder nicht
anders als im Beiseyn ihres protestantischen Bräutigams
stellen will, und da solches nicht gestattet werden kann,
sich deshalb nicht stellt —

und wo dann der Losschein Seitens des katholi-
schen Pfarrers nicht ertheilt werden darf —

und wo der Prediger die Brautleute traut, ohne

1837 refusée, non par le motif qu'il s'agit d'un mariage mixte, mais parce que, dans des cas semblables, elle serait même refusée si les conjoints étaient tous deux catholiques.

J'ajoute encore que dans le cas où un mariage mixte n'a pu être béni dans l'église selon le rite catholique, et que par amour de la paix, on ne puisse refuser la bénédiction des relevailles, il faudra nécessairement éviter de donner à cette bénédiction l'apparence d'une approbation du pas illicite fait par la fiancée catholique, apparence qui existe manifestement, et il faut chercher généralement à faire cesser le scandale autant que possible. Afin d'y parvenir, et pour satisfaire à la disposition du bref, en conformité duquel la convention déjà citée a été conclue, disposition qui porte :

Sed alia ex parte abstinere etiam catholicus Pastor debet non solum à nuptiis, quas deinde fiant, sacro quocunque ritu honestandis, sed etiam A QUOVIS ACTU QUO APPROBARE illas videatur, sed caverent semper ab illicitis hujus modi matrimoniis ULLO SUO ACTU APPROBANDIS, MULTOQUE MAGIS A SACRIS PRECIBUS, ET AB ECCLESIASTICO QUOVIS RITU EISDEM ADMIS- SCENDO; le curé ou son vicaire, qui procède à la bénédiction des relevailles, doit déclarer à la femme catholique, hautement et clairement, in actu, et immédiatement avant de faire les prières prescrites pour les relevailles, que cette bénédiction ne signifie pas du tout que l'Eglise approuve l'union formée par elle; mais que ces prières ne sont faites que pour le salut de son âme.

V. R. sera, je pense, suffisamment instruite, par ce que je viens de dire, de la situation de l'affaire qui nous occupe.

Cologne, le 25 Décembre 1836.

Signé: CLEMENT-AUGUSTE,
archevêque de Cologne.

dass ihm ein Seitens des katholischen Pfarrers ertheil- 1837
ter Losschein vorgezeigt ist, muss die Aussegnung ver-
weigert werden, und zwar nicht, weil hier von ge-
mischten Ehen die Rede is, sondern weil in ähnlichen
Fällen die Aussegnung auch dann würde verweigert
werden, wenn beide Leute katholisch wären.

Ich bemerke noch, dass in jenen Fällen, wo eine
gemischte Ehe nicht nach dem gewöhnlichen katholi-
schen Ritus in der Kirche hat eingesegnet werden dür-
fen, die Aussegnung aber dennoch aus Liebe zum Frie-
den nicht verweigert werden kann, nothwendig dafür
gesorgt werden müsse, dass dieser Aussegnung der
Schein einer Approbation des, Seitens der Katholikin,
geschehenen unerlaubten Schrittes, welchen Schein sie
offenbar hat, möglichst genommen und überhaupt dem
Aergernisse möglichst gesteuert werde, deshalb und um
insbesondere der in dem bewussten Breve, in dessen
Gemässheit die mehrerwähnte Uebereinkunft getroffen
ist, enthaltenen Verfügung:

*Sed alia ex parte abstinere etiam catholicus Pastor
debebit non solum a nuptiis, quae deinde fiant,
sacro quocunque ritu honestandis; sed etiam a
quovis actu quo approbare illas videatur. Sed
caverent semper ab illicitis hujusmodi matrimoniiis
ullo suo actu approbandis, multoque magis
a sacris precibus, et ab ecclesiastico quovis
ritu eisdem admiscendo.*

zu genügen, muss der Pfarrer, oder sein Stellvertreter,
welcher die Aussegnung verrichtet, in actü und unmit-
telbar vor dem Beginnen der zur Aussegnung vorge-
schriebenen Gebete, der katholischen Frau laut und
klar erklären, dass die vorzunehmende Aussegnung durch-
aus nicht die Bedeutung haben solle, als wolle die
Kirche die von ihr eingegangene Ehe gutheissen, son-
dern es seyen nur Gebete, welche die Kirche für das
Heil ihrer Seele verrichtet.

Ew. Höchwürden werden, denke ich, nach dem
hier Gesagten mit der Lage des vorliegenden Gegen-
standes hinlänglich bekannt seyn.

Köln, den 25ten December 1836.

(gez.) CLEMENS AUGUST,
Erzbischof von Köln.

1837

II.

*Rescrit du ministre des cultes à l'Archevêque.
En date du 13 Mars 1837.*

Le président supérieur, M. de Bodelschwingh, m'a envoyé une copie de l'instruction relative aux relevailles en cas de mariages mixtes, que V. R. a adressée, sous la date du 25 Décembre dernier, au prévôt Claessen. Il ne s'agit certainement pas d'obtenir une exception en faveur des mariages mixtes dans des cas où la bénédiction des relevailles serait refusée pour des motifs religieux à des conjoints catholiques qui la réclameraient; mais un mode particulier à suivre pour les mariages mixtes, comme tels, ne peut être justifié. Le passage du bref du pape, cité dans votre lettre, se rapporte évidemment à la bénédiction nuptiale, et une distinction préjudiciable, comme l'est la désapprobation répétée de la formation d'un mariage mixte à l'occasion des relevailles, n'est autre chose qu'une espèce de censure après la conclusion d'un tel mariage, censure expressément interdite par le bref du pape.

La scrupuleuse exactitude avec laquelle V. R. déclare vouloir s'en tenir, selon son devoir, à l'instruction pour l'exécution du bref du pape, n'est pas compatible avec l'établissement de nouvelles censures qui sont en contradiction manifeste, non-seulement avec l'esprit conciliant de cette instruction, essentiellement avantageux à l'Eglise catholique, mais même avec le bref du pape. J'ai la confiance dans les lumières et dans le tact de V. R. que vous en reconnaîtrez l'inconvénient, et j'espère que par des dispositions appropriées, pour lesquelles je m'en remets entièrement à vous, vous prévien-drez des plaintes que la volonté du pape est d'éviter, et qui attireraient un préjudice notable à l'Eglise catholique, sans qu'il résultât aucun avantage pour elle de traiter l'affaire d'une manière opposée.

Berlin, le 13 Mars 1837.

Signé: ALTENSTEIN.

II.

1837

Erlass des Ministers der geistlichen Angelegenheiten an den Erzbischof. Vom 13. März 1837.

Der Ober-Präsident v. Bodelschwingh hat mir die Verfügung in Abschrift eingereicht, welche Ew. Erzbischöfl. Hochwürden unter dem 25sten December v. J. an den Probst Claessen in Ansehung der Aussegnung bei gemischten Ehen erlassen haben. So wenig davon die Rede ist für Fälle, wo katholische Eheleute die Aussegnung verlangen und diese aus kirchlichen Gründen versagt werden muss, eine Ausnahme für gemischte Ehen in Anspruch zu nehmen, eben so wenig lässt sich für diese, als solche, eine Ausnahme, nämlich ein besonderes Verfahren, rechtfertigen. Die Stelle des päpstlichen Breve, welche in der Eingangs gedachten Verfügung angeführt worden, bezieht sich, wie keiner Erläuterung bedarf, auf die Trauung, und eine nachtheilige Auszeichnung, wie die wiederholte Missbilligung der Eingehung einer gemischten Ehe, bei der Aussegnung enthält, ist nichts anderes als eine Art Censur nach eingegangener gemischter Ehe, welche das päpstliche Breve ausdrücklich untersagt hat.

Mit der Gewissenhaftigkeit, womit Ew. Erzbischöfl. Hochwürden Sich pflichtmässig an die Instruction wegen Ausführung des päpstlichen Breve halten zu wollen erklären, lässt sich eine nicht bloss mit dem versöhnlichen, der katholischen Kirche wesentlich Vortheil bringenden Geiste dieser Instruction, sondern auch mit dem päpstlichen Breve in unverkennbarem Widerspruche stehende Anordnung neuer Censuren nicht vereinigen.

Zu der Einsicht und dem richtigen Takte Ew. Erzbischöfl. Hochwürden hege ich indess das Vertrauen, dass Sie das Missverhältniss in der Sache erkennen und durch geeignete Einleitungen, deren Bestimmung ich Ihnen überlasse, Beschwerden vorbeugen werden, welche dem Willen des Papstes geradezu entgegen, der katholischen Kirche wesentlich Nachtheil zuziehen würden, ohne dass irgend ein Vortheil aus einer entgegengesetzten Behandlung der Sache erwachsen könnte.

Berlin, den 13ten März 1837.

(gez.) v. ALTENSTEIN.

1837

III.

*Rescrit du ministre des cultes à l'Archevêque.
En date du 24 Octobre 1837.*

Le roi a daigné m'ordonner, par un ordre de cabinet du 17 de ce mois, de communiquer à V. R. ce qui suit :

Sa Majesté a appris à son grand étonnement, par le rapport du président de régence, comte de Stollberg, le résultat des conférences que ce dernier, par son ordre, a eues avec V. R., ainsi que de quelle manière vous vous êtes prononcé et avez confessé une façon d'agir qui est en contradiction avec vos propres promesses précédentes, et de plus avec les prescriptions formelles des lois du pays. Lors même que Sa Majesté voudrait gracieusement passer sur plusieurs démarches que vous vous êtes permises dans l'affaire d'Hermès, au mépris des lois et des formes prescrites, démarches dont vous paraissez maintenant reconnaître vous-même l'inadmissibilité : Elle ne peut laisser passer sans une répression immédiate et sévère ce qui, d'après le rapport précité, tombe en outre à la charge de V. R.

Les efforts paternels de Sa Majesté ont tendu de tout temps à maintenir, entre ses sujets protestants et catholiques, les relations existantes de paix et de bienveillance, et à prévenir, autant que possible, tout ce qui pourrait troubler la concorde. Animée de ces sentiments, Sa Majesté n'a fait usage de sa prérogative souveraine auprès du chapitre de Cologne, pour assurer l'élection de V. R., que lorsque vous eûtes garanti, par une promesse écrite, votre intention formelle d'exécuter dans un esprit de charité et de paix l'instruction aux vicaires généraux relative aux mariages mixtes, instruction rédigée par votre prédécesseur, adoptée et mise à exécution par les évêques de Münster, de Paderborn et de Trèves.

Cependant, non-seulement V. R. n'a pas rempli

III.

1837

Erlass des Ministers der geistlichen Angelegenheiten an den Erzbischof. Vom 24. Oktob. 1837.

Seine Majestät der König haben mir durch Allerhöchste Kabinets - Ordre vom 17ten d. M. zu befehlen geruht, Ew. Erzb. Hochwürden Folgendes zu eröffnen:

Seine Majestät haben aus dem Berichte des Regierungs - Präsidenten Grafen zu Stollberg, über den Erfolg der aus Allerhöchstem Auftrage mit Ew. E. H. gepflogenen Besprechung zu Ihrem grossen Befremden entnommen, in welcher Weise Ew. E. H. sich erklärt, und dass Sie Sich zu einem Verfahren bekannt haben, welches sowohl Ihren eigenen früheren Aussagen, als bestimmten Vorschriften der Landesgesetze widerspricht. Wenn auch des Königs Majestät von mehreren Schritten, die Ew. E. H. in der Hermesischen Angelegenheit mit Nichtachtung der Landesgesetze und Verletzung aller vorgeschriebenen Formen Sich nachgesehen haben, deren Unzulässigkeit Sie jetzt selbst anzuerkennen scheinen, so weit es die Vergangenheit betrifft, huldreichst absehen wollten; so können Allerhöchst dieselben doch nicht ohne unmittelbare und ernstliche Ahndung geschehen lassen, was Ew. E. H. nach dem vorliegenden Berichte ausserdem jetzt noch zur Last fällt.

Von jeher war Seiner Königlichen Majestät landesväterliches Trachten, die zwischen Allerhöchst Ihren evangelischen und katholischen Unterthanen bestehenden Verhältnisse des Friedens und Wohlwollens aufrecht zu erhalten und jeglicher Störung dieser Eintracht möglichst vorzubeugen. In dieser Gesinnung haben des Königs Majestät von Ihrem landesherrlichen Vorrecht bei dem Dom-Kapitel zu Köln zu Ew. E. H. Beförderung erst dann Gebrauch gemacht, als Sie durch eine schriftliche Versicherung bei Allerhöchst denselben die zuversichtliche Erwartung begründet hatten, dass Sie die, von Ihrem Vorfahr entworfene, von den Bischöfen von Münster, Paderborn und Trier angenommene und in Ausführung gebrachte Instruktion für die General-Vicariate zur Behandlung der gemischten Ehen, im Geiste der Liebe und des Friedens auch Ihrerseits ausführen würden.

Nun aber haben Ew. E. H. Ihre von des Königs

1837 sa promesse acceptée en toute confiance par Sa Majesté, mais vous avez trompé à un si haut point la confiance des autorités, qui ne pouvaient douter d'une coopération loyale de l'archevêque pour le maintien de la pratique existante, que, dans un sens tout opposé, lorsque l'occasion s'en est présentée, vous avez enjoint aux curés :

„De n'accorder la bénédiction nuptiale que lorsque les fiancés se seraient préalablement engagés, par une promesse spéciale, à faire élever tous leurs enfants dans la religion catholique.”

Lorsque le président, comte de Stolberg, représenta à V. R. les suites sérieuses qu'entraînerait infailliblement une conduite aussi illégale, si vous y persistiez, vous avez refusé toute explication ultérieure.

En conséquence, Sa Majesté m'a chargé de déclarer à V. R. que si vous ne témoignez pas, sans perte de temps et d'une manière convenable, votre obéissance envers Sa Majesté et les lois du pays, en donnant une explication satisfaisante sur le passé, et en même temps la promesse, sans équivoque ni restriction, que vous voulez sincèrement maintenir la pratique que vous avez trouvée établie en montant sur le siège archiepiscopal, et qui était en vigueur dans quelques parties du diocèse même avant la convention de 1834, et que, par conséquent, vous voulez exécuter, avec l'obéissance due aux lois du pays, l'instruction donnée par les évêques aux vicaires généraux, après avoir mûrement pesé le bref du pape; Sa Majesté a décidé, pour maintenir son autorité souveraine, et assurer l'efficacité des lois, de prendre aussitôt des mesures dont l'effet immédiat sera d'arrêter l'exercice des fonctions archiepiscopales de V. R.

Dans le cas où vous éprouveriez des scrupules de conscience, qui vous missent hors d'état d'obtempérer à toute l'étendue de la demande de Sa Majesté, on pourrait objecter avec raison que de tels motifs, estimables en eux-mêmes, ne peuvent cependant dispenser personne d'obéir aux lois. V. R. aurait dû ne pas ac-

Majestät auf Treue und Glauben angenommene Zusicherung nicht allein unerfüllt gelassen; vielmehr haben Sie das Vertrauen der Behörden, die an redlicher Mitwirkung des Erzbischofs zur Erhaltung der bestehenden Praxis nicht zweifeln durften, in so hohem Grade getäuscht, dass Sie in vorkommenden Fällen die Pfarrer im ganz entgegengesetzten Sinne dahin auswiesen: die kirchliche Trauung nur dann zu gewähren, wenn sich das Brautpaar zur Erziehung sämtlicher Kinder im katholischen Glauben durch ein ausdrückliches Versprechen zuvor verpflichtet haben würde.

Nachdem der Präsident Graf zu Stolberg Ew. E. H. die ernstlichen Folgen vorgestellt, die ein solches, ~~ident~~ Gesetzen widerstreitendes Verfahren, wofern Sie dabei beharren, unausbleiblich nach sich ziehen würde, haben Dieselben jede fernere Erörterung von der Hand gewiesen.

Demzufolge habe ich Ew. E. H. aus Allerhöchstem Auftrage zu erklären: dass, wofern Dieselben nicht ohne Zeitverlust auf geeignete Weise Ihren Gehorsam gegen des Königs Majestät und die Landesgesetze bezeugen, indem Sie über das Vergangene eine befriedigende Erklärung und zugleich das unzweideutige, jeden Rückhalt ausschliessende Versprechen von sich geben: dass Sie die, bei dem Antritt Ihres Amtes vorgefundene und selbst in einigen Theilen des Erzbisthums bereits vor der Uebereinkunft vom Jahre 1834 bestandene Praxis, aufrichtig fort dauern lassen, mithin, unter pflichtmässiger Befolgung der Landesgesetze die, nach reiflicher Erwägung des päpstlichen Breve von den Bischöfen den General-Vicariaten gegebene Instruktion ausführen wollen: so haben des Königs Majestät beschlossen, zur Aufrechthaltung Allerhöchst Ihres landesherrlichen Ansehens und zum Schirm der Gesetze sofort jene Maassregeln eintreten zu lassen, deren unmittelbare Folge die Hemmung Ew. E. H. amtlichen Wirksamkeit seyn wird.

Sollten Ew. E. H. durch Gewissenszweifel sich beengt und daher ausser Stande fühlen, jenem Königlichen Verlangen, wie vorsteht, in seinem ganzen Umfange nachzukommen: so ist darauf zwar zu bemerken: dass dergleichen an sich achtbare Beweggründe von der Beobachtung der Gesetze Niemanden freisprechen können.

1837 cepter sa charge ou ne pas la garder plus longtemps, si elle croyait ne pouvoir la remplir en sûreté de conscience dans les limites prescrites par les lois. Néanmoins, dans ce cas, Sa Majesté veut bien permettre à V. R. de se démettre de l'administration du diocèse, et qu'il ne soit pas donné suite au passé.

Comme l'objet de la présente invitation n'est pas nouveau, et qu'il a été suffisamment expliqué dans les conférences précédentes, je puis présumer que V. R. est en état de prendre bientôt une résolution. L'urgence de cette affaire m'oblige de prier instamment V. R. de me faire parvenir sa réponse sur la présente communication au plus tard dans le délai de quelques jours, et de la rédiger de façon à ce que je puisse la soumettre à Sa Majesté.

Berlin, le 24 Octobre 1837.

Signé : ALTENSTEIN.

IV.

Réponse de l'Archevêque au ministre. En date du 31 Octobre 1837.

J'ai l'honneur de répondre à la lettre de Votre Excellence, du 24 courant, que je ne sais pas avoir donné lieu de croire que je reconnaissais moi-même l'illégalité de quelques démarches faites par moi dans l'affaire Hermès.

L'affaire est purement spirituelle, puisqu'il n'y est question que du dogme.

En ce qui concerne les mariages mixtes, je déclare derechef par les présentes, d'accord avec ma déclaration écrite et confidentielle, envoyée à Votre Excellence avant mon élection :

Que, relativement aux mariages mixtes, j'agirai conformément au bref du pape, et à l'instruction adressée par les évêques aux vicaires généraux, de manière à suivre autant que possible l'un et l'autre; mais que là où l'instruction n'est pas à mettre en accord avec le bref, je me guiderai d'après le bref.

Ew. E. H. dürften vielmehr das Amt nicht übernehmen, 1837 oder es nicht länger behalten, wenn Sie glaubten, es innerhalb der, durch die Gesetze vorgezeichneten Grenzen mit ruhigem Gewissen nicht verwalten zu können. Indess wollen des Königs Majestät für den hier erwähnten Fall Ew. E. H. gestatten, das Erzbisthum niederzulegen, ohne dass wegen des Vergangenen weiter eingeschritten werde.

Da der Gegenstand dieser amtlichen Aufforderung nicht neu, vielmehr durch die vorangegangenen Besprechungen bereits erörtert worden ist: so darf ich voraussetzen, dass Ew. E. H. im Stande sind, Ihre Entschliessung bald zu fassen. Die Dringlichkeit der Sache verpflichtet mich, Ew. E. H. angelegentlich zu ersuchen, mir Ihre Rückäusserung auf vorliegende Eröffnung in einer Fassung, die ich Allerhöchsten Orts vorlegen kann, spätestens innerhalb einiger Tage zugehen zu lassen.

Berlin, den 24sten Oktober 1837.

VON ALTENSTEIN.

IV.

Antwort des Erzbischofs auf denselben. Vom 31. Oktober 1837.

Auf Ew. Excellenz gefälliges Schreiben vom 24sten l. Mts. beehre ich mich gehorsamst zu erwiedern, dass ich nicht weiss, Veranlassung gegeben zu haben zu der Meinung, als erkennte ich selbst die Unzulässigkeit mehrerer von mir in der Hermesschen Angelegenheit gethanen Schritte an: die Sache ist rein kirchlich, da bloss von der Lehre die Rede ist.

Was nun die gemischten Ehen betrifft, so erkläre ich hiermit wiederholt und zwar im Einklange mit meiner, vor meiner Wahl Ew. Excellenz eingesendeten vertraulichen schriftlichen Erklärung:

dass ich in den Angelegenheiten der gemischten Ehen gemäss dem päpstlichen Breve und der Seitens der Bischöfe an die General-Vicariate erlassenen Instruktion, und zwar so verfahren werde, dass ich, so viel thunlich, beiden folge, wo aber die Instruktion mit dem päpstlichen Breve nicht in Einklang zu bringen ist, mich nach dem päpstlichen Breve richte. —

1837 Je dois cependant faire remarquer que dans ma déclaration précitée, envoyée, avant mon élection, à Votre Excellence, il n'était pas question de l'instruction adressée aux vicaires, et qu'il ne pouvait pas en être question, puisque Votre Excellence n'en avait pas fait mention; et ensuite que ma susdite déclaration n'est pas basée sur des scrupules de conscience, mais sur ma ferme conviction qu'aucun évêque ne peut donner une déclaration qui serait en contradiction avec celle déjà citée.

Du reste, je dois réclamer également pour moi la liberté de conscience et la faculté de garder les droits de l'Eglise catholique, et le libre exercice de l'autorité ecclésiastique. Je ne saurais non plus m'empêcher de faire en même temps remarquer humblement que mes devoirs envers le diocèse et envers toute l'Eglise me défendent de cesser mes fonctions ou de résigner. Dans toutes les affaires temporelles, je suis obéissant à Sa Majesté, comme il convient à un fidèle sujet.

Cologne, le 31 Octobre 1837.

Signé: CLEMENT-AUGUSTE,
baron Droste de Vischering,
archevêque de Cologne.

V.

Publicandum des ministres des cultes, de la justice et de la police. En date du 15 Novembre 1837.

Dès son entrée en fonctions, l'archevêque de Cologne, Clément-Auguste, baron Droste de Vischering, commença à administrer les affaires qui entraient dans son cercle d'activité, d'une manière entièrement incompatible avec les lois fondamentales de la monarchie, en faisant des prétentions que n'a jamais élevées aucun autre évêque, et qui ne sont admises dans aucun pays de l'Allemagne.

S. M. devait d'autant moins s'attendre à une pareille conduite, qu'elle s'est occupée avec un soin tout particulier du rétablissement de l'Eglise catholique dans les provinces du Rhin, tombée dans une grande décadence pendant la domination de l'étranger. Le réta-

Ich muss jedoch gehorsamst bemerken, dass in mei- 1837
ner eben erwähnten, an Ew. Excellenz vor meiner
Wahl eingesendeten Erklärung von der an die Vicariate
erlassenen Instruction keine Rede war, auch nicht seyn
konnte, da Ew. Excellenz derselben nicht erwähnt hat-
ten; und ferner, dass meiner vorstehenden Erklärung
nicht Gewissens-Zweifel, sondern die feste Ueberzeu-
gung zum Grunde liege: Kein Bischof dürfe eine Er-
klärung geben, welche mit der angeführten im Wider-
spruche ist.

Ich darf übrigens nicht unterlassen, auch für mich
die Gewissensfreiheit in Anspruch zu nehmen und die
Rechte der katholischen Kirche und die freie Ausübung
der katholischen Kirchengewalt zu verwahren, dabei
auch gehorsamst zu bemerken, dass meine Verpflich-
tung gegen die Erzdiöcese und gegen die ganze Kirche
mir verbietet, sowohl meine Amtsverrichtungen einzu-
stellen, als mein Amt niederzulegen. In allen weltlichen
Dingen bin ich Sr. Majestät gehorsam, wie es einem
treuen Unterthan geziemt.

Köln, am 31sten Oktober 1837.

(gez.) CLEMENS - AUGUST
Frh. Droste zu Vischering,
Erzbischof von Köln.

V.

*Publicandum der Königlichen Minister der
geistlichen Angelegenheiten, der Justiz und der
Polizei. V. 15. November 1837.*

Der Erzbischof von Köln, Clemens August
Frh. Droste zu Vischering, hat bald nach dem
Antritte seiner Würde die mit derselben verbundene
amtliche Wirksamkeit auf eine Weise auszuüben ge-
sucht, welche, ganz unverträglich mit den Grundge-
setzen der Monarchie, von keinem andern Bischof der-
selben in Anspruch genommen wird, auch in keinem
andern deutschen Lande zugelassen ist.

Seine Majestät der König durfte ein solches Be-
nehmen um so weniger erwarten, als Allerhöchstdie-
selben in den Rheinlanden die Herstellung der daselbst
während der Fremdherrschaft in tiefen Verfall gerathe-
nen katholischen Kirche Sich mit besonderer Sorgfalt

1837 blissement de l'autorité ecclésiastique, par un concordat avec le pape, que tous les adhérents de l'Eglise catholique ont reçu avec gratitude; l'exécution fidèle et consciencieuse de ce concordat par les autorités temporelles; les grands établissements pour l'éducation et l'instruction de la population et du clergé catholiques; la coopération active des autorités temporelles et spirituelles, tout devait rappeler de la manière la plus pressante à l'archevêque son devoir de ne rien négliger de son côté pour maintenir dans leur développement prospère les relations amicales qui s'étaient établies, dans le courant des dix dernières années, entre l'Etat et l'autorité ecclésiastique, relations qu'il avait trouvées établies à son avènement. Au lieu de remplir cette juste attente, qu'il avait portée jusqu'à la confiance par la promesse donnée par écrit avant son élection, il préféra se mettre arbitrairement au-dessus des lois du pays, méconnaître l'autorité royale, et porter le trouble dans les relations établies.

Les différentes tentatives qui furent faites par les autorités supérieures de l'Etat, et plus tard, par ordre immédiat de S. M., pour ramener l'archevêque par les voies de conciliation dans les limites de ses droits spirituels, restèrent infructueuses. Il en fut de même des remontrances qu'on lui adressa sur les suites sérieuses et inévitables de sa résistance continue aux lois existantes. L'archevêque déclara, au contraire, vouloir persister à appliquer les principes par lui émis, et il ne craignit même pas de faire des démarches pour exciter les esprits. Dans cet état de choses, il ne resta à S. M., qui voulait, par égard pour les rapports d'amitié qui l'unissaient au siège apostolique, s'abstenir de poursuivre la conduite de l'archevêque selon la rigueur des lois, d'autre moyen pour garantir les droits de sa couronne, pour éviter la perturbation dans la marche de l'administration, et celle d'une partie importante des affaires publiques, principalement pour maintenir la paix et la concorde parmi ses sujets, but dans lequel la Providence divine a constamment béni ses efforts; il ne resta, disons-nous, d'autre moyen que de mettre au moins un terme à l'exercice des fonctions dudit prélat, dans tous leurs rapports.

haben angelegen seyn lassen. Die Wiederherstellung 1837 der Kirchengewalt durch eine von allen Angehörigen der katholischen Kirche dankbar aufgenommene Uebereinkunft mit dem Papste, die treue und gewissenhafte Ausführung derselben von Seiten der Staats-Behörden, die grossen Anstalten für die Bildung und Erziehung der katholischen Bevölkerung und Geistlichkeit, das förderliche Zusammenwirken der Staats- und kirchlichen Behörden mussten den Erzbischof auf das eindringlichste an seine Pflicht erinnern, dass er auch seiner Seits nichts verabsäumen dürfe, um die freundlichen Verhältnisse, welche sich während des Laufes der letzten Jahrzehnde zwischen der Staats- und katholischen Kirchengewalt gebildet hatten, und die er bei dem Antritte seiner Würde vorfand, in ihrer gedeihlichen Entwicklung zu erhalten. Statt diese gerechte Erwartung zu erfüllen, welche er durch eine seiner Wahl vorausgegangene schriftliche Versicherung zu einem vollen Vertrauen befestigt hatte, setzte er sich mit Willkühr über die Landesgesetze hinweg, verkannte das Königliche Ansehen und brachte verwirrende Störung in geordnete Verhältnisse.

Da die zunächst auf Anordnung der höchsten Staatsbehörden angewandten, und sodann auf unmittelbaren Allerhöchsten Befehl wiederholten Versuche, den Erzbischof auf gütlichem Wege über die Schranken seiner Amtsbefugnisse zu verständigen, eben so fruchtlos gewesen sind, als die Warnungen über die unvermeidlichen ernstesten Folgen seines fortgesetzten Widerstrebens gegen die bestehenden Gesetze, derselbe vielmehr erklärt hat, bei der Anwendung der von ihm aufgestellten Grundsätze, wie bisher, so auch ferner beharren zu wollen, zuletzt auch sich nicht gescheut, selbst Schritte zur Aufregung der Gemüther zu thun: so blieb unter diesen Umständen Seiner Majestät dem Könige, indem Sie Sich aus Rücksicht auf die bestehenden freundschaftlichen Verhältnisse mit dem päpstlichen Stuhle enthalten wollten, der Strenge der Gesetze auf das Verfahren des Erzbischofs Anwendung zu geben, zur Wahrung der Rechte Ihrer Krone, zur Abwendung verderblicher Störungen in dem Gange der Verwaltung eines der wichtigsten Theile der öffentlichen Angelegenheiten, vorzüglich aber zur Aufrechthaltung des Friedens und der Eintracht unter Ihren Unterthanen, für

1837

A cette fin, S. M. a daigné décider, par ordre du 15 de ce mois, que l'archevêque quitterait son diocèse et résiderait dans un endroit en dehors du dit diocèse. Elle a ordonné que le chapitre métropolitain de Cologne serait informé de cette décision royale, et serait invité à prendre, selon les prescriptions canoniques, les mesures nécessaires pour le maintien de la marche indispensable des affaires, pendant l'empêchement des fonctions archiépiscopales; que le chapitre adresserait à ce sujet un rapport et les demandes qu'il jugerait convenables, directement au saint-siège, qui, au reste, a déjà été instruit complètement de toute la marche des événements.

Cet ordre du roi a déjà été exécuté. S. M. compte sur l'assentiment de tous les hommes bien pensants, et sur ce que l'on s'abstiendra de toute tentative d'opposition à ses ordres: elle y compte d'autant plus, que jusqu'à présent les bons sentiments, l'obéissance et la confiance envers le gouvernement ne se sont jamais démentis. S. M. a donc l'espoir fondé que cette mesure, qu'elle a été forcée de prendre par la conduite de l'archevêque, sera envisagée sous son véritable jour par tous ses sujets, et ne sera troublée par rien de nature à nécessiter des poursuites, pour résistance contre les ordres souverains et pour violation des devoirs de fidèle sujet. En même temps, S. M. a daigné, par ladite ordonnance, établir les dispositions suivantes:

10 Jusqu'au rétablissement d'une administration ecclésiastique régulière, que le gouvernement du roi s'empressera de réorganiser aussitôt que possible, de concert avec le siège apostolique, les sujets catholiques et tous ceux que cela concerne doivent se conformer aux dispositions que le chapitre métropolitain publiera, pour tout ce qui regarde les affaires ecclésiastiques.

welchen Zweck die göttliche Vorsehung Ihre Bemühungen unausgesetzt gesegnet hat, kein anderes Mittel übrig, als wenigstens der Ausübung der amtlichen Wirksamkeit des genannten Prälaten in aller und jeder Beziehung ein Ziel zu setzen. 1837

Zu dem Ende haben Allerhöchstdieselben mittelst Ordre vom 15ten d. M. anzuordnen geruht, dass der Erzbischof seinen Sprengel verlasse und ausserhalb desselben seinen Wohnsitz nehme, das Metropolitan-Kapitel zu Köln aber unter Mittheilung dieser Allerhöchsten Verfügung aufgefordert werde, nach den kanonischen Vorschriften diejenigen Maassregeln einzuleiten und zu treffen, welche zur Aufrechthaltung des unentbehrlichen Geschäftsganges erforderlich und dem Zustande der eingetretenen Hemmung des erzbischöflichen Amtes angemessen sind, auch über diesen Vorgang an den päpstlichen Stuhl, welcher von dem Gange der Ereignisse in vollständiger Kenntniss erhalten worden ist, mit den ihm geeignet scheinenden Anträgen zur weiteren Veranlassung unmittelbar zu berichten.

Jener Allerhöchste Befehl ist bereits vollzogen worden, und erwarten Seine Majestät um so mehr die Zustimmung aller Wohlgesinnten und das Unterbleiben jedes Versuchs, sich den Allerhöchsten Befehlen entgegen zu setzen, als die bisherigen Erfahrungen des guten Sinnes, Gehorsams und Vertrauens zu der beruhigenden Hoffnung berechtigen, dass diese Maassregel, zu welcher Seine Majestät nur durch das Benehmen des Erzbischofs gezwungen worden sind, in ihrem wahren Lichte von allen Unterthanen werde erkannt und durch nichts werde gestört werden, was als Auflehnung gegen die Allerhöchsten Befehle und Verletzung der Pflichten treuer Unterthanen, würde angesehen und gerügt werden müssen. Gleichzeitig haben Seine Majestät der König mittelst der obgedachten Kabinets-Ordre zu bestimmen geruht:

1. Bis zur Herstellung einer geregelten kirchlichen Verwaltung, welche die Königliche Regierung sich mit aller Sorgfalt angelegen seyn lassen wird, sobald als möglich, unter Benehmen mit dem päpstlichen Stuhle, herbeizuführen, haben die katholischen Unterthanen und alle, die es angeht, in geistlichen und andern zu jener Verwaltung gehörigen

1837

2^o Toute relation officielle avec l'archevêque Clément-Auguste, baron Droste de Vischering, est sévèrement interdite à toutes les autorités temporelles et spirituelles, aux doyens, aux curés et généralement à tous les ecclésiastiques et laïques, sans distinction de rang.

3^o Si l'archevêque, contrairement à la communication qui lui a été faite à ce sujet, procédait à des actes officiels ou faisait des règlements, ou donnait des décisions, ils devront être regardés comme nonavenus et entièrement sans effet, sans préjudice des suites qu'une telle conduite pourra entraîner.

4^o Celui qui contreviendrait à la défense d'avoir des relations officielles avec l'archevêque (art. 2), sera passible d'une amende qui pourra s'élever jusqu'à 50 thalers, ou d'un emprisonnement qui ne pourra être de plus de six semaines, si toutefois les lois existantes ne portent pas, suivant les circonstances, une peine plus forte pour la transgression de la défense et la désobéissance aux ordres de l'autorité suprême.

Chargés de l'exécution de cet ordre du roi, nous en faisons connaître publiquement le contenu par les présentes, afin qu'il serve d'avis et de règle de conduite.

Berlin, le 15 novembre 1837.

LES MINISTRES.

des Cultes,

Signé : D'ALTENSTEIN.

de la Justice,

Signé : DE KAMPTZ.

de l'Intérieur et de la Police,

Signé : DE ROCHOW.

VI.

Lettre du ministre des cultes au chapitre métropolitain de Cologne. En date du 15 Novembre 1837.

Le révérend chapitre métropolitain n'ignore pas les actes par lesquels M. l'archevêque, baron Clément-Auguste Droste de Vischering, a de plus en plus fourni au gouvernement des sujets de mécontentement, et s'est

Angelegenheiten, sich nach der zu erwartenden 1837 Bekanntmachung des Kapitels zu richten.

2. Jeder Geschäftsverkehr mit dem Erzbischofe Clemens August Freiherrn Droste zu Vischering wird den Staats- und kirchlichen Behörden, den Dekanen, Pfarrern und überhaupt allen Geistlichen und Laien, ohne Unterschied des Standes ernstlich untersagt.
3. Sollte der Erzbischof, der ihm deshalb gemachten Eröffnung entgegen, amtliche Handlungen vornehmen, oder Verfügungen und Entscheidungen ausgeben lassen, so sind diese, abgesehen von den ein solches Verfahren sonst treffenden Folgen, als nicht geschehen und völlig wirkungslos zu betrachten.
4. Derjenige, welcher dem Verbot des Geschäftsverkehrs mit dem Erzbischof zuwider handelt (2.), soll, in sofern auf seinen durch Uebertretung des Verbots bewiesenen Ungehorsam gegen die Befehle der höchsten Gewalt, nach den bestehenden Gesetzen, mit Rücksicht auf die Umstände des besonderen Falles, nicht eine härtere Strafe in Anwendung zu bringen ist, mit einer Geldbusse bis 50 Rthlr. oder einer Gefängnisstrafe bis auf 6 Wochen belegt werden.

Mit der Ausführung der Allerhöchsten Ordre beauftragt, machen wir den Inhalt derselben hierdurch zur Nachricht und Achtung öffentlich bekannt.

Berlin, den 15ten November 1837.

Die Minister

der geistlichen Angelegenheiten,	der Justiz,
(gez.) v. ALTENSTEIN.	(gez.) v. KAMPTZ.
des Innern und der Polizei.	
(gez.) v. ROCHOW.	

VI.

Schreiben des Ministers der geistlichen Angelegenheiten an das Metropolitan - Kapitel von Köln. V. 15. November 1837.

Dem Hochwürdigen Metropolitan - Kapitel sind die Vorgänge nicht fremd geblieben, durch welche der Herr Erzbischof Freiherr Clemens August Droste zu Vischering der Königlichen Regierung in immer

1837 attiré des avertissements sérieux. Il ne peut lui être échappé que le dédain audacieux de ce prélat pour toutes les lois et ordonnances du pays, dédain qui contraste d'une manière si frappante avec la conduite modérée et légale de tous les autres évêques catholiques ; que son mépris pour toutes les formes prescrites, ses empiétements sur les droits du souverain, son despotisme intolérable à l'égard des personnes que la justice ne permettait pas d'abandonner à sa discrétion, devaient nécessairement amener la crise qui n'a pu être différée, presque jusqu'à la dissolution de l'ordre social et la violation de la sécurité publique, que par la patience persévérante et la longanimité sans exemple d'un gouvernement modéré et clément. En attendant que je puisse exposer longuement et complètement au révérend chapitre métropolitain ces divers griefs, accompagnés des pièces à l'appui, je ne ferai que les analyser brièvement ici.

En premier lieu, la conduite dure et dénuée des plus simples formes de la politesse, et le despotisme intolérable de M. l'archevêque à l'égard de ces professeurs de l'université de Bonn qui, en qualité de disciples et d'amis du défunt professeur Hermès, lui déplaisaient et lui étaient suspects, sont généralement connus et ont été officiellement constatés. Jamais il n'est entré dans les intentions du gouvernement de prendre sous sa protection la doctrine hermésienne, ni même de s'en mêler, tant que la question restait purement dogmatique. Il en avait déjà donné antérieurement une preuve patente en appelant à cette université un professeur distingué, entièrement étranger à l'école d'Hermès. Depuis la publication du bref du pape contre les écrits d'Hermès, le gouvernement est resté fidèle à ses principes de respect pour la liberté religieuse. Quoique le bref papal du 26 Septembre 1835 ne lui eût pas été officiellement notifié, et qu'en conséquence il pût être censé en ignorer le contenu, il s'empressa néanmoins de veiller à ce que les écrits d'Hermès ne servissent plus de texte aux leçons que l'on donnait à l'université. Dans cette intention, il a fait aux professeurs les injonctions les plus sérieuses, injonctions qui, pour autant que le gouvernement le sait, ont été convenablement respectées par les professeurs.

Ces égards du gouvernement et des professeurs pour la décision du souverain pontife n'ont pu apaiser

steigendem Maasse Anlass zur Unzufriedenheit und zu 1837
ernsten Mahnungen gegeben hat. Es kann dem Kapitel nicht entgangen seyn, dass die von dem gemässigten Benehmen und gesetzlichen Verfahren aller übrigen katholischen Landesbischöfe so sehr abstechende Rücksichtslosigkeit jenes Prälaten gegen die bestehenden Gesetze und Verordnungen, seine Nichtachtung aller vorgeschriebenen und rechtlich bestehenden Formen und Einrichtungen, seine Eingriffe in die Landesherrlichen Rechte und sein schrankenloses Einschreiten gegen Personen, welche die allgemeine Gerechtigkeit nicht erlaubte, seiner Willkühr zu überlassen, mit unabweisbarer Nothwendigkeit die Krise herbeiführen mussten, welche nur die ausharrende Geduld und grosse Langmuth einer milden Regierung, fast bis zur Auflösung aller Ordnung im Lande, ja bis zur Gefährdung der öffentlichen Ruhe hat hinausschieben können.

Indem ich mir vorbehalte, diese beschwerenden Umstände mit ihren Belegen unverzüglich Einem Hochwürdigen Metropolitankapitel vollständig vorzulegen, will ich hier nur kurz an die erheblichsten Punkte erinnern, die dabei zur Sprache kommen.

Bekannt und urkundlich festgestellt ist zuvörderst das einseitige und alle Form, wie schon die Natur der Sache und die allgemeine Gerechtigkeit sie vorschreibt, entbehrende Einschreiten des Herrn Erzbischofs gegen jene Professoren der Bonner Universität, welche ihm als Schüler und Freunde des verstorbenen Hermes missfällig und verdächtig waren. Niemals ist es der Regierung in den Sinn gekommen, weder die Hermesische Lehre in Schutz zu nehmen, noch überhaupt sich in jene Angelegenheit einzumischen, so weit sie eine reine Lehrfrage ist. So wie sie davon schon früher durch die Berufung eines ausgezeichneten Lehrers, welcher jener Schule durchaus fremd war, einen offenkundigen Beweis gegeben; so hat sie auch diesen Grundsatz, den sie nie verlassen wird, seit dem Erscheinen des päpstlichen Verbotes der Hermesischen Schriften auf's unzweideutigste bethätigt. Ungeachtet das päpstliche Breve vom 26sten September 1835 ohne alles Vorwissen der Regierung ergangen und derselben nicht offiziell mitgetheilt war, daher auch von ihr offiziell nur ignoriert werden konnte; so ist nichts desto weniger vom An-

1837 Monsieur M. l'archevêque. En dépit de l'invitation la plus amicale, il a obstinément refusé de recevoir ces professeurs, de leur permettre de se justifier oralement, même de lui montrer leurs cahiers et de recevoir ses instructions. Il refusa avec la même opiniâtreté, dans une entrevue officielle qui eut lieu pour éviter une interruption dans les leçons académiques, de faire connaître, par écrit, à ces professeurs, quels étaient les points de leur doctrine qu'il blâmait et qu'il désirait voir modifier. Il rejeta même la proposition de faire surveiller les cours desdits professeurs pour parvenir à établir des faits dont la certitude lui aurait permis d'adresser au gouvernement des plaintes fondées, et de demander l'éloignement des maîtres dont il redoutait l'influence. Il est au contraire notoire, qu'au mépris de toutes les formes, il intervint en défendant arbitrairement les cours académiques.

Les mesures qu'il prit pour donner de la publicité à sa défense et pour la faire exécuter, sa circulaire aux confesseurs de Bonn, l'usage ou plutôt l'abus du confessionnal ou de la chaire, qu'il prescrivit pour atteindre son but, et les suites désastreuses de ces actes déplorables, sont devenus si notoires qu'il suffira de les signaler sommairement. La dissolution de la discipline universitaire, la déconsidération des professeurs, le mépris des ordonnances de l'autorité, la dépopulation de *convictorium*, le trouble porté dans l'instruction académique aux dépens de tant de jeunes gens qui se formaient pour le service de l'Eglise: voilà quels en ont été les résultats immédiats. Mais les conséquences ultérieures qu'aurait entraînées la tolérance de la part du gouvernement d'une pareille façon d'agir, auraient été si inévitablement la destruction de toute éducation universitaire et l'anéantissement de toute culture scientifique, qu'il n'est presque pas possible de douter que l'intention de l'archevêque n'ait été de travailler, autant que cela dépendait de lui, à la ruine de l'éducation universitaire d'Allemagne.

Ce n'est en effet qu'en lui supposant cette intention, que l'on peut s'expliquer pourquoi M. l'archevêque a entièrement négligé de s'occuper de la consolidation dudit *convictorium*, établi par une convention entre son prédécesseur et le gouvernement, placé sous la surveillance de l'autorité ecclésiastique, et offrant au

fange an von ihr dafür gesorgt, dass die verbotenen **1837**
Hermesischen Schriften auf der Universität beseitigt
würden. In diesem Sinne sind die ernstlichsten Verfügungen an die Professoren ergangen, auch von denselben, so weit der Regierung bekannt ist, gebührend beachtet worden. Allein dieses hat den Herrn Erzbischof nicht zu befriedigen vermocht. Trotz der freundlichen Aufforderung, die ihm deshalb zuzuging, ist er nicht einmal zu bewegen gewesen, jene Professoren vor sich zu lassen und ihnen zu erlauben, sich vor ihm durch mündliche Verantwortung, ja selbst Vorlegung ihrer Hefte zu rechtfertigen, oder seine Belehrung darüber zu empfangen. Eben so hartnäckig und eigensinnig wies er, in der damals, um die Störung des akademischen Unterrichts zu verhindern, mit ihm gehaltenen amtlichen Besprechung, das, nach jener Weigerung um so billigere Verlangen zurück, ihnen anderweitig bekannt zu machen, was er an ihrer Lehre zu tadeln finde und gebessert zu sehen wünsche. Ja, er verwarf selbst den Vorschlag, sich nach der ihm zustehenden Befugniß, durch Beaufsichtigung der Vorlesungen, den Besitz von Thatsachen zu verschaffen, auf welche hin er der Regierung seine Beschwerden einreichen und die Entfernung jener Lehrer verlangen konnte. Vielmehr ist bekannt, wie er, mit Nichtachtung aller vorgeschriebenen Formen und ohne Anführung irgend eines sachlichen Grundes, selbst eingeschritten ist und eigenmächtig das Verbot der akademischen Vorlesungen verhängt hat. Die Wege, die er eingeschlagen, um jenem Verbote Oeffentlichkeit und Geltung zu verschaffen, sein Rundschreiben an die Beichtväter zu Bonn, der Gebrauch oder vielmehr Missbrauch, dem Beichtstuhl und Kanzel ausgesetzt waren, und die verderblichen Folgen dieser Vorgänge sind so offenkundig geworden, dass sie hier nur angedeutet werden dürfen. Die Auflösung der Zucht, die Herabwürdigung der Lehrer, die Verspottung der Anordnungen der Obrigkeit, die Verödung des Convictoriums, die Störung des akademischen Unterrichts für so viele zum Dienste der Kirche heranreifende Jünglinge — das sind Folgen, die vor aller Augen liegen. Allein die weitere Folge der Zulassung einer solchen Handlungsweise war, und so unvermeidlich die Zerstörung aller Universitäts-Bildung und die Verdrängung aller wissenschaftlichen Studien seyn, dass man

1837 pouvoir archiépiscopal toutes les garanties possibles. On sait qu'il traita de la manière la plus dure l'inspecteur de cette institution, parce que ce dernier ne voulut pas consentir à sortir des bornes de la légalité.

Ce ne peut être que dans les mêmes intentions, et pour poursuivre le même plan et réaliser les mêmes projets, que M. l'archevêque a bouleversé de fond en comble l'ordre établi dans le séminaire archiépiscopal par son prédécesseur, de commun accord avec le gouvernement, et dont une expérience de dix années avait clairement prouvé l'excellence et la sagesse; qu'il a bouleversé, dis-je, cet ordre sans en donner la moindre connaissance au ministère de l'instruction publique. Et cependant personne ne peut contester que, sans s'arrêter ultérieurement à la circonstance que nous venons de mentionner, l'Etat y éprouve un dommage notable, lorsque le temps prescrit pour le séjour dans le séminaire est porté d'une année à deux. Dans ces circonstances, il n'y a pas de quoi s'étonner que dans ces derniers jours, d'après les renseignements parvenus au gouvernement, l'archevêque ait mis hors d'activité tous les professeurs du séminaire, sans m'en avoir fait le moindre rapport.

Un second grief non moins fondé, c'est que M. l'archevêque a témérairement violé les lois qui portent que les bulles et brefs du pape, ainsi que les nouvelles ordonnances épiscopales, ne peuvent être exécutés et recevoir de force obligatoire dans le pays qu'après avoir été notifiés au gouvernement et approuvés par lui. Or, dans sa circulaire aux confesseurs de Bonn, l'archevêque émet en termes clairs le principe: que des brefs de nature dogmatique n'ont nullement besoin de l'approbation du gouvernement, et que leur publication dûment faite à Rome, suffit pour les rendre partout obligatoires. Cette doctrine est en contradiction formelle avec les lois de la monarchie, le droit public et la pratique de tous les pays allemands: pratique salulaire, non seulement pour assurer la sécurité des Etats,

kaum zweifeln darf, es sey mit jenem Verfahren von 1837 dem Erzbischofe hauptsächlich der Umsturz der deutschen Universitäts-Bildung, so weit an ihm lag, bezweckt worden. Es ist nur daraus zu erklären, weshalb der Herr Erzbischof den durch eine Uebereinkunft zwischen seinem Amtsvorfahr und der Regierung geordneten, der erzbischöflichen Gewalt und geistlichen Aufsicht jede billige Garantie gewährenden Geschäftsgang hinsichtlich jenes Convictoriums gänzlich unbeachtet liess, und den Inspector desselben aufs härteste behandelte, weil er in den Schranken jener Ordnung geblieben war. Eben so kann es kaum anders, denn als eine Fortsetzung desselben Verfahrens und eine Verfolgung desselben Planes betrachtet werden, wenn der Herr Erzbischof seitdem die von seinem Amtsvorfahr im Einverständniss mit der Regierung begründete, durch zehnjährige Erfahrung bewährte Einrichtung des erzbischöflichen Priester-Seminars umgestaltet hat, ohne dem Königlichen Unterrichts-Ministerium auch nur die geringste Kenntniss davon zu geben. Und doch kann Niemand in Abrede stellen, dass, abgesehen von dem obenerwähnten Umstande, der Staat dabei theilhaftig sey, wenn die Zeit des vorgeschriebenen Aufenthaltes im Seminar von einem Jahre auf zwei verlängert werde. Es ist hiernach nicht zu verwundern, wenn er in den letzten Tagen, nach den der Regierung zugekommenen Berichten, sämmtliche Lehrer des Seminars ausser Thätigkeit gesetzt hat, ohne dass er mir davon im Geringsten Anzeige gemacht hätte.

Eine nicht geringere Beschwerde hat der Herr Erzbischof zweitens dadurch begründet, dass er sich über die Vorschrift der Gesetze, nach welcher päpstliche Bullen und Breven, eben wie neue bischöfliche Verordnungen, nur mit Vorwissen und Genehmigung der Regierung vollziehbar sind und im Lande verbindliche Kraft erlangen, ganz rücksichtslos hinausgesetzt hat. In seinem obenerwähnten Rundschreiben an die Beichtväter zu Bonn sagt er mit klaren Worten, dass Breven dogmatischen Inhalts der Staats-Genehmigung gar nicht bedürfen, und dass deren zu Rom vollzogene Publikation hinreiche, um ihnen überall verbindliches Ansehen zu verschaffen. Diese Behauptung widerspricht schnurstracks den Gesetzen der Monarchie, dem Starrechte und der Praxis aller Deutschen Länder: ein

1837 mais encore pour éviter de graves erreurs et des troubles dans le sein de l'Eglise catholique du pays, et d'autant plus nécessaire, qu'aux décisions même purement doctrinales se lient toujours des faits politiques et sociaux, et que d'ailleurs ces décisions ne peuvent recevoir une pleine exécution qu'après qu'il aura été établi qu'elles peuvent se concilier avec les lois du pays.

Or, s'il est de la compétence du pouvoir royal d'exiger que de pareilles décisions, pour avoir force obligatoire vis-à-vis des sujets d'un Etat, soient soumises à l'examen du gouvernement, il faudra bien accorder qu'en réclamant ces droits qui lui appartiennent, le gouvernement ne s'immisce nullement dans la doctrine de l'Eglise, mais ne fait que veiller au maintien des conditions fondamentales de l'existence du royaume. Ajoutons que dans le cas dont il s'agit, à part le manque susmentionné d'une communication officielle, aucun évêque catholique de la monarchie, et l'archevêque même, ne s'est adressé au gouvernement pour être autorisé à faire la publication du bref en question, et que cette publication n'a été jusqu'à présent, autant qu'on le sache, faite dans aucun pays allemand.

En troisième lieu, il faut attribuer la même tendance à ces dix-huit articles dont les journaux ont tant parlé, et qui devaient être présentés et ont réellement été présentés à tous les prêtres de l'archidiocèse de Cologne admis à entendre les confessions, ainsi qu'à d'autres ecclésiastiques. La fixation d'une pareille condition est évidemment une nouvelle ordonnance qui, comme telle, ne peut se passer de l'approbation du souverain.

En outre, pour la signature dont on fait la condition d'admission à la dignité de confesseur, elle lèse profondément les droits des individus et mérite en conséquence d'être l'objet d'un examen sérieux. De plus, le dix-huitième article de ces thèses contient une disposition qui interdit, même en matière de discipline, tout recours au souverain pour cause d'abus du pouvoir archiépiscopal : disposition visiblement en opposition avec les droits du souverain, tels qu'ils sont reconnus depuis des siècles dans tous les pays allemands presque dans tous les Etats chrétiens de l'Europe.

Rechte und einer Praxis, die nicht nur zur Sicherung ¹⁸³⁷ der Staatsgewalt und zur Aufrechthaltung des allgemeinen Friedens, sondern auch zur Vermeidung schwererer Irrungen und Störungen innerhalb der katholischen Kirche des Landes heilsam und um so nothwendiger sind, als selbst Entscheidungen über die Lehre fast immer mit factischen Verhältnissen zusammen hängen, und gerade, um ihnen die geforderte Geltung zu verschaffen, in der Ausführung mit den Landesgesetzen vereinbarlich gemacht werden müssen. Wenn es also in dem Bereiche der Königlichen Macht liegt, von dergleichen Entscheidungen, hinsichtlich ihrer verbindlichen Kraft für Unterthanen und Staatsbeamte, Einsicht zu fordern, so ist das Bestehen auf einem solchen Rechte keinesweges eine Einmischung in die Lehre der Kirche; welche darin berührt seyn kann, sondern nur die Aufrechthaltung der Grundbedingungen des Bestehens des Reiches. Es kommt auch im vorliegenden Falle, ausser dem oben angedeuteten Mangel offizieller Mittheilung hinzu, dass kein katholischer Bischof der Monarchie, ja der Herr Erzbischof selbst nicht, sich an der Regierung Behufs jener Publikation gewandt, und dass diese, soviel bekannt geworden, auch in andern Deutschen Ländern nicht stattgefunden hat.

Ganz von derselben Art und Tendenz ist drittens die in den öffentlichen Blättern viel besprochene Aufstellung von achtzehn Sätzen, welche den Priestern, die als Beichtväter zugelassen werden wollen, und anderen Geistlichen der erzbischöflichen Diöcese Köln als Bedingung ihrer Wirksamkeit zur Unterschrift von ihm vorgelegt werden sollten und wirklich vorgelegt worden sind. Die Aufstellung einer solchen neuen Bedingung ist offenbar eine neue Verordnung, welche als solche der Landesherrlichen Genehmigung bedarf. Sie greift ferner durch die bedingende Kraft, welche der Unterschrift beigelegt wird, tief in die Rechte Einzelner ein, und bedarf deshalb einer besondern Beachtung. Endlich aber enthält der achtzehnte Artikel jener Thesen, wodurch auch in Sachen der Disciplin jeder Rekurs gegen Missbrauch der erzbischöflichen Gewalt an den Landesherrn unbedingt ausgeschlossen wird, einen unmittelbaren Eingriff in das Landesherrliche Recht, wie es in allen Deutschen Landen und fast allen christlichen Staaten Europa's seit Jahrhunderten besteht.

1837 Cependant, ces mesures si importantes, si critiques, si illégales, ont été prises par l'archevêque, sans qu'il daignât seulement en avertir le gouvernement.

En quatrième lieu, la conduite de M. l'archevêque dans l'affaire des mariages mixtes n'est pas moins illégale; elle est même accompagnée de circonstances encore plus aggravantes. Il sera nécessaire de faire longuement mention de ces dernières circonstances, puisque M. l'archevêque n'a pas craint de faire ressortir principalement, en passant toutefois sous silence la véritable situation des choses, ce grief comme étant la cause principale des menaces que le gouvernement lui a fait faire, et d'agir ainsi dans le but d'exciter les esprits. Cette conduite fait peser sur lui une responsabilité d'autant plus grave, que déjà en elle-même elle le rend coupable d'un grand abus de la bonté et de la faveur royale.

Ce ne fut que par suite de cette grâce et de cette condescendance, qu'il a cherché à faire passer pour de la faiblesse, qu'après lui avoir fait faire oralement, au nom du roi, les représentations les plus amicales et en même temps les plus sérieuses, Sa Majesté a voulu que les mêmes avertissements lui fussent encore adressés par écrit. La clémence du meilleur des monarques voulait lui accorder un délai, pour qu'il pût réfléchir aux conséquences de la ligne de conduite qu'il avait cru devoir suivre. Le roi voulait, en lui accordant la permission de se démettre volontairement de ses fonctions, lui donner les moyens de se mettre à l'abri du châtimement que méritait sa conduite antérieure, et même de demander du temps pour solliciter des instructions du chef de l'Eglise, temps qui lui aurait été indubitablement accordé, s'il l'eût sollicité. Méconnaissant avec ingratitude cette douceur paternelle, il a cherché à alimenter des haines religieuses dont il lui était impossible de calculer les suites, vu l'irritation actuelle des esprits.

Des faits appuyés par des pièces officielles attesteront d'une manière irréfragable de quelle altération de la vérité il s'est volontairement rendu coupable. Il suffira de rappeler ici qu'avant son élection, je fus chargé de lui demander formellement s'il'était d'intention d'ac-

Eine so bedeutende, so bedenkliche, so gesetzwidrige Anordnung ward aber von dem Herrn Erzbischof vorgenommen, ohne dass er der Regierung auch nur eine Anzeige zu machen für gut befunden hätte. 1837

Nicht minder gesetzwidrig, und mit noch beschwerenderen Umständen verbunden, ist endlich viertens das Verfahren des Herrn Erzbischofs hinsichtlich der gemischten Ehen gewesen, und es muss dieses Umstandes schon hier um so ausführlicher Erwähnung geschehen, als der Herr Erzbischof sich nicht gescheut hat, diesen Gegenstand mit Verschweigung der wahren Sachlage als den eigentlichen Grund des ihm angedrohten Verfahrens der Regierung hervorzuheben, und dadurch die Gemüther aufzuregen: ein Benehmen, das um so schwererer Verantwortlichkeit unterliegt, als darin schon an sich ein grosser Missbrauch der Königlichen Gnade enthalten ist. Es war nur Wirkung dieser von ihm als Schwäche ausgelegten Gnade und Nachsicht, dass nach der Abweisung der freundlichsten und zugleich ernstesten mündlichen Vorstellungen, die ihm im Namen Sr. Majestät des Königs selbst gemacht wurden, ihm nochmals eine schriftliche Abmahnung zugefertigt wurde. Die Huld des mildesten Monarchen wollte ihm noch eine Frist geben, sich zu bedenken: sie wollte ihm den Ausweg offen lassen, durch freiwillige Einstellung seiner Amtsthätigkeit allem Einschreiten wegen des Vergangenen zuvor zu kommen, oder auch sich Zeit zu erbitten, um bei dem Oberhaupte seiner Kirche Belehrung zu suchen, was ihm unbedenklich gewährt worden wäre, wenn er es verlangt hätte. In undankbarer Verkennung dieser landesväterlichen Milde, hat er dagegen nach Empfang dieses Erlasses einen Religionshass zu erregen gesucht, dessen Folgen er, bei der Aufregung der Gegenwart, gar nicht berechnen konnte. Mit welcher Entstellung der Wahrheit er dabei zu Werke gegangen, davon können urkundliche Thatsachen das unwiderleglichste Zeugniß ablegen. Hier genügt es zu sagen, dass er vor der Wahl, in meinem Auftrage, gefragt wurde, ob er die zur Ausführung des päpstlichen Breve vom 25ten März 1830 hinsichtlich der gemischten Ehen von dem Erzbischofe von Köln, Grafen Spiegel zum Desenberg, vorgeschlagene, von des Königs Majestät genehmigte Einigung vom 19ten Junius 1834, welcher, auf Besprechung

1837 cepter et de faire exécuter loyalement la convention du 19 Juin 1834 sur les mariages mixtes, proposée par l'archevêque de Cologne, comte Spiegel de Desenberg, puis approuvée par Sa Majesté, et à laquelle, à l'invitation de son respectable prédécesseur, les évêques de Paderborn, de Münster et de Trèves avaient accédé. Il lui fut dit qu'il dépendrait de sa déclaration, relativement à cette convention, si Sa Majesté consentirait ou non à son élection. En réponse à cette demande, l'archevêque déclara par écrit: „qu'il se garderait bien „de ne pas maintenir cette convention, faite et exécutée dans les quatre diocèses dénommés, en conformité du bref du pape Pie VIII, et même, si cela était „faisable, de l'attaquer, ou de la renverser, et qu'il „l'appliquerait selon l'esprit de charité et de paix.”

Cette déclaration a été mise par moi sous les yeux de Sa Majesté, et acceptée par elle avec une pleine confiance en la loyauté et en la bonne foi de celui dont elle émanait. Cependant, l'archevêque n'a pas tenu la promesse faite dans de pareilles circonstances; il a violé la parole donnée à son souverain et que son souverain avait acceptée avec tant de confiance. Cette violation peut-elle être excusée par le prétexte que l'archevêque n'aurait pas connu alors la convention dont il s'agissait ou qu'il n'aurait pas accepté, comme en formant partie intégrante, l'instruction y annexée, envoyée au vicariat général et qui n'en est que le développement (et l'archevêque n'a pas rougi d'alléguer ces fuites prétextes)? — C'est ce dont nous abandonnons avec pleine confiance la décision aux sentiments d'équité et de justice comme à la conscience de la population chrétienne.

S'il s'est réellement trouvé dans le cas d'avoir fait cette promesse par surprise, et sans connaître les pièces auxquelles elle se rapportait, si sa conscience en était inquiète, il pouvait demander des explications sur les points en litige, comme en effet on les lui a offertes spontanément dans des entrevues ménagées au mois de septembre dernier pour lever tous les doutes; ou il devait déposer une dignité dont il ne pouvait plus remplir les devoirs sans blesser sa conscience.

Il a trouvé bon de faire tout le contraire. Il ne lui suffisait pas d'avoir manqué à sa parole; il a affirmé

mit jenem Prälaten, die Bischöfe von Paderborn, Münster und Trier beigetreten waren, annehmen und ausführen wolle. Es wurde ihm gesagt, dass es von dieser Erklärung abhängen werde, ob Seine Majestät Sich bewogen fühlen könnten, seine Wahl zuzulassen. Hier-
auf nun hat der Herr Erzbischof folgende Erklärung von sich gegeben:

„dass er sich wohl hüten werde, jene, gemäß dem „Breve vom Papste Pius VIII. darüber gestroffene, „und in den benannten vier Sprengeln zur Vollziehung gekommene Vereinbarung nicht aufrecht zu halten, oder gar, wenn solches thunlich wäre, anzugreifen oder umzustossen, und dass er dieselbe „nach dem Geiste der Liebe, der Friedfertigkeit „anwenden werde.“

Diese Erklärung wurde von mir Sr. Majestät dem Könige vorgelegt und von Allerhöchstdemselben auf Treu und Glauben angenommen. Ein unter solchen Umständen gegebenes Versprechen hat der Erzbischof nun nicht gehalten, ein mit solchem Vertrauen vom Landesherrn angenommenes Wort hat er gebrochen. Ob ein solches Benehmen dadurch könne entschuldigt werden, dass er die Convention damals nicht gekannt, oder gar, dass er damit nicht die auf jene Einigung gegründete, und darin als integrierender Theil angeführte Instruktion an das General-Vicariat zu halten versprochen habe — und beide nichtige Einwände hat der Erzbischof sich leider nicht gescheut vorzubringen — das kann hier dem allgemeinen menschlichen Gefühle, das zu entscheiden kann dem Gewissen einer christlichen Bevölkerung ruhig überlassen werden. Fand er sich wirklich in dem Falle, dass er jenes Versprechen abgelegt hatte, ohne die Aktenstücke, auf die es sich bezog, zu kennen, und fühlte er sich dadurch im Gewissen gedrückt, so konnte er um Erläuterungen über bedenkliche Punkte bitten, wie sie ihm wirklich in jenen Besprechungen in dem verflossenen Monat September zur befriedigenden Lösung aller von ihm vorgebrachten Bedenklichkeiten, von freien Stücken gegeben worden, oder er musste eine Würde niederlegen, der er ohne Verletzung seines Gewissens nicht vorstehen zu dürfen glaubte. Allein von dem allen hat er gerade das Gegentheil gethan. Nicht zufrieden damit, jenes Versprechen nicht zu halten, hat er vielmehr die Re-

1837 le gouvernement dans l'opinion qu'il regardait sa promesse comme obligatoire, tandis qu'en secret il excitait les curés qui venaient lui demander conseil à se mettre en opposition, non-seulement avec l'instruction acceptée par lui, mais encore avec les lois du pays; quoique le but principal et avoué des dispositions papales eût été de remédier, par un sage tempérament, au conflit de ces lois avec la discipline plus sévère qui s'était introduite dans une partie du diocèse archiepiscopal.

Depuis la publication de ce bref, il n'avait été demandé, ni à lui ni à aucun des autres évêques, que la bénédiction des mariages mixtes fût admise indistinctement et sans examen préalable. Loin de là, la décision de chaque cas individuel était laissée à l'arbitrage de l'autorité ecclésiastique, avec cette seule restriction que l'admission ne devait pas dépendre d'une promesse formelle des époux de faire élever leurs enfants dans la religion catholique, parce que les lois ne permettaient pas qu'on exigeât une semblable promesse. Le bref lui-même n'exige pas une pareille promesse (*sponsio*); il se contente de prescrire des avertissements et des garanties morales (*cautiones*) qui en découlent, dont l'appréciation est laissée dans chaque cas particulier au curé ou au vicariat général. C'est ainsi qu'on l'interprétait dans l'archi-diocèse jusqu'à l'entrée en fonctions de M. l'archevêque dans l'été de l'année 1835; c'est ainsi qu'on l'interprète encore en ce moment dans les trois diocèses limitrophes.

L'archevêque a donc forfait à sa parole et à ses devoirs; il s'est mis en opposition avec les ordonnances et les lois existantes; de plus, il a non-seulement fait, pour miner ces lois et les renverser, des tentatives qu'il cherchait à cacher au gouvernement, mais il a fortifié celui-ci dans la confiance du contraire. Toutes ces allégations sont clairement établies par des pièces qui, par des motifs de haute convenance, ne peuvent encore être portées à la connaissance générale.

Si ces faits graves et criminels, joints à un coupable mépris de tout avertissement et à des déclarations écrites de l'archevêque, faites à diverses reprises, qu'il entend persister dans sa rébellion, justifiaient déjà seuls et provoquaient d'une manière impérieuse les mesures que le pouvoir temporel vient de prendre, il ne pouvait pas non plus perdre de vue que toute la conduite

gierung in dem Glauben bestärkt, dass er dasselbe als **1837** bindend anerkenne, während er im Stillen die bei ihm um Rath und Entscheidung einkommenden Pfarrer nicht allein gegen die von ihm angenommene Instruktion, sondern auch gegen die Landesgesetze beschied, deren Conflict mit der strengeren Disciplin eines Theiles des jetzigen Erzstiftes durch weise Milderung zu heben, der offenbare Zweck der päpstlichen Verfügungen war. Es war nach der Publikation jenes Breve niemals, weder an ihn, noch an einen der übrigen Bischöfe das Ansinnen gestellt, zuzulassen, dass die Trauung gemischter Ehen ohne Unterschied und ohne Prüfung solle zugestanden werden: vielmehr war die Entscheidung in jedem einzelnen Falle der geistlichen Behörde, jedoch mit der Bedingung überlassen, dass die Zulassung nicht von dem Abgeben eines förmlichen Versprechens über die Kinder-Erziehung Seitens der Verlobten abhängig gemacht würde, weil die Gesetze dieses nicht gestatten. Das Breve selbst fordert jenes Versprechen (sponsio) nicht, sondern schreibt Ermahnungen und daraus hervorgehende moralische Garantien (cautiones) vor, deren Erwägung im einzelnen Falle dem Pfarrer oder dem bischöflichen General-Vicariate anheim fällt. So war es in dem Erzstifte bis zum Antritte der Amtsführung des Herrn Erzbischofes im Sommer 1834, so wird es noch jetzt in den drei benachbarten Sprengeln gehalten.

Der Herr Erzbischof hat also gegen sein Wort und gegen seine Pflicht, gegen die bestehenden Gesetze und Anordnungen gehandelt, und über seine Versuche, dieselben zu untergraben und umzustürzen, die Regierung nicht allein im Dunkeln gehalten, sondern vielmehr sie im entgegengesetzten Glauben bestärkt. Alles dieses steht durch Beläge fest, die nur aus höheren Rücksichten jetzt nicht zur allgemeinen Kenntniss gebracht werden.

Wenn solche grosse und schwere Thatsachen, nach freventlicher Zurückweisung aller Abmahnung, und nach wiederholter schriftlicher Erklärung des Erzbischofs, dass er bei seinem Verfahren beharren wolle, schon an sich die Einschreitung der Landesherrlichen Macht gebieterisch hervorriefen; so durfte es auch nicht unbeachtet bleiben, dass diese ganze Handlungsweise des Erzbi-

1837 de l'archevêque, d'après les indices qu'on ne saurait méconnaître, se lie intimement aux manoeuvres et à l'influence hostile de deux partis révolutionnaires qui cherchent à fomenter les esprits et à égarer les consciences, pour réaliser leurs projets destructeurs, d'une portée immense.

Voilà pourquoi enfin et seulement lorsqu'une pareille situation commençait à devenir intolérable, et que les suites qu'elle pourrait avoir se présentaient de jour en jour plus sérieuses et plus menaçantes, Sa Majesté s'est vue obligée, à son grand regret, de faire usage de la puissance souveraine qu'elle tient de Dieu, et à interposer son autorité pour élever une digue au mal qui était près de déborder et pour mettre l'archevêque dans l'impossibilité de faire servir ses fonctions à la ruine de l'État.

En conséquence, le roi a fait signifier à l'archevêque, par ordre de cabinet daté de ce jour, qu'il ne lui permet plus d'exercer dans ses États les fonctions archiépiscopales. Le prélat a reçu l'ordre de cesser toutes ses fonctions, de quitter sur-le-champ le palais épiscopal et son diocèse, et d'attendre à son domicile les déterminations ultérieures de Sa Majesté. Si, nonobstant cette défense, il continuait à exercer ses fonctions, tous ses actes seront considérés comme nuls et nonavenus.

Le révérend chapitre métropolitain reçoit par la présente connaissance de cette décision, afin qu'il prenne, dans les conjonctures actuelles, les mesures convenables dans le cas d'une *sedes impedita*, tant pour maintenir pour le moment l'administration intérieure du diocèse, que pour préparer, par les voies canoniques, le rétablissement d'une administration ecclésiastique bien réglée. Sa Majesté compte donc avec confiance sur la sagesse et la fidélité du révérend chapitre métropolitain; elle est persuadée qu'il ne tardera pas à prendre et à exécuter les résolutions nécessaires, à envoyer, au moyen de circulaires, des instructions aux doyens et aux curés, comme aussi à faire au souverain pontife un rapport de tout ce qui s'est passé et à abandonner à sa

schofs, nach unverkennbaren Spuren mit dem feindseligen Einflusse zweier revolutionairen Parteien zusammenhänge, welche die Gemüther aufzuregen, die Gewissen zu verwirren suchen, um ihre zerstörenden und weitgreifenden Pläne durchzusetzen. 1837

So haben sich denn endlich, bei der Unerträglichkeit eines solchen Zustandes, und bei den immer ernster und drohender werdenden Folgen desselben, Se. Königl. Majestät zu Ihrem grossen Bedauern genöthigt gesehen, wenigstens so weit, mit der Ihnen von Gott verliehenen Landesherrlichen Macht einzuschreiten, dass dem Uebel abgeholfen, und der Erzbischof in die Unmöglichkeit versetzt werde, sein Amt zum Verderben des Staates zu gebrauchen.

Demgemäss haben des Königs Majestät, in Folge Allerhöchster Kabinetts-Ordre vom heutigen Tage, den Herrn Erzbischof bedeuten lassen: dass Allerhöchstdieselben von nun an die fernere Verwaltung seines erzbischöflichen Amtes in Ihrem Reiche nicht gestatten. Der Prälat ist angewiesen worden, sich aller einschlagenden amtlichen Handlungen zu enthalten, die erzbischöfliche Wohnung und den Sprengel sofort zu verlassen, und in seiner Heimath die weiteren Bestimmungen Sr. Majestät abzuwarten. Sollte derselbe, ungeachtet dieses Allerhöchsten Verbots, in der Ausübung seines Amtes fortfahren, so sind dessen Handlungen als ungeschehen zu betrachten, und es soll ihnen keine Folge oder Wirkung beigelegt werden.

Das Hochwürdige Domkapitel wird von diesem Vorgange hiedurch in Kenntniss gesetzt, um bei der nunmehr eingetretenen Hinderung des erzbischöflichen Stuhles diejenigen kanonischen Verfügungen zu treffen, die dem Fall einer sedes impedita angemessen und geeignet sind, sowohl die innere Verwaltung der Diocese augenblicklich aufrecht zu erhalten, als auch die Herstellung einer geordneten kirchlichen Regierung auf kanonischem Wege einzuleiten.

Des Königs Majestät versehen sich demnach zu der dem Metropolitan-Domkapitel beiwohnenden Weisheit, Kenntniss der Verhältnisse und pflichttreuen Gesinnung, dass Dasselbige nicht säumen werde, das hiernach Erforderliche alsbald zu beschliessen und in Aus-

1837 sagesse le soin de prendre les mesures canoniques ultérieures.

Le président supérieur prêtera au révérend chapitre, à sa demande et pour l'accomplissement de ses devoirs, l'assistance nécessaire.

Berlin, le 15 Novembre 1837.

Signe: ALTENSTEIN.

VII.

Procès-verbal du 20 Novembre 1837.

Cologne, le 20 Novembre 1837, à 6 heures du soir.

En exécution des ordres de Sa Majesté, du 15 courant, et des instructions y relatives de M. le ministre des cultes, le soussigné, président supérieur de la province du Rhin, accompagné du président de régence *Ruppenthal*, du premier bourgmestre *Steinberger*, et du conseiller de régence *Birk*, s'est rendu au palais archiepiscopal pour faire à M. l'archevêque, baron *Droste de Vischering*, les communications prescrites par l'ordre de cabinet cité ci-dessus.

On présenta d'abord à M. l'archevêque la lettre du 31 Octobre de la présente année, adressée au ministre, M. D'*Altenstein*, et dont l'original est annexé au présent procès-verbal, et on l'invita à déclarer si cette lettre était bien de lui, et s'il persistait dans son contenu, ou s'il voulait le rétracter et déclarer qu'il était prêt à se soumettre aux ordres du roi.

M. l'archevêque répondit qu'il reconnaissait la lettre comme écrite par lui, mais qu'il devait irrévocablement persister dans son contenu.

On lui fit connaître alors que Sa Majesté avait ordonné de lui annoncer, par le présent acte, que ses transgressions continuelles des fonctions archiepiscopales et ses dispositions illégales ayant porté préjudice à l'autorité souveraine, et mis la perturbation dans l'ordre

führung zu bringen, an die Dekane und Pfarrer mit- 1837
telst Umlaufschreiben die nöthigen Bekanntmachungen
zu erlassen, auch dem päpstlichen Stuhle über den gan-
zen Vorgang Bericht zu erstatten und dessen Weisheit
die ferneren kanonischen Verfügungen anheim zu stellen.

Das Königliche Ober-Präsidium wird dem Hoch-
würdigen Domkapitel bei der Vollziehung dieser seiner
Obliegenheiten auf Ersuchen den angemessenen Bei-
stand leisten.

Berlin, den 15ten November 1837.

(gez.) v. ALTENSTEIN.

VII.

Protokoll vom 20sten November 1837.

Verhandelt Köln, den 20. Novbr. 1837.

Abends 6 Uhr.

In Folge Allerhöchsten Befehls Sr. Majestät. des
Königs, vom 15ten d. M., und darauf gegründete In-
struktion des Königl. Ministerii der geistl. Angelegenhei-
ten, hatte sich der unterzeichnete Königl. Ober-Präsi-
dent der Rheinprovinz, in Begleitung des Herrn Regie-
rungs-Präsidenten Ruppenthal, des Ober-Bürgermei-
sters Steinberger und des Regierungsraths Birk,
in die erzbischöfliche Curie begeben, um dem Herrn
Erzbischof, Freih. Droste zu Vischering, diejeni-
gen Eröffnungen zu machen, welche die allegirte Al-
lerhöchste Kabinetts-Ordre vorschreibt.

Dem Herrn Erzbischof wurde zuerst das an den
Herrn Minister v. Altenstein gerichtete, dieser Ver-
handlung im Original beigefügte Schreiben vom 31sten
Oktober d. J. mit der Aufforderung vorgelegt, sich dar-
über zu erklären, ob dasselbe von ihm sey und er
sich zu dessen Inhalt noch jetzt bekenne, oder dessen
Inhalt etwa zurücknehmen und nachträglich seine Un-
terwerfung unter die Befehle Sr. Majestät des Königs
aussprechen wolle.

Der Herr Erzbischof erwiderte hierauf, dass er das
Schreiben als von ihm verfasst anerkenne, bei dessen
Inhalt aber unwiderruflich beharren müsse.

Hierauf wurde demselben die Eröffnung gemacht,
dass Se. Königl. Majestät befohlen hätten, ihm kraft
dieser Verhandlung anzukündigen, wie er durch fort-
gesetzte Ueberschreitung seiner Amtsbefugnisse und durch
gesetzwidrige Verfügungen, welche das Landesherrliche

1837 civil, Sa Majesté était obligée de lui interdire, en vertu de son pouvoir souverain, l'exercice de ses fonctions, et de l'éloigner du diocèse de Cologne. M. l'archevêque ayant été sommé de se soumettre à cet ordre suprême, de suspendre l'exercice de ses fonctions, de partir pour Münster et d'y attendre les décisions ultérieures de Sa Majesté, déclara qu'il ne pouvait ni déposer volontairement sa charge, ni quitter le troupeau à lui confié; que dans les choses temporelles il respectait les ordres du roi, mais que dans les points désignés, il ne pouvait les regarder comme obligatoires pour lui, et qu'il ne céderait qu'à la force.

Toutes les représentations qui lui furent faites, nommément que Sa Majesté soumettrait immédiatement toute l'affaire au saint-siège; qu'il était lui-même d'écrire à Sa Sainteté, et qu'il pouvait être certain que sa lettre parviendrait; qu'il pouvait garantir les droits de l'Eglise et les siens propres par toute protestation qu'il jugerait convenable; rien ne parvint à changer sa résolution, il assura au contraire qu'il y persistait inébranlablement.

En conséquence, M. l'archevêque fut prévenu, conformément à l'ordre de Sa Majesté, qu'il devait immédiatement partir, et qu'on emploierait au besoin la contrainte pour le conduire à Minden, ville que le roi avait fixée provisoirement pour son séjour: il déclara qu'il était prêt à céder à la force,

Rien n'étant à ajouter, le présent procès-verbal a été approuvé et signé, après que M. l'archevêque eut prié qu'on lui en laissât copie.

Signé: CLEMENT-AUGUSTE, archevêque de Cologne.
RUPPENTHAL, STEINBERGER, DE BODELSCHWINGH,
BIAK.

Ansehen gefährdet und Störung der bürgerlichen Ordnung herbeigeführt hätten, die Nothwendigkeit herbeigeführt habe, ihm, kraft Landesherrlicher Machtvollkommenheit, die Ausübung seines erzbischöflichen Amtes zu untersagen und ihn aus der Kölnischen Diöcese zu entfernen. Der Herr Erzbischof, aufgefordert, sich diesem Allerhöchsten Befehle zu fügen, seine Amtswirksamkeit einzustellen und nach Münster abzureisen, um dort die weiteren Beschlüsse Sr. Majestät des Königs zu erwarten, erklärte, dass er das ihm anvertraute Amt weder freiwillig niederlegen, noch auch die ihm anvertraute Heerde verlassen dürfe; die Befehle Sr. Majestät des Königs in weltlichen Dingen ehrend, könne er sie doch in den bezeichneten Punkten nicht als bindend für sich betrachten, und nur der Gewalt weichen.

Alle demselben hierauf gemachten Vorhaltungen, namentlich dass Se. Majestät der König dem päpstlichen Stuhle unverzüglich die ganze Sache vorlegen lassen werde; dass es ihm freistehe, selbst in beliebiger Weise an Se. Heil. zu schreiben und der Beförderung dieses Schreibens gewiss seyn könne; dass er die Rechte der Kirche und seine eigenen durch jede beliebige Protestation wahren könne, vermochten seinen vorausgedrückten Entschluss nicht zu ändern, indem er vielmehr versicherte, dabei unerschütterlich zu beharren.

Demnach wurde dem Herrn Erzbischof, dem Allerhöchsten Befehle gemäss, eröffnet, dass er unverzüglich die Reise nach Minden, welchen Ort des Königs Majestät einstweilen zu seinem Aufenthalte bestimmt hätten, nöthigenfalls zwangsweise, antreten müsse, und erklärte derselbe hierauf, dass er bereit sey, sich in diese Zwangsmaassregel zu fügen.

Da sich weiter nichts zu erinnern fand, wurde diese Verhandlung allseitig genehmigt und vollzogen, nachdem der Herr Erzbischof noch gebeten hatte, ihm Abschrift dieser Verhandlung mitzutheilen.

(gez.) CLEMENS AUGUST, Erzbischof von Köln.
RUPPENTHAL. STEINBERGER. v. BODELSCHWINGH. BIRK.

1837

64.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Joway Indiens, signé à St. Louis, le 23 Novembre 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25th Congress of the United States. Washingt. 1838. Append. p. 31).

Articles of a Treaty made at the city of St. Louis, between Joshua Pilcher, thereto specially authorized by the President of the United States, and the Joway Indians, by their chiefs and delegates.

Art. 1. The Joway Indians cede to the United States all the right and interest in the land ceded by the treaty, concluded with them and other tribes on the 15th of July 1830, which they might be intitled to claim, by virtue of the phraseologie employed in the 2d article of said treaty.

Art. 2. In consideration of the cession contained in the preceding article, the United States stipulate to pay them 2,500 Dollars, in horses, goods and presents, upon their signing this Treaty in the city of St. Louis.

Art. 3. The expenses of this negotiation and of the chiefs and delegates signing this treaty and to their homes to be paid by the United States.

Art. 4. This Treaty to be binding upon the contracting parties when the same shall be ratified by the United States.

In witness whereof etc.

St. Louis, 23 November 1837.

JOSHUA PILCHER,

United States Ind. Agent.

Signatures des Indiens et témoins.

(Ratifié par le Président des Etats - unis, M. van Buren, le 21 Février 1838).

65.

*Déclaration du Roi des Pays-Bas
portant l'extension des dispositions
du Traité de navigation, conclu le
3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le
grand-duché de Bade. En date du
23 Novembre 1837.*

(Gazette de l'Etat des Pays - Bas. 1837).

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc.

Vu le traité de navigation conclu le 3 Juin dernier entre le royaume des Pays-Bas et la Prusse, ainsi que notre arrêté du 30 Juillet dernier qui s'y rapporte (*Gazette de l'Etat*, n^o 52);

Vu la convention ultérieurement conclue, portant: que les Etats riverains du Rhin, du Mein et du Neckar qui, de leur côté, ont accordé à la navigation des avantages ou privilèges, sans distinction de pavillon, et qui continuent à les maintenir sur le même pied, seront admis à jouir également des avantages mentionnés en l'art. 7, lettre B; qu'en outre les dispositions des articles 1—5 du susdit traité seront applicables à ces Etats, sauf l'observation d'une pleine réciprocité de leur part envers les Pays-Bas;

Sur la proposition de notre ministre des affaires étrangères du 15 de ce mois, n^o 3;

Vu les pièces qui y sont annexées, et desquelles il résulte que le gouvernement du grand-duché de Bade accède à la susdite convention; qu'il s'engage à l'observation d'une parfaite réciprocité envers les Pays - Bas, quant aux articles 1—5 du traité susmentionné, ainsi qu'au maintien, sur le pied actuel, des privilèges et avantages accordés à la navigation sans distinction de pavillon,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les dispositions des articles 1—5 du traité sus-mentionné, conclu entre les Pays-Bas et la

1837 Prusse, seront, pendant la durée de son existence, également applicables aux navires appartenant à des sujets du grand-duché de Bade, ainsi qu'à leurs chargemens.

2. Lesdits navires et chargemens jouiront pareillement des avantages accordés par l'art. 7, lettre B du susdit traité, aux navires sous pavillon prussien.

Nos ministres des affaires étrangères et des finances veilleront à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans la *Gazette de l'Etat*.

Donné à La Haye, le 23 Novembre 1837, de notre règne le vingt-quatrième.

Signe: GUILLAUME.

66.

Actes du chapitre metropolitain de Cologne, relativement aux différends entre la cour de Rome et le Cabinet Prussien.

(Das Metropolitan - Domkapitel zu Cöln in seinem Rechte oder Verhalten desselben und seine Verhandlungen mit dem Apostolischen Stuhle in der Erzbischöflichen Sache.

Mit authentischen Aktenstücken. Cöln, 1838).

I.

Protocole de la Séance du Chapitre, du 21 Novembre 1837.

Gegenwärtig waren: der hochwürdigste Dompropst, Herr Weihbischof Freiherr von Beyer, der hochwürdige Domdechant, Herr General-Vikar Dr. Hüsgen und die Domkapitularen: Dr. Schweitzer, Dr. Filz, Dr. Müller, Iven, Dr. München und Dr. Weitz.

In der heutigen, von dem Herrn Dompropste, Freiherrn v. Beyer, auf Allerhöchste Veranlassung zusammenberufenen Capitular-Versammlung erschien der Königl. Oberpräsident der Rheinprovinz Hr. Freiherr v. Bodelschwingh und eröffnete den anwesenden Domkapitularen, dass der Hr. Erzbischof auf Allerhöchsten Befehl aus dem Erzbischöflichen Sprengel entfernt

und in der Ausübung seiner amtlichen Wirksamkeit gehindert sey, und fügte die Aufforderung hinzu, dass nunmehr das Kapitel diejenigen Massregeln einzuleiten und zu treffen habe, welche zur Aufrechthaltung des unentbehrlichen Geschäftsganges erforderlich und dem Zustande der eingetretenen Hemmung des Erzbischöflichen Amtes angemessen seyen, auch über diesen Vorgang die geeigneten Anträge an den päpstlichen Stuhl zu richten. — Ferner theilten Se. Hochwohlgeboren dem Domkapitel die wichtigen Gründe ausführlich mit, welche des Königs Majestät zu diesem Schritte genöthigt hätten. Auf den Grund dieser Mittheilungen beschloss das Domkapitel in Gemässheit des *cap. 3. de supplenda negligentia praelatorum in 6^o* (1. 8.), von dem heutigen Tage ab die Verwaltung der Erzdiocese *nomine capituli* zu übernehmen und zu führen, die deshalb erforderlichen Erlasse an die Geistlichkeit auszufertigen, an den Apostolischen Stuhl über die Sachelage ausführlich zu berichten und die ferneren Anordnungen zu erbitten, auch binnen der Zeitfrist von acht Tagen nach vorheriger Einladung aller Domkapitularen zur Wahl eines Kapitular-Verwesers zu schreiten.

Abschrift gegenwärtiger Verhandlung ist dem Herrn Oberpräsidenten der Rheinprovinz mitzutheilen.

II.

Circulaire du chapitre metropolitain de Cologne aux Curés de la diocèse, du 21 Novembre 1837.

Nos, Ecclesiae Metropolitanae Coloniensis Praepositus, Decanus et Canonici Capitulares

Ecclesiae Collegiatae Aquisgranensis Praeposito et Canonicis, Decanis ruralibus, Parochis universoque Clero
Salutem in Domino!

Gravissimis ex causis, Venerabiles Fratres! Reverendissimus Archiepiscopus noster, *Clemens Augustus, Liber Baro de Droste-Vischering*, longius est ex Archidioecesi abductus et ita, quominus ecclesiae administrationem procuret, impeditus. Quare jam quum sedes Archiepiscopalis quasi vacet, ex juris in *cap. Si Episcopus. 3. de supplend. negligent. praelat.* (1. 8.) constituta norma *Capitulum, ac si sedes per mortem*

1837 *vacaret, in spiritualibus et temporalibus ministrare debet.* Quam itaque administrationem hodie Nos suscepisse, hisce Vobis significamus, mandantes, ut de singulis negotiis ecclesiasticis agendis literas ad Nos detis, donec aliud quid secundum leges ecclesiasticas Vobis fuerit praeceptum. De tota causa praesentique Archidioecesis conditione statim, uti decet et a jure praefinitum est, uberius et diligentius ad s. sedem Apostolicam, cujus interest Ecclesiarum providere necessitatibus, referemus Eamque humillime rogabimus, ut Nobis consulat et quae Sibi videantur, ordinet. Mandata Apostolica brevi Nobis erunt data, atque ea Vos pariter, Fratres carissimi, quietis fidentibusque animis una Nobiscum exspectetis, in Domino hortamur, et circumspecte prudentique consilio pro amore Dei curetis, ne quid Ecclesiae rebusve publicis oriatur detrimenti, neve fidelium animi excitentur vel sollicitentur.

Coloniae, 21. Novembris 1837.

Nomine Capituli

Praepositus

CAROLUS ADALBERTUS LIB. BARO DE BEYER,
Vicar. in Pontif. General.

III.

Lettre du chapitre metropolitain de Cologne adressée à la cour de Rome. En date du 22 Novembre 1837.

Sanctissimè Pater!

Ad Sanctitatis Vestrae pedes humillime provolvimur, difficilem, in qua nunc Archidioecesis Coloniensis versatur, conditionem tristes exposituri, ac consilia et mandata Apostolica summo, quo decet, obsequio rogaturi. Siquidem nudius tertius, 20. hujus mensis Novembris, Reverendissimus Archiepiscopus noster, Clemens Augustus, Liber Baro de Droste ex *Vischering*, Regiae Suae Majestatis jussu longius ex Archidioecesi subito in provinciam patriam abductus, ac ne porro Archidioecesis administrationem ullave in ea negotia ecclesiastica attingat, vetitus est.

Heri summus provinciae Rhenanae Praeses, qui Confluentiae residet, Illustrissimus Dominus Liber Baro de *Bodelschwingh*, ex speciali mandato regio nobis ca-

pitulariter congregatis rem; ut erat acta, enarravit, et 1837
litteras ab Excellentissimo Domino, Libero Barone de *Altenstein*, Ministro Regio, qui administrandis rebus ecclesiasticis praeest, 15. hujus mensis Novembris de hac causa deque consiliis capiendis ad nos datas praelegit et tradidit. Quae litterae breviter et concinne explanant, quae Reverendissimus Archiepiscopus noster inde a suscepta Archidioecesis administratione in patrias leges publicasque institutiones peccavisset, quod publicae tranquillitati periculum comparavisset, et quae demum Clementissimo Regi nostro cum gravissimo Suo dolore imposita fuisset necessitas, ut concredita Sibi a Deo potestate regia eatenus saltem uteretur, quatenus malo occurreretur impedireturque Archiepiscopus, quominus munere suo in rei publicae detrimentum fungeretur. Quibus rebus expositis nobis significatur, exspectare Regiam Suam Majestatem, nos pro rerum cognitione nostra proque justo fidelique sensu sine mora ea, quae sint sede impedita, tam ad peragenda praesentia ecclesiae negotia, quam ad restituendam Archidioecesis secundum canones recte ordinatam administrationem, apte et legitime instituenda decreturos et perfecturos, atque de universa re gesta Sanctam Sedem Apostolicam edocuturos fore, Ejusque sapientiae, quae porro sint ex legibus ecclesiasticis constituenda, remissuros.

Quae Reverendissimus Archiepiscopus noster in leges patrias commiserit et quibus ex causis Regis gratia exciderit, ea inquirere et judicare nostrum non est; id tamen dissimulare non possumus, ejus agendi rationem adhuc non in omnibus nos probare potuisse. Paucis fere ad eum aditus patebat; plurimis ac doctioribus peritiis et viris diffidere eorumque consilia spernere videbatur, quum ipse vel ob solam jam aetatem provectam administrandae tam amplae eique minus notae dioecesi solus vix sufficere posset; plures atque imprimis presbyteros juniores morosius et minus canonicè tractabat eosque thesibus, quae non omnes cum doctrinis ab Ecclesia definitis conveniunt, subscribendis angebat; pluraque prius, ac praecipue ab antecessore piae memoriae ad utilitatem et gloriam Ecclesiae catholicae bene legitime et laboriose instituta turbare conabatur, ita ut ejus administrandi ratio non aedificandi studium, sed quasi destruendi speciem prae se ferret. Quae omnia non sine acerbo dolore observavimus et ad Sanctam Se-

1837 dem Apostolicam conquerentes jam retulissemus, nisi Archipraesulis auctoritas, nostra erga eum reverentia, et spes experientia edoctum salubriora eum consilia secuturum esse nos retinuisset.

Jam rebus ita constitutis et Sede Archiepiscopali quasi vacante, heri Archidioecesis administrationem ex juris *in cap. Si Episcopus 3. de supplend. neglig. prael. in 6.* praefinita norma suscepimus, et id per literas ad universum Clerum Coloniensem publicavimus, exhortantes, ut singuli mandata Apostolica quietis fidentibusque animis una nobiscum exspectarent et circumspice prudentique consilio pro amore Dei curarent, ne quid Ecclesiae reive publicae oriatur detrimenti, neve fidelium animi excitentur vel sollicitentur, Vicarii Capitularis electionem pariter intra octiduum habendam decrevimus.

Quod negotium gestum, jam Sanctitatem Vestram, Patrem universae Ecclesiae, non solum ut ratum habeat sed etiam in conditione tam ardua nobis brevi consulat et quae Sibi videantur ordinet, humillime et devotissime rogamus. In ea, quae Sanctitas Vestra jusserit, omnium animi sunt intenti atque ea cunctos placabunt publicamque quietem confirmabunt. Universi enim summa ac tanta erga Sanctitatem Vestram pietate, reverentia, et fiducia perfusi sunt, ut nos solos non superent, qui ad cineres naque persistimus

Sanctitatis Vestrae

Coloniae Agrippinae 22. Novembris 1837.

Filii devotissimi servique humillimi

Carolus Liber Baro DE BEYER, Praepositus Eccl. Metropol.

Dr. HÜSGEN, Decanus.

Dr. SCHWEITZER, Can. Cap.

Dr. JOANN. HENR. FILZ, Can. Cap.

Dr. J. JOS. MÜLLER, Can. Cap.

JOANN. JACOB IVON, Can. Cap.

Dr. NIC. MÜNCHEN, Can. Cap.

Dr. JOH. LAMB. WEITZ, Can. Cap.

IV.

Protocole de la séance du chapitre, du 27 Novembre 1837.

Gegenwärtig waren der hochwürdigste Herr Dompropst und Weihbischof, Freiherr Dr. von Beyer, der

hochwürdige Domdechant, Herr General-Vikar Dr. Hüs- 1837
gen, die Herren Domkapitularen Dr. Schweitzer,
Montpoint, Dr. Filz, Dr. Müller, Iven, Dr.
München, Dr. Weitz und Dr. Scholz.

In der heutigen Sitzung wurde zunächst die Wahl eines Erzbisthums-Verwesers *sede quasi vacante* vorgenommen. Scrutatoren waren der hochwürdigste Herr Dompropst und ausserdem die hochwürdigsten Herren Dr. Schweitzer und Dr. Filz. Hierauf wurde zur geheimen Abstimmung geschritten; die Stimmzettel wurden gezählt und der Zahl der Stimmenden gleich gefunden. Mit Genehmigung des Kapitels wurden sie eröffnet und die einstimmige Wahl des Domdechanten, Johann Hüs gen, Doctor der Theologie und beider Rechte, General-Vikar, Ritter des rothen Adler-Ordens III. Klasse, zum Kapitular-Verweser ward verkündigt und derselbe sofort nach der Annahme von dem ersten Scrutator nach kanonischer Vorschrift in seinem und der mit ihm Uebereinstimmenden Namen als erwählt ausgerufen.

Dem Herrn Oberpräsidenten ist dieses Wahl-Protokoll einzusenden und ein Begleitungsschreiben beizufügen, worin das Kapitel die Meinung äussern wird, dass die getroffenen Massregeln zur Verwaltung der Erzdiözese während der *Sedes impedita* oder *Sedes vacans* nach kanonischen Bestimmungen hinreichen bis zur Wiederkehr einer geregelten oberhirtlichen Verwaltung.

Sobald das landesherrliche placetum eingegangen ist, wird die erforderliche Publikation *ad clerum* erlassen werden.

(Folgen die Unterschriften.)

V.

Protocole de la séance du chapitre, du 31 Novembre 1837.

Gegenwärtig waren der hochwürdigste Herr Dompropst und Weihbischof, Freiherr Dr. von Beyer, der hochwürdige Domdechant, Herr General-Vikar Dr. Hüs gen, die Herren Domkapitularen: Dr. Schweitzer, Dr. Filz, Dr. Müller, Iven, Dr. München und Dr. Weitz.

Zuerst wurde ein Schreiben des Hrn. Oberpräsi-

1837 denten der Rheinprovinz d. d. Coblenz, 29 November 1837. vorgelesen, wornach den am 27. d. M. einstimmig zum Capitular Verweser erwählten Domdechanten Hrn. Dr. Hüs gen, die landesherrliche Genehmigung ertheilt wird.

Es wurde hierauf die in der Sitzung v. 27. November beschlossene Publikation des Erlasses ad cl e- rum auszuführen festgesetzt.

(Folgen die Unterschriften).

VI.

Lettre circulaire du chapitre metropolitain de Cologne aux Cures de la diocèse, du 2 Décembre 1837.

Nos, Ecclesiae Metropolitanae Coloniensis, Praepositus...

Quam Vobis, Venerabiles Fratres! 21. m. p. nuntiavimus susceptam a Nobis Archidioecesis administrationem, quum Nos, ac si Sedes actu vacaret, ex concilii Trident. sess. 24. cap. 16. de ref. praescripto, administratori committere oporteret, 27. m. p. capitulariter congregati Vicarii Capitularis electionem habuimus. Scrutinio legitime instituto schedulae apertae unanimia vota prodiderunt, quae plurimum Reverendum et Eximium Dominum Joannem Hüs gen, ss. Theologiae et utriusque Juris Doctorem, Decanum Nostrum, inde a multis annis Archidioecesis sicarium in spiritualibus Generalem et Ordinis Aquilae rubrae Illae classis Equitem, electum esse declararunt. Unanimiter electum constituimus et pronuntiavimus Vicarium Capitularem in Eumque Archidioecesis administrationem contulimus. Quod, secuto placito regio, hisce Vobis notum facimus, mandantes, ut de singulis negotiis ecclesiasticis agendis literas ad Eum detis debitamque Ei exhibeatis reverentiam et obedientiam.

Coloniae, 2. Decembris 1837.

Nomine Capituli

Praepositus

CAROLUS ADALBERTUS LIA. BARO DE BEXER,
Vicar. in Pontif. General.

VII.

1837

*Lettre du chapitre metropolitain de Cologne,
adressée à la cour de Rome, du 19 Décembre
1837.*

Sanctissime Pater!

Sanctitati Vestrae 22. Novembris h. a. humillimis litteris nostris nuntiavimus, infra octiduum susceptae Archidioecesis, Sede quasi vacante, administrationis habendam Vicarii Capitularis electionem nos decrevisse. Ex juris enim praecepto, ac si Sedes per mortem vacaret, quum in universum nobis agendum, tum imprimis Vicarium Capitularem, eumque ex gremio nostro eligendum esse existimavimus. Jam quid actum sit, ut Sanctitatem Vestram devotissime referremus, id officii nostri duximus.

Ejusdem mensis Novembris die 27. capitulariter congregati scrutinium legitime instituimus et per unanimia vota plurimum Reverendum et Eximium dominum, *Joannem Hüsgen*, ss. Theologiae et utriusque Juris Doctorem, Decanum nostrum, inde a multis annis Archidioecesis Coloniensis Vicarium in spiritualibus Generalem et Ordinis Aquilae rubrae III. classis Equitem, elegimus, electum Vicarium Capitularem constituimus, in eum Archidioecesis administrationem contulimus electionem universo Clero Archidioecesis 2. h. m. Decembris per literas notam fecimus. Ex eo, quod unanimes Vicarium Capitularem elegimus, placeat Sanctitati Vestrae colligere, quale sit commune nostrum tuendi et fovendi Ecclesiae commodi studium et quae sit nostra in electo fiducia posita. Quum non aliud ante oculos habuissemus, nisi ut Ecclesiae negotia bene gererentur et ut quies publica conservaretur, ipsi nobis congratulati sumus, quod nostri numeri esset vir iste, quem non soli nos diligimus, et quo non alius in praesentis rerum conditione aptior potuit administrandae Archidioecesi praefici. Per annos enim duodecim quum Archidioecesis Coloniensis Vicarii in spiritualibus Generalis partes adhuc explevisset, non modo singularem rerum cognitionem et usum obtinuit, sed et animi lenitate et aequitate sua apud universum Clerum gratus factus est et tam aetate sua profecta, quam morum castitate et officii pietatisque studio fidelium observantiam sibi

1837 conciliavit. Quare et nostram agendi rationem et confectam illius viri electionem Sanctitati Vestrae, confidimus, gratam acceptamque fore, atque humillime ad pedes Vestros provoluti Apostolicam petimus benedictionem.

Coloniae Agrippinae 19. Decembris 1837.

Ecclesiae Metropolitanae Coloniensis Praepositus,
Decanus et Canonici Capitulares,
Nomine Capituli

CAROLUS ADALBERTUS LIB. BARO DE BEYER, Praepositus.

67.

Traité entre les Royaumes de Prusse et de Hanovre pour la régularisation des frontières litigieuses sur les deux rives du Weser entre les deux Etats. Signé et conclu à Buckebourg, le 25 Novembre 1837.

(Gesetz-Samml. für die Königl. Preussischen Staaten.
1838. Nro 4. v. 15 Februar).

Staatsvertrag, betreffend die Berichtigung der streitigen Hoheitsgrenze zwischen den Königreichen Preussen und Hannover auf dem rechten und linken Weserufer, ferner den damit in Verbindung stehenden Austausch der sogenannten Mengedörfer, sowie die Ueberweisung der nach den Traktaten vom 29. Mai und 13. September 1815. von der Krone Preussen der Krone Hannover annoch zu gewährenden 1654 Seelen. Vom 25. November 1837.

Da die zwischen den Kronen Preussen und Hannover unterm 29. Mai und 23. September 1815. abgeschlossenen Staatsverträge, soweit sie sich auf gegenseitige Abtretung von Provinzen und Landestheilen beziehen, bis auf die Ueberweisung der Hannover in Beziehung auf die Niedergrafschaft Lingen noch gebührenden 1654 Seelen ihre definitive Erledigung erhalten haben, diese Ueberweisung aber in Folge der vorläufig getroffenen Verabredung, die gegenseitige Konvenienz hierbei möglichst zu vereinigen, mancherlei Schwierigkeiten gefunden, demnächst abseiten Preussens der Wunsch

zu erkennen gegeben worden ist, die ihm obliegende 1837 Verbindlichkeit auch auf eine andere Weise, wenigstens theilweise, als durch wirkliche Ueberweisung von Unterthanen erfüllen zu können und dieser Wunsch abseiten Hannovers eine bereitwillige Berücksichtigung erhalten hat,

nachdem ferner für angemessen erachtet worden ist, die an mehreren Stellen verdunkelte und streitige, die Gegend bei dem Dorfe Würgassen, die Grafschaft Tecklenburg und das Fürstenthum Osnabrück, auch die Grafschaften Hoya und Diepholz, sowie das Fürstenthum Minden und die Grafschaft Ravensberg berührende Hoheitsgrenze am rechten Weserufer von dem Hannoverschen Flecken Wiedensahl und dem Preussischen Dorfe Rosenhagen an, sowie der vom s. g. Bückeburger Waldthore (der Stelle, wo die Hannoverschen, Preussischen und Lippe-Bückeburgischen Landesgrenzen zusammentreffen) bis zu dem auf dem linken Weserufer belegenen Grenzsteine am Postdamme von dem Hannoverschen Kirchspiele Lär nach der Preussischen Stadt Versmold berichtigen zu lassen,

und endlich zur Erreichung einer zweckmässigen Hoheitsgrenze als wünschenswerth anerkannt ist, die Missverhältnisse hinsichtlich der an dieser Grenze belegenen s. g. Mengedörfer durch Austausch zu beseitigen;

so sind zu dem Ende zu Bevollmächtigten ernannt:

Königlich Preussischer Seits:

der Regierungs-Chef-Präsident Carl Richter zu Minden, Ritter des Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife,

und Königlich Hannoverscher Seits:

der Regierungsrath Johann Paul Wehner zu Hildesheim, Ritter des Guelphen-Ordens,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten in gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, unter Vorbehalt der Ratifikation ihrer Allerhöchsten Höfe, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Art. 1. In Ansehung der an der Grenze des Hannoverschen Amts Stolzenau und des Preussischen Kreises Minden belegenen s. g. Mengedörfer

Ovenstedt,

Halle,

Hävern,

1837

Glissen,
Brüninghorstedt und
Westenfeldt

ist ein Austausch verabredet worden, und werden demnach zu völliger Landeshoheit abgetreten:

a) an die Krone Preussen:

Königlich Hannoverscher Seits die Dorfschaften Ovenstedt und Hävern,

b) an die Krone Hannover:

Königlich Preussischer Seits die Dorfschaften Glissen, Halle, Brüninghorstedt und Westenfeld.

Art. 2. Von Sr. Majestät dem Könige von Preussen wird abgetreten an die Krone Hannover die auf der Route Lemförde nach Bohmte befindliche unten näher bezeichnete, durch das Dorf Reiningen führende Chausseestrecke, soweit solche das Königlich Preussische Territorium berührt, sammt den dazu gehörigen Gräben und Grabenkanten.

Der Anfangspunkt dieser an die Krone Hannover abzutretenden, Chausseestrecke, ist von Lemförde aus, durch die im Jahre 1785. vereinbarte und im Jahre 1788. durch Grenzsteine bezeichnete Hoheitsgrenze bestimmt, und der Endpunkt ist die erste Brücke hinter der Brücke über den Reininger Bach nach Bohmte zu, woselbst die vereinbarte Hoheitsgrenze wieder eintritt, so dass an jedem Theile der Chausseestrecke zwischen Lemförde und Bohmte, ohne alle Ausnahme, die volle Landeshoheit der Krone Hannover zusteht.

Nach der durch die beiderseitigen Wegebau-Offizianten gemeinschaftlich vorgenommenen Vermessung und angefertigten, diesem Vertrage beigelegten, von denselben attestirten Karte, beträgt die Länge dieser abgetretenen Chausseestrecke 525 Ruthen 4 Fuss Rheinländische Maasse. Die Breite der Strasse in der Kappe ohne die zu beiden Seiten daran herlaufenden Chausseegräben und die äussersten Grabenkanten oder Sohlbank beträgt von dem Anfangspunkte auf der Grenzlinie von 1785 an, durch das Dorf Reiningen bis zur Brücke über den Reininger Bach 34 Fuss Rheinländisch, und von da an bis zu der darauf folgenden Brücke nach Bohmte zu 40 Fuss Rheinländisch, für die daran herlaufenden, an die Krone Hannover mit abgetretenen Gräben nebst Grabenkante ist die Normalbreite

von 16 Fuss Rheinländisch auf jeder Seite, inclusive 1837
der Grabenkante oder Sohlbank, fast nirgends vorhanden,
sondern es ist die wirklich abgetretene Breite, wie solche
auf der Karte eingetragen worden, sehr verschiedenartig.

Das zu beiden Seiten dieser an die Krone Hannover
abgetretenen Chausseestrecke befindliche Territorium
verbleibt, soweit es bisher zum Preussischen Territorium
gehört hat, nach der unten folgenden Grenzbeschreibung
der Krone Preussen und wird nicht abgetreten.

Da die volle Landeshoheit über diese Chausseestrecke
nunmehr auf die Krone Hannover übergeht, so folgt daraus
von selbst, dass der dort Königlich Preussischer Seits
früher angelegte, seit dem 1. Juli 1834. aber vorläufig
aufgehobene Zoll gänzlich hinwegfällt.

Art. 3. Die Königlich Preussischer Seits nach den
vorstehenden Artikeln abzutretenden Dorfschaften

Glissen,
Brüninghorstedt,
Westenfeld,
Halle,

enthalten 146 bisher Königlich Preussische Unterthanen,
dagegen enthalten die von Hannover an Preussen abzutretenden
Dorfschaften

Ovenstedt,
Hävern,

100 bisher Königlich Hannoversche Unterthanen.

Da die Zahl der von Preussen an Hannover abgetretenen
Unterthanen, die von Hannover an Preussen abgetretenen
hiernach um 46 übersteigt, so sollen diese auf die Preussischer
Seits an Hannover noch zu überweisenden, im Eingange dieses
Vertrags erwähnten 1654 Seelen abgerechnet werden. Statt
Ueberweisung der hiernach fehlenden 1608 Seelen macht sich
die Krone Preussen verbindlich, jeden Kopf mit einer jährlichen
Rente von $3\frac{1}{2}$ Rthlr. Preussisch Courant zu reluiren und
demgemäss an dem auf den 1. Dezember jeden laufenden
Jahres verabredeten Termin die Summe von Fünftausend
Sechshundert acht und zwanzig Thalern Preussisch Courant
jährlich frei an die Generalkasse in Hannover zu zahlen.

Die Ablösung dieser Rente durch Kapitalisirung zu 4
Prozent, als dem 25fachen Betrage, oder durch Ue-

1837 berweisung von Domanialgefällen, welche die Krone Preussen im Königreiche Hannover dermalen zu erheben berechtigt ist, bleibt einer ferneren Verabredung vorbehalten.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dass die nach Ausweis des in Abschrift hier beigelegten Protokolls vom 23. März 1830. vorläufig unter den beiderseitigen Regierungen getroffenen Verabredungen, wegen der einstweiligen jährlich von der Krone Preussen für die 1654 Seelen zu zahlenden Rente bis zur erfolgten Auswechselung der Ratifikationen dieses Vertrags, in Kraft bleiben.

Art. 4. Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der König von Hannover leisten Verzicht für Sich, Ihre Nachkommen und Nachfolger auf die in den vorstehenden Artikeln 1. und 2. benannten wechselseitig abzutretenden Dorfschaften, Unterthanen und Gebietstheile, sammt den auf die abzutretende Landeshoheit sich beziehenden Rechten, und soll die förmliche wechselseitige Ueberweisung bald möglichst und spätestens innerhalb vier Wochen nach der Auswechselung des ratifizirten Vertrags erfolgen.

Art. 5. Die Hoheitsgrenze ist unter Berücksichtigung der in den vorstehenden Artikeln 1. und 2. vereinbarten wechselseitigen Abtretungen auf dem Grenzstriche am rechten Weserufer von dem Hannoverschen Flecken Wiedensahl und dem Preussischen Dorfe Rosenhagen (oder von dem s. g. Bückeburger Waldthore, der Stelle, wo die Grenzen von Hannover, Preussen und Lippe-Bückeburg zusammentreffen) an, bis zu dem Grenzsteine am Postdamme von dem Hannoverschen Kirchspiele Lär nach der Preussischen Stadt Versmold unter Berücksichtigung des Grundsatzes, „die Landesgrenze möglichst der Grenze der Privatbesitzungen folgen zu lassen“, so bestimmt worden, wie die nachstehende Grenzbeschreibung des Mehreren ergibt. Zugleich ist verabredet worden, dass auf den Punkten, wo die Hoheitsgrenze durch ungetheilte Marken und Gemeinheiten führt, dieselbe nach erfolgter Theilung, soweit solches unter Berücksichtigung der Konvenienz der beiderseitigen Landesherrschaften thunlich seyn wird, nach der Gemeinheits- und Markengrenze abgeändert werden soll. Ebenmässig ist die Hoheitsgrenze bei dem

Dorfe Würgassen oder Würrigsen, nach Maassgabe der 1837 nachfolgenden Grenzbeschreibung regulirt worden.

(Hier folgt die Beschreibung der Hoheitsgrenze zwischen dem Königreiche Preussen und dem Königreiche Hannover auf dem rechten und linken Weserufer.)

Art. 6. Beide Allerhöchste Kontrahenten verzichten auf alle bisherigen landeshoheitlichen Ansprüche jenseits der Hoheitsgrenze in dem Maasse, wie solches der nunmehr festgestellten Grenzbestimmung und dem übrigen Inhalte dieses Vertrages entspricht. Auch soll die gegenwärtig erfolgte Feststellung der Hoheitsgrenze gleichzeitig mit der nach Artikel 4. berührten Ueberweisung und zwar bald thunlichst und spätestens innerhalb vier Wochen nach der Auswechselung des ratifizirten Vertrages in Wirksamkeit treten.

Art. 7. Da die jetzt vereinbarte Hoheitsgrenze als solche die Scheidung aller landesherrlichen Gerechtsame und Pflichten, in sofern nicht besondere Ausnahmen deshalb verabredet seyn, oder auf besonderen Rechtsverhältnissen beruhen sollten, nach sich zieht, so soll auch die Besteuerung des Grundeigenthums in Zukunft der Landesgrenze folgen.

Dieser Grundsatz tritt gleichzeitig mit der jetzigen Grenzbestimmung in Wirksamkeit. Inzwischen bleibt die Ausgleichung und Entschädigung wegen der noch zur Zeit bestehenden, durch den gegenwärtigen Vertrag aber aufgehobenen Besteuerung einiger jenseits der Hoheitsgrenze belegenen Grundstücke einem besonderen Steuer - Ausgleichungs - Recesse vorbehalten. Nur bei Abtretung der nach den Artikeln 1. und 2. auszutauschenden Ortschaften und Gebietstheile, — wobei eine solche Entschädigung nicht eintritt — findet hiervon eine Ausnahme Statt. Es versteht sich jedoch von selbst, dass in Beziehung auf die Besteuerung der verschiedenen an den Grenzen belegenen Grundstücke künftighin diejenigen Rechte und Grundsätze Anwendung finden werden, welche in dem Lande gelten, in dem die Grundstücke belegen sind.

Art. 8. Die Kommunikation auf denjenigen Wegen, deren Mitte die Hoheitsgrenze bildet, und die daher in Ansehung der Benutzung gemeinschaftlich für beide Landeshoheiten sind, soll von jeder Steuer - und Zoll-Abgabe befreit seyn. Inzwischen sollen zur Ver-

1837 hütung von Defrauden die Transporte steuer- oder zollpflichtiger Gegenstände mit der amtlichen Bezettelung der letzten, auf einseitigem Gebiete belegenen Steuer- oder Zollstelle — zu beurtheilen nach der Richtung, in welcher der Transport geführt wird — begleitet und diese Legitimationen von den zur Ausübung der Steuer- oder Zoll-Kontrolle verpflichteten oder berechtigten Angestellten des anderen Staats auf gleiche Weise respektirt werden, wie wenn eine Steuer- oder Zollstelle des eigenen Staates die Legitimationen ertheilt hätte. Die Ertheilung dieser Legitimationen und die Ausübung der Kontrolle auf den gemeinschaftlichen Kommunikationsstrassen richtet sich im Falle der Verschiedenheit der Gesetzgebungen beider Staaten nach den Gesetzen desjenigen Staats, von dessen Behörde die Legitimationen ausgestellt worden, oder dessen Gebiet der Transport, seiner Richtung nach, zuletzt verlassen hat.

Solche Grenzbewohner, welche auf den beregten Kommunikationswegen gewöhnliche ländliche Erzeugnisse mit Ausschluss aller Fabrikate und der Materialwaaren (namentlich mit Ausschluss von Branntwein, Zucker, Syrup, Taback etc.) transportiren, wegen der Entfernung von der betreffenden Steuer- oder Zollbehörde aber ohne erhebliche Belästigung die fraglichen Legitimationen sich zu verschaffen nicht im Stande sind, sollen zwar von der Verpflichtung, dergleichen Legitimationen vorzuzeigen, befreit, jedoch schuldig seyn, über die zu transportirenden Gegenstände erforderlichen Falls Bescheinigungen ihrer Ortsbehörden beizubringen.

Ein solcher Fall wird als vorhanden angenommen, wenn die nächste Amtsstelle von dem Absendungsorte eine halbe Meile entfernt liegt und auch in der Richtung, welche der Transport zu nehmen hat, eine Amtsstelle nicht berührt wird. Auch können dieselben den ordnungsmässigen Revisionen von Seiten des Steuer- und Zoll- oder anderer zur Verhütung von Defrauden gesetzlich angewiesenen Angestellten sich nicht entziehen. Der Kommunikationsweg zwischen den Dorfschaften Leese und Loccum, soweit solcher nach der Grenzbeschreibung auf dem rechten Weserufer Nr. 18. und 19. durch Königlich Preussisches Gebiet führt, wird ebenfalls als ein gemeinschaftlicher Weg behandelt.

Auf den Kommunikationsweg zwischen Buchholz und Schlüsselburg, die s. g. Kogel- oder Marschstrasse,

soweit derselbe am linken Weserufer nach Nr. 4. und 1837 5. der Grenzbeschreibung durch Königlich Hannoversches Gebiet führt, finden für den wechselseitigen Verkehr mit den Produkten des Ackerbaues, der Viehzucht und der Forstwirthschaft die gleich unten sub B. folgenden Bestimmungen wegen Kommunikation der Grenzbewohner hinsichtlich ihrer über die Grenze liegenden Grundstücke Anwendung, ohne dass es erforderlich ist, dass die Verkehrenden dort einen verbundenen Grundbesitz haben.

Die Transporte müssen aber mit den nämlichen Legitimations-Papieren oder Ursprungs-Certifikaten begleitet seyn, die oben für die Benutzung der gemeinschaftlichen Wege vorgeschrieben sind.

Auch soll den beiderseitigen betreffenden Verwaltungsbehörden gestattet seyn, unter Berücksichtigung und Befolgung der vorstehenden leitenden Grundsätze, nach Maassgabe der gesammelten Erfahrungen über die nach der Oertlichkeit etwa wünschenswerthen oder erforderlichen Modificationen dieser in Ansehung der gemeinschaftlichen Wege getroffenen Bestimmungen demnächst sich zu vereinbaren.

Die Produkte des Ackerbaues, der Viehzucht und der Forstwirthschaft, welche Grenzanwohner von ihrem von der Landesgrenze durchschnittenen und durch eine und dieselbe ökonomische Bewirthschaftung verbundenen Grundbesitze beziehen, sollen abgabenfrei in das Gebiet, in welchem sich die Sohlstätte solcher Grundstücke befindet, eingeführt werden, auch soll überhaupt eine völlig abgabenfreie Kommunikation mit den zum Betriebe der Land- oder Forstwirthschaft oder Viehzucht erforderlichen Gegenständen zwischen den verschiedenen Theilen jenes Grundbesitzes Statt finden.

Solche Grenzanwohner haben jedoch, wenn es von der Steuer- oder Zollbehörde verlangt wird, durch Bescheinigungen ihrer Ortsbehörde nachzuweisen, dass sie jenseits der Hoheitsgrenze Grundstücke besitzen, und können solche auch den ordnungsmässigen Revisionen von Seiten der Steuer- oder Zoll- oder anderer zur Verhütung von Defrauden gesetzlich angewiesenen Angestellten sich nicht entziehen.

Für die zu Pachtzins-, Zehnt- und sonstigen Natural-Abgaben in dem jenseitigen Landesgebiete verpflichteten beiderseitigen Unterthanen soll ebenfalls eine

1837 steuer- und zollfreie Aus- und Einfuhr solcher Gefälle, unter Beobachtung der von den oberen Steuer- oder Zollbehörden des betreffenden Staats erlassenen oder noch zu erlassenden Kontroll-Vorschriften Statt finden. Dagegen sind jedoch die Bewohner aller zu Gütern oder Kolonaten in dem jenseitigen Landesgebiete gehörigen Pachthöfe und Heuerhäuser unbedingt denjenigen indirekten Steuern und Zoll - Abgaben und sich darauf beziehenden Gesetzen unterworfen, welche in dem Lande gelten, worin sie wohnen, ohne dass der Verband mit einem auswärtigen Gute oder Kolonate ihnen irgend eine Befreiung gewähren kann.

Endlich ist auf der nach Art. 2. an die Krone Hannover abgetretenen Chausseestrecke den an beiden Seiten wohnenden Königlich Preussischen Unterthanen der ungestörte nachbarliche Verkehr, ingleichen auch den Königlich Preussischen Civilbeamten und Militair die freie Kommunikation gestattet, und soll von denselben überall kein Zoll - und Weggeld auf dieser Chausseestrecke erhoben werden.

Es versteht sich übrigens von selbst, dass durch diese Bestimmungen die Königlich Hannoversche Regierung in denjenigen Anordnungen nicht gehindert werden kann, welche sie nach der ihr zustehenden Justiz- und Polizeigewalt, so wie nach Anleitung ihrer Steuergesetzgebung zur Sicherung gegen Steuer- und Zoll-Kontraventionen für nothwendig hält.

Art. 9. Da durch die Abtretung der Chausseestrecke bei Reiningen auch die Justiz- und Polizeigewalt über dieselbe auf Hannover übergeht, die besondere Lage dieser Strecke aber zum Schutze der öffentlichen Sicherheit und zur Verhütung von Verbrechen und Freveln aller Art im Interesse beider Staaten die gegenseitige Zusicherung aller möglichen Hülfe erheischt, so wird in dieser Hinsicht folgendes festgesetzt: Die beiderseitigen Regierungen verpflichten sich, alle Verbrechen, Frevel und Vergehen, welche ihre Unterthanen auf und an dieser Chaussee verübt haben, sobald sie davon Kenntniss erhalten, nach den Gesetzen des Inlandes untersuchen und bestrafen zu lassen.

Die Königlich Hannoversche Regierung wird nach erfolgter Uebergabe der Chausseestrecke die Ausübung der Gerichtsbarkeit und Polizeigewalt über dieselbe, insbesondere die Untersuchung und Bestrafung der dar-

auf verübten Verbrechen und Frevel einem möglichst **1837** nahe gelegenen Königlich Hannoverschen, der Königlich Preussischen Regierung demnächst namhaft zu machenden Amte übertragen, welches dabei die im Königreich Hannover geltenden und demnächst auch auf die berregte Chausseestrecke anwendbaren Gesetze und Vorschriften zur Direktion sich wird dienen lassen.

Zur Entdeckung aller Frevel und Verbrechen, welche auf und an dieser Chausseestrecke verübt werden möchten, sowie zur Ergreifung der Verbrecher und Frevler sollen die beiderseitigen betreffenden Behörden sich die bereitwilligste Hülfe leisten und ihre Untergebenen anweisen, bei Ausübung ihrer Dienstpflicht jede, das gute Vernehmen störende Reibung sorgfältig zu vermeiden. Auch wird den beiderseitigen Offizianten gestattet, die auf frischer That betroffenen Verbrecher und Frevler aller Art, welche auf und an dieser Chausseestrecke Verbrechen und Frevel begangen haben, entweder auf der Chaussee selbst unter Vorbehalt der Ablieferung an die zuständige Königlich Hannoversche Behörde zu verhaften, oder innerhalb einer halben Stunde von der Chaussee ab auf das jenseitige Gebiet zu verfolgen und dort anzuhalten.

Geschieht letzteres, so sind die Angehaltenen dem nächsten Gerichte desjenigen Gebiets, worauf ihr Ergreifen erfolgt ist, vorzuführen. Findet dieses, dass das Verbrechen oder der Frevel auf demselben Gebiete verübt worden, wo die Ergreifung des Verbrechers oder Frevlers Statt gehabt, oder ist Letzterer ein Unterthan dieses Gebiets, so kann eine Auslieferung nicht verlangt werden. Diese ist aber nicht zu verweigern, vielmehr sofort zu bewirken, wenn der Verhaftete in dem Gebiete des anderen Staats ein Verbrechen begangen hat, und entweder ein Unterthan dieses Gebiets oder ein einem dritten Staate angehöriger Fremder ist.

Ferner wird den offiziellen Angaben der kompetenten eidlich verpflichteten Offizianten von der zur Aburtheilung geeigneten Behörde jener Glauben beigemessen, welchen die Gesetze den offiziellen Angaben der inländischen Beamten derselben Klasse beilegen.

Den beiderseitigen betreffenden Offizianten wird gestattet: auf denjenigen Wegen, deren Mitte die Grenze bildet, welche daher in Ansehung der Benutzung gemeinschaftlich für beide Landeshoheiten sind, Verbre-

1837 cher und Frevler anzuhalten, jedoch nur unter der Bedingung der sofortigen Ablieferung Königlich Hannoverscher Unterthanen an die zuständigen Königlich Hannoverschen Behörden, und umgekehrt Königlich Preussischer Unterthanen an die Königlich Preussischen Behörden; Fremde, d. h. einem dritten Staate angehörende Unterthanen, werden an die kompetente Behörde desjenigen Staates abgeliefert, in dessen Bezirke sie ein Verbrechen oder einen Frevel begangen haben. Im Uebrigen finden die hinsichtlich der Reiningen Chausseestrecke getroffenen Verabredungen wegen der Verpflichtung der beiderseitigen Regierungen, die auf und an jener Strecke begangenen Verbrechen und Frevel untersuchen und bestrafen zu lassen, ferner wegen Verfolgung der auf frischer That betroffenen Verbrecher und Frevler und wegen Konstatirung eines Frevels, sowie wegen gegenseitiger Willfährigkeit der beiderseitigen Offizianten auch auf die gemeinschaftlichen Wege, deren Mitte die Hoheitsgrenze bildet, ihre Anwendung.

Für die Unterhaltung der gemeinschaftlichen Wege wird von den beiderseitigen kompetenten Behörden Sorge zu tragen seyn, welche sich auch über das Konkurrenz-Verhältniss nach Maassgabe desjenigen, was darunter bisher beobachtet worden, zu vereinigen haben.

Die vorstehenden, nur die Ausübung der Justiz- und Polizeigewalt auf der Reiningen Chausseestrecke und den gemeinschaftlichen Wegen bezielenden Bestimmungen beziehen sich übrigens nicht auf Steuer- und Zoll-Kontraventionen, in Ansehung deren eine gegenseitige Rechtshülfe durch diesen Vertrag nicht zugesichert wird, vielmehr besondere etwa zu treffende Vereinbarungen zur Anwendung kommen werden.

Um die nachtheiligen Folgen einer Trennung des Grundbestandes von Kolonaten durch die Hoheitsgrenze möglichst zu beseitigen, soll bei allen freiwilligen oder nothwendigen gerichtlichen, oder von kompetenten öffentlichen Beamten beschafft werdenden Verkäufen von Kolonaten oder Sohlstätten (zu beurtheilen nach der Stelle, wo der Haupthof oder das Hauptwohngebäude liegt) deren Grundbestand durch die Landesgrenze getrennt ist, die amtliche Geschäftsbesorgung sich allgemein nach dem Verhältnisse, dem das Kolonat oder die Sohlstätte unterworfen ist, auch auf die im Auslande belegenen untrennbaren Zubehörungen (deren

Qualität nach der Gesetzgebung des Landes; worin der Haupthof oder das Hauptwohngebäude liegt, zu beurtheilen ist) ausdehnen, wobei die auswärtigen Behörden alle Rechtswillfährung zur Erreichung des beabsichtigten Zweckes ohne irgend einen Anspruch auf eigene Kompetenz zu leisten haben und wobei auch im Falle eines eingetretenen Konkursverfahrens die Befriedigung der Gläubiger lediglich von dem für das Kolonat oder die Sohlstätte kompetenten Gerichte zu besorgen ist. Zugleich soll die Ausübung der Gerichtsbarkeit in Ansehung des gesammten Hypothekenwesens über die vorhin bezeichneten untrennbaren Zubehörungen lediglich von dem für das Kolonat oder die Sohlstätte zuständigen Richter ausgehen, welcher dabei namentlich auch soviel die Eintragung der Hypotheken in Hypothekenbüchern etc. betrifft, die für das Kolonat oder Hauptgut geltenden Gesetze und Vorschriften zu befolgen verpflichtet ist.

Inzwischen versteht es sich hierbei von selbst, dass Rechte und Vorzüge der nach den Gesetzen des Landes, worin die Grundstücke bisher belegen gewesen sind, etwa bereits gültig begründeten Hypotheken und Privilegien hierbei vom Richter gehörig werden berücksichtigt werden; sowie auch aus den obigen Bestimmungen sich ergibt, dass selbige auf s. g. trennbare Pertinenzen oder Erbländereien, — welche lediglich dem nach der Gesetzgebung des Landes, worin sie liegen, zuständigen Richter unterworfen sind — sich nicht beziehen. Uebrigens sollen durch den nach den vorstehenden Bestimmungen bezweckten ungetrennten Verkauf der Kolonate, die in Ansehung der öffentlichen Lasten bestehenden Verhältnisse nicht verändert werden, dergestalt, dass alle auf den im Auslande belegenen untrennbaren Zubehörungen des Kolonats oder der Sohlstätte haftende Steuern und öffentliche Lasten jeder Art, die rückständigen, wie die laufenden, selbst während eines über den Hof ausgebrochenen Konkurses ohne Mangel entrichtet und getragen werden, und durch den auswärts vor sich gehenden Verkauf des Kolonats die Befugnisse, wegen jener Steuern und Lasten an die Grundstücke selbst, auf welchen sie haften, sich zunächst und unmittelbar zu halten, nicht alterirt werden soll.

Bei Privatstreitigkeiten über die als Hoheitsgrenze

1837 angenommenen Einfriedigungen von Grundstücken sollen sofort die beiderseitigen betreffenden Obrigkeiten zusammentreten, um die wahre Landesgrenze nach den Bestimmungen dieses Vertrags in Gewissheit zu setzen, und wenn dieses geschehen, den beiderseitigen betheiligten Unterthanen darüber das Nöthige eröffnen, worauf es diesen indess zu überlassen ist, ihr vermeintliches Recht bei dem zuständigen Gerichte zu verfolgen. Sollte demnächst durch richterliche Entscheidung eine von der Territorialgrenze abweichende Privatgrenze bestimmt werden, so bleibt — wie sich ohnehin von selbst versteht — es unbenommen, hiernach den Lauf der Hoheitsgrenze abzuändern, dafern solches der Konvenienz der beiderseitigen Regierungen entsprechen würde.

Art. 10. Die landesherrliche Jagd- und Fischereigerechtsame sollen durch die Hoheitsgrenze gänzlich geschieden (und hiernach wechselseitig abgetreten) seyn.

Jedoch bleibt die Anwendung dieses Grundsatzes und die Ermittlung einer hiernach dem einen oder andern Staate etwa zukommenden einigermaassen erheblichen Entschädigung noch ausgesetzt, und werden die desfalls anzuknüpfenden Unterhandlungen an die wegen Austausches der Domanielgefälle einzuleitenden verwiesen.

Art. 11. Die den beiderseitigen Staaten zustehenden Eigenthumsrechte der Domainen und Domaniel- oder gutsherrlichen Gerechtsame erleiden durch diese Grenz-Regulirung keine Veränderung und werden nicht mit abgetreten; sie sollen jedoch bei den baldigst einzuleitenden Unterhandlungen über den Austausch der wechselseitig zu erhebenden Domanielgefälle berücksichtigt werden.

Art. 12. Alle und jede Rechte von Privatpersonen und Korporationen, welcher Art sie auch seyen, werden durch die Hoheitslinie nebst den damit verbundenen Abtretungen nicht verändert, und wie beide Allerhöchste Landesherrschaften denselben den gebührenden rechtlichen Schutz angedeihen lassen wollen, so sollen auch die beiderseitigen Behörden in allen Fällen den Rechten auswärtiger Unterthanen und Korporationen die sorgfältigste Berücksichtigung widmen.

Art. 13. Alle aus dem Kommunal-, Gemeinheits- oder Marken-Verbande folgende, oder sich darauf beziehende Rechte und Pflichten sollen auf keine Weise durch die regulirte Hoheitsgrenze gekränkt seyn und

werden, es mögen diese Rechte und Pflichten Einzel- 1837
nen zustehen oder für Gemeinheiten und sonstige Kor-
porationen bestehen. Da, wo die Hoheitsgrenze durch
noch ungetheilte für die beiderseitigen Unterthanen ge-
meinschaftliche Gemeinheiten oder Marken führt, sollen
die beiderseitigen Behörden angewiesen werden, deren
Theilung zu befördern und die Grenze möglichst so zu
vereinbaren, dass darnach auch der Lauf der Hoheits-
grenze abgeändert und festgestellt werden kann.

Art. 14. Die auf den gegenseitig nach den Arti-
keln 1. und 2. abzutretenden Ortschaften und Landes-
gebieten etwa haftenden Landesschulden werden gegen
einander aufgehoben und verglichen, dergestalt, dass
weder die Krone Hannover etwas von den Preussischen,
noch die Krone Preussen von Hannoverschen Landes-
schulden übernimmt.

Art. 15. Diejenigen, den wechselseitig zu über-
weisenden Ortschaften angehörigen Individuen, welche
Kraft der Militair-Aushebungsgesetze sich im Militair-
dienste befinden, werden sofort nach erfolgter Ueber-
weisung jener Ortschaften in ihre Heimath entlassen
und die namentlichen Verzeichnisse davon gegenseitig
mitgetheilt.

Art. 16. Die Gebäude in den nach Art. 1. wech-
selseitig zu überweisenden Ortschaften gehen aus dem
Verbande der Brand-Assekurationskasse des Landes,
dem sie bisher angehört haben, in die betreffende Feuer-
Versicherungs-Anstalt des Staats über, an den sie ab-
getreten werden, jedoch unbeschadet der dabei dem-
nächst etwa gesetzlich oder verfassungsmässig eintreten-
den Veränderungen.

Zu dem Ende sollen die behüfigen Verzeichnisse
über die Versicherungen sofort bei der Ueberweisung
wechselseitig ausgeliefert werden, um danach das Er-
forderliche wegen des Tags des Ueberganges hinsicht-
lich der verschiedenen Rezeptionstermine und der dar-
aus entstandenen Verpflichtungen festzustellen.

Art. 17. Die bisherigen kirchlichen und damit in
Verbindung stehenden Schulverhältnisse in den wech-
selseitig zu überweisenden Ortschaften sollen vorläufig
bis auf weitere Festsetzung fortbestehen. Auch ver-
bleibt den Geistlichen-, Schul- und Kinder-Lehrern
der Genuss ihrer Emolumente und sonstigen Einkünfte
bis auf weitere Bestimmung. Dieselben sollen, aber

1837 Ausgleichung sorgfältig Bedacht nehmen, von 5 zu 5 Jahren zu einer allgemeinen Revision schreiten und dabei jede Differenz auf den Grund dieses Vertrages und der Grenzregulirungs-Verhandlungen möglichst beseitigen.

Art. 21. Es verpflichten sich die beiderseitigen Regierungen alle und jede Frevel, welche von ihren Unterthanen an den nach Art. 19. aufzustellenden Grenzzeichen verübt werden sollten, und jede Grenzverrückung nach den Gesetzen des Landes, dessen Unterthan der Angeschuldigte ist, von den zuständigen Behörden untersuchen und bestrafen zu lassen. Auch soll die betreffende auswärtige Behörde, Falls diese die Anzeige von dem begangenen Frevel gemacht hat, von dem Resultate der eingeleiteten Untersuchung ohne Verzug durch diejenige Behörde, welche die Untersuchung geführt hat, in Kenntniss gesetzt werden.

68.

Exposé officiel du gouvernement Prussien de sa conduite tenue envers l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering). En date de Berlin, le 25 Novembre 1837.

Introduction historique.

Première Période des mariages mixtes jusqu'en 1827.

Les usages et actes législatifs concernant les mariages entre des personnes attachées au culte protestant et celles qui professent la religion catholique, sont d'une importance toute particulière en Allemagne. La lutte séculaire qu'y occasionna l'avènement de la réformation, fut terminée au commencement du dix-huitième siècle par une paix générale, qui se fit à la face de l'Europe et fixa par une alliance simultanée des deux religions. Depuis, des princes catholiques et protestants se sont succédés. A partir de ce moment, les questions politiques que

landesherrlichen Kommissarien beglaubigt und unterschrieben werden. Auch soll diese vereinbarte Hoheitslinie nach der Ratifikation dieses Vertrages nach einer genauen Abgrenzung auf gemeinschaftliche Kosten gehörig bezeichnet werden und zwar:

- 1) Auf allen vorzüglich zu bemerkenden Grenzpunkten, nämlich solchen, welche der Grenzlinie eine Hauptrichtung geben, oder welche eine Verdunkelung der Grenze zur Folge haben könnten. Hier ist die Grenzlinie zu bezeichnen durch regelmässig behauene Grenzsteine von mindestens 4 bis 6 Fuss Länge, versehen auf der einen Seite mit dem Buchstaben P. und auf der andern mit dem Buchstaben H. und mit der untergesetzten Jahreszahl 1837., und sind diese Steine in der Art aufzurichten, dass sie resp. 2 und 3 Fuss in die Erde gelangen.
- 2) Auf den nicht besonders sich auszeichnenden Grenzpunkten sollen dagegen s. g. Zwischenläufer oder Zwischengrenzsteine von 3 bis mindestens 2 Fuss Länge, mit gleichen Buchstaben versehen, in angemessenen Entfernungen eingesetzt werden, um die fortlaufende zweifelsfreie Richtung der Grenze zu bezeichnen.
- 3) Auch soll, wo das Lokal es gestattet, hin und wieder in Strecken von einigen Ruthen ein Grenzgraben gemeinschaftlich aufgeworfen werden, damit der Grenzlauf in entsprechender Weise so kennbar als möglich gemacht werde.

Diese Grenzzeichen sollen in die anzufertigende Grenzkarte eingetragen werden. Den beiden landesherrlichen Kommissarien bleibt es nach Ratifikation dieses Vertrages lediglich überlassen, nach vorstehender Grundlage die Abgrenzung anzuordnen und zu bewerkstelligen. Es sollen jedoch über dasjenige, worüber die Kommissarien sich vereinigt haben werden, und über die hiernach beschaffte Abgrenzung gemeinschaftlich vollzogene Protokolle aufgenommen werden.

Art. 20. Damit jeder Ungewissheit über die Grenze, welche im Laufe der Zeit sich bilden könnte, thunlichst vorgebeugt werde, sollen die beiderseitigen betreffenden Grenzbehörden genau auf die Grenze achten, bei Irrungen und Zweifel, welche sich ergeben möchten, sofort gegenseitig Mittheilung machen, auf gütliche

1837 Ausgleichung sorgfältig Bedacht nehmen, von 5 zu 5 Jahren zu einer allgemeinen Revision schreiten und dabei jede Differenz auf den Grund dieses Vertrages und der Grenzregulirungs-Verhandlungen möglichst beseitigen.

Art. 21. Es verpflichten sich die beiderseitigen Regierungen alle und jede Frevel, welche von ihren Unterthanen an den nach Art. 19. aufzustellenden Grenzzeichen verübt werden sollten, und jede Grenzverrückung nach den Gesetzen des Landes, dessen Unterthan der Angeeschuldigte ist, von den zuständigen Behörden untersuchen und bestrafen zu lassen. Auch soll die betreffende auswärtige Behörde, Falls diese die Anzeige von dem begangenen Frevel gemacht hat, von dem Resultate der eingeleiteten Untersuchung ohne Verzug durch diejenige Behörde, welche die Untersuchung geführt hat, in Kenntniß gesetzt werden.

68.

Exposé officiel du gouvernement Prussien de sa conduite tenue envers l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering). En date de Berlin, le 25 Novembre 1837.

Introduction historique.

Première Période des mariages mixtes jusqu'en 1827.

Les usages et actes législatifs concernant les mariages entre des personnes attachées au culte protestant et celles qui professent la religion catholique, sont d'une importance toute particulière en Allemagne. La lutte séculaire qu'y occasionna l'avènement de la réformation, fut terminée après la guerre de trente ans par une paix générale, qui reconnut à la face de l'Europe et fixa par une loi fondamentale l'existence simultanée des deux religions dans l'empire germanique. Depuis, des princes catholiques devinrent souverains et protecteurs de populations protestantes, et *vice versa*. A partir de la même époque, les relations tant politiques que

Art. 22. Sollte wider Erwarten nach der Ratifikation des Vertrags über die Feststellung des Hoheits-Grenzzeichen irgend ein Zweifel hervortreten, und sich bei dieser Feststellung der Grenzzeichen, namentlich ergeben, dass in Anfertigung der Grenzbeschreibung ein Irrthum entstanden wäre, so sind die beiderseitigen Kommissarien zu dessen Beseitigung ermächtigt.

Art. 23. Dieser Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikationen bald möglichst ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und mit ihren Wappen unterschiegelt.

So geschehen, Bückeburg, den 25. November 1837.

(L. S.) CARL RICHTER (L. S.) JOHANN PAUL WITTMER
(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Han-
nover, le 24 Janvier 1838).

68.

Darlegung des Verfahrens der Preussischen Regierung gegen den Erzbischof von Cöln (Baron Droste von Vischering), Vom 25sten November 1837.

(Pièce officielle imprimée à Berlin 1838 et communiquée par le cabinet Prussien aux cours étrangères).

Geschichtliche Einleitung.

Die erste Periode der gemischten Ehen bis 1827.

Die Gesetzgebung und Sitte, hinsichtlich der Ehen zwischen Christen evangelischen und katholischen Bekenntnisses, hat in Deutschland eine ganz eigenthümliche Bedeutung. Der hundertjährige Kampf, welcher hier auf die Reformation folgte, endigte nach dem dreissigjährigen Kriege durch einen Weltfrieden, der das Nebeneinanderbestehen beider Bekenntnisse im Deutschen Reiche, als Reichsgrundgesetz und im Angesicht Europa's feststellte. Katholische Fürsten wurden seitdem die Landes- und Schutzherren evangelischer Bevölkerungen und umgekehrt. Von diesem Zeitpunkte an durchdrangen sich allmählig immer mehr die Verhält-

1837 sociales se multiplièrent peu à peu entre les adhérents des deux confessions, sans que leurs droits ou leurs croyances eussent le moins du monde à en souffrir. Néanmoins les mariages entre catholiques et protestants ne furent nullement favorisés ni d'un côté ni de l'autre; au contraire, ils furent sévèrement blâmés, par l'autorité spirituelle; ce qui ne les empêcha pas de s'établir et de se faire reconnaître, grâce à la puissante nécessité des rapports mutuels, généraux et particuliers. Dejà, vers la fin du XVII^e siècle, il se forma dans les différentes parties de l'Allemagne des usages relatifs aux mariages mixtes, qui, suivant la localité, portaient un caractère distinct. Dans les localités où le nombre et les droits des adhérents aux deux religions étaient tout à fait disproportionnés, le clergé qui prévalait cherchait à imposer pour condition de la tolérance d'un mariage mixte, que les enfants à naître seraient élevés dans la religion dominante. Là au contraire où la population était plus fondue, plus homogène; là où les droits étaient plus égaux, les relations plus fréquentes et plus intimes, l'action du clergé se bornait à la persuasion et tout au plus à une sourde résistance. Les coutumes observées à ce sujet n'étaient pas, comme on le pense bien, les mêmes dans tous les pays; les rapports divers formaient les mœurs, et d'après les mœurs se formait le droit. Si le libre exercice du culte catholique était toléré dans un pays d'où il avait été exclu par la paix de Westphalie, la libre conclusion des mariages mixtes en était le complément ou la suite nécessaire. C'est ainsi que fut conclu vers cette époque un traité entre l'évêque de Münster, *Frédéric-Chretien de Plettenberg* et le comte de *Bentheim-Steinfurth* par lequel ce dernier accorda aux catholiques la pleine autorisation d'exercer leur culte. Presqu'en même temps des conventions semblables eurent lieu dans les provinces de Juliers, Clèves et Berg. Mais soit que d'après ces conventions ou d'autres postérieures, il ait été décidé que les enfants seraient élevés selon leur sexe dans la religion du père ou dans celle de la mère, ou tous indistinctement dans celle du père; soit que les parents fussent entièrement leurs maîtres sur cet article; soit enfin que les clauses concernant ce point dans le contrat de mariage fussent admissibles ou non: toujours est-il que le clergé ne pouvait exiger, comme condition

nisse zwischen den Anhängern der getrennten Bekenntnisse, wie in staatlichen, so auch in Familien-Beziehungen, und beides ohne Bedrohung und Gefährdung des kirchlichen Bestehens beider Theile. Ehen zwischen Katholiken und Evangelischen wurden von beiden Seiten nicht begünstigt, kirchlich vielmehr entschieden gemissbilligt: allein sie entstanden und verschafften sich Geltung durch die Macht der allgemeinen und besondern Verhältnisse, und schon gegen das Ende des siebenzehnten Jahrhunderts bildete sich Sitte und Recht darüber in verschiedenen Theilen Deutschlands örtlich aus. Wo Zahl und Rechte der Bewohner ganz ungleich waren, da strebte die herrschende Geistlichkeit, die Erziehung der Kinder in der herrschenden Religion zur Bedingung der Ehe zu machen. Wo sich dagegen die Bevölkerungen und deren Rechte und Beziehungen lebendiger durchdrangen, da trat an die Stelle jener Bedingung Seitens der Geistlichkeit höchstens Abmahnung und Widerstreben. Veranlassungen und nähere Bestimmungen waren in verschiedenen Ländern hierbei verschieden; die Verhältnisse bildeten die Sitte, und nach ihr gestaltete sich das Recht. Ward der katholischen Kirche freie Religionsübung in Landestheilen gestattet, aus welchen der westphälische Friede sie ausgeschlossen hatte, so wurde die freie Zulassung der gemischten Ehen die begleitende Massregel oder nothwendige Folge. So schloss zu jener Zeit der Bischof von Münster, Friedrich Christian von Plettenberg, einen Vertrag mit dem Grafen von Bentheim-Steinfurth, als dieser den Katholiken die freie Ausübung ihres Gottesdienstes gestattete. Gleichzeitig traten ähnliche Bestimmungen in Jülich, Cleve und Berg ein. Mochte nun in solchen und ähnlichen späteren Bestimmungen Theilung der Kinder nach dem Geschlecht, oder Erziehung in dem Bekenntnisse des Vaters, oder volle Freiheit der Eltern festgesetzt werden, mochten Ehepakten über diesen Punkt zulässig seyn oder nicht: immer bleibt der Grundsatz, dass die Geistlichkeit nichts von Landessitte oder Landesrecht Verschiedenes als Bedingung der Trauung aufstellen durfte. Auch unternahm sie es nicht. In diesem Punkte trafen das bewusste und unbewusste Streben der Einzelnen, und der Zweck der bürgerlichen Gesetzgebung zusammen. Der Einzelne wollte seine geistige Freiheit nicht durch ä-

1837 de la célébration du mariage, rien de contraire aux lois ou aux usages du pays; aussi ne le fit-il jamais. Dans de telles transactions, les efforts volontaires ou involontaires des particuliers étaient d'accord avec le but de la législation civile. Nul ne voulait voir sa liberté gênée par une violence extérieure, dans une action qu'il pouvait accomplir, sans porter préjudice à sa croyance, sous l'égide des lois et des mœurs; ainsi que l'ont prouvé de nombreux exemples. Non-seulement les protestants, mais aussi les catholiques demandaient que cette liberté fût fixée irrévocablement. Il ne dépendait pas du gouvernement de refuser son intervention protectrice; car aucun Etat dont les sujets ont les mêmes droits et sont de diverses communions, ne pourrait exister longtemps, s'il était permis à un clergé d'entraver la conclusion d'un mariage mixte, par des conditions arbitraires, et tout à fait opposées aux lois constitutives de ce même Etat.

Dans un semblable état de choses, l'influence de l'Eglise catholique sur ses adhérents n'était pas nécessairement annulée, ni même rendue plus difficile; au contraire, elle y gagnait une position plus éminente. Rejetée hors du cercle de la contrainte, elle fut placée dans la sphère sans aucun doute plus élevée de l'influence morale. Aux clauses juridiques, aux après-censures de l'Eglise succédaient les représentations, les conseils, la dissuasion; et comme chez un peuple aussi religieux et aussi moral que l'a toujours été le peuple allemand, cette influence morale doit toujours exercer son empire, le clergé catholique arriva peu à peu, dans le courant du XVIII^e siècle, à ne plus voir dans cet arrangement une violation de ses droits. L'expérience avait démontré qu'une interdiction absolue ne pouvait se maintenir dans une population de croyances diverses; mais elle avait également prouvé que cette tolérance ne menaçait pas l'existence de l'Eglise, et que la situation respective des deux religions ne s'en trouvait pas sensiblement modifiée. Aussi les codes de l'Autriche et de la Prusse ne pouvaient manquer de s'approprier ces principes.

Ces indications suffiront pour faire comprendre combien toute cette affaire se lie intimement à l'histoire du développement moderne de l'Allemagne, à sa législation et à leurs fondements historiques. En France,

essern Zwang gehenmt wissen in einer Handlung, die 1837 er, wie Beispiele zeigten, ohne Verlust der Glaubens-treue unter dem Schutze der Sitte und Gesetz vornehmen konnte. Sicherstellung dieser Freiheit verlangte nicht allein den Evangelische, sondern auch der Katholik. Der Staat musste diesen Schutz gewähren, da kein Staat von gemischter Bevölkerung, bei gleichen Rechten der in ihm enthaltenen und politisch anerkannten Bekenntnisse auf die Länge bestehen kann, wenn die Geistlichkeit des einen derselben das Recht hat, die Schliessung einer gemischten Ehe von einer zwingenden Bedingung abhängig zu machen, welche dem aus seinen Verhältnissen mit Nothwendigkeit hervorgegangenen Gesetze widerspricht. Bei einer solchen Gestaltung der Dinge wurde die Einwirkung der katholischen Kirche auf ihre Bekenntner nicht nothwendig aufgehoben oder auch nur erschwert, vielmehr konnte sie dadurch einen höheren Standpunkt gewinnen. Sie ward nämlich von dem Gebiete des Zwanges auf das, ohne Zweifel höhere, des moralischen Einflusses gewiesen; an die Stelle einer juristischen Klausel und strenger Kirchenstrafe musste Ermahnung, Abmahnung, Warnung treten. Dainun bei einem so entschiedenen innerlich religiösen und sittlichen Volke, wie das Deutsche immer gewesen ist, einem solchen moralischen Einflusse nie der Platz fehlen kann, der ihm gebührt; so hörte allmählig im Laufe des achtzehnten Jahrhunderts auch die katholische Geistlichkeit auf, in jenem Stande der Sachen einen Angriff auf ihre Stellung zu sehen. Die Erfahrung lehrte, dass nicht allein die Aufrechthaltung des Zwangs-Verbots, bei eingetretener Mischung der Bevölkerung unmöglich, sondern auch das Bestehen der Kirche durch den neuen Standpunkt nicht gefährdet, das Verhältniss der beiden Bekenntnisse zu einander nicht wesentlich verändert wurde. Die grossen Gesetzbücher von Oestreich wie von Preussen konnten daher auch nicht anstehen, jene Grundsätze in sich aufzunehmen.

Diese Andeutungen werden hinreichen, um anschaulich zu machen, wie genau diese ganze Angelegenheit mit der Geschichte der neueren Entwicklung Deutschlands, mit seiner Gesetzgebung und deren historischen

Exposé officiel du gouv. Prussien de sa

La fusion des deux communions se termina par le bannissement des protestants, et le pays devint entièrement catholique; en Angleterre, au contraire, les hostilités cessèrent par le rejet des éléments catholiques hors du corps social; tandis qu'en Allemagne une paix européenne confirma l'existence simultanée et le mélange des deux cultes; et les mariages mixtes furent le sceau que le peuple imprima sur ce traité. /

Par conséquent, ceux qui considèrent une affaire aussi délicate avec les idées en vogue dans d'autres pays, avec des maximes sévères et exclusives, montrent pour le moins une connaissance très-superficielle de l'affaire elle-même, du peuple et de l'histoire. Celui surtout qui serait tenté d'y prendre part activement, avec ces préventions étrangères, celui-là ne se doute pas quel travail gigantesque il entreprendrait, quelle responsabilité il ferait peser sur lui. Il se mettrait en contradiction flagrante, non-seulement avec l'esprit du temps, mais aussi avec le caractère d'un grand peuple, avec l'histoire de trois siècles; il risquerait de rouvrir des plaies qu'il serait sage de laisser fermées pour ne point troubler la paix générale.

En ce qui regarde particulièrement la Prusse, elle trouva l'usage des mariages mixtes, que nous appellerons volontiers l'usage le plus doux et le plus conciliant, tellement établi en Silésie et dans ses anciennes possessions du Bas-Rhin, qu'ils étaient célébrés sans aucune difficulté. Le code prussien adopta des dispositions qui convertirent en loi générale ces coutumes locales. Sous le rapport de l'éducation des enfants, un article portait qu'ils devaient être séparés selon leur sexe; c'est-à-dire que les fils suivaient la religion du père, et les filles celle de la mère. Ces dispositions se maintinrent en vigueur jusqu'en l'année 1803.

Cette division des familles se trouve entourée de tant d'inconvénients, et en beaucoup de cas si gênante, que la déclaration du 21 novembre 1803 (*voir l'annexe A*) annula, au contentement général, la disposition qui l'établissait, et des nouvelles dispositions portaient que les enfants seraient élevés dans la religion du père: aucun des deux conjoints ne pouvait obliger l'autre,

Begründung zusammenhängt. In Frankreich endete der Kampf der beiden Bekenntnisse mit der Vertreibung der Protestanten, und Frankreich ward ein durchaus katholischer Staat; in England schloss der Kampf mit der Ausstossung des römisch-katholischen Elements aus dem Staatsleben; in Deutschland bestätigte ein europäischer Friede das Nebeneinanderbestehen und Durchdringen beider Partheien, und die gemischten Ehen waren das Siegel, welches das Volk auf diesen Vertrag drückte.

Diejenigen daher, welche eine so zarte Angelegenheit mit den Ideen anderer Länder und mit der Schärfe starrer und ausschliesslicher Grundsätze anfassen, verathen mindestens eine sehr geringe Kenntniss der Sache, des Volkes und der Geschichte. Wen aber gelüsten sollte, mit solchen fremden Elementen scharf einzugreifen, der möchte wohl nicht ahnden, welche ungeheures Unternehmen er beginnt, und welche schwere Verantwortlichkeit er auf sich ladet. Er würde sich in offenbaren und aufregenden Widerspruch setzen, nicht allein mit dem Geiste der Zeit, sondern mit dem Charakter eines grossen Volkes und mit der Geschichte dreier Jahrhunderte, und leicht könnte er Wunden öffnen, die des gemeinen Friedens wegen besser geschlossen bleiben.

Was nun Preussen insbesondere betrifft, so fand es jene allgemeine Sitte, welche wir die mildere nennen können, in Schlesien und in den älteren Besitzungen am Niederrhein praktisch so ausgebildet vor, dass gemischte Ehen ohne allen Unterschied getraut wurden. Das Landrecht schloss sich auch hier verallgemeinernd an die örtliche Sitte und Praxis an. Hinsichtlich der Kinder-Erziehung war in demselben bis zum Jahre 1803 die Trennung der Kinder nach dem Geschlechte die gesetzliche Vorschrift, so dass die Söhne dem Vater, die Töchter der Mutter folgten. Diese Spaltung der Familie erwies sich aber als so unzweckmässig und in manchen Fällen drückend, dass die Deklaration vom 21sten November 1803 (Beilage A.) jene Bestimmung zur allgemeinen Zufriedenheit aufhob. Nach ihr gilt als gemeine Norm, dass die Kinder in der Religion des Vaters erzogen werden; zur Abweichung von dieser Norm kann kein Gatte den andern durch Verträge verpflichten. Dabei bleibt die Bestimmung des Allg.

1837 par contrat, à contrevenir à ces prescriptions. La disposition du code général (*Allgemeines Landrecht*, t. II, tit. II; art. 78) subsiste toujours. Elle porte que personne n'a le droit de s'opposer à la volonté des parents, aussi longtemps que ceux-ci sont d'accord au sujet de l'instruction religieuse de leurs enfants.

Voici donc comment les choses se passèrent dans la pratique; la règle générale fixe ce qui est de droit tant que la volonté paternelle ne se prononce pas autrement. Ainsin cette règle lie absolument *les fiancés*, parce que la puissance paternelle naît seulement par le mariage. Le maintien de la conséquence de cette règle était imperieusement commandé par l'expérience et par les considérations les plus importantes. Il n'y avait pas à s'y méprendre : les réclamations éclatèrent de toutes parts de ce que le clergé catholique voulait se servir des contrats de mariage pour faire de la clause coactive sur l'éducation des enfants, la règle décisive des procédés de l'Eglise à l'égard des mariages mixtes, et cela au mépris des maximes fondamentales de la législation et des usages en Allemagne. Par là, les rapports entre les deux Eglises auraient été détruits, un élément hétérogène, jeté dans le développement de la nationalité allemande; la liberté de conscience des particuliers se serait vue frustrée de ses garanties, le tout au préjudice de l'Etat. La décision définitive du mode d'élever les enfants doit émaner de la volonté libre des parents. Toute promesse faite au clergé catholique pour l'amener à célébrer le mariage est incompatible avec cette liberté. Ainsi les raisons les plus graves et les plus sérieuses s'opposent à de semblables transactions.

Au contraire, aussitôt que l'union intime des époux s'est formée par l'hymen et a été bénie par des enfants, la règle juridique cède le pas à la volonté de la famille; mais l'Etat ne peut considérer comme organe de cette même famille que le père qui en est le chef; personne ne peut lui demander compte de sa décision : elle doit donc, en droit, être considérée comme librement faite.

Mais, quoique la loi protège du commencement jusqu'à la fin la liberté du particulier dans des actes aussi sacrés, néanmoins le gouvernement est bien éloigné de vouloir recommander les mariages mixtes. Cela sort tout à fait de ses attributions. Du reste, les

Landrechts (Th. II. Tit. 2. §. 78.), dass Niemand das 1837
Recht hat, den Eltern zu widersprechen, so lange sie
über den Religions - Unterricht einig sind.

Praktisch stellt sich die Sache hiernach folgendermassen: die allgemeine Norm spricht aus, was Rechtens sey, wo der väterliche Wille nicht anderweitig bestimmend eintritt. Die Verlobten bindet also jene Norm unbedingt, da die väterliche Gewalt erst durch die Ehe entsteht. Das Festhalten dieser Folge aus jenem Grundsatz wurde aber auch durch die Erfahrung und die wichtigsten Rücksichten geboten. Denn es war unverkennbar und gab Anlass zu den lautesten Klagen und Beschwerden, dass die katholische Geistlichkeit sich der Ehepakten bedienen wollte, um gegen die oben entwickelte Grundansicht der deutschen Gesetzgebung und Sitte die Zwangsklausel der Kinder-Erziehung zur entscheidenden Norm für die kirchliche Behandlung einer gemischten Ehe zu machen. Dadurch würde das ganze Verhältniss beider Kirchen verrückt, ein fremdes Element in die deutsche Entwicklung hineingeworfen, die geistige Freiheit der Einzelnen unbefugt beschränkt, der Staat gefährdet worden seyn. Die definitive Entscheidung über jenen Punkt soll das freie Werk der Eltern seyn. Damit ist unvereinbar, dass die Abgabe eines Versprechens über jenen Punkt die Bedingung der günstigen Behandlung der Ehe Seitens der katholischen Geistlichkeit sey. Einer solchen Bedingung widersetzen sich ernste und schwere Bedenken.

Sobald sich dagegen das innige Zusammenleben der Gatten durch die Ehe gebildet hat und durch Kinder gesegnet ist, so tritt die gesetzliche Norm hinter den Familienwillen zurück; Organ dieses Willens kann dem Staate aber nur das Haupt der Familie, der Vater seyn; er ist Niemandem Rechenschaft schuldig über seine Entscheidung, aber sie bleibt rechtlich immer eine freie.

Indem das Gesetz dergestalt von Anfang bis zu Ende die Freiheit des Einzelnen in jenem heiligen Verhältnisse schützt, ist die Regierung weit entfernt, gemischte Ehen empfehlen zu wollen. Das liegt gänzlich ausser ihrem Gebiete. Keinem Gesetzgeber können

1837 raisons qui s'opposent généralement à ces sortes d'union ne peuvent être cachées à aucun législateur. Il ne s'opposera donc pas à ce qu'on fasse ressortir le vice et le danger qui peuvent en résulter sous le point de vue religieux. La condition même que ces mariages soient précédés de conseils dissuasifs de la part du clergé, n'est en contradiction formelle avec la loi, que lorsque l'Eglise outre-passe cette limite. De cette façon, si la législation de la Prusse s'accommodait et se réunissait à l'histoire et à l'usage des peuples, les peuples à leur tour reconnaissaient comme sage et raisonnable la manière dont elle avait fixé un état de choses produit par les grands événements du monde et par le mélange plus intime des rapports entre les populations elles-mêmes.

La paix européenne de 1815, qui avait établi comme loi générale l'égalité des droits des deux confessions dans tous les pays de la confédération germanique, agrandit aussi les possessions de la Prusse en Westphalie et sur le Rhin. Outre les anciens évêchés de Münster et de Paderborn, qui lui avaient été assignés dans l'année 1803, elle eut encore les archevêchés de Cologne et de Trèves. Dans ces pays, la domination étrangère avait déjà fait cesser durant les dernières générations le règne exclusif du culte catholique. La réunion de ces contrées en une seule province avec des parties plus anciennes de la monarchie, presque entièrement protestantes, l'homogénéité produite par la langue, les mœurs, l'éducation, la littérature, la législation, avaient singulièrement mélangé la population au bout d'une dizaine d'années. Sous le rapport des mariages mixtes, il y avait un système sévère et un système modéré qui se trouvaient en présence. Pendant le règne de Napoléon, le cardinal légat Caprara, qui se trouvait à Paris, avait cherché à abolir le système modéré au profit du système sévère; mais l'autorité épiscopale elle-même, sans en avoir été aucunement requise par le gouvernement français, rétablit aussitôt les choses dans leur ancien état. Comme il régnait une parfaite égalité de rapports, l'usage libéral cherchait alors à s'étendre dans les localités voisines, où avait existé jusqu'alors le système plus sévère. Le pouvoir ecclésiastique crut devoir résister à cette extension, tandis que l'opinion publique qui lui était opposée deman-

ausserdem die Gründe verborgen seyn, welche denselben im Allgemeinen entgegenstehen. Sie wird sich also auch Belehrungen über die Gefahren gemischter Ehen vom kirchlichen und religiösen Standpunkte aus gar nicht entgegensetzen, ja selbst die Bedingung geistlicher Ermahnung und Abmahnung widerstrebt dem Gesetze nicht, so lange die Kirche sich innerhalb der Schranken derselben hält.

Wenn sich auf diese Weise die Gesetzgebung Preussens an Geschichte und Sitte der Bevölkerung anschloss, so erkannte diese auch wiederum in ihr eine weise und billige Feststellung der im Bewusstsein lebenden, durch Weltereignisse und die Durchdringung der Verhältnisse hervorgebrachten Zustände.

Der europäische Friede von 1815, welcher in den deutschen Bundesstaaten die Gleichheit der Rechte beider Bekenntnisse zum allgemeinen Gesetze machte, erweiterte Preussens Besitzungen in Westphalen und am Rhein, abgesehen von den ihm bereits durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss von 1803 überwiesenen gewesenen Stiftern Münster und Paderborn etc., auch durch die ehemaligen Erzstifter Köln und Trier. Bereits unter der Fremdherrschaft hatte auch hier in dem letzten Menschenalter die Ausschliesslichkeit katholischer Bevölkerung und katholischen Gottesdienstes aufgehört. Die Verbindung mit den benachbarten ältern, überwiegend evangelischen Theilen der Monarchie zu Einer Provinz, und die gegenseitige Durchdringung des gemeinsamen deutschen Lebens durch Sprache, Sitte, Erziehung, Litteratur und Verfassung hatte seitdem, nach Verlauf eines Jahrzehends, jene Bevölkerung wesentlich zu einer gemischten gestaltet. Hinsichtlich der gemischten Ehen standen sich die strenge und die milde Disciplin schroff gegenüber. Eingriffe in diese, um sie auf jene zurückzuführen, waren unter Napoleon vom Kardinal-Legaten Caprara von Paris aus versucht, aber von der bischöflichen Macht ohne irgend eine Aufforderung der Regierung sogleich wieder abgeschafft worden. Bei wesentlicher Gleichheit der Verhältnisse strebte nun die freie Sitte, sich auf die anstossenden Ortschaften und Landstriche auszudehnen, in welchen die strenge Sitte bisher bestanden hatte. Die geistliche Gewalt glaubte sich dagegen sträuben zu müssen; die

1837 dait de son côté pourquoi, par exemple, à Cologne l'on ne voulait pas bénir un mariage mixte sans un engagement préalable relativement à l'éducation religieuse des enfants; tandis que dans l'arrondissement voisin, de Dusseldorf, ce mariage avait lieu sans aucune difficulté et sans aucune condition. "Pourquoi, demandait-on, le même évêque ne veut-il pas permettre sur un côté du Rhin, dans la même province et dans les mêmes cas, ce qu'il souffre, sans opposition aucune, sur l'autre rive, et auquel sujet il a repoussé l'intervention de la domination étrangère elle-même?"

Ce furent ces circonstances qui provoquèrent la déclaration du cabinet du 17 août 1825 (*annexe. B*). L'ordonnance de 1803 fut étendue par elle également aux provinces de l'ouest. Dans cette déclaration, on parle comme d'un *abus* de ce que dans certains endroits on exigeait des fiancés une promesse avant de procéder à la célébration du mariage; tandis que les fiancés ne peuvent aucunement faire une telle promesse.

Sans aucun doute le sens de cette disposition ne pouvait être autre que celui-ci: que la prestation d'une promesse relativement à l'éducation des enfants ne devait pas être du côté catholique une condition indispensable de la bénédiction du mariage, c'est-à-dire que cette solennité eût lieu moyennant promesse, et fût refusée dans le cas contraire.

Bientôt après l'apparition de cette déclaration, une partie du clergé catholique manifesta l'intention de l'éluder. A la vérité, il *n'exigeait* plus de promesse solennelle; il refusait la bénédiction nuptiale sans autre forme de procès, si cette même promesse n'avait pas été *offerte* et *faite* volontairement.

Une telle évasion ne pouvait pas être tolérée dans un Etat basé principalement sur le respect des lois. Encore moins cela pouvait-il être permis dans l'intérêt de la chose même. Bien que le gouvernement n'entendît pas s'opposer à l'influence morale d'un prédicateur, d'un confesseur qui voulaient empêcher la formation d'unions semblables, tant que la limite de leurs attributions n'était pas dépassée, il ne pouvait admettre qu'un pouvoir quelconque s'insurgeât contre la loi, moyennant des clauses juridiques et la contrainte, en séparant de cette façon une partie de la province de

entgegengesetzte öffentliche Meinung brachte ihrerseits 1837 vor: warum z. B. in Köln eine gemischte Ehe ohne vorangegangenes Versprechen wegen der Kinder-Erziehung nicht zugelassen werde, während dieselbe im angrenzenden Düsseldorfer Bezirk ohne alle Bedingung und Schwierigkeit stattfinde? weshalb derselbe Bischof auf der einen Seite des Rheines, in derselben Provinz, unter ganz ähnlichen Verhältnissen, das nicht gestatten könne, was er auf dem andern Ufer unbedenklich zulasse, ja wogegen er die Eingriffe der Fremdherrschaft selbst zurückgewiesen habe?

Es waren diese Umstände, welche die Kabinetts-Ordre vom 17ten August 1825 hervorriefen (Beilage B.). Die Declaration von 1803 wird dadurch auch auf die westlichen Provinzen ausgedehnt. Es wird in ihr als Missbrauch gerügt, dass hier und da den Verlobten ein Versprechen als Bedingung der Trauung abgefordert werde, da doch Verlobte dasselbe nicht geben dürfen.

Offenbar konnte der Sinn dieser Verordnung kein anderer seyn als dieser, dass die Abgabe eines Versprechens über die katholische Kinder-Erziehung nicht die Bedingung der Einsegnung Seitens der katholischen Geistlichkeit seyn solle, so dass dieselbe gewährt werde, wenn ein solches Versprechen geleistet: verweigert, wenn es nicht gegeben wäre.

Bald nach Erscheinung dieser Verfügung zeigte sich nun bei einem Theile der katholischen Geistlichkeit die Absicht, das Gesetz dadurch zu umgehen, dass zwar kein feierliches Versprechen mehr gefordert, die Trauung jedoch ohne weitere Erklärung verweigert wurde, wenn dasselbe nicht freiwillig angeboten und geleistet war.

Ein solches Umgehen konnte schon an sich in einem auf die Achtung gegen die Gesetze gegründeten Staate nicht geduldet werden. Noch weniger war es der Sache nach zulässig. Wie jeder moralische Einfluss des Erziehers, des Predigers, des Beichtvaters zur Hinderung solcher Verbindungen innerhalb der Schranken geistlicher Ermahnung von der Regierung unangefochten bleiben durfte, so konnte sie nicht zugeben, dass irgend eine Macht mit juristischen Klauseln und Zwang sich dem Gesetze entgegenstelle, und so einen Theil der Provinz von dem andern, eine Hälfte des

1837 l'autre, une moitié du peuple de l'autre, et posant un mur d'airain entre le pays du Rhin et le reste de la monarchie. Le gouvernement le devait non-seulement à lui-même, mais aussi aux populations protestantes et catholiques. Bientôt aussi les réclamations les plus vives et les plus multipliées s'élevèrent contre cette manière de procéder du clergé. L'autorité commença alors par inviter les évêques à remédier à cet inconvénient, en introduisant la pratique modérée dans toute l'étendue de leur diocèse. Les évêques ne pouvaient nier que par l'influence des événements et des relations, leur pays, jadis exclusivement catholique, se trouvait placé dans la même situation que les pays voisins où s'était introduite la tolérance. Mais ils déclarèrent en même temps que la tolérance qu'on exigeait d'eux et qu'on basait sur celle exercée dans les Etats voisins, avait besoin, comme aussi dans ces derniers, d'une déclaration spéciale du saint-père, telle que l'extension des dispositions bénédictines (c'est-à-dire, de la validité de la soi-disant assistance passive du curé catholique dans les mariages mixtes, telle qu'elle avait été accordée par Benoît XIV en faveur de la Hollande) qui avait eu lieu pour Juliers, Clèves et Berg, sous Pie VI. Tant qu'une telle autorisation papale n'aurait pas eu lieu, on ne pourrait exiger des curés catholiques, dans les cantons précités, que les proclamations dans l'église et les *dimissoriales*, comme *statu quo* légal.

Le gouvernement reçut cette déclaration franche et consciencieuse des évêques avec l'indulgence qu'il n'a jamais refusée à des scrupules religieux. Il ne pouvait pourtant regarder cette déclaration comme un motif suffisant pour changer sa législation, basée sur l'usage régnant en Allemagne, et sur l'égalité des rapports sociaux. Tout en communiquant aux évêques sa résolution invariable à cet égard, il leur laissait la liberté de porter leurs scrupules devant le chef de l'Eglise. Il leur promit de les y appuyer ainsi que de se contenter dudit *statu quo*, en attendant la décision papale, décision qu'il espérait devoir être prompte et satisfaisante.

Les évêques acceptèrent cette offre avec joie et reconnaissance. Chacun d'eux rédigea une demande au

Volks von der anderen, das Rheinland von der übrigen Monarchie durch eine ehernen Mauer trenne. Dies festzuhalten war sie der katholischen und der evangelischen Bevölkerung, wie sich selbst schuldig. Auch wurden bald die vielfachsten und heftigsten Klagen gegen jenes Verfahren der Geistlichkeit laut. Die Regierung ging also zuerst die Bischöfe an, diesem Missstande durch Ausdehnung der milderen Praxis auf den Gesamt-Umfang ihrer Sprengel abzuhelpen. Diese konnten nun allerdings nicht in Abrede stellen, dass die Macht der Weltbegebenheiten und Verhältnisse jene einst ausschliesslich katholischen Landestheile wesentlich in dieselbe Lage gesetzt, durch welche sich in den benachbarten Landstrichen die mildere Sitte früher gebildet. Dagegen erklärten sie aber zugleich, dass die auf Grund dieser Gleichheit angesprochene Gleichstellung der kirchlichen Behandlung, eines ähnlichen päpstlichen Erlasses bedürfen würde, wie die Ausdehnung der benedictinischen Verfügungen — d. h. der ursprünglich von Benedict XIV. für Holland eingeräumten Statthaftigkeit der sogenannten passiven Assistenz des katholischen Pfarrers bei gemischten Ehen — auf Jülich, Cleve und Berg, welche unter Pius VI. erfolgt sei. Bis zu einer solchen päpstlichen Erklärung könne als rechtlicher Status quo in jenen Bezirken nur die Zulassung des kirchlichen Aufgebots (*proclamationes*) und der Losscheine (*dimissoriales*) von den katholischen Pfarrern gefordert werden.

Die Regierung nahm diese offenen und gewissenhaften Erklärungen der Bischöfe mit derjenigen Milde und Billigkeit auf, welche sie Gewissens-Rücksichten nie versagt hat. Sie konnte sie jedoch nicht als einen bewegenden Grund ansehen, ihre auf die vorherrschende deutsche Sitte und die zu Tage liegende Gleichheit der Verhältnisse gegründete Gesetzgebung zu ändern. Indem sie also in dieser Beziehung den gedachten Bischöfen ihren unwandelbaren Beschluss mittheilte, stellte sie ihnen frei, sich mit ihren Bedenken an das Oberhaupt der Kirche zu wenden, und versprach ihnen, diese Eingaben zu unterstützen, auch sich, in Erwartung einer baldigen und befriedigenden päpstlichen Entscheidung, bis dahin mit jenem Status quo zu begnügen.

Die Bischöfe ergriffen mit dankbarer Freude dieses Anerbieten. Jeder von ihnen fasste eine Eingabe

1837 pape dans ce sens, et la remit au gouvernement pour son expédition ultérieure, dans le printemps de 1828.

C'est ainsi que se termina la première époque du développement de cette affaire. Un juge impartial trouvera la conduite du gouvernement et des évêques également honorable. Il reconnaîtra dans ces discussions et explications réciproques cet esprit de confiance et de coopération paisible qui caractérise les rapports mutuels des deux croyances en Allemagne. C'est à cet esprit qu'elle doit le repos si longtemps désiré après tant de luttes sanglantes; c'est à lui qu'elle doit sa prospérité croissante, et sa conservation semble liée étroitement à son bonheur.

Deuxième Période.

1828 — 1834.

La deuxième époque comprend les négociations avec Rome. Elles commencèrent dans le mois de mai 1828, par suite des lettres des évêques citées ci-dessus. Le pape alors régnant, Léon XII, avait déjà déclaré, dès l'année 1827, sur une exposition verbale qu'on lui avait faite de la situation des choses, que, pourvu qu'on ne voulût pas borner davantage le pouvoir ecclésiastique, il serait disposé à faire cesser ce conflit par un acte d'omnipotence papale; mais sous la condition que les évêques lui feraient parvenir, dans ce sens, leurs représentations et leurs vœux. Le saint-père connaissait la situation particulière de l'Allemagne par lui-même et par une longue expérience. Son opinion prononcée était que la barrière opposée aux mariages mixtes par la pratique du pays exclusivement catholique, pouvait être levée dans cette contrée sans aucun danger pour l'Eglise, et même à son avantage.

Ses intentions étaient tout à fait d'accord avec les assurances confidentielles que le gouvernement du roi avait reçues de la cour de Rome sous Pie VII, tant lors des négociations sur la bulle de circonscription (*de salute animarum*, 1820 - 21), qu'à l'occasion du séjour de Sa Majesté le roi à Rome, à la fin de l'année 1822, peu de temps avant la mort de ce pape. La persuasion que cette irrégularité disparaîtrait d'elle-

an den Papst in jenem Sinne ab, und übergab sie der Regierung zu weiterer Veranlassung im Frühjahr 1828. 1837

So schloss die erste Epoche in der Entwicklung dieser Angelegenheit. Der unpartheiische Beurtheiler wird das Benehmen der Regierung und der Bischöfe gleich ehrenvoll finden. Er wird in den gegenseitigen Erörterungen und Erklärungen jenen Geist des friedlichen Vertrauens und Zusammenwirkens erkennen, welcher dem Verhältnisse der beiden Bekenntnisse in Deutschland eigenthümlich ist: einen Geist, in dem Deutschland die langersehnte Ruhe nach blutigen Kämpfen gefunden, dem es vielfache Segnungen verdankt, und dessen Erhaltung mit seinem Wohle aufs engste zusammenhängt.

Zweite Periode.

1828 — 1834.

Die zweite Epoche umfasst die Unterhandlungen mit Rom. Sie begannen im Mai 1828 auf den Grund der oben gedachten bischöflichen Schreiben. Der damalige Papst Leo XII. hatte bereits im Jahre 1827 auf vorläufige mündliche Darlegung jener Verhältnisse geäußert, dass, wenn keine weitem Einschränkungen stattfänden, er jenem Conflict durch eine Handlung päpstlicher Machtvollkommenheit abzuhelpen geneigt sey, unter der Bedingung, dass ihm entsprechende Vorstellungen und Wünsche von Seiten der Bischöfe zukommen würden. Er kannte die eigenthümlichen Zustände Deutschlands aus eigener Anschauung und langer Erfahrung, und es war seine ausgesprochene Ansicht, dass die Scheidewand, welche die Praxis ausschliesslich katholischer Länder den gemischten Ehen entgegenstelle, dort ohne alle Gefahr, ja zum Vortheile der Kirche könne weggenommen werden.

Diese Ansichten waren ganz im Einklange mit den vertraulichen Zusagen, welche die Königliche Regierung Seitens des päpstlichen Hofes unter Pius VII., sowohl bei den Unterhandlungen über die Circumscriptions-Bulle *De salute animarum* (1820 und 1821), als auch bei Gelegenheit des Aufenthaltes Sr. Majestät des Königs in Rom am Ende des Jahres 1822, kurz vor dem Tode jenes Papstes erhalten hatte. Nur die Voraussetzung, dass jene Unregelmässigkeit von selbst ver-

1837 même, avait seule empêché qu'à cette époque on ne fit usage des promesses obtenues.

La position du gouvernement du roi était donc aussi simple que favorable. Le gouvernement s'appuyait d'abord sur les premières communications et sur les représentations actuelles des évêques, qui priaient de la manière la plus pressante qu'on vint à leur secours par la levée du conflit insoutenable dans lequel ils étaient tombés. Il ajouta de son côté l'exposition franche et loyale des lois du pays, et la preuve de leur nécessité ainsi que de leur équité dans une monarchie telle que la Prusse. Tout en faisant abstraction des vues personnelles du monarque et des lois promulguées par lui, il démontrait qu'il serait impossible de conserver deux usages différents dans des circonstances absolument semblables, et surtout de substituer à la tolérance modérée la discipline sévère. Ce fut sur ces motifs qu'il fonda sa ferme déclaration de ne vouloir souffrir aucune déviation des dispositions légales, aucune contrainte de promesses, aucun changement dans la discipline modérée qui dominait dans une grande partie du pays sans aucun danger pour l'Eglise catholique. Du reste, le gouvernement se déclara prêt, sous le rapport de la forme à donner à la décision demandée au pape, d'avoir égard dans tout ce qui était équitable à la position toute particulière du chef de l'Eglise.

Ces maximes et ces demandes furent à cette époque articulées de vive voix, exprimées et développées par écrit.

Léon XII mourut l'année suivante, sans avoir eu le temps de réaliser ses vues paisibles et conciliantes. Mais son successeur, Pie VIII, reprit les négociations, et nomma, pour les suivre diplomatiquement, d'après la demande du gouvernement du roi, le cardinal Capellari, aujourd'hui pape régnant, sous le nom de Grégoire XVI, et qui déjà à cette époque s'était acquis une réputation bien fondée par ses négociations sur le concordat avec la Hollande.

Le fruit de ces négociations furent le bref de Pie VIII aux quatre évêques, du 25 mars 1830, et l'instruction du cardinal Albani aux mêmes évêques, du 27 du même mois (*annexes C-D*). La dernière n'était

schwinden würde, hatte damals von jenen Zusagen kei- 1837
nen Gebrauch machen lassen.

Die Stellung der Königlichen Regierung war also eine eben so einfache als günstige. Die Regierung stützte sich zuvörderst auf die früheren Mittheilungen und auf die gegenwärtigen Vorstellungen der Bischöfe, die aufs dringendste baten, ihnen durch Aufhebung des ganz unhaltbaren Conflicts, in den sie gerathen waren, zu Hülfe zu kommen. Sie fügte ihrerseits die offene und unumwundene Darlegung der Landesgesetze hinzu, und die Nachweisung ihrer Nothwendigkeit wie ihrer Billigkeit in einer Monarchie, wie die Preussische. Sie zeigte, wie ausserdem, ganz abgesehen von der persönlichen Ansicht des Monarchen und den von ihm ausgegangenen Gesetzen, es unmöglich seyn würde, bei wesentlich gleichen Verhältnissen eine doppelte Sitte zu erhalten, oder gar die mildere Disciplin auf die strengere zurückzuführen. Auf diese Gründe stützte sich also die feste Erklärung, kein Umgehen jener gesetzlichen Bestimmungen, kein Auflegen eines Zwangversprechens, keine Verkümmern der in einem grossen Theile des Landes herrschenden, ohne alle Gefährdung der katholischen Kirche bestehenden milderen Disciplin dulden zu wollen. Im Uebrigen erklärte die Regierung sich bereit, hinsichtlich der Form des gewünschten Erlasses die eigenthümliche Stellung des Papstes auf jede billige Weise zu berücksichtigen.

Diese Grundsätze und Forderungen wurden damals mündlich und schriftlich ausgesprochen und ausgeführt.

Leo XII. starb im folgenden Jahre, ehe er seine friedlichen und versöhnlichen Absichten hatte verwirklichen können. Sein Nachfolger Pius VIII. nahm aber die Verhandlung wieder auf und ernannte zu deren diplomatischer Führung, auf den ausgesprochenen Wunsch der Königlichen Regierung, den Cardinal Cappellari, den jetzt regierenden Papst Gregorius XVI., welcher schon damals durch die Unterhandlungen über das Konkordat mit Holland sich einen wohlbegründeten Ruhm erworben hatte.

Die Frucht dieser Unterhandlungen war das Breve Pius VIII. an die vier Bischöfe vom 25ten März 1830, und die Instruktion an dieselben vom Cardinal Albani vom 27ten desselben Monats (Beilagen C. und

1837 destinée que pour l'usage secret et la direction personnelle des évêques, et la cour de Rome avait demandé confidentiellement et obtenu que cette instruction ne fût pas rendue publique. Aussi ne fut-elle pas rendue publique; cependant elle a paru depuis dans le *Journal historique et littéraire de Liège*.

Ces deux actes sont rédigés avec la plus grande précaution et devaient l'être. Rome n'a jamais reconnu aux évêques le droit de permettre les mariages mixtes. Les évêques allemands se sont attribués ce droit eux-mêmes depuis le XVII^e siècle, parce qu'ils reconnurent, dès lors, l'impossibilité d'en agir autrement. Le saint-siège ne leur a jamais expressément interdit d'agir contre cet usage, qui, de cette façon, s'est prolongé sans trouble pendant un siècle et demi. Rome a encore moins reconnu la coutume usitée relativement à la bénédiction des mariages mixtes. Cette coutume est fort peu controversée là où les mariages mixtes sont sur un pied d'égalité; et les diverses contrées de l'Allemagne ne diffèrent que dans la distinction *des cas* dans lesquels la bénédiction nuptiale doit être accordée ou refusée. Cette sage conduite du saint-siège était donc tout à fait analogue à la position qu'il avait prise lors de la paix de Westphalie. Sans doute, il n'en avait pas reconnu les dispositions, puisqu'au contraire, il avait fait une pretestation conçue en termes généraux, ainsi qu'il en a usé de notre temps contre le grand traité de paix européenne conclu à Vienne. Mais il avait aussi peu défendu ou méconnu ce qui y avait été établi et ce qui existait en réalité.

Ces points ne pouvaient, par conséquent, être ni expressément accordés ni expressément défendus dans le bref dont il s'agit. La même chose devait nécessairement avoir lieu relativement au point capital dans la pratique dont il était ici question; c'est-à-dire, l'admission des bénédictions nuptiales des mariages mixtes dans les pays entièrement catholiques du Rhin et de Westphalie, même sans la prestation de la promesse relative à l'éducation des enfants, que les fiancés sont incapables de donner, et qu'il est expressément défendu

D.). Die letztere war nur zur geheimen Weisung und 1837
persönlichen Belehrung der Bischöfe bestimmt, und
der römische Hof hatte vertraulich die Zusage gefor-
dert und erhalten, dass sie nicht veröffentlicht werden
solle. Sie ward daher auch späterhin nicht bekannt
gemacht, ist jedoch seitdem in dem Journal de Liège
erschienen.

Beide Aktenstücke sind mit der äussersten Vor-
sicht gefasst, und mussten es seyn. Rom hat nie den
Bischöfen das Recht zuerkannt, gemischte Ehen zuzu-
lassen: die deutschen Bischöfe haben es sich aber selbst
zuerkannt seit dem 17ten Jahrhundert, weil sie die Un-
möglichkeit einsahen, anders zu handeln, und Rom hat
ihnen nie ausdrücklich untersagt, gegen diese Sitte zu
verfahren, die auf solche Art sich einer ungestörten
Fortdauer während anderthalb Hundert Jahre zu er-
freuen gehabt. Noch weniger hat Rom je die Sitte der
Trauung bei gemischten Ehen anerkannt, welche in
Deutschland, da wo gemischte Ehen auf Gleichheit be-
stehen, eben so unbestritten ist, und nur darin in ver-
schiedenen Theilen Deutschlands verschieden, in wel-
chen Fällen die Trauung geleistet werden kann oder
nicht. Dieses weise Verfahren des päpstlichen Stuhles
war also ganz analog der Stellung, welche derselbe zu
dem westphälischen Frieden genommen hatte: Aller-
dings hatte er dessen Bestimmungen nicht anerkannt,
vielmehr dagegen eine allgemein gefasste Protestation
eingelegt — eben wie zu unserer Zeit gegen den gro-
ssen europäischen Friedensakt von Wien — allein eben-
sowenig hatte er jemals dasjenige verboten oder verkannt,
was dadurch festgestellt, in der Wirklichkeit begründet
war. So durften denn auch jene Punkte im Breve eben-
sowenig ausdrücklich zugestanden, als verboten werden.
Dasselbe musste offenbar auch stattfinden hinsichtlich des
praktischen Hauptpunktes, um den es sich hier han-
delte: die Zulassung der Trauung in den früher aus-
schliesslich katholischen Landestheilen am Rhein und in
Westphalen, auch ohne die Leistung des Versprechens
wegen der Kinder-Erziehung, welches die Verlobten
unfähig sind zu geben und welches den Geistlichen
ausdrücklich verboten ist, zu verlängern. Es gebügte
der Regierung, dass dieses feierliche Versprechen im
Breve nicht als Bedingung aufgestellt wurde. Ein Blick
auf beide Aktenstücke wird zeigen, dass dieser Zweck

1837 au clergé d'exiger. Il suffisait au gouvernement que cette promesse solennelle ne fût pas exigée comme condition dans le bref.

Un coup d'œil sur les deux actes montrera que ce but est complètement atteint. Il n'est nulle part question d'une promesse solennelle (*sponsio*), mais seulement de dissuasion, de conseils, de garantie morale (*cautiones*). Sans cela, le bref n'aurait jamais pu être accepté par la légation prussienne; ce qui résulte évidemment des faits et des circonstances relatés plus haut. Si ce but n'avait pu être atteint, le conflit qui avait provoqué la négociation aurait trouvé une nouvelle force, et l'état des choses, que les évêques reconnaissaient à l'unanimité ne pouvoir durer, aurait encore empiré. Le bref se serait trouvé en contradiction avec lui-même. Il n'aurait pas eu un caractère adoucissant et conciliant; et il est cependant assez clairement dit dans le bref, aussi bien que dans l'instruction, que le but est d'adoucir et de concilier.

Le gouvernement du roi a d'ailleurs en sa possession d'importantes preuves que des deux côtés il n'y avait pas la moindre erreur ou illusion sur ce qui *devait* arriver ou sur ce qui *arriverait* dans la pratique. Car si l'on avait voulu agir moins franchement, on aurait pu profiter de l'expérience des derniers cent ans, et se borner à demander et à accorder purement et simplement l'extension de la *bénédictina* pour toute la province. Appuyée sur elle, la pratique modérée se serait étendue paisiblement et partout à la satisfaction générale. Mais le point de vue élevé où se trouvait la question, la dignité du gouvernement, l'esprit de franchise et de loyauté qui s'était établi entre le gouvernement du roi et le saint-siège, lors des négociations relatives à la bulle de circonscription et à son exécution, tout se réunissait pour faire dédaigner une telle marche. Ce qu'on voulait était évidemment nécessaire, admissible, et sans danger: quant à la forme, toute liberté avait été accordée dès le principe.

De son côté, le gouvernement du roi ne méconnaissait nullement les grandes et importantes concessions que le saint-siège lui avait faites dans les actes sus-énoncés. Mais il semblait rationnel que, précisément à cause de ces concessions, quelques autres points litigieux fussent également modifiés dans le même sens.

vollständig erreicht ist. Es ist nirgends von einem ¹⁸³⁷ feierlichen Versprechen (sponsio), sondern nur von Ermahnungen, Abmahnungen, moralischen Garantien (cautiones) die Rede. Dass ohne dieses das Breve auch nie von der Gesandtschaft hätte angenommen werden können, ergiebt sich aus den oben dargelegten thatsächlichen Umständen von selbst. Wenn jenes nicht erreicht worden wäre, so hätte ja gerade der Conflict, der die Unterhandlung hervorgerufen, eine neue Verstärkung erhalten, so wie der faktische Zustand, dessen Unhaltbarkeit die Bischöfe einstimmig anerkannten, noch verschlimmert worden wäre. Damit wäre auch das Breve in Widerspruch mit sich selbst gerathen. Es hätte keinen mildernden und versöhnlichen Charakter gehabt, und dass es mildern und versöhnen will, wird klar genug im Breve, wie in der Instruktion gesagt. Dass überhaupt von beiden Seiten nicht die geringste Unklarheit oder Täuschung obwaltete, über das, was in der Praxis geschehen musste oder geschehen würde, darüber besitzt die Königliche Regierung sehr wichtige Beweise. Hätte man weniger offen verfahren wollen, so würde es nach der Erfahrung der letzten hundert Jahre allerdings genügt haben, einfach die Ausdehnung der Benedictina auf die ganze Provinz zu verlangen und zu ertheilen: auf diese hin hätte sich allenthalben die nicht angefochtene milde Praxis gebildet, zu beiderseitiger Zufriedenheit und Beruhigung. Es schien aber dem anerkannten Standpunkt und der Würde der Regierung, so wie dem Geiste der Offenheit und Aufrichtigkeit des Verhältnisses angemessen, welches sich zwischen der Königlichen Regierung und Rom, durch die Unterhandlungen über die Circumscriptionsbulle und durch deren Ausführung gebildet hatte, einen solchen Weg zu verschmähen. Die Nothwendigkeit, Zulässigkeit und Gefahrlosigkeit der Sache lag zu klar vor: die Freiheit in der Form war von vorn herein zugegeben.

Die Königliche Regierung verkannte auch keineswegs die grossen und bedeutenden Zugeständnisse, welche der römische Hof in jenen Ausfertigungen gemacht hatte. Es schien jedoch eben deshalb dem dadurch festgestellten, anerkannten oder zugelassenen Verhältnisse gemässer, dass einige andere Punkte in gleichem

1837 Tels sont, par exemple, les formulaires des brefs de dispense qui doivent être demandés par une supplique, quand il se rencontre chez des fiancés de différentes confessions des empêchements de mariages réservés, comme pour les affinités et les parentés à certains degrés. On craignait en outre que quelques expressions dures ne fissent un effet fâcheux sur l'esprit de la population protestante, tandis qu'un des objets des négociations était, au contraire, de la tranquilliser. Enfin, dans l'affaire principale elle-même, le gouvernement n'avait nullement atteint le but qu'il avait espéré, c'est-à-dire, la parfaite égalité de la nouvelle pratique avec l'ancienne, comme elle existe, depuis un temps immémorial, par-ci par-là dans les provinces de l'ouest, dans la partie orientale de la monarchie, et dans beaucoup d'autres contrées de l'Allemagne. On avait ouvertement ordonné un examen de la fiancée, c'est-à-dire, un examen spirituel de la fiancée avant la bénédiction nuptiale; dans le cas où le futur est catholique, la loi civile dispense d'une pareille sollicitude de l'Eglise. Il devait cependant dépendre du résultat de cet examen si la bénédiction nuptiale serait accordée ou refusée. L'ancienne pratique modérée ne connaît pas cette formalité. Ce fut à cause de ces motifs évidents que l'on renvoya l'année suivante les différentes expéditions à la cour de Rome, et qu'on exprima le vœu que l'on voulût bien prendre en considération les points en litige indiqués plus haut, et quelques autres semblables. Cette demande donna lieu à de nouvelles discussions, qui demeurèrent néanmoins sans résultat. Au commencement de l'année 1834, on rendit enfin à la légation prussienne les anciennes expéditions avec la déclaration verbale du pape régnant, portant: que Sa Sainteté ne pouvait prendre sur sa conscience d'y faire aucun changement, et qu'elle désirait que ces actes fussent soumis aux évêques, à qui on s'en remettait pour l'exécution.

Le gouvernement du roi y donna son assentiment, et ce fut dans de telles circonstances que commença la troisième période, celle de l'exécution.

Sinne gemildert würden, zum Beispiel die Formulare 1837 der römischen Dispensbreven, welche erbeten werden müssen, wenn bei einem Brautpaar gemischten Bekenntnisses ein reservirtes Ehehinderniss — wie das der Schwägerschaft, oder leiblichen Vetterschaft — obwaltet. Ausserdem befürchtete man, einige harte Ausdrücke möchten einen verletzenden Eindruck bei der evangelischen Bevölkerung hervorbringen, welche zu beruhigen auch einer der Zwecke der Unterhandlung war. Endlich aber war in der Hauptsache selbst keineswegs erreicht, was die Regierung gehofft hatte: eine vollständige Gleichstellung der neuen Praxis mit der alten, wie sie hier und da in jenen westlichen Landestheilen, und ausserdem in den östlichen Provinzen und vielen anderen Theilen Deutschlands unvordenklich besteht. Offenbar war ein Braut-Examen vorgeschrieben, d. h. eine geistliche Prüfung der Braut vor der Trauung: wo der Bräutigam der katholische Theil ist, veranlasst das bürgerliche Gesetz wenigstens zu keiner weitem kirchlichen Fürsorge. Gerade von dem Ergebnisse jener Prüfung sollte es offenbar abhängen, ob die Trauung zulässig befunden werde oder nicht. Die ältere gemilderte Praxis kennt diese Förmlichkeit nicht. Aus diesen einleuchtenden Gründen wurden jene Ausfertigungen im folgenden Jahre dem römischen Hofe mit dem Ausdrücke des Wunsches zurückgegeben, dass auf die Erledigung der oben angedeuteten und ähnlicher Punkte Rücksicht möge genommen werden. Diese Forderung bildete den Gegenstand weiterer Erörterungen, die jedoch ohne Ergebniss blieben. Im Anfange des Jahres 1834. wurden endlich der Gesandtschaft die alten Ausfertigungen mit der mündlichen Erklärung des regierenden Papstes wieder zugestellt: dass Seine Heiligkeit Sich im Gewissen nicht ermächtigt halten könne, irgend eine Aenderung in denselben vorzunehmen. Der ausgesprochene Wunsch des Papstes ging deshalb dahin, sie möchten den Bischöfen vorgelegt und zur Ausführung übergeben werden.

Dieses ward auch von der Königlichen Regierung beschlossen, und damit eröffnete sich für diese Angelegenheit die dritte Periode, die der Ausführung.

Le gouvernement ayant renoncé à l'idée de vouloir obtenir davantage pour protéger ses sujets protestants, maintenir la liberté religieuse de tous, et pour tranquilliser les esprits, il ne devait plus désormais envisager l'affaire que sous le point de vue pratique et tout simple, qui pouvait se résumer ainsi, savoir :

„Si les évêques pouvaient se croire autorisés par lesdites expéditions du saint-père, à étendre la pratique modérée, dont jouissait le reste de la monarchie, aux parties de leurs diocèses dans lesquelles ils avaient hésité jusqu'alors à l'introduire.”

Telle était la question que l'on résolut de soumettre aux évêques, en leur communiquant les expéditions de la cour de Rome. Dans cette intention on appela d'abord à Berlin le comte de *Spiegel de Desenberg*, archevêque de Cologne, conseiller intime du roi et membre du conseil d'Etat. C'était évidemment le premier pas que l'on avait à faire.

Ce prélat distingué répondit sur-le-champ à l'appel qui lui avait été fait, et comme il avait déjà mûrement réfléchi sur cette affaire à Cologne, il se chargea aussitôt avec l'activité et la pénétration qui lui étaient propres, de répondre à cette question. Il déclara au gouvernement :

„Que, d'après son intime et consciencieuse conviction, on pouvait *essentiellement* introduire partout une pratique plus tolérante, parce que les formalités et les exhortations prescrites par le bref n'avaient pas pour objet l'exigence de la promesse par les fiancés, seul point sur lequel l'ancienne coutume était en contradiction avec les lois du pays.”

D'après cette déclaration, il fut conclu entre le gouvernement et l'archevêque une *convention* qui contenait la base de la nouvelle pratique. Naturellement cette convention n'était pas destinée à la publicité; mais comme elle a été divulguée par une autre voie, elle peut être communiquée ici sans inconvénient (*annexe E*). La simple lecture de cette pièce suffira pour réfuter les bruits calomnieux qu'ont répandus sur son contenu certains journaux fanatiques. Au contraire, elle peut

1834 — 1835.

Indem die Regierung von dem Gedanken abstand, ein Mehreres zum Schutze ihrer evangelischen Unterthanen, zur Bewahrung der Gewissensfreiheit aller, und zur Beruhigung der Gemüther zu erhalten, trat für sie offenbar der ganz einfache praktische Gesichtspunkt ein: ob die Bischöfe durch die gedachten päpstlichen Erlasse sich bewogen finden könnten, die mildere Praxis, welche in der übrigen Monarchie besteht, auch in denjenigen Theilen ihrer Sprengel ins Leben treten zu lassen, in welche sie bisher Bedenken getragen, sie allgemein einzuführen?

Es war dies die Frage, welche man den Bischöfen vorzulegen sich entschloss, indem man ihnen die römischen Ausfertigungen vorlegte. Zu dem Zwecke wurde zuvörderst der Erzbischof von Köln, Graf von Spiegel zum Desenberg, Königlicher Wirklicher Geheimer Rath und Mitglied des Staatsraths, nach Berlin berufen. Offenbar war dies in jeder Beziehung der Schritt, der geschehen musste.

Jener ausgezeichnete Prälat folgte sogleich dem an ihn ergangenen Rufe, und unterzog sich, nachdem er schon in Köln die Angelegenheit reiflich erwogen, der Beantwortung jener Frage mit der ihm eignen Thätigkeit und Einsicht. Er erklärte der Regierung:

seiner gewissenhaften Ueberzeugung nach könne im Wesentlichen jetzt eine gemilderte Praxis durchgängig eingeführt werden, indem die im Breve vorgeschriebenen Formen und Ermahnungen von der Forderung des Versprechens der Verlobten absehen, welcher Punkt allein den offenbaren Widerspruch der alten Sitte mit dem Landesgesetze verursache.

Auf diese Erklärung hin wurde eine Uebereinkunft zwischen der Regierung und dem Erzbischofe abgeschlossen, welche die Grundlage der neuen Praxis enthält. Sie war natürlich nicht für die Oeffentlichkeit bestimmt, allein da sie anderweitig dazu gelangt ist, so kann sie hier unbedenklich mitgetheilt werden (Beilage E.). Die Durchlesung dieses Aktenstücks wird hinreichen, die verleumderischen Gerüchte gewisser fanatischer Blätter über ihren Inhalt zu widerlegen. Sie

1837 être regardée comme un monument de l'esprit dont il a été question plus haut, de cet esprit de justice, de conciliation et de haute estime pour la religion; ainsi que comme une preuve des efforts sincères et mutuels de l'Etat et de l'Eglise catholique, pour maintenir les principes de paix et de tolérance dans lesquels l'Allemagne a trouvé son repos et sa gloire.

Ce fut en conséquence de cet esprit qu'on laissa à l'archevêque le soin de rédiger à sa guise les articles concernant l'explication et l'application du bref papal. Dans ses sentiments d'équité, le gouvernement n'acquiesça pas seulement aux vœux de l'archevêque; mais dans les articles 13 et 14, il alla encore amicalement au-devant de ses désirs, relativement à ces deux points.

Aussitôt que le roi eut approuvé cette convention, l'archevêque se rendit auprès de ses suffragants, les évêques de Paderborn, de Münster et de Trèves, pour leur soumettre la solution de ces difficultés si ardemment désirée par tout le monde. Tous ces dignes prélats se réunirent successivement, après mûre réflexion, aux vues de l'archevêque, avec une conviction aussi entière que libre.

Le gouvernement resta complètement étranger aux délibérations de ces évêques, et tout ce qu'on a rapporté de conférences tenues à Coblenz à ce sujet, est une pure invention du *Journal historique et littéraire de Liège* et de ses fanatiques amis et correspondants. Vers le mois d'août, l'archevêque envoya à Berlin l'adhésion des trois évêques. Cette convention fut immédiatement exécutée des deux côtés. Pendant que le gouvernement faisait les préparatifs nécessaires pour prendre les mesures d'exécution qui leur avaient été promises, les quatre prélats publièrent dans les mêmes termes :

1^o Une circulaire aux curés de leurs diocèses en leur communiquant le bref (*annexe F*);

2^o L'instruction aux vicaires généraux pour répondre aux questions des curés ou aux plaintes de toute nature qui pourraient s'élever (*annexe G*).

La teneur et le but de ces documents sont tellement bien exprimés et expliqués dans la convention (art. 1—7), qu'il serait tout à fait superflu d'ajouter

mag wohl umgekehrt ein ehrenwerthes Denkmal des Geistes heissen, von dem oben die Rede gewesen: jenes Geistes der gegenseitigen Anerkennung und der hohen Achtung vor dem Glauben, als einer Angelegenheit des Gewissens, so wie des redlichen Bestrebens zwischen dem Staate und der katholischen Kirche das Verhältniss des Friedens und der Duldung zu erhalten, worin Deutschland seine Ruhe und seinen Ruhm gefunden hat. 1837

Nach diesem Geiste wurde die Fassung, der die Auslegung und Anwendung des päpstlichen Breve betreffenden Artikel ganz dem Erzbischofe überlassen; durch den 13ten und 14ten Artikel folgte die Regierung in ihrem billigen Sinne nicht sowohl den von jenem Prälaten geäusserten Wünschen, als sie ihm vielmehr in dem einen und andern Punkte freundlich entgegen kam.

Sobald des Königs Majestät diese Uebereinkunft genehmigt, begab sich der Erzbischof zu seinen Suffraganen, den Bischöfen von Paderborn, Münster und Trier, um diesen die von allen sehnlichst gewünschte Lösung der bestehenden Schwierigkeiten vorzulegen. Alle diese würdigen Bischöfe schlossen sich nach reiflicher Ueberlegung der Reihe nach mit eben so voller als freier Ueberzeugung dem Erzbischofe an.

Die Regierung blieb diesen bischöflichen Berathungen durchaus fremd, und was von Coblenzer Konferenzen in dieser Beziehung gesagt worden, ist eine reine Erdichtung des Journal de Liège und seiner fanatischen Korrespondenten und Freunde. Der Erzbischof sandte im August die Anerkennung der drei Bischöfe nach Berlin ein. Die Uebereinkunft trat sogleich von beiden Seiten ins Leben. Während von der Regierung die nothwendigen Einleitungen getroffen wurden, um die den Bischöfen zugesagten Maassregeln der Ausführung zuzuführen, erliessen die vier Bischöfe gleichlautend:

- erstlich das Rundschreiben an ihre Pfarrer bei Mittheilung des Breve (Beilage F.),
- zweitens die Weisung an die General-Vikariate, zum Bescheiden der Pfarrer bei Anfragen oder bei Beschwerden (Beilage G.).

Inhalt und Zweck dieser Erlasse sind in der Uebereinkunft (Artikel 1—7) so bestimmt und überzeugend erörtert, dass es unnöthig seyn würde, etwas darüber

1837 quelque chose à ce sujet. Ainsi fut réalisée, vers le milieu de l'année 1834, cette mesure de conciliation et de paix. Elle fut suivie de demandes de la part des curés, de plaintes de la part des parties, et de décisions, absolument comme on l'avait prévu. Mais dans tout l'espace de temps compris entre cette époque et la mort de l'archevêque, survenue en juillet 1835, il n'y eut pas un seul exemple de résistance de la part des curés contre les évêques et leurs vicaires généraux. Après ce décès, la convention continua encore un an à s'exécuter sans trouble, tant dans l'archevêché que dans les trois évêchés. Cependant, déjà vers ce temps, il se manifesta chez des hommes estimables quelques scrupules sur la nouvelle pratique établie, parce qu'ils ne la regardaient pas comme d'accord avec le bref. Mais ces scrupules provenaient en majeure partie de ce que ces personnes n'avaient connaissance ni de la convention ni de l'instruction, et méconnaissaient le véritable sens de la pratique introduite. Si l'archevêque *de Spiegel* ne fût pas mort avant d'avoir fait son rapport à la cour de Rome, et avant la publicité qui eût été la suite probable de cette démarche, ces malentendus, ainsi que plusieurs autres, eussent été évités. Mais ce qui était tout à fait distinct de ces malentendus et qui n'était pas excusable par eux, c'étaient les attaques de quelques fanatiques qui avaient leur centre et leur écho dans le *Journal historique et littéraire de Liège*. C'est par eux que commencèrent les trames dont les fils sont bien connus du gouvernement du roi. Il suffit de dire que le centre de ces trames n'était pas en Allemagne, et qu'elles eurent leur point d'appui en France et en Belgique. Un clergé qui ne comprend rien aux rapports et à la position intellectuelle des Allemands, qui hait et attaque ouvertement l'Allemagne et la Prusse; ce clergé, joint à un certain nombre de meneurs fanatiques, se mit en tête d'exciter le mécontentement des catholiques de la Prusse, et même de les appeler à la révolte. Ils profitèrent de l'affaire des mariages mixtes, en cherchant à couvrir leur ignorance de toute l'affaire par des mensonges et des documents falsifiés.

Du reste, cette attaque ne fit aucune impression sur les évêques et les vicaires généraux au sujet de l'explication et de l'application du bref papal accepté par eux.

hinzuzufügen. So trat denn noch im Laufe des Jahres 1834 jene Maassregel der Versöhnung und des Friedens in die Wirklichkeit. Es erfolgten Anfragen der Pfarrer, Beschwerden der Partheien, Bescheide, gerade wie es vorher geschehen war. Allein nicht ein einziger Fall des Widerstands Seitens der Pfarrer trat den Bischöfen und ihren General-Vicariaten entgegen, in dem ganzen Zeitraume, der bis zum Ableben des Erzbischofs im Julius 1835 verfloss. Nach diesem Todesfall dauerte ebenfalls die Ausführung noch ein Jahr ungestört fort, sowohl im Erzstifte als in den drei Bisthümern. Doch wurden damals, grossentheils aus Unkenntniss der Uebereinkunft und Instruction, und des wahren Sinnes der eingeführten Praxis, einige Bedenken achtungswerther Männer kund, als sey diese letztere mit dem Breve nicht übereinstimmend. Wäre der Erzbischof von Spiegel nicht vor Abfassung seines Berichtes an den Papst und vor der damit wahrscheinlich verbundenen weiteren Veröffentlichung gestorben, so würden diese und andere Missverständnisse nicht eingetreten seyn. Ganz verschieden aber von diesen Missverständnissen, und dadurch nicht entschuldigt waren die Angriffe einiger Fanatiker, die ihren Mittelpunkt und ihr Echo im Journal de Liège fanden. Durch sie begannen die Umtriebe, deren Fäden die Königliche Regierung kennt. Es genügt hier zu sagen, dass ihr Mittelpunkt nicht in Deutschland war, und dass sie in Frankreich und Belgien ihren Stützpunkt hatten. Ein Klerus, der nichts von deutschen Verhältnissen und deutscher Bildung begreift, Deutschland und Preussen hasst und offen anfeindet, und eine Zahl fanatischer Umtriebler wollten die Katholiken Preussens zur Unzufriedenheit, unbekümmert, ob diese bis zur Empörung angefacht werden konnte, aufrufen, und benutzten für ihren Zweck die Angelegenheit der gemischten Ehen, indem sie ihre Unkenntniss der Sachlage durch Lügen und verfälschte Aktenstücke zu verbergen suchten.

Bei den Bischöfen und General-Vicariaten machte dieser Angriff auf die von ihnen angenommene Auslegung und Anwendung des päpstlichen Breve keinen Eindruck.

1837 Et en effet, une fois que l'on était d'accord sur ce point (et ceci n'a jamais été contredit en Allemagne) qu'en tout cas le bref du pape ne pouvait être compris et appliqué de manière qu'aucune bénédiction d'un mariage mixte ne pût avoir lieu, il devient très-facile à démontrer que d'après le bref aussi bien que d'après l'instruction, la règle selon laquelle peut avoir lieu dans quelques cas la bénédiction nuptiale, doit dans d'autres cas se borner à l'assistance passive, et *non* s'étendre jusqu'à demander la promesse préalable sur l'éducation religieuse des enfants. Au contraire, à la place de ce moyen matériel, on substitue avantageusement l'examen moral et religieux de la fiancée, examen calculé sur les mœurs allemandes, et sur la position élevée où se trouve la population catholique de l'Allemagne.

L'examen de la fiancée et la décision à prendre en conséquence : si la bénédiction catholique devait avoir lieu ou si seulement les dimissoriales devaient être données, cette question reste abandonnée à la conscience des curés et des évêques, conformément à l'instruction de 1834. Les populations des deux religions se tranquillisèrent en voyant qu'on suivait une voie si digne et si équitable. L'Eglise catholique n'avait aucune raison de s'inquiéter des suites, comme l'expérience l'a démontré.

Cette pratique demeura donc en vigueur dans la province de Cologne jusque dans l'été de l'année 1836, c'est-à-dire jusqu'au moment où le baron *Clément-Auguste de Droste de Vischering*, évêque suppléant de Münster, fut promu à la dignité archiépiscopale.

L'évêque de Trèves, nommément, ne trouva non-seulement rien à changer jusqu'à sa mort à la pratique acceptée et introduite librement par lui, mais il était tellement pénétré de sa nécessité, tellement persuadé qu'elle ne pouvait pas devenir dangereuse à l'Eglise, qu'il se prononça de la manière la plus solennelle à ce sujet dans un rapport au chef de son Eglise. Il dit dans cet écrit remarquable (*annexe H*), qu'il lui fait connaître sa conviction quelques minutes après avoir reçu le corps du Seigneur et au moment de quitter cette terre.

Mais ce digne évêque vécut encore, quoique extrêmement épuisé, pendant six semaines.

Und offenbar, sobald man darüber einverstanden **1837** war, — und dies hat niemand in Deutschland in Abrede gestellt, — dass jedenfalls das päpstliche Breve nicht so verstanden und angewandt werden könne, dass überhaupt gar keine Trauung einer gemischten Ehe statfinde, so ist es sehr leicht zu zeigen, dass nach dem Breve wie nach der Instruction, die Norm, nach welcher in einigen Fällen diese Einsegnung stattfinden soll, in andern nur die passive Assistenz, nicht das vorgängige Versprechen der Kinder-Erziehung seyn kann. Vielmehr tritt an die Stelle dieses äusseren Schutzmittels die, auf die deutschen Verhältnisse und den höheren Standpunkt der deutschen katholischen Bevölkerung berechnete Prüfung des sittlichen und religiösen Zustandes im Brautexamen.

Die Abhaltung des Brautexamens und die danach zu ertheilende Entscheidung: ob die katholische Trauung stattfinden oder nur die Dimissorialen gegeben werden können? blieb dem Gewissen der Pfarrer und Bischöfe, nach Maassgabe der Instruction von 1834 überlassen. Die Bevölkerungen von beiderlei Confession beruhigten sich bei dem Anblicke eines würdigen, billigen Verfahrens. Die katholische Kirche hatte keinen Grund, über die Folgen besorgt zu seyn, wie die Erfahrung zeigte.

Die Praxis blieb also in der Kölner Provinz ungestört bis zum Sommer des Jahres 1836, nämlich bis zum Eintritte des bisherigen Weihbischofs von Münster, Freiherrn Clemens August von Droste zu Vischering in die erzbischöfliche Würde.

Der Bischof von Trier hat namentlich bis zu seinem Ende nicht allein keinen Anlass gefunden, irgend etwas an der von ihm freiwillig angenommenen und eingeführten Praxis zu ändern, sondern er hat vielmehr seine Ueberzeugung von der Nothwendigkeit derselben, und wie die Kirche dadurch nicht bedroht werde, auf die feierlichste Weise in einem Berichte an das Oberhaupt seiner Kirche ausgesprochen. Er sagt in diesem merkwürdigen Schreiben (Beilage H.), dass er seine Ueberzeugung an dem Tage ausspreche, an welchem er den Leib des Herrn genossen, im Begriff aus dieser Zeitlichkeit abzuschneiden.

Der würdige Bischof lebte aber, obwohl in der äussersten Erschöpfung, noch sechs Wochen.

1837 Si maintenant il a paru après sa mort une lettre de lui au pape, non pas *écrite*, mais seulement *signée* de sa main, datée du jour de sa mort, et qui exprime des scrupules de conscience sur ce qui avait été fait relativement aux mariages mixtes, on peut hardiment laisser aux hommes justes et impartiaux le soin de juger si l'on doit ajouter foi à un tel acte plutôt qu'à toute sa vie et à une déclaration solennelle et explicite, faite en face de la mort, mais avec toute sa connaissance, et en se livrant à l'action la plus sainte. En supposant que ce second écrit n'ait pas été arraché au moribond dans les angoisses de la mort, ses scrupules s'expliqueraient encore par l'application qu'il a faite de l'article de l'instruction relatif aux relevailles des accouchées, qu'il paraît avoir compris comme une admission absolue et forcée de cet acte. On verra par la suite de cet exposé, combien peu une telle interprétation entraînait dans les idées du gouvernement.

Quatrième Période.

1836—1837.

En nommant un nouveau titulaire au siège archiepiscopal, nomination à laquelle il concourut avec le chapitre, suivant des formalités convenues particulièrement entre lui et le saint-siège, le gouvernement avait surtout en vue de mettre à la tête de cet important évêché un prélat distingué par la sévérité de ses maximes religieuses, par sa piété personnelle, et par son expérience dans les affaires ecclésiastiques.

L'évêque suppléant de Münster paraissait, à plusieurs égards, plus que tout autre capable d'occuper ce siège. Ses efforts en faveur des institutions pieuses des soeurs de la Charité, et sa piété personnelle devaient le recommander pour être à la tête du premier siège épiscopal de l'ouest de la monarchie, aux yeux d'un gouvernement qui regarde comme son plus beau privilège, comme son devoir le plus sacré, de favoriser ouvertement et sans crainte les progrès de la religion et de la vie chrétienne chez ses sujets, sans distinction de confession. A la vérité, il ne lui échappa point que

Wenn nun nach seinem Tode ein übrigens von 1837 ihm nicht geschriebenes, sondern nur unterzeichnetes Schreiben an den Papst, von seinem Todestage gestellt, zum Vorschein gekommen ist, welches seine Gewissensscrupel über das hinsichtlich der gemischten Ehen Gethane ausdrückt, so kann dem Urtheile der Verständigen und Unpartheiischen überlassen werden zu beurtheilen, ob einem solchen Ausdruck mehr zu glauben sey, als seinem ganzen Leben, und der mit der Berufung auf die heiligste Handlung versiegelten, im Angesichte des Todes, aber noch bei voller Besinnung, niedergelegten, feierlichen und ausführlichen Erklärung. Angenommen, dass jenes zweite Schreiben dem Sterbenden nicht in der Todesangst abgeloct sey, liessen sich seine Scrupel aus der von ihm befolgten Anwendung des Artikels der Instruction über die Aussegnung der Wöchnerinnen erklären, welche er als eine ganz unbedingte und zwingende Zulassung jenes Aktes verstanden zu haben scheint. Wie wenig die Regierung eine solche Auslegung im Sinne gehabt, wird sich aus dem Verfolge der Erzählung ergeben.

Vierte Periode.

1836 — 1837.

Die Regierung ging, bei Wiederbesetzung des erzbischöflichen Stuhles, wobei sie mit dem Kapitel in einer zwischen ihr und dem päpstlichen Stuhle näher verabredeten Weise concurrirt, von dem Wunsche aus, dem grossen und wichtigen Erzstifte einen durch streng religiöse Grundsätze, persönliche Frömmigkeit und kirchliche Erfahrung anerkannt hochgestellten Geistlichen zu geben.

Der Weibbischof von Münster schien dazu in mancher Hinsicht vorzugsweise geeignet. Seine Bemühungen für die Förderung der frommen Anstalten der barmherzigen Schwestern, und seine persönliche Frömmigkeit mussten ihn empfehlungswerth für das erste katholische Bisthum der westlichen Monarchie in den Augen einer Regierung erscheinen lassen, welche furchtlos und klar die Förderung christlichen Glaubens und Lebens bei ihren Unterthanen, ohne Unterschied des Bekenntnisses, für ihr schönstes Vorrecht, für ihre heiligste Pflicht achtet. Wohl entging es ihr nicht, dass dieser

1837 ce prélat avait donné précédemment des preuves d'obstination et d'arrogance sacerdotale, et avait causé par là de grands embarras et de grands travaux à l'administration. Mais précisément, cette conduite lui avait nui chez ses propres coreligionnaires, dont un grand nombre et des plus estimables le regardaient, à cause de cela, comme un homme peu capable de gouverner des hommes et de se trouver à la tête des affaires, tandis que d'autres, en plus petit nombre, le proclamaient hautement pour un fanatique. D'un autre côté on avait l'espoir fondé qu'un âge plus mûr, une piété pratique et l'exercice de la charité chrétienne lui feraient tenir une conduite moins opiniâtre et moins embarrassée. Sans doute, un gouvernement qui n'aurait songé qu'à se rendre l'administration facile, qui n'aurait cherché que la popularité du moment, aurait inmanquablement cédé à ces considérations qu'il avait, au reste reconnues et approfondies: mais celui de Prusse était d'un autre sentiment. Il savait qu'il ne demandait au nouvel archevêque rien de déraisonnable, aucun sacrifice de ses propres convictions, aucun rétrécissement du cercle légal de ses attributions ecclésiastiques. Pourquoi alors ne pas asseoir sur le siège archiepiscopal même le catholique le plus rigide, si sa piété et son expérience personnelle semblent lui mériter la préférence? Le gouvernement devait-il croire qu'une ferveur religieuse, poussée même jusqu'à l'ascétisme, lui fournirait moins de garanties qu'une direction d'esprit moins tournée vers l'Eglise, et des sentiments et un caractère moins sévères? Il se décida donc à offrir à ce prélat la recommandation royale auprès du chapitre auquel il était étranger, en lui confiant ses motifs, et ce qu'il attendait de lui.

Cette ouverture portait visiblement ce cachet de confiance qui est propre aux gouvernements allemands. L'abus de cette confiance et les suites sérieuses qu'il a eues, ont déjà forcé le gouvernement de parler des documents qui ont été échangés à cette occasion. On les donne ici en entier avec d'autant moins d'hésitation (*annexes I. K.*).

Un ami intime de l'archevêque, le savant et pieux chanoine *Schmülling*, à Münster, fut choisi par le ministre des affaires ecclésiastiques pour soumettre à

Prälat früher Beweise von Eigensinn und von priesterlicher Anmassung gegeben, und den Staatsbehörden dadurch viele Mühe und Arbeit verursacht hatte. Jenes Verfahren hatte ihm aber selbst bei seinen eigenen Glaubensgenossen geschadet, deren viele und achtbare ihn deshalb für einen zur Behandlung der Menschen und Führung der Geschäfte wenig brauchbaren Mann, mehrere gradezu für einen Fanatiker hielten und erklärten. Dagegen stellte sich die gegründete Annahme, es lasse ein gereiftes Alter, praktische Frömmigkeit und Uebung christlicher Liebe hoffen, dass er jetzt sich im Amte weniger starr und befangen benehmen werde. Allerdings würde eine nur auf die Leichtigkeit der Verwaltung bedachte, und nach der Popularität des Augenblicks strebende Regierung bei solchen Umständen, die klar erkannt und ins Auge gefasst wurden, keinen Augenblick angestanden haben, jenen Gedanken fahren zu lassen. Die Preussische Regierung dachte anders. Sie war sich bewusst, nichts Unbilliges von dem neuen Erzbischof zu verlangen, keine Aufopferung eigener Ueberzeugung, keine Einengung seiner gesetzlich anerkannten geistlichen Wirksamkeit. Warum sollte also selbst dem strengsten Katholiken nicht der erzbischöfliche Stuhl eingeräumt werden, wenn seine Frömmigkeit und geistliche Erfahrung ihn dazu vorzugsweise zu bestimmen schien? Sollte die Regierung etwa annehmen, dass eine entschiedene, ja ascetische kirchliche Frömmigkeit ihr weniger Garantie biete, als eine minder kirchlich erscheinende Richtung, ein weniger strenger Sinn und Charakter? Sie entschloss sich, ihm die Königliche Empfehlung an das Kapitel, dem er fremd war, anzubieten, mit einer Eröffnung ihrer Beweggründe und ihrer Erwartungen.

Diese Eröffnung sollte ganz den Charakter des Vertrauens tragen, welcher deutschen Regierungen eigen ist. Der Missbrauch dieses Vertrauens und die ernstesten Folgen desselben, haben die Regierung gezwungen, bereits von den dabei gewechselten Aktenstücken zu reden. Sie werden um so unbedenklicher hier in ihrem ganzen Umfange gegeben. (Beilagen I. K.).

Ein vertrauter Freund des Erzbischofs, der gelehrte und fromme Domkapitular Schmülling in Münster, wurde von dem Ministerium der geistlichen Angelegenheiten ausersehen, um dem Weibbischof die Ansichten

1837 l'évêque suppléant les vues du gouvernement, et en recevoir une déclaration aussi franche que confidentielle.

Dans la lettre du ministère, du 28 août 1835 (*annexe I*), on voit de la manière la plus claire les deux tendances principales du gouvernement du roi, desquelles il a été question plus haut, ainsi que le caractère personnel du ministre sous la direction duquel, depuis le retour de la paix, la réputation des établissements d'éducation de la monarchie s'est répandue dans toute l'Europe. Ces deux tendances sont une haute estime pour la piété, quel que soit l'habit sous lequel elle se montre, et en retour la confiance en une administration sage et bienveillante. Personne ne lira cet écrit remarquable sans approuver pleinement de tels motifs. Un pareil langage est certainement, pour un esprit non prévenu, la meilleure réponse aux attaques par lesquelles l'ignorance, un zèle aveugle et une méchanceté calculée ont calomnié le gouvernement du roi, ont rendu suspects les ecclésiastiques les plus considérés, les plus éclairés et les plus pieux, et ont diffamé la population. En même temps ce langage pourra aussi donner, et donnera aux pays étrangers la mesure du haut degré de moralité de l'Eglise catholique en Allemagne, Eglise à laquelle on s'adresse avec tant de confiance, à laquelle quelques fanatiques belges, dont l'ignorance n'est surpassée peut-être que par leurs sentiments et leurs manières d'agir révolutionnaires, croient devoir tantôt donner des enseignements, tantôt des témoignages de pitié, tantôt des marques de mépris.

L'Europe serait heureuse si des rapports et des prévisions, tels qu'on les énonce ici, lui étaient applicables dans toutes ses parties! Que l'Allemagne donc se félicite, puisque chez elle il en est ainsi généralement.

Le ministre demande dans sa missive une *entière certitude* sur les grandes difficultés d'un point que l'amour de la paix et la raison venaient d'accommoder dans l'Eglise et dans l'Etat. Il pouvait supposer qu'une mesure adoptée déjà depuis plus d'un an, relativement à l'affaire dont il a été déjà tant question, ne serait plus restée inconnue au frère de l'évêque de Münster.

Cependant, pour éviter toute incertitude, le ministre désigne de la manière la plus précise la clause re-

der Regierung vorzulegen und von ihm eine eben so 1837
offene als vertrauliche Erklärung zu erhalten.

In der Zuschrift des Ministeriums vom 28sten August 1835 (Beilage I.) sprechen sich aufs klarste die zwei oben angedeuteten Haupt-Tendenzen der Königl. Regierung, so wie die Persönlichkeit des Ministers aus, unter dessen Leitung, seit Herstellung des Friedens, der Name der Bildungs-Anstalten der Monarchie sich über ganz Europa verbreitet hat: hohe Achtung vor Frömmigkeit, in welchem Gewande sie sich zeigt, und das Vertrauen auf Erwiederung offener und zutrauensvoller Behandlung. Niemand wird dieses merkwürdige Schreiben ohne die vollste Anerkennung solcher Motive lesen. Eine solche Sprache ist gewiss für den unbefangenen Sinn die beste Antwort auf die Angriffe, womit Unwissenheit, blinder Eifer und absichtliche Bosheit die Königliche Regierung verunglimpft, die angesehensten, erleuchtetsten und frömmsten Geistlichen verdächtigt, die Bevölkerung verläumdete haben. Sie kann und wird zugleich dem Auslande den Maassstab geben für den hohen sittlichen Stand der katholischen Kirche Deutschlands, an welchen ein solches Vertrauen sich wendet, der Kirche, welcher Belgische Fanatiker, deren Unwissenheit vielleicht nur noch von ihrer revolutionären Gesinnung und Handlungsweise übertroffen wird, bald ihre Belehrung, bald ihr Mitleid, bald ihre Verachtung ausdrücken zu dürfen glauben.

Glücklich würde Europa seyn, wären solche Verhältnisse, solche Voraussetzungen, wie sie hier sich aussprechen, in allen seinen Theilen anwendbar! Glücklicherweise ist Deutschland, dass sie es im Allgemeinen wirklich sind.

Der Minister verlangt volle Gewissheit über den neuesten und schwierigsten Punkt, welchen Friedensliebe und Weisheit in Kirche und Staat so eben vermittelt hatten. Er durfte voraussetzen, dass dem Bruder des Bischofs von Münster eine vor Jahr und Tag getroffene Maassregel hinsichtlich dieser viel besprochenen Angelegenheit nicht unbekannt geblieben sey.

Jedoch, um keiner Ungewissheit Raum zu geben, bezeichnet er die Uebereinkunft hinsichtlich der Aus-

1837 lative à l'exécution du bref, et charge ensuite son confident d'adresser à l'évêque suppléant la question suivante :

„S'il avait bien l'intention, comme évêque futur d'un de ces diocèses, non-seulement de ne pas attaquer ou annuler la convention du 19 juin 1834, mais plutôt de s'appliquer à la maintenir; s'il voulait promettre de l'accepter conformément à l'esprit de conciliation qui l'avait suggérée?"

Dans sa réponse du 5 septembre (*annexe K*), l'archevêque, au sujet du point en question, affirme :

„Qu'il se gardera bien de ne pas maintenir, et encore moins, en supposant que cela puisse se faire, d'attaquer ou de renverser la convention faite sur ce point, en conformité au bref du pape Pie VIII, convention déjà en pleine exécution dans les quatre diocèses; et qu'au contraire, il l'appliquera d'après l'esprit de charité et de paix."

En comparant les termes de cette promesse avec la question qui l'avait provoquée, le lecteur non prévenu n'y verra qu'un effort sincère pour ne pas laisser au ministère le moindre doute que l'archevêque n'en ait parfaitement bien compris le sens et la signification.

En effet, c'est justement cette convention désignée par sa date et par son origine, c'est cette même transaction de la puissance spirituelle et temporelle qui avait été mise en vigueur dans les quatre diocèses, au sujet de laquelle l'archevêque donne sa promesse. Et quelle promesse solennelle! Loin de contrarier en rien l'exécution de cette convention, il veut plutôt l'appliquer dans un esprit de charité et de paix.

Aussi cette déclaration fut-elle regardée comme suffisante. Sa Majesté, après en avoir pris connaissance, ordonna que l'on désignât l'évêque suppléant au choix du chapitre métropolitain, en lui faisant entendre que cette élection serait agréable au gouvernement. Il fut élu à l'unanimité.

L'archevêque a déclaré plus tard (et l'on ne met pas sa parole en doute) qu'à cette époque il ne connaissait nullement la convention.

führung des Breve, aufs Bestimmteste, und trägt dem 1837
Vertrauten dann auf, an den Weihbischof die Frage zu
richten:

ob er, als künftiger Bischof einer jener Diöcesen,
nicht allein jenes Uebereinkommen vom 19ten Juni
1834 nicht angreifen oder umstossen, sondern viel-
mehr solches aufrecht zu erhalten, und nach dem
Geiste der Versöhnung, der es eingegeben, anzu-
nehmen bereit und beflissen seyn werde?

Der Erzbischof, in seiner Antwort vom 5ten September,
(Beilage K.) versichert in Beziehung auf den Punkt,
der hier erörtert wird, Folgendes:

„dass er sich wohl hüten werde, jene,
„gemäss dem Breve vom Papst Pius VIII.,
„darüber getroffene und in den genann-
„ten vier Sprengeln zur Vollziehung ge-
„kommene Vereinbarung nicht aufrecht
„zu halten, oder gar, wenn solches thun-
„lich wäre, anzugreifen oder umzustos-
„sen, und dass er dieselbe nach dem
„Geiste der Liebe, der Friedfertigkeit,
„anwenden werde.“

Die Vergleichung der Fassung dieses Versprechens mit
jener Frage zeigt dem unbefangenen Leser nur das red-
liche Streben, dem Ministerium nicht den geringsten
Zweifel übrig zu lassen, dass der Erzbischof den Sinn
und die Bedeutung desselben vollkommen verstanden.

Es ist ja jene nach Zeit und Entstehung angege-
bene Uebereinkunft, es ist die in den vier Sprengeln
zur Vollziehung gediehene, ins Leben getretene Verein-
barung der landesherrlichen und bischöflichen Gewalt,
über welche der Prälat sein Versprechen abgibt. Und
welch feierliches Versprechen! entfernt davon, dieser
Vereinbarung entgegen zu wirken, will er sie vielmehr im
Geiste der Liebe, der Friedfertigkeit anwenden.

Diese Erklärung befriedigte. Des Königs Majestät
befahl, auf Einsicht derselben, den Weihbischof dem
Kapitel des Erzstiftes mit dem Bedeuten zu nennen,
dass die Regierung gegen dessen Wahl nichts einzuwen-
den haben würde. Er ward einstimmig gewählt.

Der Erzbischof hat nachher erklärt (und sein Wort
wird nicht in Zweifel gezogen): er habe damals jene
Uebereinkunft nicht gekannt.

1837 Personne de ceux qui ont lu une promesse aussi solennelle sur un point aussi grave, sur une question aussi importante, faite par les premières autorités de l'Etat, ne s'attendait à pareille déclaration. Mais quelle conclusion l'archevêque devait-il tirer de cette circonstance lorsque, par son entrée en fonctions, il avait eu connaissance de l'instruction?

D'après le sentiment général des hommes et d'après le droit commun, celui qui a fait inconsidérément une promesse que l'on a acceptée comme ayant été faite en parfaite connaissance de cause, est obligé de la tenir ou de rendre ce qui lui a été confié en vertu de cette même promesse. L'objection qui consiste en ce que l'obligation de garder le secret n'aurait pas permis à l'évêque suppléant de demander à son frère, l'évêque de Münster, communication des pièces officielles, n'est d'aucune valeur. Car, en supposant que ce soit ce scrupule qui eût arrêté l'évêque suppléant, qu'est-ce qui pouvait, qu'est-ce qui devait l'empêcher de demander au ministre lui-même qui lui avait adressé la question, communication de ces pièces? L'affaire était-elle donc tellement pressée qu'elle rendit impossible un délai de huit jours, pendant lequel on aurait pu facilement demander et obtenir cette communication?

Et cependant, on a fait réellement valoir cette circonstance comme autorisant l'archevêque à ne pas se croire lié par sa promesse. Ainsi le gouvernement devait porter la faute de la conduite inconsidérée de ce prélat: les lois, le droit en vigueur devaient s'incliner devant l'archevêque, parce qu'il avait promis de mettre à exécution ce qu'il n'avait pas connu! Tout inadmissible, incompréhensible et blessante que puisse être une telle prétention, elle n'est pourtant pas difficile à dévoiler.

Il suffit de prétexter la sainteté de la conscience, pour qu'un gouvernement tel que celui de la Prusse n'exige jamais l'exécution d'une promesse irréfléchie. Celui qui, par sa faute, se serait mis dans un tel cas, aurait encore la facilité d'échapper aux suites naturelles et légales d'une telle précipitation, en sollicitant par une déclaration franche, quoique tardive, l'indulgence du gouvernement pour les embarras qu'il lui aura suscités et pour le dommage peut-être irréparable qu'il lui aura causé. Il n'aura qu'à demander la permission de

Gewiss erwartet dies Niemand, der jene feierliche **1837** Zusage über einen so wichtigen Punkt, auf eine so ernste von der höchsten Behörde gestellte Anfrage gelesen. Allein welche Folgerung hätte der Erzbischof aus diesem Umstande ziehen sollen, als er im Amte die Instruktion kennen lernte?

Im allgemeinen Gefühle der Menschen wie im gemeinen Rechte steht fest, dass, wer unbedachter Weise ein Versprechen gegeben, das als mit hinreichender Sachkenntniss abgelegt angenommen worden, dasselbe zu halten, oder das ihm darauf Anvertraute zurückzugeben verpflichtet ist. Nichtig ist der Einwand, die Pflicht, das Geheimniss zu bewahren, habe es dem Weihbischof nicht erlaubt, den Bischof von Münster, seinen Bruder, um Mittheilung jener Aktenstücke zu ersuchen. Zugegeben, jene Bedenklichkeit habe den Weihbischof davon abgehalten, was konnte, was durfte ihn abhalten, den Minister selbst, der ihm die Frage gestellt, um jene Mittheilung zu bitten? Wo war die Eile, die einen Aufschub von acht Tagen unmöglich gemacht hätte, in welcher Zeit die Mittheilung erbeten und erlangt werden konnte?

Wirklich ist jener Umstand als ein Grund geltend gemacht, weshalb der Erzbischof sich nicht an jene Zusage gebunden achten dürfe. Die Regierung sollte also hiernach die Schuld seiner eigenen Unbedachtsamkeit tragen: die Gesetze, das bestehende Recht sich vor dem Erzbischof beugen, weil er versprochen hatte, es in Anwendung zu bringen, ohne es gekannt zu haben! Unzulässig, unbegreiflich und verletzend, wie eine solche Anmassung seyn mag, so ist es doch nicht dieses, was aufzudecken schwer wird.

Ein unüberlegtes Versprechen zu halten, wird eine Regierung, wie die Preussens, nie fordern, wenn die Heiligkeit des Gewissens auch nur vorgeschützt wird. Leicht ist es für den, welcher sich in einen solchen Fall gesetzt, die Nachsicht der Regierung für die dadurch über sie gebrachte Ungelegenheit, ja vielleicht für schwer gut zu machenden Schaden zu verlangen, und durch offene, wenn auch späte, Erklärung den rechtlichen und natürlichen Folgen einer solchen Uebereilung zu entgehen. Er darf nur bitten, das Amt nie-

1837 déposer l'office qui ne lui a été conféré que sous la condition susénoncée. On regrettera un pareil événement, mais personne ne se livrera à de pénibles suppositions.

Mais il en est tout autrement des vains prétextes auxquels l'archevêque a été poussé par sa position insoutenable, par des conseils perfides, des insinuations pernicieuses, ou par une obstination passionnée. Qu'auraient dit les amis de l'archevêque, si le gouvernement, quand il reçut la déclaration de ce prélat avant son entrée en fonctions, avait émis des doutes sur sa sincérité? Ou si le gouvernement avait fait cette question: „Le prélat désigné pour le siège archiépiscopal, après avoir promis qu'il s'engage à accepter et à appliquer dans les quatre diocèses la convention conclue le 19 juin 1834, conformément au bref de Pie VIII, approuvée par le roi et déjà appliquée dans les diocèses, ne déclarera-t-il pas plus tard n'avoir *rien* promis, parce qu'il aura trouvé dans la suite que cette même convention et la pratique légale qui en est la conséquence, ne sont *pas*, à son avis, dans tous les points *conformes* au bref?

Avec quelles protestations, quelle indignation, quel mépris n'aurait-on pas repoussé de tels doutes, de telles suppositions? Le gouvernement lui-même ne pouvait croire à la possibilité d'un tel subterfuge chez un ecclésiastique, chez un évêque, chez un chrétien renommé pour sa sévère piété.

Néanmoins bientôt après l'entrée en fonctions de l'archevêque, dans l'été de 1836, il s'éleva de tous côtés des plaintes et des réclamations de la part de la population protestante et des autorités constituées, sur la conduite sans ménagements de ce prélat, et sur son refus d'explications verbales ou écrites. En même temps quelques curés connus comme zélateurs commencèrent à prendre un ton tout à fait nouveau, à faire des difficultés, à s'arroger des droits qui étaient restés inconnus jusque-là. C'est ainsi que s'élevèrent aussi les plaintes relatives aux refus de bénir des unions mixtes et de faire les relevailles des accouchées.

Le président supérieur de la province du Rhin crut que ce qu'il y aurait à faire de plus convenable

derlegen zu dürfen, zu welchem er unter jener Vor- 1897
aussetzung berufen wurde. Man wird das Vorgefallene
bedauern, allein Niemand wird sich schmerzlichen Vor-
aussetzungen hingeben.

Ganz anders ist es mit gewissen Ausflüchten, zu
welchen die Unhaltbarkeit seiner Stellung, treuloser
Rath, verderbliche Einflüsterungen, oder leidenschaft-
licher Eigensinn den Erzbischof getrieben haben. Was
hätten wohl die Freunde des Erzbischofs gesagt, wenn
die Regierung, als sie jene Erklärung vor dem Antritte
seines Amtes erhielt, einen Zweifel an der Aufrichtig-
keit derselben geäußert? wenn sie die Frage aufgewor-
fen hätte, ob vielleicht der zum Erzbischofe auserse-
hene Prälat mit der Zusage:

„die gemäss dem Breve Pius VIII. am 19ten Juni
1834 abgeschlossene, vom König genehmigte, in
den vier Sprengeln ins Leben getretene Ueberein-
kunft anzunehmen und anzuwenden,“

späterhin erklären werde, nichts versprochen zu ha-
ben, da er nachher gefunden, jene Uebereinkunft und
die daraus entsprungene rechtsgültige Praxis sey, nach
seiner Ansicht, dem Breve nicht in allen Punkten
gemäss?

Mit welchen Bethuerungen mit welchem Unwil-
len, mit welcher Verachtung würden solche Zweifel,
solche Voraussetzungen abgewiesen seyn! Die Regie-
rung durfte auch eine solche Ausflucht gar nicht für
möglich halten bei einem Geistlichen, bei einem Bi-
schof, bei einem für seine strenge Frömmigkeit geprie-
senen Christen.

Bald jedoch nach dem Amtsantritte des Erzbischofs
im Sommer 1836 erhoben sich von allen Seiten laute
Klagen und Beschwerden der evangelischen Bevölke-
rung und der Landesbehörden über dessen rücksichts-
loses Verfahren, und die Ablehnung jeder mündlichen
oder schriftlichen Verständigung. Zu gleicher Zeit be-
gannen einige Pfarrer, die als Eiferer bekannt waren,
einen ganz neuen Ton anzustimmen, und Schwierigkei-
ten zu machen, Rechte anzusprechen, die man bisher
nicht gekannt hatte. So kamen denn auch hinsichtlich
der gemischten Ehen die Klagen abgewiesener Braut-
paare und nicht ausgesegneter Wöchnerinnen vor.

Der Ober-Präsident der Rheinprovinz glaubte, es
werde am passendsten seyn, dem Erzbischof Gelegen-

1837 serait de donner à l'archevêque l'occasion de se prononcer sur ce point avec calme et sans passion. A cet effet, on profita, comme de la circonstance la plus appropriée, du conflit pendant entre lui et ledit administrateur, M. de Bodelschwingh, où la validité de la convention se trouvait en question, pour donner occasion au prélat de se prononcer par écrit et sous la forme d'une instruction, envers un ecclésiastique haut placé, M. Claessen, doyen du chapitre d'Aix-la-Chapelle. Ce qui fut fait. L'instruction demandée fut donnée, et elle se trouve ci-jointe dans toute sa teneur (annexe L). Dans cet écrit, l'archevêque s'en rapporte entièrement à l'instruction de 1834 en question, et la regarde comme base légale de la conduite à tenir. Remarquons que l'archevêque lui-même déclare ici (dans l'introduction):

„Que la convention de 1834 avait été conclue *conformément au bref papal* de 1830, et pour en faciliter l'application.”

Bientôt nous verrons l'archevêque lui-même mettre en doute ce qu'il affirme ici. Il argumente en outre ouvertement contre une demande qui lui a été adressée, et indique de quelle manière seulement il peut interpréter l'article 11 de cette instruction. Aucun praticien ne lira cette pièce sans être persuadé que, pour l'archevêque, il ne s'agissait nullement, pratiquement parlant, de savoir s'il était lié ou non à l'instruction; mais seulement s'il ne pourrait pas l'interpréter autrement qu'en s'appuyant sur le texte on voudrait le lui demander.

N'aurait-il pas été bien plus naturel, que l'archevêque se fût expliqué avec franchise envers le ministre dès le commencement?

En agissant ainsi ouvertement, en adoptant une interprétation pratique de l'instruction l'affaire n'aurait éprouvé aucune difficulté.

Toute convention, basée sur la bonne foi, doit naturellement pouvoir être interprétée avec l'équité et l'extension inhérentes à la nature de l'affaire, et tout particulièrement dans une affaire aussi délicate que celle des mariages mixtes. L'archevêque pouvait donc compter en toute sûreté que rien n'était plus éloigné d'un gouvernement comme celui de la Prusse, que de vouloir violenter la conscience d'un évêque en tout ce qui

heit zu geben, sich über diesen Punkt auf eine leidenschaftslose Weise auszusprechen. Als geeignetste Form ergab sich zu diesem Behuf, ihn zu ersuchen, über die zwischen ihm und dem Ober-Präsidenten der Provinz, Herrn von Bodelschwingh, obschwebende Angelegenheit, wobei die Gültigkeit der Instruktion zur Frage kam, gegen einen hochgestellten Geistlichen, den Domprobst Claessen in Aachen, schriftlich in Form einer Anweisung sich zu äussern. Dies geschah. Die Weisung erfolgte und liegt, ihrem ganzen Inhalte nach, bei. In diesem Schreiben beruft sich der Erzbischof offenbar auf die fragliche Instruktion von 1834, als auf die rechtliche Basis des zu beobachtenden Verfahrens. Es muss hierbei bemerkt werden, dass der Erzbischof hier selbst erklärt (im Eingange):

„die Uebereinkunft von 1834 sey abgeschlossen in
„Gemässheit und zur Erleichterung der Ausfüh-
„rung des päpstlichen Breve von 1830.“

Wir werden ihn dies bald offenbar in Zweifel ziehen sehen. Hier aber argumentirt ausserdem der Erzbischof ganz unumwunden gegen die Zulässigkeit eines ihm gemachten Ansinnens und giebt an, auf welche Weise er allein den §. 11. derselben Instruktion verstehen könne. Kein Geschäftsmann wird dies Aktenstück lesen, ohne die Ueberzeugung zu gewinnen, es handle sich beim Erzbischof praktisch gar nicht darum, ob er an die Instruktion gebunden sey oder nicht, sondern nur darum, dass er sie nicht so auslegen könne, als man, auf die Worte derselben gestützt, von ihm etwa verlangen möchte.

Wie natürlich wäre es gewesen, dass er hierüber sich von Anfang an offen gegen den Minister erklärt hätte!

Die Frage der praktischen Auslegung der Instruktion hatte überhaupt bei einem solchen offenen Verfahren gar keine Schwierigkeit.

Jede auf Treu und Glauben geschlossene Einigung muss natürlich mit derjenigen Weite und Billigkeit ausgelegt werden können, welche in der Natur der Sache begründet ist, ganz besonders aber in einer so zarten Angelegenheit, wie die der gemischten Ehen. Gewiss durfte der Erzbischof darauf rechnen, dass einer Regierung wie der Preussischen nichts ferner sey, als in dem was innerhalb der Grenzen einer vernünftigen und

1837 se trouverait restreint dans les bornes d'une interprétation raisonnable et loyale. Afin d'engager l'archevêque à adopter sur ce point, ainsi que sur d'autres, une marche amicale et plus en rapport avec l'harmonie existant jusque-là entre le ministère des cultes et les évêques catholiques, et pour l'empêcher de s'avancer davantage dans la voie irrégulière qu'il suivait, le ministre, avant d'agir officiellement, adressa au prélat une lettre confidentielle par laquelle il l'invita en termes généraux à maintenir la paix. Cet homme d'Etat crut que le moyen le plus sûr de préserver l'archevêque de tout faux pas, serait de lui faire sentir la convenance et la nécessité de ne pas blesser la confiance délicate qu'on lui avait montrée, et encore moins d'en abuser. Dans sa réponse du 1er mars de la même année, à cet écrit qui l'exhortait à la paix, l'archevêque dit entre autres choses ce qui suit :

„Quant à l'amour de la paix, personne certes n'en est plus pénétré que moi; mais si M. le président supérieur n'est pas encore content de ce qui a été accordé dans la *convention en question*, et s'il demande encore de nouvelles concessions, quand je déclare qu'en qualité d'autorité catholique, je ne puis dans cette affaire toute spirituelle faire de concessions qui *passeraient* ou pourraient passer *les bornes de cette convention*, parce que je ne pourrais pas en répondre devant Dieu, notre juge à tous; alors je ne conçois pas qu'on puisse me dire avec raison que c'est moi qui trouble la paix.

„J'étais loin de m'attendre que l'on exigerait encore de moi des choses qui passeraient les bornes de cette convention, et que ces exigences donneraient lieu de me considérer comme perturbateur. Votre Excellence m'a fait demander précédemment si je voulais maintenir la convention concernant les mariages mixtes, convention qu'elle m'a dit être, conclue *conformément au bref de Pie VIII*. V. E. voulait que cette affaire fût traitée de la manière la plus confidentielle; je ne pouvais donc à cette époque en conférer même avec mon frère, l'évêque de Münster.

billigen Auslegung liegt, dem Gewissen eines Bischofs **1837** Gewalt anzuthun. Und nun hierin und in andern Punkten den Erzbischof zu einem freundlichen, den bisherigen Verhältnissen des geistlichen Ministeriums zu den katholischen Bischöfen gemässen Verfahren zu führen, und ihn von weiterem formlosen Vorschreiten abzuhalten, richtete der Minister, ehe er in jener Angelegenheit offiziell verfügte, ein vertrauliches Schreiben an den Prälaten, worin er im Allgemeinen ihn zum Frieden ermahnte. Dieser Staatsmann glaubte, das sicherste Mittel, den Erzbischof vor falschen Schritten zu warnen, würde die Andeutung der inneren Nothwendigkeit seyn, bewiesenes zartes Vertrauen nicht zu verletzen, vielweniger zu missbrauchen. In der Antwort nun auf diese Ermahnung zum Frieden, sagt der Erzbischof unterm 1sten März d. J. Folgendes:

„was meine Friedensliebe betrifft, so kann zuverlässig keiner mehr als ich den Frieden lieben; wenn aber der Herr Ober-Präsident nicht einmal mit dem zufrieden war, was in der bewussten Uebereinkunft zugestanden ist, und noch neue Zugeständnisse forderte, und ich dann als katholische Kirchenobrigkeit in dieser kirchlichen Angelegenheit erkläre, dass ich Zugeständnisse, welche über die Grenze jener Uebereinkunft hinausgehen oder hinausgehen würden, nicht machen dürfe, weil ich solches vor Gott, der unser aller Richter sey, nicht würde verantworten können, so begreife ich nicht, wie man mit Grund sagen könne: ich sey der Friedensstörer.“

Dass noch über die Grenzen jener Uebereinkunft hinaus Forderungen würden gemacht werden, und solche Gelegenheit geben würden, mich als Friedensstörer zu betrachten, konnte ich nicht erwarten. Ew. Excellenz liessen mich früher fragen, ob ich fest halten würde an der bewussten Uebereinkunft, die gemischten Ehen betreffend, und bezeichneten diese Uebereinkunft als in Gemässheit des Breve von Pius VIII. abgeschlossen. Ew. Excellenz wollten die Sache im engsten Vertrauen behandelt wissen, ich durfte also damals auch nicht einmal mit meinem Bruder, dem Bischof von Münster, darüber reden.

1837

„Dans cette position je n'ai pu connaître l'acte par moi-même; du reste je n'en avais pas besoin, l'indication qu'il s'était conclu *conformément au bref de Pie VIII* était ma garantie; cela devait me suffire, parce que, dans les affaires spirituelles, je dois obéissance au chef de l'Eglise. C'est ce qui m'engagea à déclarer, en me servant à dessein des mêmes termes, „que je m'en tiendrais à la convention conclue *conformément au bref du pape*.” Je devais donc alors avoir la conviction que, *relativement aux mariages mixtes*, tout était réglé; et quand plus tard, et seulement ici, j'eus vu la convention, et que j'eus pu juger dans quelle proportion les concessions avaient été faites du côté catholique, *ma persuasion à ce sujet dut acquiescer la plus grande force*.

„Mais V. E. paraît vouloir interpréter ma déclaration qu'il m'était impossible d'outrepasser les bornes „de la convention,” comme si j'avais prétendu par là porter cette affaire sur le point culminant de la discorde; tandis que je n'ai fait autre chose que déclarer vouloir maintenir la position où ladite convention a placé les choses.”

Cette réponse prouve deux choses: D'abord on y aperçoit que l'archevêque croit qu'il lui est possible d'éluder sa promesse à volonté, pour peu qu'il ne la trouve *pas* conforme au bref du pape; car il dit n'avoir promis de s'assujettir qu'à une convention conforme au bref du pape, et cela sans connaître la convention en question. Celui qui se permet un tel subterfuge devrait au moins se rappeler que, lui-même, avait désigné quinze jours auparavant cette convention de 1834, dont l'instruction est une partie essentielle, comme *conclue conformément au bref*.

Secondement, jusqu'à présent, l'archevêque ne dit encore en aucune façon qu'il ne trouve pas l'instruction en conformité avec le bref, ou qu'il ne veut pas la maintenir. Au contraire, tout lecteur non prévenu verra précisément le contraire dans la lettre de ce prélat, puisqu'il proteste *ne pas vouloir aller au delà de la con-*

In dieser Lage konnte ich damals die Ueber-¹⁸³⁷einkunft selbst nicht einsehen, es bedurfte aber auch dieser Einsicht für mich nicht; denn die Bezeichnung: „in Gemässheit des Breve von Pius VIII.“ bürgte mir dafür, dass ich daran festhalten müsse, weil ich im Kirchlichen dem Oberhaupte der Kirche Gehorsam schuldig bin. Ich erklärte deshalb und zwar wohlbedacht, neben die Worte gebrauchend: „ich würde an der gemäss dem päpstlichen Breve getroffenen Uebereinkunft festhalten.“ Ich musste doch wohl die Ueberzeugung haben, dass nun in Hinsicht der gemischten Ehen alles abgemacht sey, und als mir nachher, und zwar erst hier, die Uebereinkunft zu Gesicht kam, und ich sah, in welchem Maasse katholischer Seits Zugeständnisse gemacht waren, musste diese meine Ueberzeugung die grösste Festigkeit gewinnen.

„Ew. Excellenz scheinen nun meine oben erwähnte Erklärung — nicht über die Grenzen der Uebereinkunft hinausgehen zu können. — so bezeichnen zu wollen, als habe ich dadurch die Sache auf den Culminationspunkt des Zwiespalts gestellt; ich habe aber nichts erklärt, als den Standpunkt festhalten zu wollen, auf welchen die bewusste Uebereinkunft die Sache gestellt hat.“

Diese Antwort zeigt zweierlei. Zuerst blickt allerdings die Ansicht durch, dem gegebenen Versprechen könne er entchlüpfen, wenn er die Instruktion nicht dem päpstlichen Breve gemäss finde, denn er habe eigentlich nur eine dem Breve gemässe Uebereinkunft zu halten versprochen, und zwar ohne die fragliche zu kennen. Wer eine solche Ausflucht sich erlaubt, der sollte sich doch erinnert haben, dass er selbst vierzehn Tage vorher die Uebereinkunft von 1834, von welcher jene Instruktion ein wesentlicher Theil ist, als: „in Gemässheit des Breve's geschlossen“ bezeichnet hatte.

Jedoch sagt er noch jetzt keinesweges, er finde die Instruktion dem Breve nicht gemäss, oder er wolle sie nicht halten. Vielmehr wird jeder unbefangene Leser aus seinem Schreiben das Gegentheil geschlossen haben, da der Erzbischof betheuert, nicht über die Uebereinkunft hinausgehen zu können, aber

1837 *vention; mais vouloir aussi maintenir la position où ladite convention a placé l'affaire.*

Ce qui s'était passé avait fait comprendre au ministre la nécessité d'employer la plus grande prudence. Peut-être, malgré les généralités de ces expressions, gardait-on en réserve le prétexte que d'autres différences de la pratique légale en vigueur jusque-là et observées par l'évêque, avaient été passées sous silence, parce qu'il n'en avait pas été immédiatement question? Peut-être devait-on croire que cela avait été fait exprès pour soustraire aux regards du gouvernement sa pratique opposée et illégale, la manière dont il avait annulé le contenu essentiel de l'instruction et détruit son but, et pour maintenir aussi longtemps que possible le gouvernement dans la croyance que l'instruction était réellement la base légale de la conduite de l'archevêque?

Sans admettre la possibilité de telles suppositions, et encore moins sans les énoncer, le ministre crut néanmoins devoir faire savoir à l'archevêque, par la dépêche du 13 mars de la même année, dans laquelle il donna sa décision conciliatoire sur le point en question (*arin. M.*), savoir: "que le gouvernement comprenait les termes de la lettre adressée au doyen *Claessen*, en ce sens que l'archevêque était résolu à s'en tenir consciencieusement et selon son devoir à l'instruction relative à l'exécution du bref."

Ce rescrit ne fut pas suivi de réponse. Aussi n'en était-il pas absolument besoin dans le cas que l'archevêque se trouvât dans la pratique en rapport avec l'instruction de la manière que devait le supposer le ministre. Mais en tout cas, les notions les plus simples des affaires et du devoir, pour ne pas dire de l'honneur, exigeaient de l'archevêque qu'il tirât le ministre de son erreur, si toutefois il s'y trouvait.

Le silence était donc nécessairement ici la dénéga-tion d'une telle hypothèse, et l'affirmation de la supposition contraire. C'est en effet ainsi qu'on interpréta ce silence.

Mais, chose étrange! les plaintes des autorités et des parties intéressées n'en continuèrent pas moins. Il y a plus; la feuille si souvent citée, le fameux *Jour-*

auch den Standpunkt festhalten zu wollen, 1887 auf welchen die bewusste Uebereinkunft die Sache gestellt hat.

Das Vorhergegangene hatte jedoch den Minister auf die Nothwendigkeit grosser Vorsicht aufmerksam gemacht. War vielleicht, trotz der Allgemeinheit jener Aeusserungen, der Vorwand im Hintergrunde, anderweitige Verschiedenheiten der vom Erzbischof beobachteten und der bisherigen gesetzlichen Praxis seyen mit Stillschweigen übergangen, weil von ihnen unmittelbar keine Rede gewesen? oder sollte man gar glauben, dies sey absichtlich geschehen, um seine entgegengesetzte, ungesetzliche Praxis, die Aufhebung des wesentlichen Inhalts der Instruktion, die Vernichtung ihres Zweckes, dem Auge der Regierung zu entziehen, und diese so lange als möglich in dem Glauben zu erhalten, die gesetzliche Instruktion sey wirklich die vom Erzbischof anerkannte rechtliche Basis seines Verfahrens?

Ohne sich solche mögliche Voraussetzungen zu erlauben, viel weniger ihnen Worte zu geben, glaubte der Minister — in dem Erlasse vom 13ten März d. J. (Beilage M.) zugleich mit der vermittelnden und versöhnlichen Entscheidung über den fraglichen Punkt, dem Erzbischof andeuten zu müssen: er verstehe jene Aeusserungen in dem Schreiben an den Dompropst Claessen entschieden so, dass der Erzbischof „entschlossen sey, sich gewissenhaft und pflichtmässig an die Instruktion, wegen Ausführung des päpstlichen Breve, zu halten.“

Auf diesen Erläss folgte keine Antwort. Es bedurfte auch offenbar derselben nicht, falls der Erzbischof sich praktisch in dem Verhältnisse zur Instruktion befand, das der Staats-Minister voraussetzen musste. Allerdings aber forderten schon die allergewöhnlichsten Begriffe von Geschäften und von Pflicht, um nicht zu sagen von Ehre, den Minister aus seinem Irrthum zu reissen, wenn er sich in einem solchen befand. Dies Stillschweigen war also hier nothwendig die Abweisung einer solchen Annahme, die Bestärkung in der entgegengesetzten. So ward es auch genommen.

Allein seltsamer Weise dauerten die Klagen der Landesbehörden, die Beschwerden der Betheiligten fort. Ja, das schon oft genannte berühmte Blatt, welches sich des Erzbischofs aufs wärmste annahm, das Journal

1837 *nal historique et littéraire de Liège*, qui soutenait chaudement l'archevêque, disait publiquement : "que les fidèles devaient se rassurer; que l'archevêque avait trompé le ministère; que ce dernier ayant exigé de lui avant son élection une déclaration relative à l'instruction de 1834 (dont cette feuille communiquait une prétendue copie, tronquée en beaucoup d'endroits), l'archevêque s'était contenté de promettre *qu'il l'acceptait seulement en tant qu'elle se trouverait d'accord avec le bref de Pie VIII*; que le gouvernement s'en étant contenté, s'était trouvé pris dans ses propres filets. Cette feuille vante ensuite le savoir-faire du pieux prélat d'une façon qui doit être fort pénible même à celui qui en était l'objet, puis-qu'elle rappelle, du moins en Allemagne, une qualification qu'une signification historique a maintenue dans les dictionnaires de tous les peuples.

Plusieurs autres voix se firent entendre même en Allemagne, sinon aussi ouvertement, du moins dans le même sens. Le silence plein de ménagement et la longanimité du gouvernement commencèrent à paraître extraordinaires aux bons et raisonnables citoyens des deux confessions, et à encourager les gens déraisonnables et les zélateurs aveugles. La rétractation de l'évêque de Trèves fut l'objet de maintes controverses. Le gouvernement dut intervenir dans cette affaire par une décision. On appela confidentiellement l'attention de la cour de Rome sur la conduite illégale de l'archevêque et sur les inévitables et tristes suites de ses rapports avec la faculté de Bonn (mai et juin de la même année;) mais il parut que le saint-siège crut devoir s'en remettre en tout à la sagesse et à la conscience de l'archevêque. Le gouvernement résolut en conséquence de s'adresser directement à ce dernier, avec la ferme volonté d'obtenir une déclaration décisive et de mener de concert avec lui cette affaire vers sa solution.

Cinquième Période.

Septembre et Octobre 1837.

Afin d'éviter toute collision et toute irritation, on fit soumettre à l'archevêque, en septembre de la même année, avec une franchise et une bienveillance que l'archevêque a reconnues lui-même, la nécessité d'avoir

de Liège, sagte öffentlich: die Gläubigen sollen unbesorgt seyn; der Erzbischof habe das Ministerium hintergangen, denn indem dieses ihm vor der Wahl eine Erklärung, hinsichtlich der Instruktion von 1834 abgefordert (von welcher jene Zeitschrift eine vielfach entstellte angebliche Abschrift mittheilte), habe er sich begnügt zu versprechen, dass er sie in so weit annehme, als sie mit dem Breve Pius VIII. übereinstimme. Das Ministerium habe sich damit zufrieden gegeben, und sey so in seinem eigenen Netze gefangen. Diese Klugheit des frommen Prälaten wird alsdann auf eine Weise gerühmt, die ihm selbst gewiss sehr peinlich gewesen seyn muss, denn sie erinnert, wenigstens in Deutschland, Jeden unwillkürlich an eine Bezeichnung, die eine weltgeschichtliche Bedeutung in den Wörterbüchern aller Völker enthalten hat.

Weniger unumwunden, aber in gleichem Sinne wurden andere Stimmen, selbst in Deutschland regt. Das rücksichtsvolle schonende Schweigen, die Langmuth der Regierung fing an, die Gutgesinnten und Verständigen beider Bekenntnisse stützig zu machen, die Unverständigen und blinden Eiferer zu ermuthigen. Der Widerruf des Bischofs von Trier ward vielfach besprochen. Die Regierung musste die Sache zur Entscheidung bringen. Der römische Hof wurde aufmerksam gemacht auf das gesetzwidrige Verfahren des Erzbischofs und dessen unvermeidliche ernste Folgen in den Verhältnissen zur Bonner Fakultät (Mai und Junius d. J.); es schien aber, als glaube derselbe, der Weisheit und Gewissenhaftigkeit des Erzbischofs die Sache überlassen zu müssen. Die Regierung beschloss also, sich an diesen selbst mit dem festen Willen zu wenden, eine entscheidende Erklärung von ihm zu erhalten und die Sache mit ihm endlich zum Abschluss zu bringen.

Fünfte Periode.

September und October 1837.

Um jede persönliche Reibung und Aufregung zu vermeiden, wurde dem Erzbischof im September d. J. mit einer Offenheit und Freundlichkeit, die er selbst anerkannt hat, durch den eigens von des Königs Ma-

1837 toujours devant les yeux dans tous ses rapports avec l'Etat, l'ordre légal existant. On chargea de cette communication le comte de *Stolberg-Wernigerode*, à cette époque, président de la régence de Dusseldorf, aujourd'hui président supérieur de la province de Saxe, et que le roi nomma plénipotentiaire à cet effet. On fit connaître en même temps au prélat la bonne volonté du gouvernement, d'aller, dès qu'il aurait reconnu un tel devoir, non-seulement au-devant de toutes ses plaintes produites dans les voies légales, mais encore de tous les désirs raisonnables qu'il exprimerait à cet égard. On prouva complètement au lecteur, dans la seconde partie de ce mémoire, jusqu'à quel point s'étendait la longanimité du gouvernement. Qu'il suffise de dire ici que les difficultés imprévues que souleva l'archevêque dans ses rapports avec l'université, décidèrent le commissaire royal à inviter à prendre part aux conférences le ministre de Sa Majesté près le saint-siège, qui lui avait apporté à Dusseldorf les ordres du roi. La discussion qui s'ensuivit se trouve entièrement exposée dans un projet de lettre à l'archevêque, ci-jointe comme une pièce remarquable (*annexe N.*). La demande que l'on fit au prélat de faire une déclaration relativement à l'instruction, fut fondée sur les communications généralement connues et sur les bruits dont il a été question plus haut, sans cependant émettre des doutes sur la sincérité du prélat.

Comme on s'attendait à une déclaration satisfaisante, on toucha avec une prévenance empressée les points sur lesquels l'archevêque avait manifesté des scrupules, fait des plaintes ou émis des vœux. La bonté du plus juste des monarques avait décidé d'avance d'accorder à ces scrupules et à ces vœux tout ce qui était permis et possible. Ces vœux ne concernaient, abstraction faite du point relatif à la marche des affaires, que le paragraphe 11 de l'instruction sur les relevailles des accouchées, article relativement auquel on a mentionné plus haut les actes officiels. D'après l'aveu même de l'archevêque, la déclaration sans restriction du gouvernement sur l'admissibilité de cette interprétation, et la promesse de faciliter les relations, surpassèrent toute son attente. Rien ne parut devoir s'opposer dès lors à une réponse franche et satisfaisante.

jestät dazu Bevollmächtigten, den damaligen Regierungs-Präsidenten in Düsseldorf, jetzigen Ober-Präsidenten der Provinz Sachsen, Grafen zu Stollberg-Werningerode, die Nothwendigkeit dargelegt, in allen Beziehungen zum Staate die bestehende gesetzliche Ordnung vor Augen zu haben. Zugleich wurde ihm die Bereitwilligkeit der Regierung ausgesprochen, sobald er diese Pflicht anerkannt, allen von ihm gesetzlich vorgebrachten Beschwerden, ja allen billigen Wünschen hinsichtlich derselben gern entgegen zu kommen. Welchen weitem Umfang diese Langmuth hatte, wird in dem zweiten Theile dieser Denkschrift dem Leser vollständig vor Augen gelegt werden. Hier reicht es hin, zu erwähnen, dass die unvorhergesehenen Schwierigkeiten, welche der Erzbischof in den Universitäts-Verhältnissen machte, den Königl. Commissarius bewogen, den Gesandten Sr. Majestät am päpstlichen Hofe, welcher ihm die Befehle des Königs nach Düsseldorf überbracht hatte, zur Theilnahme an den Konferenzen einzuladen. Die hier zur Sprache kommende Erörterung ist ganz in dem Umfange des Entwurfs eines Schreibens an den Erzbischof begriffen, welcher als denkwürdiges Aktenstück beiliegt. (Beilage N.). Die Forderung einer Erklärung des Erzbischofs hinsichtlich der Instruktion wurde, ohne einen Zweifel an der Aufrichtigkeit des Prälaten laut werden zu lassen, auf die offenkundigen Mittheilungen und Gerüchte begründet, von denen oben die Rede gewesen.

Es wurden, in Voraussetzung einer befriedigenden Erklärung hierüber, mit zuvorkommender Bereitwilligkeit diejenigen Punkte berührt, über welche der Erzbischof Bedenken geäußert, Beschwerden oder Wünsche vorgebracht. Die Milde des gerechtesten Monarchen hatte im Voraus genehmigt, dass alles, was in diesen Bedenken und Wünschen zulässig und möglich schien, berücksichtigt werden sollte. Sie betrafen, den Punkt wegen des Geschäftsganges abgerechnet, nur den §. 11. der Instruction von der Aussegnung der Wöchnerinnen, über den oben die Aktenstücke beigebracht sind. Die unbedingte Erklärung über die Zulässigkeit jener Auslegung, und die Zusicherung über den von ihm gewünschten Geschäftsgang, übertraf, nach seiner Äusserung, alle Erwartungen des Erzbischofs. Einer

1837

Le projet de lettre ainsi discuté et convenu fut rédigé et signé. Mais quel ne fut pas l'étonnement du commissaire royal, lorsque l'archevêque lui renvoya la lettre avec la déclaration: qu'il ne pourrait donner son assentiment qu'autant que la promesse exigée de lui d'exécuter l'instruction de 1834, fût modifiée par l'intercalation des mots: CONFORMEMENT AU BREF. Chacun comprendra facilement que tout ce qui avait été dit jusqu'alors par l'archevêque se trouvait par là annulé ou du moins remis en question; précisément pour cette cause, il importait d'obtenir de lui la déclaration explicite qu'il trouvait bien réellement l'instruction conforme au bref. C'est ainsi que l'avait trouvée son prédécesseur, que l'avaient trouvées les évêques et leur clergé; c'est ainsi que l'avait trouvée l'archevêque lui-même, d'après la seule interprétation possible des déclarations qu'il avait faites jusque-là.

Il était de toute impossibilité de faire une réponse évasive à cette question. L'archevêque déclara que sur d'autres points, il ne trouvait nullement l'instruction conforme au bref. On lui répliqua que l'on n'y voyait d'autre non conformité que celle du paragraphe 11, laquelle encore, de son propre aveu, avait disparu; qu'au surplus, à cette époque, il n'y avait pas eu de motif de parler des autres points non conformes. Le rescrit ministériel du 31 mars 1837, qui exprimait la certitude du gouvernement sur l'accord enfin établi, paraissait entièrement oublié; il n'avait nullement produit la conviction que le silence gardé après une telle déclaration renfermait l'entière acceptation de cette supposition bienveillante.

Vivement pressé d'indiquer les autres points non conformes de l'instruction, l'archevêque fit la déclaration remarquable qui suit:

„Qu'il trouvait que l'autorisation donnée par l'instruction, de bénir les mariages mixtes, sans avoir exigé la promesse préalable de faire élever les enfants à naître dans la religion catholique, était en contradiction manifeste avec le bref: que,

ganz unumwundenen, anerkennenden Antwort auf ein 1837
solches Schreiben schien nichts entgegenzustehen.

Der so besprochene und verabredete Entwurf ward vollzogen. Wie gross war jedoch das Erstaunen des Königlichen Commissarius, als der Erzbischof das Schreiben zurücksandte, mit der Erklärung: er könne sich nicht bestimmend darauf aussprechen; wenn nicht das ihm abgeforderte Versprechen, die Instruktion von 1834 auszuführen, durch die einzuschiebenden Worte:

gemäss dem Breve

modifizirt werde. Leicht war es Jedem, einzusehen, dass hierdurch vom Erzbischof, nach dessen früherer Aeusserung, alles Gesagte wieder aufgehoben oder mindestens in Frage gestellt wurde. Gerade darum handelte es sich, von ihm, nach diesen Aeusserungen, die unumwundene Erklärung zu erhalten, dass er wirklich die gedachte Instruktion dem Breve gemäss finde. So hatte sie sein Vorfahr, hatten sie die übrigen Bischöfe, so ihre Geistlichkeit gefunden: dafür hatte er sie nach der allein zulässigen Auslegung seiner bisherigen Erklärungen selbst gehalten.

Auf diese Vorstellung gab es keine ausweichende Antwort. Der Erzbischof erklärte, er finde die Instruktion keineswegs in andern Punkten dem Breve gemäss. Ihm ward entgegnet, dass man von keiner Verschiedenheit der Ansicht etwas wisse, als von der über §. 11., die nach seiner eigenen dankbaren Anerkennung erledigt sey. Von anderen Verschiedenheiten, wurde entgegnet, sey damals keine Veranlassung gewesen zu reden. Der Ministerial-Erlass vom 13ten März 1837, welcher den Glauben der Regierung an das Einverständniss über diesen Punkt ausdrückte, schien ganz vergessen: er hatte keineswegs den Eindruck gemacht, dass Stillschweigen auf eine solche Erklärung die volle Anerkennung jener freundlichen Voraussetzung in sich schliesse.

Gedrängt, die andern Differenzpunkte anzugeben, gab nun der Erzbischof folgende merkwürdige Erklärung von sich:

„er finde die von der Instruktion ange-
„nommene Zulassung katholischer Trau-
„ung, ohne ein vorher von den Verlob-
„ten gegebenes Versprechen der katho-
„lischen Erziehung der Kinder, mit dem

1837 *par conséquent, il avait posé aux curés la règle de ne jamais bénir de pareilles unions, si la promesse exigée n'avait pas été faite."*

Il n'est pas besoin de détailler au lecteur qui a suivi cet exposé, quels furent l'étonnement et le vif regret que dut exprimer la réponse qu'on lui fit. On lui prouva par des raisons sans réplique, combien une telle manière d'agir était non-seulement incompatible avec sa promesse et avec la confiance du gouvernement qui en avait été la suite, mais encore en contradiction flagrante avec le bref lui-même et le but qu'il voulait atteindre, ainsi qu'avec les lois du pays et la pratique fondée sur elles, qu'il avait trouvée en vigueur.

L'archevêque ayant déclaré qu'il ne voulait ni ne pouvait renoncer à sa conduite illégale, on lui fit savoir de la manière la plus délicate :

„Qu'en ce cas, lui-même (l'archevêque) devrait au moins, comme Sa Majesté s'y attendait, se démettre de ses fonctions, puisqu'il n'en avait été revêtu que dans une supposition que le roi avait dû croire fondée."

On ajouta que la ferme et immuable résolution du roi était d'agir dans tous les cas dans cette supposition.

Frappé de cette résolution, l'archevêque demanda avec instance que l'on voulût bien lui soumettre une autre formule de déclaration qui fût moins incompatible avec les scrupules qu'il avait manifestés précédemment. Voici la réponse simple et précise qui lui fut faite dans l'esprit de l'ordre du roi : „Il est difficile, si non impossible de trouver une telle formule, quoique la conviction ferme et sincère de l'archevêque se trouve opposée à une conviction non moins ferme et non moins sincère, appuyée en outre sur le sens clair des lois du pays."

Néanmoins, sur les réclamations réitérées du prélat, on essaya la possibilité de lever ses scrupules par l'intercalation des mots sur lesquels il insistait. On proposa donc que la déclaration en question, nonobstant les circonstances impérieuses, porterait la promesse de la part de l'archevêque :

Qu'il laisserait subsister la pratique établie con-

„Breve in offenbarem Widerspruche: 1837
„daher habe er denn auch vorkommen-
„den Falles immer die Pfarrer dahin in-
„struirt, die Trauung nie zu gewähren,
„wenn ein solches Versprechen nicht ab-
„gegeben sey.“

Es bedarf für den Leser der vorstehenden aktenmässigen Darstellung keiner weitem Ausführung, wie ihm hierauf mit dem aufrichtigen Ausdruck schmerzlichsten Befremdens geantwortet wurde. Es ward ihm mit unwiderleglichen Gründen vorgehalten, wie ein solches Verfahren nicht allein mit dem Versprechen und dem dadurch begründeten Glauben der Regierung unvereinbar sey, sondern auch offenbar mit dem Breve selbst und dessen Zweck, so wie mit den Landesgesetzen und der von ihm vorgefundenen (rechtlich begründeten) Praxis im offenbarsten Widerstreit stehe.

Als der Prälat erklärte, von diesem seinen ungesetzlichen Verfahren nicht abgehen zu wollen und zu können, wurde ihm auf die zarteste Weise angedeutet: wie des Königs Majestät alsdann zum Mindesten erwarten müsse, er werde selbst die Nothwendigkeit einsehen, sein Amt niederzulegen, da er zu demselben nur unter einer Voraussetzung zugelassen sey, zu welcher er den König berechtigt habe.

Es wurde hinzugefügt, dass es der feste und ausgesprochene Entschluss Sr. Majestät sey, nach dieser Erwartung in jedem Falle zu handeln.

Durch diese Erklärung betroffen, äusserte der Erzbischof den dringenden Wunsch, man möge ihm eine andere Erklärungsformel vorlegen, welche mit seinem vorher geäusserten Bedenken weniger unvereinbar sey. Die Erwiderung hierauf war, im Geiste des Königlichen Auftrags, einfach diese: eine solche aufzufinden scheine schwer, wo nicht unmöglich, da der mit so grosser Bestimmtheit ausgesprochenen Ueberzeugung des Erzbischofs eine nicht minder bestimmte und aufrichtige gegenüberstehe, hinter welcher aber noch dazu der klare Sinn der Landesgesetze stände.

Auf wiederholtes Verlangen wurde jedoch versucht, ob die Einfügung der von dem Erzbischof festgehaltenen Worte vielleicht seine Bedenken beschwichtigen könnten. Es wurde also vorgeschlagen, dass die fragliche Erklärung dahin lauten könne, jener zwingenden

1837 formément au bref et à l'instruction de 1834, adressée au vicariat général, et qu'il ne changerait rien à la marche adoptée en conséquence pour les affaires."

Après une courte hésitation, l'archevêque déclara que, moyennant cette rédaction, il se trouvait en état de répondre affirmativement à la lettre par laquelle on la lui avait fait connaître. Toutes les difficultés paraissaient aplanies, tous les scrupules levés: une négociation difficile et affligeante semblait avoir été couronnée au dernier moment par un heureux accord.

La lettre, ainsi modifiée, fut présentée le lendemain à l'archevêque, afin de recevoir la déclaration approbative de son contenu. Pour rendre à l'avenir tout malentendu impossible, on y ajouta un court procès-verbal sur les points essentiels de la dernière conférence. On y fit la remarque expresse que l'on n'avait pas le moindre doute que l'archevêque pût avoir autrement compris la formule approuvée; mais qu'on avait employé ce moyen pour couvrir seulement la responsabilité des commissaires. Afin de compléter les pièces, nous y joindrions également celle-ci (*annexe O.*).

Peu d'heures après, le procès-verbal et la lettre furent renvoyés. Sans opposer le moindre raisonnement contre l'exactitude de l'exposé fait dans le procès-verbal, tout en reconnaissant même expressément les sentiments qui le dictaient, l'archevêque déclarait qu'il se trouvait hors d'état de donner l'approbation désirée. Il ajouta que, si sa précédente proposition ne paraissait pas suffisante, il souhaitait que l'on voulût bien le dispenser à l'avenir de recevoir toute explication verbale ou écrite. C'est ce que constate cette pièce elle-même (*annexe P.*).

D e u x i è m e P a r t i e .

Affaire du Professeur Hermes et rapports de l'Archevêque de Cologne avec l'Université de Bonn.

Les universités de l'Allemagne présentent la même particularité caractéristique du peuple et des Etats allemands, dans l'existence légale simultanée des deux religieux qui se partagent la nation, et dans la fixation

Umstände unbeschadet, dass der Erzbischof verspreche: 1837
die gemäss dem Breve und der Instruktion an das
General-Vikariat von 1834 festgestellte Praxis be-
stehen zu lassen, und in dem dadurch festge-
stellten Geschäftsgange nichts zu ändern.

Nach kurzem Bedenken erklärte der Erzbischof, bei
dieser Fassung könne er auf das Schreiben einstimmend
antworten. Alle Schwierigkeiten schienen gehoben, alle
Bedenken beseitigt: eine schwere und betrübende Ver-
handlung schien im letzten Augenblicke noch mit einem
glücklichen Einverständnisse gekrönt zu seyn.

Das hiernach veränderte Schreiben wurde am fol-
genden Tage dem Erzbischof zugestellt, behufs jener
einstimmenden Erklärung auf dessen Inhalt. Um jedes
Missverständniss für immer unmöglich zu machen, wurde
ein kurzes Protokoll über die leitenden Punkte der
letzten Besprechung mit dem ausdrücklichen Bemerk-
en beigelegt, es solle damit nicht im geringsten ein Zwei-
fel ausgedrückt seyn, als ob der Erzbischof die von
ihm genehmigte Formel anders verstanden habe, son-
dern nur die eigene Verantwortlichkeit gedeckt werden.
Zur Vollständigkeit der Akten liegt auch dieses bei.
(Beilage O.).

Nach wenigen Stunden kamen Protokoll und Schrei-
ben zurück. Ohne irgend etwas gegen die Genauigkeit
der in jenen enthaltenen Darstellung einzuwenden, ja
mit ausdrücklicher Anerkennung der Ansicht, wovon
dieselbe ausgehe, ward nicht allein erklärt, dass der
Erzbischof die gewünschte Erwiderung zu geben sich
ausser Stande sehe, sondern hinzugefügt, dass, wenn
sein früherer Vorschlag nicht genüge, er mit allen wei-
teren mündlichen und schriftlichen Erörterungen ver-
schont zu bleiben wünsche. Das Aktenstück selbst
(Beilage P.) beurkundet alles dieses.

Z w e i t e r T h e i l .

Die Hermesische Angelegenheit und das Ver- hältniss des Erzbischofs zur Bonner Fakultät.

Deutschlands Universitäten bilden eine eben so cha-
rakteristische Eigenthümlichkeit des deutschen Volkes
und der deutschen Staaten als das rechtlich anerkannte
gleiche Nebeneinanderbestehen der beiden Bekenntnisse,

1837 des usages et des lois sur les mariages mixtes, qui s'y trouve étroitement liée. En conséquence, il était presque impossible que dans les attaques que l'archevêque dirigeait contre les relations légalement établies entre l'Etat et l'Eglise catholique, il ne vînt à toucher également les rapports existant entre l'autorité épiscopale et l'université. Sans doute, grâce à la sollicitude du gouvernement, et aux sentiments éclairés des évêques et des chapitres catholiques, ces rapports avaient été basés en Prusse sur des principes tellement justes et si clairement établis, qu'il paraissait presque aussi difficile de ne pas les connaître, que de vouloir les renverser. Les statuts de l'université de Bonn, dont la partie relative à ces rapports se trouve parmi les annexes (R), suffiraient seuls pour en donner une preuve authentique. L'idée fondamentale de toutes ces dispositions est très-simple. L'Etat doit, non parce qu'il se défie de l'Eglise catholique et lui est hostile, mais justement parce qu'il a reconnu son efficacité et qu'il veut sincèrement protéger son existence, attacher une grande importance à ce que les jeunes gens destinés à l'enseignement dans cette Eglise, reçoivent, avant d'être livrés exclusivement à l'éducation ecclésiastique, une éducation générale qui les fasse participer à la haute instruction de la nation. Le but de ces dispositions est tout à fait d'accord avec les besoins et les vues de l'épiscopat de l'Eglise catholique en Allemagne. Les évêques savent fort bien qu'une telle éducation peut seule engager leurs ecclésiastiques à exercer une influence salutaire et fructueuse sur leurs coreligionnaires et concitoyens, et à s'assurer la place qui leur est due dans la littérature et la société. L'éducation nationale commence par les collèges (*gymnasien*), et se termine par l'université. Dans ces deux stations, l'influence épiscopale veille constamment. Dans les collèges, elle agit directement sous le rapport de l'instruction religieuse, et indirectement pour ce qui concerne les autres branches de l'instruction, dirigée et surveillée, d'ailleurs, par les conseillers de régence chargés de l'inspection des écoles, et qui sont catholiques. Dans les universités, elle dirige toute l'éducation théologique. L'Etat nomme aux emplois de professeurs d'université; l'archevêque a le *veto* contre ceux qu'il ne juge pas dignes, par leurs doctrines ou leur conduite, de ces fonctions élevées. Ce *veto*

in welche die Nation kirchlich zerfällt, und die Fest- 1837
stellung von Sitte und Recht bei den gemischten Ehen,
welche damit auf das genaueste zusammenhängt. Es
konnte also kaum fehlen, dass bei einem entschiedenen An-
kämpfen gegen die rechtlich bestehenden Verhältnisse
des Staats zur katholischen Kirche Seitens des Erz-
bischofs von Köln, auch das Verhältniss der bischöflichen
Macht zur Universität berührt wurde. Allerdings
war auch dieses Verhältniss in Preussen früh durch die
Fürsorge der Regierung und die wissenschaftliche Gesinnung
der katholischen Bischöfe und Kapitel nach so gerechten
Grundsätzen festgestellt und so klar bestimmt, dass es eben
so schwer schien, dasselbe nicht zu kennen als es umstürzen
zu wollen. Die Statuten der Bonner Universität, deren
hierher gehöriger Abschnitt sich unter den Beilagen (R.)
findet, würden genügen, dies urkundlich darzulegen.
Die Grundidee aller jener Anordnungen ist sehr einfach.
Der Staat muss, nicht weil er der katholischen Kirche
misstrauet und sie befeindet, sondern weil er sie in ihrer
Wirksamkeit anerkannt hat und redlich in ihrem Bestehen
schützen will, einen grossen Werth darauf legen, dass die
für das Lehramt dieser Kirche bestimmten Jünglinge,
ehe sie der ausschliesslich kirchlichen Erziehung übergeben
werden, eine allgemeine Erziehung empfangen und sich der
höhern Bildung der Nation theilhaftig machen. Hierin trifft
der Zweck der Anordnungen ganz mit den Bedürfnissen und
Ansichten des Episcopats der katholischen Kirche in Deutschland
zusammen, welches weiss, dass eine solche Erziehung und
Bildung allein ihre Geistlichen befähigt, auf die Glaubensgenossen
und Mitbürger weise und erfolgreich einzuwirken, und sich
den gebührenden Platz in der Gesellschaft und Litteratur
zu sichern. Die höhere nationale Erziehung beginnt mit dem
Gymnasium und endigt mit der Universität. In beiden Stadien
steht der bischöfliche Einfluss wachend und bewahrend zur Seite:
im Gymnasium, unmittelbar hinsichtlich des Religions-Unterrichts,
mittelbar für den übrigen, welchen ausserdem katholische
Schulräthe leiten und beaufsichtigen; auf der Universität für
die gesammte theologische Ausbildung. Der Staat ernennt die
Universitätslehrer, der Erzbischof hat ein Veto gegen diejenigen,
welche er durch Lehre oder Leben dieses hohen Amtes nicht
würdig erachtet. Die-

1837 peut être exercé avant et après la nomination. L'archevêque n'ayant pas le droit de nommer des professeurs à une chaire d'université, n'a pas non plus celui de les révoquer ; mais, ainsi qu'il a le droit de s'opposer à leur nomination par des raisons motivées, il a également celui de demander leur suspension et leur destitution. Au contraire, son pouvoir positif commence lorsque les jeunes gens qui se dévouent à l'état ecclésiastique, quittent l'université pour entrer au séminaire, comme c'est l'usage général en Allemagne. Ici la position est tout à fait inverse. L'évêque nomme et révoque ; le gouvernement ne se réserve que son droit d'approuver la nomination, afin d'avoir des garanties sous le rapport politique. Il ne s'enquiert nullement des motifs d'une révocation, à moins qu'il ne se soit élevé une plainte contre l'abus du pouvoir épiscopal.

Ces rapports entre l'Etat et l'Eglise paraîtront raisonnables à tous ceux qui ne voudront pas voir détruire toutes les institutions de l'Allemagne ; sans doute, il n'en est pas ainsi hors de l'Allemagne ; mais les peuples et les gouvernements allemands doivent-ils en rougir ? Les évêques catholiques de l'Allemagne doivent-ils en concevoir des craintes ?

L'instruction populaire est basée en Allemagne, et surtout en Prusse, sur les mêmes maximes. Les écoles primaires sont sous la direction et la surveillance des ecclésiastiques de leur confession. Pour former les instituteurs, l'Etat a fondé de grands établissements où l'instruction religieuse est confiée, comme dans les collèges, à l'autorité ecclésiastique, qui a en outre le droit d'examen pour toutes les autres branches d'étude dans ces séminaires.

Revenons aux universités. Il était nécessaire, pour celle de Bonn en particulier, de s'entendre relativement au *convictorium*. C'est un établissement destiné pour environ soixante-dix étudiants catholiques qui vivent ensemble, et qui, sous ce rapport comme sous celui des études, se trouvent sous la surveillance spéciale ecclésiastique. On voulait, par là, donner un secours aux jeunes gens peu favorisés par la fortune, et faciliter en même temps leur préparation morale et religieuse pour la vie ecclésiastique. Cet établissement philanthropique est l'œuvre des soins réunis du gouver-

ses Veto gilt vor der Anstellung, und nach derselben. 1837
So wie der Erzbischof die Professoren an der Staats-Universität nicht ernennt, so kann er sie auch nicht absetzen: aber so wie er gegen ihre Ernennung eine auf Gründe gestützte Einsprache zu machen das Recht hat, eben so kann er durch eine ähnliche Eingabe auf die Einstellung ihrer amtlichen Wirksamkeit oder Absetzung antragen. Seine positive Gewalt dagegen tritt ein, wenn nach der Universität, wie es allgemeine deutsche Sitte ist, die künftigen Priester ins bischöfliche Seminar übergehen. Hier ist das Verhältniss umgekehrt. Der Bischof stellt an und entlässt, die Regierung behält sich nur ihr allgemeines Genehmigungsrecht der Anstellung vor, damit sie in politischer Beziehung ganz beruhigt seyn könne. Von der Entlassung nimmt sie, ausser im Falle einer Beschwerde wegen Missbrauch der bischöflichen Gewalt, keine Kenntniss.

Dieses Verhältniss muss jedem billig und gerecht erscheinen, der überhaupt nicht alle deutschen Zustände vertilgen will. Allerdings ist es nicht so ausser Deutschland: allein haben Deutschlands Völker und Regierungen sich dessen zu schämen? oder Deutschlands katholische Bischöfe sich davor zu fürchten?

Nach ähnlichen Grundsätzen ist übrigens auch der Volks-Unterricht in Deutschland, und namentlich in Preussen geordnet. Die Volksschulen stehen unter der Leitung und Aufsicht der Geistlichkeit ihres Bekenntnisses: für die Bildung der Lehrer anzuhaben hat der Staat grosse Anstalten gegründet, wobei der Religions-Unterricht, wie bei den Gymnasien, in den Händen der geistlichen Behörde ist, deren Prüfung, auch der ganze übrige Unterricht, in jenen Seminarien offen liegt.

Um zu den Universitäten zurückzukehren, so war für Bonn noch eine nähere Verständigung hinsichtlich des Convictoriums nöthig. Dies ist eine Anstalt für etwa siebenzig katholische Studirende, welche ein gemeinsames Leben führen und dabei, eben wie in ihren Studien, unter besonderer priesterlicher Beaufsichtigung stehen. Es sollte damit eine Unterstützung für die Dürftigern gegeben, und die sittlich-religiöse Vorbereitung zum priesterlichen Leben erleichtert werden. Diese wohlthätige Anstalt ist das Werk der vereinten Sorge der Regierung und des ersten Erzbischofs des hergestellten Erzstiftes Köln.

1837 nement et du premier archevêque du siège rétabli de Cologne.

D'après sa nature, cette institution est une branche de l'université, mais avec un but particulier d'éducation ecclésiastique. Elle ne peut donc subsister sans une coopération franche et bienveillante du pouvoir de l'Etat et de celui de l'archevêque, à l'union desquels elle doit seule sa création.

Dans le règlement établi à ce sujet, on chercherait vainement un seul point où l'on n'eût pas assuré au pouvoir archiépiscopal toute son influence. Dans tout ce qui concerne le choix des directeurs, la réception ou le renvoi des élèves, le choix des livres et des leçons, le régime intérieur, etc., l'archevêque a le droit de mettre opposition à ce qui a été prescrit par la commission du gouvernement, par la faculté, ou par le doyen. Dans beaucoup de cas, c'est à lui qu'appartient uniquement la décision, et le gouvernement ne s'est réservé que le droit d'accorder ou de refuser son approbation. La solution de la question de savoir si l'un ou l'autre point est soumis plutôt à l'autorité directe de l'archevêque qu'à son opposition légale, on a cherché avec équité et avec une mutuelle confiance, à la résoudre d'après les principes indiqués plus haut.

Une expérience de plusieurs années précéda cet accord; et ni avant, ni après, il ne s'éleva à ce sujet aucune plainte ni aucun embarras. Qui voudrait soutenir qu'en traitant ainsi l'éducation publique, l'Eglise catholique fût dans la servitude, et qu'une telle législation mixte fût une humiliation pour elle! Ne devrait-on pas, au contraire, reconnaître combien il reste encore à faire pour le développement intellectuel et la législation chez d'autres peuples très-haut placés, avant de pouvoir parvenir à une harmonie aussi complète du pouvoir et de l'intelligence?

Tels étaient les rapports dans lesquels entra le nouvel archevêque. Il devait, ou du moins il aurait dû les connaître. Les trouvât-il contraires à sa conviction et à sa conscience, il devait refuser la dignité qui lui était offerte. Si, ce qui serait assez étrange, cette résipiscence ne lui fût venue qu'après l'élection, dans ce cas, sa conduite ne pouvait être douteuse. En

Ihrer Natur nach ist sie ein Zweig der Universitätsbildung, jedoch mit besonderem geistlichen Erziehungszwecke. Offenbar kann sie also nur durch ein inniges und freundschaftliches Zusammenwirken der Staats- und der bischöflichen Gewalt bestehen, so wie sie daraus allein hervorgegangen ist.

Vergebens würde man in den dadurch festgestellten Bestimmungen einen Punkt suchen, wobei der erzbischöflichen Gewalt nicht ihr Einfluss gesichert wäre. Bei Anstellung des Vorstandes, Aufnahme und Ausweisung der Convictualen, Wahl der Lehrbücher und Vorlesungen, Hausordnung und dergleichen hat der Erzbischof entweder eine Einsprache, dem Regierungs-Bevollmächtigten, oder der Fakultät, oder dem Präses gegenüber; oder er hat die unmittelbare Bestimmung, und die Regierung behält sich nur die allgemeine landesherrliche Genehmigung vor. Die Lösung der Frage, ob der eine oder der andere Punkt mehr durch positives Eingreifen des Erzbischofs, oder durch seine rechtliche Einsprache zu bestimmen sey, hat man nach den oben angedeuteten Grundsätzen mit Billigkeit und gegenseitigem Vertrauen zu finden gesucht.

Jener Einigung ging eine mehrjährige Erfahrung vorher, und weder vor noch nachher ist eine Beschwerde oder ein Uebelstand dagegen zur Sprache gekommen. Wer könnte bei solcher Behandlung der Erziehungs-Angelegenheiten sagen, die katholische Kirche sey in der Knechtschaft des Staates, und eine solche gemischte Gesetzgebung sey eine Erniedrigung für sie? Sollte man nicht vielmehr auf der andern Seite anzuerkennen haben, wie viele und wie grosse Schritte die geistige Entwicklung und Gesetzgebung anderer und sehr hoch stehender Völker noch zu machen hat, ehe sie zu einem solchen innigen Zusammenwirken von Kraft und Einsicht gelangen kann?

So und solcher Art waren die rechtlichen Verhältnisse, in welche der neue Erzbischof eintrat. Er musste und sollte sie mindestens kennen: fand er sie seinem Gewissen und seiner Ueberzeugung zuwider, so musste er das ihm dargebotene Amt ausschlagen, kam er zu dieser Erkenntniss seltsamer Weise erst nach der Wahl, so konnte auch da sein Verfahren nicht zweifelhaft bleiben.

1837 supposant qu'il eût rencontré dans ces arrangements et dans cette organisation quelque chose de défectueux, quelque chose qui ne fût pas tout à fait conforme au but, quelque chose de gênant ou même de blessant pour lui, la voie des représentations lui restait toujours ouverte auprès du ministère. N'était-il pas content de l'accueil de ces remontrances, il était libre d'en adresser directement ses plaintes au souverain. Les principes que le gouvernement avait reconnus dans ce qui existait, ou plutôt qu'il avait posés lui-même, suffisaient pour assurer un accueil à toutes les demandes équitables. Même, en supposant que l'archevêque ait eu réellement des motifs fondés pour s'opposer, il devait, avant tout, reconnaître et respecter ce qui était établi, et s'y conformer jusqu'à ce que des modifications y eussent été légalement apportées.

Après ce simple exposé, et ce tracé historique, il suffira de connaître les faits suivants pour se convaincre que la conduite de l'archevêque a été telle en tout point qu'elle a été exposée dans la première partie de ce mémoire, relativement aux mariages mixtes.

Depuis l'année 1820, le célèbre théologien catholique, *Hermès*, professait à l'université de Bonn. Le comte de *Spiegel* qui occupa, peu d'années après, le siège archiepiscopal, approuva les efforts de ce professeur, qui cherchait à relever l'éducation du clergé, éducation extrêmement négligée lors de la domination française, sous le rapport moral, scientifique et religieux. Il usa même de toute son influence pour en assurer le succès. Les autres évêques des contrées rhénanes et de la Westphalie l'aidèrent aussi dans cette entreprise. Aucun d'eux n'eut jamais le moindre doute sur l'orthodoxie de la doctrine du professeur *Hermès* et des ecclésiastiques formés par lui.

Cependant, les vues philosophiques et le mérite de la méthode ayant donné lieu à des jugements divers dans le monde littéraire, le ministre de l'instruction publique pensa qu'il était convenable et même de son devoir de nommer, à côté d'*Hermès*, le professeur *Klee*, qui appartenait à une école différente, relativement à la manière scientifique de traiter de la théolo-

Angenommen, er hätte in diesen Anordnungen und Einrichtungen hier und da Mangelhaftes, nicht ganz Zweckmässiges, ja Hemmendes oder gar ihn Verletzendes gefunden, so blieb ihm der Weg von Vorstellungen beim Ministerium offen: war er mit deren Aufnahme nicht zufrieden, so stand ihm frei, unmittelbar beim Landesherrn seine Beschwerden anzubringen. Die Grundsätze, welche die Regierung in dem Bestehenden anerkannt, oder vielmehr grossentheils selbst darin niedergelegt, genügten, um Gründe und Gehör für alles Billige zu finden. Aber selbst wenn er solche gegründete Äusserungen gehabt hätte, so war er den bestehenden Einrichtungen Anerkennung und Nachfolge schuldig, bis sie auf gesetzlichem Wege eine Abänderung erfahren hatten.

Nach dieser einfachen Darstellung und geschichtlichen Andeutung genügt es, folgende Thatfachen zu kennen, um die vollständige Identität des Verfahrens des Erzbischofs in diesen Verhältnissen mit demjenigen einzusehen, welches der erste Theil der Denkschrift in Beziehung auf die gemischten Ehen beleuchtet und urkundlich vor allen Augen dargelegt hat.

Seit 1820 lehrte der berühmte katholische Theolog Hermes an der Friedrich - Wilhelms - Universität zu Bonn. Der Graf von Spiegel, welcher wenige Jahre darauf den erzbischöflichen Stuhl bestieg, schenkte den Bemühungen jenes Mannes für die Hebung der während der französischen Herrschaft unglaublich vernachlässigten wissenschaftlichen, religiösen und sittlichen Bildung der Geistlichkeit einen so grossen Beifall, dass er den ganzen ihm zustehenden Einfluss anwandte, um jene Bemühungen zu fördern. Die übrigen Bischöfe von Rheinland und Westphalen standen ihm hierbei zur Seite: von keinem von ihnen ward ein Zweifel über die Richtigkeit der Lehre des Professor Hermes und der von ihm gebildeten Männer laut.

Da jedoch über den philosophischen Gehalt und den Werth der Methode sich litterarisch eine Verschiedenheit des Urtheils kund gab, so erachtete das Königliche Ministerium es für angemessen, ja für Pflicht, neben Hermes den Professor Klee anzustellen, welcher offenkundig einer andern Richtung in der wissenschaftlichen Behandlung der Theologie und einer andern

1837 gie. L'archevêque ne cacha pas la préférence marquée qu'il donnait à la méthode d'Hermès; mais comme il n'avait rien à objecter contre l'orthodoxie du professeur Klee, on procéda à la nomination de ce dernier. Hermès mourut dans l'année 1831. Néanmoins, à l'exception du professeur Klee, l'enseignement dogmatique et moral de l'université demeura entre les mains de ses disciples et amis. La majorité de la faculté catholique de Breslau, de la faculté de Münster, des séminaires épiscopaux de toute la monarchie, appartenait à la même école; un grand nombre de chanoines et plusieurs milliers de curés en étaient sortis. Selon l'opinion publique, leur action pastorale est en général exemplaire et vivifiante, et est reconnue comme telle par leurs paroissiens.

Il était donc tout simple que le bref papal du 26 septembre 1835, condamnant les écrits d'Hermès et qui fut connu vers la fin de l'année, produisit une grande effervescence parmi le clergé catholique. Le gouvernement n'avait pas été en mesure de calmer cette agitation par des communications et des moyens préparatoires et accommodants; car il n'avait eu aucune connaissance de cette importante démarche, premier pas décisif du chef de l'Eglise pour arrêter le développement de la science catholique en Allemagne. La seule chose qu'il pût faire, c'était de s'abstenir de toute publication officielle. Aucun des évêques catholiques, sans l'avis et l'approbation desquels une telle publication ne pouvait naturellement avoir lieu, ne la réclama lorsque l'existence du bref fut généralement connue. Au contraire, le gouvernement reçut de plusieurs évêques et hauts dignitaires ecclésiastiques, tant de la monarchie que des Etats voisins, des observations graves sur le bref. Sa rédaction trouva tant de défaveur parmi les catholiques allemands, que même plusieurs adversaires du système d'Hermès, avec tout le respect dû au chef de l'Eglise, exprimèrent le regret de ce qu'à la vérité le bref condamnait clairement les écrits d'Hermès, mais qu'il n'indiquait pas même quelles étaient les doctrines condamnées. Le bref, à ce qu'il paraît, n'a été publié ni en Bavière, ni en Autriche, ni ailleurs en Allemagne.

Schule angehörte. Der Erzbischof verhehlte nicht, wel- 1837.
chen entschiedenen Vorzug er der Hermesischen Methode gab, allein da er gegen die Katholizität des Professor Klee nichts einzuwenden fand, so erfolgte dessen Anstellung. Hermes selbst starb im Jahre 1831. Die dogmatischen und moralischen Vorlesungen auf der Universität blieben jedoch, mit Ausnahme des zuletzt genannten Lehrers, in den Händen seiner Schüler und Freunde. Die Mehrheit der katholischen Fakultät Breslau, der Fakultät in Münster, der bischöflichen Seminare der ganzen Monarchie gehörten derselben Schule an: eine grosse Zahl der Kapitulare und mehrere tausend Pfarr-Geistliche waren aus ihr hervorgegangen. Nach der öffentlichen Stimme ist ihr praktisches Wirken im Seelsorger-Amt im Allgemeinen musterhaft und belebend, und wird als solches von den Gemeinden anerkannt.

Als daher das päpstliche Verdammungsbreve der Hermesischen Schriften vom 26sten September 1835 erschien und zu Ende des Jahres dort bekannt ward, musste nothwendig eine grosse Aufregung in der katholischen Geistlichkeit entstehen. Die Regierung war nicht im Stande gewesen, durch vorbereitende und vermittelnde Maassregeln und Mittheilungen diese Aufregung zu mildern, denn es war ihr durchaus keine Kunde von diesem grossen Schritte, dem ersten entschiedenen Eingreifen der obersten Kirchengewalt in die Entwicklung der neueren katholischen Wissenschaft in Deutschland gegeben worden. Das Einzige, was sie thun konnte, war, sich jeder amtlichen Veröffentlichung zu enthalten. Keiner der katholischen Landesbischöfe, ohne deren Urtheil und Zustimmung eine solche Bekanntmachung natürlich nie Statt findet, suchte darum bei der Regierung nach, als das Daseyn jenes Breve allgemein bekannt geworden war. Von mehreren angesehenen Bischöfen und Würdenträgern der katholischen Kirche innerhalb und ausserhalb der Monarchie gingen vielmehr bedenkliche Aeusserungen über das Breve ein, dessen Fassung mit einer solchen Ungunst von den Katholiken in Deutschland aufgenommen wurde, dass selbst verschiedene Gegner des Hermesischen Systems mit aller Ehrerbietung gegen das Kirchenoberhaupt sich in diesem Sinne vernehmen liessen, und ihr Bedauern ausdrückten, dass allerdings das Verdammungsurtheil

Mais il devint bientôt l'objet de vives discussions dans les feuilles publiques, et de controverses dans les écrits des savants. Evidemment, une mesure provisoire devait être prise relativement aux leçons dans les facultés de théologie. Ainsi, on signifia aux professeurs, avant le commencement du semestre d'été de 1836, que le gouvernement s'attendait à ce qu'ils évitassent, dans leurs cours, tout ce qui serait contraire au bref de condamnation prononcé par le chef de leur Eglise. Cette attente du gouvernement ne fut pas trompée. Tous les professeurs formés par *Hermès* donnèrent leurs déclarations avec l'empressement que l'on pouvait attendre de ces dignes disciples de la foi. Les écrits d'*Hermès* disparurent des cours. Jamais l'autorité épiscopale ne se plaignit au gouvernement que ces hommes eussent contrevenu au contenu du bref par la substance même de leurs leçons. Le nouvel archevêque s'abstint de toute observation, quand on lui envoya la liste des différents cours qui devaient être professés à l'université de Bonn pendant l'hiver de 1836-37. Ils eurent donc lieu comme à l'ordinaire, sans être aucunement troublés.

Mais vers le milieu du semestre d'hiver, le 12 janvier 1837, l'archevêque adressa une circulaire à tous les confesseurs de la ville de Bonn, par laquelle il leur donnait ses instructions sur les réponses à faire, si pendant la confession on leur adressait des questions relativement aux écrits d'*Hermès*. Cette pièce se trouve ci-jointe (*annexe Q*). L'archevêque a donc encouru le reproche d'avoir rendu obligatoire le bref apostolique, sans en avoir obtenu préalablement l'approbation royale, sans l'avoir même réclamée du gouvernement du roi. Cette contravention contre les lois de la monarchie, conformes à celles de toute l'Allemagne et de presque tous les Etats chrétiens, se trouve encore aggravée par le fait que l'archevêque lui-même cite ces

der Hermesischen Schriften im Breve klar ausgesprochen, sonst aber schwer daraus zu entnehmen sey, welche Lehren eigentlich verdammt seyen? Weder in Bayern, noch in Oesterreich, noch irgendwo sonst in Deutschland, ward das Breve, so viel bekannt ist, publizirt.

Indessen ward es bald der Gegenstand lebhafter Besprechungen in den öffentlichen Blättern und des Streites in gelehrten Abhandlungen. Offenbar war also eine vorläufige Maassregel hinsichtlich der Vorlesungen der theologischen Fakultäten nothwendig. Es wurde deshalb schon vor Eröffnung der Vorlesungen des Sommerhalbenjahres 1836 den Professoren bedeutet, wie die Regierung erwarte, dass sie in ihren Vorträgen alles vermeiden würden, was dem offenkundigen Verdammungsurtheile des Oberhauptes ihrer Kirche entgegen sey. Dieser Erwartung kamen die Zusagen sämtlicher von Hermes gebildeten Lehrer mit der Bereitwilligkeit entgegen, die sich von ihnen als redlichen und würdigen Männern und Jüngern der Wissenschaft erwarten liess. Die Hermesischen Schriften verschwanden aus den Vorlesungen. Darüber, dass jene Männer dennoch, durch den Inhalt ihrer Vorträge selbst, dem Verbote des Breve entgegengehandelt hätten, kam der Regierung von keiner bischöflichen Behörde die geringste Beschwerde zu. Der neue Erzbischof enthielt sich aller Bemerkungen, als ihm das Verzeichniss der Vorlesungen zugesandt wurde, die im Winter 1836 auf der Bonner Universität gehalten werden sollten. So fanden diese denn auch wie bisher ungestört Statt.

Allein unterm 12ten Januar 1837 in der Mitte des Winterhalbenjahres erliess der Erzbischof ein Rundschreiben an die Beichtväter der Stadt Bonn, worin er sie anweist, welche Antwort sie bei Fragen wegen der Hermesischen Bücher im Beichtstuhle zu geben haben. Dies Aktenstück liegt in dem Anhange vor (Beilage Q.). Gegen den Erzbischof geht daraus hervor, dass er das apostolische Breve als verpflichtend angeführt, ohne dass dasselbe die Königliche Genehmigung erhalten, ja nur darauf bei der Regierung angetragen war. Dieses Vergehen gegen die Gesetze der Monarchie, welche mit dem in ganz Deutschland und fast allen christlichen Staaten bestehenden Rechte übereinstimmen, wird dadurch noch grösser, dass der Erz-

1837 lois, mais seulement pour déclarer qu'il ne se croit point lié par elles. Ceci suffit pour démontrer la nature et la culpabilité de sa conduite. S'il était nécessaire de justifier ces lois de tous les Etats européens civilisés, et de développer leur avantage et leur nécessité pour l'ordre public, il serait facile de prouver qu'elles n'empiètent nullement sur le terrain sacré des croyances de l'Eglise catholique, et l'on comprend tout d'abord que l'Etat ne peut pas le vouloir, puisqu'il n'en a pas le droit. Mais on ne saurait en même temps exiger de l'Etat qu'il regarde comme impossible que, dans les dispositions concernant des points religieux et des doctrines, il ne se rencontre des prétentions qui attaquent et qui violent les lois du pays, ainsi que les droits bien acquis des particuliers. Le but et l'esprit de ces lois est donc de s'en enquérir, et de fixer ainsi la possibilité d'accorder force obligatoire aux brefs du pape.

Cette circulaire de l'archevêque reçut en partie son exécution d'une manière à faire naître les plus graves réflexions; puisque, selon les dépositions de plusieurs étudiants, différents confesseurs prirent l'initiative pour faire connaître à leurs pénitents la défense de l'archevêque, et pour leur en recommander l'observance.

Qui ne comprend pas qu'un tel usage de la confession peut donner lieu aux plus grands abus? Nous n'en parlerons pas ici, afin d'éviter jusqu'à l'apparence de vouloir pénétrer dans ces mystères. Mais comment les élèves et les auditeurs pouvaient-ils juger quelles leçons contenaient les doctrines erronées d'Hermès? faisait-on bien de détruire ainsi la confiance des étudiants en leurs professeurs, sans fournir à ces derniers l'occasion de s'expliquer et de se justifier?

Bientôt après, conformément aux statuts, on soumit à l'archevêque le programme des cours qui devaient être professés pendant le semestre d'été de 1837.

Personne ne peut mettre en doute, que les statuts

bischof selbst dasselbe erwähnt, aber nur um zu sa- 1837
gen, dass er sich dadurch nicht gebunden halte. Dies
genügt, um die Natur und Schuld seines Verfahrens
festzustellen. Könnte es dieses Ortes seyn, jene Ge-
setze des gebildeten europäischen Staatensystems zu
rechtfertigen und ihre Vortheile für das allgemeine Beste,
ihre Nothwendigkeit zu entwickeln; so würde es leicht
seyn zu zeigen, wie dadurch kein Eingriff in das in-
nere Glaubensgebiet der katholischen Kirche ausgeübt
wird, da es sich von selbst versteht, dass der Staat
dies nicht wollen kann, weil er dazu kein Recht hat.
Allein es darf ihm nicht zugemuthet werden, es für
unmöglich zu halten, dass selbst in Verfügungen über
Glaubenspunkte und Lehre, auch Aeusserungen vor-
kommen könnten, welche die Gesetze des Landes und
wohlerworbene Rechte Einzelner in demselben kränken
und angreifen dürften. Dies zu ermitteln und dadurch
die Möglichkeit und die Art und Weise festzusetzen,
in welcher den päpstlichen Verfügungen verbindende
Kraft im Staate zuzuerkennen sey, ist der Zweck und
Sinn jener Gesetze.

Diese Verfügung des Erzbischofs wurde, wie es
scheint, zum Theil auf eine Weise ausgeführt, welche
die grössten Bedenken zu erwecken geeignet ist, indem,
den Aussagen von Studirenden nach, mehrere Beicht-
väter die Initiative ergriffen, um das Verbot des Erzbi-
schofs ihren Beichtsöhnen bekannt zu machen und des-
sen Beobachtung einzuschärfen.

Wer sieht nicht ein, dass ein solcher Gebrauch des
beichtväterlichen Amtes zu weitgreifenden Missbräuchen
führen kann? Allein hier soll davon ganz abgesehen
werden, damit auch nicht dem Scheine Raum gegeben
werde, als wolle man in jene Geheimnisse eindringen.
Aber wie sollten die Schüler und Zuhörer beurtheilen,
welche Vorlesungen Hermesische Irrlehren enthiel-
ten? Und war es recht, durch jene Maasregel das
ganze Verhältniss zwischen Professoren und Zuhörern,
zwischen Lehrern und Schülern aufzuheben und zu
zerstören, ohne jenen die Gelegenheit gegeben zu ha-
ben, sich zu rechtfertigen, sich zu erklären?

Bald darauf wurde, den Statuten gemäss, dem Erz-
bischofe das Verzeichniss der Vorlesungen für das
Sommerhalbejahr 1837 vorgelegt.

Es kann von Niemandem in Zweifel gezogen wer-

1837 n'accordent à l'archevêque le droit d'exiger en tout temps que l'on remédie aux leçons, s'il s'aperçoit, comme ses privilèges lui en donnent l'occasion, que dans l'une ou l'autre de ces leçons on a blessé les doctrines de l'Eglise catholique, ou qu'en général il y a eu scandale. Mais on ne peut non plus mettre en doute, que ce droit de l'archevêque ne soit inséparable de l'obligation d'en donner connaissance au ministère, qui, après avoir constaté les faits, est ainsi mis à même d'agir selon le vœu de l'autorité ecclésiastique. Cela se trouve positivement et littéralement énoncé dans la section des statuts de l'université de Bonn (*annexe R*, art. 4.). Cette marche prescrite était obligatoire pour l'archevêque. Sa convenance résulte de la position du gouvernement envers le pouvoir ecclésiastique, et de la nécessité de garantir les professeurs nommés par le roi, de condamnations informes, et par conséquent arbitraires. C'est probablement pour la même raison que l'on a évité dans les statuts de la faculté de Bonn, une expression contenue dans l'ordonnance de Frédéric II, sur la faculté de Breslau. Cette ordonnance portait: "que le programme des leçons serait soumis à l'examen et à l'*approbation* de l'évêque." En réalité, cette expression *et à l'approbation*, ne donne au prince-évêque de Breslau, ainsi qu'à l'archevêque de Cologne, d'autre droit que celui qu'ils possédaient déjà. Ce dernier, relativement à l'université de Bonn, n'a évidemment pas besoin d'une communication du programme des leçons pour exercer son droit à l'égard d'un professeur quelconque mentionné dans le programme. Elle ne lui apprend rien sur telle doctrine du professeur, qui puisse encourir son blâme. Mais cette communication le met en état de juger, si en effet on n'a pas choisi pour les enseigner dans l'académie, des objets inutiles ou contraires au but, et si on se propose pour le semestre suivant de faire tous les cours qui, d'après son avis, seraient utiles ou désirables. C'est pour ce motif que dans les statuts de la faculté de Bonn, on a inséré cette clause, que les professeurs devront *obtempérer, autant que possible*, aux observations de l'archevêque. Car celui-ci pourrait désirer qu'un cours qu'il chercherait en vain dans le programme fût tenu; il pourrait vouloir y opérer un changement dans la forme ou dans son étendue, sans qu'avec la meilleure volonté du

den, dass nach den Statuten dem Erzbischofe in Beziehung auf die Vorlesungen zu jeder Zeit das Recht zusteht, Abhülfe zu fordern, wenn er, wozu seine Befugnisse ihm mehrfache Gelegenheit geben, in Erfahrung gebracht, dass in einer oder mehreren derselben den Lehren der katholischen Kirche zu nahe getreten, oder überhaupt ein Aergerniss gegeben werde. Allein eben so klar ist es auch, dass diese Befugnis unzertrennlich ist von der Pflicht, eine Anzeige an das Ministerium zu machen, welche dasselbe in Stand setze, nachdem der Thatbestand festgestellt, seinem Verlangen gemäss, einzuschreiten. Die Worte des im Anhange abgedruckten Abschnittes der Statuten der Universität (Beilage R.) sagen dies (im §. 4.) ganz unumwunden. Der vorgeschriebene Geschäftsgang war bindend für den Erzbischof, und das Natürliche und Zweckmässige desselben ergibt sich ausserdem aufs Klarste aus der oben angedeuteten Grundidee des Verhältnisses der Staatsregierung zur geistlichen Gewalt, und aus der Nothwendigkeit, Lehrer der Universität, die durch Königliche Ernennung ihr Amt bekleiden, vor formlosem und also willkürlichem Verdammen zu schützen. Aus diesem Grunde ist auch wohl in den Statuten der Bonner Fakultät der Ausdruck vermieden, welchen die Verordnung Friedrich's II. über die Breslauer Fakultät enthält: dass der Lektionskatalog dem Bischof zur Einsicht und Approbation vorgelegt werden solle. Denn dieser Ausdruck „und Approbation“ giebt dem Fürstbischof kein Recht, was er, und mit ihm der Erzbischof von Köln für Bonn, nicht bereits besässe: offenbar bedarf er ja der Mittheilung des Verzeichnisses der Vorlesungen nicht, um das ihm zuerkannte Recht gegen irgend einen der darin genannten Lehrer geltend zu machen. Er erfährt auch durch diese Mittheilung nicht das Geringste über dasjenige, was in der Lehre jener Männer seiner Missbilligung unterliegen möchte. Wohl aber setzt sie ihn in Stand, zu beurtheilen, ob wirklich keine unnützen oder zweckwidrigen Gegenstände der akademischen Vorlesungen gewählt worden, vielmehr alle diejenigen gehalten werden sollen, welche, nach seiner Ansicht, in dem bevorstehenden Halbenjahre für die der Theologie Beflissenen nöthig oder wünschenswerth sind. Daher ist auch in den Bonner Statuten hinzugesetzt, dass die Professoren des

1837 monde, il fût possible de l'exécuter dans le semestre suivant. L'expression citée plus haut a toujours été comprise ainsi à Breslau. Son omission n'a donc rien changé dans l'intention principale du roi, qui voulait que l'archevêque de Cologne eût, sous ce rapport, les mêmes droits que le prince-évêque de Breslau. Mais les statuts de l'université de Bonn indiquent bien plus clairement la marche légale à suivre, en vertu de laquelle l'archevêque, au lieu de décider lui-même, doit, par une demande motivée, en référer au ministère, qui certes ne peut refuser de remédier à toute plainte fondée.

Mais que fit l'archevêque? En renvoyant le programme des leçons le 31 janvier 1837, il s'exprima ainsi sur les leçons d'un des professeurs qui n'appartenait pas, du reste, à l'école d'*Hermès* :

“Qu'il lui était impossible d'approuver les leçons de ce professeur, attendu qu'il ne traitait la sainte parole ni avec la vénération qui lui est due, ni en conformité avec le dogme.”

Sous le rapport des leçons faites par les disciples et amis d'*Hermès*, il se contente des deux réflexions suivantes :

“Qu'il ne peut se prononcer jusqu'à ce qu'on lui ait indiqué les livres d'après lesquels ils professaient ;” et

“Qu'il n'a pas de remarque à faire, si les leçons se bornent aux objets indiqués.”

Sur de telles observations, l'on ne pouvait certainement *procéder* d'aucune manière contre ces professeurs. Elles ne purent être regardées que comme des symptômes de sentiments hostiles, et comme des précurseurs de plaintes à former contre eux. On ne pouvait éloigner ces professeurs de leurs chaires qu'autant que des plaintes fussent parvenues régulièrement au gouvernement, et qu'elles fussent suffisamment motivées.

Mais celui-ci attendit en vain l'exposé des plaintes que les précédentes observations de l'archevêque paraî-

Erzbischofs Bemerkungen nach Möglichkeit beach- 1837
ten sollen. Der Erzbischof könnte ja eine Vorlesung,
die er vermisst, gehalten zu sehen wünschen, er könnte
eine Veränderung in Form oder Umfang verlangen, und
doch wäre es bei dem besten Willen nicht möglich,
dieses in dem nächsten Halbenjahre ins Werk zu setzen.
Auf diese Weise ist auch jener Ausdruck in Breslau
immer verstanden worden. Seine Weglassung hat also
nichts in der vom Könige festgestellten Hauptansicht
geändert, dass dem Erzbischof wesentlich dieselben Be-
fugnisse zuerkannt werden sollen, welche dem Fürst-
bischof von Breslau in dieser Hinsicht zustehen. Allein
durch die in den Bonner Statuten gewählte Fassung
wird noch bestimmter auf den ordnungsmässigen Ge-
schäftsgang hingewiesen, wonach der Erzbischof, statt
selbst einzuschreiten, von dem Ministerium durch eine
mit Gründen unterstützte Beschwerde die Abhülfe ver-
langen soll, die ihm dasselbe nicht verweigern kann.

Was that nun aber der Erzbischof? Von den
Vorlesungen eines der Professoren, der übrigens nicht
zu der Hermesischen Schule gehörte, äusserte er bei
Rücksendung des Verzeichnisses am 31sten Januar 1837:
„er könne dessen Vorlesungen nicht approbiren,
weil er das heilige Wort Gottes nicht immer, we-
der mit der gebührenden Ehrerbietung noch in
Gleichförmigkeit mit dem Dogma behandle.“

In Beziehung auf die Vorlesungen der Schüler und
Freunde von Hermes begnügte er sich mit folgenden
zwei Bemerkungen:

„er könne sich nicht äussern, bis ihm die Bücher
„angegeben wären, nach welchen sie lesen wür-
„den“ und

„er habe nichts zu erinnern, sofern die Vorlesung
„nur das sey, was sie ankündige.“

Offenbar konnte auf solche Aussprüche hin nichts gegen
jene Männer verfügt werden. Sie konnten nur als
Anzeichen feindlicher Gesinnung des Erzbischofs und
Vorläufer von Beschwerden gegen dieselben gelten. Erst
wenn diese von ihm ordnungsmässig vorgelegt und be-
gründet waren, durften jene Professoren von ihren
Lehrstühlen entfernt werden.

Der Erzbischof liess aber vergebens auf die An-
zeige warten, welche jene Bemerkungen anzukündigen

1837 saient annoncer. Il devait importer au gouvernement d'éviter tout conflit; il voulait donc dissuader l'archevêque de prendre une voie qui ne pouvait conduire à bonne fin; en conséquence il chargea le curateur de l'université d'avoir une conférence avec le prélat, afin de le décider ou à énoncer régulièrement ses objections, ou à ne pas entraver les leçons des professeurs.

L'archevêque fut donc prié, dans le courant de février, d'assigner un jour pour une telle conférence. Après un long retard, il fixa le 19 mars. Suivant le rapport officiel, le curateur, après avoir développé au prélat les motifs qui rendaient sa manière de procéder inadmissible, lui fit les trois propositions suivantes.

La première était, de citer devant lui les professeurs suspects d'enseigner les doctrines erronées d'Herms, afin de s'assurer par lui-même si leurs opinions catholiques étaient ou non orthodoxes.

L'archevêque répondit qu'il ne voulait avoir aucune relation directe avec ces hommes, avant que l'affaire ne fût arrangée.

En second lieu, on lui proposa de recevoir de ces professeurs une déclaration écrite sur les points en question. Cette proposition fut également rejetée. On lui indiqua encore, comme moyen possible d'atteindre son but, de faire surveiller les leçons dans le *convictorium* par des commissaires, ou de vouloir bien désigner lui-même le livre sur lequel on pourrait baser les leçons. N'ayant pas consenti davantage à ce conseil, on pensa qu'il ne restait plus qu'une dernière proposition à faire, savoir celle qu'il prit la peine d'indiquer lui-même les points en litige, et qu'il les soumit aux professeurs. C'est ce qui fut promis; mais sans fixer le temps. Sans doute les dix-huit thèses dont il va être question, avaient pour but de satisfaire à cette promesse; mais il est bon de faire observer d'avance que l'archevêque ne les a pas soumises aux professeurs; qu'il n'a pas donné avis au gouvernement de leur existence et de ce qu'il comptait en faire, et qu'elles ne

schienen. Da der Regierung jedoch daran liegen musste, 1837 dass jede Verwicklung vermieden werde, und da sie den Erzbischof vor der Verfolgung eines Weges warnen wollte, der zum schlimmen Ausgang führen musste: so ward der Kurator der Universität beauftragt, eine Konferenz mit dem Erzbischof zu halten, um ihn zu bewegen, seine Einwendungen entweder ordnungsmässig auszusprechen, oder den Vorlesungen jener Männer nichts in den Weg zu legen.

Der Erzbischof wurde daher im Februar ersucht, die Zeit für eine solche Konferenz anzuberaumen. Nach langem Zaudern setzte er sie auf den 19ten März fest. Nach dem amtlichen Berichte des Kurators wurden ihm hierin, nach Auseinandersetzung der Gründe, welche sein bisheriges Verfahren unzulässig machten, folgende drei Vorschläge vorgelegt.

Der erste war: er möge die der Hermes'schen Irrthümer verdächtigen Professoren vor sich lassen, damit er sich dadurch die Ueberzeugung von ihrer nicht katholischen Gesinnung oder dem Gegentheile verschaffen könnte.

Der Erzbischof erklärte, er wolle mit jenen Männern in keine persönliche Berührung treten, bis die Sache ausgeglichen sey.

Es ward nun vorgeschlagen: er möge eine schriftliche Erklärung jener Lehrer über die in Frage stehenden Punkte annehmen. Auch dieser Vorschlag ward zurückgewiesen. Endlich wurde noch angedeutet, dass des Erzbischofs Zweck vielleicht dadurch könne erreicht werden, dass er die Vorlesungen im Convictorium durch Kommissarien beaufsichtigen lasse oder ein zuverlässiges Lehrbuch angebe. Da er auch hierauf nicht einging, so schien nichts übrig zu bleiben als der Vorschlag: er möge selbst ohne Verzug diese Punkte ausheben und jenen Professoren vorlegen. Dies wurde versprochen, obwohl ohne feste Zeitbestimmung. Ohne Zweifel hatten die achtzehn Thesen, von denen gleich die Rede seyn wird, den Zweck; jener Zusage zu genügen: allein es muss hier im Voraus bemerkt werden, dass der Erzbischof sie weder den Professoren vorgelegt, noch der Regierung auch nur Anzeige von ihrem Daseyn und von seinem Verfahren in Beziehung auf dieselben gemacht hat, und dass sie dieser erst gegen Ende

1837 furent connues que vers la fin de mai, par conséquent longtemps après l'ouverture du semestre académique.

Il serait difficile d'imaginer d'autres propositions qui eussent mis le gouvernement du roi en état d'agir dans le sens de l'archevêque. Ce dernier lui-même n'en fit aucune non plus, quoiqu'on lui eût fait connaître que, s'il négligeait une démarche de ce genre, le gouvernement ne pourrait agir sans commettre la plus criante injustice et sans nuire à sa considération. Les professeurs de leur côté étaient tellement prêts à donner au prélat toute satisfaction désirable, que MM. *Achterfeld, Braun et Vogelsang* offrirent de soumettre à l'examen de l'archevêque les cahiers de leurs leçons, si celui-ci le demandait.

Mais les vacances de Pâques arrivèrent sans qu'il fût fait aucune communication. On apprit cependant bientôt que l'archevêque avait écrit à quelques étudiants que tous ceux qui suivaient les cours de théologie ne devaient recevoir d'autres leçons que celles du professeur *Klee* sur la théologie, et celles du docteur *Walter* sur le droit canon.

L'irritation des esprits relativement aux affaires théologiques augmenta considérablement. Une polémique violente sur Hermès et sur le bref éclata souvent même dans les lieux publics. Le gouvernement dut réprimer ce désordre. Il dut faire voir en même temps, par un acte solennel, que, tout en voulant maintenir les lois, il n'avait pas la moindre intention de s'immiscer dans les querelles religieuses de l'Eglise catholique, et que ce n'était que par suite de l'entêtement de l'archevêque, et de sa conduite illégale, qu'il se trouvait dans l'impossibilité de parvenir à un arrangement.

Pour donner au prélat la facilité de rentrer dans la voie légale, et pour ôter tout prétexte d'empiétements ultérieurs, on invita, par un ordre émané du ministère des cultes, le 21 avril, tous les professeurs de la faculté de théologie, et en outre MM. les professeurs *Walter* et *Windischmann* à prendre connaissance des dispositions du ministère à ce sujet. Ils signèrent en commun un acte (*annexe S*) par lequel ils prirent l'obligation formelle de s'abstenir de toute participation de

Mai, also lange nach Anfang des akademischen Halbjahres, bekannt wurden. 1837

Es würde schwer seyn, weitere Vorschläge auszudenken, wodurch die Königliche Regierung in den Stand gesetzt werden konnte, im Sinne des Erzbischofs zu handeln. Er selbst machte gar keinen Vorschlag, obwohl ihm klar ausgesprochen wurde, dass ohne irgend einen Schritt dieser Art die Regierung, wollte sie nicht die schreiendste Ungerechtigkeit begehen und ihr Ansehen aufs Spiel setzen, nicht für ihn einschreiten könne. Jene Lehrer waren ihrerseits so bereit, ihm jede mögliche Genugthuung zu geben, dass die Herren Achterfeldt, Braun und Vogelsang sich ausdrücklich erbieten, ihre Hefte dem Erzbischof zur Einsicht vorzulegen, wenn er es von ihnen verlangen würde.

Allein die Osterferien traten ein, ohne dass irgend eine Mittheilung erfolgt wäre. Wohl aber ward bekannt, dass der Erzbischof einigen Studirenden geschrieben, es dürften von den der Theologie Beflissenen keine andere Vorlesungen gehört werden, als die theologischen des Professor Klee, und die kirchenrechtlichen des Professor Walter.

Die Aufregung der Gemüther über die theologischen Angelegenheiten nahm bedeutend zu. Eine heftige Polemik über Hermes und das Breve wurde sogar an öffentlichen Orten vielfältig betrieben. Die Regierung musste diesem Unfug steuern. Sie musste zugleich durch einen eigenen feierlichen Akt zeigen, dass, indem sie die Gesetze aufrecht hielte, sie im Geringsten nicht gesonnen sey, sich in Glaubensstreitigkeiten der katholischen Kirche zu mischen, und dass sie nur durch den Eigensinn des Erzbischofs und die Gesetzwidrigkeit seines Verfahrens in die Unmöglichkeit versetzt worden, mit dem Erzbischofe selbst die Angelegenheit zu ordnen.

Um diesem die Betretung des gesetzlichen Weges zu erleichtern, und jeden Vorwand zu weiteren eigenmächtigen Einschreitungen zu nehmen, wurden auf Befehl des geistlichen Ministeriums, am 21sten April sämtliche Professoren der katholisch-theologischen Fakultät und ausserdem die Professoren Herren Walter und Windischmann eingeladen, die desfallsigen Verfügungen des Ministeriums zu vernehmen. Sie unterzeichneten sämmtlich eine Urkunde (Beilage S.), welche sie

1837 cette polémique, "tant (ce sont les paroles du ministre) à cause du respect particulier dû au siège apostolique par ceux qui en dépendent, qu'à cause du devoir qui leur est imposé de cultiver l'esprit religieux de la jeunesse." Evidemment, le gouvernement avait épuisé tout ce qu'il était possible de faire de son côté. On attendait impatiemment, et pourtant avec confiance, une communication de l'archevêque sur ses demandes et ses griefs. Du reste, celui-ci n'avait pu ignorer tout ce qui avait été préparé et fait avec la plus grande publicité depuis la conférence du 19 mars.

Mais lorsque, immédiatement avant l'ouverture des cours, on dut, d'après les statuts, fixer aux élèves du *convictorium* les leçons du nouveau semestre, la plupart d'entre eux déclarèrent qu'ils devaient s'en tenir à la décision de l'archevêque. Il s'agissait donc ici de maintenir la discipline, l'autorité des lois et celle du gouvernement. L'obéissance aux supérieurs ecclésiastiques et aux professeurs fut posée à tous comme condition de leur séjour dans l'établissement. Il en advint que de soixante-dix qu'ils étaient, plus de soixante sortirent successivement: perte sensible pour l'Eglise qui avait besoin de se recruter, et position cruelle pour les jeunes gens qui se virent ainsi arrachés de leur carrière. Beaucoup d'étudiants quittèrent l'université; les cours devinrent déserts.

L'archevêque devait prévoir ces suites; elles ne furent pas non plus cachées au saint-siège. Mais, demandera-t-on, quel peut avoir été le motif de cette conduite inexplicable du prélat? On ne peut raisonnablement admettre que l'archevêque ait eu en vue de nuire à son Eglise; un simple entêtement ne saurait que difficilement aveugler à ce point. Son but n'a donc pu être que celui de détruire, par une opposition opiniâtre, le *convictorium* et la faculté catholique, et amener autant qu'il était en lui la dissolution de l'université de Bonn. Il était si facile en suivant la marche régulière d'atteindre le véritable but de l'Eglise; mais il était impossible d'obtenir la moindre chose dans la voie suivie. Il faut en conclure que le but principal, celui que l'on voulait atteindre à tout prix, était

aufs Bestimmteste verpflichtete, sich aller jene Polemik¹⁶³⁷ betreffenden Handlungen zu enthalten;

„sowohl (wie es mit den Worten des Ministers heisst) der besondern Ehrerbietung wegen, welche diejenigen, die es angeht, dem apostolischen Stuhle schuldig sind, als wegen ihrer Obliegenheit, den kirchlichen Sinn der Jugend zu pflegen.“

Die Regierung hatte nun offenbar alles erschöpft, was von ihrer Seite geschehen konnte. Man erwartete mit Ungeduld, aber doch mit Zuversicht, eine Mittheilung des Erzbischofs über seine Forderungen und Beschwerden. Uebrigens konnte ihm das seit der Konferenz vom 19ten März Vorbereitete und mit aller Oeffentlichkeit Geschehene nicht unbekannt geblieben seyn.

Als nun unmittelbar vor dem Anfange der Vorträge den Alumnen des Convictoriiums vorschriftsmässig die Vorlesungen für das neue Semester bestimmt werden sollten, erklärten die Meisten, dass sie sich an keine Entscheidung des Erzbischofs hatten müssen. Hier galt es Aufrechthaltung der Zucht, der Gesetze, des Ansehens der Regierung. Der Gehorsam gegen die geistlichen Oberen und Lehrer der Anstalt wurde Allen als Bedingung des Bleibens in derselben gestellt. Die Folge war, dass von Siebzig nach und nach mehr als Sechzig austraten: ein schwerer Verlust für die Kirche, welche des Nachwuchses sehr bedarf, und ein hartes Loos für die jungen Männer, welche so aus ihrer Laufbahn gerissen wurden. Viele Studenten verliessen die Universität: die Lehrsäle verödeten.

Diese Folgen musste der Erzbischof voraussehen: sie wurden auch dem päpstlichen Stuhle nicht verhehlt. Wenn man sich nun fragt, welches der bewegende Grund einer so unerklärlichen Handlungsweise des Erzbischofs war, so scheint klar, dass, da nicht angenommen werden darf, es sey der Zweck des Erzbischofs gewesen, seiner Kirche einen Schaden zuzufügen, und da blosser Eigensinn allein schwerlich so verblenden kann, sein Zielpunkt nur dieser gewesen seyn könnte, durch starren Widerstand die katholische Fakultät und das Convictorium zu zerstören und die Auflösung der Bonner Universität, als solcher, so viel an ihm lag, herbeizuführen. Es war so leicht, den eigentlichen Zweck der Kirche zu erreichen in der Form des bestehenden Geschäftsganges: es war so unmöglich, irgend

1837 le renversement des établissements existants. Il est difficile de comprendre qu'un pareil projet ait pu être celui d'un évêque allemand.

De son côté, l'archevêque soumit ces dix-huit thèses à la signature des prêtres qui demandèrent à être autorisés à confesser, ainsi qu'à différents autres ecclésiastiques nouvellement ordonnés. Le gouvernement eut connaissance vers la fin de mai par des exemplaires envoyés à quelques ecclésiastiques de Bonn. Les seize premières de ces thèses avaient évidemment pour objet une déclaration sur les doctrines que l'archevêque croyait menacées par les écrits d'*Hermès*. Cette voie était-elle la plus convenable pour arriver à l'exécution de l'arrêt de condamnation prononcé par le chef de l'Eglise? L'archevêque, dans l'exposition de ces doctrines, s'est-il tenu dans la limite de ses pouvoirs? N'a-t-il pas dépassé les bornes fixées par l'Eglise? Enfin toutes ces thèses théologiques sont-elles posées de manière que leur acceptation comme dogme puisse être exigée sans violenter les consciences? Ce sont là des questions qu'il ne nous appartient pas d'examiner. Mais, comment un gouvernement aurait-il pu tolérer la dix-huitième thèse, qui impose aux ecclésiastiques la déclaration suivante :

„Je vous et promets respect et obéissance à mon archevêque; pour tout ce qui regarde la doctrine et la discipline, sans aucune restriction mentale; et je confesse que d'après la règle de la hiérarchie catholique, je ne puis ni ne dois appeler de la décision de l'archevêque, à personne autre qu'au pape, comme chef de toute l'Eglise” *).

Quel est le gouvernement qui puisse tolérer, dans l'intérêt de sa propre conservation et de la protection

*) Spondeo ac promitto archiepiscopo meo reverentiam et obedientiam in omnibus quae ad doctrinam et disciplinam spectant, sine omni restrictione mentali; meque ad archiepiscopum mei iudicio secundum hierarchiae catholicae ordinem ad neminem nisi ad papam, totius Ecclesiae caput provocare posse et debere confiteor.

etwas dafür auszurichten auf dem eingeschlagenen Wege: 1837.
wie ist dies zu erklären, als eben dadurch, dass der höhere, um jeden Preis zu erkaufende Zweck der Umsturz der bestehenden Anstalten war? Es ist schwer, dies als Plan eines deutschen Bischofs zu begreifen:

Seinerseits legte nun der Erzbischof denjenigen Priestern, welche um Zulassung zur Ausübung des Beichtvateramts nachsuchten, und andern nicht näher bezeichneten, wie verlautet den Neugeweihten, jene achtzehn Thesen zur Unterschrift vor, von welchen die Regierung gegen Ende Mai durch die nach Bonn an einige Geistliche gesandten Exemplare Kenntniss erhielt. Die ersten sechszehn dieser Thesen haben offenbar den Zweck, theologische Lehren auszusprechen, welche der Erzbischof durch die Hermesischen Schriften gefährdet glaubte. Ob dieser Weg, das Verdammungs-Urtheil des Kirchen-Oberhauptes zur Vollziehung zu bringen, der richtige war? ob der Erzbischof sich in dem Ausdruck jener Lehren innerhalb seiner Befugnisse gehalten, und nicht über das von der Kirche vorgeschriebene Maass der katholischen Lehrbestimmungen hinausgegangen? Ob endlich alle theologischen Lehrsätze so ausgesprochen sind, dass ihre Anerkennung als allgemeine Kirchenlehre ohne Gewissenszwang gefordert werden kann? Dies sind Fragen, die hier ganz unerörtert bleiben müssen. Allein wie konnte irgend eine Regierung die achtzehnte These dulden, welche den Geistlichen folgende Erklärung auflegt:

„ich verspreche und gelobe meinem Erzbischof in allem, was sich auf Lehre und Disciplin bezieht, Ehrerbietung und Gehorsam, ohne allen inneren Vorbehalt, und bekenne, dass ich von der Entscheidung meines Erzbischofs nach der Ordnung der katholischen Hierarchie an Niemand, als an den Papst, als Haupt der ganzen Kirche, provociren kann und soll“ *).

Welche Regierung darf dulden, nach den Pflichten, die sie ihrer eignen Erhaltung und dem Schutze jedes Un-

*) Spondeo ac promitto Archiepiscopo meo reverentiam et obedientiam in omnibus, quae ad doctrinam et disciplinam spectant, sine omni restrictione mentali; meque ab Archiepiscopi mei judicio secundum Hierarchiae Catholicae ordinem ad Papam, totius Ecclesiae caput, provocare posse et debere confiteor.

1837 qu'il doit à tous ses sujets, que dans des affaires de discipline, selon l'acception la plus large du mot, il soit fait abjuration du droit du souverain d'intervenir conformément aux lois, lorsqu'il y a violation de l'autorité temporelle, ou des droits des particuliers qui demandent protection? Il est de notoriété que les appels contre d'abus sont en vigueur et non contestés en France et en Allemagne, d'après les premiers principes du droit public. Déjà, à l'époque du concile de Trente, ils ont été reconnus par les théologiens et les jurisconsultes catholiques les plus ardents, comme attribut incontestable de l'autorité civile. Le maintien de ce droit est évidemment aussi nécessaire pour le bien de l'Etat que pour celui des particuliers. Serait-il donc impossible qu'un archevêque exigeât du clergé qui lui est subordonné, quelque chose qui mît en danger la sûreté de l'Etat, qui fût préjudiciable à la fidélité du sujet, au serment du fonctionnaire, tel que l'est un professeur royal? Il ne semblerait pas que ce qui se passe soit de nature à présenter une pareille supposition comme tout à fait inadmissible.

Des amis bienveillants de l'archevêque, qui ne le voyaient pas en état de justifier sa conduite envers le gouvernement, crurent pouvoir l'excuser en alléguant son ignorance des affaires, et l'embarras dans lequel il s'était trouvé par suite de la défense à lui faite de s'appuyer sur le bref de condamnation, comme il l'avait fait dans son instruction du 12 janvier. Assurément ces deux excuses étaient très-faibles. On avait fourni à l'archevêque l'occasion de prendre connaissance du règlement administratif; on avait même fait, avec toutes les prévenances possibles, toutes les propositions imaginables pour le ramener dans la voie légale.

Pour ce qui concerne le bref du pape, les motifs qui en avaient empêché la publication ont déjà été indiqués. Mais si l'archevêque avait cru nécessaire l'exécution de ce bref, il n'aurait eu qu'à développer au gouvernement les motifs sur lesquels il se fondait pour demander que force de loi lui fût donnée. Mais il n'en a jamais fait la demande; il n'en a été nullement question dans tout le cours des négociations infructueuses qu'on fera connaître tout à l'heure; aucun évêque n'en a parlé; et dans la conférence du 19 Mars, il

terthanen schuldig ist, dass in Sachen der Disciplin, 1837 im unbeschränkten Sinne des Wortes, jenes Recht des Landesherrn abgeschworen werde, gegen Verletzung der weltlichen Macht oder der Rechte des Einzelnen, wenn er bei ihr Hülfe sucht, nach Maassgabe der Landesgesetze einzuschreiten? Es ist bekannt, dass die Appellationen gegen Missbrauch geistlicher Gewalt nicht allein in Frankreich und Deutschland durch die ersten Grundsätze des Staatsrechts in ungestörter Praxis bestehen, sondern schon zur Zeit des Tridentinischen Concils von mehreren der eifrigsten katholischen Theologen und Rechtsgelehrten als unumstössliches Recht der Obrigkeit bezeichnet worden sind. Die Aufrechthaltung dieser Befugniss ist auch offenbar für die Wohlfahrt des Staates wie des Einzelnen nothwendig. Sollte es unmöglich seyn, dass ein Erzbischof der ihm untergebenen Priesterschaft etwas zumuthe, was die Sicherheit des Staates gefährde, was die Treue des Unterthanen, den Eid des Beamten — wie es ein Königlicher Professor ist — beeinträchtige? Es scheint nicht, dass die gegenwärtigen Vorgänge geeignet sind, eine solche Voraussetzung als ganz verwerflich darzustellen.

Wohlmeinende Freunde des Erzbischofs, die sich nicht im Stande sahen, das von ihm gegen die Regierung beobachtete Verfahren zu rechtfertigen, glaubten es mit seiner Unkenntniss des Geschäftsganges und mit der Verlegenheit entschuldigen zu können, in welche er dadurch gerathen sey, dass ihm nicht erlaubt worden, sich auf das päpstliche Verdammungs-Breve zu berufen, wie er in seiner Instruktion vom 12ten Januar gethan hatte. Allerdings waren beide Entschuldigungsgründe sehr schwach. Denn es war dem Erzbischof jede Gelegenheit gegeben, sich mit dem Geschäftsgange, namentlich in diesem Punkte, bekannt zu machen: ja man war ihm aufs bereitwilligste durch jeden nur ersinnlichen Vorschlag entgegengekommen, um ihn auf den gesetzlichen Weg zurückzuführen. Was das päpstliche Breve betrifft, so sind bereits oben die Gründe angedeutet, welche eine öffentliche Bekanntmachung desselben verhindert hatten. Allein wenn der Erzbischof die Berufung auf das Breve für seine Wirksamkeit nothwendig hielt, so hätte er ja die Gründe; jenem Breve im Staate verbindliche Kraft zuzuerkennen, der Königlichen Regierung nur entwickeln dürfen. Er hat

1837 a même déclaré qu'il n'avait pas le moindre besoin du bref pour motiver sa défense des cours. Cependant, quelque faibles que fussent ces excuses, le gouvernement ne voulait rien négliger pour combler la mesure de sa longanimité. Dès le mois de juillet, des amis et des hommes haut placés sollicitèrent l'archevêque d'une manière aussi énergique que bienveillante de rentrer dans la voie légale, et d'adresser ses vœux et ses griefs au gouvernement. Mais, au lieu de suivre ces conseils, l'archevêque transforma l'affaire en une question de principes. Il déclara qu'il ne se plaignait pas de quelques détails de l'exécution et de l'application des lois, mais de ce que ces lois elles-mêmes étaient incompatibles avec les droits et les libertés de l'Eglise. Il est inutile de remarquer que de cette manière on n'arriva à aucun arrangement praticable.

Cependant, comme peu après il s'offrit une occasion favorable pour lui adresser les communications les plus confidentielles et les plus poessantes, pour lui remontrer que sa manière d'agir était inadmissible et inexécutable, on eut recours à cette voie, afin de lui prouver la bonne volonté du gouvernement de s'entendre avec lui sur les différends survenus. Lorsqu'on eut tout lieu d'espérer que l'archevêque en serait bien persuadé, on lui envoya, vers le milieu du mois de septembre, le comte *Antoine de Stolberg*, président de régence et ami personnel du prélat, et qui avait été muni, à cet effet, de pleins pouvoirs comme commissaire du roi.

Ainsi que nous l'avons déjà dit dans la première partie, le commissaire royal eut à lutter, dans ses premières conférences sur ces questions, contre de nouvelles exigences et de nouvelles difficultés de la part de l'archevêque. Le ministre du roi près la cour de Rome, qui avait été porteur des ordres de Sa Majesté au comte *de Stolberg*, fut prié par ce dernier de venir à Cologne. Leurs efforts réunis parvinrent enfin à po-

aber so wenig darum nachgesucht, als bis zu Ende der 1837 fruchtlosen Verhandlungen im Monat September, wovon gleich näher die Rede seyn wird, irgend einer der andern Bischöfe solches angeregt; ja in der Konferenz vom 19ten März hatte er bestimmt erklärt, er bedürfe des päpstlichen Breve gar nicht, um sein Verbot der Vorlesungen zu begründen. So schwach also auch jene Entschuldigungsgründe waren, so wollte doch die Regierung nichts unterlassen, um das Maass ihrer Langmuth voll zu machen. Bereits im Monat Julius wurde der Erzbischof durch befreundete und hochgestellte Männer eben so uachdrücklich als wohlwollend ermahnt, auf den gesetzlichen Weg zurückzukehren, und der Regierung friedlich mit Wünschen oder Beschwerden gegenüber zu treten. Statt aber dieses zu befolgen, wandelte der Erzbischof diese Angelegenheit in eine Principienfrage um. Er beklagte sich nicht über Einzelnes, nicht über die Ausführung und Anwendung der Gesetze, sondern diese selbst seyen mit den Rechten und den Freiheiten der Kirche unvereinbar. Dass man auf diesem Wege zu keiner praktischen Verständigung gelangte, bedarf wohl keiner Bemerkung.

Da sich jedoch kurz darauf eine besonders günstige Gelegenheit darbot, ihm sowohl über die Unzulässigkeit und Unausführbarkeit seines bisherigen Verfahrens, als über den guten Willen der Regierung sich mit ihm über die vorliegenden Zwistigkeiten zu verständigen, die vertraulichsten eindringlichsten Versicherungen zu geben; so wurde auch dieser Ausweg gern versucht. Nachdem man Grund hatte anzunehmen, dass er sich von jenen beiden Punkten überzeugt habe, ward gegen Mitte September der dem Erzbischof persönlich befreundete Königliche Regierungs-Präsident, Graf Anton Stolberg, auch in dieser Beziehung mit der erforderlichen Vollmacht als Königlicher Kommissarius versehen.

Unerwartete Forderungen und neue Schwierigkeiten traten, wie schon im ersten Theile angedeutet worden, dem Königlichen Bevollmächtigten in den ersten Besprechungen mit dem Erzbischof über diese Angelegenheit entgegen: der Königliche Gesandte am päpstlichen Hofe, welcher ihm die Befehle Seiner Majestät überbracht hatte, ward von ihm ersucht; sich nach Köln zu begeben; vereinten Bemühungen gelang es auch,

1837 ser les bases d'un arrangement, sauf l'approbation royale. On s'entretint fort amicalement sur ce qui avait eu lieu; cependant, on déclara, comme cela fut déjà dit dans un projet de lettre qui avait été lu,

„Que Sa Majesté regardait la fixation des trois points suivants comme la première condition d'un arrangement définitif:

1^o Que l'archevêque lèverait la défense qu'il avait faite de fréquenter les cours des professeurs formés à l'école d'*Hermès*;

2^o Que la même mesure aurait lieu pour les leçons du *convictorium*;

3^o Que l'archevêque n'exigerait plus à l'avenir, comme il avait jugé à propos de le faire, que l'on signât les thèses.”

Le prélat ayant répondu affirmativement sur ces points, le commissaire du roi, en vertu des ordres de Sa Majesté, lui fit connaître, ainsi qu'il est dit dans le projet:

„Que le gouvernement, en supposant toutefois l'acceptation, était décidé à admettre que la condamnation des écrits d'*Hermès*, contenue dans le bref, fût valable dans toute l'étendue de la monarchie, absolument comme si la forme mentionnée de la condamnation n'existait pas, et comme si ces écrits avaient été inscrits, sans le bref, dans l'*Index librorum prohibitorum*.”

Sur la demande de l'archevêque, on lui accorda la faculté de se procurer, d'une manière positive, la certitude de cette condamnation. La loyauté bien connue des professeurs ne pouvait faire douter ou qu'ils ne se démissent de leurs fonctions, ou qu'ils ne déclarassent volontairement leur soumission absolue à l'arrêt de condamnation du chef de leur Eglise. Toutefois, cette déclaration ne devait pas être présentée à leur signature, mais il *attendrait* qu'ils la donnassent: c'est là ce qui fut conclu. Les détails et quelques vœux de l'archevêque concernant des individus, furent abandonnés à la décision et à la sagesse du roi. L'archevêque parut sentir tout ce que cette manière d'agir envers lui avait de loyal et de délicat, et en être complètement satisfait. Dès lors l'espoir parut fondé, qu'aussitôt que le

mit Vorbehalt der Königlichen Genehmigung, über jene 1837 Punkte eine Verständigung zu erzielen) Mit der freundlichsten Weise wurde über das Vergangene geredet, jedoch zugleich erklärt (wie es in dem vorgelesenen Entwürfe eines Schreibens an ihn heisst):

„dass des Königs Majestät als erste Bedingung einer definitiven Verständigung die Feststellung folgender drei Punkte ansehen:

„erstlich, dass das von dem Erzbischof verfügte Verbot des Besuchs der Vorlesungen der in der Hermesischen Schule gebildeten Professoren aufhöre;

„zweitens, dass dasselbe Statt finde hinsichtlich der Lehrstunden im Convictorium;

„drittens, dass die Unterschrift der Thesen nicht mehr gefordert werde, welche der Erzbischof zu verlangen für gut befunden habe.“

Auf seine bestimmende Erklärung über diese Punkte ward ihm von Seiten des Königlichen Bevollmächtigten im Auftrage Seiner Majestät des Königs erklärt, wie es in jenem Entwürfe weiter heisst:

„dass die Regierung unter jener Voraussetzung entschlossen sey, zuzulassen, dass die im gedachten Breve enthaltene Verdammung der Hermesischen Schriften dieselbe verpflichtende Gültigkeit innerhalb der Monarchie habe, als wenn die erwähnte Form der Verdammung nicht stattgefunden, sondern jene Werke ohne das Breve in den Index librorum prohibitorum gesetzt wären.“

Es ward ihm ferner, auf sein Verlangen, die Befugniss zugestanden, sich von der Anerkennung dieses Verbots auf unzweideutige Weise Gewissheit zu verschaffen. Die bekannte Rechtlichkeit der betreffenden Lehrer konnte keinen Zweifel übrig lassen, dass sie entweder abtreten oder ihre unbedingte Unterwerfung unter das Verdammungs-Urtheil ihres Kirchen-Oberhauptes freiwillig erklären würden. Diese Erklärung sollte er jedoch nicht ihnen zur Unterschrift vorlegen, sondern von ihnen erwarten. So viel ward festgesetzt; über nähere Bestimmungen und einige, Persönlichkeiten betreffende, Wünsche des Erzbischofs, ward die Entscheidung der Königlichen Weisheit vorbehalten. Der Erzbischof schien das Billige und Zarte des beobachteten Verfahrens zu fühlen, und vollkommen befriedigt zu seyn.

1837 roi aurait prononcé sur les propositions et les désirs de l'archevêque, les difficultés encore subsistantes seraient aplanies avant le commencement du semestre d'hiver. Mais, au même moment, parut la malheureuse déclaration de l'archevêque, déclaration relatée plus haut d'après les pièces officielles, par laquelle il violait ses promesses et les lois existantes par rapport aux mariages mixtes, et par laquelle il refusait positivement toute communication ultérieure.

Cette déclaration rendit impossible la continuation de l'exercice des fonctions de l'archevêque, sur laquelle on avait nécessairement comptée dans la précédente négociation. La ferme résolution du gouvernement à cet égard lui avait déjà été communiquée d'avance d'une manière claire et sans détour, pour qu'il profitât de l'avertissement. L'arrangement de l'affaire *Hermès* et de son rapport avec l'université de Bonn, ne put naturellement se conclure à moins que l'archevêque ne fût en fonctions. Afin de prévenir tout malentendu à cet égard, on lui annonça, immédiatement après avoir reçu sa déclaration (*annexe T*):

„Que Sa Majesté ayant trouvé que l'exercice ultérieur des fonctions de l'archevêque était incompatible avec le rejet de l'instruction de 1834, ce dernier avait eu même temps, par sa déclaration, rendu impossible et inutile toute explication sur d'autres affaires, qui ferait présupposer une plus longue durée de l'exercice de ses fonctions.”

Après avoir fait cette déclaration, les commissaires du roi partirent de Cologne le 18 septembre.

C o n c l u s i o n .

Quand ladite déclaration de l'archevêque fut parvenue au gouvernement, celui-ci aurait pu prendre aussitôt, sans la moindre apparence de dureté, les mesures qu'on lui avait représentées comme inévitables. L'archevêque, comme il le reconnaissait lui-même, avait non-seulement manqué à sa promesse, mais agi contrairement aux lois; il avait déclaré vouloir persister dans sa conduite, et avait refusé d'admettre aucune proposition et communication ultérieure.

So eröffnete sich die Aussicht, nachdem über jene wei- 1837
tern Vorschläge und Wünsche des Erzbischofs von des
Königs Majestät entschieden seyn würde, noch vor An-
fang des Winterhalbenjahrs die obwaltenden Missstände
ausgeglichen zu sehen. Allein in demselben Augen-
blicke erfolgte die oben aktenmässig erzählte unglück-
liche Erklärung des Erzbischofs über die Verletzung
seiner Zusagen und der bestehenden Gesetze in Betreff
der gemischten Ehen, mit entschiedener Abweisung al-
ler weiteren Mittheilungen.

Diese Erklärung machte offenbar die, bei der frü-
hern Verhandlung vorausgesetzte fortdauernde Amts-
thätigkeit des Erzbischofs unmöglich. Der feste Ent-
schluss der Regierung hierüber war ihm zur Warnung
bereits klar und unumwunden ausgesprochen worden.
Die Ausführung jener Maasregeln hinsichtlich der Her-
mesischen Angelegenheit und der Verhältnisse zur Bon-
ner Fakultät setzte aber eben so offenbar eine solche
auf längere Zeit fortgesetzte Amtsthätigkeit voraus. Zur
Verhütung jedes Missverständnisses ward ihm jedoch
unmittelbar nach Abgabe seiner Erklärung eröffnet (Bei-
lage T.):

„dass, da Sr. Majestät dem Könige, nach Aller-
„höchst deren bestimmter Willenserklärung, die
„weitere amtliche Wirksamkeit des Erzbischofs mit
„der Verwerfung der Instruction von 1834 unverein-
„bar erscheine, durch seine Entscheidung auch zu-
„gleich nothwendig jede Verständigung über irgend
„eine andere Angelegenheit unmöglich und unnö-
„thig geworden sey, welche seine fortgesetzte Amts-
„thätigkeit auf eine längere Zeit voraussetzen würde.“

Mit dieser Erklärung verliessen die Königlichen Com-
missarien Köln am 18ten September.

S c h l u s s .

Als die gedachte Erklärung des Erzbischofs der
Regierung vorgelegt wurde, hätte diese offenbar sogleich
ohne den geringsten Schein von Härte die Maassregel,
deren Unvermeidlichkeit ihm vorgestellt worden war, in
Ausführung bringen können. Der Erzbischof hatte, wie
er selbst die Art seines Verfahrens zugab, nicht allein
gegen sein Versprechen, sondern auch gegen das Gesetz
gehandelt; er hatte erklärt, bei diesem Verfahren be-

1837

Le gouvernement, voulant persister dans la voie de douceur et d'indulgence extrême qu'il s'était tracée, résolut cependant de lui donner encore le temps de revenir à de meilleurs sentiments, ou d'écouter des conseils raisonnables et bienveillants. A cette fin, on lui adressa au bout d'un mois seulement une dépêche ministérielle, sous la date du 24 octobre, qui se trouve dans l'appendice (*annexe U*). D'après l'ordre exprès de Sa Majesté, le ministre représente d'abord à l'archevêque tout ce qu'il y a de répréhensible dans sa conduite; il lui fait pressentir ensuite l'exécution prochaine de la mesure qui lui avait déjà été annoncée préalablement. La considération suivante guida le gouvernement: si l'archevêque éprouve des scrupules insurmontables à changer quelque chose dans sa conduite, il devrait d'un autre côté, croyait-on, reconnaître l'impossibilité de la continuer contre la volonté expresse du gouvernement du roi, volonté appuyée sur les lois du pays. Si l'archevêque se trouvait ainsi dans un pénible conflit, c'était évidemment par sa propre faute. Néanmoins il lui restait un moyen d'en sortir; il pouvait s'adresser au roi; exposer la position dans laquelle il se trouvait et demander l'autorisation du souverain de résigner. Il aurait suffi sans doute de lui indiquer cette voie, mais on alla plus loin. On lui fit connaître qu'on lui épargnerait l'effort de faire lui-même la démarche que le gouvernement ne pouvait attendre que de lui.

On alla encore plus loin. Sur un ordre exprès de Sa Majesté, le comte *Antoine de Stolberg*, président supérieur de la province de Saxe, se rendit dans le voisinage de l'archevêque; et par l'organe d'un commun confident il lui fit entendre la voix d'un ami éprouvé; il lui tendit encore la main secourable qu'il avait repoussée un mois auparavant. Ce confident avait reçu pour instruction d'engager l'archevêque, dans le cas où celui-ci ne voudrait pas pousser les choses à l'extrême, et hésiterait pourtant à résigner, à faire une

harren zu wollen, er hatte alle weiteren Mittheilungen 1837 und Vorschläge im Voraus von sich gewiesen.

In beharrlicher Fortsetzung der äussersten Milde und Nachsicht, welche die Regierung sich vorgeschrieben, ward jedoch beschlossen, ihm noch einmal Zeit zu geben, sich eines Bessern zu besinnen, oder verständigen und wohlwollenden Rath einzuholen. Zu dem Ende wurde erst nach Monatsfrist, unterm 24sten October, der Ministerial-Erlass an ihn gerichtet, welcher (unter U.) beiliegt. In diesem wird zuvörderst dem Erzbischof von der höchsten Staatsbehörde, als auf ausdrücklichen Befehl Seiner Majestät des Königs, die Sträfllichkeit seines Verfahrens vorgehalten, und darauf die Ausführung der ihm schon angekündigten Maasregel in nächste Aussicht gestellt. Hier bot sich nun der Regierung folgende Erwägung dar: wenn der Erzbischof unbesiegbare Gewissensscrupel haben sollte, an seinem Betragen etwas abzuändern, so musste ihm doch (dachte man) andrerseits die Unmöglichkeit klar entgegenreten, dieses gegen den ausdrücklichen, auf die Landesgesetze gestützten Willen der Königlichen Regierung fortzuführen. Gerieth er nun hierdurch in einen schmerzlichen Conflict, so war dies offenbar ganz und gar seine eigene Schuld. Jedoch bot sich ihm ein Ausweg dar: er konnte sich an die Königliche Gnade wenden, um auf Darstellung jener Umstände die landesherrliche Zustimmung zu erhalten, seine Amtsthätigkeit ohne weiteres Einschreiten einstellen zu dürfen. Es genügte gewiss vollkommen, dass man beschloss, ihm diesen Ausweg offen zu lassen; aber man ging weiter. Man kam ihm entgegen; man sprach ihm diesen Beschluss sogleich aus, es sollte ihm die Ueberwindung erspart werden, selbst den Schritt zu thun., den die Regierung allein von ihm erwarten konnte.

Aber selbst darauf beschränkte man sich nicht. In Folge eines besonderen Befehles Seiner Majestät begab sich der Ober-Präsident der Provinz Sachsen, Graf Anton zu Stolberg, in der Stille in des Erzbischofs Nähe, und liess diesen noch einmal durch einen gemeinschaftlichen Vertrauten die warnende Stimme des bewährten Freundes hören, ja ihm die hülfreiche Hand zeigen, die er vor einem Monate zurückgewiesen hatte. Jener Vertraute war angewiesen, falls der Erzbischof die Sache nicht bis zum äussersten treiben

1837 nouvelle proposition. L'archevêque pouvait demander un délai, afin d'exposer au chef de son Eglise la situation embarrassante dans laquelle il se trouvait. On avait l'intention de le lui accorder, sans qu'il eût besoin de cesser ses fonctions. Il aurait suffi qu'il eût consenti au rétablissement provisoire du *statu quo* légal qu'il avait trouvé établi.

L'archevêque repoussa ce confident; pour toute réponse il le chargea de la réponse qu'il venait d'adresser au ministre. Il n'y avait donc plus moyen de songer à un accommodement, à une conciliation; le confident revint et apporta la dite lettre.

Cette réponse de l'archevêque (*annexe V.*), du 31 octobre, est une des pièces les plus caractéristiques et les plus importantes de toute la négociation, et peut-être même de l'époque. Il commence par y combattre de la manière la plus formelle la supposition qu'il ait pu reconnaître des torts dans quelques démarches faites par lui à l'occasion de l'affaire *Hermès*. Ce trait suffit pour caractériser l'esprit dans lequel est conçue toute la réponse. L'indulgence du roi avait passé généreusement sous silence ces démarches, dans le rescrit du ministre; eh bien! l'archevêque se charge de nouveau et volontairement de toute la responsabilité de sa conduite illégale et de sa désobéissance, afin de n'avoir pas l'air d'avoir jamais pu être dans son tort envers le gouvernement, et afin d'éviter la faiblesse d'avouer qu'il ait pu se tromper! Il cherche, il est vrai, à échapper à cette responsabilité, en disant: „l'affaire est purement spirituelle, puisqu'il n'est question que du dogme.” Ainsi, parce qu'il s'agit de l'exécution de la défense des écrits d'*Hermès* faite par le pape, défense qui n'avait pas été communiquée au gouvernement, et que le clergé du pays ne lui avait pas soumise, l'archevêque pourrait fouler aux pieds le droit du roi d'accorder ou de refuser son approbation; ainsi, après avoir rejeté toutes les propositions qui lui ont été faites pour le ramener dans le chemin de la légalité, il pourrait agir arbitrairement contre des hommes revêtus de leurs fonctions par nomination du roi; il aurait le droit d'exiger de

wollte, jedoch Bedenken haben möchte, sein Amt niederzulegen, ihn auf einen noch weiter gehenden Vorschlag zu leiten. Der Erzbischof konnte sich ja eine Frist erbitten, um die schwierige Lage, in welcher er sich befand, dem Oberhaupte seiner Kirche vorzulegen; auch dies wollte man unter jenen Voraussetzungen gewähren, ohne dass er sein Amt niederlegen dürfe. Es würde genügt haben, dass er sich unterdessen die Herstellung des gesetzlichen Status quo gefallen liesse, den er vorgefunden.

Der Erzbischof wies den Vertrauten ab, indem er ihn Statt aller Erwiderung die Antwort übergeben liess, die er so eben dem Minister eingesandt hatte. Von einem weiteren Eingehen auf einen vermittelnden und versöhnenden Schritt war also gar keine Rede, und der Vertraute kehrte mit jener Antwort zurück.

Diese Antwort des Erzbischofs vom 31sten October (Beilage V.) ist eines der charakteristischsten, wie der wichtigsten Aktenstücke der ganzen Verhandlung, vielleicht der Zeit. Zuvörderst weist der Erzbischof aufs Bestimmteste die Voraussetzung zurück, als ob er die Unzulässigkeit einiger in der Hermesischen Angelegenheit gethanen Schritte anerkannt habe. Dieser Zug reicht hin, den Geist der ganzen Antwort zu bezeichnen. Die Königliche Nachsicht hatte, bei der durch die sichersten Zeugnisse begründeten Voraussetzung, jene Schritte in der dem Ministerial-Erlasse zu Grunde liegenden Verfügung, grossmüthig in den Hintergrund gestellt: der Erzbischof beladet sich freiwillig wieder mit der ganzen Verantwortlichkeit seines ungesetzlichen Verfahrens und seines Ungehorsams, um nur nicht den Schein zu geben, als habe er je Unrecht gegen die Regierung, und die Schwäche gehabt, es anzuerkennen. Allerdings glaubt er, jener Verantwortlichkeit dadurch entgehen zu können, dass er sagt: „die Sache sey rein kirchlich, da bloss von der Lehre die Rede sey.“ Also, weil es sich um die Ausführung des der Regierung nicht mitgetheilten, ihr von der katholischen Landesgeistlichkeit nicht vorgelegten päpstlichen Verbotes der Hermesischen Schriften handelt, darf der Erzbischof das Königliche Recht der Placetirung mit Füssen treten; er darf willkürlich, und nach Abweisung aller ersinnlichen Vorschläge zum Einlenken in ein gesetzliches Verfahren, eigenmächtig gegen Männer einschrei-

1837 son clergé la promesse de renoncer, en matière de discipline, à son droit d'invoquer, en cas d'abus de pouvoir archiépisopal, la protection de l'autorité royale : il pourrait donc prendre une position hostile envers le souverain et traiter avec lui de puissance à puissance ! Et pour justifier tout cela, il suffirait de dire : il ne s'agit que de maintenir le dogme ! Qui ne comprend pas le but de telles prétentions hiérarchiques, et les suites inévitables qu'elles auraient pour les gouvernements et les peuples ?

La défense de l'archevêque relativement à sa conduite dans l'affaire des mariages mixtes, est conçue dans le même esprit, et est encore, s'il est possible, plus pernicieuse. Il ne parle nullement des faits articulés contre lui ; il ne leur oppose que la laconique déclaration qu'il avait promis seulement d'agir conformément à l'instruction *et* au bref.

Chacun peut juger maintenant sur ces pièces si la promesse de l'archevêque était conçue dans ce sens ou dans un autre, et personne ne peut douter un seul instant qu'une telle expression dans la bouche de ce prélat ne signifie autre chose, sinon que sa ferme résolution est d'exécuter le bref contrairement à l'instruction, de manière à ce que ce bref même perde son caractère évident de modération et de conciliation, et soit placé dans un conflit inextricable avec les lois du pays. Peut-être l'archevêque sentait-il que cette explication d'une promesse écrite et authentique n'était pas soutenable. La tentative désespérée de sa part de mettre entièrement de côté l'instruction et la promesse qui la concerne, le fait au moins supposer. „Au fait, demande-t-il, quand donc a-t-il jamais été question de l'instruction ? C'est sur la *convention* que l'on m'a questionné ; c'est sur elle que je me suis prononcé ; et maintenant on me parle de l'instruction !” Il est vraiment affligeant de voir un archevêque recourir à de pareils subterfuges. Est-il nécessaire de les réfuter, quand les actes authentiques mêmes sont là ?

L'instruction aux vicaires généraux est un des objets principaux de la convention du 19 juin 1834. Elle y est mentionnée, motivée, expliquée, elle y est même jointe comme partie intégrante, et elle y est ci-

ten, die durch Königliche Bestallung angestellt sind, ¹⁸³⁷ darf seinen Geistlichen Versprechen und Gelöbnisse abnehmen, sich in Disciplinarsachen alles Rechtes zu begeben, gegen Missbrauch der erzbischöflichen Gewalt den Schutz der Königlichen Machtvollkommenheit anzurufen, und so dieser selbst feindlich, Macht gegen Macht, entgegentreten. Um alles dieses zu thun, genügt es nur, nachher zu sagen: es handle sich um die Aufrechthaltung der Lehre. Wer erkennt hier nicht das Ziel und die unausbleiblichen Folgen solcher hierarchischen Anmassungen für Regierungen und Völker?

In demselben Geiste, aber noch schlimmerer Natur, ist die Vertheidigung seines Verfahrens in den gemischten Ehen. Die gegen ihn angeführten Thatsachen lässt er ganz unberührt; er stellt ihnen nur die kurze Erklärung entgegen: dass er nichts versprochen habe, als der Instruktion und dem Breve gemäss zu handeln.

Jedermann weiss jetzt aus den vorliegenden Aktenstücken, ob sein Versprechen so oder anders lautete; und niemand kann auch nur für einen Augenblick zweifelhaft seyn, ob jener Ausdruck im Munde des Erzbischofs etwas anders bedeuten kann, als seinen festen Willen, das Breve gerade der Instruktion zuwider auszuführen, und zwar so, dass dieses selbst seinen unverkennbaren versöhnlichen und mildernden Zweck verliert, und in einen unlösbaren Streit mit den Landesgesetzen gebracht wird. Vielleicht fühlte der Erzbischof, dass diese Erklärung eines schriftlich beurkundeten Versprechens nicht haltbar sey: wenigstens lässt dies der verzweiflungsvolle Versuch schliessen, die Instruktion und das sie betreffende Versprechen ganz zu beseitigen. „Wo ist denn überhaupt,” fragt er, „je von der Instruktion die Rede gewesen? Ueber die Konvention hat man mich befragt, über die Konvention habe ich mich geäussert, und jetzt hält man mir die Instruktion vor!” Es ist wahrlich betrübend, eine solche Ausflucht eines Erzbischofs lesen zu müssen. Bedarf es einer Würdigung derselben, wo die Urkunden selbst vorliegen?

Die Instruktion an die General-Vikariate ist einer der Haupt-Gegenstände der Konvention vom 19ten Junius 1834: sie wird in ihr erwähnt, begründet, erklärt: ja sie liegt ihr als integrierender Theil bei und

1837 tée comme telle (art. 7). Ainsi, de deux choses l'une : ou l'archevêque avoue sa promesse d'exécuter la convention ; ou il la nie. Dans le premier cas, il a également promis d'exécuter l'instruction ; dans le second, il n'est pas besoin d'une dénégalation nouvelle pour colorer la première.

Reste encore un troisième point. Ainsi qu'il a été dit, on lui avait proposé un expédient. Il repousse la supposition sur laquelle repose cette ouverture. Ce n'est point à des scrupules de conscience qu'il faut attribuer sa conduite ; c'est à sa conviction qu'aucun évêque ne pourrait en agir autrement sans manquer à ses devoirs envers l'Eglise. C'est par ce motif qu'il ne veut pas résigner, qu'il refuse de discontinuer ses fonctions. Il déclare qu'en tout ce qui concerne les choses temporelles, le roi le trouvera obéissant ; mais, en revanche, il réclame pour lui la liberté de conscience dans une affaire où il n'est question que d'une extension arbitraire de son pouvoir, à laquelle s'opposent les lois de tous les pays. Il demande pour l'exercice du pouvoir spirituel une latitude qui rendrait nul l'exercice du pouvoir du gouvernement.

Jamais peut-être dans les temps modernes on n'a aussi ouvertement défié l'autorité du souverain, aussi témérairement provoqué la puissance royale. La décision ne pouvait être douteuse. Mais, avant même que le mode d'exécution fût décidé, la conduite de l'archevêque donna à toute l'affaire un caractère beaucoup plus grave et plus dangereux.

Les rapports qui arrivèrent au gouvernement lui firent connaître que le 4 novembre l'archevêque avait réuni le chapitre métropolitain, et immédiatement après les dix-neuf curés de la ville de Cologne ; qu'il leur avait remis le rescrit du ministre et sa réponse, afin de les déposer dans leurs archives ; et qu'après leur avoir présenté la situation de toute l'affaire d'une manière partielle et incomplète, il avait ajouté : „qu'on voulait l'arracher du siège archiepiscopal, mais qu'il saurait bien maintenir les droits de l'Eglise catholique contre les exigences du gouvernement relativement aux mariages mixtes, qui étaient le véritable motif de l'ho-

wird als solcher (Artikel 7.) aufgeführt. Also von zwei 1837 Dingen eines: entweder bekennt sich der Erzbischof zu seiner Zusage, die Konvention auszuführen, oder er läugnet sie ab. Im ersten Falle hat er auch versprochen, die Instruktion auszuführen: im zweiten bedarf es keiner neuen Abläugnung, um eine frühere zu beschönigen.

Es bleibt noch ein dritter Punkt übrig. — Man hatte ihm, wie oben angedeutet, einen Ausweg eröffnet. Er weist die Voraussetzung ab, auf welcher diese Eröffnung beruht. Nicht Gewissensscrupeln ist seine Handlungsweise zuzuschreiben: nein, der vollen Ueberzeugung, kein Bischof könne anders handeln, ohne seine Pflichten gegen die Kirche zu verletzen. Aus diesem Grunde will er sein Amt nicht niederlegen, seine Amtsthätigkeit nicht einstellen. In weltlichen Dingen wird der König ihn gehorsam finden. Er nimmt dagegen Gewissensfreiheit für sich in Anspruch, wo von eigenmächtiger Ausdehnung des Amts die Rede ist, welcher das Gesetz aller Staaten entgegentritt; er verwahrt eine freie Ausübung der katholischen Kirchengewalt, wie sie die Ausübung der Staatsgewalt aufheben würde.

Nie ist wohl in neueren Zeiten dem landesherrlichen Ansehen so unverholen Trotz geboten, die königliche Macht so keck herausgefordert worden. Der Beschluss derselben konnte nicht zweifelhaft seyn. Allein noch ehe die Art der Ausführung derselben entschieden war, gab das Handeln des Erzbischofs der ganzen Angelegenheit einen viel bedenklicheren und schwerern Charakter.

Am 4ten November, so lauteten die Berichte, welche der Regierung zukamen, hatte der Erzbischof das Domkapitel und unmittelbar darauf die neunzehn Pfarrgeistlichen der Stadt Köln versammelt, ihnen den Ministerial-Erlass und seine Antwort zum Aufbewahren in den Archiven übergeben, und nach einer einseitigen und unvollständigen Darstellung der Sachlage ihnen mitgetheilt: man wolle ihm vom erzbischöflichen Stuhle werfen; er werde aber die Rechte der katholischen Kirche zu wahren wissen, gegen die Forderungen der Regierung hinsichtlich der gemischten Eben,

1837 stilité contre lui. Il autorisa les curés à communiquer tous ces détails à leurs paroissiens.

Le 6 du même mois, le prêtre séculier, Michaelis, secrétaire de l'archevêque, réunit les jeunes ecclésiastiques du séminaire et leur fit une communication verbale dans le même sens. Ensuite il leur remit un exposé écrit de l'affaire, afin qu'ils le propageassent.

Des écrits semblables furent envoyés aux doyens provinciaux et à d'autres ecclésiastiques considérés du diocèse. Dans ces écrits il est question des articles de Coblenz et de l'instruction rédigée en conséquence, que l'archevêque n'avait pas voulu accepter pour ne pas devenir traître à l'Eglise catholique. L'expression „articles de Coblenz” est une désignation maligne de la convention; c'est la première fois qu'elle est employée, ainsi qu'on a pu le savoir par le *Journal historique et littéraire de Liège*, convention qui est présentée par cette feuille comme l'oeuvre de secrets conciliabules entre l'archevêque de Cologne et l'évêque de Trèves. Il a été dit de quelle manière la convention prit naissance. A Coblenz même il n'y eut absolument rien autre chose que la signature de la convention par l'évêque de Trèves, qui avait été informé à Trèves même de toute l'affaire; et personne, excepté l'archevêque, n'a eu de conférence avec lui à Coblenz. La tendance de cette désignation est aussi manifeste que la désignation elle-même est mensongère. Ces démarches de l'archevêque eurent pour suite inévitable de jeter au bout de quelques jours la population de la ville de Cologne et de tout l'archevêché dans la plus grande fermentation. Le gouvernement, disait-on, veut user de violence envers l'archevêque parce qu'il n'a pas cédé aux prétentions des protestants relativement aux mariages mixtes. Des voix passionnées se firent entendre, et aux portes de la cathédrale on trouva affichés des placards incendiaires par lesquels on provoquait les catholiques à secouer le joug des protestants.

Les actes officiels de l'archevêque portaient le caractère d'une irritation passionnée. C'est ainsi qu'il renvoya tous les professeurs de son séminaire; et chargea deux ecclésiastiques, dont l'un était son secrétaire, Michaelis, de faire des cours aux séminaristes, sans avertir aucunement le gouvernement de ces choix inadmissibles.

das sey der Grund der Anfeindung. Dies ihren Mit-1837
bürgern mitzuthellen, ermächtigte er die Pfarrer.

Am 6ten machte der Sekretair des Erzbischofs, der
Weltpriester Michaelis, den versammelten jungen
Geistlichen des Seminars eine ähnliche mündliche Mit-
theilung, und übergab ihnen eine ähnliche schriftliche
Darstellung der Sache, zur weiteren Verbreitung.

Aehnliche Schriften wurden an Land-Dechanten
und andere angesehene Geistliche des Erzbischofs ge-
sandt. Darin war die Rede von „den Koblenzer Arti-
keln und der darnach verfassten Instruktion,“ welche
der Erzbischof nicht habe annehmen wollen, um nicht
die katholische Kirche zu verrathen. Der Ausdruck:
„Koblenzer Artikel“ ist eine, so viel bekannt, zuerst
vom Journal de Liège vorgebrachte boshafte Bezeich-
nung der Konvention, welche in jenem Blatte, als das
Werk von geheimen Berathungen mit dem Erzbischof
von Köln und von Trier dargestellt wird. Das vorlie-
gende Aktenstück beweist, wie die Konvention ent-
standen; in Koblenz fand nichts statt, als die Unter-
zeichnung derselben Seitens des Bischofs von Trier,
welcher in Trier selbst von der ganzen Sache unter-
richtet worden war; und niemand hat mit ihm in Ko-
blenz über diesen Gegenstand eine Konferenz gehalten
als der Erzbischof. Die Tendenz jener Bezeichnung
ist eben so klar als ihre Unwahrheit. Es war also die
nothwendige Folge dieser Schritte, dass bereits in den
nächsten Tagen die Bevölkerung der Stadt Köln und
des ganzen Erzstifts sich in der grössten Aufregung be-
fand. Die Regierung (hiess es) wolle Gewalt gegen den
Erzbischof gebrauchen, weil er den Forderungen der
Protestanten hinsichtlich der gemischten Ehen nicht
nachgegeben. Hier und da erhoben sich leidenschaftliche
Stimmen: aufrührerische Anschläge wurden an den
Thüren des Doms gefunden, welche die Katholiken auf-
forderten, das Joch der Protestanten abzuschütteln.

Die eigenen Amtshandlungen des Erzbischofs tru-
gen das Gepräge leidenschaftlicher Hefigkeit. So ent-
liess er sämmtliche Lehrer des Seminars, und trug zwei
Geistlichen auf, deren einer sein Sekretair, der Welt-
priester Michaelis war, den Seminaristen Vorlesun-
gen zu halten, ohne dass er der Regierung auch nur
die geringste Anzeige von dieser unzulässigen Wahl ge-
macht hätte.

1837 Telle était la substance des rapports qui parvinrent au gouvernement jusqu'au 12 novembre. Il est vrai que l'intention du gouvernement avait été de mettre le prélat dans l'impossibilité de continuer ses fonctions aussi illégalement, de l'engager sans scandale et sans publicité à choisir une résidence hors de son diocèse, mais en lui laissant la liberté la plus complète d'adresser sa justification au pape, à qui le gouvernement de son côté se proposait de soumettre aussitôt l'affaire. Jusque-là au moins on voulait éviter tout éclat et toute publicité.

Mais l'archevêque lui-même venait de commencer à donner de la publicité à l'affaire; et de plus, il l'avait fait d'une manière partielle, fausse et irritante; une fermentation affligeante et même inquiétante dans la population en avait été la suite.

Toutes les tentatives faites par le gouvernement pour mettre un terme, *sans employer la rigueur*, à la conduite illégale et perturbatrice de l'archevêque, étaient épuisées: il n'y avait plus de temps à perdre.

Sous le rapport de la *forme d'application* de la mesure de rigueur à employer, plusieurs moyens se présentaient au gouvernement.

L'archevêque avait désobéi aux lois du pays; il y avait manqué sciemment et avec préméditation. Sa persévérance dans l'exercice illégal de ses fonctions s'était manifestée par des actes et des déclarations qui avaient pris un caractère grave, puisqu'ils avaient excité du mécontentement contre le gouvernement. Une pareille conduite est sévèrement punie par les lois de toutes les nations. Le gouvernement du roi pouvait donc faire l'application des dispositions pénales, et déférer l'archevêque aux tribunaux. C'était là le premier moyen.

Quand des serviteurs de l'Etat ou de l'Eglise abusent de leurs fonctions au préjudice de l'ordre public, et que, dans l'intérêt de ce dernier, il devient nécessaire de mettre fin à l'exercice illégal de ces fonctions, il y a en Prusse, comme dans les autres pays, une voie administrative de répression. C'était le second moyen.

Mais quelle que soit la voie que l'on choisisse,

Dies war der wesentliche Inhalt der Berichte, welche der Regierung bis zum 12ten November zukamen. Es war die Absicht der Regierung gewesen, den Erzbischof, ohne alle Aufsehung und Oeffentlichkeit, zwar in die Unmöglichkeit zu setzen, in seiner gesetzwidrigen Amtsthätigkeit fortzufahren, indem man ihn veranlasste, einen Aufenthalt ausser der Diöces zu wählen, aber mit der vollsten Freiheit, seine Rechtfertigung dem Papste vorzutragen, dem Seitens der Regierung die Angelegenheit sogleich solle vorgelegt werden. Bis dahin wenigstens wollte man jede Veröffentlichung vermeiden.

Nun aber hatte der Erzbischof selbst den Anfang mit dieser Veröffentlichung gemacht: er hatte es auf eine einseitige, falsche, aufregende Weise gethan oder thun lassen; eine betrübende, ja bedenkliche Aufregung im Volke war daraus hervorgegangen.

Mit allen Versuchen, ohne Anwendung von Zwang, der verwirrenden Amtswirksamkeit des Erzbischofs Einhalt zu thun, war die Königliche Regierung nun zu Ende gelangt; es war keine Zeit mehr zu verlieren.

In Absicht der Art des in Anwendung zu bringenden Zwanges, boten sich ihr mehrere Wege dar.

Der Erzbischof war ungehorsam gegen die Gesetze des Landes; er hatte sie wissentlich und vorsätzlich übertreten; seine Beharrlichkeit in der gesetzwidrigen Ausübung seines Amtes hatte sich in Handlungen und Erklärungen kund gegeben, welche durch Erregung von Missvergnügen und Unzufriedenheit gegen die Regierung einen schweren Charakter annahmen. Eine Handlungsweise dieser Art ist in den Gesetzen aller Nationen mit nicht geringer Strafe belegt. Die Königliche Regierung konnte daher ihren Strafgesetzen Anwendung geben und das Einschreiten der Gerichte veranlassen. Dies war der eine Weg.

Gegen Diener des Staats und der Kirche, die ihr Amt zum Nachtheil der öffentlichen Ordnung missbrauchen, giebt es, wenn letztere gebietet, dass der gesetzwidrigen Ausübung des Amtes ein Ende gemacht werde, und keine schwerere Folge damit verbunden seyn soll, in Preussen, wie in andern Staaten, auch ein administratives Verfahren. Dies war der zweite Weg.

Es mag aber jener gerichtliche oder dieser admini-

1837 soit judiciaire, soit administrative, si l'ordre public ne permet pas d'attendre la fin de la procédure, on commence toujours par mettre un terme à l'exercice des fonctions.

Néanmoins le roi, par générosité et par considération pour la haute dignité de l'archevêque, décida qu'aucune procédure, soit judiciaire, soit administrative, n'aurait lieu, et qu'il ne serait pris, pour le moment, qu'une mesure qui ordinairement n'est qu'un accessoire nécessaire de l'une ou de l'autre. En même temps cette mesure, par la manière dont on l'exécuterait, devait avoir un caractère si solennel que cette générosité et cette considération se montreraient encore dans ce dernier acte contre l'archevêque.

Le président supérieur de la province fut chargé d'exécuter la mesure adoptée sous cet esprit et dans cette intention. Il reçut l'ordre de représenter à l'archevêque, en présence de plusieurs témoins distingués par leurs fonctions, sa lettre du 31 octobre; de lui demander s'il la reconnaissait et s'il persistait dans son contenu, et d'exhorter le prélat en même temps à se soumettre aux justes demandes du souverain. Dans le cas où ces dernières exhortations n'auraient pas de succès, il devait signifier au prélat qu'il était impossible qu'en un tel état de choses il exerçât plus longtemps ses fonctions archiépiscopales; que par conséquent on ne pouvait lui permettre de rester dans le diocèse, mais qu'il lui était loisible de choisir une résidence hors des limites du diocèse, en Westphalie, sa patrie. Qu'arrivé là, rien ne l'empêcherait d'écrire à Rome ou de s'y rendre lui-même, pourvu qu'il donnât la promesse de s'abstenir de tout acte administratif du diocèse. En cas de refus de cette promesse, et pour assurer le but de la mesure, il lui serait assigné comme séjour provisoire la ville de Minden, située non loin du lieu de sa naissance, et toutes les mesures seraient prises pour assurer immédiatement son départ.

strative Weg eingeschlagen werden, so beginnt die 1837
Einleitung des Verfahrens, wenn die öffentliche Ordnung es nicht verstattet, das Ende des letzteren abzuwarten, stets damit, dass der Ausübung des Amtes ein Ziel gesetzt wird.

Aus Grossmuth und Achtung vor der hohen Würde des Erzbischofs, beschlossen Seine Majestät der König, weder ein gerichtliches noch ein administratives Verfahren eintreten zu lassen, sondern vor der Hand auf eine Maassregel Sich zu beschränken, welche in andern ähnlichen Fällen nur die nothwendige Begleiterin des einen wie des anderen Verfahrens zu seyn pflegt, derselben aber durch die Art der Ausführung einen solchen feierlichen Charakter zu geben, dass jene Grossmuth und Achtung auch in diesem letzten Akte gegen den Erzbischof sich abspiegelten.

In dieser Ansicht und Gesinnung wurde die Ausführung der beschlossenen Maassregel dem Ober-Präsidenten der Provinz übertragen. Es sollte dieser, unter Zuziehung mehrerer, durch ihre amtliche Stellung ausgezeichneten Zeugen, dem Erzbischof sein Schreiben vom 31sten Oktober zur Anerkennung vorlegen und ihn zur Erklärung auffordern, ob er bei dem Inhalte desselben beharre, es selbst auch noch an Ermahnungen an den Prälaten nicht fehlen lassen, sich dem gerechten Verlangen des Landesherrn zu fügen, sodann aber, wenn auch diese fruchtlos seyen, dem Prälaten ankündigen, dass unter den obwaltenden Umständen die Ausübung seines erzbischöflichen Amtes und folglich auch sein Aufenthalt in der Erzdiöcese nicht länger gestattet werden könne, ihm jedoch frei stehe, sich ausserhalb jener Diöcese in seinem Heimathslande, der Provinz Westphalen, einen beliebigen Aufenthaltsort zu wählen, von wo aus er sich demnächst schriftlich oder auch persönlich nach Rom zu wenden nicht verhindert seyn würde, sofern er nur, damit weiterer Verwirrung der Verhältnisse vorgebeugt werde, das Versprechen leisten wolle, hinführo keinerlei Amtshandlung vorzunehmen: im Falle der Verweigerung dieses Versprechens, sollte dagegen dem Erzbischof, zur nothwendigen Sicherung des eben bezeichneten Zwecks, die in der Nähe seiner Heimath belegene Stadt Minden als einstweiliger Wohnsitz angewiesen und seine unverzügliche Abreise dahin veranlasst werden.

1837 Cet ordre expédié le 15 novembre 1837, a été exécuté le 20 du même mois par le président supérieur, de la manière la plus consciencieuse.

Ce jour-là, vers 6 heures du soir, ce fonctionnaire, accompagné du président de régence *Rupenthal*, du premier bourgmestre *Steinberger*, et du conseiller de régence *Birks* (ces deux derniers sont catholiques), tous en grand uniforme, se rendit auprès de l'archevêque et lui développa successivement la commission dont il était chargé. Le prélat reconnut sa lettre du 31 octobre et confirma de nouveau la déclaration y contenue. Les représentations les plus pressantes du président supérieur, que les témoins n'entendirent pas sans émotion, furent sans effet; l'archevêque ne voulut céder qu'à la force. Il ne resta donc au commissaire du roi qu'à procéder à l'exécution de la partie la plus pénible de ses ordres, la translation forcée de l'archevêque à Minden. Les détails circonstanciés se trouvent dans le procès-verbal (*annexe Y*) qui fut dressé immédiatement.

La fermentation qui s'était manifestée les jours précédents, et qui trouvait un nouvel aliment dans l'attente de la fête prochaine (23 novembre) de l'archevêque, avait décidé le président supérieur à prendre quelques mesures de précaution, afin de prévenir les excès qui pourraient avoir lieu. A cette fin, et pendant que ce fonctionnaire se trouvait chez l'archevêque, les abords de la rue assez isolée où se trouve le palais archiépiscopal, furent fermés par des détachements d'infanterie, et le palais même fut cerné par la police. Mais à l'exception des rues les plus rapprochées, le public ne s'aperçut pas de l'exécution de cette mesure; et sur les points occupés par la troupe, à peine quelques personnes se joignirent à celles qui se trouvèrent arrêtées dans leur chemin. Tout resta tranquille. L'archevêque partit à 7 heures passées et, ainsi qu'il en avait témoigné le désir, dans sa propre voiture. Il était accompagné par le colonel de la 8e brigade de gendarmerie, M. de Sandrart. Comme il n'y avait pas moyen de se passer d'une escorte militaire, à cause des accidents qui pouvaient survenir en route, cet officier avait été choisi exprès par le président supérieur, parce que l'archevêque et lui se connaissaient depuis longtemps.

Der unterm 15ten November d. J. ausgefertigten **1837** Königlichen Ordre ist der Ober-Präsident mit gewissenhafter Sorgfalt am 20sten desselben Monats nachgekommen.

An diesem Tage, Abends gegen 6 Uhr, begab sich derselbe in Begleitung des Regierungs-Präsidenten Ruppenthal, des Ober-Bürgermeisters Steinberger und des Regierungs-Raths Birks (beide letztere katholischer Confession), sämmtlich in voller Uniform, zu dem Erzbischof, und richtete in besonnener stufenweiser Entwicklung seinen Auftrag aus. Der Prälat erkannte sein Schreiben vom 31sten Oktober an; er bestätigte von Neuem die darin abgegebene Erklärung; die eindringlichsten Vorstellungen des Ober-Präsidenten, welche die Zeugen nicht ohne Rührung liessen, waren fruchtlos; nur der Gewalt wollte der Erzbischof weichen. Dem Königlichen Kommissarius blieb daher nichts übrig, als das Aeusserste seines Auftrages, die zwangsweise zu veranlassende Reise nach Minden, in Ausführung zu bringen. Den näheren Hergang erzählt in allgemeinen Zügen, wie die Aufregung des Augenblicks und die Kürze der Zeit sie erlaubte, das die Beilage Y. bildende Protokoll.

Die in den vorhergegangenen Tagen stattgefundene Aufregung, welche in der Erwartung des einige Tage darauf (23sten November) eintretenden Namensfestes des Erzbischofs noch neue Nahrung fand, hatte den Ober-Präsidenten bewogen, zur Vermeidung möglicher Excesse, einige Vorsichtsmaassregeln zu veranlassen. Zu dem Ende waren in der Zeit, als sich derselbe bei dem Erzbischof befand, die Zugänge der ziemlich abgelegenen Strasse, in welcher die erzbischöfliche Curie liegt, durch Infanterie-Detachements gesperrt, und die Curie selbst durch Polizei-Offizianten umstellt. Mit Ausnahme der nächsten Strassen wurde jedoch das Publikum von der Ausführung der Maassregel nichts gewahr, an den Absperrungspunkten der Strassen hatten sich kaum mehr Menschen eingefunden, als die sich gerade in ihrem Wege aufgehalten sahen, und diese waren ruhig. Der Erzbischof fuhr nach 7 Uhr ab, in seinem eigenen Wagen, wie er gewünscht hatte, zusammen mit dem Obersten und Brigadier der 8ten Gendarmerie-Brigade, von Sandrart, den, da wegen möglicher Weise unterwegs eintretender Wechsel-

L'archevêque arriva à Minden le 22 novembre. Selon son désir, on avait préparé pour lui un logement particulier dans la maison d'un négociant. Les autorités locales ont reçu l'ordre de le traiter avec tous les égards et le respect dus à sa dignité, de ne pas gêner sa liberté plus qu'il n'est nécessaire pour l'empêcher d'exercer des fonctions officielles.

Quant à l'administration du diocèse de Cologne, l'ordre royal du 15 novembre portait qu'aussitôt que l'éloignement de l'archevêque aurait été jugé nécessaire et exécuté, le président supérieur assemblerait le chapitre métropolitain; qu'il le chargerait de s'occuper sans délai des mesures à prendre selon les préceptes canoniques, pour l'administration des affaires, et pour suppléer à l'état d'empêchement des fonctions archiépiscopales; qu'il l'engagerait aussi à faire immédiatement et directement un rapport au pape, et à exposer les demandes qu'il jugerait convenables.

En même temps qu'un avis adressé au public (*annexe W*) par les ministres des cultes, de la justice, de l'intérieur et de la police, fut publié par les journaux, le président supérieur réunit le 21 novembre le chapitre métropolitain en assemblée solennelle, lui fit les communications nécessaires, et lui remit le rescrit du ministre des cultes (*annexe X*).

Le même jour encore, le chapitre métropolitain prit, *ad interim*, l'administration du diocèse.

fälle eine militairische Begleitung nicht zu umgehen war, 1837 der Ober-Präsident gerade deshalb ausgewählt hatte, weil er aus früherer Zeit mit dem Erzbischof bekannt ist.

Am 22sten November kam der Erzbischof in Minden an. Es nahm ihn ein auf seinen Wunsch schleunig ermitteltes Privat-Quartier in dem Hause eines Kaufmanns auf. Die dortigen Behörden sind angewiesen, ihm alle seiner Würde wie seiner Person gebührenden Rücksichten angedeihen zu lassen und ihn im Gebrauche seiner persönlichen Freiheit nicht mehr zu beschränken, als es der Zweck, ihm die Ausübung erzbischöflicher Amtshandlungen unmöglich zu machen, nothwendig erfordert.

In Beziehung auf die künftige Verwaltung der Erzdiözese Köln, sollte, nach der Königlichem Ordre vom 15ten November, sobald die Nothwendigkeit der zwangsweisen zu veranlassenden Entfernung des Erzbischofs eingetreten, das Metropolitan-Kapitel von dem Ober-Präsidenten aufgefordert werden, nach den kanonischen Vorschriften bestimmungsmässig diejenigen Maassregeln einzuleiten und zu treffen, welche zur Aufrechthaltung des unentbehrlichen Geschäftsganges erforderlich und dem Zustande der eingetretenen Hemmung des erzbischöflichen Amtes angemessen seyen, auch über diesen Vorgang an den päpstlichen Stuhl mit den ihm geeignet scheinenden Anträgen sofort unmittelbar zu berichten.

Demgemäss hat der Ober-Präsident, während zur Belehrung des Publikums eine für diesen Fall auf Allerhöchsten Befehl von den Ministerien der geistlichen Angelegenheiten, der Justiz und des Innern und der Polizei erlassene, unter W. beiliegende Bekanntmachung in den öffentlichen Blättern erschien, das Metropolitan-Kapitel am 21sten November feierlich versammelt, demselben die entsprechende Eröffnung gemacht und ihm zugleich das unter X. beiliegende Schreiben des Ministers der geistlichen Angelegenheiten übergeben.

Noch an demselben Tage ist sodann von dem Metropolitan-Kapitel die interimistische Verwaltung der Erzdiözese übernommen worden.

69.

Discours prononcé par S. S. le Pape dans le Consistoire secret tenu le Dimanche, 10 Décembre 1837, relativement à l'événement de Cologne.

(Diario di Roma du 5 Janv. 1838.).

Venerabiles Fratres !

Dum intima conficeremur amaritudine ob afflictas passim ac pene prostratas Catholicae Ecclesiae res, atque eo loco positi, quo plorare mala non sufficit, curas cogitationesque omnes intenderemus ad contritiones Israel, pro tradita divinitus Nobis potestate, sanandas; nova repente accessit doloris causa, quam sane profiteremur eo Nobis acerbiores accidisse, quo minus expectandam existimabamus. Nec vero latere Vos potest, Venerabiles Fratres, quorsum ista referantur, et unde animum Nostrum subierit sollicitudo coetus vestri huc protinus advocandi. De re namque agitur minime obscura, neque ex privatis tantummodo nuntiis accepta, imo satis jam per publicas litteras evulgata. Gravissimam querimur injuriam illatam nuper Venerabili Fratri Clementi Augusto Archiepiscopo Coloniensi, qui regio jussu omni pastoralis jurisdictionis usu prohibitus, e sua sede per vim magnoque armorum apparatu ejectus, atque alio relegatus est.

Inde autem tanta illi calamitas obtigit, quod constanter quidem paratus reddere Caesari quae Caesaris sunt, at memor officii sui de Ecclesiae doctrina et disciplina religiose servanda, non aliam sibi in mixtarum nuptiarum negotio proposuerit regulam, praeter eam quae Apostolicis litteris ad Archiepiscopum et Episcopos in parte occidentali Borussici regni datis die 25 Martii anni 1830 ab fel. mem. Pio VIII Praedecessore Nostro fuerat declarata. Atqui tamen per ejusmodi litteras Sancta haec Sedes suam eo usque protulerat indulgentiam, ut ipsa verissime dici queat illos attigisse limites, quos praetergredi nefas omnino sit.

Cui profecto benignitatis rationi exploratissimum Vobis est commemoratum Decessorem Nostrum aegre

admodum inhaesisse, non aliunde quidem adductum, 1837
quam necessitate praecavendi funestiora mala, Ecclesiae
et Catholico illarum regionum Clero ex intentatis minis
certissime obventura. Quis porro futurum putaret, ut
Pontificia isthaec declaratio, indulgentissima licet et se-
mel atque iterum per Regium in Urbe Oratorem ac-
cepta, eo sensu adhiberetur, qui inconcussa Catholicae
Ecclesiae principia perveteret, et hujus Apostolicae Se-
dis menti penitus repugnaret? Verum quod nemo unus
fingere aut excogitare posset, quodque vel leviter su-
spicari crimen fuisset, id artificioso saecularis potestatis
impulsu factum est. Vix rem non sine maxima animi
molestia novimus, nihil distulimus quin expostulationes
Nostras iis ad quos pertinebat deferendas committere-
mus, una simul declarantes quanta Nos ex Apostolico
munere teneret necessitas fideles opportune monendi, ne
illud ab Sancta hac Sede profectum arbitrarentur, a quo
ipsa plane abhorreret. Cumque ita Nobis fuisset re-
ponsum, veluti nullo querelae Nostrae inniterentur fun-
damento; epistola accessit alterius ex praedictae regio-
nis Praesulibus, qui, instante morte, redditurus aeterno
Judici rationem villicationis suae, misso ad Nos auto-
grapho instructionis traditae ab Episcopis urgente civili
Gubernio; accurate significabat se, *damna gravissima*
exinde Ecclesiae oritura, laesosque illius Canones,
divinae gratiae lumine inspicientem, errorem, cui
subscripserat, libera mente motuque proprio re-
tractare. In curam proinde statim incubuimus ut, per-
lato ad Serenissimum Regem germano istius apographi
exemplo, magis magisque innotasceret, Nos initam a
memoratis Episcopis rationem interpretandi Apostolicas
Praedecessoris Nostri litteras, utpote Ecclesiae princi-
piis ac legibus adversantem, omnino reprobare.

Ex his pronum est Vobis intelligere, Venerabiles
Fratres, nullam in ejusmodi negotio officii partem per
Nos fuisse praetermissam. Attamen (moerentes dicimus
penitusque dolore perculsi) Nobis plane insciis, et ae-
quum ad has Nostras expostulationes declarationesque
responsum adhuc praestolantibus, indictum Archiepi-
scopo Coloniensi est, ut vel interpretationem illam per
Nos improbatam circa mixtas nuptias sectaretur, vel
episcopale munus dimitteret, patefacta, si secus faceret,
Gubernii sententia de pastoralis jurisdictione ei prorsus
interdicenda. Nec mora: illo, uti par erat, reluctantem,

1837 res ita contigerunt quemadmodum initio perhorrescentes exponebamus. Atque hic adhibitam Nobiscum rationem attendite : nonnisi enim prima die vertentis mensis hodiernus Borussici Regni Negotiorum Gestor nuntiavit uti proxime eventurum , vel eo ipso temporis momento perficiendum , quam jam a die vicesima prima superioris mensis factum consummatumque fuerat. Quae cum ita sint , illud , Venerabiles Fratres , Deo , Ecclesiae , ac ministerio quo fungimur , Nos debere sentimus , ut apostolicam vocem attolentes , ecclesiasticam immunitatem violatam , episcopalem dignitatem despectam , sacram jurisdictionem usurpatam , Catholicae Ecclesiae Sanctaeque hujus Sedis jura pessumdata palam in Coetu Vestro reclamemus. Id autem dum facimus , Viro omnigena virtute praestanti Coloniensi Antistiti redditam una pariter volumus meritissimam laudem , ob religionis causam ab ipso tanto cum sui discrimine invicte propugnata.

Hanc vero nacti opportunitatem , quod privatim hucusque praestare non destitimus , publice nunc solemniterque denuntiamus , Nos scilicet inductam perperam in Borussiae Regno quamlibet praxim circa connubia contra genuinum sensum declarationis ab Decessore Nostro editae penitus reprobare. Ceterum , malis adversus immaculati Agni Sponsam quotidie magis ingruentibus , non possumus quin Vos procurationis Nostrae participes pro eximia vestra religione ac pietate vehementer excitemus ad fervidas Nobiscum preces Patri misericordiarum humiliter offerendas , ut respiciat propitius de excelso coelorum habitaculo super vineam quam plantavit dextera ipsius , diuturnamque ab ea tempestatem clementissime propuset.

70.

*Déclaration du Roi des Pays - Bas
portant l'extension du Traité de navigation
conclu le 3^e Juin 1837 avec
la Prusse sur le Duché de Nassau.
En date du 12 Décembre 1837.*

(Gazette de l'Etat imprimée à la Haye, 1837.).

Nous Guillaume , par la grace de Dieu roi des

Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg etc. 1837

à tous ceux qui ces présentes verront, salut!

Vu le Traité de navigation conclu le 3 Juin dernier entre les Pays-Bas et la Prusse, ainsi que notre arrêté du 30 Juillet qui s'y rapporte;

sur la proposition de notre ministre des affaires étrangères du 9 de ce mois;

Vu les pièces qui y sont annexées, et desquelles il résulte que le gouvernement du duché de Nassau consent à restituer aux navires des Pays-Bas faisant la navigation directe, et sur les chargemens importés dans le duché, les deux tiers des droits de navigation sur le Rhin payés en Prusse de la même manière et sur le même pied que cette restitution a lieu dans le royaume de Bavière et de Wurtemberg et dans les grand-duchés de Bade et de Hesse pourvu que les navires sous pavillon de Nassau soient admis à la jouissance réciproque de tous les avantages accordés aux navires prussiens par l'art. 7 lettre B du traité sus-mentionné;

Avons arrêté et arrêtons :

Les navires appartenans à des sujets du duché de Nassau, ainsi que leurs chargemens, jouiront, de même que les navires sous pavillon prussien des avantages mentionnés en l'article 7, lettre B du Traité conclu entre les Pays-Bas et la Prusse, le 3 Juin dernier, et ce, pendant toute la durée de l'existence de ce Traité. Nos ministres des affaires étrangères et des finances sont chargés de l'exécution du présent, qui sera inséré dans la Gazette de l'Etat.

Donné à la Haye, le 12 Décembre 1837, et de notre regne le 24me.

Signé: GUILLAUME.

71.

Déclaration ministérielle publiée en Prusse sur le renouvellement de la convention d'étappes subsistante avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, en date du 12 Décembre 1837.

(Gesetz-Samml. für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1838. Nro. 30.).

Nachdem die zwischen der Königlich Preussischen und der Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen Regierung unter dem 13. Januar 1830. erneuert abgeschlossene Militär-Durchmarsch- und Etappen-Konvention, der in dem Artikel V. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1. Oktober d. J. abgelaufen ist, das Bedürfniss einer die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Verständigung aber noch fort-dauert, so sind die beiderseitigen Regierungen übereingekommen, die vorgedachte Konvention in allen ihren Punkten dergestalt zu erneuern, dass dieselbe bis zum 1. Oktober des Jahres 1846., jedoch mit folgenden Modificationen, ferner gültig seyn soll:

- 1) Die Benutzung der Etappe Buttstedt in der bisherigen Art wird Königlich Preussischer Seits nur für ausserordentliche Fälle vorbehalten; dagegen werden die in der Gegend von Weissensee und Sömmerda einquartierten Königlich Preussischen Truppen auf dem Marsche nach Erfurt ihren Weg künftig über Stotternheim durch das Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische Gebiet nehmen, auf welcher letzteren Strasse jedoch Königlich Preussischer Seits weder Vorspann noch Quartier gefordert werden wird;
- 2) die Vergütung des von Grossherzoglichen Unterthanen für Königlich Preussische Truppen gestellten Vorspanns wird auf den Etappen

a) von Eisenach nach Gotha	zu 3½ Meilen,
b) - Eisenach - Vacha	- 4½ -
c) - Vacha - Hersfeld	- 3½ -

 berechnet werden;

- 3) die in ganzen Truppentheilen oder doch unter **1837**
Führung von Offizieren marschirenden Königlich
Preussischen Truppen werden auf den Grossher-
zoglichen Etappen die Kosten ihrer Verpflegung
sowohl, als auch die Vorspann- und Botenlöhne
sofort baar vergüten; die Zahlungen für die im
Grossherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach em-
pfangenen Leistungen werden in der Regel an
die jenseitigen Etappen-Kommissarien, und nur
in den Fällen, wo der kommandirende Offizier
in einer anderen Stadt oder einem Dorfe ein-
quartiert seyn sollte, an die dortigen Ortsvorge-
setzten, unter Ertheilung von Bescheinigungen der
jenseitigen Prästationen, geleistet.

Hierüber ist Königlich Preussischer Seits gegen-
wärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und solche
mit dem Königlichen Insiegel versehen worden.

Berlin, den 12. Dezember 1837.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen An-
gelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen
eine übereinstimmende Erklärung des Grossherzoglich
Sachsen-Weimarschen Staatsministerii der auswärtigen
Angelegenheiten ausgewechselt worden ist, hierdurch
zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 23. August 1838.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. WERTHER.

72.

*Décision du Ministère des Finances
du grand-duché de Bade, relative
aux droits de transit pour la Suisse.*

En date du 16 Décembre 1837.

(Gazette de Lausanne).

Est affranchi du paiement des droits de plombage,
de passavant et d'acquit-à caution.

606 *Note du Chevalier Bunsen, Envoyé extraord.*

1837 le transit par les routes situées d'une part entre l'île Schuster et Rheinfelden, et d'autre part entre l'île Schuster ou Rheinfelden et Waldstrut, Kadelbourg, Erzingen et Riedern;

le transit de Leopoldshafen et de Heidelberg, à destination de l'un des ports du lac de Constance, appartenant à l'association et d'un port badois du lac, à destination des deux villes ci-dessus ou de Manheim; les expéditions quelconques effectuées de Manheim ou de Wertheim (sur le Mein);

les droits de *plombage* seront perçus dans le cas où le bris des cachets de la douane et l'enlèvement des plombs apposés rendraient nécessaire une apposition nouvelle *).

73.

Note du Chevalier Bunsen, Envoyé extraordinaire de la Prusse près le St. Siège adressée à la cour de Rome, en date d'Ancone, le 17 Décembre 1837 et Réponse du Cardinal-Secrétaire d'état du Pape.

(Publication officielle de la cour de Rome).

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse près le Saint-Siège, en mettant le pied sur le territoire pontifical vient de connaître par la voix publique le fait

*) Cette disposition a été prise en vertu des réserves que le grand-duché de Bade et le Wurtemberg ont faites au sujet de leur transit sur la Suisse, en accédant à l'association des douanes allemandes. Le but de l'exemption qui s'y trouve stipulée est de conserver au grand-duché et au Wurtemberg le transit à destination de la Suisse, et de les mettre en mesure de soutenir la concurrence du canal d'Alsace en leur donnant les moyens de transporter, par leurs routes respectives, les marchandises qui les empruntent, au même prix que le canal, ou à des prix peu différens. Une ordonnance semblable a été publiée en même temps dans le Royaume de Wurtemberg, relative aux expéditions de transit à destination de la Suisse effectuées par le territoire Wurtembergois.

et le contenu général de l'allocution tenue de la part 1837 de Sa Sainteté relativement à l'affaire de Cologne.

Profondement affligé de la nouvelle complication, que menace de donner aux rapports existans cette démarche, le Soussigné, fidèle au but de la mission spéciale dont il vient d'être honoré par le Roi son auguste maître, se borne, dans la note actuelle aux *deux points* qu'il est de son devoir de faire constater sans délai à Son Eminence Revme Monseigneur le Cardinal Lambruschini Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté à ce sujet.

Le *premier point* est de fixer bien, dans ce moment décisif, le point de vue dont le Roi de Prusse est parti en mettant temporairement un terme à l'exercice des fonctions épiscopales de Mgr. l'archevêque de Cologne. Le Soussigné a l'honneur d'observer que, pour ne pas compliquer davantage la question, le but de cette exposition n'est point de prouver combien ces intentions et ces suppositions sont incontestablement fondées sur des faits positifs et des principes généralement reconnus, mais seulement de faire foi de l'existence des mêmes dans l'esprit de Sa Majesté.

Quant *au passé* d'abord, Sa Majesté n'a entendu exercer aucun acte de juridiction quelconque, ni de s'attribuer aucun droit de déposer ou de suspendre l'archevêque comme tel. Le Roi au contraire, en respectant le caractère sacré de ses fonctions spirituelles, n'a entendu qu'exercer un acte de cette *propre défense* qui, fondée pour tous dans le droit de nature, est dans un degré éminent inhérent au droit divin de chaque souveraineté.

Sa Majesté a donc cru qu'un tel acte en soi même ne saurait point être taxé d'attentatoire aux droits de l'épiscopat et à ceux de la Cour Pontificale en particulier, à moins qu'on ne suppose *impossible*, qu'un évêque puisse donner occasion au gouvernement dont il est le sujet, d'exercer contre lui le droit en question.

Mais Sa Majesté ne s'est décidée à l'exercice de ce droit de la propre conservation qu'après avoir dû renoncer à l'espoir de voir le Saint-Siège, par un acte de son autorité suprême, la dispenser d'une si triste et si déplorable nécessité.

De plus, l'exécution de cette démarche, annoncée d'avance au Saint-Siège comme devant devenir indispensable pour la sûreté du Royaume et pour le main-

1837 tien de l'honneur de la Couronne, n'a eu lieu qu'à la suite d'un *commencement* de troubles qui menaçaient d'une révolution une province entière, et qui furent, d'après les rapports *unanimes* des autorités, excités directement ou indirectement par l'archevêque ou ses prétendus amis; car *jusqu'au 14 Novembre dernier* le Roi n'avait pas pris la résolution de procéder à la démarche avant d'en avoir encore une fois avisé la Cour de Rome et demandé son intervention bienveillante. Les démarches de l'archevêque et les conséquences des mêmes rendirent *impossible* tout délai. Voilà les points de vue dont Sa Majesté a dû partir en calculant l'effet que cet *acte de nécessité* pourrait produire sur la Cour de Rome. Le résultat de ce fait que doit constater la note actuelle, paraît devoir être que le Roi n'a pu voir une cause de rupture dans l'acte même, auquel il s'est vu contraint mais a dû y supposer un objet d'explications amicales, soit officielles, soit confidentielles.

Il en est de même quant aux intentions de Sa Majesté relativement *au développement ultérieur* de cette affaire.

Le Roi, loin de vouloir attenter aux droits qu'il reconnaît au Saint-Siège, a crû lui donner, par les communications à faire à ce sujet, au contraire une preuve *très signalée* du respect qu'elle Lui porte, et de déférence peu commune qu'elle avait l'intention de Lui montrer. Loin de se constituer juge Lui-même, dans les points qui sont du domaine canonique, le Roi jusqu'ici n'a fait que laisser intacte le *jugement canonique* qu'Elle attendait de Sa Sainteté. Rien n'avait été préjugé définitivement de la part du gouvernement, qui s'était bien gardé de prononcer l'arrestation de l'archevêque et l'empêchement de l'exercice de ses fonctions comme un acte plus que transitoire, devenu nécessaire pour le moment. C'était *le Pape* qu'un monarque puissant, et fort de l'amour de ses peuples, un souverain étranger, pour sa personne, à la communion de l'Eglise romaine-catholique, voulait reconnaître et faire publiquement *juge* de cette question: position certainement honorable pour le Saint-Siège, et le contraire absolu d'un procédé attentatoire à la dignité du Saint-Siège. La confiance dans la justice de sa cause et dans la sagesse du Saint-Siège était telle, que le

Roi voulait acquiescer dans ce jugement du Souverain 1837 Pontife.

Toutes ces intentions reposaient cependant sur une supposition fondamentale, c'est à dire celle que le Saint-Siège voulût bien *s'instruire complètement* sur cette affaire importante, avant de prononcer un jugement que lui déferait un Souverain puissant, pour preuve manifeste que dans les affaires spirituelles rien n'est plus étranger à ses principes que d'user de la force du pouvoir temporel.

Les données nécessaires pour cette instruction avaient deux élémens : des documens et des faits susceptibles de la publicité, ou du moins d'une communication aux cours alliées, et, en second lieu, des renseignemens d'une nature plus délicate et plus secrète. Quant aux premiers, le Roi avait donné l'ordre de les recueillir dans un *mémoire officiel*, rédigé pour être éventuellement prêt pour la publicité, mais qui cependant ne devait pas y être livré, qu'autant que la Cour de Rome, dont le tribunal devait être saisi de la cause, l'aurait désiré. Cette déférence paraîtra d'autant plus grande en face des provocations les plus acharnées de la part de l'archevêque et de ses amis.

Quant aux renseignemens secrets, le Soussigné devait les présenter confidentiellement à la Cour de Rome, avec cette confiance qui est propre aux rapports amicaux existans. Le Roi avait fait, pour cet effet, le Soussigné le dépositaire vivant de ses pensées. Ainsi, comme pour le passé il ne pouvait y avoir rien d'attention ou d'hostile dans la manière d'agir du Roi, „quelque fût le jugement définitif du Saint-Siège sur le fond de l'affaire,” car il ne s'agit ici que de constater les intentions et suppositions de Sa Majesté; ainsi, quant au développement ultérieur que Sa Majesté avait en vue, on ne voit guères ce que Sa Sainteté aurait pu désirer d'avantage.

Tout ce qui pouvait (à ce que supposait Sa Majesté) intéresser le coeur paternel de Sa Sainteté : la situation personnelle de l'archevêque — l'administration du diocèse — les affaires pendantes quant à l'exécution de la prohibition pontificale des oeuvres de Hermes — enfin l'exécution des dispositions pontificales relativement aux mariages mixtes — tout cela devait être *soumis* au jugement du Saint-Siège, mais bien entendu,

1837 après que, saisi de l'affaire il aurait entendu le gouvernement royal, qui se constituait partie plaignante dans l'affaire canonique, contre l'archévêque.

Voilà l'étendue et la portée des intentions de Sa Majesté, dont la première partie de cette note doit faire au Saint-Siège foi, après les communications qui auront déjà eu lieu au moment actuel, et conformément aux instructions dont ces communications sont parties. Les mêmes intentions ont été communiquées à la Cour de Vienne *entre le 9. et le 11. du courant*. C'est donc à ce qu'il paraît d'après ces intentions que le Roi devra juger la portée de l'acte qui vient d'avoir lieu. C'est aussi d'après les mêmes qu'Elle devra agir aussitôt qu'Elle aura reçu une réponse catégorique à la demande que le Soussigné doit, après l'esprit de ses instructions, adresser au Saint-Siège dans la circonstance actuelle, et dont l'exposition succincte forme la *seconde partie* de cette note.

La *question pratique* sous ce rapport ne saurait être que celle de savoir :

Si l'acte de l'allocution doit dans l'intention de Sa Sainteté constituer un jugement définitif, excluant l'examen de la cause qui allait, d'après les intentions du Roi, s'instruire devant Elle, ou du moins le préjuger définitivement ; ou si le Saint-Siège veut encore se saisir de cette cause en se réservant la liberté de l'examiner avec cette impartialité dont la supposition avait fait concevoir à Sa Majesté l'idée énoncée pour l'arrangement définitif de la même ?

Il paraît clair que, dans la première supposition, l'intention du Roi a été malheureusement détruite par un acte non prévu et que, par conséquent, le Saint-Siège, ne voulant pas recevoir les renseignements, dont le Soussigné est le porteur au nom du Roi, il établit *un commencement d'hostilité*, d'après le principe du droit des gens.

Dans cette supposition le Saint-Siège aurait implicitement voulu *rompre* par cet acte les relations amicales qui existent entre les deux cours et prendre sur lui les conséquences, qui en doivent découler. Cette conséquence paraît aussi naturelle et nécessaire que fâcheuse ; mais le Soussigné a l'ordre de déclarer encore *explicitement* au Saint-Siège, que le refus de recevoir les communications diplomatiques, dont il est

le dépositaire, devrait être considéré par Sa Majesté 1887 comme un acte d'hostilité et comme la déliant de l'exécution de ses intentions amicales comme de ses engagements antérieurs. Le Roi considère l'honneur de la couronne d'autant plus liée à l'honneur de sa Mission qu'il n'a eu aucune hésitation d'indiquer d'avance, et sans réserve, l'esprit de conciliation et de déférence illimitée qui l'a motivée. C'est cette considération qui impose au Soussigné le sacré devoir de se faire précéder par cette note, qu'il expédie d'Ancone même par le courier de cabinet qui l'accompagne, et qu'il a l'intention de suivre aussi directement qu'il pourra. La position de l'Envoyé du Roi, muni de tous les pouvoirs pour seconder dans les quatre points indiqués les vues du Saint-Siège ne doit pas être pour un moment douteuse par la raison même que sa mission n'a qu'un but de paix et de conciliation.

Le Soussigné, sûr que l'allocution qu'il n'a pas même vûe, ne contient rien qui puisse être injurieux à la Majesté de la dignité royale, et n'ayant aucune connaissance d'autres actes qui seraient d'une nature hostile, n'hésite donc pas de déclarer à Son Eminence qu'il n'est pas disposé à voir une déclaration implicite de cessation des rapports amicaux et un commencement d'hostilité dans ce fait même. Il peut concevoir que le Saint-Siège ait crû devoir protester de cette manière si solennelle contre l'apparence même d'une connivence dans ce que, contraire aux intentions non équivoques de Sa Majesté, il aurait considéré comme un acte hostile, ou du moins attentatoire aux libertés d'Eglise dont Sa Sainteté est le Chef, et aux droits du Saint-Siège. Fâcheux et imprévu qu'un tel acte devra donc être à Sa Majesté, le Soussigné ne croit pas qu'Elle devra y voir dans ce sens une déclaration de guerre.

Sa Majesté, en tout cas, prévoit trop clairement les conséquences incalculables qu'une telle rupture pourra avoir pour la paix du monde et pour le repos de la Société Européenne, pour qu'elle ne voudrait d'autant moins se charger de la responsabilité de l'avoir acceptée implicitement, que l'esprit prononcé de son peuple, l'état de la province rhénane, et les dispositions du clergé Catholique de la Monarchie démontrent au monde que ce n'est pas pour l'intégrité de ses états et pour la sûreté de son trône qu'Elle craindrait de l'accepter. Il

1837 ne le ferait donc que sur *une déclaration explicite et catégorique* quant au point en question.

Le Soussigné a tâché de dépouiller les deux parties de cette note de toutes les difficultés dont l'affaire elle-même est hérissée. Il n'a voulu rien prouver, rien déduire, mais simplement *constater* le véritable état de la chose.

En se flattant que Son Eminence voudra rendre justice a cette intention et juger la communication contenue dans cette note d'après l'esprit qui l'a dictée, il profite de cette occasion pour Lui renouveler l'hommage respectueux de sa plus haute considération.

BUNSEN.

Réponse du Cardinal Lambruschini, en date de Rome, le 25 Décembre 1837.

Il Cardinal Segretario di Stato ha ricevuto la nota, che Vostra Eccellenza gli ha diretta d'Ancona in data del 17. del corrente mese. Essendosi recato a dovere di porla senza indugio sotto gli occhi di Sua Santità, ne ha ricevuto L'ordine di fare alla medesima la seguente risposta.

Fu gravemente sorpresa, e profondamente afflitta la Santità di Nostro Signore nell' apprendere, come Monsignor Arcivescovo di Colonia fosse arestato, e strappato a forza dal suo Gregge. Il Santo Padre avrebbe mancato all' indispensabile dovere, che gl' impone l'Apostolico suo Ministero, se in un fatto così manifestamente oltraggioso ai diritti della Chiesa, ed alla sagra dignità Episcopale, si fosse taciuta. Sua Santità era poi astretta da un altro motivo non men forte a parlare, perche il suo silenzio vorebbe stato giustamente interpretato dai fedeli come una connivenza alla gravissime violazioni di sopra accennate; e questo tanto più, in quantochè da alcune espressioni inserite nei documenti pubblicati in tale occasione dal Governo Prussiano i Cattolici avrebbero potuto inferire che la S. Sede ne fosse a parte.

L'Allocuzione Pontificia pertanto altro non è che una protesta pubblica contro un fatto pubblico, che un reclamo solenne contro una manifesta e scandalosa violazione dei sagri diritti della Chiesa. Qualunque altra intenzione le si volesse attribuire, non potrebbe essere

che l'effetto di una gratuita, ed ingiuriosa supposizione. 1837
Il solo confronto delle date degli atti del Governo Prussiano, e di quelli della S. Sede, esclude evidentemente la più lontana idea di provocazione per parte della medesima. Il costante mantenimento poi della pubblica tranquillità nelle Province Renane, le leali dichiarazioni di fedele sudditanza emesse da un Prelato di sì delicata coscienza, le proposizioni fatte al medesimo per commissione del Governo sino al momento della sua deportazione, fanno apertamente conoscere ad ogni uomo di retto giudizio, quale sia il vero motivo di sì violenta determinazione.

Ciò posto il Santo Padre profondamente convinto della giustizia de' suoi reclami, e strettamente tenuto dai suoi obblighi verso Dio e verso la Chiesa di esigere la dovuta riparazione ad un oltraggio che ha gravemente offeso non la persona sola di un suo Prelato, ma l'intero Mondo cattolico; non potrebbe ammettere discorso fino a tanto che sussisterà il fatto che vi ha dato causa. Sua Santità ha quindi espressamente comandato al Cardinal sottoscritto di domandare formalmente, che l'Arcivescovo di Colonia sia posto in libertà, e restituito al governo della sua Diocesi. Il Santo Padre ha troppa fiducia nella equità di sua Maestà il Re di Prussia per non dubitare, che la sua domanda verrà favorevolmente accolta; e si vedrà allora con piacere messo in istato di entrare in quelle comunicazioni alle quali Vostra Eccellenza dice di essere autorizzata.

Il Cardinal Segretario di Stato coglie questa occasione etc.

L. CARD. LAMBRUSCHINI.

1837

74.

Ordonnance du Roi de Hanovre sur l'admission de la ville et du district de Munden à la ligue hanovrienne de douanes et sur les changemens dans les droits d'importation et d'exportation pour ce territoire. En date du 19 Décembre 1837.

(Gesetzsamml. für das Königr. Hannover 1837. 1te Abtheilung. Decemb.).

Ernst August, von Gottes Gnaden König von Hannover, Königlicher Prinz von Grossbritannien und Irland, Herzog von Cumberland, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Da nach dem Vertrage mit Preussen und den übrigen Staaten des Zollvereines vom 1sten November dieses Jahrs wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrs-Verhältnisse, so wie nach den demselben beigefügten Uebereinkünften eine Veränderung der Ein- und Ausgangs-Abgaben von verschiedenen Gegenständen eintreten muss, und die bisher von dem gemeinschaftlichen Steuerverbände Hannovers, Oldenburgs und Braunschweigs ausgeschlossen gewesene Stadt Munden nebst dem bisher von dem obigen Steuerverbände ausgeschlossen gewesenen Theile des Amts Munden in diesen Steuerverband aufzunehmen ist; so finden Wir Uns bewogen, zur Ausführung der getroffenen Verabredungen Folgendes zu verordnen:

§. 1. Vom 1sten Januar 1838 an soll überall an den Grenzen Unseres Königreichs gegen das nicht zum Hannover-Oldenburg-Braunschweigischen Steuerverbände gehörende Ausland eine Veränderung der Eingangs-Abgabe für Vieh, Abschnitt 2. des Tarifs, Satz № 59. Lit. c. d. und e., in der Art eintreten, dass die Eingangs-Abgabe

Lit. c. für Ochsen 1 fl 12 gr auf 2 fl 12 gr ;

Lit. d. für Kühe (mit Ausschluss der Rinder) von 1 fl auf 1 fl 12 gr ;

Lit. e. für Schweine von 10 ggr auf 12 ggr
für das Stück erhöht wird.

§. 2. Von dem nämlichen Zeitpuncte an wird an den Grenzen gegen das Vereinsgebiet der zum Zoll-Systeme des Königreichs Preussen gehörenden Staaten des Zollvereines:

a. die Eingangs-Abgabe

für Leinewand, Abschnitt 2. des Tarifs, Satz № 19. c., und zwar

- 1) für Packleinen (Sackleinen), Segeltuch, graues von 4 ggr für den Centner;
- 2) für Leinewand, andere, ungebleicht und ungefärbt, ungebleichten Zwillich und Drillich, von 1 $\frac{1}{2}$ 1 ggr für den Centner;

b. die Ausgangs-Abgabe

für Flachs und Hanf, Abschnitt 2. des Tarifs, Satz № 19. a. 1. von 4 ggr für den Centner

aufgehoben, und

c. die Eingangs-Abgabe

für Getreide, Abschnitt 2. des Tarifs, Satz № 22. a., und zwar

- 1) für Rocken, gedörrten, und Weizen von 1 ggr 4 $\frac{1}{2}$ und resp. 2 ggr 4 $\frac{1}{2}$ (Verordnung vom 7ten März 1836) auf 6 $\frac{1}{2}$;
- 2) für Bohnen, Erbsen und ungedörrten Rocken von 1 ggr und resp. 2 ggr auf 6 $\frac{1}{2}$;
- 3) für Buchweizen, Gerste und Hafer von 8 $\frac{1}{2}$, resp. 1 ggr 4 $\frac{1}{2}$ und 1 ggr auf 6 $\frac{1}{2}$

für den Himten herabgesetzt.

Mengkorn unterliegt nach wie vor der Abgabe, welcher die am höchsten belegte Fruchtart der Mischung unterworfen ist.

§. 3. Die in dem §. 2. der Verordnung vom 15ten Mai 1835 enthaltene Bestimmung, durch welche die Stadt und ein Theil des Amts Münden von dem gemeinschaftlichen Steuerverbände einstweilen ausgeschlossen worden ist, wird vom 1sten Januar 1838 an hie mit aufgehoben.

§. 4. Mit dem nämlichen Tage soll die Stadt und der von dem gemeinschaftlichen Steuerverbände Hannovers, Oldenburgs und Braunschweigs bisher ausgeschlossen gewesene Theil des Amts Münden in diesen Steuer-verband aufgenommen werden.

§. 5. Dem zufolge sollen mit dem bezeichneten

1837 Zeitpunkte in diesem Landestheile die in den übrigen Theilen Unseres Königreichs bestehenden Gesetze und Verordnungen über die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, so wie über die Steuer von dem inländischen Brantwein und Biere in gleicher Art, wie die Gesetze und Verordnungen über die Salzsteuer und den Mahl- und Schlacht-Licent in Wirksamkeit treten.

§. 6. Wegen Besteuerung der zu dem obigen Zeitpunkte dort vorhandenen Waaren - Vorräthe soll das Gesetz vom 2ten Mai 1835 über die Nachsteuer und der demselben beigefügte Tarif zur Anwendung kommen.

Die nach dem §. 3. dieses Gesetzes abzugebenden Deklarationen der der Nachsteuer unterliegenden Gegenstände sind bis zum 1sten Januar 1838 dem betreffenden Steuer-Amte einzureichen.

§. 7. Bis dahin, dass die Declarationen und Revisionen der Vorräthe steuerpflichtiger Waaren erledigt seyn werden, dürfen dergleichen Vorräthe bei der in dem Gesetze vom 2ten Mai 1835 angedrohten Strafe der Defraude nur auf schriftliche Anmeldung und unter Zustimmung des betreffenden Steuer-Amts ganz oder theilweise in andere Orte oder Räume geschafft werden. Der gewöhnliche Klein-Verkauf aus dem Laden, so wie der Haushalts-Verbrauch sind jedoch unter dieser Beschränkung nicht begriffen.

Ueber den Termin, mit welchem diese Beschränkung aufhört, wird die Steuer-Verwaltung weitere Verfügung treffen.

Gegenwärtige Verordnung ist in die erste Abtheilung der Gesetz - Sammlung einzurücken.

Hannover, den 19ten December 1837.

ERNST AUGUST.

SCHULTE.

G. v. SCHELE.

75.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewas, portant des modifications au Traité du 14 Janvier 1837. Signé et conclu sur la rivière de Flint dans l'état de Michigan, le 20 Décembre 1837.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. Append. p. 51.).

Articles of a Treaty made and concluded at Flint river, in the State of Michigan, on the 20 day of December 1837, between the United States by Henry R. Schoolcraft, Commissioner duly authorized for that purpose, and acting superintendent of Indian affairs, and the Saganaw tribe of Chippewas.

Art. 1. It is agreed, that the sum of 50 cents per acre shall be retained out of every acre of land ceded by said tribe by the Treaty of the 14th January 1837, as an indemnification of the location to be furnished for their future permanent residence, and to constitute a fund for emigrating thereto.

Art. 2. The United States agree to reserve a location for said tribe on the head waters of the Osage river, in the country visited by a delegation of the said tribe during the present year, to be of proper extent, agreeably to their numbers, embracing a due proportion of wood and water and lying contiguous to tribes, of kindred language. Nor shall anything contained in the 6 Article of the Treaty of 14 January 1837, entitle them, at this time, to a location in the country west of Lake Superior.

Art. 3. Nothing embraced in the 5 Article of said Treaty shall obligate the United States, at the present time, to advance from the Treasury, the entire amount

1837 appropriated by the said tribe in the 4th Article of said Treaty; but the President of the United States shall have authority to direct such part of the said moneys to be paid for the objects indicated, so far as the same are not hereinafter modified, as he may deem proper: Provided, that the whole sum so advanced shall not exceed 75,000 Dollars. And the reduction shall be made upon the several items ratably, or in any other manner he may direct; provided, that the balance of said appropriations, or of any item or items thereof, shall be paid out of the proceeds of the ceded lands, as soon as the fund will permit and the President may direct.

Art. 4. The first and second clauses of the 4th Article of the treaty of the 14 January 1837, and the 10 Article of said Treaty, are hereby abrogated; and in lieu thereof it is agreed, that the United States shall pay to said tribe in each of the years 1838 and 1839 respectively an annuity of 5000 Dollars, and goods to the amount of 10,000 Dollars, to be advanced by the Treasury, and to be refunded out of the first proceeds of their lands. But no further annuity, nor in any higher amounts shall be paid to them, by virtue of the Treaty aforesaid, until the same shall be furnished by the interest of the proceeds of their lands, vested in conformity with the provisions of the 3th article of said Treaty.

Art. 5. Several of the Chiefs entitled to payments by shedule A affixed to the Treaty aforesaid, having died within the year, it is agreed, that the proportion of the fund, to which they would have been entitled, may be redivided in such manner as the President may direct.

Art. 6. The said tribe set apart 9800 Dollars, out of the fund arising from the sale of their lands to be paid to the individuals named in a list of claims hereunto annexed.

Art. 7. No Act of Congress shall confer upon any citizen or other person the right of pre-emption to any lands ceded to the United States by the Treaty of the 14 January 1837, herein above referred to. Nor shall any construction be put upon any existing law, respecting the public lands, granting this right to any lands ceded by said Treaty.

Art. 8. The United States will pay the expenses **1837** of this negotiation together with the unpaid expenses of the prior negotiation with said tribe, of the 24 May 1836 and of the 14 January 1837.

In testimony whereof the Commissioner above named and the chiefs and headmen of said tribe have hereunto affixed their signatures at the time and place above recited, and of the independence of the United States the 62 year.

HENRY R. SCHOOLKRAFT,
Commissioner.

Ogisna Kegido, his X Mark 1st chief of the tribe.
Signatures des autres Chefs indiens et des témoins.

Proclamation du Président des Etats-Unis.

Martin van Buren etc.

Whereas a Treaty was made and concluded at Detroit, in the State of Michigan, on the 14 January 1837 between the United States of America and the Saganaw tribe of the Chippewa nation of Indians, and whereas this Treaty was amended by a Treaty made and concluded at Flint river in the State of Michigan, on the 20 December 1837, and whereas the said Treaties having been submitted to the Senate of the United States, for its constitutional action thereon, the Senate did, on the 24 day of April 1838, resolve as follows, viz: „Resolved (two thirds of Senators being concurring), that the Senate advise and consent to the ratification of the Treaty made and concluded at Detroit in the State of Michigan on the 14 January 1837, between the United States of America by their Commissioner, *Henry R. Schoolkraft*, and the Saganaw tribe of the Chippewa nation by their chiefs and delegates assembled in council, as the same was amended by the Treaty made and concluded at Flint river in the State of Michigan, on the 20 December 1837, between the United States, by *Henry R. Schoolkraft*, Commissioner duly authorized for that purpose, and acting superintendent of the Indian affairs, and the Saganaw tribe of Chippewas.

And be it further resolved, that the Senate advise and consent to the ratification of the last mention-

1837 ned Treaty with the following amendments: Stricke out the 6th article in the following words:

„Art. 6. The said tribe set appart 9800 Dollars; out of the fund arising from the sale of their lands, to be paid to the individuals named in a list of claims hereunto annexed.”

Change articles 7 and 8 to article 6 and article 7. Strike out the following list of claims.”

Now therefore, be it known, that J. *Martin van Buren*, President of the United States of America do, in persuance of the advise and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the 24 April 1838, accept, ratify and confirm the said Treaties, with the amendments set forth in the said resolution.

In testimony thereof etc.

Washington, 2 July 1838.

M. VAN BUREN.

JOHN FORSYTH,
Secretary of State.

76.

Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'application des dispositions du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le grand-duché de Hesse. En date du 23 Décembre 1837.

(Gazette officielle de la Haye. 1837).

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc.

A tous ceux qui ces présentes verront, salut:

Considérant le traité de navigation conclu le 3 juin dernier entre les Pays-Bas et la Prusse, ainsi que notre arrêté du 30 juillet dernier qui s'y rapporté (*Gazette de l'Etat*, n° 52);

Considérant la convention ultérieurement conclue, portant: que les Etats riverains du Rhin, du Mein et du Necker qui, de leur côté, ont accordé à la naviga-

tion des avantages ou privilèges sans distinction de pavillon, et qui continuent à les maintenir sur le même pied, jouiront également des avantages mentionnés en l'art. 7, lettre B; qu'en outre les dispositions des articles 1—5 du susdit traité seront applicables à ces Etats, sauf une pleine réciprocité de leur part envers les Pays-Bas;

Sur la proposition de notre ministre des affaires étrangères du 19 de ce mois, n° 10;

Vu les pièces qui y sont annexées, desquelles il résulte que le grand-duché de Bade et de Hesse accède à la convention sus-mentionnée, et s'engage à l'observation d'une parfaite réciprocité envers les Pays-Bas, en ce qui concerne les articles 1—5 du traité susdit et pour la durée de son existence, fixée par l'article 13, ainsi qu'au maintien sur le pied actuel de tous les privilèges et avantages accordés à la navigation sans distinction de pavillon,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. Les dispositions des articles 1—5 du traité sus-mentionné, conclu entre les Pays-Bas et la Prusse, seront, pendant toute la durée de son existence, ou aussi long-temps que le principe de réciprocité sera observé sur le même pied par le gouvernement grand-ducal de la Hesse, pareillement applicables aux navires appartenant à des sujets du grand-duché de Hesse, ainsi qu'aux chargemens de ces navires.

2. Lesdits navires et chargemens jouiront, sur le même pied et aux mêmes conditions, de tous les avantages que l'art. 7, lettre B, du traité sus-mentionné, accorde à la navigation sous pavillon prussien.

Nos ministres des affaires étrangères et des finances sont chargés de l'exécution du présent, qui sera inséré dans la *Gazette de l'Etat*.

Donné à La Haye, le 23 décembre 1837, et de notre règne le vingt-quatrième.

Signé: GUILLAUME.

1837

77.

*Bref de S. S. le Pape Grégoire
XVI adressé au chapitre métropo-
litain de Cologne, le 26 Décembre
1837.*

(Traduction).

A vous mes bien aimés fils, mon salut et ma bénédiction apostolique!

La douleur amère que nous avons ressentie récemment à cause de la grande injustice commise envers notre vénéré frère, Clément Auguste, archevêque de Cologne, ainsi qu'envers l'Eglise catholique et le Saint-Siège a en quelque sorte été augmentée par la lettre que vous nous avez adressée le 22 du mois dernier. Nous avons en effet dû être étrangement surpris que vous, unis à l'évêque par les liens les plus sacrés et obligés par devoir à lui tendre une main secourable, à lui prêter vos consolations, ayez pu devenir subitement ses accusateurs; que vous ayez pu, vous ses confrères, devenir ses ennemis et réunir contre lui vos efforts précisément dans le moment où il était contraint à subir pour la défense de sa religion et de son ministère les persécutions les plus injustes. Il est suffisamment démontré par l'estime publique qu'il s'est acquise dans les circonstances les plus difficiles, notamment comme administrateur du chapitre diocésain de Munster, à quel point il s'est toujours distingué, par ses vertus et sa prudence, dans l'exercice de ses fonctions sacerdotales: c'est à cette conduite qu'il doit aussi d'avoir été placé à la tête de l'Eglise métropolitaine avec l'assentiment et l'approbation universels. La probité et la sollicitude qu'il a déployées d'ailleurs dans cette administration nous sont suffisamment connues et nous n'ignorons pas non plus pourquoi il n'a pas été d'accord avec une partie du clergé, de sorte que nous entrevoyons bien par quels motifs vous avez été poussés, par quelles raisons vous avez été engagés à nous adresser sur son compte un rapport si défavorable. En conséquence nous ne vous dissimulons aucunement que votre conduite nous a été d'autant plus désagréable que nous

77.

*Bref de S. S. Grégoire XVI adressé
au chapitre métropolitain de Cologne,
en date de Rome, le 26 Décembre
1837.*

Texte original.

Gregorius P. P. XVI.

Dilecti Filii, salutem et Apostolicam Benedictionem. Ad acerbissimum quem nuper suscepimus dolorem ob illatam Venerabili Fratri Clementi Augusto Archiepiscopo Coloniensi, simulque Catholicae Ecclesiae et huic Apostolicae Sedi maximam injuriam, cumulus veluti accessit ex vestris litteris die 22. superioris mensis ad Nos datis. Sane non potuimus non vehementer mirari, quod cum Vos sacratissimo vinculo Antistiti vestro essetis conjuncti, eique ex instituto adjutricem opem ac solamen afferre debuissetis; conversi ex templo in accusatores illius factique ex domesticis inimici, collatis consiliis contra ipsum conveneritis, eo praesertim tempore, quo Religionis officii sui tuendi causa injustam subire calamitatem coactus est. Quanta ille semper praestiterit virtute prudentiaque in sacris muneribus obeundis satis liquet ex publica existimatione, quam sibi comparavit post gestum potissimum temporibus difficillimis in dioecesi Monasteriensi Vicarii Capitularis munus: unde factum est, ut communi omnium obsequio plausuque ad istam Metropolitanam Ecclesiam fuerit evectus. Quam vero in ea gubernanda prae se tulerit rectitudinem atque solertiam, et cur nihilominus aliquam istius Cleri partem offenderit, Nobis exploratissimum est; atque adeo perspicimus quibus Vos causis impulsus et principiis adducti sinistra ad Nos de ipso scripseritis. Hinc minime dissimulamus rationem, quam tenuistis, eo molestiorem animo Nostro accidisse, quo minus, inspecta officii vestri sanctitate, videbatur expectanda. Inter haec autem unicuique vestrum notum esse volumus, Nos, praevia in rem publica expostulatione, Venerabilis Fratris Clementis Augusti reditum in sedem suam ab Serenissimo Borussiae Rege reclamasse, cujus aequitate confisi consonum justitiae voluntatique Nostrae exitum

1837 devons nous y attendre le moins dans la sainteté de votre ministère. En attendant, nous voulons faire savoir à chacun de vous que, par une demande publique et préalable le retour à son siège archiépiscopal de notre vénérable frère, Clément Auguste, a été exigé par nous du très-sérénissime Roi et que, nous confiant à son équité nous attendons aussitôt que possible une solution conforme à nos droits et à notre volonté. Nous avons puisé avec satisfaction, dans la vénération et la haute estime que vous avez exprimées dans votre lettre pour nous et le St-Siège qu'à l'avenir vous prendrez les moyens propres à adoucir les plaies dont notre coeur est frappé et c'est ainsi que nous vous donnons, nos chers fils, notre bénédiction apostolique.

Donné à St-Pierre de Rome, le 26 décembre de l'année 1837, la septième de notre pontificat.

78.

Convention entre le Royaume de Hanovre et le Royaume de Sardaigne, sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. Ratifiée par le Roi d'Hanovre le 27 Décembre 1837.

(Gesetzsamml. für das Königr. Hannover 1838. 1te Abtheil. Nro 1. Ausgegeben am 3ten Januar 1838).

Art. 1. Jedes Heimfallsrecht, Abzugsrecht und dergleichen mehr, die Auswanderungssteuer mit einbegriffen, welche dazu dienen, die von einem Staate in den andern übergeführten Güter zu besteuern, sind und bleiben zwischen den Staaten Hannovers und Sardiniens aufgehoben.

Art. 2. Demzufolge ist es den Unterthanen der einen der beiden Régierungen gestattet, alle Güter, welche sie in den Besitzungen der andern entweder durch Erbschaft, Schenkung, Tausch oder durch irgend einen andern Rechtstitel werden erworben haben, frei und ohne eine Abgabe zu bezahlen, auszuführen.

Art. 3. Diese Bestimmungen erstrecken sich nicht allein auf die Rechte und andere Abgaben dieser Art

quantocius praestolamur. Ceterum ex devotione ac ob- 1837
servantia, quam in Nos Sanctamque hanc Sedem in
vestra epistola professi estis, illud Nobis juvat persua-
dere, ea Vos deinceps inituros consilia, quibus inflicto
cordi Nostro vulnus leniri possit. Atque hic Apostoli-
cam Benedictionem Vobis, Dilecti Filii, peramanter im-
pertimur. Datum Romae apud Sanctum Petrum die
26. Decembris Anni 1837. Pontificatus Nostri anno
septimo.

GREGORIUS P. P. XVI.

welche einen Theil des öffentlichen Einkommens aus-
machen, sondern auch auf diejenigen, welche seither
durch einzelne Provinzen, Städte, Juridictions - Be-
zirke, Corporationen oder Gemeinden etwa erhoben
worden sind.

Art. 4. Von diesen Bestimmungen sind ausgenom-
men, die, sey es zu Gunsten der Regierung, oder der
Corporationen, oder Einzelner, hinsichtlich der Erb-
schaften jetzt oder künftig vorgeschriebenen Abzüge,
welche nicht durch die Ausführung bedingt sind und
sowohl Einheimische als Fremde treffen.

Art. 5. Die vorstehenden Stipulationen werden vom
Tage der Auswechselung der Ratificationen dieser Ueber-
einkunft in Kraft treten. Um jedoch die Unterthanen
beider contrahirenden Theile so bald als möglich die
Begünstigungen, welche ihnen dieselbe verschaffen soll,
geniessen zu lassen, ist bestimmt worden, dass alle
noch nicht ausgeführten Güter, welche ihnen schon jetzt
in den resp. Besitzungen der beiderseitigen Regierungen
zugefallen sind, der Befreiung von der Abgabe, über
welche für die künftigen Erwerbungen diese Ueberein-
kunft geschlossen ist, gegenwärtig schon theilhaftig wer-
den sollen,

1837

79.

Publication de la Direction générale des douanes dans le Royaume de Hanovre sur la reduction des droits d'importation et d'exportation dans les territoires du Royaume de Hanovre et du Duché de Brunswick soumis à l'administration Prussienne de douanes. En date du 29 Décembre 1837.

(Gesetzsamml. für das Königr. Hannover 1838. 1te Abtheil. Nro 1.).

Der Königlichen General-Direction der indirecten Abgaben und Zölle Bekanntmachung wegen der für mehrere Gegenstände des wechselseitigen Verkehrs zwischen den in den Zollverband des Königreichs Preussen und der übrigen Staaten des Zollvereines übergegangenen Königlich-Hannoverschen und Herzoglich-Braunschweigischen Gebietstheilen und dem Steuervereinsgebiete bewilligten Erleichterungen an den Eingangs- und Ausgangs-Abgaben. Hannover, den 29ten December 1837.

Nachdem vom hiesigen Königreiche die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode, vom Herzogthume Braunschweig aber das Fürstenthum Blankenburg mit dem Stiftsamte Walkenried und die Ortschaft Hessen in Gefolge des mit den Staaten des Zollvereines abgeschlossenen Vertrages vom 1sten v. M. mit dem 1sten Januar 1838 in den Zollverband Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereines übergehen werden, und zum Zweck der Erleichterung der wechselseitigen Verbindungen der obengedachten Königlich-Hannoverschen und Herzoglich-Braunschweigischen Landestheile mit dem Steuervereinsgebiete mehrere Befreiungen von den gemeinschaftlichen Ein- und Ausgangs-Abgaben, so wie für verschiedene Gegenstände Ermässigungen der Eingangs-Abgaben, wie diese in dem mit dem Gesetze vom 21sten April 1835 für das hiesige Königreich pu-

blicirten Tarife festgestellt sind, bewilligt worden; so. 1837
bringen Wir, auf Verfügung des Königlichen Finanz-
Ministerii, jene Erleichterungen mittelst des angelegten
Verzeichnisses zur öffentlichen Kenntniss.

Gegenwärtige Bekanntmachung ist in die erste Ab-
theilung der Gesetz - Sammlung einzurücken.

Hannover, den 29sten December 1837.

Königliche General-Direction der indirecten Abgaben
und Zölle.

DOMMES.

V e r z e i c h n i s s

derjenigen aus den dem Zollverbände des Königreichs
Preussen und der übrigen Staaten des Zollvereines ein-
verleibten Königlich - Hannoverschen und resp. Her-
zoglich - Braunschweigschen Gebietstheilen *originiren-*
den Gegenstände, für welche bei dem Eingange in das
Hannover - Oldenburg - Braunschweigsche Steuer - Ver-
einsgebiet;

so wie derjenigen nach jenen Gebietstheilen be-
stimmten Gegenstände, für welche bei dem Ausgange
aus dem Steuer - Vereinsgebiete,

eine Befreiung oder resp. Ermässigung an den zwi-
schen Hannover, Oldenburg und Braunschweig gemein-
schaftlichen Abgaben bewilligt ist.

A. Gänzlich abgabenfrei bleiben:

a. beim Eingange in das Steuer-Vereinsgebiet:

- 1) Braunstein; — auf Ursprungs - Bescheinigun-
gen der betreffenden öffentlichen Behörde.
- 2) Die Effecten aller Art, der in Folge von An-
stellungen oder Versetzungen aus den fraglichen
Gebietstheilen einziehenden Staatsdiener, zum eigen-
en Gebrachte, so fern solche Effecten nicht
schon an sich gesetzlich frei sind, jedoch mit Aus-
schluss aller Consumibilien; — auf Erlaubniss-
schein der obersten Steuerbehörde des Staates,
dessen Diener der Betheiligte ist.
- 3) Getreide und Oelsamen aus der Feldmark
des Dorfes Hessen, bis zu einer demnächst noch
näher zu ermittelnden Quantität und beim Ein-
gange über das Grenz-Steuer-Amt zu Hessen; —
auf Certificate einer öffentlichen Behörde, welche
von dem Steuer-Amte zu Hessen zu visiren sind.

- 4) Sandsteine, Quader, behauene (s. g. Schachtstein herrschaftlichen Hüttenwerke auf deren Bescheinigung
- 5) Steinkohlen aus der Grafschaft Hohnstein; auf Urspracheinigung einer öffentlichen Behörde.
- 6) Steifleinen aus der Fabrik zu Hessen; — auf Certdasigen Steuer-Amts.

b. *beim Ausgange aus dem Steuer-Vereinsgebi*

Alle Materialien zum Betriebe der in den fraglichen Gebefindlichen herrschaftlichen Berg- und Hüttenwerke, welAusgangs - Abgabe unterliegen; — auf Certificate der emp herrschaftlichen Werke.

B. Ermässigungen der Eingangs - Abgaben.

finden Statt für:

Laufende N	Bezeichnung der Gegenstände.	Tarifs- Position im II. Ab- schnitt des Grenz- Abgaben- Gesetzes vom 21. April 1835.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Tarifmü- fsiger		Ermä- fsigter.		Bemerku
				Betrag. der Eingangs-Abgabe. fl. kr. fl. kr.				
1	Anis	23. a.	Ctn.	—	18	—	6	Von den Ortsch menrode und B Blankenburg u samt-Quantität stens 30 Centn beim Eingange Grenz-Aemter und Hessen.
2	Branntwein in Fäs- sern und Flaschen, gewöhnlicher Korn - oder Kar- toffeln - : bis zu 51 Grad nach Tralles	5. a. et b.						Für Branntwein Brennern in der Hohnstein, des bingerode, des thume Blanken- dem Stiftsamt ried, für die U periode und u Hälfte der von fenden Brennen senden eigent tion, bei dem H die Grenz-Au und Braunlag
	von 51 bis zu 61 Grad nach Tralles	"	"	4	4	—	2 2	
	von 61 bis zu 71 Grad nach Tralles	"	"	5	5	—	2 14 6	
	von 71 bis zu 81 Grad nach Tralles	"	"	6	6	—	3 3	
	von 81 bis zu 81 Grad nach Tralles	"	"	7	7	—	3 15 6	
	über	"	"	8	8	—	4 4	

Benennung der Verhältnisse.	Tarifs- Position im II. Ab- schnitt des Grenz- Abgaben- Gesetzes vom 21. April 1835.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Betrag der Eingangs-Abgaben.		Bemerkungen.
			Tarifs- mässiger	Ermä- ssigter	
1 Stahl: geschmie- d gewalz- te Stäben, u. Stücken	13. a. 2.	Ctn.	1	1	zu M 3. 4. 5. 6. Ausschliesslich für die Pro- ducte der Hannoverschen und resp. Braunschweigi- schen Hüttenwerke, auf deren Ursprungs - Certi- ficate.
h:	13. a. 3.	„	—	18	—
rz - und sch, unver-	13. b. 1.	„	—	10	—
ntes, un-	13. b. 2.	„	—	18	—
nd Stahl-	13. c.	„	2	2	—
ler Art.					(ohne Tara-Vergütung).
sswaare:					
als: Gitter,					
ffen, Pfan-					
nten, Röh-					
nd Stahl-	13. d. 1.	„	—	18	—
	36.	„	16	16	—
iedete, or-					(ohne Tara-Vergütung). Ausschliesslich die auf Hüt- tenwerken oder von Hand- werkern in den fraglichen Gebietstheilen verfertigt- ten, auf Certificate der herrschaftlichen Hütten- werke sowohl über ihre ei- gene Production, als hin- sichtlich der Fabrikate der Handwerker, über den Verbrauch von Eisen jener Hüttenwerke, zu diesen Fabrikaten. (a. und b. ohne Tara - Ver- gütung).
ohne Poli-	13. d. 2.	„	2	2	—
ohl aus Ei-					
hl und Ei-					
allein, als					
ndung mit					
sofern sie	13. d. 3.	„	6	6	—
ur feinen					
Waare ge-					
be	69.	„	—	6	—
fel-, ohne					
ied der					
	24. b.	„	2	2	—
					Für die Fabrik zu Braunlage bis zu $\frac{3}{4}$ ihrer Production, bei dem Eingange über das Grenz-Amt Braunlage. (ohne Tara-Vergütung).

Laufende N ^o	Bezeichnung der Gegenstände.	Tarifs- Position im II. Ab- schnitt des Grenz- Abgaben- Gesetzes vom 21. April 1835.	Mass- stab der Ver- steue- rung.	Betrag der Eingangs - Abgabe.		Bemerkungen
				Tariffmäsiger.	Ermäßigter.	
10	Holzsaamen . .	45.	Ctn.	4	—	6 Auf Ursprungs-Cert der herrschaftlichen beamte.
11	Holzwaaren: a. grobe, die von Fassbindern, Bött- chern etc. angefer- tigt worden, auch derartige Korb- u. Siebwaare aus un- geschältem Holze.	28. g. 1.	"	12	—	1 Ausschlüsslich die werkern in den Gebietstheilen ten, unter Beob- der von der obersten erbehörde zu Ham- resp: Braunschweig zuschreibenden Massregeln.
	b. andere, aus euro- päischen Holzar- ten, gebeizte, lak- kirte, polirte, an- gemalte, als: Mö- beln, Hausgeräth, und dgl., auch ge- wöhnliche Korb- waare von geschäl- tem Holze . . .	28. g. 2.	"	2	2	4 (ohne Tara-Vergüt
12	Marmor, roher.	69.	"	6	—	6
13	Marmorarbeiten: a. grosse, als: Bü- sten, Platten, Sta- tuen und dgl. . .	52. c.	"	12	—	1 Auf Ursprungs-Cert der herrschaftlichen torei.
	b. kleine, mit Aus- nahme der zur fei- nen kurzen Waare gehörenden . .	Ausnahme 52. c.	"	6	6	6 (ohne Tara-Vergüt

80.

Convention entre le Royaume de Hanovre et la Hollande sur les droits à payer aux témoins dans les procès des malfaiteurs rendus d'un gouvernement à l'autre. Publiée à Hanovre le 29 Décembre 1837.

(Gesetzssamml. für das Königr. Hannover 1838. 1ste Abtheil. Nro. 1.).

Nachdem in Folge des 12ten Artikels der mit dem Königreiche der Niederlande wegen Auslieferung der Verbrecher unterm 28. October 1817. geschlossenen Uebereinkunft ein bestimmter Tarif der Reise- und Zehrungskosten vereinbart worden, welche denjenigen diesseitigen und Königlich-Niederländischen Unterthanen, die requirirt werden möchten, vor ausländischen Richtern ein Zeugniß in peinlichen Sachen oder Processen abzulegen, bewilligt werden sollten, und dieserhalb unterm 20. December 1817 festgesetzt ist,

„a. dass den Zeugen, welche sich auf Requisition auf die im Art. 12. der obgedachten Uebereinkunft vorgeschriebene Weise vor dem ausländischen Richter stellen werden, an *Reisekosten* vergütet werden soll:

vom 15ten April bis zum 15ten October für jede Stunde der Entfernung, sowohl auf der Hin- als Rückreise, der Betrag von zwei Gulden Niederländischen Geldes oder Ein Thaler 2 Ggr. Hannoversche Conventions-Münze, — und

vom 16ten October bis zum 14ten April gleichfalls für jede Stunde der Entfernung, und sowohl auf der Hin- als Rückreise, der Betrag von zwei Gulden und fünfzig Cents Niederländischen Geldes oder Ein Thaler 8½ Ggr. Hannoversche Conventions-Münze;

b. dass den Zeugen, von dem Tage anzurechnen, wo sie an dem Orte, an welchem ihr persönliches Erscheinen begehrt ist, angekommen seyn

1837

werden, bis zu und mit dem Tage, welcher auf denjenigen folgt, wo ihnen der Richter erklärt haben wird, dass es ihrer Gegenwart nicht mehr bedarf, für *Aufenthaltskosten* gegeben werden soll, die Summe von täglich Vier Gulden Niederländischen Geldes oder Zwei Thaler 4 Ggr. Hannoversches Conventions-Geld;

- c. dass die Richter, vor welchen die Zeugen erscheinen werden, ihnen eine Bescheinigung wegen desjenigen, was ihnen in Gemässheit obiger Bestimmungen an Reise- und Aufenthaltskosten zukommt, ausfertigen, auch sich hinsichtlich der Berechnung der Entfernungen nach denjenigen Nachweisungen richten sollen, welche am passlichsten scheinen, zur Richtschnur zu dienen, wobei die Theile einer Stunde, welche mehr als eine Viertelstunde betragen, für eine ganze Stunde gerechnet, für das, was weniger ist, aber nichts gutgethan werden soll;
- d. dass die beiderseitigen Regierungen die nöthige Fürsorge tragen sollen, dass der Betrag der den Zeugen in vorbemeldeter Weise zuerkannten Reise- und Aufenthaltskosten ihnen wirklich und ohne Verzug ausbezahlt werde;
- e. dass die oben bestimmten Reise- und Aufenthaltskosten jeder einzelnen Person, deren Erscheinen vor dem ausländischen Richter erfordert ist, gutgethan werden sollen, ohne Unterschied des Geschlechts oder Alters;"

durch die Beträchtlichkeit der in dem vorstehenden Tarife fixirten Vergütungen aber häufig Unzuträglichkeiten sich ergeben haben, und deshalb angemessen gefunden ist, in Ansehung jener den Zeugen zuzubilligenden Gebühren ein billigeres Verhältniss festzustellen; so haben die beiderseitigen Regierungen nachträglich sich über die nachstehenden Bestimmungen vereinbart:

- 1) die Zeugen, welche auf Requisition nach Massgabe des Artikels 12. der Übereinkunft wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher vom October 1817 vor dem ausländischen Richter erscheinen, sollen an *Reisekosten* erhalten:
in den Monaten März, April, Mai, Junius, Julius, August, September und October Acht Grogroschen Hannoverscher Landesmünze oder 60

Cents Niederländischen Geldes, und in den Monaten Januar, Februar, November und December Zwölf Gutegroschen Hannoverscher Landesmünze oder 60 Cents Niederländischen Geldes für jede Stunde der Hin- und der Rückreise; und ist übrigens bei dieser Bestimmung das in dem Königlich-Niederländischen Befehl vom 17ten October 1818 festgesetzte Stundenmass zum Grunde gelegt, danach aber im Gebiete des Königreichs Hannover die Stunde zu drei Viertheilen einer geographischen oder Hannoverschen Meile zu berechnen;

- 2) für *Zehrungs- und Aufenthaltskosten* wird den Zeugen von dem Tage ihrer Ankunft an dem Orte der Abhörung bis zu und mit dem Tage, welcher auf denjenigen folgt, an welchem ihnen der Richter erklärt haben wird, dass es ihrer Gegenwart nicht mehr bedürfe, Ein Thaler 2 Ggr. 8 Pf. oder 2 Gulden Niederländischen Geldes für den Tag bewilligt werden;
- 3) wenn requirirte Zeugen, welche zu den höheren Ständen zu rechnen sind, mit diesen unter *N* 1 und 2. bestimmten Entschädigungen sich nicht begnügen zu können vermaßen, so haben sie dieses sofort bei ihrer Vorladung zu erklären, und es ist sodann wegen der in Anspruch genommenen höhern Vergütung die nöthige Verabredung zwischen dem requirirten und dem requirirenden Richter vor Antritt der Reise der Zeugen zu treffen;
- 4) die Bestimmungen unter c. d. und e. des Tarifs vom 27^{ten} December 1817 bleiben, so weit sie durch die vorstehende neuere Verabredung eine Aenderung nicht erlitten haben, in Kraft.

Note ultérieure adressée à la cour de Rome par le Chev. Bunsen, Envoyé de la Prusse, en date de Rome, le 29 Décembre 1837 et Réponse de la cour de Rome.

Le Soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse près le Saint-Siège a eu l'honneur de recevoir avant-hier la note que Son Eminence Revme Monseigneur le Card. Lambruschini lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 25. du courant, en réponse à la note du Soussigné datée d'Ancone le 17.

Cette note consiste en deux parties: le Soussigné répondra successivement à chacune d'elles.

Le Soussigné après avoir dans sa note indiqué les intentions pacifiques et les sentimens de déférence du Roi, son auguste maître, envers le Souverain Pontife, y avait en second lieu demandé, autant dans l'intérêt de la paix et de la conciliation que dans celui de l'honneur de son Souverain, une explication sur le sens pratique de l'Allocution quant aux rapports existans des deux cours. Le contenu général de l'Allocution et quelques communications confidentielles qui l'avaient rencontré à Ancone, lui avaient dicté cette démarche.

Le Soussigné avait déclaré de son côté que si le Saint-Siège n'avait voulu qu'exprimer son profond regret sur un fait dont l'indispensable nécessité ne lui était pas démontrée, en protestant de la manière la plus solennelle, contre tout ce qui y pourrait paraître attentatoire aux droits et immunités de l'église dont Sa Sainteté est le Chef, sans vouloir par cela rompre les relations amicales existantes entre les deux cours, celui-ci ne verrait point de son côté dans cet acte pontifical une raison, qui lui imposerait le devoir de cesser ses fonctions et de considérer comme interrompus par cet événement les rapports existans.

La note de Son Eminence Revme paraît adopter essentiellement cette interprétation conciliante en ce qu'elle rejette dans les expressions les plus fortes tout autre motif de l'Allocution.

Le Soussigné s'abstient donc d'autant plus d'entrer **1837** ici dans une discussion quelconque sur quelques expressions de la note de Son Eminence, quant à l'objet de l'Allocution, qui pourraient paraître préjuger la question elle-même. De plus le mémoire officiel remis à Son Eminence par l'office du Chargé d'affaires de Prusse du 12. du courant constate dans les points le plus essentiels la position réelle du gouvernement de S. M. le Roi vis-à-vis des suppositions en matière de faits dont paraît être partie l'Allocution de Sa Sainteté, et sur lesquelles le Chargé d'affaires par interim n'aurait pas déjà présenté ses observations au St. Siège.

Le Soussigné avait dit dans sa note que, porteur non seulement de documens importans, mais aussi de données confidentielles et secrètes, il était prêt de traiter l'affaire entière de Cologne avec la Cour de Rome sur les bases les plus honorables pour celle-ci. La seconde partie de la note de Son Eminence Revme, qui répond à cet offre, déclare que Sa Sainteté ne croit pas pouvoir entrer dans de telles négociations que jusqu'à ce que l'Archévêque de Cologne serait rétabli dans l'exercice de ses fonctions épiscopales.

Le Soussigné, ayant déclaré exprès dans sa note d'Ancone que la mesure du gouvernement prise par la nécessité la plus impérieuse, n'était en elle même que temporaire, ne peut voir dans cette détermination une résolution contraire à l'esprit conciliant de la note de Son Eminence, et il s'empresse d'y répondre dans le même sens. Comme jusqu'au dernier moment il n'a dépendu que de Monseigneur l'Archévêque de rester dans ses fonctions, il dépendra aussi à présent de lui de les reprendre autant que des événements ultérieurs n'auraient pas dû changer les dispositions de la Cour Royale à ce sujet. Il suffirait qu'il eût donné quant au passé et surtout quant aux graves dangers auxquels il a exposé la sûreté de l'Etat et la paix publique, les explications nécessaires, et quant à l'avenir les garanties indispensablement requises pour qu'il puisse retourner à Cologne et reprendre l'exercice complet de ses fonctions.

Le Gouvernement royal montrera certainement de son côté dans l'accueil de telles explications le désir extrême qui l'anime de convaincre Monseigneur l'Archévêque qu'il ne s'est jamais agi de faire violence à sa conscience, en demandant de lui des actes, qu'il croit

1837 contraires à son devoir d'Archévêque, mais seulement de l'empêcher de violer les loix, auxquelles il a juré obéissance, de compromettre la Souveraineté du Roi, dont il est le sujet, et de troubler le repos public au maintien du quel il devait coopérer.

L'état tranquille et réglé du diocèse, et la continuation non troublée de l'administration temporaire du chapitre métropolitain, devra naturellement être considéré par le gouvernement, comme la première condition d'accueillir des explications quelconques. Car il est trop évident qu'un état contraire obligerait le gouvernement, de sacrifier toute autre considération à celle de sa dignité et de la paix du royaume.

Pour accélérer de son côté la possibilité de la solution, indiquée par la détermination de Sa Sainteté, le Soussigné expédiera sans délai la note de Son Eminence Revme et la note présente avec les rapports analogues par un courier de cabinet à Berlin.

Le chemin que croit ainsi devoir suivre Sa Sainteté rendant du moins pour ce moment sans objet des communications qui n'avaient absolument d'autre but que de conduire à la solution la plus prompte de la question par la coopération directe du Saint-Siège, la proposition de la note d'Ancone à ce sujet cesse d'elle même. C'est seulement pour rendre impossible tout malentendu à ce sujet, que le Soussigné déclare encore explicitement que ces communications n'avaient rien moins que le but de déterminer Sa Sainteté à des concessions quelconques ni dans l'affaire de Cologne ni dans aucune autre. Rien n'a jamais été plus loin des pensées du Gouvernement royal.

Si le Soussigné doit ainsi en attendant, par la nature de sa position s'abstenir de traiter diplomatiquement cette affaire avec Son Eminence Revme, il s'empressera d'autant plus de lui prouver dans toutes les autres le désir sincère de sa Cour de coopérer avec le Saint Siège au bien être de l'Eglise catholique en Prusse, et au développement toujours croissant des institutions qui doivent leur origine aux rapports heureusement existans entre les deux Cours.

Il profite de cette occasion, pour réitérer à Son Eminence Revme l'hommage respectueux de sa plus haute considération.

BUNSEN.

Réponse de la cour de Rome, datée du 2 Janvier 1837

Il Cardinal Segretario di Stato, ricevuta il giorno 31. dello scorso Dicembre la nota che V. E. gli diresse in data del 29., si è fatto una doverosa premura di porla sotto gli occhi della Santità di Nostro Signore, onde invocare sul proposito della medesima i suoi Pontificii comandi.

Siccome i sensi esposti nella Nota che il Cardinal sottoscritto inviò a Vostra Eccellenza il 25. del suddetto mese sono così determinati ed espliciti da non ammettere alcun dubbio sulla loro intelligenza, e siccome pure le circostanze rimarranno sempre le stesse fino a che non sia pienamente eseguita la formale domanda fatta in quella occasione; così il Santo Padre ha giudicato non esser luogo ad altra risposta tranne quella di richiamare Vostra Eccellenza alla dichiarazione contenuta nella Nota suddetta.

Adempiuti per tal modo i comandi della Santità di N. S., i Cardinal sottoscritto coglie quest' incontro per ripetere a Vostra Eccellenza i sensi della sua distinta considerazione.

L. CARD. LAMBRUSCHINI.

82.

*Décret du Président de la Bolivie
qui accorde l'introduction des cotons
bruts sur le territoire de la République.
En date du 31 Décembre
1837.*

(Archives du commerce. Paris 1838. Octobre p. 283).
Traduction de l'espagnol.

La libre entrée sur le territoire de la république est accordée aux cotons bruts. Les cotons du pays et ceux qui seraient apportés de l'étranger, circuleront librement et sans qu'il soit nécessaire de se munir d'un certificat de la douane, dans l'intérieur de la Bolivie.

Signé: SANTA CRUZ.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1830.

- 27 Février. Convention signée à Modène entre le Roi de Sardaigne et le Duc de Modène par laquelle sont confirmés les Traités conclus entre la Sardaigne et la Duchesse de Massa et Carrara, et les dispositions du Traité du 18 Janvier 1817, conclu entre la Sardaigne et le Duc de Modène sont applicables aux sujets de la Principauté de Massa et Carrara. Pag. 1.
- 25 Mars. Brève de S. S. Pie VIII adressé à l'Archevêque de Cologne et aux Evêques de Trèves, de Paderborn et de Munster. 2
- 27 Mars. Instruction de la cour de Rome adressée à l'Archevêque de Cologne et aux Evêques de Trèves, de Paderborn et de Munster. 7
- 8 Août. Traité signé à Tunis et conclu par M. Lesseps entre la France et Tunis. 13
- 5 Octobre. Convention signée à Munich entre la Sardaigne et la Bavière pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 16

1831.

- 17 Octobre. Convention conclue à Brême entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Brême, relativement au commerce des harengs. 19

1832.

- 22 Février. Traité d'amitié, et de commerce signé à Tunis entre la Sardaigne et le Bey de Tunis. 21
- 16 Juin. Ordonnance du Roi des Français qui réduit le droit de tonnage à percevoir sur les

Table chronologique.

539

- navires français et anglais venant des ports
de la Grande-Bretagne et de ses possessions
en Europe. Pag. 26
- 24 Octobre. Convention relative à la pêche du co-
rail, conclue entre la France et la Régence
de Tunis. 27

1833.

- 28 Mars. Traité d'alliance défensive signé à Turin
entre les Deux-Siciles et la Sardaigne contre
les Régences Barbaresques. 28

1834.

- 19 Juin. Arrangement signé à Berlin entre le gou-
vernement Prussien et l'Archevêque de Co-
logne, Comte de Spiegel, relatif à l'exécu-
tion du Bref du Pape du 25 Mars 1830 30
5. 10 et 27 Juillet. Actes d'accession à l'arrangement
précédent de la part des Evêques de Pader-
born, de Munster et de Trèves. 44
- 15 Octobre. Lettre pastorale de l'Archevêque de
Cologne, Comte de Spiegel, adressée aux cu-
rés de son diocèse, concernant l'exécution du
Bref du Pape du 25 Mars 1830. 48
- 22 Octobre. Instruction adressée aux Vicaires gé-
néraux par l'Archevêque de Cologne, Comte
de Spiegel, relativement à l'exécution du Bref
papal du 25 Mars 1830. 50
- 17 Décembre. Circulaire des Douanes en France,
relative aux conventions de commerce et de
navigation conclues entre la France d'une
part et les Républiques de Vénézuëla et de
la Nouvelle-Grenade de l'autre part. 56

1835.

- 20 Février. Traité définitif de démarcation de la fron-
tière entre les Etats Prussiens et le Royaume
de Pologne, depuis les confins du Grand-
duché de Posen jusqu'à ceux de la Républi-
que de Cracovie, signé à Berlin entre la Prusse
et la Russie. 58
- 4 Mars. Traité de commerce et de navigation entre

- l'Autriche et la Grèce, conclu à Athènes (texte officiel en langue française).** 92
- 31 Août. Convention signée à Lisbonne entre le Portugal et l'Espagne pour la libre navigation du Douro.** 97

1836.

- 25 Mars. Note confidentielle du Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat du Pape, adressée à l'Envoyé de la Prusse à Rome.** 99
- 15 Avril, Réponse du dernier.** 106
- 15 Septembre - 10 Novembre. Lettres adressées à la cour de Rome par l'Archevêque et les Evêques de la Province Rhénane et Westphalienne de la Prusse.** 120
- 28 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées indiennes des Sacs et Fox.** 155
- 1^{er} Décembre. Acte de Délimitation entre le Duché de Silésie et le Royaume de Pologne, dressé en vertu du Traité conclu le ^{4 Mars.} 20 Février. 1835 à Berlin, et signé à Tarnowitz.** 127

1837.

- 14 Janvier. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewa, dans l'Etat de Michigan.** 159
- 15 Janvier - 24 Février. Notes échangées à Rome entre le Saint Siège et le gouvernement Prussien, concernant l'affaire de l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering).** 165
- 11 Février. Traité signé à Washington entre l'Amérique septentrionale et six chefs de la tribu indienne des Potawattamies.** 181
- 11 et 18 Mars. Nouveau Tarif général de Douanes et Acte de navigation, mis en vigueur le 18 Septembre 1837 dans la République de Mexique. (Traduction de l'espagnol, publiée à Hambourg).** 183
- 16 Mars. Traité de commerce et de navigation, conclu à Londres entre les Royaumes de Suède et de Norwège d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part.** 214

- 1837 10 Mai. Convention signée à Berlin entre la Prusse et le Grand-duché d'Oldenbourg, pour régler les relations provenant de la réunion des églises catholiques dans l'Oldenbourg avec la Diocèse de Munster. Pag. 222
- 26 Mai. Traité de Paix et d'amitié conclu au fort Gibson entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Kioway, Ka-ta-ka et Ta-wa-karo. 226
- 27 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas entre les trois républiques anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part et la république de Vénézuëla d'autre part. 230
- 3 Juin. Traité de Navigation signé à Berlin entre la Prusse et les Pays-Bas. 250
- 9 Juin. Acte d'accession signé à Hambourg, des villes libres anséatiques de Hambourg, de Brême et de Lubeck aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la représentation de la traite des esclaves. 266
- 12 Juin. Décret du gouvernement de la Nouvelle-Grénade, relatif à l'importation des machines. 271
- 23 Juin. Décret du gouvernement de la Bolivie, relatif à l'importation du mercure. 272
- 27 Juin. Décret du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, relatif à l'importation des matériaux de construction dans la province de Choco. 272
- 15 et 22 Juillet. Notes du gouvernement espagnol au sujet de concessions à faire au commerce anglais. 273
- 29 Juillet. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Chipewas, signé à St. Peters dans le territoire de Wisconsin. 275
- 9 Août. Publication de la cour de Turin relativement aux différends survenus entre la Sardaigne et l'Espagne. 278
- 25 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic entre les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les grandduchés de Bade et de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. 292

- 1837 26 Août. Convention conclue à Munic entre les mêmes Etats, concernant les monnoies. Pag. 294
- 31 Août. Décret du gouvernement de Buenos-Ayres, qui établit un droit additionnel d'importation. 298
- 31 Août. Décret du même gouvernement sur l'exportation de l'or et de l'argent. 298
- 29 Septembre. Traité conclu à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et certains chefs de la nation indienne des Sioux 300
- 17 Septembre. Convention sur l'abolition du droit
- 5 Octobre. d'aubaine et de détraction entre l'Electorat de Hesse et plusieurs provinces d'Autriche non appartenantes à la confédération germanique. 302
- 5 Octobre. Resolution du Président de la République de la Nouvelle-Grenade, relative aux cadres de tableaux importés. 304
- 18 Octobre. Publication concernant l'abolition réciproque du péage qu'on a payé jusqu'ici sur le Rhin et les rivières voisines, conformément à une convention conclue entre le Grand-duché de Bade et la ville libre de Francfort 307
- 17 Octobre. Décret du gouvernement de l'Etat d'Uruguay relatif au transit des marchandises étrangères. 306
- 21 Octobre. Traité conclu à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes confédérées des Sacs et Fox. 309
- 21 Octobre. Traité conclu à Washington entre les mêmes et les Yanktons, une des tribus de la nation indienne des Sioux. 312
- 21 Octobre. Traité conclu à Washington entre les mêmes et les nations indiennes des Sacs et Fox sur le Missouri. 313
- 26 Octobre. Lettre de l'Archevêque de Gnesen et de Posen (M. de Dunin) adressée immédiatement à Sa Maj. le Roi de Prusse. 316
- 1 Novembre. Traité conclu à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Winnebago. 330
- 1 Novembre. Traité signé à Hanovre entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le Bade, les deux Hesses, les Etats apparte-

- nans à la ligue de douanes et de commerce de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick de l'autre part, pour faciliter les relations réciproques de commerce. Pag. 333
- 1837 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre les mêmes Etats pour la répression du commerce de contrebande. 338
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre les Etats appartenans à la ligue de douanes Prussienne et le Royaume de Hanovre, pour l'aggrégation du comte de Hohnstein et du bailliage d'Elbingerode au système de douanes de la Prusse et des autres Etats réunis à la ligue de douanes. 342
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre la Prusse d'une part et le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick de l'autre part, pour l'aggrégation de plusieurs territoires prussiens au système de douanes des derniers Etats. 349
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre la ligue de douanes Prussienne et le duché de Brunswick, pour l'aggrégation de la Principauté de Blanckenbourg avec le bailliage de Walkenried, du bailliage Colvoerde et des villages Pabstorf et Hessen au système de douanes de la Prusse et de ses confédérés. 355
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre la Prusse et le Duché de Brunswick, sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires du dernier aggrégés au système de douanes de la Prusse. 362
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre, entre la Prusse et le royaume de Hanovre, sur les droits aux quels seront soumis les produits des territoires hanovriens aggrégés au système de douanes de la Prusse. 366
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre, entre les deux ligues des douanes, pour faciliter le commerce réciproque. 370
- 10 Novembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Miami. 379
- 11 Novembre. Traité signé à Hanovre entre le Ro-

- yaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick d'une part et la Principauté de Schaumbourg-Lippe de l'autre part, sur l'accession de la dernière, excepté le bailliage de Blomberg, au système de douanes des dits premiers Etats. Pag. 392
- 1837 13 Novembre. Convention conclue à Hanovre entre le Royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick pour la construction d'une route de fer de la ville de Brunswick jusqu'à Harzburg et Goslar. 403
- jusqu'au 20 Novembre. Actes concernant les différends entre le gouvernement prussien et l'archevêque de Cologne, le Baron Droste de Vischering. 414
- 21 Novembre - 19 Décembre. Actes du Chapitre métropolitain de Cologne, relativement aux différends entre la cour de Rome et le cabinet Prussien. 460
- 23 Novembre. Traité conclu à St. Louis entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Joway Indiens. 458
- 23 Novembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'extension des dispositions du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le Grand-duché de Bade. 459
- 25 Novembre. Traité conclu à Buckebourg entre les Royaumes de Prusse et de Hanovre, pour la régularisation des frontières litigieuses sur les deux rives du Weser entre les deux Etats. 468
- 25 Novembre. Exposé officiel du gouvernement Prussien de sa conduite tenue envers l'archevêque de Cologne (Droste de Vischering). 484
- 10 Décembre. Discours prononcé par S. S. le Pape dans le Consistoire secret, relativement à l'événement de Cologne. 600
- 12 Décembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas portant l'extension du Traité de navigation conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le Duché de Nassau. 602
- 12 Décembre. Déclaration ministérielle publiée en Prusse sur le renouvellement de la convention d'étapes subsistante avec le Grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach. 604

- 16 Décembre. Décision du Ministère des Finances du Grand-duché de Bade, relative aux droits de transit pour la Suisse. Pag. 605
- 1837 17 Décembre. Note du Chev. Bunsen, Envoyé extraordinaire de la Prusse près le St. Siège adressée à la cour de Rome et Réponse du Cardinal-Secrétaire d'état du Pape. 606
- 19 Décembre. Ordonnance du Roi de Hanovre sur l'admission de la ville et du district de Münden à la ligue hanovrienne de douanes et sur les changemens dans les droits d'importation et d'exportation pour ce territoire. 614
- 20 Décembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewas, portant des modifications au Traité du 14 Janvier 1837. 617
- 25 Décembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'application des dispositions du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, au Grand-duché de Hesse. 620
- 26 Décembre. Bref de S. S. le Pape Grégoire XVI adressé au Chapitre metropolitain de Cologne. 622
- 27 Décembre. Convention entre le Royaume de Hanovre et le Royaume de Sardaigne, sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 624
- 29 Décembre. Publication de la Direction générale des douanes dans le Royaume de Hanovre sur la reduction des droits d'importation et d'exportation dans les territoires du Royaume de Hanovre et du Duché de Brunswick soumis à l'administration Prussienne de douanes. 626
- 29 Décembre. Convention entre le Royaume de Hanovre et la Hollande sur les droits à payer aux témoins dans les procès des malfaiteurs rendus d'un gouvernement à l'autre. 631
- 29 Décembre. Note ultérieure adressée à la cour de Rome par le Chev. Bunsen, Envoyé de Prusse et Réponse de la cour de Rome. 634
- 31 Décembre. Décret du Président de la Bolivie qui accorde l'introduction des cotons bruts sur le territoire de la République. 637
-

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Amérique (Etats-unis).

1836 28 Septembre.	Traité avec les tribus confédérées indiennes des Sacs et Fox.	Pag. 155
1837 14 Janvier.	Traité avec la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewas dans l'Etat de Michigan.	159
11 Février.	Traité signé à Washington avec six chefs de la tribu indienne des Potawattamies.	181
26 Mai.	Traité de paix et d'amitié conclu au fort Gibson avec les nations indiennes des Kioway, Ka-ta-ka et Ta-wa-karo.	226
29 Juillet.	Traité avec les Chippewas, signé à St. Peters dans le territoire de Wisconsin.	275
29 Septembre.	Traité conclu à Washington avec certains chefs des Sioux.	300
21 Octobre.	Traité conclu à Washington avec les tribus indiennes confédérées des Sacs et Fox.	309
21 Octobre.	Traité conclu à Washington avec les mêmes et les Yanktons, une des tribus de la nation des Sioux.	312
21 Octobre.	Traité conclu à Washington avec les Sacs et Fox sur le Missouri.	313
1 Novembre.	Traité conclu à Washington avec la nation indienne des Winnebago.	330
10 Novembre.	Traité avec la tribu indienne des Miami.	379
23 Novembre.	Traité conclu à St. Louis avec les Joway Indiens.	458
20 Décembre.	Traité avec la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewas; portant des modifications au Traité du 14 Janvier 1837.	617

Autriche.

- 1835 4 Mars. Traité de commerce et de navigation, conclu à Athènes avec la Grèce. (Texte officiel en langue française). Pag. 92
- 1837 17 Septembre 5 Octobre. Convention avec l'Electorat de Hesse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction pour plusieurs provinces autrichiennes non appartenantes à la confédération germanique. 302

Bade.

- 1837 25 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, le Grand-duché de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort. 1892
- 26 Août. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes États. 294
- 13 Octobre. Publication concernant l'abolition réciproque du péage qu'on a payé jusqu'ici sur le Rhin et les rivières voisines, conformément à une convention conclue avec la ville libre de Francfort. 307
- 1 Novembre. Traité et conventions avec le Hanovre, l'Oldenbourg et Brunswick. Voy. Prusse.
- 23 Novembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'extension des dispositions du Traité de navigation, conclu le 5 Juin 1837 avec la Prusse, sur le Grand-duché de Bade. 459
- 16 Décembre. Décision du Ministère des Finances, relative aux droits de transit pour la Suisse. 605

Bavière.

- 1830 5 Octobre. Convention conclus à Munic avec la Sardaigne sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 16
- 1837 25 Aout. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec le Wurtemberg, le Bade, la Hesse Grand-ducale, le Nassau, et la ville libre de Francfort. 292
- 26 Aout. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes États. 294

- 1837 1 Novembre. Traité conclu conjointement avec les autres Etats appartenans à la ligue de douanes à Hanovre, avec le royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick, pour faciliter les relations réciproques de commerce. Pag. 333
- 1 Novembre. Conventions avec le Royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick *Voy. Prusse.*
- Bolivie.**
- 23 Juin. Décret relatif à l'importation du mercure. 272
- 31 Décembre. Décret du Président Santa Cruz qui accorde l'introduction des cotons bruts sur le territoire de la République. 637
- Brême.**
- 1831 17 Octobre. Convention conclue avec la Grande-Bretagne, relativement au commerce des harengs. 19
- 1837 27 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas avec la République de Venezuela. 230
- 9 Juin. Acte d'accession signé à Hambourg aux Traités conclus le 30 Novembre 1830 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France pour la répression de la traite des esclaves. 266
- Brunswick (Duché).**
- 1837 1 Novembre. Traité conclu à Hanovre conjointement avec le royaume de Hanovre et le Grand-duché d'Oldenbourg, avec la Prusse et les Etats appartenans à la ligue prussienne de douanes, pour faciliter les relations reciproques de commerce. 333
- 11 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec les mêmes Etats pour la répression du commerce de contrebande. 338
- 11 Novembre. Convention conclue conjointement avec le Hanovre et l'Oldenbourg à Hanovre avec la Prusse, pour l'aggrégation de plusieurs territoires prussiens au système de douanes des dits Etats. 349

- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec la ligue de douanes prussienne, pour l'aggrégation de la Principauté de Blanckenbourg, avec le bailliage de Walkenried, du bailliage Colvoerde et des villages Pabstorf et Hessen au système de douanes de la dite ligue 355
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec la Prusse sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires du Duché aggrégés au système de douanes de la Prusse 362
- 1 Novembre. Convention conclue conjointement avec le Hanovre et l'Oldenbourg à Hanovre avec la ligue de douanes prussienne, pour faciliter le commerce réciproque. 370
- 11 Novembre. Traité conclu à Hanovre avec la Principauté de Lippe - Schaumbourg, pour l'accession de cette Principauté au système de douanes de Hanovre, d'Oldenbourg et de Brunswick. 392
- 13 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec le Roi de Hanovre, pour la construction d'une route de fer de la ville de Brunswick jusqu'à Harzburg et Goslar. 408
- 29 Décembre. Publication sur la réduction des droits d'importation et d'exportation dans les territoires soumis à l'administration Prussienne de douanes. 626
- Buenos - Ayres.**
- 1837 31 Août. Décret qui établit un droit additionnel d'importation. 298
- 31 Août. Décret sur l'exportation de l'or et de l'argent. 298
- Carrara (Voy. Massa et Carrara).**
- Deux - Siciles.**
- 1833 28 Mars. Traité d'alliance défensive conclue à Turin avec la Sardaigne contre les Régences Barbaresques. 28
- Espagne.**
- 1835 31 Août. Convention conclue à Lisbonne avec le Portugal, pour la libre navigation du Douro. 297

- 1837 15 et 22 Notes au sujet de concessions à faire au
Juillet. commerce anglais. 273
9 Août. Publication de la cour de Turin, relative-
ment aux différends survenus entre la Sar-
daigne et l'Espagne. 278

France.

- 1830 8 Août. Traité conclu à Tunis avec le Bey de Tu-
nis par M. Lesseps, Consul-gl de France. 13
1832 26 Juin. Ordonnance royale qui réduit le droit de
tonnage à percevoir sur les navires français
et anglais venant des ports de la Grande-Bre-
tagne et de ses possessions en Europe. 26
24 Octobre. Convention avec la Régence de Tunis
relative à la pêche du corail. 27
1834 17 Décembre. Circulaire des Douanes relative aux
conventions de commerce et de navigation
conclues avec les Républiques de Vénézuëla
et de la Nouvelle-Grenade. 56

Francfort (ville libre).

- 1837 25 Août. Convention concernant le billon, conclue
à Munic avec les royaumes de Bavière et de
Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de
Hesse et le duché de Nassau. 292
26 Août. Convention concernant les monnoies, con-
clue à Munic avec les mêmes Etats. 294
13 Octobre. Publication concernant l'abolition réci-
proque du péage qu'on a payé jusqu'ici sur
le Rhin et les rivières voisines conformément
à une convention conclue avec le Grand-duché
de Bade. 307
1 Novembre. Traité et conventions avec le Hano-
vre, l'Oldenbourg et le Brunswick Voy.
Prusse.

Grande-Bretagne.

- 1831 17 Octobre. Convention conclue à Brème avec la
ville libre anseatique de Brème, relativement
au commerce des harengs. 19

Grèce.

- 1835 4 Mars. Traité de commerce et de navigation, con-

- l'Autriche et la Grèce, conclu à Athènes (texte officiel en langue française).** 92
- 31 Août. Convention signée à Lisbonne entre le Portugal et l'Espagne pour la libre navigation du Douro.** 97

1836.

- 25 Mars. Note confidentielle du Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat du Pape, adressée à l'Envoyé de la Prusse à Rome.** 99
- 15 Avril, Réponse du dernier.** 106
- 15 Septembre - 10 Novembre. Lettres adressées à la cour de Rome par l'Archevêque et les Evêques de la Province Rhénane et Westphalienne de la Prusse.** 120
- 28 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées indiennes des Sacs et Fox.** 155
- 13 Décembre. Acte de Délimitation entre le Duché de Silésie et le Royaume de Pologne, dressé en vertu du Traité conclu le ^{4 Mars.} 20 Février. 1835 à Berlin, et signé à Tarnowitz.** 127

1837.

- 14 Janvier. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewa, dans l'Etat de Michigan.** 159
- 15 Janvier - 24 Février. Notes échangées à Rome entre le Saint Siège et le gouvernement Prussien, concernant l'affaire de l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering).** 165
- 11 Février. Traité signé à Washington entre l'Amérique septentrionale et six chefs de la tribu indienne des Potawattamies.** 181
- 11 et 18 Mars. Nouveau Tarif général de Douanes et Acte de navigation, mis en vigueur le 18 Septembre 1837 dans la République de Mexique. (Traduction de l'espagnol, publiée à Hambourg).** 183
- 16 Mars. Traité de commerce et de navigation, conclu à Londres entre les Royaumes de Suède et de Norwège d'une part et le Royaume de Hanovre d'autre part.** 214

- 1837 10 Mai. Convention signée à Berlin entre la Prusse et le Grand-duché d'Oldenbourg, pour régler les relations provenant de la réunion des églises catholiques dans l'Oldenbourg avec la Diocèse de Munster. Pag. 222
- 26 Mai. Traité de Paix et d'amitié conclu au fort Gibson entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Kioway, Ka-ta-ka et Ta-wa-karo. 226
- 27 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas entre les trois républiques anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part et la république de Vénézuëla d'autre part. 230
- 3 Juin. Traité de Navigation signé à Berlin entre la Prusse et les Pays-Bas. 250
- 9 Juin. Acte d'accession signé à Hambourg, des villes libres anséatiques de Hambourg, de Brême et de Lubeck aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la représentation de la traite des esclaves. 266
- 12 Juin. Décret du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, relatif à l'importation des machines. 271
- 23 Juin. Décret du gouvernement de la Bolivie, relatif à l'importation du mercure. 272
- 27 Juin. Décret du gouvernement de la Nouvelle-Grenade, relatif à l'importation des matériaux de construction dans la province de Choco. 272
- 15 et 22 Juillet. Notes du gouvernement espagnol au sujet de concessions à faire au commerce anglais. 273
- 29 Juillet. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Chipewas, signé à St. Peters dans le territoire de Wisconsin. 275
- 9 Août. Publication de la cour de Turin relativement aux différends survenus entre la Sardaigne et l'Espagne. 278
- 25 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic entre les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les grandduchés de Bade et de Hesse, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. 292

- 1837 26 Août. Convention conclue à Munic entre les mêmes Etats, concernant les monnoies. Pag. 294
- 31 Août. Décret du gouvernement de Buenos-Ayres, qui établit un droit additionnel d'importation. 298
- 31 Août. Décret du même gouvernement sur l'exportation de l'or et de l'argent. 298
- 29 Septembre. Traité conclu à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et certains chefs de la nation indienne des Sioux 300
- 17 Septembre. Convention sur l'abolition du droit
- 5 Octobre. d'aubaine et de détraction entre l'Electorat de Hesse et plusieurs provinces d'Autriche non appartenantes à la confédération germanique. 302
- 5 Octobre. Resolution du Président de la République de la Nouvelle-Grenade, relative aux cadres de tableaux importés. 304
13. Octobre. Publication concernant l'abolition réciproque du péage qu'on a payé jusqu'ici sur le Rhin et les rivières voisines, conformément à une convention conclue entre le Grand-duché de Bade et la ville libre de Francfort. 307
- 17 Octobre. Décret du gouvernement de l'Etat d'Uruguay relatif au transit des marchandises étrangères. 306
- 21 Octobre. Traité conclu à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes confédérées des Sacs et Fox. 309
- 21 Octobre. Traité conclu à Washington entre les mêmes et les Yanktons, une des tribus de la nation indienne des Sioux. 312
- 21 Octobre. Traité conclu à Washington entre les mêmes et les nations indiennes des Sacs et Fox sur le Missouri. 313
- 26 Octobre. Lettre de l'Archevêque de Gnesen et de Posen (M. de Dunin) adressée immédiatement à Sa Maj. le Roi de Prusse. 316
- 1 Novembre. Traité conclu à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Wiunnebago. 330
- 1 Novembre. Traité signé à Hanovre entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Würtemberg, le Bade, les deux Hesses, les Etats apparte-

- nans à la ligue de douanes et de commerce de Thuringue, le Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick de l'autre part, pour faciliter les relations réciproques de commerce. Pag. 333
- 1837 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre les mêmes Etats pour la répression du commerce de contrebande. 338
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre les Etats appartenans à la ligue de douanes Prussienne et le Royaume de Hanovre, pour l'aggrégation du comte de Hohnstein et du bailliage d'Elbingerode au système de douanes de la Prusse et des autres Etats réunis à la ligue de douanes. 342
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre la Prusse d'une part et le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick de l'autre part, pour l'aggrégation de plusieurs territoires prussiens au système de douanes des derniers Etats. 349
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre la ligue de douanes Prussienne et le duché de Brunswick, pour l'aggrégation de la Principauté de Blanckenbourg avec le bailliage de Walkenried, du bailliage Colvoerde et des villages Pabstorf et Hessen au système de douanes de la Prusse et de ses confédérés. 355
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre entre la Prusse et le Duché de Brunswick, sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires du dernier aggrégés au système de douanes de la Prusse. 362
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre, entre la Prusse et le royaume de Hanovre, sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires hanovriens aggrégés au système de douanes de la Prusse. 366
- 1 Novembre. Convention signée à Hanovre, entre les deux ligues des douanes, pour faciliter le commerce réciproque. 370
- 10 Novembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Miami. 379
- 11 Novembre. Traité signé à Hanovre entre le Ro-

firmés les Traités conclus entre la Sardaigne et la Duchesse de Massa et Carrara, et les dispositions du Traité du 18 Janvier 1817, conclu entre la Sardaigne et le Duché de Modène, sont applicables aux sujets du Duché de Massa et Carrara.

Pag. 1

Mexique.

1837 11 et 18 Mars. Nouveau Tarif général de Douanes et Acte de Navigation, mis en vigueur le 18 Septembre 1737 dans la République mexicaine. (Traduction de l'espagnol publiée à Hambourg).

183

Modène.

1830 27 Février. Convention conclue à Modène avec la Sardaigne pour la confirmation des Traités conclus entre la Sardaigne et la Duchesse de Massa et Carrara et pour l'application des dispositions du Traité du 18 Janvier 1817 conclu avec la Sardaigne aux sujets du Duché de Massa et Carrara.

1.

Nassau.

1837 25 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse et la ville libre de Francfort.

292

26 Août. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes Etats.

294

1 Novembre. Traité et conventions avec le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick *Voy. Prusse.*

12 Décembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'extension du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le Duché de Nassau.

602

Nouvelle-Grenade.

1834 17 Décembre. Circulaire des douanes en France, relativement à la convention de commerce et de navigation avec la république de la Nouvelle-Grenade.

56

- 16 Décembre. Décision du Ministère des Finances du Grand-duché de Bade, relative aux droits de transit pour la Suisse. Pag. 605
- 1837 17 Décembre. Note du Chev. Bunsen, Envoyé extraordinaire, de la Prusse près le St. Siège adressée à la cour de Rome et Réponse du Cardinal-Secrétaire d'état du Pape. 606
- 19 Décembre. Ordonnance du Roi de Hanovre sur l'admission de la ville et du district de Münden à la ligue hanovrienne de douanes et sur les changemens dans les droits d'importation et d'exportation pour ce territoire. 614
- 20 Décembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Saganaw de la nation indienne des Chippewas, portant des modifications au Traité du 14 Janvier 1837. 617
- 25 Décembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'application des dispositions du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, au Grand-duché de Hesse. 620
- 26 Décembre. Bref de S. S. le Pape Grégoire XVI adressé au Chapitre métropolitain de Cologne. 622
- 27 Décembre. Convention entre le Royaume de Hanovre et le Royaume de Sardaigne, sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 624
- 29 Décembre. Publication de la Direction générale des douanes dans le Royaume de Hanovre sur la réduction des droits d'importation et d'exportation dans les territoires du Royaume de Hanovre et du Duché de Brunswick soumis à l'administration Prussienne de douanes. 626
- 29 Décembre. Convention entre le Royaume de Hanovre et la Hollande sur les droits à payer aux témoins dans les procès des malfaiteurs rendus d'un gouvernement à l'autre. 631
- 29 Décembre. Note ultérieure adressée à la cour de Rome par le Chev. Bunsen, Envoyé de Prusse et Réponse de la cour de Rome. 634
- 31 Décembre. Décret du Président de la Bolivie qui accorde l'introduction des cotons bruts sur le territoire de la République. 637
-

		néraux par le même relativement au même objet.	Pag. 50
1835	20 Février 4 Mars.	Traité définitif de démarcation de la frontière entre les Etats Prussiens et le Royaume de Pologne, depuis les confins du Grand-duché de Posen jusqu'à ceux de la République de Cracovie, signé à Berlin entre la Prusse et la Russie.	58
1836	25 Mars.	Note confidentielle du Cardinal Secrétaire l'Etat du Pape (Lambruschini) à l'Envoyé de Prusse à Rome.	99
	15 Avril.	Réponse du dernier.	106
	15 Septembre - 10 Novembre.	Lettres adressées à la cour de Rome par l'Archevêque et les Evêques de la Province Rhénane et Westphalienne de la Prusse.	120
	18 Décembre.	Acte de Délimitation entre le Duché de Silésie et le Royaume de Pologne, dressé en vertu du Traité conclu à Berlin le 4 Mars	
	20 Février	entre la Prusse et la Russie, et signé à Tarnowitz par les Commissaires de ces deux Puissances.	127
1837	15 Janvier - 24 Février.	Notes échangées à Rome entre le saint Siège et le gouvernement Prussien, concernant l'affaire de l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering).	165
	10 Mai.	Convention signée à Berlin avec le Grand-duché d'Oldenbourg, pour régler les relations provenant de la réunion les églises catholiques dans l'Oldenbourg avec le diocèse de Munster.	222
	3 Juin.	Traité de navigation, signé à Berlin, avec les Pays-Bas.	250
	26 Octobre.	Lettre de l'Archevêque de Gnesen et de Posen, (M. de Dounin), adressée immédiatement à Sa Maj. le Roi de Prusse.	316
	1 Novembre.	Traité conclu à Hanovre conjointement avec les autres Etats appartenans à la ligue de douanes, avec le royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick, pour faciliter les relations réciproques de commerce.	333

Autriche.

- 1835 4 Mars. Traité de commerce et de navigation, conclu à Athènes avec la Grèce. (Texte officiel en langue française). Pag. 92
- 1837 17 Septembre
5 Octobre. Convention avec l'Electorat de Hesse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction pour plusieurs provinces autrichiennes non appartenantes à la confédération germanique. 302

Bade.

- 1837 25 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, le Grand-duché de Hesse, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort. 292
- 26 Août. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes Etats. 294
- 13 Octobre. Publication concernant l'abolition réciproque du péage qu'on a payé jusqu'ici sur le Rhin et les rivières voisines, conformément à une convention conclue avec la ville libre de Francfort. 307
- 1 Novembre. Traité et conventions avec le Hanovre, l'Oldenbourg et Brunswick. Voy. Prusse.
- 23 Novembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'extension des dispositions du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le Grand-duché de Bade. 459
- 16 Décembre. Décision du Ministère des Finances, relative aux droits de transit pour la Suisse. 605

Bavière.

- 1830 5 Octobre. Convention conclue à Munic avec la Sardaigne sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 16
- 1837 25 Aout. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec le Wurtemberg, le Bade, la Hesse Grand-ducale, le Nassau, et la ville libre de Francfort. 292
- 26 Août. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes Etats. 294

- 1837 15 et 22 Notes au sujet de concessions à faire au
Juillet. commerce anglais. 273
9 Août. Publication de la cour de Turin, relative-
ment aux différends survenus entre la Sar-
daigne et l'Espagne. 278

France.

- 1830 8 Août. Traité conclu à Tunis avec le Bey de Tu-
nis par M. Lesseps, Consul-gl de de France. 13
1832 26 Juin. Ordonnance royale qui réduit le droit de
tonnage à percevoir sur les navires français
et anglais venant des ports de la Grande-Bre-
tagne et de ses possessions en Europe. 26
24 Octobre. Convention avec la Régence de Tunis
relative à la pêche du corail. 27
1834 17 Décembre. Circulaire des Douanes relative aux
conventions de commerce et de navigation
conclues avec les Républiques de Vénézuëla
et de la Nouvelle-Grenade. 56

Francfort (ville libre).

- 1837 25 Août. Convention concernant le billon, conclue
à Munic avec les royaumes de Bavière et de
Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de
Hesse et le duché de Nassau. 292
26 Août. Convention concernant les monnoies, con-
clue à Munic avec les mêmes Etats. 294
13 Octobre. Publication concernant l'abolition réci-
proque du péage qu'on a payé jusqu'ici sur
le Rhin et les rivières voisines conformément
à une convention conclue avec le Grand-duché
de Bade. 307
1 Novembre. Traité et conventions avec le Hano-
vre, l'Oldenbourg et le Brunswick *Voy.*
Prusse.

Grande-Bretagne.

- 1831 17 Octobre. Convention conclue à Brême avec la
ville libre anseatique de Brême, relativement
au commerce des harengs. 19

Grèce.

- 1835 4 Mars. Traité de commerce et de navigation, con-

clu à Athènes avec l'Autriche. (texte officiel
en langue française.) 92

Hambourg.

- 1837 27 Mai. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas avec la République de Vénézuëla. 230
- 9 Juin. Acte d'accession aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite des esclaves. 266

Hanovre.

- 1837 16 Mars. Traité de commerce et de navigation conclu à Londres avec la Suède et la Norvège 214
- 1 Novembre. Traité conclu à Hanovre entre les deux ligues de douanes, pour faciliter les relations réciproques de commerce. 333
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre entre les mêmes deux ligues de douanes, pour la répression du commerce de contrebande. 338
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec la ligue de douanes Prussienne, pour l'aggrégation du comté de Hohnstein et du bailliage d'Elbingerode au système de douanes de la dite ligue. 342
- 1 Novembre. Convention conclue conjointement avec le Grandduché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick à Hanovre, avec la Prusse, pour l'aggrégation de plusieurs territoires Prussiens au système de douanes de la ligue hanovrienne. 349
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec la Prusse, sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires hanovriens aggrégés au système de douanes de la Prusse. 366
- 1 Novembre. Convention conclue conjointement avec l'Oldenbourg et Brunswick à Hanovre avec la ligue de douanes Prussienne, pour faciliter le commerce réciproque. 370
- 11 Novembre. Traité conclu à Hanovre avec la Principauté de Lippe-Schaumbourg sur l'accession de cette Principauté, excepté le bail-

- liage de Blomberg, au système de douanes hanovrien. 392
- 13 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec le Duché de Brunswick, pour la construction d'une route de fer de la ville de Brunswick jusqu'à Harzbourg et Goslar. 403
- 25 Novembre. Traité conclu à Buckebourg avec la Prusse, pour la régularisation des frontières réciproques litigieuses sur les deux rives du Weser. 468
- 19 Décembre. Ordonnance sur l'admission de la ville et du district de Munden à la ligue hanovrienne de douanes et sur les changemens dans les droits d'importation et l'exportation pour ce territoire. 614
- 27 Décembre. Convention avec le Royaume de Sardaigne sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine. 624
- 29 Décembre. Publication de la Direction générale des douanes sur la réduction des droits d'importation et d'exportation dans les territoires soumis à l'administration Prussienne de douanes. 626
- 29 Décembre. Convention entre le Royaume de Hanovre et la Hollande sur les droits à payer aux témoins dans les procès des malfaiteurs rendus d'un gouvernement à l'autre. 631

Hesse (électorale).

- 1837 17 Septembre Convention sur l'abolition réciproque
5 Octobre. du droit d'aubaine et de détraction pour plusieurs provinces d'Autriche non appartenantes à la confédération germanique. 302
- 1 Novembre. Traité et convention avec le Hanovre, l'Oldenbourg et Brunswick *voy. Prusse.*

Hesse (Grand-ducale).

- 1837 21 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, le Grand-duché de Bade, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. 292
- 26 Août. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes Etats. 294

- 1837 1 Novembre. *Traité et conventions avec le Hanovre, l'Oldenbourg et Brunswick Voy. Prusse.*
 25 Décembre. *Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'application des dispositions du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, au Grand-duché de Hesse. Pag. 620*

Hollande (Pays-Bas).

- 1837 3 Juin. *Traité de navigation conclu à Berlin avec la Prusse. 250*
 23 Novembre. *Déclaration, portant l'extension des dispositions du Traité de navigation conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse sur le Grand-duché de Bade. 459*
 12 Décembre. *Déclaration semblable pour le Duché de Nassau. 602*
 25 Décembre. *Déclaration semblable pour le Grand-duché de Hesse. 620*
 29 Décembre. *Convention avec le Royaume de Hanovre sur les droits à payer aux témoins dans les procès des malfaiteurs rendus d'un gouvernement à l'autre. 631*

Lippe-Schaumbourg (Principauté).

- 11 Novembre. *Traité conclu à Hanovre avec le Royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick sur l'accession de la Principauté de Lippe-Schaumbourg, excepté le bailliage de Blomberg, au système de douanes des dits Etats. 392*

Lubeck.

- 27 Mai. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Caracas avec la République de Vénézuëla. 230*
 9 Juin. *Acte d'accession aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833, entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite des esclaves. 266*

Massa et Carrara.

- 1830 27 Février. *Convention conclue entre la Sardaigne et le Duc de Modène, par laquelle sont con-*

firmés les Traités conclus entre la Sardaigne et la Duchesse de Massa et Carrara, et les dispositions du Traité du 18 Janvier 1817, conclu entre la Sardaigne et le Duché de Modène, sont applicables aux sujets du Duché de Massa et Carrara.

Pag. 1

Mexique.

1837 11 et 18 Mars. Nouveau Tarif général de Douanes et Acte de Navigation, mis en vigueur le 18 Septembre 1737 dans la République mexicaine. (Traduction de l'espagnol publiée à Hambourg).

183

Modène.

1830 27 Février. Convention conclue à Modène avec la Sardaigne pour la confirmation des Traités conclus entre la Sardaigne et la Duchesse de Massa et Carrara et pour l'application des dispositions du Traité du 18 Janvier 1817 conclu avec la Sardaigne aux sujets du Duché de Massa et Carrara.

1

Nassau.

1837 25 Août. Convention concernant le billon, conclue à Munic avec les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, les Grand-duchés de Bade et de Hesse et la ville libre de Francfort.

292

26 Août. Convention concernant les monnoies, conclue à Munic avec les mêmes Etats.

294

1 Novembre. Traité et conventions avec le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick *Voy. Prusse.*

12 Décembre. Déclaration du Roi des Pays-Bas, portant l'extension du Traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 avec la Prusse, sur le Duché de Nassau.

602

Nouvelle-Grénade.

1834 17 Décembre. Circulaire des douanes en France, relativement à la convention de commerce et de navigation avec la république de la Nouvelle-Grénade.

56

Table alphabétique.

658

- 1837 12 Juin. Décret relatif à l'importation des machines. 271
27 Juin. Décret relatif à l'importation des matériaux de construction dans la province de Choco. 272
5 Octobre. Résolution du Président, relative aux cadres de tableaux importés. 304

Oldenbourg (Grand-duché).

- 1837 10 Mai. Convention signée à Berlin avec la Prusse, pour régler les relations provenant de la réunion des églises catholiques du Grand-duché avec le diocèse de Munster. 222
1 Novembre. Traité conclu conjointement avec le royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick à Hanovre avec la ligue de douanes Prussienne, pour faciliter les relations réciproques de commerce. 333
1 Novembre. Conventions conclues à Hanovre avec la ligue de douanes Prussienne *Voy. Hanovre.*
11 Novembre. Traité conclu à Hanovre avec la Principauté de Lippe-Schaumbourg, pour l'accession de cette Principauté, excepté le bailliage de Blomberg, au système de douanes de Hanovre, d'Oldenbourg et de Brunswick. 392

Portugal.

- 1835 31 Août. Convention conclue à Lisbonne avec l'Espagne pour la libre navigation du Douro. 97
Pays-Bas (Voy. Hollande).

Prusse.

- 1834 19 Juin. Arrangement signé à Berlin avec l'Archevêque de Cologne, Comte de Spiegel, relatif à l'exécution du Bref papal 25 Mars 1830. 30
5, 10 et 27 Juillet. Actes d'accession à l'arrangement précédent de la part des Evêques de Paderborn, de Munster et de Trèves. 44
15 Octobre. Lettre pastorale de l'Archevêque de Cologne, Comte de Spiegel, adressée aux curés de son diocèse, concernant l'exécution du Bref papal du 25 Mars 1830. 48
22 Octobre. Instruction adressée aux Vicaires-gé-

	néraux par le même relativement au même objet.	Pag. 50
1835	20 Février 4 Mars. Traité définitif de démarcation de la frontière entre les Etats Prussiens et le Royaume de Pologne, depuis les confins du Grand-duché de Posen jusqu'à ceux de la République de Cracovie, signé à Berlin entre la Prusse et la Russie.	58
1836	25 Mars. Note confidentielle du Cardinal Secrétaire l'Etat du Pape (Lambruschini) à l'Envoyé de Prusse à Rome.	99
	15 Avril. Réponse du dernier.	106
	15 Septembre - 10 Novembre. Lettres adressées à la cour de Rome par l'Archevêque et les Evêques de la Province Rhénane et Westphalienne de la Prusse.	120
	1 ^{er} Décembre. Acte de Délimitation entre le Duché de Silésie et le Royaume de Pologne, dressé en vertu du Traité conclu à Berlin le 4 Mars	
	20 Février entre la Prusse et la Russie, et signé à Tarnowitz par les Commissaires de ces deux Puissances.	127
1837	15 Janvier - 24 Février. Notes échangées à Rome entre le saint Siège et le gouvernement Prussien, concernant l'affaire de l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering).	165
	10 Mai. Convention signée à Berlin avec le Grand-duché d'Oldenbourg, pour régler les relations provenant de la réunion les églises catholiques dans l'Oldenbourg avec le diocèse de Munster.	222
	3 Juin. Traité de navigation, signé à Berlin, avec les Pays-Bas.	250
	26 Octobre. Lettre de l'Archevêque de Gnesen et de Posen, (M. de Dounin), adressée immédiatement à Sa Maj. le Roi de Prusse.	316
	1 Novembre. Traité conclu à Hanovre conjointement avec les autres Etats appartenans à la ligue de douanes, avec le royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick, pour faciliter les relations réciproques de commerce.	333

- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre conjointement avec les autres membres de la ligue de douanes, avec les mêmes Etats pour la répression du commerce de contrebande. 338
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec le royaume de Hanovre, pour l'aggrégation du comté de Hohnstein et du bailliage d'Elbingerode au système de douanes de la Prusse et des autres Etats réunis à sa ligue de douanes. 342
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre, avec le royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick, pour l'aggrégation de plusieurs territoires prussiens au système des douanes des dits Etats. 349
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec le Duché de Brunswick, pour l'aggrégation de la Principauté de Blanckenbourg, avec le bailliage de Walckenried, du bailliage Calvoerde et des villages Pabstorf et Hessen au système de douanes de la Prusse et de ses confédérés. 355
- 1 Novembre. Convention conclue avec le Duché de Brunswick sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires de ce Duché aggrégés au système de douanes de la Prusse. 362
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre avec le royaume de Hanovre sur les droits auxquels seront soumis les produits des territoires hanovriens aggrégés au système de douanes de la Prusse. 366
- 1 Novembre. Convention conclue à Hanovre entre les deux ligues de douanes, pour faciliter le commerce réciproque. 370
- jusqu'au 20 Novembre. Actes concernant les différends avec l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering). 414
- 21 Novembre - 19 Décembre. Actes du Chapitre métropolitain de Cologne, relativement aux différends entre le Cabinet Prussien et la cour de Rome. 460
- 25 Novembre. Exposé officiel de la conduite tenue envers l'Archevêque de Cologne (Droste de Vischering). 484

de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick *Voy. Prusse.*

Saxe (Grand-duché et Duchés).

1837 1 Novembre. Traité et conventions avec le Royaume de Hanovre, le Grand-duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick *Voy. Prusse.*

12 Décembre. Déclaration sur le renouvellement de la convention d'étapes subsistante entre le Grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach et la Prusse.

604

Schwarzbourg (Principautés).

1837 1 Novembre. Traité et conventions avec le Hanovre, l'Oldenbourg et le Brunswick *Voy. Prusse.*

Suède et Norvège.

1837 16 Mars. Traité de commerce et de navigation, conclu à Londres avec le royaume de Hanovre. 214

Suisse.

1837 16 Décembre. Décisions ministérielles dans le royaume de Wurtemberg et le Grand-duché de Bade relativement aux droits de transit pour la Suisse.

605

Suisse.

1830 8 Août. Traité conclu avec la France par M. Lesseps, Consul-général de France.

13

1832 22 Février. Traité d'amitié et de commerce avec la Sardaigne.

21

24 Octobre. Convention relative à la pêche du corail conclue avec la France.

27

Uruguay.

1837 17 Octobre. Décret relatif au transit des marchandises étrangères.

306

Vénézuëla.

1834 17 Décembre. Circulaire des douanes en France relativement à la convention de commerce et de navigation avec la République de Vénézuëla. 56

